

HA
11
.1853-6

International Statistical Congress. 1st-5th, 1853-1863.

COMPTE-RENDU GÉNÉRAL
DES TRAVAUX
DU
CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE
DANS SES SESSIONS

DE BRUXELLES, 1853; PARIS, 1855; VIENNE, 1857; LONDRES, 1860, ET BERLIN, 1863.

PUBLIÉ PAR ORDRE
DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

SOUS LA DIRECTION

Du D^r PIERRE MAESTRI

DIRECTEUR DU BUREAU ROYAL DE STATISTIQUE DE FLORENCE.



FLORENCE,
IMPRIMERIE DE G. BARBÈRA.

1866.

Lieberman
Pol. Econ
1-19-1923
gen.

AVANT-PROPOS.

Le Congrès international de statistique a désormais sa bibliothèque et ses traditions. Chacun de ses membres après avoir assisté aux séances emporte chez lui un précieux recueil de publications qui le mettent à même de se renseigner sur les questions qu'on y a traitées et résolues et sur celles qu'on n'a fait qu'effleurer en se réservant de les discuter dans la prochaine réunion du Congrès. Tout se lie dans cette institution, et quoique elle change de siège à chaque session, les représentants de la statistique officielle se trouvent toujours et partout réunis où le Congrès a lieu. De là, cette direction uniforme dont elle emprunte un caractère propre, qui n'a pas été sans influence sur les progrès récents de la statistique.

Mais ce qui se passe au sein même du Congrès est encore ignoré par de nombreuses personnes, et lorsqu'il s'agit d'appeler un pays à prêter son concours sympathique pour en préparer et en fêter la réunion dans la capitale, il est urgent que tout le monde puisse connaître les traditions mêmes du Congrès pour éviter ainsi des répétitions inutiles et pour qu'on puisse penser à remplir les vides indiqués dans les réunions précédentes. Tel est le but de cette publication dans laquelle je me propose :

1. De donner un tableau synoptique des matières traitées et des résolutions prises par les Congrès de Bruxelles en 1853, de Paris en 1855, de Vienne en 1857, de Londres en 1860 et de Berlin en 1863.
2. De faire connaître par un tableau pareillement synoptique les rapports de MM. les délégués sur les conditions de la statistique dans leurs États respectifs.
3. D'indiquer les ouvrages présentés à la Présidence des Congrès, en les répartissant par ordre de matière et de nationalité.
4. De classer les membres du Congrès selon leur pays de provenance.
5. D'exposer par ordre de matières les résolutions prises dans chaque Congrès.
6. D'analyser la condition des études statistiques de chaque nation, d'après les rapports des délégués officiels et par ordre systématique des objets mentionnés.

La simple énonciation des matières exposées dans ce volume doit suffire, il me semble, à en faire apprécier l'importance. Le plan en est dû à mon excellent confrère et ami, M. le Dr Engel qui déjà avait fait un travail analogue pour le Congrès de Berlin. Je ne fais donc que suivre sans hésiter la méthode selon laquelle ce savant distingué a classé les résolutions, les rapports et les publications de Bruxelles, de Paris, de Vienne et de Londres.

Voici donc le système de classification dont je me suis servi en arrêtant le plan de mon avant-programme.

I. PARTIE THÉORIQUE.

Théorie et technique de la statistique.
Organisation de la statistique.
Organisation du Congrès.

II. PARTIE PRATIQUE.

- A. Statistique générale. Description de l'état général et de plusieurs sections.
B. Statistique des différentes sections formant la description d'un État.

- | | |
|--|---|
| 1. Territoire. Physique du pays. | 17. Production et consommation. |
| 2. Division administrative. | 18. Prix et salaires. |
| 3. Lieux d'habitation. | 19. Classes ouvrières. |
| 4. Population. | 20. Prévoyance; secours mutuels. |
| 5. Propriété foncière. | 21. Bienfaisance. Assistance publique. |
| 6. Agriculture; potagers; vignes. | 22. Hygiène. Service de santé. |
| 7. Sylviculture et chasse. | 23. Cultes. |
| 8. Pêche. | 24. Education. Instruction publique. |
| 9. Mines et usines. | 25. Sciences et arts. |
| 10. Manufactures, arts et métiers. | 26. Presse périodique et littérature. |
| 11. Travaux publics. | 27. Sécurité publique. Police. Prisons. |
| 12. Monnaies, poids et mesures. | 28. Justice civile et criminelle. |
| 13. Commerce. | 29. Armée. |
| 14. Transports. | 30. Marine de guerre. |
| 15. Institutions de banque et de crédit. | 31. Finances. |
| 16. Assurances. | |

Peu de mots suffiront pour justifier cette classification. Dans la première partie, la partie théorique, on a laissé une place malheureusement encore trop restreinte pour la théorie de la statistique. Chose étrange! Les statisticiens ont toujours évité dans les sessions précédentes de se placer sur ce terrain. Nous constatons le fait non sans le regretter, parce que nous sommes convaincu qu'il y aurait une certaine utilité à porter devant le Congrès et à agiter parmi nous de pareilles spéculations scientifiques. En effet il est bien prouvé que pour mettre d'accord les méthodes d'exposition, diriger les observations, fixer l'attention sur quelques uns des innombrables faits sociaux, étudier et choisir parmi les rapports variés de ces faits ceux dont il convient tenir compte, il faut s'établir d'avance un *criterium* qui donne une direction aux études et une règle préalable qui fixe le chemin à suivre.

L'organisation du Congrès et celle de la statistique officielle complètent la partie théorique; et nous tenons d'autant plus à conserver ces questions dans notre cadre que la discussion de la première n'a pas été vidée dans le Congrès de Berlin et que la seconde est susceptible de quelques nouveaux développements.

La partie pratique embrasse la statistique générale et la statistique partielle. Les éléments de l'État, la culture matérielle d'une nation, sa culture intellectuelle et morale et ses forces politiques forment autant des recherches statistiques qu'il y a de branches dans l'activité humaine.

Je n'ai rien touché, je le répète, à cette classification, qui nous a été léguée par le Congrès de Berlin, principalement dans le but de conserver une uniformité très-utile pour ceux qui désirent s'instruire sur les traditions de la statistique internationale. D'ailleurs un programme quelconque ne consiste pas dans sa forme, mais dans son fond, et je suis persuadé qu'en m'aidant de ce qui a été fait par mon prédécesseur, j'arriverai plus vite à mon but, qui est de faciliter la division en sections de la Junta organisatrice.

Florence, le 4 Avril 1896.

Dr PIERRE MAESTRI.

Tableau synoptique

des matières traitées dans les Résolutions arrêtées par les Congrès de Bruxelles, 1853, de Paris, 1855, de Vienne, 1857, de Londres, 1860, et de Berlin, 1883.

Note. Les chiffres intercalés correspondent aux pages du Compte-Rendu général qui contiennent le détail des résolutions ou formulaires arrêtés dans les diverses séances du Congrès.

Chapitres.	Bruxelles, 1853.	Paris, 1855.	Vienne, 1857.	Londres, 1860.	Berlin, 1883.
I. Partie Théorique.					
A. Théorie et Technique de la statistique.	.....	Redaction des papiers et notes, employés dans les tableaux statistiques du commerce, en système métrique (p. 3).	.....	.....	.....
B. Organisation de la statistique.	Basos uniformes pour les opérations et pour les publications officielles (commissions centrales) (p. 3).	Institution de commissions centrales de statistique dans les différents Etats (p. 4).	.....	Uniformité des publications statistiques internationales (p. 4).	Echange des publications statistiques; institution de commissions centrales de statistique, élucidation de leur compétence (p. 4).
C. Organisation du Congrès.	Echanges et correspondances internationales. Prochaine session du Congrès (p. 4).	Langues parlées dans les sessions ultérieures du Congrès (p. 6).	Réunion des délégués officiels des gouvernements en un conseil spécial. Rapports de tout ce qui aura été fait dans les différents pays relativement à l'exécution des décisions du Congrès. Extrait substantiel des procès-verbaux des discussions qui ont eu lieu dans les sections, à insérer au compte-rendu des travaux du Congrès (p. 6). Choix du pays et du temps pour la prochaine session du Congrès (p. 7).	Assistance d'un délégué officiel au sein des différents pays à chaque session du Congrès; publication des rapports, programmes et procès-verbaux des sections et des conclusions du Congrès. Langues parlées dans les sessions du Congrès. Prochaine session du Congrès (p. 7).	Institution d'une Commission internationale pour délibérer sur le projet de reorganisation du Congrès (p. 7).
II. Partie pratique.					
A. Statistique générale et de plusieurs branches.	Industrie: agricole, des métaux et carrières, manufacturière, commerciale (p. 5).	.....	.....	Echange des documents statistiques concernant l'agriculture, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière (p. 10).	.....
B. Statistique spéciale.	.....	.....	.....	.....	.....
1. Territoire. Physique du pays.	Triangulation. Climatologie; orographie; géographie capitale et agricole etc. (p. 11).	.....	Eléments que les sciences naturelles doivent fournir à la statistique: configuration du territoire (p. 11); constitution géologique, hydrographie, physique du globe, état de l'atmosphère (p. 12); végétaux, animaux (p. 13); observations phénoménologiques du régime ventail (p. 14); du régime annuel (p. 204). Cartographie (p. 254).	Tourneront d'un plan topographique de toute la surface des différents pays, révision périodique de ce plan (p. 254). Adoption d'un système commun, observations météorologiques (p. 254).	Arpentage (voir II. p. 42).
2. Division administrative du pays.	.....	.....	.....	.....	.....
C. Lieux d'habitation.	Statistique des grandes villes sous le rapport de la santé publique, de la morale, de la criminalité etc. (p. 26).	Statistique des grandes villes. Topographie, superficie, édifices et habitations, voies de communication, population, hygiène publique, éducation, industrie et commerce, organisation municipale, budget etc. etc. (p. 26). Cadre d'un recensement industriel et commercial des cités (p. 32).	.....	.....	.....

Chapitres.	Bruxelles, 1853.	Paris, 1855.	Vienne, 1857.	Londres, 1860.	Berlin, 1863.
D. Population.	Recensements généraux de la population. Recensement de l'état civil. Emigration et immigration (p. 34).	Recensement général et périodique pour l'ensemble de chaque nation (suisses) (p. 36).	Race d'une statistique ethnographique (p. 37).	Recensement : dénombrement de la population (p. 37); professions (p. 39).	Coopération au développement de la part de la population (p. 39); organisation des moyens pratiques d'écarter le relèvement démographique, outre le recensement. Détermination de la population de fait et de la population de droit (p. 39).
E. Propriété foncière.	Cadastral. Morcellement des propriétés (p. 40).	.....	Distribution des propriétés (p. 41).	Transfert des propriétés (p. 41).	Arpentage et délimitation des biens-fonds (p. 42); nature de la propriété foncière (p. 42); sa distribution et son mouvement (p. 43); id. au point de vue public et social (p. 44) propriété bâtie (p. 45) mutation, valeur réelle et évaluation de la propriété foncière (p. 46).
F. Agriculture. Potagers. Vignes.	Recensement agricole (p. 40).	Recensement de l'agriculture (p. 50).	Géographie des végétaux et des animaux (p. 52).	Détermination de la quantité, de la qualité et de la valeur des produits. Dénombrement du bétail (p. 53).	.....
I. Syriculture et Chasse.	.....	.....	.....	.....	.....
2. Pêches.	.....	.....	.....	.....	.....
3. Mines et Usines.	.....	.....	.....	Modèles et cadres uniformes pour les statistiques des mines, des usines, métallurgiques et des branches d'industrie en rapport à la production des métaux; enquêtes sur la condition générale des usines minières (p. 54).	.....
G. Manufactures, Arts et Métiers.	.....	.....	Industrie manufacturière : classification des produits industriels (p. 54); cadres pour recueillir les renseignements relatifs à la production industrielle (p. 52); moyens à recueillir les données nécessaires pour une statistique de l'industrie manufacturière (p. 63).	.....	.....
H. Travaux publics.	.....	Voies de communication : Routes ordinaires (p. 64). Ponts (p. 67). Chemins de fer, organisation administrative et financière, condition technique, matériel, dépenses d'établissement, recettes et dépenses de l'exploitation (p. 68). Navigation intérieure (p. 70). Navigation maritime, ports (p. 82). Télégraphes électriques (p. 83).	.....	.....	.....

Chapitres.	Bruxelles, 1859.	Paris, 1855.	Vienne, 1857.	Londres, 1860.	Berlin, 1863.
<i>I. Monnaies, Poids et Mesures.</i>	.....	Uniformité des mesures etc. (p. 86).	.....	Coinne contenant la réduction de tous les poids et mesures en forme du système métrique; Commission internationale pour l'unité des poids, mesures et monnaies. Adoption d'un titre uniforme et du système décimal pour les monnaies. (p. 87).	Adoption du système métrique comme mesure internationale. Uniformité des monnaies. Formation d'associations pour la propagation du système métrique en Allemagne (p. 88).
<i>J. Commerce.</i>	Commerce extérieur. Navigation maritime. Commerce intérieur. Législation commerciale (p. 89).	Commerce extérieur. Commerce intérieur (p. 90).	.....	.....	.....
<i>K. Transports.</i>	.....	Relations postales internationales (p. 92). Routes ordinaires (p. 63). Chemins de fer (p. 68). Navigation intérieure (p. 79). Navigation maritime (p. 82 et 91). Télégraphie électrique (p. 83).	.....	Produit et frais de construction et d'exploitation des chemins de fer (p. 83).	Mouvement des Marchandises dans les chemins de fer (p. 93).
<i>L. Institutions de banque et de crédit.</i>	.....	.....	Cadre à dresser d'une statistique des banques, institutions de crédit et autres sociétés par actions (p. 94).	Différentes classes de banques; rapports à représenter indiquant le capital employé, le nombre des actionnaires, le passif et l'actif etc. (p. 94).	.....
<i>M. Assurances.</i>	.....	Sociétés d'assurance (p. 95).	.....	.....	Échange mutuel des renseignements statistiques d'assurances entre les bureaux de statistique et les sociétés d'Assurance (p. 99); assurances fondées sur la vie humaine (p. 98); sociétés tontinières (p. 101); assurances; contre l'incendie (p. 101), des transports (p. 102); contre la grêle (p. 105), du bétail (580).
<i>N. Production et Consommation.</i>	.....	.....	.....	Recommandation d'une statistique de la production et de la consommation (p. 106).	.....
<i>O. Prix et Salaires.</i>	.....	.....	.....	Investigations sur les prix et salaires d'après des périodes historiques (p. 106); Extrait du programme de Mr. Newmarch, relatif aux prix dans les pays recevant l'or (p. 109); le même pour les pays produisant l'or (p. 111).	Objets dont les prix doivent être fixés par la statistique; branches de l'industrie etc. après à fournir des renseignements pour la statistique des salaires (p. 112).
<i>P. Classes ouvrières.</i>	Budget économique des classes laborieuses. Dépenses habituelles et improductives de luxe (p. 113).	.....	.....	Études de la condition générale des classes laborieuses (p. 115).	.....

Chapitres.	Bruxelles, 1853.	Paris, 1855.	Vienne, 1857.	Londres, 1860.	Berlin, 1863.
Q. Prévoyance.	.....	Institution de prévoyance, caisses d'épargne, caisses de retraite, sociétés de secours mutuels (p. 115).	.....	.....	Création d'une Commission chargée de délibérer sur les questions à proposer pour une enquête sur les associations qui produisent le système de prévoyance. Renseignements à recueillir sur les institutions de prévoyance; habitations sanitaires, établissements de prêt et de crédit; associations pour l'achat d'objets mobiliers ou mobiliers; associations coopératives ou productives; associations pour l'acquisition et l'augmentation du capital intellectuel de leurs membres (p. 122).
R. Bienfaisance. Assistance publique.	Recommand des indigents (p. 129).	.....	.....	Le Congrès s'occupera dans sa prochaine session de la question du paupérisme (p. 130).	.....
X. Hygiène. Service de santé.	.....	Accidents sur les voies de communication, sur les chantiers des grands travaux, dans les mines et dans les usines industrielles (p. 120); Epidémies (p. 131). Doctes. Nomenclature des causes de mort (p. 135). Allant, mortels (p. 141).	Causes de décès; nomenclature des causes de décès, bulletin médical de décès, instruction sur leur rempli par les médecins (p. 146); Associations de secours aux malades; statistique des infirmes (p. 151), des hôpitaux (p. 155); des maladies d'origine (p. 161), des hôpitaux d'aliénés (p. 161), des hôpitaux d'hydrophobie (p. 165), de personnel sanitaire (p. 167); de l'organisation du service sanitaire (p. 170), des influences géographiques sur la santé (p. 172).	Plan uniforme de statistique pour les hôpitaux (p. 173). Lettre de M. Nightingale; adoption de ses propositions (p. 177). Plan uniforme de statistique sanitaire (p. 178). Plan pour déterminer l'état sanitaire de la population des Etats (p. 179). Statistique médicale des armées; rapports à publier, concernant l'état sanitaire, les maladies, la mortalité et la réforme des divers armées et des chemins (p. 172). Statistique vitale de service naval (p. 180). Statistique sanitaire militaire; influence du climat, de l'habitation, du service etc. (p. 181).	Moyens pour mesurer l'état de santé et de maladie d'une population (p. 181); statistique du recensement comme une des occasions les plus importantes de recueillir des observations certaines sur l'état physique de la population masculine (p. 184); état sanitaire des armées (p. 189); statistique des hôpitaux (p. 189).
Cultes.	.....	.....	.....	.....	.....
T. Education. Instruction publique.	Manière de mesurer l'instruction et l'éducation publiques. Adaption de bases uniformes (p. 189).	.....	Instruction publique; direction et surveillance, dépenses; écoles primaires (p. 190); gymnases, collèges et autres écoles secondaires (p. 193); écoles technologiques préparatoires (p. 194); autres écoles (p. 195); écoles technologiques supérieures (p. 199); écoles spéciales de différents degrés (p. 201).	.....	.....
Sciences et Arts.	.....	.....	.....	.....	.....
F. Presse périodique et Littérature.	.....	.....	Reception de la littérature dans le programme (p. 201).	Statistique de la littérature et de la presse, rapports contenant le nombre des nouveaux ouvrages publiés chaque année, divisés par sciences etc. (p. 201).	.....

Chapitres.	Bruxelles, 1853.	Paris, 1855.	Vienne, 1857.	Londres, 1860.	Berlin, 1863.
V. Police publique. Prisons.		Établissements pénitentiaires, personnel, discipline, travail, instruction, état sanitaire etc. (p. 204).	.....	.....	.....
X. Justice civile et criminelle.	Criminalité et repression. Bases uniformes (p. 209).	Statistique criminelle et judiciaire civile. Complétion des tableaux et nomenclatures des crimes, délits et contraventions (p. 210).	Formation d'un comité international chargé d'établir une nomenclature et une délimitation des actes punissables et des peines corrélatives dans les divers pays. Tableau indiquant le nombre des condamnés pour crimes ou délits. Formulaire à dresser pour recueillir les données statistiques concernant l'administration de la justice dans les différents pays (p. 212).	Recueil systématique et publication des faits judiciaires; organisation des tribunaux etc.; classification uniforme et nomenclature comparée des crimes, peines etc.; prisons, écoles ou établissements de réforme; commission à nommer pour comparer les différents systèmes adoptés pour les statistiques judiciaires (p. 214).	.....
Y. Armée.				Statistique médicale des armées (p. 172). Statistique de l'armée et de la marine. Rapports annuels contenant l'effectif moyen relatif au nombre de la population, les dépenses etc. (p. 216).	Statistique du recrutement. Etat sanitaire des Armées (voir p. 182).
Z. Marine de guerre.				Classification uniforme des personnes employées dans la marine; rapports annuels à préparer, embrassant tous les faits importants relatifs à la marine (p. 224). Statistique vitale du service naval (voir p. 190).	.....
W. Finances.		Arrangement d'une nomenclature complète des institutions financières des différents pays (p. 224).	État des recettes et des dépenses annuelles, sources des recettes, but des dépenses; cadre des recettes, des dépenses; mouvement des fonds et des propriétés de l'État; comparaison de l'actif et du passif (p. 224).	Ressources des différentes classes de la population et montant des impôts, qu'elles paient (p. 221).	.....
Constitution Pouvoir législatif.					
Lois fondamentales d'État.					
Constitution des départements et cantons.					
Système communal.					

RÉSOLUTIONS ARRÊTÉES PAR LES CONGRÈS.

PARTIE THÉORIQUE.

A. THÉORIE ET TECHNIQUE DE LA STATISTIQUE.

VŒUX ÉMIS PAR LE CONGRÈS.

1. Que dans les tableaux statistiques dressés dans les pays, où le système métrique n'existe pas, on ajoute une colonne indiquant la réduction métrique des poids et des mesures. Paris
1880.
 2. Que les Gouvernements ne se bornent pas à faire dresser les relevés du commerce extérieur, mais qu'ils fassent recueillir tous les renseignements propres à faire connaître, autant que possible, le mouvement du commerce intérieur.
-

B. ORGANISATION DE LA STATISTIQUE.

UTILITÉ DE L'ORGANISATION DE LA STATISTIQUE. — ADOPTION DE BASES UNIFORMES, DANS TOUS LES PAYS, POUR LES OPÉRATIONS ET POUR LES PUBLICATIONS OFFICIELLES DE STATISTIQUE.

Le but qu'on s'est proposé en organisant un Congrès a été plus spécialement de chercher à introduire de l'unité dans les statistiques officielles que publient les Gouvernements, et de rendre les résultats comparables.

Bruxelles
1883.

Les travaux particuliers deviendront plus faciles, quand on aura posé des bases générales auxquelles on pourra les rattacher, et qu'on aura adopté, dans les différents pays, des nomenclatures et des tableaux uniformes : cette espèce de langue universelle, en simplifiant les travaux, leur assurera plus d'importance et de solidité.

Pour donner de l'unité aux travaux officiels, il faut les ramener à un centre commun; il faut que les principaux fonctionnaires, chargés de la rédaction des différentes branches de la statistique générale, puissent se voir et se concerter ensemble, qu'ils admettent les mêmes divisions, qu'ils adoptent, après mûr examen, les mêmes noms et les mêmes chiffres pour représenter les mêmes objets, qu'ils ne laissent aucune lacune dans les tableaux généraux, et évitent, d'une autre part, les doubles emplois. Le moyen le plus sûr d'arriver à l'unité désirée semble être la création, pour chaque État, d'une commission centrale de statistique, ou d'une institution analogue, formée des représentants des principales administrations publiques, auxquels on adjoindrait quelques hommes qui, par leurs études et leurs connaissances spéciales, peuvent éclairer la pratique et résoudre les difficultés qui appartiennent essentiellement à la science.

La mesure proposée n'est point exclusive, et, dans certaines circonstances, la concentration des travaux statistiques, dans les mains d'un ou de plusieurs fonctionnaires, peut avoir ses avantages.

Comme il est de nombreux documents, qui ne peuvent être vérifiés que sur les lieux mêmes, et que les statistiques doivent être examinées et contrôlées dans leurs moindres détails, il importe d'instituer des fonctionnaires, des bureaux ou commissions spéciales, qui soient mises en rapport avec la commission centrale. Au moyen de ce vaste réseau, qui couvre tout un pays, il devient difficile, que des faits de quelque importance échappent à l'attention de ceux qui ont la mission de les constater, et l'on popularise avec plus d'avantage les grandes opérations statistiques qui, presque toujours, éveillent des appréhensions et rencontrent même de l'opposition dans le public. Il est à désirer, d'une autre part, que les institutions centrales des différents pays se mettent en relation entre elles, fassent des échanges de leurs publications et des modèles des tableaux employés pour recueillir les documents, les classer et les résumer.

Ces Congrès, qui réuniraient les délégués des institutions centrales des pays le plus avancés dans les études de la statistique, imprimeraient une marche uniforme à cette science, qui exige, plus que toute autre, de l'unité dans ses travaux et les moyens d'arriver à des résultats comparables.

Comme corollaire des principes généraux qui précèdent, le Congrès a adopté, en outre, la résolution suivante:

1. Dans chaque pays, il sera institué un centre ou désigné une personne, qui se chargera de transmettre, d'une part, et de recevoir, de l'autre, par la voie la plus sûre, la plus prompte et la plus économique, les documents de statistique, afin de faciliter et d'étendre les échanges et les correspondances;

2. Le Bulletin de la Commission centrale de statistique de Belgique publiera, chaque année, un bulletin des communications, documents et publications relatifs à la statistique, et qui peuvent faire l'objet des échanges mentionnés ci-dessus.

COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE.

Paris
1868.

Le Congrès émet le vœu:

Qu'il soit institué dans chaque État une commission centrale de statistique, ou une institution analogue, formée de représentants des principales administrations publiques et d'autres personnes qui, par leurs études et leurs connaissances spéciales, peuvent éclairer la pratique et résoudre des difficultés qui appartiennent entièrement à la science.

PUBLICATIONS ET OBSERVATIONS.

Londres
1880.

1. Le Congrès exprime le désir qu'en vue d'économiser le temps, et d'abrégier le travail de ceux qui ont à consulter les documents statistiques, il soit recommandé avec instance à toutes les directions et à tous les bureaux de statistique de tous les pays publiant des rapports annuels, que dans chacun des dits rapports annuels les faits les plus importants relatifs à l'État, à la métropole et aux principales divisions du pays, soient, autant qu'on le pourra, présentés au même point de vue pour les années précédentes et pour celle qui fera l'objet de la publication du rapport, avec l'évaluation exacte et détaillée de la population du pays, de la capitale et des principales divisions de ce pays; et que les résultats énoncés le soient en fractions ou proportions centésimales de la population.

2. Le Congrès émet aussi le vœu que la question d'un méridien commun à toutes les nations et établi sur une échelle commune pour les observations thermométriques et barométriques, soit expressément insérée dans le programme du prochain Congrès international de statistique.

3. Que dans tous les tableaux destinés à servir à la statistique internationale, des équivalents aux indications en tête des colonnes de chiffres soient expliqués dans une table séparée, en français, en même temps que dans la langue du pays.

4. Que les observateurs soient d'accord de faire certaines observations météorologiques, une fois par jour, à neuf heures du matin (à peu près) et qu'elles soient enregistrées pour l'usage commun tout à fait comme elles sont faites, sans être réduites à aucune valeur moyenne ni normale.

ÉCHANGE DES PUBLICATIONS STATISTIQUES.

Le Congrès décide,

1. que dans l'intérêt de la science statistique il serait utile de réunir dans les bibliothèques des universités, des académies et des principales institutions savantes de l'Europe un exemplaire complet de toutes les publications officielles de statistique de tous les pays; en conséquence, le Congrès engage les délégués officiels d'employer leurs bons offices pour la réalisation de ce projet. Berlin
1863.

AMENDAMENT: Sur la demande du délégué Américain on a ajouté les bibliothèques dans six des villes principales des États-Unis de l'Amérique, qui seraient désignées par le Département de l'État à Washington.

2. Le Bureau de statistique de Prusse est prié :

- a) de recueillir les déclarations des autres autorités statistiques, dans le but de savoir si leurs Gouvernements voudront bien donner leur assentiment à cet échange de publications, et
- b) de communiquer le résultat général de ce recueil aux bureaux des pays dont les Gouvernements ont consenti.

3. Que les délégués officiels veillent bien solliciter leurs Gouvernements, afin que la franchise de poste soit établie pour tel échange des travaux officiels de statistique.

ORGANISATION DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE.

Le Congrès consent aux thèses suivantes :

1. Il est convenable de rappeler et réitérer la *résolution de Bruxelles*, 1853 :

« Le moyen le plus sûr d'arriver à l'unité désirée dans les relevés et publications statistiques semble être la création, pour chaque État, d'une commission centrale de statistique, ou d'une institution analogue, formée des représentants des principales administrations publiques, auxquels on adjoindrait quelques hommes qui, par leurs études et leurs connaissances spéciales, peuvent éclairer la pratique et résoudre les difficultés qui appartiennent essentiellement à la science. »

Et la résolution de Paris, 1855 :

« Le Congrès émet le vœu, qu'il soit institué dans chaque État une commission centrale de statistique, ou une institution analogue, formée de représentants des principales administrations publiques et d'autres personnes qui, par leurs études et leurs connaissances spéciales, peuvent éclairer la pratique et résoudre des difficultés qui appartiennent entièrement à la science. »

2. L'expérience a prouvé l'utilité des commissions centrales.

3. Les commissions centrales sont particulièrement un besoin pour les pays dans lesquels, par la séparation prononcée des départements administratifs, la statistique est en danger de n'être traitée que d'une manière trop exclusive.

4. Les commissions centrales ne doivent point être seulement une autorité délibérative et exprimant ses votes par des propositions, mais dans les limites de leurs attributions une autorité décisive et apte à prendre des résolutions (bien entendu que l'exécutive ne leur appartient pas). Tous les relevés généraux des autorités administratives sont de sa compétence, de sorte qu'aucun relevé ne puisse avoir lieu sans avoir été résolu ou ratifié, dans son contenu, dans sa forme et dans sa tendance, par la commission centrale.

C. ORGANISATION DU CONGRÈS.

COMMUNICATION DE DOCUMENTS STATISTIQUES.

Bruxelles
1859. Ces Congrès, qui réuniraient les délégués des institutions centrales des pays les plus avancés dans les études de la statistique, imprimeraient une marche uniforme à cette science, qui exige, plus que toute autre, de l'unité dans ses travaux et les moyens d'arriver à des résultats comparables.

Comme corollaire des principes généraux qui précèdent, le Congrès a adopté, en outre, la résolution suivante:

1. Dans chaque pays, il sera institué un centre ou désigné une personne, qui se chargera de transmettre, d'une part, et de recevoir, de l'autre, par la voie la plus sûre, la plus prompte et la plus économique, les documents de statistique, afin de faciliter et d'étendre les échanges et les correspondances;
2. Le Bulletin de la Commission centrale de statistique de Belgique publiera, chaque année, un bulletin des communications, documents et publications relatifs à la statistique, et qui peuvent faire l'objet des échanges mentionnés ci-dessus.

RÉSOLUTIONS TRANSITOIRES.

Outre les vœux exprimés par le Congrès, et qui se rattachent spécialement aux différentes questions qui précèdent, l'Assemblée a adopté les cinq propositions suivantes:

1. De voir les principes qui ont déterminé les dernières réformes postales de différents pays, introduits dans les relations postales internationales.
2. De voir diminuer, ou même disparaître, les grandes divergences qui se remarquent dans la législation commerciale des différents pays.
3. Qu'en considération des phénomènes spéciaux que présentent, sous le rapport de la santé publique, de la moralité, de la criminalité, etc., les fortes agglomérations de population, des statistiques particulières et détaillées soient dressées pour toutes les grandes villes.
4. Que, dans le programme de la prochaine réunion, soit insérée, sous le titre de « statistique physique », une nouvelle catégorie de questions à examiner, relatives à la climatologie, à l'orographie, à la géographie végétale, spontanée et agricole, aux phénomènes périodiques de la vie des plantes et des animaux, qui se rattachent aux grands problèmes de la physique du globe, et se trouvent en rapport direct, par leur influence, avec l'hygiène publique, la grande culture, l'exploitation forestière et la constitution de la propriété territoriale.
5. De laisser à la Commission centrale de statistique de Belgique le soin de fixer l'époque et le lieu de la réunion du prochain Congrès.

Paris
1855. L'examen de la question, si la langue française sera la seule langue parlée dans les réunions ultérieures du Congrès, est remis à la Commission chargée de préparer les travaux du prochain Congrès.

TRAVAUX DU CONGRÈS.

- Vienne**
1857.
1. Dans chaque réunion future du Congrès international de statistique les délégués officiels des Gouvernements se réuniront en un comité spécial, et ils chargeront une commission de rédiger et de présenter au Congrès le rapport de tout ce qui aura été fait dans les différents pays relativement à l'exécution des décisions du Congrès.

2. Considérant la haute importance des discussions qui ont eu lieu dans les sections et des lumières qu'elles peuvent jeter sur leurs décisions et sur les propositions qu'elles ont soumises à l'assemblée générale, il est désirable qu'un extrait substantiel de leurs procès-verbaux soit inséré au compte-rendu des travaux du Congrès.

RÉSOLUTIONS NON PRÉPARÉES PAR UNE SECTION.

Le Congrès décide que la Commission organisatrice autrichienne sera chargée, comme le fut la Commission française en 1855, de déterminer dans quel pays, et à quelle époque se tiendra la quatrième session du Congrès international de statistique. Vienne
1857.

Eu regrettant l'absence d'un grand nombre d'hommes distingués qui aux Congrès précédents avaient donné leur aide à préparer les programmes et à discuter la statistique judiciaire, le Congrès est d'avis qu'il est de la plus haute importance que pour le futur un délégué officiel ou autre de chaque pays assiste à chaque section. Londres.
1860.

Que le rapport de la Section et les rapports des autres Sections, puis les programmes, les conclusions du Congrès, et les procès-verbaux des Sections, soient publiés ensemble, et transmis aux autorités ou personnes officielles ou autres des différents pays qui s'intéressent plus particulièrement à ces sujets.

DÉCISIONS TRANSITOIRES.

Il est décidé que les orateurs parleront anglais ou français à leur choix; de même qu'il avait été décidé à Vienne qu'ils s'exprimeraient en allemand ou en français. Les propositions seront également faites dans les deux langues.

La Commission organisatrice en Angleterre est chargée comme le furent celle de Vienne, celle de Paris, et celle de Bruxelles, de déterminer dans quelle ville et à quelle époque se tiendra la 5^{me} session du Congrès international.

ORGANISATION DU CONGRÈS.

Le Congrès —

vu le projet de règlement pour la réorganisation du Congrès, rédigé par M. le directeur Engel, adopté par la première section de la Commission préparatoire, et actuellement soumis à ses délibérations, Berlin
1860.

vu la divergence d'opinions qui s'est manifestée, dans la première section et dans le comité des délégués officiels, sur plusieurs points importants et qui, de leur nature, demanderaient un accord entre les délégués des différents Gouvernements;

considérant qu'un plus ample examen servira à éclaircir plusieurs questions dont la solution, en effet, ne semble pas urgente,

et s'en référant, à cet égard, aux précédents du Congrès; —

arrête:

- a) d'ajourner à une session ultérieure les questions relatives à l'organisation eu à la réorganisation du Congrès,
- b) de nommer une Commission internationale chargée de présenter un rapport sur ces questions à la prochaine réunion du Congrès,
- c) que la Commission internationale mentionnée ci-dessus sera composée des membres suivants : MM. Berg à Stockholm, Engel à Berlin, Farr à Londres, Ficker à Vienne, Legoyt à Paris, Schubert à Königsberg, Semenow à Pétersbourg, Visschers à Bruxelles,
- d) que cette Commission aura le droit de s'adjoindre trois autres membres, et de remplacer ceux qui sortiraient de son sein.

PARTIE PRATIQUE.

A. STATISTIQUE GÉNÉRALE ET DE PLUSIEURS BRANCHES.

STATISTIQUE INDUSTRIELLE. — DONNÉES À RECUEILLIR.

Bruxelles
1853.

Le Congrès adopte la division de la statistique générale du travail en quatre classes, savoir :

Statistique de l'industrie agricole ou de l'agriculture;		
»	»	» des mines et carrières;
»	»	» manufacturière;
»	»	» commerciale ou du commerce.

On pourrait même admettre une cinquième classe qui comprendrait la pêche maritime et fluviale, s'il était possible d'avoir des renseignements sur ces diverses espèces de pêche.

Les indications qui suivent ne s'appliquent qu'à l'industrie des mines et carrières et à l'industrie manufacturière; les unes sont communes à ces deux branches, les autres se rapportent à telle ou telle branche en particulier.

A. Époque et périodicité des recensements.

L'époque des recensements est assez indifférente, le travail industriel étant habituellement continu toute l'année. Il paraît pourtant qu'il serait préférable que cette opération eût lieu au commencement de la saison d'hiver, et dans tous les cas, il serait indispensable de la mettre en concordance avec le recensement agricole, afin d'éviter les doubles emplois qui résulteraient de la diversité des occupations d'un grand nombre d'ouvriers occupés alternativement au travail des champs et aux travaux industriels.

Comme pour l'agriculture, les recensements devraient être assez écartés et avoir lieu, par exemple, par périodes de dix ans.

B. Mode d'opérer.

Le recensement par établissement et par bulletin individuel, est celui qui devrait être adopté, sauf l'examen et la révision des bulletins par des commissions locales et centrales à instituer.

C. Données à recueillir.

I. Les renseignements à recueillir concernant l'industrie des *mines et carrières*, seraient les suivants :

a) Extraction des combustibles (houille, lignite, tourbières):

1. mines en exploitation; sièges d'exploitation; profondeur des exploitations; épaisseur des couches; qualités.
2. moyens mécaniques d'extraction, d'épuisement des eaux et d'aérage.
3. nombre d'ouvriers.
4. salaires.
5. quantités extraites.

Les ouvriers doivent être divisés selon les trois catégories d'hommes, de femmes et d'enfants, en indiquant séparément les jeunes ouvriers de 16 à 21 ans et ceux au-dessous de 16 ans, ainsi que la limite inférieure d'âge pour l'admission des enfants dans les travaux souterrains des mines. On fera connaître les conditions d'existence de la classe des ouvriers mineurs, les avantages dont ils jouissent indépendamment du salaire en argent.

On indiquera les salaires des trois catégories d'ouvriers mentionnées ci-dessus, en établissant des divisions pour les salaires en raison de leur élévation.

b) Extraction des minerais:

1. sièges d'exploitation,
2. nature de l'exploitation,
3. moyens mécaniques d'extraction, d'épuisement des eaux, d'aérage,
4. nombre d'ouvriers,
5. salaires,
6. quantités extraites.

c) Mines de sel et sources salées. (Mêmes renseignements.)

d) Carrieres, extraction d'argile, sablonnières. (Mêmes renseignements.)

Les sièges d'exploitation et tous les autres renseignements doivent être, autant que possible, divisés selon la nature du minerai, de fer, de cuivre, de plomb, de calamine, etc.

e) Traitement des minerais à tous les degrés:

1. nombre d'établissements,
2. force mécanique employée (machines à vapeur, moteurs hydrauliques)
3. nombre d'ouvriers,
4. salaires,
5. quantités produites.

Les établissements devront, autant que possible, être classés selon la nature du métal produit ou mis en œuvre (fonte, fer, cuivre, plomb, zinc etc.), avec indication des principaux instruments ou agents de travail, hauts fourneaux, fours à coke, à puddler, laminiers, forges, fonderies etc.

Pour les quantités produites, on mentionnera la production répartie par grandes divisions en métal brut et métal ouvré: fonte d'affinage, de moulage, fers en barres, rails, tôles, machines et mécaniques, ouvrages en fonte, plomb en saumon, plomb laminé, zinc brut, zinc laminé, etc.

II. Les renseignements à recueillir concernant l'industrie manufacturière doivent être rapportés à deux grandes divisions:

1. Industrie textile.

Relativement à l'industrie textile, qui comprend le travail du lin, du chanvre, de la laine, du coton, de la soie, on demandera les renseignements suivants:

- a) Nombre d'établissements.
- b) Force mécanique employée.
- c) Nombre d'ouvriers.
- d) Salaires.

Les établissements devront être divisés par nature de matière employée (lin ou chanvre, coton, laine, soie), et l'on devra indiquer les principales divisions du travail (filature, tissage, teinture, impression).

Pour les filatures, l'on indiquera le nombre des broches en activité: pour les ateliers de tissage, le nombre des métiers ordinaires ou à la Jacquard.

En indiquant les salaires des ouvriers d'après les divisions établies ci-dessus (hommes, femmes et enfants), on créera des catégories en raison de l'élévation du taux de ces salaires. On fournira des détails sur le mode d'existence des ouvriers, sur les avantages dont ils jouissent indépendamment du salaire en argent. On mentionnera le nombre des apprentis et les conditions de l'apprentissage, dans les branches d'industrie où l'apprentissage existe.

2. Industries diverses.

Sous cette rubrique l'on rangera les autres industries principales, avec les mêmes renseignements relatifs aux forces mécaniques employées, aux ouvriers, aux salaires, et aux conditions d'existence des ouvriers.

Il ne paraît pas qu'il y ait lieu de dresser une nomenclature spéciale de ces industries, à cause des différences que chaque pays présente sous ce rapport. Dans tel pays, la raffinerie de sucre a une importance réelle, tandis que, dans tel autre, elle est complètement inconnue; dans celui-ci, c'est la construction des navires qui est au premier rang; ailleurs, c'est l'industrie céramique, etc.

On remarquera, au surplus, que tous les renseignements qui précèdent s'appliquent indistinctement à tous les établissements industriels, y compris les professions que l'on désigne généralement sous le nom d'arts et métiers.

III. Indépendamment de ces renseignements, il est à désirer que l'on dresse des tableaux spéciaux, qui résument ce qui concerne :

a) Les forces motrices : machines à vapeur et moteurs hydrauliques.

On fera un relevé général et complet de toutes les machines à vapeur et de tous les moteurs hydrauliques employés, afin de déterminer, sans acception d'industrie, la somme totale des forces mécaniques mises en œuvre.

b) Le nombre total des ouvriers.

On dressera un relevé général des ouvriers, également sans acception d'industrie, et en distinguant les sexes et les âges.

STATISTIQUE DE L'AGRICULTURE, DES MINES ET DE L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE.

Londres
1890.

A. Mines.

Le Congrès exprime le vœu :

1. De voir publier, dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, comme complément de la statistique des mines réligée par l'office du musée de géologie (the Mining Record Office of Practical Geology), une statistique détaillée des usines métallurgiques et ses branches d'industrie qui sont intimement en rapport avec la production des métaux.

2. De voir publier des statistiques de l'industrie minière par les États qui, bien que renfermant des mines, n'ont pas encore publié de rapports sur cette branche importante de la richesse publique.

3. De voir adopter, pour ces publications, des modèles et des cadres uniformes, afin de rendre les résultats entièrement comparables, et de leur donner le plus haut degré d'utilité.

4. De voir établir entre les nations un échange des documents statistiques concernant l'agriculture, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière, avec recommandation aux délégués des différents États de fixer sur ce point l'attention de leurs Gouvernements.

5. De voir insérer, dans ces documents, des tableaux indiquant, pour les mines de houille et les autres mines, le nombre des sièges d'exploitation, la profondeur des puits, l'étendue de l'exploitation, les appareils employés pour l'épuisement des eaux, l'extraction des minerais, la ventilation, et, pour ce qui concerne les minerais métalliques, les préparations qu'ils doivent subir avant d'être livrés au commerce.

6. Enfin, de voir instituer, ainsi que le propose la 5^e Section, des enquêtes sur la condition générale des ouvriers mineurs, leur état de santé, et les accidents auxquels ils sont principalement exposés.

B. Agriculture.

Le Congrès exprime le désir :

1. Que dans tous les pays, la quantité des principaux produits soit annuellement déterminée.

2. Que la superficie occupée par ces récoltes soit également déterminée annuellement, et que le dénombrement du bétail soit opéré chaque année s'il est possible, et au moins tous les cinq ans. La

qualité et la valeur des produits devrait également être estimées. Le mode d'enquête devrait varier dans chaque pays, selon les circonstances, mais en devra éviter avec soin d'éveiller les susceptibilités et les appréhensions des cultivateurs par d'inutiles questions.

3. Que le mode d'enquête soit applicable aux diverses enquêtes industrielles.

B. — STATISTIQUE SPÉCIALE.

TERRITOIRE. — PHYSIQUE DU PAYS.

Pour les pays, où il n'existe pas encore de cadastre, le Congrès émet le vœu que dans la confection en snive l'indication suivante; Bruxelles
1863.

1. Que la triangulation soit faite d'accord avec la carte générale du pays, s'il y en a une; s'il n'y en a pas, que l'on commence par la grande triangulation, et que l'en divise et subdivise les triangles qu'elle offrira en triangles plus petits pour servir de base à la carte cadastrale.
2. Que les travaux d'expertise soient faits immédiatement après les travaux d'arpentage.
3. Que les travaux d'expertise soient faits de manière que le même chiffre représente, autant que possible, le même revenu dans toutes les communes, et le chiffre total du revenu du cadastre, le revenu de la propriété foncière du pays à l'époque où le cadastre a été organisé.
4. Que le cadastre constate le fait de la possession. et puisse plus tard, en vue des règles de la prescription, constater le droit. Pour cela, aucune mutation ne sera opérée dans le cadastre, si elle n'est pas constatée par pièces authentiques ou légales.

RÉSOLUTIONS TRANSITOIRES.

L'Assemblée a adopté la proposition suivante:

Que, dans le programme de la prochaine réunion, soit insérée, sous le titre de « statistique physique, » une nouvelle catégorie de questions à examiner, relatives à la climatologie, à l'orographie, à la géographie végétale, spontanée et agricole, aux phénomènes périodiques de la vie des plantes et des animaux, qui se rattachent aux grands problèmes de la physique du globe, et se trouvent en rapport direct, par leur influence, avec l'hygiène publique, la grande culture, l'exploitation forestière et la constitution de la propriété territoriale.

**ÉLÉMENTS QUE LES SCIENCES NATURELLES DOIVENT FOURNIR À LA STATISTIQUE
POUR QUE CELLE-CI PUISSE REPRÉSENTER DE LA MANIÈRE LA PLUS COMPLÈTE
LES DIVERSES MANIFESTATIONS DE LA VIE SOCIALE.**

A. Configuration horizontale du territoire.

1. Longitude et latitude des points extrêmes.
2. Sections du territoire par degrés de latitude.
3. Forme et superficie des sections du territoire suivant leurs altitudes.
4. Forme et superficie des sections du territoire, classées par leur constitution géologique et la nature de leur sol.

Vienne
1867.

B. Configuration verticale du territoire.

1. Topographie du terrain d'après la totalité de son élévation, et de sa dépression, et d'après le mode du groupement des parties élevées et déprimées.
2. Liste des hauteurs mesurées, avec les indications suivantes:
 - a) point zéro de l'échelle des ponts des rivières considérables.
 - b) points, sur lesquels la chute des fleuves et des rivières éprouve un changement sensible.

- c) plaines, et sections de vallées les plus importantes.
- d) sections plus ou moins grandes des terrains en collines ou en terrasses, soumis à la culture.
- e) sections qui ouvrent les contrées des chaînes de montagnes, en tant qu'elles sont cultivées sur une étendue considérable.
- f) limites supérieures et inférieures des végétaux cultivés dans une région déterminée.
- g) » des différentes espèces d'arbres et des arbustes les plus remarquables.
- h) » des forêts en massif.
- i) limite supérieure d'arbres végétant isolément.
- k) » d'arbres morts isolés.
- l) » des prairies susceptibles d'être fauchées.
- m) » des pâturages.
- n) limites supérieures et inférieures de la culture des végétaux les plus importants.
- o) sources permanentes abondantes.
- p) ligne des neiges perpétuelles.
- q) limite inférieure des glaciers isolés.
- r) » des châteaux.
- s) points caractéristiques des chaînes des montagnes et des hauteurs, tels que crêtes, entailles, éminences, passages praticables aux charriages, sentiers les plus fréquentés etc.
- t) villes, bourgs, villages, hameaux et autres habitations humaines occupées en permanence les plus élevées.

C. Constitution géologique du territoire.

- 1. Formations géologiques et espèces de pierres.
- 2. Aperçu des minerais et d'autres minéraux et fossiles usuels, selon leur nature, leur gisement et, en ayant égard surtout aux mines en voie d'exploitation.

D. Hydrographie du territoire.

- 1. Mer: a) frontières maritimes du territoire. b) profondeur le long des côtes. c) changements de niveau réciproques entre la mer et la terre ferme. d) forme et nature du fond de la mer. e) forme et nature des côtes. f) température de la mer à différentes profondeurs. g) nature. h) marées. i) hautes marées, vagues causées par les tempêtes, brisants. k) courants, leur vitesse et leur température. l) récifs de coraux et bancs de varech faisant obstacle à la navigation.
- 2. Lacs: a) étendus horizontale et superficie. b) changements de niveau: maximum des crues, eaux les plus basses. c) configuration et nature du fond. d) nature des rivages. e) température de l'eau à différentes profondeurs. f) composition chimique de l'eau. g) marées. (sèches.) h) courants. i) époque où le lac est pris par la glace.
- 3. Marécages, tourbières, terrains marécageux et tourbeux, leur étendue, leur profondeur et leur sous-sol.
- 4. Fleuves et rivières: a) rayon d'influence. b) développement du cours (rapports entre la longueur du cours d'eau et la distance en ligne droite de la source à l'embouchure.) c) sections principales du cours d'eau. d) nature du lit de chacune de ces sections (bancs de sable, rochers, rapides, cataractes.) e) nature et consistance des bords de chacune de ces sections (bords solides, marécageux, submergés, sablonneux, ou en voie de dessèchement.) f) largeur du cours d'eau à chacune de ces sections. g) profondeur et vitesse du courant principal dans chacune de ces sections. h) niveau et volume de l'eau. i) rayon d'inondation. k) époque où le cours d'eau est pris par la glace. l) composition chimique des eaux. m) quantité de matières charriées par l'eau selon les différents niveaux. n) embouchures des fleuves. o) deltas, lagunes, dépôts limonaux, bancs etc.

E. Physique du globe.

1. Etat thermique du sol: a) température des sources. b) profondeur à laquelle pénètre le froid en hiver. c) profondeur à laquelle les changements de température annuels, mensuels et diurnes cessent d'être appréciables.
2. Magnétisme terrestre.

F. État de l'atmosphère.

1. Degrés et variations de la pression atmosphérique: a) état barométrique moyen, maximum et minimum d'une année et par mois. b) écart des variations régulières diurnes du baromètre.
2. Mouvement de la température de l'air: a) température moyenne de l'année, par saisons, mois et même par jours. b) température extrême de l'année, par saisons et mois. c) indication spéciale des jours qui se sont fait remarquer par un changement considérable de température, ainsi que du premier et dernier jour de la gelée, du commencement et de la fin ou de la durée de la saison supplémentaire (second été, second hiver).
3. Mouvement de l'humidité atmosphérique: a) moyenne annuelle. b) répartition entre les saisons, les mois et les jours. c) degrés extrêmes de l'année, par mois et par jours.
4. Précipités atmosphériques (pluie, neige etc.):
 - a) quantité de précipités tombée dans une année.
 - b) leur répartition par saisons, mois, jours, en faisant ressortir les quantités maxima tombées en 24 heures.
 - c) forme des précipités (pluie, neige, grêle, rosée). Nombre des jours (par an) pendant lesquels il a plu, neigé, grêlé, et nombre de jours de la plus grande période pendant laquelle ces phénomènes ont eu lieu sans interruption.
 - d) chute de la première et de la dernière neige.
 - e) nombre des journées de brouillard par mois.
5. Vents:
 - a) direction des vents dominants dans le courant de l'année ou leur distribution.
 - b) variation de cette direction et répartition des changements par saisons et heures.
 - c) nombre et direction des tempêtes, leur étendue et les changements de direction que les vents ont subi sur leur parcours; leur périodicité par saisons et par heures.
 - d) rapports entre les vents et d'autres phénomènes météorologiques (vents chauds et froids, humides et secs).
6. Orages:
 - a) nombre des journées d'orage dans l'année.
 - b) durée, étendue et rapidité des orages avec l'indication des changements de température et des vents qui les ont accompagnés.
 - c) leurs rapports avec des cas de grêle, leur date et leur durée, ainsi que le dommage causé aux récoltes.
7. Composition de l'air atmosphérique: a) dosage en acide carbonique. b) dosage en ozone. c) dosage en substances qui se distinguent par une odeur particulière.

G. Géographie des végétaux. Faits les plus importants au point de vue de la statistique.

1. Renseignements détaillés sur les diverses espèces de sols, sur leurs différences et limites; leur profondeur et leur richesse en terre franche.
2. Zone (par étendue et altitude) des principales espèces de a) céréales. b) plantes à tubercules. c) légumes et autres plantes cultivées dans les jardins. d) plantes fourragères. e) plantes commerciales, tinctoriales et médicinales. f) arbres fruitiers. g) arbres forestiers feuillus (arbres à feuilles caduques). h) conifères (arbres verts).

3. Dates pour les végétaux mentionnées ci-après:
 - a) de l'apparition et de la chute des feuilles.
 - b) de la floraison.
 - c) de la maturité.
 - d) des semailles et de la germination des plantes annuelles. (*Voir l'instruction ci-dessous relative aux observations phénoménologiques du règne végétal.*)
 - e) de la récolte, avec rendement.
4. Éruption de la maladie des pommes de terre et de celle des raisins, leur étendue et leur durée.

II. Géographie des animaux. — Faits les plus importants au point de vue de la statistique.

1. Contrées où sont répandues les races indigènes des animaux domestiques.
2. Distribution des animaux de race étrangère introduits pour l'acclimatation ou pour le croisement.
3. Distribution par zones des animaux indigènes qui sont l'objet de la chasse.
4. Importance et distribution de l'élève d'animaux de chasse d'origine étrangère.
5. Distribution par zones des animaux indigènes classés pour leurs fourrures.
6. Existence du castor à l'état sauvage ou dans des terriers artificiels.
7. Distribution par zones: a) des animaux carnassiers dangereux pour les hommes et les bestiaux.
b) des différentes espèces de serpents vénimeux. c) des animaux qui ne deviennent nuisibles que lorsqu'ils se présentent par grandes masses.
8. Renseignements sur les animaux qui causent des ravages dans les cultures ou dans les forêts; saisons de leur apparition et contrée où ils sont répandus.
9. Renseignements sur la pêche: a) des principales espèces de poissons. b) des grenouilles, tortues, écrevisses. c) des sangues.
10. Indication des localités où l'on élève des vers-à-soie, des abeilles.
11. Étendue des bancs de perles, qualité des perles.
12. Abondance (continue ou périodique): a) d'animaux utiles vivant dans la mer. b) de mammifères marins (phoques, dauphins, cachalots, baleines.)
13. Distribution des éponges dans le voisinage des côtes.
14. Dates:
 - a) de l'arrivée et du départ des oiseaux qui sont l'objet de la chasse; de l'arrivée et du départ des poissons qui sont l'objet de la pêche.
 - b) pour tous les animaux sédentaires qui sont l'objet d'élève ou de chasse, l'époque du commencement et de la fin de la léthargie hivernale.
 - c) de la saison de la reproduction etc.
 - d) de l'apparition et de la disparition des insectes utiles et nuisibles. (*Voir l'instruction ci-dessous relative aux observations phénoménologiques du règne animal.*)
15. Apparition des épizooties, leur étendue et durée.

**EXTRAIT DES INSTRUCTIONS DE L'INSTITUT CENTRAL IMPÉRIAL ET ROYAL
DE MÉTÉOROLOGIE, CONCERNANT LES OBSERVATIONS PHÉNOMÉNOLOGIQUES.**

A. Du règne végétal.

Une expérience, qui date de loin, nous a enseigné que le commencement d'un phénomène est le moment le plus facile à déterminer, c'est-à-dire dont l'époque peut le mieux être précisée. La chute des feuilles fait seule exception à cette règle.

On doit donc constater pour toutes les plantes, qu'elles soient annuelles, vivaces ou ligneuses, l'époque:

1. DE L'ÉPANOUISSEMENT DE LA PREMIÈRE FLEUR.
2. DE LA MATURITÉ DU PREMIER FRUIT.

Il est bien entendu qu'il s'agit d'une fleur épanouie d'un fruit mûri sur une plante enfourée d'un grand nombre d'autres de la même espèce, dont les fleurs paraissent ou dont les fruits mûrissent

successivement, de manière que le premier fait de cette nature ne soit pas isolé et comme une exception, mais qu'il indique réellement le commencement de la floraison et de la maturité.

La floraison doit toujours être déterminée d'après l'épanouissement complet de la corolle, et pour les fleurs qui n'en ont pas, après le développement complet du calice ou la dissémination des anthères: si l'on voulait également observer les cryptogames, il suffirait de constater l'époque de la première formation des spores et de leur dissémination.

On regardera en général comme signe de la maturité, que la semence contenue dans le fruit soit susceptible de germer, ce qui arrive le plus souvent lorsque les graines commencent à se disséminer ou les fruits à tomber. Il faut seulement s'assurer avec soin que le fruit a reçu tout son développement et que la chute n'est pas l'effet du défaut de développement, d'une maladie de la plante, ou d'influences atmosphériques, telles que tempêtes, grêle, gelée etc.

En ce qui concerne les plantes annuelles, c'est-à-dire celles qui fleurissent et portent des fruits dans l'année où elles ont été semées; l'époque de la floraison et de la maturité du fruit dépend trop de l'époque des semis et de la sortie du germe pour qu'on puisse se dispenser d'en marquer les dates. Il faudra donc noter pour les plantes annuelles le moment

3. DES PREMIERS SEMIS.

4. DE LA LEVÉE DES PLANTES.

Cette constatation est d'autant plus importante que les plantes qui ont les rapports les plus intimes avec notre économie domestique, comme les céréales, les plantes à cosses (légumes secs), les pommes de terre, le lin, sont des plantes annuelles qu'on ne saurait se dispenser d'observer.

La floraison de nos céréales peut avoir une si grande influence sur notre bien-être qu'il paraît désirable d'en fixer l'époque par une autre date encore, celle

5. DU COMMENCEMENT DE L'ÉPIAGE.

Cette date est prise au moment où apparaît le premier épi (pour l'avoine, la panicule). On a en effet souvent remarqué que, malgré la formation la plus luxuriante des épis, la récolte a été mauvaise, parce que le temps a été défavorable à la floraison. On reconnaît dans une certaine mesure cette influence par la durée de l'intervalle qui s'est écoulé entre l'épiage et la floraison, cet intervalle étant abrégé par un temps chaud et sec ou prolongé, qui est également favorable à la floraison.

Outre la constatation de l'époque des semis, de la levée des plantes, de l'épiage, de la floraison et de la maturité, il est utile de mesurer, à ces diverses époques, la longueur de la tige, afin d'obtenir une mesure simple de la fertilité comparée des diverses localités et années.

Les influences météorologiques n'ont pas toutes une égale action sur le développement de la plante; les agents atmosphériques qui doivent être placés au premier rang sont: la chaleur, la lumière et l'humidité. Mais chacun de ces agents n'agit pas avec une égale énergie sur tous les phénomènes de la vie des végétaux, car, tandis que la chaleur et l'humidité sont plus particulièrement les agents de la végétation proprement dite (formation de la tige et des feuilles), le développement des organes de la reproduction (floraison et formation du fruit) dépend avant tout de l'action de la lumière du soleil. Afin d'être en état de mieux apprécier ces divers effets, il serait à désirer qu'on fit aussi des observations sur le développement du feuillage.

Les phénomènes de cette catégorie se présentent en masses si compactes que la détermination rigoureuse de leurs diverses phases est très-difficile ou même impossible, lorsqu'on a négligé d'en constater les premiers symptômes. On notera donc

6. L'APPARITION DES PREMIÈRES FEUILLES.

Sauf quelques exceptions, le bourgeon à feuilles est entouré d'une enveloppe composée d'un nombre plus ou moins grand de parties qu'on appelle écailles ou même feuilles rudimentaires. Cette enveloppe se distingue des feuilles proprement dites, dont on doit seul suivre le développement, par sa nuance plus foncée, en général brune, par l'absence de côtes et de nervures, par son dépérissement plus rapide, en ce que, dès que les feuilles se sont complètement formées, elle se décolore et se détache.

Le premier phénomène qui apparaît lors du réveil de la végétation au printemps, c'est ce qu'on appelle le gonflement des bourgeons, et qu'on reconnaît aux zones d'une nuance plus claire qui se forment sur l'enveloppe par l'effet de l'accroissement des feuilles qu'elle couvre.

Si le gonflement continue, l'enveloppe s'ouvre, et la pointe des feuilles se moult; c'est alors que l'attention de l'observateur doit commencer.

En général, la feuille dont la pointe devient visible, est encore pliée ou roulée, et on n'en voit encore que la face inférieure, qui forme l'extérieur de la feuille enroulée en coin. Mais dès que la feuille se déroule ou s'épauoit, et qu'on voit apparaître la face supérieure (généralement verte), celle qui est tournée vers le ciel, l'extérieur du bourgeon restant tourné du côté opposé, le moment est venu pour l'observateur de prendre ses notes.

La note doit être prise dès que le fait est constaté sur un seul arbre, lors même que d'autres individus de la même espèce se trouveraient dans le voisinage.

On s'assurera en même temps que le fait s'applique à un rameau écarté de la tige, et s'il est possible, à la pointe de ce rameau; dans tous les cas, il faut que le bourgeon ne soit pas éclos assez près de la tige pour qu'on puisse attribuer sa précocité à l'effet des rayons lumineux ou du calorique réfléchi par le tronc; car on a remarqué que les bourgeons du tronc se développent beaucoup plus tôt que ceux des branches, soit par l'effet de la réverbération, soit parce que le tronc s'échauffe au soleil.

On devra prendre la même précaution relativement à la fleur, surtout lorsque le tronc n'aura pas encore été assez couvert par le feuillage.

7. LA CHUTE DES FEUILLES, qui clot la période feuillée, est notée lorsqu'un arbre ou un arbuste a perdu tout son feuillage, sans avoir égard à quelques feuilles isolées qui restent encore, et s'il y a ensemble plusieurs arbres de la même espèce, quand l'un d'eux a perdu tout son feuillage.

Le vent a une grande influence sur la défeuillaison: on remarquera donc, pour chaque espèce d'arbre ou d'arbuste, s'il est isolé, et en conséquence exposé au vent, ou s'il est abrité par un objet quelconque, et dans quelle direction.

Relativement aux plantes ligneuses étêtées ou élaguées annuellement (*geknappte Holzgewächse*), c'est-à-dire auxquelles on enlève tous les ans les jeunes pousses, soit pour les utiliser dans l'industrie, comme aux saules, soit pour en rendre la couronne touffue, comme aux acacias, il est inutile de noter l'époque de la naissance et de la chute des feuilles, parce que ces deux phénomènes se présentent beaucoup plus tard qu'aux plantes qui peuvent se développer librement. Toutefois, on consignera dans un journal les causes qui ont pu faire dévier de cette règle.

Comme, en observant la naissance des feuilles, on ne doit pas tenir compte des bourgeons qui viennent au tronc même, mais porter son attention seulement sur les bourgeons terminaux des rameaux; de même, en ce qui regarde la chute, on ne doit pas tenir compte des feuilles des scions sortis immédiatement du tronc, dont les feuilles tombent généralement beaucoup plus tard que celles des rameaux des branches. L'arbre peut donc être considéré comme dépouillé de ses feuilles, lors même que ces scions de la tige ou du tronc les ont encore conservés.

Cela s'applique aussi à cette partie du feuillage qui provient des feuilles venues à la fin de l'été ou en automne, après une pluie tombée à la suite d'une grande sécheresse.

Il y a lieu de faire remarquer ici que l'observation ne doit pas s'étendre aux végétaux dont le développement est interrompu par l'effet de leur enture. Ainsi on ne doit pas noter la floraison et la maturité des plantes de près, lorsque ces phénomènes n'ont lieu qu'après la première coupe, on du moins ne doit-on avoir égard ici qu'aux plantes qui n'ont pas été fléchées.

Les arbres ou arbustes au-dessus desquels s'étendent d'autres végétaux, doivent avoir été, au moins pendant un an, sous ce couvert avant qu'on puisse en faire l'objet d'observations. Mais comme il n'existe pas encore assez d'expériences sur ce point pour qu'il convienne de formuler des instructions, il est désirable qu'on fasse des observations comparées.

Les dessèchement complet des feuilles, par exemple, du chêne et du hêtre, équivalant à la défeuillaison, mais doit être noté séparément.

Aux conifères, par exemple, à nos épicéas, pins etc. ce ne sont pas les aiguilles de l'année, mais celles qui datent de plusieurs années qui tombent. Leur âge se reconnaît facilement au nombre des rameaux terminaux qui se forment tous les ans, il doit être indiqué avec la date de leur chute. Cette observation ne s'applique pas au mélèze, qui perd ses feuilles ou aiguilles tous les ans.

Pour les plantes ligneuses, les époques du développement de la végétation dépendent de l'âge de l'individu, c'est ainsi que des arbres encore jeunes se couvrent de feuilles plus tôt que des arbres vieux. On doit donc choisir, pour les expériences, des arbres d'un âge moyen, et si l'on n'a pas le choix, on doit indiquer si l'arbre est jeune ou vieux.

Beaucoup de plantes refleurissent en automne, dans une saison où un petit nombre seulement de végétaux sont en fleurs.

8. On notera donc L'ÉPOQUE DE LA SECONDE FLORAISON.

La seconde floraison doit être déterminée d'après des fleurs s'épanouissant, lorsqu'un laps de temps plus ou moins long s'est écoulé après l'éclosion des dernières fleurs de la première floraison; le fleurs de la première floraison doivent provenir des pousses sorties des racines, qu'on doit distinguer de celles venues à des rameaux, et par lesquelles certaines plantes, en apparence déjà flétries, semblent revivre. En ce qui concerne les arbres et les arbustes, il importe que les fleurs de la seconde floraison se développent comme celles de la première, c'est-à-dire d'un jeune bourgeon de feuilles.

On suppose ici que la seconde floraison n'a pas été provoquée par des moyens artificiels, comme par exemple, la fauchaison d'un pré, mais qu'elle est le produit spontané des influences atmosphériques. Si néanmoins on a fait des observations sur des prés fanchés, on doit en faire la remarque au journal.

Ces huit phases du développement des plantes suffiront pour caractériser la végétation d'une année. On pourrait tout au plus ajouter:

9. L'ÉPOQUE DE LA FLORAISON GÉNÉRALE, parce qu'elle exerce la plus grande influence sur la coloration de la flore. On la consignerait au journal, au moment où la plus grande partie des fleurs des végétaux vivant en société et dont un grand nombre se trouvent réunies au même endroit, se sont épanouies en même temps.

Le nombre des individus des plantes observées à chaque phase devrait être connu, au moins d'une manière approximative, car dans un groupe de végétaux, il en est toujours quelques-uns qui se développent plus vite que les autres et qui influent ainsi sur la fixation de l'époque des phénomènes. Il suffira de donner sur ce point de courtes indications en mettant les mots (les plantes sont:) *rare*, *en petit nombre*, *fréquentes*, *communes*.

La détermination des phases n'étant pas donnée à l'heure mais au jour, il suffit de s'assurer qu'au jour qui précède celui où la plante est entrée dans une certaine phase, par exemple, en floraison, pas une seule fleur n'était encore épanouie. Il n'y a pas à se préoccuper alors de la circonstance que dès le premier jour on a vu à la fois des fleurs nombreuses, car il est possible que parmi des végétaux de la même espèce un grand nombre entrent en même temps en floraison.

Il est donc nécessaire que l'observateur se choisisse, dans le voisinage de son domicile, un petit district dans lequel se trouve, dans de milieu qui leur convient, un nombre aussi grand que possible de végétaux qu'il est désirable d'observer, et de s'y rendre à des intervalles réguliers, par exemple, au moins une fois tous les cinq jours, pour qu'il lui échappe le moins possible de phénomènes dignes d'être notés. Cette visite régulière du champ d'observations n'est nécessaire qu'aux époques de l'année pendant lesquelles le développement des plantes fait, en peu de jours, des progrès sensibles. En hiver pendant les mois de décembre, janvier et février, il suffit de n'entreprendre les excursions que lorsque la température de l'air s'est élevée à quelques degrés au-dessus de zéro. On devra toujours noter l'arrêt de la végétation produit par la gelée, lorsqu'il s'agit de plantes entrées dans l'une des phases soumises à l'observation, ou l'ayant déjà dépassée.

Il convient aussi que le terrain du district, choisi comme champ d'observations, soit aussi uniforme que possible, afin que toutes les plantes qui s'y trouvent soient exposées aux mêmes influences climato-géographiques et locales, et qu'on n'ait pas à les déterminer séparément pour chacune d'elles. Pour rechercher l'influence sur les végétaux, de la position géographique (longitude et latitude) d'un localité et de son altitude au-dessus de la mer, le meilleur terrain à choisir serait une plaine horizontale aussi peu mouvementée que possible, et située à une certaine distance des montagnes, constructives

etc., afin qu'aucun obstacle ne s'interpose entre les plantes et l'action de la lumière, de la chaleur et de l'humidité atmosphérique.

Mais ces conditions ne pouvant que très-difficilement être réunies, il convient de décrire la localité où l'on fait les observations, et si cela ne suffisait pas, de la représenter sur un plan ou une carte, sur laquelle on ferait ressortir, si faire se peut, la nature géologique du terrain d'observations. Si au moyen d'un nivellement, ou d'autre façon, on peut déterminer l'angle d'inclinaison de la pente du terrain, ce renseignement ne devra pas être omis, parce qu'il est en rapport étroit avec l'action des rayons du soleil.

Ce même but peut encore être atteint, en faisant remarquer, pour chaque plante observée, si elle est plus habituellement dans l'ombre ou si elle est constamment exposée aux rayons du soleil, si le terrain dans lequel elle se trouve a une direction horizontale, ou s'il a une inclinaison, et dans ce dernier cas, vers quel côté.

En ce qui concerne les plantes à observer, on peut poser comme premier principe que le but qu'on se propose par les observations, la constatation la plus complète de l'influence du climat sur le développement des plantes, est d'autant plus sûrement atteint que le nombre des espèces observées est plus considérable.

Le succès sera aussi complet que possible si l'observateur tend à établir ce qu'on appelle un *calendrier de la flore* de son district, dans lequel on trouve, pour tous les jours de l'année, les phénomènes qui peuvent y avoir lieu, et les espèces auxquelles ils se rapportent. On n'exclurait de ce calendrier que les végétaux bisannuels ou vivaces, qui ne passent pas l'hiver en pleine terre.

On a remarqué que les diverses variétés d'une plante se développent avec une rapidité ou une lenteur bien plus grande pour les unes que pour les autres. C'est ainsi que le lilas à fleurs blanches (*Syringa vulgaris* var. alb.) fleurit quelques jours plus tôt que la variété à fleurs violettes. Ces différences sont encore plus grandes pour la maturité des diverses variétés de poires ou de pommes. *pirus communis* et *pirus malus*. Les fleurs doubles s'épanouissent aussi beaucoup plus tard que les fleurs simples etc. Il convient donc d'ajouter aussi le nom de la variété à celui de l'espèce.

Il est désirable qu'on soumette à l'observation surtout les plantes suivantes :

- | | |
|--|--|
| 1. Acer campestre, Erable, | 26. Persica vulgaris, Pêcher. |
| 2. " Pseudoplatanus, Sycomore. | 27. Philadelphus coronarius, Seringe. |
| 3. Aesculus Hippocastanum, Maronnier d'Inde. | 28. Pinus Larix, Mélèze. |
| 4. Alnus glutinosa, Aulne. | 29. " silvestris, Pin sylvestre. |
| 5. Aster grandiflorus, Aster à grandes fleurs. | 30. Pirus Malus, Pommier. |
| 6. Berberis vulgaris, Epine vinette. | 31. Prunus Padus, Prunier à grappes, pulch. |
| 7. Betula alba, Bouleau blanc. | 32. " spinosa, Prunier épineux. |
| 8. Buxus sempervirens, Buis toujours vert. | 33. Ranunculus Ficaria, Ficaire fausse renouée. |
| 9. Calluna vulgaris, Bruyère vulgaire. | 34. Ribes Grossularis, Groseille. |
| 10. Colchicum autumnale, Colchique automnal. | 35. " rubrum, idem à noyau. |
| 11. Convallaria majalis, Muguet de Mai. | 36. Robinia Pseudacacia, Robinier, faux acacia. |
| 12. Cornus mascula, Cornouiller mâle. | 37. Salix Caprea, Saule maréc. |
| 13. Corylus Avellana, Noisetier. | 38. Sambucus nigra, Sureau. |
| 14. Cytisus Laburnum, Anbrun, faux chénier. | 39. Secale cereale hibernum, Seigle d'hiver. |
| 15. Daphne Mezereum, Bois-gentil. | 40. " " aestivum, Seigle d'été. |
| 16. Fagus sylvatica, Hêtre. | 41. Sorbus Aucuparia, Sorbier. |
| 17. Fragaria vesca, Fraisier sauvage. | 42. Syringa vulgaris, Lilas. |
| 18. Fraxinus excelsior, Frêne. | 43. Tilia grandifolia, Tilleul à grandes feuilles. |
| 19. Fritillaria imperialis, Fritillaire impériale. | 44. " parvifolia, Tilleul à petites feuilles. |
| 20. Galanthus nivalis, Perce-neige. | 45. Triticum sativum hibernum, Froment d'hiver. |
| 21. Helieborus niger, Eléboré noir. | 46. " " aestivum, Froment d'été. |
| 22. Hordeum vulgare hibernum, Orge d'hiver. | 47. Vaccinium Myrtillus, Airelle. |
| 23. " " aestivum, Orge d'été. | 48. Viola odorata, Violette. |
| 24. Juglans regia, Noyer. | 49. Vitis vinifera, Vigne. |
| 25. Lilium candidum, Lis blanc. | |

Si l'observateur a des loisirs, et désire étendre ses observations à d'autres plantes que les précédentes, il conviendrait de choisir parmi les suivantes :

- | | |
|---|---|
| 50. Ajuga reptans <i>Bugle rampant.</i> | 70. Paeonia officinalis, <i>Pivoine officinale.</i> |
| 51. Amygdalus communis, <i>Amandier.</i> | 71. Platanus occidentalis, <i>Platane d'occident.</i> |
| 52. Anemone nemorosa, <i>Anémone.</i> | 72. Populus nigra, <i>Peuplier noir.</i> |
| 53. Carpinus Betulus, <i>Charme.</i> | 73. Pirus communis, <i>Poire commune.</i> |
| 54. Chrysanthemum Leucanthemum, <i>Chrysanthème.</i> | 74. Prunus avium, <i>Merisier.</i> |
| 55. Crataegus Oxyacantha, <i>Aubépine.</i> | 75. » domestica, <i>Prunier.</i> |
| 56. Daucus Carota, <i>Carotte.</i> | 76. Quercus pedunculata, <i>Chêne pédonculé.</i> |
| 57. Digitalis purpurea, <i>Digitale.</i> | 77. » Robur, <i>Chêne commun.</i> |
| 58. Hedera Helix, <i>Lierre.</i> | 78. Rosa canina, <i>Rosier des chiens, églantier.</i> |
| 59. Hemerocallis fulva, <i>Hémérocalis jaune.</i> | 79. » centifolia, <i>Rose à cent feuilles.</i> |
| 60. Hepatica triloba, <i>Hépatique à trois lobes.</i> | 80. Rubus Idaeus, <i>Framboisier.</i> |
| 61. Humulus Lupulus, <i>Houblon.</i> | 81. Salix amygdalina, <i>Saule à feuilles d'amandier.</i> |
| 62. Hypericum perforatum, <i>Mille-perthuis.</i> | 82. Salvia officinalis, <i>Sauge.</i> |
| 63. Linum usitatissimum, <i>Lin.</i> | 83. Sambucus racemosa, <i>Sureau en grappes.</i> |
| 64. Louicera Xylosteum, <i>Louicère.</i> | 84. Solanum tuberosum, <i>Pomme de terre.</i> |
| 65. Morus alba, <i>Mûrier blanc.</i> | 85. Symphytum officinale, <i>Grand consoude.</i> |
| 66. Narcissus poeticus, <i>Narcisse des poètes.</i> | 86. Trifolium pratense, <i>Trèfle des prés.</i> |
| 67. Nuphar luteum, <i>Nuphar jaune.</i> | 87. Ulmus campestris, <i>Orme.</i> |
| 68. Nymphaea alba, <i>Nuphar blanc.</i> | 88. Vaccinium Vitis idaea, <i>Airelle ponctuée.</i> |
| 69. Orchis latifolia, <i>Orchide à larges feuilles.</i> | 89. Viburnum Opulus, <i>Viorne nœ.</i> |
| | 90. Zen Nays, <i>Maïs.</i> |

Beaucoup des plantes dont les nous précèdent, manquent dans les contrées méridionales, tandis qu'on en trouvera d'autres qu'il serait très-utile d'observer. Telles seraient les suivantes :

- | | |
|--|---|
| 1. Abies excelsa, <i>Sépin commun.</i> | 28. Opuntia vulgaris, <i>Joquette commune.</i> |
| 2. Acer monspeliense, <i>Erable de Montpellier.</i> | 29. Ornus europaea, <i>Frêne à fleurs.</i> |
| 3. Agave americana, <i>Agave d'Amérique.</i> | 30. Oryza sativa, <i>Riz cultivé.</i> |
| 4. Alnus cordifolia, <i>Aulne à feuilles en coeur.</i> | 31. Ostrea vulgaris, <i>Ostree d'Italie.</i> |
| 5. Castanea vesca, <i>Châtaignier.</i> | 32. Panicum italicum, <i>Panic d'Italie.</i> |
| 6. Ceratonia siliqua, <i>Corambier à siliques.</i> | 33. Platanus orientalis, <i>Platane d'Orient.</i> |
| 7. Cercis Siliquastrum, <i>Gainier commun, arbre de Judée.</i> | 34. Pimpinella Anisum, <i>Boucage, Anis.</i> |
| 8. Chamaerops humilis, <i>Chamaerops palmiste.</i> | 35. Pinus Laricio, <i>Pin Laricio.</i> |
| 9. Citrus Aurantium, <i>Oranger.</i> | 36. » Pinaster, <i>Pinaster.</i> |
| 10. » limonium, <i>Limouier.</i> | 37. » Pinus, <i>Pin.</i> |
| 11. » media, <i>Citrinier.</i> | 38. Pistacia Lentiscus, <i>Pistachier lentisque.</i> |
| 12. » vulgaris, <i>Citronnier.</i> | 39. » Terebinthus, <i>Pistachier térébinthe.</i> |
| 13. Coriandrum sativum, <i>Coriandre.</i> | 40. Prunus Laurocerasus, <i>Laurier cerise.</i> |
| 14. Corylus Colurna, <i>Coudrier du Levant.</i> | 41. Punica granatum, <i>Grenadier commun.</i> |
| 15. Crocus sativus, <i>Safran.</i> | 42. Quercus Cerris, <i>Chêne chevelu.</i> |
| 16. Cucurbita Citrullus, <i>Citrouille.</i> | 43. » sessiflora, <i>Chêne sessile.</i> |
| 17. Cypressus sempervirens, <i>Cyprès.</i> | 44. Rhododendron maximum, <i>Rhododendron éleci (Rosage).</i> |
| 18. Erica arborea, <i>Bruyère en arbre.</i> | 45. » ponticum, <i>Rhododendron d'Orient.</i> |
| 19. Ficus carica, <i>Figuier.</i> | |
| 20. Genista scoparia, <i>Genêt à balai.</i> | 46. Rosmarinus officinalis, <i>Romarin officinal.</i> |
| 21. Gossypium herbaceum, <i>Coton herbacé.</i> | 47. Smilax aspera, <i>Saule rude.</i> |
| 22. Juniperus phoenicea, <i>Genévrier.</i> | 48. Solanum Lycopersicum, <i>Tomate.</i> |
| 23. Ilex Suber, <i>Houx.</i> | 49. » Melongena, <i>Melongène.</i> |
| 24. Mespilus pyracantha, <i>Néflier.</i> | 50. Sorghum vulgare, <i>Sorgho.</i> |
| 25. Myrtus communis, <i>Myrthe.</i> | 51. Tamarix africana, <i>Tamaris d'Afrique.</i> |
| 26. Nerium Oleander, <i>Laurier-rose d'Europe.</i> | 52. » gallica, <i>Tamaris de France.</i> |
| 27. Olea europaea, <i>Olivier.</i> | |

B. Du règne animal.

Les phénomènes périodiques du règne animal sont dans des rapports si intimes avec ceux du règne végétal, que les observations peuvent s'appliquer simultanément aux deux règnes.

En principe, le même plan peut donc présider aux deux classes d'observations. Il suffit en conséquence de discuter dans quelle mesure les règles posées précédemment peuvent être modifiées. Mais ce point ne saurait être décidé que lorsqu'on connaît les genres d'animaux et les phénomènes à observer. Or comme ces derniers dépendent des premiers, nous allons avant tout énumérer les genres d'animaux sur lesquels les observations doivent s'étendre.

1. Limaces et escargots.

Nous commençons par les limaces et escargots parce qu'il n'existe pas encore sur les ordres d'animaux inférieurs (infusoires, polypes, méduses et coquillages etc.) des expériences suffisantes pour pouvoir décider s'ils doivent, ou non, entrer dans notre cadre.

Parmi les limaces et les escargots on observera les espèces suivantes dont aucune n'est aquatique

Limace rouge, Limax rufus,

» *noire* » *eter.*
» *agreste,* » *agrestis.*

Escargot vigneron, Helix pomatia.

Escargot des jardins, Helix hortensis.

» *des bruyères.* » *erictorum.*
» *nimoral,* » *aspera.*

On notera pour les limaces, leur première apparition et leur disparition complète de la superficie du sol, et pour les espèces du genre *Helix*, l'époque à laquelle l'ouverture de la coquille se bouche par la sécrétion calcaire qui se forme à l'approche du sommeil hivernal.

2. Vers.

Première et dernière apparition des lombrics ou vers de terre (*lumbricus terrestris*) sur la superficie du sol.

3. Crabes (ou insectes non ailés).

Tandis que les animaux des divisions A. et B. ci-dessus se montrent surtout pendant que l'atmosphère est trouble et humide, mais-assez chaude, et peuvent, en conséquence, être mieux observés le matin ou le soir; les insectes (divisions C. et D.), à peu d'exceptions près (telles que quelques genres de Diptères, les Nocturnes et les Crépusculaires) ne se montrent qu'en plein jour et au soleil. On les observe donc mieux dans le milieu de la journée.

On remarquera le jour où les insectes non ailés suivants sortent pour la première fois de terre ou disparaissent: le mille terrestre (*Julus terrestris*), les scolopendres (*scolopendra electrica*), et le trombidion (*trombidium holosericeum*).

Les araignées sont censées indiquer le temps d'avance, il serait désirable de déterminer par des observations faites avec soin jusqu'à quel point elles méritent cette réputation. Il suffit en outre de noter le jour où elles ont commencé et clos leur existence à l'état parfait, ainsi que les signes auxquels on a reconnu ces circonstances. C'est ainsi que pour nos Epéïres (*Epeira diadema*) ou remarquera le moment où elles étendent leurs toiles perpendiculaires.

Pour l'araignée vagabonde, on notera séparément, au printemps et à l'automne, le moment où leurs fils, dits fils de la vierge, sont étendus dans l'air et importés par le vent.

Dans les contrées méridionales, on devrait ajouter le scorpion (*scorpio europæus*).

4. Mouches* (insectes ailés).

Les époques de l'apparition et de la disparition ne s'appliquent, dans cette division, qu'à la période de la dernière métamorphose dans laquelle l'insecte, à très peu d'exceptions près, est muni d'ailes ou d'organes qui en tiennent lieu, et en fait usage, ou du moins est sur le point de commencer sa vie à l'état d'insecte parfait. Les périodes de son existence comme chenille, larve, nymphe ou chrysalide, sont d'une importance moindre, et la fixation des dates des transformations est le plus souvent difficile, si non impossible. Dans plusieurs familles des orthoptères, la métamorphose est ac-

compagnée de phénomènes si peu apparents que le meilleur mode de constatation consiste à juger de l'achèvement de leur développement par les sons qu'ils produisent, par exemple, ceux que font entendre le grillon et la sauterelle.

a) *Mouches proprement dites, diptères (Diptera).*

Plusieurs espèces sont si rares qu'on ne les trouve que par hasard : on ne saurait donc parler de leur première apparition, parce qu'on ne les découvre peut-être qu'à la fin de leur vie comme insectes ailés, ou peut-être même qu'à des intervalles de quelques années. D'autres espèces sont assez difficiles à distinguer des espèces analogues, et bien qu'elles se présentent en quantités innombrables, le savant spécial parviendrait seul à les déterminer. Il est d'autres espèces encore qui, sans être rares, ne se montrent qu'accidentellement, parce que le nombre des individus n'est pas considérable. Toutes ces espèces doivent être exclues des observations.

On ne doit, au contraire, porter son attention que sur les espèces qui se présentent en général par masses, qui ne peuvent ainsi échapper à la vue et dont le nom est en même temps facile à déterminer, par exemple, les *Musca domestica*, *M. rudis*, *M. stabulans*, *Libio Marci*, *Melithreptus scriptus*, *Syrirta pipiens*, *Eristalis aeneus* (comme le *Gulanthus nivalis*, un indice certain du printemps), *F. tenax*, *Platystoma seminationis*, *Sargus euprarius* etc.

Certains phénomènes du monde des mouches peuvent avoir un intérêt phénoménologique, sans qu'on ait besoin de déterminer les espèces, telles sont les danses si caractéristiques des chironomides, des anthomyzides, les agressions inopportunes des tabaniens.

Lorsqu'on trouve aux fenêtres, des phores, et des sciars, et dans les latrines, des scaptoses, Scathopse, alors on sait que dans les champs, les bourgeons à feuilles se gonflent, que la *Musca rudis* se chauffe sur des murs exposés au soleil, le *Gymnoga aenea* s'enterre temporairement dans le sable fin. Lorsque des mouches prennent leurs ébats près des chemins et des ruisseaux, cela indique que sur les collines chauffées par le soleil on trouve des *Bombilius* et des *Asilus punctipennis*; le *Dasypogon cinclus* se rencontre toujours après la floraison de la violette; le *Syrirta pipiens* annonce l'été et l'*Asilus crabroniformis*, l'automne.

b) *Hyménoptères (Hymenoptera).*

Parmi ceux qui se montrent le plus souvent il y a lieu de citer :

de la famille des Diptéroptères :

Vespa crabro L., *Frélon*.

| *Vespa vulgaris* L., *Gnêpe*.

Parmi les abeilles *Melifera* :

Xylocopa violacea L., *Xylocope violacée*.

| *Bombus lapidarius* L., *Bourdon des pierres*.

Bombus terrestris L., *Bourdon terrestre*.

| *Apis mellifica* L., *Abeille*.

En ce qui concerne les fourmis, il serait désirable d'avoir des dates sur le commencement et la fin de leur vie active régulière, en société, et s'il s'agit de fourmis ailées, sur l'époque des essaims.

c) *Lépidoptères (Lepidoptera).*

a) *Papilionés (Papilionides diurnes).*

Argynnis latonia, *Petit voaré*.

» *Paphia*, *Paphia*.

Vanessa antiope, *Vanessa antiope*.

» *Jo*, *Paon de jour*.

» *Atalanta*, *Vulcain*.

» *Cardui*, *Vanessa du chardon*.

» *Urticae*, *Petite tortue*.

» *Polychloros*, *Grosse tortue*.

| *Vanessa C album*, *Vanessa C blanc*.

| *Arge Galathea*, *Demi-deuil*.

| *Epinephele Janira*, *Corydon*.

| *Caenonympha Pamphilus*, *Prorée*.

| *Coenonympha Iphis*, *Iphis*.

| *Polyommatus Phalaena*, *Phalaena*.

| *Lycæna Alexia*, *Lycæna Alexia* (ou au moins

| l'apparition d'un *Lycæna* quelconque).

Thecla Bctulae, *Thécle du bouleau*.
Papilio Podalirius, *Grand porte-queue*.
" Machaon, *Machaon*.
Aporia Crataegi, *Apore gaze*.

Pieris Brassicae, *Piérade des choux*.
Antiocharis Cardamines, *Aurore*.
Colias Hyale, *Souci*.
Gonopteryx rhamni, *Citron*.

β) *Sphingides* (Sphingides).

Acherontia Atropos, *Tête de mort*.
Sphinx convolutus, *Sphinx de convolvulus*.
Deilephila Euphorbiae, *Sphinx de l'enphorbe*.

Macroglossa Stellatarum, *Morospinx*.
Zygoena Filipendulae, *Zygène de filipendule*.

γ) *Bombyces* (Bombyx).

Liparis dispar, *Zig-Zag*.
" Salicis, *Bombyx du saule*.

Bombyx Mori, *Ver à soie*.

δ) *Noctuae* (Noctuérites).

Plusia Gamma, *Gamma*.

d) *Neuroptera* (Neuroptères, insectes à ailes transparentes).

Chrysopa perla (Hemerobius perla L.), *Chrysops perle*.
Trichoptera, *Trichoptère*.
Libellula vulgata, L., *Demoiselle*.

Aeschna grandis L., *Grande demoiselle*.
Calopteryx Leach., *Virgo L., Vierge*.
Agrion puella Fab., *Agrion vierge*.

e) *Orthoptera* (Orthoptères).

Mantis religiosa, *Mante religieuse*.
Pachytillus migratorius (Gryllus migratorius L.), *Sauterelle verte*.
Grillon de passage.
Decticus verrucivorus (Gryllus verrucivorus L.), *Sauterelle verrucivore*.

Locusta viridissima L. (Gryllus viridissimus L.), *Sauterelle verte*.
Gryllus campestris, *Grillon des champs*.
Forficula auricularia L., *Perce-oreille*.

Les degrés de transformation des sauterelles se distinguent si peu entre eux, qu'on doit principalement conclure de leur cri ou de leur chant que leur dernière métamorphose est accomplie.

f) *Hemiptera* (Hémiptères, appelés dans ces derniers temps aussi Hhynchostes)

Cicada sanguinolenta, *Cigale rouge*.
Hydrometra lacustris, *Hydromètre des marais*,
l'époque où ils paraissent sur l'eau.

Coreus marginatus, *Cor'e bordé*.
Pentatoma haecarum, *Pentatome des baies*.
Srachya (Eurydeima) oleracea, *Srachya potagère*.

g) *Colcoptera* (Coléoptères).

Cicindela campestris, *Cicindèle champêtre*.
Procrustes coriaceus, *Procruste coriacé*.
Carabus cancellatus, *Carabe à grille*.
Colosoma sycophanta, *Colosome sycophante*.
Dysticus marginalis, *Distique marginé*.
Gyrinus mergus, *Gyrin nageur*.
Haltica picus, *Halticophile brun*.
Neerophorus germanicus, *Neerophore germanique*.
" vespillo, *Neerophore fossoyeur*.
Lucanus cervus, *Cerf-volant*.
Grotus stercorarius, *Géotrupe stercoraire*.
Oryctes nasicornis, *Oryctère nasique*.
Melolontha vulgaris, *Hanneton commun*.
Amphimallus solstitialis, *idem de solstices*.
Anomala Julii, *Anomalée de juillet*.
Cetonia aurata, *Cétone dorée*.
Lacou murinus, *Taupin gris*.

Lampyrus noctilina, *Lampyres, ver luisant*.
Trichodes apiarius, *Trichode apivore*.
Aromia moscata, *Capricorne musqué*.
Astynomus aedilis, *idem charpentier*.
Lema merdiger, *Lema du lys*.
" Asparagi, *idem de l'asperge*.
Haltica oleracea, *Altise des potagers*.
Chrysomela sanguinolenta, *Crysomèle bordé de rouge*.
Lina populi et tremulae, *Lina du peuplier et du tremble*.
Cryptoccephalus sericeus, *Cryptocéphale soyeux*.
Coccinella septempunctata, *Bête à Dieu*.
Opatrum sabulosum, *Opatre des sables*.
Meloë proscarabaeus et violaceus, *Proscarabée et meloë riotacé*.
Cantharis vesicatoria, *Cantharide vésicante*.

On voit qu'on attache de l'importance surtout aux espèces qui se nourrissent de plantes, afin qu'on puisse les observer en même temps que les progrès de la végétation.

5. Reptiles.

a) Sauri (Sauriens, Lézards).

Lacerta viridis, Daudin, *Lézard vert*.

| *Lacerta agilis*, *Lézard gris*.

b) Hemisauri (Hemi-Sauriens).

Anguis fragilis, Linné, *Orvet*.

c) Ophidia (Ophidiens, serpents).

Tropidonotus Natrix, Kuhl, *Couleuvre vulgaire*.

d) Batrachia (Batraciens).

Dendrohyas viridis, Wagler, *Grenouille des arbres*
(*Rivnette*.)

| *Rana temporaria*, Linné, *Grenouille rousse*.

Pelodytes punctatus, Fitzinger, *Grenouille verte*.

| *Phryne vulgaris*, Fitzinger, *Crapaud*.

| *Bombinator igneus*, Wagler, *Bombinator enflammé*.

e) Hemibatrachia (Hémibatraciens, Salamandres).

Salamaudra maculosa, Laurenti, *Salamaudre ter-*
restre.

| *Triton cristatus*, Laurenti, *Triton à crête*.

| *Lissotriton punctatus*, Bell, *Salamaudre ponctuée*.

Pour les reptiles il s'agit également de noter leur apparition à la superficie de la terre et leur disparition, en tant que ces deux faits se rapportent à leur engourdissement hivernal. Quant à ceux qui font entendre un cri comme le grenouille et le crapaud on notera les jours où on l'a entendu pour la première et dernière fois.

6. Poisson.

a) Aux stations d'observation situées près de rivières ou de fleuves, on indiquerait l'époque où, au printemps, les espèces du genre hareng, Clupea, l'aloë, Clupea alosa, la sardine, Clupea sardinia, remontent les cours d'eau. On en ferait de même pour ce qui regarde les saumons *Salmo salar*, truites, *Salmo trutta*, Esurgeon, Acipenser.

b) Relativement aux poissons qui ne quittent pas la mer, leur apparition serait notée par les observateurs habitant les ports ou les côtes. L'attention de l'observateur se porterait sur le hareng, Clupea harengus, le maquereau, *Scomber maceratus* L., et quelques autres espèces communes de poissons de passage.

7. Oiseaux.

a) Oiseaux d'été dont l'arrivée et le départ sont à noter.

Sylvia phoeniceus, *Robinet des jardins*.

| *Cypselus apus*, *Martinet*.

» *luscini*, *Rossignol*.

| *Cuculus canorus*, *Concou*.

Moracilla alba, *Hochequeuse blanche*.

| *Columba turtur*, *Tourterelle*.

Alauda arvensis, *Alouette*.

| *Perdix coturnis*, *Caille*.

Merula urbanica, *Merle de fenêtre*.

| *Ciconia alba*, *Cigogne blanche*.

» *rutilica*, *idem de cheminée*.

| *Larus ridibundus*, *Mouette rieuse*.

b) Oiseaux qui ne font que passer au printemps et en automne, ou au moins dans l'une de ces deux saisons et dont on note l'époque du passage.

Fringilla montifringilla, *Pinson montain*.

| *Cygnus musicus*, *Cygne chanteur*.

Anser segetum, *Oie sauvage*.

c) Oiseaux qui arrivent en automne, hivernent et partent au printemps.

Turdus pilaris, *Grive Litorne*.

| *Bombicilla garrulus*, *Jaseur*.

Outre les époques de l'arrivée, du départ, du passage et de la direction dans laquelle ces mouvements ont lieu etc., on pourrait encore noter celle de l'accouplement, celle où les petits commencent à voler ou à chercher leur nourriture.

Relativement aux chanteurs et aux autres oiseaux qui poussent un cri particulier, comme, par exemple, le coucou, il conviendrait de noter le jour où on les entend pour la première fois; ces dates sont indispensables quand elles servent à déterminer l'époque de l'arrivée, du départ etc. On portera une attention spéciale à constater l'époque où les oiseaux chanteurs se taisent en été lors de l'accouplement.

8. Mammifères.

On ne saurait en général utiliser pour les observations phénoménologiques que les genres et les espèces d'animaux qu'on ne rencontre pas toute l'année, mais seulement à des époques qui dépendent des saisons; ce qui exclut les animaux sédentaires, c'est-à-dire qui n'ont pas l'instinct des migrations périodiques. Les animaux inférieurs, et parmi les animaux supérieurs, les reptiles et les mammifères, restent toute l'année chez nous. Les premiers presque sans exception et parmi les derniers, un certain nombre, passent une partie de l'année, notamment l'hiver, dans un état qui équivaut à une absence, de sorte que pour eux aussi il y a à noter des époques dépendant des saisons; ce sont les jours où on les voit pour la dernière fois avant, et pour la première fois après leur sommeil hivernal.

De même que les époques de l'apparition des animaux inférieurs, mais surtout des insectes, sont contenues entre des limites périodiques tracées par les divers degrés de leur transformation, de même le temps de l'engourdissement hivernal ne s'applique qu'aux mammifères. On observera donc ce rapport les suivants.

Vespertilio auritus, *Oreillard.*

» noctula, *Chauve-souris nocturne.*

» murinus, *idem communis.*

Arctomys citillus, *Marmotte.*

Cricetus vulgaris, *Hamster.*

Meles vulgaris, *Blaireau.*

Parmi les autres phénomènes de la vie animale, l'accouplement et la génération sont les plus importants. On en consignerait donc l'époque pour les animaux ci-après.

Sciurus vulgaris, *Ecureuil.*

Castor Fiber, *Castor.*

Lepus timidus, *Lièvre.*

Sus scrofa, *Sanglier.*

Cervus Capreolus, *Chevreuil.*

Capra Ibx, *Bouquetin.*

» Aegagrus, *Aegagre.*

Erinaceus europaeus, *Hérisson.*

Canis Vulpes, *Renard.*

» Lupus, *Loup.*

Felis rufa, *Chat sauvage.*

» Lynx, *Lynx.*

Mustela vulgaris, *Belette.*

Lutra vulgaris, *Loutre.*

Ce sont à peu près les seuls animaux très-répandus en Europe qui n'appartiennent pas aux classes d'animaux domestiques; seulement les occasions de les observer ne se présenteront que trop rarement.

Les observations peuvent être faites subsidiairement en suivant celles relatives à la végétation, et se rapporteront à un district choisi dans les environs de la station, c'est-à-dire du domicile de l'observateur. Seulement, relativement aux mammifères et aux oiseaux, il ne sera pas possible de se restreindre à une telle limitation.

Rien n'empêche l'observateur d'étendre les observations indiquées dans la présente instruction, ou une partie d'entre elles à toute la faune de son district, ou à certaines espèces des ordres du règne animal autres que celles qui y ont été énumérées. Mais il est désirable de suivre les principes qui ont inspiré cette instruction. C'est ainsi que les espèces observées doivent être:

1. autant que possible très-répandues;

2. faciles à distinguer, pour qu'il ne soit pas nécessaire de procéder dans chaque cas à une détermination laborieuse;

3. observées seulement dans les localités où elles trouvent réunies les conditions d'une vie normale.

Ces conditions n'étant pas toujours connues, du moins complètement, on devra indiquer, pour chaque espèce observée, le lieu où on l'a trouvée, par exemple, dans l'eau stagnante ou courante, sur des

chemins, sur des plantes (peut-être même conviendrait-il de donner aussi le nom de ces dernières). Il ne serait pas superflu de décrire la localité où l'on observe les reptiles et les insectes, afin qu'on puisse se rendre compte de la pente et de l'exposition du terrain.

Un phénomène ne doit être considéré comme le premier que lorsqu'il est suivi immédiatement (bien qu'après un certain intervalle) des phénomènes semblables nombreux. Il serait peut-être utile de faire connaître aussi quand ces derniers ont eu lieu.

Les animaux dont la vie embrasse une année entière, comme presque tous les animaux supérieurs, ne présentent tous les ans qu'une époque d'apparition, à l'exception des oiseaux de passage qui traversent deux fois la contrée. Une deuxième époque est signalée par l'éclosion ou la venue d'une nouvelle génération, tandis que la précédente continue d'exister.

Parmi les animaux inférieurs, notamment les insectes, dont la vie est limitée à quelques semaines ou à quelques mois, la génération n'atteint le dernier degré de ses transformations, que lorsque la génération précédente est complètement éteinte. Il est important de remarquer l'époque à laquelle la génération subséquente a commencé à être vue.

Enfin on devrait également noter lorsqu'une espèce ou une génération a paru, dans une année, en nombre beaucoup plus grand ou plus petit qu'à l'ordinaire.

CARTOGRAPHIE.

1. Le Congrès approuve les signes représentés sur la carte routière de la Charinthe, et les signes adoptés pour la carte de navigation du Danube.

2. Il recommande l'application de la méthode, dans la carte de la densité et du mouvement de la population en Danemark, d'indiquer les mesures, non d'après des moyennes, mais d'après la nature réelle des choses, aux cas semblables. Aussi il recommande la méthode employée à la carte graphique de chemin de fer français, présentée par M. le comte Dubois.

TRANSFERT DES PROPRIÉTÉS.

1. Suivant les recommandations du Congrès à Bruxelles et à Vienne, et afin d'obtenir une statistique judiciaire quant aux mutations de la propriété foncière, chaque pays devrait avoir un plan topographique de toute sa surface à une échelle suffisante, accompagné d'un tableau indicatif.

Londres
1890.

2. Durant le progrès du lever du plan topographique national, on devrait le perfectionner presque jusqu'au jour de la publication, et l'administration devrait ordonner la révision périodique du plan et du tableau indicatif, afin qu'ils représentent toujours, au plus près possible, la condition actuelle des propriétés.

3. Ayant en vue l'importance de connaître le moyen le plus sûr, le moins dispendieux, et le plus expéditif d'aliéner la propriété foncière, on devrait faire des efforts pour établir une statistique autant que possible internationale du changement des propriétés dans les différents pays, et des lois qui s'y rapportent; c'est-à-dire du nombre des mutations par an ou autre période; des divisions et subdivisions du sol; des formes diverses d'aliénation; de ses dépenses actuelles et relatives à la valeur capitale de la propriété aliénée; de l'effet légal sur le titre résultant de l'aliénation; du nombre et du caractère des intérêts secondaires dépendant du sol; et de l'existence et de la condition des plans topographiques nationaux et des registres des propriétés.

4. Le Congrès diffère l'expression de ces vues sur la forme et sur l'étendue de l'enregistrement des propriétés foncières jusqu'après la collection de la statistique internationale proposée dans la troisième résolution.

PUBLICATIONS ET OBSERVATIONS.

Le Congrès émet aussi le vœu que la question d'un méridien commun à toutes les nations et établie sur une échelle commune pour les observations thermométriques et barométriques, soit expressément insérée dans le programme du prochain Congrès international de statistique.

Que dans tous les tableaux destinés à servir à la statistique internationale, des équivalents aux indications en tête des colonnes de chiffres soient expliqués dans une table séparée en français, en même temps que dans la langue du pays.

Que les observateurs soient d'accord de faire certaines observations météorologiques, une fois par jour, à neuf heures du matin (à peu près), et qu'elles soient enregistrées pour l'usage commun tout à fait comme elles sont faites, sans être réduites à aucune valeur moyenne ni normale.

C. LIEUX D'HABITATION.

Bruxelles
1883.

L'Assemblée a adoptée la proposition suivante :

Qu'en considération des phénomènes spéciaux que présentent, sous le rapport de la santé publique, de la moralité, de la criminalité, etc., les fortes agglomérations de population, des statistiques particulières et détaillées soient dressées pour toutes les grandes villes.

STATISTIQUE DES GRANDES VILLES.

1. Topographie.

Paris
1866.

Longitude;— latitude;— hauteur au-dessus du niveau de la mer; situation géographique (sur un plateau, dans une vallée, en amphithéâtre, dans une plaine entourée ou non de collines, à l'embouchure ou le long d'un cours d'eau, sujet ou non à l'influence de la marée, etc., etc.);— vents dominants;— quantité moyenne d'eau tombée par an;— température moyenne, en degrés de chaleur, pour chaque mois de l'année;— autres phénomènes météorologiques;— nature du sol sur lequel la ville est construite.

2. Superficie.

Superficie convertie: 1. par les maisons; 2. par les cours et jardins attenants à ces maisons; 3. par les rues, places et jardins publics, et par les voies hydrauliques, rivières, canaux, lac, étang, port de mer, suivant les localités. (Comprendre pour la détermination de la superficie totale occupée par la ville, selon les cas, l'espace circonscrit soit par l'enceinte fortifiée, soit par le mur d'octroi, ou la limite légale assignée, s'il y a lieu, à la ville, comme commune ou paroisse. Dans les villes qui n'ont ni enceinte fortifiée, ni mur d'octroi, ni circonscription légale, prendre pour limites les points de la circonférence où finit l'agglomération des maisons.)

3. Édifices publics et particuliers; habitations.

Énumération 1. des édifices publics, en indiquant leur distinction spéciale; 2. des maisons distinguées selon qu'elles sont habitées en contre-bas du sol de la rue, qu'elles ont un rez-de-chaussée, 1, 2, 3 étages. — Donner, en regard, la hauteur des maisons avec la largeur des rues; 3. des écuries, étables, abattoirs; 4. des manufactures, usines, ateliers, magasins, boutiques. — Donner le nombre des constructions assurées contre l'incendie. — Indiquer, pour les dix dernières années, le nombre annuel des nouvelles constructions. — Faire connaître, pour chacune des années de la même période, le nombre des locations vacantes.

4. Voies de communication.

La ville est-elle traversée par un ou plusieurs cours d'eau? Indiquer sa direction, sa largeur moyenne et sa longueur totale dans la traversée de la ville; sa hauteur et son débit d'eau, dans un

temps donné, à l'étiage, au point principal; la hauteur de ses plus hautes crues, la nature de sa navigabilité (navigable ou flottable); le système de remorquage ou de halage employé dans la traversée de la ville; le nombre des ponts, leur longueur entre les culées et leur largeur entre les parapets, le nombre de leurs arches, leur système de construction, les matériaux employés à leur construction, la date de leur établissement, leur coût, les frais annuels d'entretien. Indiquer si la circulation y est ou non soumise à un droit de péage; déterminer la circulation moyenne diurne en hommes et en colliers. La rivière est-elle bordée de quais? — Combien y compte-t-on de ports? Y existe-t-il un ou plusieurs docks, flottants ou fixes? — Quelles sont les industries qui s'exploitent sur la rivière?

Donner le même ordre de résultats statistiques pour les abords de la mer, si la ville est maritime: quais, cales, embarcadères, docks, retenues d'eau, éclusées ou non.

Nombre des routes de fer et de terre, des canaux et rivières, des lignes télégraphiques traversant la ville ou en partant. — Nombre des voitures de toute nature et des chevaux appartenant 1. aux particuliers; 2. aux compagnies chargées du transport a) à l'intérieur, soit que ce transport se fasse en commun (omnibus) ou isolément (fiacres, cabriolets, etc., etc.); b) à l'extérieur (diligences, messageries, etc.). — Tarifs des prix du transport en commun ou isolé dans l'intérieur de la ville, selon que ce transport se fait à l'heure, à la course ou à une certaine unité de distance. — Nature, assiette et produit des taxes sur les chevaux et les voitures (particulières, publiques) perçues au profit soit de l'État, soit de la ville.

Nombre, pour les dix dernières années, des lettres circulant à l'intérieur de la ville, avec indication des modifications de tarif survenues dans l'intervalle. — Tarif actuel d'une lettre simple à l'intérieur.

5. Population.

I. *État de la population.* — Faire connaître, d'après les dénombrements de plusieurs années, le sexe, l'état civil, l'âge, la profession, le culte, le lieu de naissance des habitants distingués d'après les trois catégories suivantes: natif de la cité; de l'État dont la ville fait partie; de l'étranger. — Spécifier les langues parlées. — Distinguer la population en sédentaire ou domiciliée et flottante.

II. *Mouvement annuel de la population* (pour chacune des dix dernières années.)

a) Mariage par âge, par état civil, par mois et par profession pour chaque sexe,

b) Naissances par sexe, et par état civil (légitimes et naturelles) et par mois; à domicile (avec les mêmes distinctions); aux hôpitaux (id.). — Nombre des mort-nés par sexe et état civil. — Nombre moyen annuel des enfants trouvés par sexe (là où il existe des établissements pour les recevoir).

c) Statistique des aveugles, des sourds-muets, des aliénés.

d) Décès, par sexe, par état civil, par âge, par profession, par causes et par mois, — à domicile (avec les mêmes distinctions), — aux hôpitaux (id.), — dans les prisons (id.).

e) Statistique spéciale des suicides: nombre, causes certaines ou présumées, sexe, âge, état civil, mois, mode de perpétration.

f) Statistique des hôpitaux généraux et spéciaux: nombre des admissions et des décès par mois par sexe, par âge, par profession, par état civil, par nature de maladies. Nombre total des malades traités pendant l'année avec les mêmes indications.

6. Hygiène publique.

Égouts. — Faire connaître si la ville possède un système général d'égouts; indiquer le mode de construction de ces égouts et notamment leur largeur moyenne, avec et sans les banquettes, leur hauteur moyenne du radier à la voûte, leur pente moyenne. — Mentionner si chaque maison est en communication souterraine ou non avec l'égout pour l'écoulement de ses eaux ménagères. — Faire connaître la nature du déversoir commun des égouts et indiquer s'il est sujet au reflux des marées, etc. Si c'est un cours d'eau traversant la ville indiquer si le déversement se fait en non en aval de la ville. — Indiquer le mode de construction de la chaussée des rues, le système d'écou des eaux

pluviales, ménagères et des eaux aux égouts, en un mot l'ensemble des dispositions prises pour assurer le prompt écoulement des eaux.

Vidanges. — Faire connaître 1. s'il existe un dépotoir commun pour les produits des vidanges, pour les boues et débris de la ville; 2. si les règlements locaux ou généraux rendent obligatoire l'établissement des latrines dans les maisons, d'après un système déterminé; si les immondiçes humains passent directement aux égouts; si les dépôts de ces immondiçes dans les rues sont admis à certaines heures du jour ou de la nuit; 3. si les produits des vidanges, les boues et débris sont ou non utilisés par l'agriculture des localités voisines.

Les eaux. — Déterminer le volume total d'eau débité par jour pour la consommation des habitants, soit par les fontaines publiques, soit par les conduits chez les particuliers, soit par les puits. — Indiquer l'origine de ces eaux (eaux de rivière, de sources, de puits). — Décrire le système de conduite dans la ville (aquéducs, tuyaux souterrains, etc., etc.) et la hauteur où les eaux peuvent être conduites dans les habitations par action mécanique. — Faire, par origine, l'analyse chimique des eaux. — Indiquer le prix, par unité de mesure, des concessions aux particuliers. — Mentionner si ces concessions sont faites au profit de l'administration municipale ou de compagnies.

Les bains. — Quel est le nombre des établissements de bains dans la ville? Combien de bains l'ensemble de ces établissements peut-il donner par jour? Exist-il des établissements de bains et des lavoirs pour les classes pauvres? En cas d'affirmative, faire connaître le prix d'admission et les bases financières de l'institution selon qu'elle a été fondée par l'État, la ville ou l'industrie privée.

Police médicale. — Nombre des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et médecins en exercice effectif. — Organisation des conseils d'hygiène et de salubrité publique. — Constatation des décès ordinaires, volontaires, accidentels, etc. — Statistique et placement des nourrices.

Police de salubrité. — Faire connaître si la législation générale ou locale 1. limite la hauteur des maisons d'après la largeur des rues ou toute autre base; 2. règlement dans un intérêt d'hygiène publique, les conditions, tant intérieures qu'extérieures, de leur construction; 3. rend obligatoire, à certains intervalles périodiques, le lavage extérieur ou blanchissage des maisons; 4. interdit la location des logements insalubres; 5. interdit la création, dans l'intérieur de la ville, d'établissements insalubres, ou prescrit les mesures nécessaires pour faire cesser leur insalubrité; 6. charge les inspecteurs des usines et manufactures (là où ces inspecteurs existent) de veiller à l'assainissement, par un bon système d'aérage ou autrement, des locaux consacrés au travail en commun; 7. prescrire, en cas d'épidémies, des mesures sanitaires spéciales; 8. indique les moyens officiels de surveiller la qualité des consommations.

Police des inhumations. — Leur nombre, leur superficie. Ont-elles lieu dans l'intérieur ou à l'extérieur de la ville? Dans ces derniers cas, à quelle distance réglementaire de la ville les cimetières sont-ils situés? Leur orientation par rapport à ville. A quelle profondeur réglementaire ont lieu les inhumations? A quelle distance réglementaire sont placées les fosses? Quelle est (en dehors des concessions spéciales soit à perpétuité, soit à longs termes) la durée réglementaire du séjour dans les fosses?

Police de la prostitution. — Faire connaître les mesures d'autorisation ou de tolérance. — Donner le nombre des prostituées par âge, par état civil, par lieu d'origine. — Exposer le régime auquel elles sont soumises au double point de vue de l'ordre et de la santé publique.

7. Consommation.

Indiquer, pour chacune des dix dernières années, à l'aide des documents fournis par l'octroi ou toute autre institution analogue, les quantités de denrées alimentaires consommées, et notamment les quantités: de blés ou farines, — de viande, — de sel, — de beurre, — d'œufs, — d'huile, — de lait, — de spiritueux, — de boissons diverses.

Indiquer, autant que possible, pour la même période, le prix moyen de ces denrées par première et seconde qualité.

Faire connaître le nombre des foires et marchés d'après la nature des objets qui s'y vendent

(marché à la viande, à la volaille, aux poissons, etc., etc.); — étendue superficielle qu'ils occupent; — nombre des étaux ou boutiques qu'ils contiennent; — modes divers de vente qui y sont autorisés (vente de gré à gré; ventes par l'intermédiaire des facteurs, à la criée, en gros et en détail).

Faire connaître les taxes perçues, au profit de l'État ou des communes, qui grèvent, dans la ville, les principaux objets de consommation; — donner le tarif de ces taxes et la nomenclature des objets qui en sont passibles.

Indiquer la quantité totale des combustibles minéraux et ligneux consommés dans chaque année de la période décennale.

Consommation des matériaux propres aux constructions: quantités, qualités, etc.

8. Industrie et commerce.

I. *Industrie.* — Faire connaître, d'après un recensement conforme au cadre ci-annexé, les diverses industries de la ville, en considérant comme industrielles tous les individus qui font subir une élaboration quelconque soit à une matière première, soit à une matière qui a déjà reçu un certain degré de préparation.

II. *Commerce.* — Faire connaître les divers commerces de la ville d'après un recensement conforme au cadre ci-annexé; ajouter les renseignements suivants aux résultats de ce recensement:

Nombre, dans chacune des dix dernières années, des faillites classées d'après les groupes d'établissements adoptés pour le recensement. — Montant total de l'actif et du passif de ces faillites. — Taux moyen du dividende pour les faillites terminées par un concordat. — Organisation de la justice commerciale; tribunaux de commerce (électifs ou non), prud'hommes, etc., etc....

Statistiques, par groupes de litiges, d'après la législation commerciale en vigueur, des procès jugés et conciliés par les diverses juridictions spéciales. — Organisation de la bourse. — Nature et évaluation en argent, pour le dix dernières années, des diverses opérations qui s'y font en ce qui concerne les transactions 1° sur fonds publics nationaux et étrangers, 2° sur marchandises. — Nombre, fonctions, modes et conditions de nomination des agents intermédiaires de ces transactions (agents de change, courtiers, etc.). — Mêmes renseignements en ce qui concerne les agents proposés aux ventes publiques, forcées ou volontaires; à la dégustation, au pesage, au mesurage, etc. — Nature des institutions destinées à protéger la consommation contre la tromperie sur la qualité et la quantité. Système des poids et mesures; moyens publics de vérification. — Nombre des brevets d'invention pris, pour les dix dernières années, par des industriels appartenant à chaque groupe d'industrie. — Mouvement des transports de personnes et de marchandises par les voies de terre, de fer et d'eau. — Nombre et nature des institutions de crédit spéciales à la ville.

III. *Documents communs à l'industrie et au commerce.* — Faire connaître si les diverses professions industrielles et commerciales sont organisées en jurandes, maîtrises, syndicats, etc., etc., en cas d'affirmative, les bases de cette organisation.

En ce qui concerne le commerce, indiquer si l'admission dans l'un des états qu'il comprend est subordonnée à une autorisation aux points de vue de l'âge, de la capacité spéciale, etc., etc.

Nombre et organisation des organes officiels de l'industrie et du commerce, (chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures, etc., etc.).

Industries ou commerces érigés en monopoles dans un intérêt réputé général (boulangeries, bonneteries, etc., etc.). — Mode de réglementation de ces industries ou commerces.

Nature, assiette, produit des taxes générales ou locales 1° sur l'industrie, 2° sur le commerce.

9. Organisation municipale.

Indiquer de quels éléments se compose le corps municipal et notamment s'il comprend un conseil municipal et un maire, bourgmestre ou syndic. — Faire connaître si ce fonctionnaire est assisté d'un certain nombre d'adjoints, échevins ou assesseurs, et si ces magistrats forment ou non un conseil auprès du chef de l'administration municipale pour éclairer, préparer ses décisions et en surveiller ou contrôler l'exécution.

Faire connaître les attributions du conseil municipal et la nature de ses rapports avec le maire, les adjoints, échevins ou assesseurs.

Indiquer le mode de nomination et la durée légale des fonctions des divers agents du corps municipal.

Faire connaître sous quels rapports l'organisation municipale de la ville diffère, s'il y a lieu, de la même institution dans le reste du pays.

Donner la statistique des biens fonciers et autres propriétés communales; celle des archives, des bibliothèques et des musées de la commune.

Préciser le mode de contrôle, de surveillance qu'exerce, s'il y a lieu, l'autorité supérieure sur la gestion des intérêts de la ville.

10. Budget municipal.

Régime financier. — Nombre et nature des taxes locales, leur assiette et leur produit. — Nombre et nature des dépenses et leur montant, pour les dix dernières années.

Situation financière, pour la même période, au point de vue de l'équilibre des recettes et des dépenses. — Nombre, montant, intérêt et mode de réalisation des emprunts contractés dans cette période.

Part de l'État dans les dépenses de la ville qui ont un caractère d'utilité générale. — Part de la ville dans le produit total des taxes générales.

11. Divertissements publics.

Nombre et nature des spectacles. — Fêtes populaires; lieux consacrés aux divers genres de divertissements. — Autorité dont relèvent les autorités de spectacles publics. — Conditions d'autorisation. — Règlements de police. — Censure des ouvrages dramatiques. — Subventions, s'il y a lieu, par l'État, ou la ville. — Chiffre, pour les dix dernières années, et par mois, des recettes de chaque théâtre. — Nature des taxes (générales ou locales) dont les spectacles publics sont l'objet — Destination spéciale, s'il y a lieu, du produit de ces taxes.

12. Assistance publique.

Nombre des institutions charitables (hôpitaux, hospices, dispensaires, secours médicaux à domicile, bureaux de charité, maisons de refuge, salle d'asile, onvroirs, crèches, établissement de prêt sur dépôt; donations ou fondations pour écoles gratuites ou admissions gratuites dans les établissements d'instruction primaire, etc.).

Donner, pour les dix dernières années, le nombre, par sexe, par âge (en se bornant à distinguer les enfants des adultes), par profession, des individus secourus par chacun de ces divers établissements.

Indiquer si ces établissements relèvent d'une administration centrale et spéciale, sous la direction du Gouvernement ou de l'autorité municipale, ou si chacun d'eux a une administration distincte.

Faire connaître 1° la part du Gouvernement, de la ville et des particuliers dans la création et l'entretien de ces divers établissements; 2° la nature et le montant de leurs recettes; 3° la nature et le montant de leurs dépenses. — État des biens meubles et des immeubles possédés par les établissements d'instruction publique.

13. Institutions de prévoyance.

Faire connaître l'organisation et donner la statistique des établissements ci-après:

Caisse d'épargne, sociétés de secours mutuels, caisses de retraite pour la vieillesse, sociétés d'assurances diverses.

14. Sécurité publique.

Quel est le mode d'éclairage? — Quel est le mode d'adjudication de l'éclairage? — Décrire les bases financières, les tarifs, etc., des compagnies adjudicatrices.

Faire connaître l'organisation de la police préventive et détective, notamment au point de vue 1. du nombre des agents, du régime auquel ils sont soumis, de l'uniforme (pour les agents de la police préventive), des grades, de la solde, du caractère légal attaché à leurs procès-verbaux ou rapports.

Chiffre de la garnison (armée régulière). — Nombre des miliciens ou gardes nationaux. — Nature de leur service au point de vue de la sécurité de la ville.

Statistique des livrets d'ouvriers et de domestiques; passe-ports et permis de séjour des étrangers.

Statistique des accidents et sinistres.

Mesures de précaution contre les accidents sur la rivière ou dans les rues. — Organisation des secours en cas d'incendie.

15. Statistique civile et criminelle.

a) *Statistique criminelle.* — Nombre, pour les dix dernières années, et d'après des catégories déterminées, ou en distinguant seulement les offenses contre les personnes des offenses contre les propriétés, des crimes et délits 1° découverts et poursuivis, 2° découverts et non poursuivis. — Nombre des accusés et prévenus par sexe, âge, état civil, lieu d'origine, etc., avec des documents sur le degré d'instruction. — Nombre des condamnations et des acquittements. — Organisation de la juridiction criminelle; détenus libérés; leur résidence.

Faire connaître si la ville a des tribunaux criminels ou correctionnels spéciaux dont la compétence ne s'étend pas au delà de sa circonscription. — Tribunaux de police.

b) *Statistique civile.* — Nombre, pour les dix dernières années, des contestations judiciaires, d'après les trois catégories suivantes: contestations 1° pour des valeurs mobilières, 2° pour des valeurs immobilières, 3° pour des actes relatifs aux personnes. — Évaluer en argent, s'il est possible, la somme des intérêts engagés dans les litiges de chaque catégorie.

16. Instruction publique et particulière.

Nombre et nature des établissements d'instruction publique primaire, secondaire ou moyenne, supérieure, spéciale et gymnastique. — Conditions d'admission dans ces établissements, à titre d'externe et de pensionnaire. — Nombre, pour les dix dernières années, des élèves, par sexe, qui les ont fréquentés.

Nombre des musées et collections scientifiques de toute nature, des jardins botaniques et des bibliothèques publiques. — Nombre de volumes et spécialité de chaque bibliothèque. — Conditions d'admission et du prêt des livres, tant au dedans qu'au dehors, s'il y a lieu.

Faire connaître la part de l'État, de la ville et des particuliers dans la fondation et l'entretien des divers établissements d'instruction publique de la ville. — Recettes et dépenses de ces établissements.

Nombre et nature des sociétés savantes, littéraires et artistiques; leur organisation, leur but. — Nature des encouragements qu'elles donnent à l'instruction publique et qu'elles reçoivent de l'État.

17. Cultes.

Quels sont, d'après le dernier dénombrement, les cultes professés dans la ville et le nombre de personnes appartenant à chacun d'eux. — Nombre et capacité superficielle des édifices consacrés à l'exercice de chaque culte. — Statistique des communautés religieuses cloîtrées et non cloîtrées.

ANNEXE.

CADRE D'UN RECENSEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DES CITÉS.

I. Industrie.

Il conviendra que l'on pose à chaque chef d'industrie dix-huit questions écrites, ayant pour objet, dans l'année du recensement :

1. La nature de la fabrication.
 2. L'importance de la fabrication au point de vue de la valeur moyenne annuelle a) des matières premières, b) des produits fabriqués.
 3. Le nombre d'ouvriers sédentaires travaillant à l'atelier.
 4. Le nombre d'ouvriers sédentaires travaillant en chambre.
 5. Le nombre des ouvriers mobiles.
 6. Le nombre total des ouvrières travaillant à l'atelier.
 7. Le nombre total des ouvrières travaillant en chambre.
 8. Le nombre de jeunes garçons de 6 à 12 ans.
 9. Le nombre de jeunes garçons de 12 à 16 ans.
 10. Le nombre de jeunes filles de 6 à 12 ans.
 11. Le nombre de jeunes filles de 12 à 16 ans.
 12. Le nombre des apprentis compris dans l'énumération précédente (N° 9 à 12) avec l'indication des conditions d'apprentissage.
 13. Le salaire journalier des hommes payés, soit à la journée, soit aux pièces.
 14. Le salaire journalier des femmes payées, soit à la journée, soit aux pièces.
 15. Le salaire journalier des enfants et jeunes gens non considérés comme apprentis.
 16. L'époque et la durée de la morte-saison.
 17. Le nombre des jours de la semaine, fériés et non fériés, que l'ouvrier ne consacre pas habituellement au travail; — mode d'emploi le plus général de ces jours.
 18. Enfin, pour les industries textiles, le matériel industriel, c'est-à-dire le nombre des métiers.
- On recensera :

1. Tout individu travaillant pour son compte.
2. Tout individu travaillant à façon et employant un ou plusieurs ouvriers.
3. Tout individu fabriquant à façon et travaillant seul, lorsque le produit qu'il fabrique est destiné à un consommateur et non à un entrepreneur. Bien qu'il puisse être considéré comme simple ouvrier en chambre, on ne peut se dispenser de le compter comme entrepreneur; autrement il ne figurerait nulle part dans l'enquête.

4. Tout individu fabriquant à façon et travaillant seul, lorsque, employé par divers entrepreneurs, il ne saurait être considéré comme attaché spécialement à l'un d'eux.

Quant à la classification des industries, on les rangera sous les catégories suivantes: 1. Cultures. — 2. Alimentation. — 3. Vêtements. — 4. Bâtiment. — 5. Aménagement. — 6. Carrosserie, sellerie, équipement militaire. — 7. Fils et tissus. — 8. Peaux et cuirs. — 9. Papeterie, imprimerie, gravures. — 10. Industries chimiques et céramiques. — 11. Travail des métaux communs. — 12. Travail des métaux précieux. — 13. Boissellerie, vannerie, layetterie, etc. — 14. Menus objets industriels analogues aux articles de Paris.

Proportion des ouvriers qui savent lire, écrire, compter et dessiner.

Le dénombrement devra être complété par celui des forces animées (autres que celles de l'homme) et inanimées employées par l'industrie, dans le sens des indications suivantes :

A. Forces animées.

Nombre des bêtes de somme de toute nature employées au travail industriel (chevaux, mulets ânes). — Évaluation, en chevaux de vapeur, de la totalité des forces produites par ces animaux.

B. Forces inanimées.

1. Forces hydrauliques.

On distinguera par grandes catégories les forces hydrauliques (évaluées toujours en chevaux de vapeur) employées en travaux utiles pour l'homme, et notamment :

1. Les moulins appliqués à la mouture, avec le nombre des tournants.
2. Les moulins appliqués à des usages manufacturiers.

On distinguera entre la destination des roues, selon qu'elles reçoivent l'eau en dessus ou en dessous.

3. Les turbines ou roues à force centrifuge.
4. Les forces hydrauliques appliquées à l'élévation des eaux.

On spécifiera :

- a) Les pompes
- b) Les machines à colonnes d'eau.
- c) Les bédiers hydrauliques.

2. Forces du vent.

On recensera les moulins à vent appliqués :

1. A la mouture.
2. A d'autres usages industriels.

3. Forces de la vapeur.

On distinguera les applications suivantes des machines génératrices de la vapeur :

1. Application à la mouture.
2. Application à des établissements industriels.

Si la ville est un port de mer, on étendra cette statistique aux forces consacrées à la navigation maritime.

II. Commerce intérieur.

Le recensement commercial devra comprendre au moins les renseignements suivants :

1. Nombre des chefs d'établissement ayant, sur la voie publique, étal, magasin, dépôt au chantier.

2. Nature du commerce de chacun d'eux.

3. Importance du commerce, déterminée 1. par le chiffre, en argent, des ventes faites dans une année moyenne; 2. par la valeur, en argent, des marchandises qui forment l'approvisionnement habituel du marchand.

4. Nombre des employés (garçons de vente, commis, caissiers, teneurs de livres, buralistes) distingués par sexe.

Pour éviter des subdivisions trop nombreuses, on réunira les divers commerces en un certain nombre de groupes, comme suit : 1. Alimentation. — 2. Tissus. — 3. Métaux communs. — 4. Métaux précieux. — 5. Objets divers : pour l'usage personnel; pour le bâtiment; pour l'ameublement. — 6. Établissements mixtes réunissant plusieurs commerces. — 7. Commerces spéciaux d'une importance capitale pour la cité.

Dans chaque catégorie, il conviendra que l'on distingue le nombre des établissements qui vendent a) en petit ou en détail, b) en gros, c) à la fois en gros et en détail.

D. POPULATION.

RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. — DONNÉES À RECUEILLIR. MODE D'OPÉRER.

Bruxelles
1853.

- I. Il convient que les recensements de la population soient nominatifs et basés sur le principe de la population de fait. Néanmoins, des renseignements spéciaux pourront être demandés pour établir, selon les circonstances, la population de droit.
- II. Les recensements auront lieu par périodes décennales; ils seront faits dans le mois de décembre.
- III. Il y aura un bulletin par famille ou ménage.
- IV. Des agents spéciaux, chargés de distribuer et de retirer les bulletins, veilleront à ce qu'ils soient exactement remplis, ou les rempliront eux-mêmes d'après les indications qui leur seront données.
- V. Les recensements comprendront:
 - a) Nom et prénoms, âge, lieu de naissance, langue parlée, religion, état civil, profession ou condition, séjour fixé ou habituel, temporaire ou momentané et de passage dans la commune, enfants qui reçoivent l'instruction publique ou privée, distributions des maisons par étage et par nombre de pièces servant à l'habitation de chaque famille, jardins contigus aux maisons.
 - b) Maladies et infirmités apparentes: aveugles, sourds-muets, aliénés à domicile et dans des établissements publics ou particuliers, crétins.
- VI. Il y a lieu de résumer les données du recensement dans chaque pays d'après des formules uniformes, qui rendent ces données comparables entr'elles.

REGISTRES DU POPULATION.

- VII. Il est indispensable d'établir dans chaque commune un registre de population. Chaque ménage y occupera une page. Les premières inscriptions s'y feront d'après les renseignements fournis par le recensement général, et l'on y notera successivement et par ordre toutes les mutations qui auront lieu dans le personnel des ménages. Des mesures administratives pourvoiront à la constatation des changements de domicile, afin qu'il y ait exacte concordance entre les radiations et les inscriptions nouvelles.

MOUVEMENT DE L'ÉTAT CIVIL.

Le mouvement de l'état civil est établi par année; il comprendra:

1. Les naissances, en indiquant l'âge des parents, les jumeaux, les mort-nés, le sexe des enfants, avec la distinction de légitimes et d'illégitimes; les décès, les mariages, les divorces; le tout par mois.
2. Les décès par âge et par mois, en distinguant, pour les enfants décédés, les légitimes et les illégitimes, jusqu'à l'âge de trois ans.
3. Les décès par maladies, par âge, par mois, par profession ou condition, par état civil, l'indication de la maladie qui a causé la mort ne pourra être donnée que par des médecins.
4. Les mariages, en distinguant l'âge, l'état civil et la profession des mariés, et en indiquant les enfants légitimes par l'acte du mariage.
5. A côté du nombre des enfants naturels, on indiquera ceux qui ont été reconnus et ceux qui ont été légitimés.

6. Pour les mort-nés on indiquera ceux qui sont morts avant, pendant ou immédiatement après l'accouchement.
7. Les âges pour les décès aussi bien que pour l'état de la population constaté par le recensement seront indiqués d'une manière très détaillée; de mois en mois jusqu'au douzième inclusivement; ensuite de 3 mois en 3 mois, jusqu'à 2 ans. A partir de 3 ans, on indiquera l'âge par année et par mois afin de pouvoir établir avec certitude la classification des décès par catégorie d'âge, et prévenir les transpositions d'une catégorie à l'autre.

CAUSES DES DÉCÈS.

Il y a lieu de former une nomenclature uniforme des causes des décès, qui soit applicable à tous les pays. Cette nomenclature, dont l'importance ne peut être méconnue, fera l'objet d'études ultérieures et pourra être arrêtée dans un prochain Congrès.

ÉMIGRATIONS CONSIDÉRÉES SOUS LE RAPPORT DE L'ORIGINE DU NOMBRE ET DE LA CONDITION DES ÉMIGRATS, AVEC INDICATION DES LIEUX D'EMBARQUEMENT ET DE DESTINATION. — CAUSES ET RÉSULTATS. — MODE DE RECUEILLIR LES RENSEIGNEMENTS.

Les émigrations ont lieu sous l'influence de causes diverses, politiques, religieuses ou sociales. De nos jours, ce sont des causes de cette dernière nature qui exercent la plus grande influence sur les émigrations: l'espoir d'accroître son bien-être détermine le travailleur à abandonner sa patrie et à s'établir dans un autre pays pour améliorer sa situation. Il convient donc de considérer les émigrations sous le point de vue de l'influence qu'elles peuvent exercer sur la fortune publique de la mère patrie, et de préciser la nature des renseignements à recueillir pour arriver à la constatation de ses effets.

Pour atteindre ce but, il serait tenu un registre d'émigration dans lequel seraient inscrits les habitants qui quittent la patrie pour s'établir dans un pays étranger. Les renseignements à demander sur chaque émigrant comprendraient:

1. Le nom et les prénoms.
2. Le lieu et la date de naissance.
3. Le sexe, l'âge et l'état civil.
4. Le culte.
5. La profession.
6. L'évaluation approximative des ressources ou du capital dont il dispose.
7. Le jour du départ de la commune.
8. Le nom du pays, où il va s'établir.
9. Le port d'embarquement.
10. Le port de débarquement.
11. Les causes générales connues ou probables de l'émigration.

Lorsqu'il s'agit d'une famille entière, se composant d'enfants et de jeunes gens âgés de moins de 21 ans, n'ayant pas de fortune qui leur appartienne personnellement, il suffira de mentionner, en regard du nom du père, le montant de ses ressources ou du capital dont il peut disposer pour l'établissement de la famille, ainsi que les renseignements relatifs aux causes de l'émigration.

Dans ce cas, l'inscription commencera par le nom du père, suivi de celui de la mère, s'il y a lieu, et des prénoms des enfants dans l'ordre de leur naissance; les personnes qui font partie de la famille ou du ménage seront inscrites à la suite des enfants, en mentionnant leur degré de parenté.

Les individus qui émigrent clandestinement seront inscrits d'office avec tous les renseignements que peut fournir la notoriété publique.

A l'aide de ces renseignements recueillis uniformément dans tous les pays, des relevés numériques

seraient formés à la fin de chaque année, faisant connaître l'importance des émigrations, le nombre des travailleurs et le chiffre des capitaux enlevés à la mère patrie.

Une marche analogue pourrait être suivie pour constater les innigrations.

Comme moyen de contrôle, aux ports d'embarquement et de débarquement, il y aurait lieu d'établir des états ou des registres constatant:

1. Pour les ports d'embarquement:

- a) Le nombre d'émigrants, hommes, femmes et enfants.
- b) Le pays d'origine.
- c) Le nombre, le tonnage et le pavillon des navires qui les ont transportés.
- d) En moyenne, le montant des frais de traversée pour chaque destination.

2. Pour les ports de débarquement:

- a) Le nombre d'immigrants, hommes, femmes et enfants.
- b) L'indication des pays auxquels ils appartiennent.
- c) Le nombre, le tonnage et le pavillon des navires qui les ont transportés.
- d) Le nombre des décès pendant la traversée, établis avec indication du sexe, de l'âge, de l'état civil, de la profession et du genre de maladie.
- e) Le nombre des malades à l'arrivée, et le genre de la maladie.
- f) L'état social et les ressources probables des immigrants, en distinguant leurs professions.

NB. — Pour les émigrations par terre, on peut se servir des mêmes formules que pour les émigrations par mer, en supprimant les mots: *port d'embarquement*.

**ADDITION AU RECENSEMENT GÉNÉRAL ET PÉRIODIQUE POUR L'ENSEMBLE
DE CHAQUE NATION.**

Paris 1855. Au recensement périodique relatif aux personnes on ajoutera, pour chaque nation, le recensement qui suit des forces soit animées, soit inanimées qui s'ajoutent aux travaux de l'homme.

A. Forces animées.

Nombre des bêtes de somme de toute nature employées au travail industriel (chevaux, mulets, ânes). — Évaluation, en chevaux de vapeur, de la totalité des forces produites par ces animaux.

B. Forces inanimées.

1. Forces hydrauliques.

On distinguera par grandes catégories les forces hydrauliques (évaluées toujours en chevaux de vapeur) employées en travaux utiles pour l'homme, et notamment:

1. Les moulins appliqués à la mouture, avec le nombre des tournants.
2. Les moulins appliqués à des usages manufacturiers.

On distinguera entre la destination des roues, selon qu'elles reçoivent l'eau en dessus ou en dessous.

3. Les turbines ou roues à force centrifuge.

4. Les forces hydrauliques appliquées à l'élévation des eaux.

On spécifiera: a) les pompes; b) les machines à colonnes d'eau; c) les béliers hydrauliques.

2. Forces du vent.

On recensera les moulins à vent appliqués:

1. A la mouture.
2. A d'autres usages industriels.
3. Aux mouvements de navigation.

3. Forces de la vapeur.

On distinguera les applications suivantes des machines génératrices de la vapeur :

1. Application à la motricité.
2. Application à des établissements industriels.
3. Application aux transports sur les chemins de fer.
4. Application aux transports hydrauliques de l'intérieur.
5. Application aux transports par mer.

BASE D'UNE STATISTIQUE ETHNOGRAPHIQUE.

1. Distribution des races d'après les territoires qu'elles occupent dans les limites de l'État.
2. Délimitation des districts qu'elles habitent, en designant :
 - a) les îlots ethnographiques,
 - b) les transitions ethnographiques aux confins de deux races,
 - c) les groupes mixtes dont les habitants appartiennent à plusieurs races.
3. Tableau des diverses races indiquant la population appartenant à chacune et l'étendue des territoires qu'elles occupent, en tenant compte des divisions administratives du pays.
4. Signes caractéristiques des races :
 - a) d'après leur caractère intellectuel, leurs mœurs et leurs habitudes,
 - b) d'après leurs caractères physiques,
 - c) d'après leur langage, en discutant les dialectes d'une manière approfondie.

Vienne
1867.

RECENSEMENTS DE LA POPULATION.

Note. La partie II du Programme, comprenant les cadres des rapports et le plan général qui doit être suivi dans la publication des faits ; la partie III, comprenant les proportions numériques principales à calculer ; ainsi que le chapitre B. (professions du peuple) ne seront considérées que comme des propositions de la Commission organisatrice du Congrès.

Londres
1860.

A. Dénombrement de la population.

Faits à observer. — Mode d'opération.

1. Il est désirable que le recensement soit nominal, et qu'il soit basé sur le principe de la population de fait : mais que des listes spéciales soient faites aussi pour établir la population de droit, qui devrait comprendre l'armée, la marine nationale, la marine marchande, le marius pêcheurs, et autres personnes temporairement absentes du pays, au moment du dénombrement.

2. Le recensement devrait se faire tous les dix ans, au moins ; et là où les énumérations se sont faites régulièrement à des intervalles de cinq ans ou de trois ans, il n'est pas désirable que ces intervalles soient changés.

3. Dans les pays où, par une raison quelconque, le recensement ne pourrait être opéré en un seul jour, il est à désirer que les agents qui en sont chargés soient tenus d'y procéder dans un délai déterminé et aussi court que possible. Dans la supposition qu'un certain nombre de jours est accordé aux agents du dénombrement pour les opérations qui leur sont confiées, il importe que la population recensée par leurs soins se rapporte à un jour fixé, et que ce jour soit le même pour tout le pays.

4. Quoique la population dans la plupart des pays soit moins en mouvement dans le mois de Décembre, cependant, là où il est possible de faire le dénombrement en un seul jour, l'accomplissement de cet objet doit être considéré d'une importance souveraine pour déterminer la raison et l'époque de l'année à laquelle le recensement doit être fait.

5. Il devrait y avoir un bulletin séparé pour être rempli des particularités relatives à chaque famille ou à chaque ménage.

6. Les agents spéciaux ou recenseurs chargés de la distribution et de la collection des bulletins veilleront à ce qu'ils soient remplis correctement, ou les rempliront eux-mêmes d'après les informations qui leur seront données par les « occupants » des maisons. Pour assurer autant que possible l'exactitude du dénombrement en ce qui concerne les renseignements dont la réunion a été jugée nécessaire, il importe qu'une pénalité soit édictée contre les personnes qui refuseraient de les fournir, ou qui sciemment les donneraient inexacts.

7. Afin d'attribuer une signification définie au mot « famille », il sera convenu que l'occupant de la totalité ou d'une partie d'une maison, sera considéré être le chef de la famille; et que le terme « occupant » sera applicable 1) au résident propriétaire, ou 2) à la personne payant le loyer, soit comme locataire de toute la maison, ou 3) d'un étage ou d'un appartement distinct.

8. Il est désirable que les sujets d'enquête soient divisés en deux catégories: la première, embrassant ceux qui sont indispensables à tous les États; et la seconde, ceux qui sont propres à être compris dans le recensement de tous les pays dans lesquels il peut être convenable et possible d'obtenir des listes.

9. Les questions suivantes d'investigation, relatives aux personnes, devraient être considérées indispensables dans le recensement de tous les États.

- a) Nom et prénom.
- b) Sexe. [Il est recommandé de le constater autrement que par le prénom, certains prénoms étant communs aux deux sexes.]
- c) Age. [Les Gouvernements sont invités à assurer par tous les moyens à leur disposition l'exactitude de la déclaration des âges, et notamment à examiner s'il ne serait pas possible de prendre les mesures nécessaires pour que, à l'occasion des dénombrements, l'âge soit constaté par l'exhibition d'un extrait authentique de l'acte de naissance.]
- d) Degré de parenté par rapport au chef de la famille.
- e) État civil ou conjugal.
- f) Profession ou condition.
- g) Lieu de naissance. [Constater ici les étrangers non-naturalisés et leur pays d'origine.]
- h) Aveugle ou sourd-muet.

Et une information sur les sujets suivants, quoique non pas indispensable dans tous les États, devrait être requise là où cela est expédient et praticable:

- a) Langue parlée.
- b) Culte.
- c) Résidence, soit habituelle ou temporaire.
- d) Domicile.
- e) Nombre des enfants fréquentant les écoles du premier degré [ou recevant leur instruction à la maison].
- f) Personnes atteintes de maladies graves, ou affligées d'infirmités permanentes.

Il serait à désirer que, dans tous les pays où cette mesure ne rencontrerait pas des obstacles insurmontables, un registre de la population fut établi dans chaque commune, pour être tenu à jour avec le plus grand soin.

10. Les informations à recueillir à l'égard des maisons devraient comprendre:

- a) habitée, inhabitée, ou en construction.
- b) à l'égard des maisons habitées — le nombre d'étages, de chambres, de fenêtres; s'il y a ou s'il n'y a pas une partie de la maison en boutique, en magasin, en atelier, ou si l'on y exerce quelque industrie; et par combien de familles elle est occupée. Hôtels, auberges, cabarets, et institutions de quelque sorte qu'elles soient, devraient être distinguées aussi.
- c) à l'égard des maisons inhabitées, — si elles sont inhabitées à cause de leur récente construction, ou de leur état de dilapidation; et autres.
- d) bâtiments séparés non à l'usage d'habitation, — tels que: églises, chapelles etc., mairies, moulins etc., — devraient être notés par les recenseurs dans les registres dont ils seraient pourvus à cet effet.

11. Afin qu'une signification définie puisse être attachée au mot « maison, » il sera convenu qu'elle comprendra tout l'espace entre le mur extérieur et le mur de séparation (party-wall) de la bâtisse.

12. Il ne sera pas considéré nécessaire de comprendre dans les tables relatives aux villes, aucun endroit qui ne contiendra pas dans les strictes limites urbaines 2000 habitants (ou tel autre nombre de population que l'on peut supposer applicable aux circonstances du plus grand nombre des États européens).

13. Là où, outre les listes relatives aux personnes et aux maisons, d'autres informations nécessaires à l'éclaircissement des questions sociales et économiques peuvent être recueillies par le moyen du mécanisme spécial du recensement, sans beaucoup d'augmentation de dépenses, il est désirable de l'utiliser à de telles enquêtes collatérales, autant que cela peut se faire sans porter préjudice à l'exactitude des listes du recensement, ni à leurs complètes et essentielles particularités.

B. Professions.

1. Il importe que les âges des individus recensés d'après les professions soient indiqués par périodes quinquennales, de manière qu'un seul et même document fasse connaître, pour chacune des périodes, le nombre total des personnes exerçant les professions principales.

2. Il est à désirer que les professions soient indiquées, dans chaque pays conformément à une nomenclature arrêtée en commun et rédigée de manière à prévenir toute incertitude sur le sens précis des mots qui les désigneront.

3. Cette nomenclature des professions devrait tout d'abord être rédigée en hollandais, en anglais, en français, en allemand, en italien, en russe et en suédois.

4. La division du travail n'étant pas la même partout, et l'utilité d'un classement par divisions et subdivisions des matières et des industries étant reconnue, il importerait que, en dehors du recensement, une enquête fût faite, dans chaque pays, pour reconnaître comment, sous quelles formes, par quelles dispositions, les produits de toute nature sont créés, conservés et livrés à la consommation.

5. Cette enquête aurait l'avantage de faire reconnaître l'organisation de la société dans le but de la production.

6. Elle pourrait se rattacher à la statistique industrielle; mais elle en différerait en ce sens qu'elle n'aurait pas pour objet de déterminer la quantité et la valeur des produits, mais bien le mécanisme de la production.

7. Pour faciliter cette enquête, un bulletin imprimé, comprenant les questions jugées nécessaires, serait remis à un certain nombre des membres les plus éclairés de chaque état, métier, profession, avec des instructions explicatives.

ORGANISATION DU RECENSEMENT ET DE LA DÉMOGRAPHIE.

Le Congrès, partant de la conviction qu'une coopération au dénombrement de la part de la population sert à augmenter l'intérêt qu'elle peut prendre à la statistique, et est de nature à donner de meilleurs résultats, recommande:

Berlin
1898.

Que la coopération de la population, partout où le degré de l'instruction le permet, ne se borne pas à remplir par ménage les bulletins, mais s'étende à une participation active, à la distribution, à la collection et au dépouillement des bulletins, et embrasse autant que possible les travaux des agents du recensement et des membres des commissions.

ANNEXE.

RÉSOLUTIONS CONCERNANT L'ORGANISATION DU RECENSEMENT ET DE LA DÉMOGRAPHIE NON PRÉPARÉES PAR LA PREMIÈRE SECTION.

1. Le Congrès reconnaît pour utile qu'il soit préparé pour le prochain Congrès un travail séparé, qui spécialise les moyens pratiques d'exécuter le relevé démographique, outre le recensement.

2. Le Congrès est d'avis, que les difficultés qui se présentent au dénombrement de la population de fait, peuvent être aplanies par des règlements spéciaux.

3. Pour avoir un recensement qui puisse se prêter à tous les besoins de l'administration, il est indispensable de déterminer non seulement la population de fait, mais aussi la population de droit de chaque commune et de chaque province. Il est urgent à cet effet de trouver un criterium à l'aide duquel on puisse reconstituer avec les éléments de la population de fait, qu'on aura soin de se procurer dans les recensements instantanés, la population de droit. Et c'est sur cela qu'on appelle l'attention des Congrès statistiques prochains, afin d'obtenir l'uniformité des règles qu'il faudra suivre pour comparer dans les opérations préliminaires du recensement les éléments nécessaires à préciser la population de fait et celle de droit.

E. PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

CADASTRE. — MORCELLEMENT DES PROPRIÉTÉS.

Bruxelles
1863.

Il est à désirer, que chaque pays ait son cadastre établi d'une manière uniforme: c'est dans ce but que le Congrès a voté les propositions suivantes:

I. La partie d'art du cadastre comprendra:

- a) La délimitation de la commune et sa division en sections.
- b) La triangulation.
- c) Les travaux d'arpentage et le lever du plan parcellaire à l'échelle ordinaire de $\frac{1}{2500}$, mais pouvant aussi être, suivant les circonstances, de $\frac{1}{5000}$, $\frac{1}{1250}$ et même $\frac{1}{500}$ pour les localités où les parcelles sont généralement très-petites. L'atlas des plans parcellaires est accompagné d'un tableau d'assemblage à $\frac{1}{5000}$ ou $\frac{1}{25000}$ mais plus ordinairement à $\frac{1}{50000}$.
- d) Le tableau indicatif dans lequel sont inscrits le nom du propriétaire, la nature de culture et la superficie de chaque parcelle.

II. La partie d'expertise consistera dans les opérations suivantes:

- a) Récupérer les prix des baux et des ventes, ainsi que les mercuriales, pour une période de quinze ans et en dresser le tableau.
- b) Déterminer les prix de fermage, d'une part, d'après la ventilation des baux et les mercuriales, d'autre part, d'après les renseignements locaux, et former, par la comparaison de ces deux éléments, le prix commun de chaque nature de propriété.
- c) Fixer, par section de commune, les types et la valeur de chaque classe de culture.
- d) Faire l'application du classement à chaque parcelle, et en inscrire le revenu dans le tableau indicatif.

III. La conservation du cadastre portera sur les points suivants:

- a) Changement de figures ou de limites des parcelles, à consigner sur des plans supplémentaires, indépendamment des inscriptions à faire dans des tableaux indicatifs supplémentaires.
- b) Changements de nature de culture.
- c) Changements de propriétaire.
- d) Changement de valeur des propriétés, dans les cas exceptionnels prévus par la loi.

Il paraît inutile d'entrer dans les détails des relevés par nature de culture, de la matrice cadastrale et autres opérations ultérieures, que tous les praticiens connaissent; ce qui importe le plus pour le moment, c'est de se mettre d'accord sur les grands principes qui doivent guider les Gouvernements dans l'exécution du cadastre considéré sous le double point de vue de la topographie et de la valeur des propriétés immobilières, sans égard aux questions d'impôt.

Pour les pays, où il n'existe pas encore de cadastre, le Congrès émet le vœu que dans la confection on suive les indications suivantes:

1. Que la triangulation soit faite d'accord avec la carte générale du pays, s'il y en a une; s'il n'y en a pas, que l'on commence par la grande triangulation, et que l'on divise et subdivise les triangles qu'elle offrira en triangles plus petits pour servir de base à la carte cadastrale.

2. Que les travaux d'expertise soient faits immédiatement après les travaux d'arpentage.

3. Que les travaux d'expertise soient faits de manière que le même chiffre représente, autant que possible, le même revenu dans toutes les communes, et le chiffre total du revenu du cadastre, le revenu de la propriété foncière du pays à l'époque où le cadastre a été organisé.

4. Que le cadastre constate le fait de la possession, et puisse plus tard, en vue des règles de la prescription, constater le droit. Pour cela, aucune mutation ne sera opérée dans le cadastre, si elle n'est pas constatée par pièces authentiques ou légales.

DISTRIBUTION DES PROPRIÉTÉS.

1. Les points essentiels, sur lesquels l'attention doit se fixer, sont spécialement l'étude des points suivants: Vienne
1867.

- a) Le nombre total des propriétaires, avec la distinction entre les propriétaires des maisons, ceux des terrains attenants aux maisons, et ceux des propriétés non bâties.
- b) La superficie totale du pays, en établissant la distinction de la partie reconnue propre à la culture et de celle qui n'y est pas soumise.
- c) La double classification des propriétés, d'après leur étendue et d'après le chiffre de l'impôt. Le rapprochement de ces données jettera la lumière la plus vive sur la question de la grande, de la moyenne et de la petite propriété.
- d) La répartition de la propriété d'après le revenu net; il résultera de la classification d'après le montant des contributions, compris sous la rubrique c.
- e) L'appréciation de la valeur de la propriété territoriale résultera aussi du rapport établi entre la quantité de l'impôt, et le prix vénal des biens-fonds.
- f) Le Congrès regarde comme fort utile d'indiquer le nombre des parcelles de terrain, l'étendue moyenne de chacune d'elles, le nombre de parcelles par mille carré, et celui acquis à chaque propriétaire.

2. Dans les pays où existent des registres terriers et hypothécaires, il suffira d'un peu de temps et de peine pour constater les charges dont la propriété foncière est grevée, en indiquant par pays et par districts le nombre des immeubles grevés et le montant de leurs charges.

3. Les hauts Gouvernements sont invités à vouloir bien désigner une personne dans leurs États respectifs pour rassembler les renseignements relatifs à la division du sol, au mouvement de la propriété et aux charges hypothécaires, et de faire présenter l'ensemble de ce travail préparatoire au Congrès prochain.

TRANSFERT DES PROPRIÉTÉS.

1. Suivant les recommandations du Congrès à Bruxelles et à Vienne, et afin d'obtenir une statistique judiciaire quant aux mutations de la propriété foncière, chaque pays devrait avoir un plan topographique de toute sa surface à une échelle suffisante, accompagné d'un tableau indicatif. Londres
1860.

2. Durant le progrès du lever du plan topographique national, on devrait le perfectionner presque jusqu'au jour de la publication, et l'administration devrait ordonner la révision périodique du plan et du tableau indicatif, afin qu'ils représentent toujours, au plus près possible, la condition actuelle des propriétés.

3. Ayant en vue l'importance de connaître le moyen le plus sûr, le moins dispendieux, et le plus expéditif d'aliéner la propriété foncière, on devrait faire des efforts pour établir une statistique autant que possible internationale du changement des propriétés dans les différents pays, et des lois qui s'y rapportent; c'est-à-dire du nombre des mutations par an ou autre période; des divisions et subdivisions du sol; des formes diverses d'aliénation; de ses dépenses actuelles et relatives à la valeur ca-

pitale de la propriété aliénée; de l'effet légal sur le titre résultant de l'aliénation; du nombre et du caractère des intérêts secondaires dépendant du sol; et de l'existence et de la condition des plans topographiques nationaux et des registres des propriétés.

4. Le Congrès diffère l'expression de ces vues sur la forme et sur l'étendue de l'enregistrement des propriétés foncières jusqu'après la collection de la statistique internationale proposée dans la troisième résolution.

ÉTENDUE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

Berlin
1893.

Le Congrès s'adresse aux Gouvernements respectifs, en leur demandant de vouloir bien répondre aux questions suivantes:

1. Dans quel état se trouve en général dans le pays, l'arpentage et la délimitation des biens-fonds?
2. La fixation de la surface repose-t-elle, en tout ou en partie, sur un arpentage formel, ou sur quelles autres bases?

3. Dans quel hut et à quelle époque l'arpentage a-t-il eu lieu? combien de temps a-t-il duré?

4. Quelles sont les mesures qui ont été employées à la fixation des surfaces, et dans quels rapports entrent-elles avec le système métrique?

5. L'arpentage a-t-il eu lieu au moyen d'un mesurage trigonométrique? quelle en a été la base? ou y en a-t-il eu plusieurs? quel procédé a-t-on employé pour en obtenir la longueur? combien de points de triangles de I., II., III., IV. ordre entrent dans le mille carré? à quel degré d'exactitude est-on arrivé dans la fixation des longueurs des côtés des triangles?

6. Quels détails (les limites des possessions et des cultures différentes ou autres objets) a-t-on pris en considération? par quel moyen est-on parvenu à déterminer et à démarquer les limites? et quels instruments et méthodes de mesurage a-t-on employés?

7. D'après quelle échelle a-t-on tracé les cartes? et quelles limites d'erreurs a-t-on permises dans la concordance des longueurs entre la carte et le terrain?

8. Quel procédé a-t-on employé pour calculer le contenu des surfaces, c'est-à-dire quelles méthodes, instruments, etc., a-t-on employés? et quel degré d'exactitude a-t-on atteint?

9. Le résultat de l'arpentage a-t-il été soumis aux propriétaires des biens-fonds, afin qu'ils puissent réclamer au besoin sur son plus ou moins d'exactitude, et quel procédé a-t-on employé à cet effet?

10. A combien se montent les frais de l'arpentage?

11. Quelle autorité a ordonné l'arpentage, et quel était l'organisation du personnel des arpenteurs?

12. Quelles autorités administrent le matériel de l'arpentage?

13. Quel emploi donne-t-on à ce matériel? Livre-t-on des extraits des cartes, registres etc., et à quels frais? Les cartes sont-elles multipliées, de quelle manière et dans quelles échelles? Sont-elles à acheter, et à quels prix?

14. Les mesures prises ont-elles force de loi, quant à la propriété ou à ses limites?

15. Les plans levés sont-ils tenus à jour dans le cas où des modifications seraient survenues? jusqu'à quel point? et par quel procédé?

NATURE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

1. Le Congrès sollicite que les hauts Gouvernements adoptent dans leurs recueils statistiques la division en 12 groupes principaux des cultures et autres biens-fonds du pays, en énonçant le vœu que dans les subdivisions de ces 12 groupes on fasse ressortir celles qui répondent aux circonstances particulières de chaque pays.

Ces principaux groupes constatés par la pratique sont les suivants:

- a) champs, b) jardins, c) prés, d) pâturages, e) forêts,
- f) tourbières, g) pièces d'eau, h) biens-fonds qui produisent d'une autre manière,
- i) emplacements de bâtiments, cours,
- k) chemins publics, chaussées, chemins de fer, places, chantiers etc.,
- l) rivières, ruisseaux, ports etc.,
- m) terrains incultivables (rochers, glaciers, dunes, etc.).

D'après leurs principales qualités les groupes se laissent caractériser comme suit.

- a) comme champs, les biens-fonds qui, en dehors de l'usage qu'on en peut faire pour la production de fourrages, de houblon etc., servent essentiellement à la culture du blé;
- b) comme jardins, les biens-fonds qui, enclos ou non, sont essentiellement consacrés à la culture de légumes, houblon, pois, plantes de commerce, graines, fruits, vii, fleurs, ou à des pépinières (à l'exception des plantages de forêt);
- c) comme prés, tous les biens-fonds dont l'herbe est généralement fauchée et qui ne sont employés que par exception comme pâturages, ou labourés de temps en temps;
- d) comme pâturages, ceux qui sont principalement consacrés à être broutés par les bestiaux, et ceux, tels que les bruyères, qui servent surtout à fournir de la litière ou du fumier;
- e) comme forêts, ceux dont le principal usage consiste à fournir du bois;
- f) comme tourbières, ceux qui fournissent principalement de la tourbe;
- g) comme pièces d'eau, ceux qui, tels que les lacs et les étangs, sont constamment, ou par moments, couverts d'eau et utilisés surtout dans cet état;
- h) comme biens-fonds qui produisent d'une autre manière, tous ceux qui, quant à l'usage qu'on en fait, ne rentrent dans aucune des catégories précédentes, ni peuvent être comptés parmi les groupes cités plus haut, de i. à m., tels que les carrières de pierre, de chaux, de sable, de gravier, de marne, de terre glaise, d'argile et d'autres; plus: les marais et autres terrains analogues.

Les groupes de i. à m. sont assez caractérisés pour n'avoir pas besoin d'explication:

2. Le Congrès émet son opinion qu'il est urgent que les chiffres relevés sur les différentes espèces de cultures et autres biens-fonds ne comprennent pas seulement, comme il a été l'usage jusqu'à présent, quelques-uns de ces groupes, mais que ces chiffres comprennent toutes les 12 divisions, ce moyen étant le seul pour rendre les chiffres comparables et utiles.

3. Le Congrès sollicite que les hauts Gouvernements portent leur attention au relèvement des changements qui surviennent dans l'étendue respective des cultures, et qu'un relèvement par nature des cultures soit exécuté au moins tous les dix ans.

4. Le Congrès sollicite que les hauts Gouvernements fassent connaître les réponses aux questions suivantes:

a) si jusqu'à présent il y a eu lieu, dans le pays, un relèvement périodique par nature et culture des biens-fonds et des changements y survenus, de quelle manière et en quelles périodes:

b) quels groupes et divisions ont été adoptés pour les travaux de ces relèvements.

5. Le Congrès émet le vœu, que les hauts Gouvernements lui fassent parvenir les notions suivantes: si dans les pays respectifs on a travaillé à une détermination du rendement des biens-fonds sur toute l'étendue du pays, ou au moins pour une partie; — quelles ont été les règles adoptées pour ce travail; — dans quelle époque cet ouvrage a été entrepris et achevé, et quels ont été ses résultats.

6. Le Congrès recommande le formulaire suivant à l'usage général, avec l'observation que les colonnes destinées à contenir les rendements doivent être omises pour les pays où une constatation de ces rendements n'a pas eu lieu.

Colonne indépendante ou primaire:

Lieu (campagne), cercle, district, province.

Colonnes dépendantes ou secondaires:

Étendue et rendement des objets de culture.

Champs: 1. Étendue (eu mesure métrique et usitée dans le pays). 2. Rendement (en monnaie métrique et usitée).

Jardins: 3. Étendue. 4. Rendement.

Prés: 5. Étendue. 6. Rendement.

Pâturages: 7. Étendue. 8. Rendement.

Forêts: 9. Étendue. 10. Rendement.

Tourbières: 11. Étendue. 12. Rendement.

Pièces d'eau: 13. Étendue. 14. Rendement.
Terrains qui fournissent d'autres produits que des produits agricoles: 15. Étendue. 16. Rendement.
Somme des colonnes 1 à 16: 17. Étendue. 18. Rendement.
Cours, bâtiments, 19. Étendue de la surface.
Voies publiques, chaussées, chemins de fer: 20. Étendue.
Rivières, ruisseaux: 21. Étendue.
Terrains incultivables: 22. Étendue.
Somme des colonnes 19 à 22. 23. Étendue.
Étendue générale 24. (Somme 17 et 23.)

DISTRIBUTION ET MOUVEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

1. Tous les Gouvernements sont invités

- a) à communiquer à la Commission préparatoire du prochain Congrès des renseignements précis sur les travaux statistiques concernant la réunion de données sur la distribution et le mouvement de la propriété foncière qui ont eu lieu dans leurs pays respectifs, — en y joignant des formulaires remplis de données qui s'y trouvent déjà recueillies;
- b) à communiquer à la Commission préparatoire des renseignements sur les sources et les matériaux qui existent dans leurs pays respectifs pour une statistique de la distribution de la propriété foncière;
- c) à envoyer à la Commission préparatoire des projets de formulaires qui, à leurs avis, seraient les plus appropriés à servir de base pour recueillir des données sur le mouvement de la propriété foncière, eu égard aux conditions locales et à la législation agraire de leurs pays respectifs. Un court aperçu de cette dernière doit être annexé aux projets de formulaires sous forme d'explication.

2. La Commission préparatoire du prochain Congrès est chargée d'élaborer sur la base des différents projets envoyés, et après les avoir comparés entr'eux, un nouveau projet de formulaires internationaux qui pourraient servir à recueillir des données sur la distribution de la propriété foncière dans tous les pays civilisés.

DISTRIBUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE AU POINT DE VUE POLITIQUE ET SOCIAL.

Le Congrès exprime sa complète adhésion au rapport du Dr. Engel, pag. 17 — 19 du programme, qui propose la résolution:

« Il est autant que possible à obtenir au moyen de chaque recensement un relevé du nombre, de la surface et de la qualité de ces propriétés foncières qui ne se composent pas uniquement de maisons. Ces propriétés seront à distinguer d'abord par les catégories citées dans le formulaire qui accompagne ce rapport, et en outre on notera pour chacune d'elles la surface, le nombre des parcelles et le genre de culture. » En adoptant le formulaire suivant.

Formulaire.

Distribution de la propriété foncière d'après la surface, le nombre des parcelles, le genre de culture, et le rendement de l'impôt foncier pour les diverses catégories de propriétaires à relevée le 18.

Colonne indépendante:

Catégories des propriétaires.

- Propriété foncière: 1. des membres de la Maison régnante,
2. de l'État,
3. des corporations,
4. des propriétaires de terres inaliénables,
5. des propriétaires allodiaux.

Note. Chaque État pourra diviser chacun de ces chapitres principaux en sous-divisions conformément aux conditions spéciales de son pays.

Colonnes dépendantes:

- Nombre des propriétés ne consistant qu'en bâtiments et cours, 1.
» des propriétaires qui ne possèdent que des bâtiments et des cours, 2.
» des propriétés, à l'exception de celles ne consistant qu'en bâtiments et cours, 3.
» des propriétaires, à l'exception de ceux qui ne possèdent que des bâtiments et des cours, en général, 4;
dont des forains, 5.
» des parcelles excepté celles qui ne consistent qu'en bâtiments et cours, 6.

Grandeur de la surface des propriétés, 7.

Sur la surface on compte:

- champs: 8. arpents (hectares, etc.), 9. parcelles,
prés: 10. arpents, 11. parcelles,
pâturages: 12. arpents, 13. parcelles,
jardins et vignes: 14. arpents, 15. parcelles,
forêts: 16. arpents, 17. parcelles.

Somme des revenus nets de l'impôt foncier de la surface totale (en tant qu'elle paie l'impôt), 18.

BÂTIMENTS.

1. Le Congrès recommande que les relevés et l'enregistrement de la propriété bâtie soient régulièrement effectués conformément aux formulaires A, B et C.
2. que pour chaque bâtiment le total des chambres d'habitation qu'il renferme soit noté dans une rubrique spéciale, qui doit être ajoutée sous le Nr. 8 dans la liste A.;
3. que la capacité cubique de chaque bâtiment en général et de chaque logis de famille en particulier soit mesurée, et que les résultats obtenus soient indiqués dans les colonnes, qui doivent être ouvertes sous les Nr. 9, 10, 11, 12, 13 dans la liste A, et qui serviront à consigner séparément la capacité cubique du bâtiment entier, des logis, des écuries, des magasins et des locaux d'ateliers.

A. Bulletin de bâtiment.

pour le bien-fonds Nr. . . . du cadastre de l'impôt foncier de bâtiments, relevé le 18

Notices préliminaires: 1. Nr. . . . du cadastre d'assurance contre l'incendie.

2. Nr. . . . du registre des hypothèques.

- Colonnes: 1. Nr. d'ordre pour chacun des bâtiments du bien-fonds.
2. Nom du propriétaire.
3. État ou profession du propriétaire.
4. Situation topographique.
5. Mode de construction des murs d'enceinte.
6. Mode de construction de la toiture.
7. Destination et emploi.
8. Nombre des chambres d'habitations.
9. Capacité cubique du bâtiment.
10. » » des logis.
11. » » » écuries.
12. » » » magasins.
13. » » » locaux d'ateliers.

- 14—15. Logement: a) nombre des ménages; b) nombre des personnes.
16—18. Valeur ou prix: a) dernier prix d'achat; b) rendement du loyer actuel pendant l'année;
c) somme des assurances, sans mobilier.
19—20. Impôts: a) taux annuel de l'impôt foncier de l'État; b) frane d'impôt d'après le § . . .
de la loi
21. Observations.

NR. — Les colonnes 8 à 13 sont insérées par le Congrès au formulaire du programme.

B. Tableau des bâtiments

du lieu . . . du district . . . de la circonscription . . . de la province . . . de l'État, . . .
relevé le 31 décembre 18 . .

Colonnes indépendantes:

rue, localité, district, circonscription, province, État.

Colonnes dépendantes:

I. Nombre des biens-fonds:

1. en général. — 2. avec 1 bâtiment. — 3. avec 2 bâtiments. — 4. avec 3 jusqu'à 5 bâtiments,
— 5. avec 5 jusqu'à 10 bâtiments. — 6. au-dessus de 10 bâtiments.

II. État de propriété.

Biens-fonds appartenant:

7. aux membres de la Maison régnante. — 8. à l'État. — 9. à l'Église, aux écoles ou à des
fondations pieuses. — 10. aux seigneuries des États provinciaux. — 11. aux communes
urbaines. — 12. aux communes rurales. — 13. à d'autres corporations politiques (provin-
ciales de districts, communautés). — 14. à des personnes juridiques (sociétés anonymes,
associations, mines etc.). — à des particuliers: 15. dans la banlieue de la commune ur-
baine; — 16. de la commune rurale; — 17. dans une propriété formant la commune elle-
même. — 18. Somme (voir II^e Section, chapitre IV.).

III. Mode de construction de chaque bâtiment.

Bâtiments avec des murs d'enceinte massifs, avec: 19. dure toiture. — 20. molle toiture.¹

Bâtiments avec des murs d'enceinte de charpente, avec: 21. dure toiture. — 22. molle toiture.

Bâtiments avec des murs de terre glaise, avec: 23. dure toiture. — 24. molle toiture.

Bâtiments avec des enceintes de bois, avec: 25. dure toiture. — 26. molle toiture.

27. Somme.

IV. Destination principale de chaque bâtiment.

28. Habitation.

29. Agriculture, entretien du bétail, sylviculture, chasse (étables, hangars, granges etc.).

30. Mines, et forges.

31. Industrie, commerce (moulins, fabriques, magasins de particuliers, etc.).

32. Postes, chemins de fer, télégraphes, transports sur l'eau.

33. Assistance publique, santé publique.

34. Culte religieux.

35. Instruction publique.

36. Administration publique excl. l'administration des transports, militaire et de la marine.

37. Administration militaire et de la marine.

38. Administration des communes et de la police locale en général.

39. Autres emplois.

40. Somme.

¹ Nous appelons toitures dures: les toits en briques, ardoises, tôle etc.; toitures molles: les toits en paille ou bardeaux, etc.

V. Détails de l'habitation:

Nombre de chacun des bâtiments, dans lesquels demeurent:

- 41. 1 ménage. 42. 2 ménages. 43. 3 ménages. 44. de 4 à 5 ménages. 45. de 6 à 10 ménages.
- 46. de 11 à 20 ménages. 47. au-dessus de 20 ménages.
- 48. au-dessous jusqu'à 10 personnes. 49. de 11 à 20 personnes. 50. de 21 à 30 personnes.
- 51. de 31 à 50 personnes. 52. de 51 à 100 personnes. 53. au-dessus de 100 personnes. 54. Nombre des bâtiments temporairement inhabités.

VI. Prix soit loyer des bâtiments.

a) Nombre des bâtiments du prix réel de:

- 55. au-dessous jusqu'à 200 *Thlr.* 56. de 200 à 500 *Thlr.* 57. de 500 à 1,000 *Thlr.* 58. de 1,000 à 2,000 *Thlr.* 59. de 2,000 à 5,000 *Thlr.* 60. de 5,000 à 10,000 *Thlr.* 61. de 10,000 à 20,000 *Thlr.* 62. de 20,000 à 50,000 *Thlr.* 63. de 50,000 à 100,000 *Thlr.* 64. au-dessus de 100,000 *Thlr.*

b) Nombre des bâtiments du loyer réel de:

- 65. au-dessous jusqu'à 10 *Thlr.* 66. de 10 à 25 *Thlr.* 67. de 25 à 50 *Thlr.* 68. de 50 à 100 *Thlr.* 69. de 100 à 250 *Thlr.* 70. de 250 à 500 *Thlr.* 71. de 500 à 1,000 *Thlr.* 72. de 1,000 à 2,500 *Thlr.* 73. de 2,500 à 5,000 *Thlr.* 74. au-dessus de 5,000 *Thlr.*

c) Nombre des bâtiments assurés contre l'incendie pour le prix de:

- 75. au-dessous jusqu'à 200 *Thlr.* 76. de 200 à 500 *Thlr.* 77. de 500 à 1,000 *Thlr.* 78. de 1,000 à 2,000 *Thlr.* 79. de 2,000 à 5,000 *Thlr.* 80. de 5,000 à 10,000 *Thlr.* 81. de 10,000 à 20,000 *Thlr.* 82. de 20,000 à 50,000 *Thlr.* 83. de 50,000 à 100,000 *Thlr.* 84. au-dessus de 100,000 *Thlr.*

Observations. Doivent concorder:

- 1. les sommes I. 1. et II. 18.
- 2. les sommes III. 27. et IV. 40.

C. Mouvement de la propriété bâtie.

Colonne indépendante:

Lieu d'habitation.

Colonnes dépendantes:

I. Accroissement.

a) Nouvelles bâtisses sur un terrain nouveau.

- 1. Biens-fonds. 2. Bâtiments y attenants.
- 3. Produit net de l'impôt.

b) Nouvelles bâtisses sur un ancien terrain.

- 4. Biens-fonds. 5. Bâtiments y attenants. 6. Produit net de l'impôt.

c) Augmentation d'étages.

- 7. Biens-fonds. 8. Bâtiments y attenants. 9. Produit net de l'impôt.

d) Annexes

- 10. Biens-fonds. 11. Bâtiments y attenants. 12. Produit net de l'impôt.

II. Diminution.

a) Destruction:

par le feu, des explosions et de semblables événements; concernant des:

Bâtiments avec des murs d'enceinte massifs,

de toiture dure: 13. Bâtiments. 14. Produit net de l'impôt.

de toiture molle: 15. Bâtiments. 16. Produit net de l'impôt.

Bâtiments avec des encintes de charpente

de toiture dure: 17. Bâtiments. 18. Produit net de l'impôt.

de toiture molle: 19. Bâtiments. 20. Produit net de l'impôt.

Bâtiments avec des encintes de terre glaise

- de toiture dure: 21. Bâtimens. 22. Produit net de l'impôt.
de toiture molle: 23. Bâtimens. 24. Produit net de l'impôt.
Bâtimens avec des encointes de bois.
de toiture dure: 25. Bâtimens. 26. Produit net de l'impôt.
de toiture molle: 27. Bâtimens. 28. Produit net de l'impôt,
par l'eau, la neige, la glace, les avalanches:
29. Bâtimens. 30. Produit net de l'impôt,
par le vent, la tempête:
31. Bâtimens. 32. Produit net de l'impôt,
par tremblement de terre, éboulements:
33. Bâtimens. 34. Produit net de l'impôt,
par éboulement suite de solidité, ou par décrépitude:
35. Bâtimens. 36. Produit net de l'impôt,
par la guerre ou révolution:
37. Bâtimens. 38. Produit net de l'impôt,
b) Démolitions:
pour reconstruire à la même place:
39. Bâtimens. 40. Produit net de l'impôt.
sans dessein de rebâtir à la même place:
pour cause privée: 41. Bâtimens. 42. Produit net de l'impôt.
pour cause publique: 43. Biens-fonds.
44. Bâtimens y attenans. 45. Produit net de l'impôt,

MUTATION, VALEUR VÉNALE ET ENDETTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

1. Le Congrès émet le vœu que des données régulières sur le modo des mutations et sur les prix fixés dans ces mutations soient recueillies et publiées dans la forme indiquée par le formulaire suivant.

Formulaire.

Résumé des ventes, réglemens d'héritage, subhastations et expropriations inscrites en 18... auprès de l'autorité....

Colonne indépendante:

Objets de possession échangés par les propriétaires.

- Propriété foncière: 1. des membres de la Maison régnante,
2. de l'État,
3. des corporations,
4. des propriétaires de terres inaliénables,
5. des propriétaires allodiaux.

Colonnes dépendantes:

- I. Ventes (valeurs vénales). 1. Nombre. 2. Surface de la propriété. 3. Impôt d'après le cadastre.¹⁾
4. Prix de vente.
II. Valeurs ou prix fixés par réglemens d'héritages judiciaires. 5. Nombre. 6. Surface de la propriété. 7. Impôt d'après le cadastre. 8. Prix d'acceptation.
III. Subhastations (enchères forcées). 9. Nombre. 10. Surface de la propriété. 11. Impôt d'après le cadastre. 12. Prix de licitation.
IV. Expropriation. 13. Nombre. 14. Surface de la propriété. 15. Impôt d'après le cadastre. 16. Prix accordé.
Observation: 17. Parmi les mutations registrées il y en avait tant combinées avec un morcellement.

¹⁾ En cas que l'impôt foncier serait exprimé ou évalué par des unités quelconques, on est prié de vouloir bien ajouter le nombre de ces unités.

2. Le Congrès engage les Gouvernements:

- a) à ordonner des relevés sur l'endettement de la propriété foncière, en rapport avec les conditions locales de chaque pays;
- b) que les premiers résultats recueillis soient communiqués s'il est possible au prochain Congrès, afin qu'il pût se prononcer sur l'usage à faire des matériaux réunis dans un but international, et puisse;
- c) qu'en outre il soit ajouté à ces données, si faire se peut, la valeur capitale de la propriété foncière.

F. AGRICULTURE, POTAGERS, VIGNES.

RECENSEMENT AGRICOLE. — DONNÉES À RECUEILLIR. — MODE D'OPÉRER.

Les recensements de l'agriculture ont pour but de constater les faits qui sont propres à donner une connaissance complète des conditions, des procédés et des résultats de l'industrie agricole d'un pays à une époque déterminée.

Bruxelles
1883.

Ce sont des opérations difficiles et compliquées qui ne peuvent réussir qu'autant que ceux qui les entreprennent sont bien fixés sur toutes les règles auxquelles, dans la pratique, elles sont subordonnées.

Ces règles se rapportent à trois chefs selon qu'elles ont pour objet le temps, le mode ou le cadre de l'opération.

A. Époque des recensements agricoles.

Il est nécessaire que les recensements de l'agriculture se fassent, dans tous les pays, de manière à constater des résultats comparables, et, par conséquent, qu'ils se rapportent partout, soit à une même année agricole, soit à une année moyenne exprimant une situation normale. Cependant, tout en abandonnant le choix de l'époque à l'appréciation des divers Gouvernements et des diverses commissions de statistique auxquelles seront confiés ces travaux importants, le Congrès a émis le vœu que l'on donnât, autant que possible, la préférence au dernier trimestre de l'année, considéré comme le moment le plus convenable.

B. Périodicité des recensements de l'agriculture.

Les recensements de l'agriculture doivent se renouveler périodiquement, pour que les données qu'ils mettent en lumière puissent, dans certaines limites et malgré la mobilité des faits, être considérées comme leur expression réelle et permanente. Quelle doit être la période de ces renouvellements, et la nature des choses permet-elle de la fixer d'une manière uniforme? La première de ces questions se résoudreait d'elle-même, si l'on pouvait considérer chaque pays comme un grand domaine soumis à un seul assolement et à une même rotation. En ce cas, le recensement semblerait devoir être renouvelé la dernière année de la succession des cultures. Mais comme, en fait, il n'y a pas de peuple dont le territoire, quelque exigu qu'il soit, se trouve assolé de la même manière, le point de savoir quand il convient de recommencer le recensement de l'agriculture devient une question de fait dont la solution doit varier selon le temps et les lieux, en raison des progrès plus ou moins lents de l'industrie agricole. Celle-ci subit-elle des changements rapides dans ses procédés et dans sa production? le recensement doit se renouveler plus fréquemment. Est-elle, au contraire, stationnaire ou ne se modifie-t-elle qu'avec lenteur? la période de renouvellement de l'opération peut être plus longue sans inconvénient.

Ce point ne comporte pas de solution nette et précise, étant entièrement subordonné aux circonstances locales.

Le Congrès a décidé que l'on adoptera pour les recensements de l'agriculture, la même période de renouvellement que pour les dénombrements de la population, c'est-à-dire que le recensement agricole se ferait par périodes décennales, et qu'il coïnciderait, autant que possible, avec le recensement de la population. A cet effet, il serait utile d'établir dans les tableaux deux colonnes, dont l'une donnerait les résultats de l'année sur laquelle porte le travail, et l'autre le résultat moyen du terme écoulé entre le recensement antérieur et celui auquel le tableau s'applique.

C. Mode opératoire.

Les recensements de l'agriculture, de même que les dénombrements de la population, ne peuvent produire des résultats dignes de foi qu'autant qu'ils sont ordonnés de manière à constater sur le lieu même, et avec le concours d'agents sûrs et intelligents, tous les faits qu'ils ont pour objet de recueillir.

Le Congrès n'a pas eu devoir déterminer un mode opératoire absolu et uniforme; ce mode peut différer non-seulement dans chaque pays, selon son organisation administrative et les conditions dans lesquelles se trouve la propriété, mais aussi dans le même pays, selon que ses diverses parties ont des conditions différentes dans la division de la propriété.

D. Cadre des recensements de l'agriculture (renseignements à recueillir.)

Quel doit être le cadre des recensements ou, en d'autres termes, quels sont les faits qu'ils doivent constater pour qu'ils atteignent le but en vue duquel ils sont entrepris? Théoriquement, cette question ne peut soulever aucune controverse: Comme les recensements agricoles sont destinés à donner une connaissance complète des conditions, des procédés et des résultats de l'industrie agricole d'un pays à une époque déterminée, il importe qu'ils embrassent tous les faits qui, à ces divers points de vue, doivent servir d'éléments essentiels à cette appréciation. Cependant le recensement agricole doit comprendre un minimum de questions relatives à l'area (superficie du sol affecté à chaque espèce de culture, le produit de chacune de ses cultures), au mode de fertilisation, à la valeur des produits, aux travailleurs agricoles, au nombre d'animaux domestiques.

STATISTIQUE DE L'AGRICULTURE.

A. Mode d'opérer.

Paris
1856.

1. Les renseignements sont recueillis de particuliers réunis en commissions. Dans les localités où celles-ci ne pourraient pas être formées ou ne fonctionneraient pas convenablement, ces commissions peuvent être remplacées par un commissaire spécial salarié.

2. Le Congrès émet le vœu:

que tous les Gouvernements s'occupent, au plus tôt, de l'organisation cadastre topographique parcellaire;

que, partout où le cadastre parcellaire existe, il serve de base et de contrôle aux relevés de la statistique des cultures;

que, dans les pays où il n'y aurait pas de cadastre, les opérations statistiques s'effectuent d'après les méthodes qui offriront le plus de garanties locales, avec indication des voies et moyens employés.

3. Il sera opéré un relevé de l'étendue des terrains consacrés à chaque culture, et un relevé du rendement de ces cultures. — Ces relevés seront effectués aux époques les plus opportunes, suivant le pays.

4. Le Congrès est d'avis que les Gouvernements adoptent une époque identique pour le dénombrement des bestiaux et des troupeaux fixée au mois de décembre.

B. Périodicité des recensements agricoles.

Il y aura des recensements décennaux qui comprendront tous les détails contenus dans les cadres, et des recensements annuels renfermés dans des limites plus étroites.

C. Cadre du recensement de l'agriculture.

1. Recensement annuel.

1. Superficie consacrée
 - aux diverses espèces de céréales (y compris le sarrasin, le maïs, le millet et autres menus grain⁽¹⁾),
 - aux pommes de terre (et autres tubéreuses),
 - aux racines et bulbes alimentaires (en y comprenant les betteraves), quel que soit leur emploi,
 - aux légumes secs,
 - aux graines oléagineuses,
 - aux plantes textiles,
 - aux autres plantes industrielles non alimentaires,
 - aux prés artificiels et naturels, et aux cultures fourragères annuelles,
 - aux vignes,
 - à la culture maraîchère.
2. Quantité de produits récoltés sur ces superficies, et la production spécifiée des arbres fruitiers.
3. Poids des produits rapporté à leur volume et à leur quantité.
4. A ces questions, qui forment un minimum, il convient d'ajouter des questions sur le prix de vente des bois par hectare, selon l'âge et l'essence, sur les produits de l'apiculture, sur la récolte et les prix des cocons, sur les irrigations, les dessèchements, les progrès du drainage, l'emploi des machines et sur d'autres faits agricoles spéciaux aux divers pays.
5. Le Congrès demande qu'il soit fait une statistique des cours d'eau non navigables ni flottables au point de vue de l'irrigation, avec l'indication précise de l'état de l'aménagement des eaux; qu'une statistique analogue soit faite dans l'intérêt du drainage.

2. Cadre des recensements décennaux.

1. Ce cadre peut être considéré comme le développement de celui de la statistique annuelle, complété par quelques renseignements d'une nature moins variable. Ainsi les recensements décennaux doivent toujours avoir pour base, comme les recensements annuels, les superficies et quantités des céréales, légumes secs, racines, plantes oléagineuses et textiles, des produits des prés, des vignes, de la culture maraîchère; seulement il conviendra d'y ajouter un certain nombre de questions sur la silviculture, sur les landes et bruyères, etc. Les agents des recensements devront, en outre, recueillir des documents, pour chaque culture, sur les frais de main-d'œuvre, de fumier, de transport, de battage, etc., etc.
2. Mode de fertilisation. On ne constaterait que la quantité d'engrais commerciaux moyenne employée par hectare et la consommation totale. En conseillant d'insérer, à titre d'observations, dans la statistique relative au bétail, des données explicites et détaillées sur la manière dont on prépare les fumiers, sur le temps du pâturage et du pacage, sur les lieux qui leur sont réservés et sur le mode suivant lequel ils s'opèrent. Ces données, jointes à celles du nombre des bestiaux, permettront d'apprécier à peu près exactement le degré de fertilisation donné au sol.
3. Les travailleurs agricoles méritent une étude toute particulière. On doit distinguer les travailleurs sédentaires des travailleurs qui ne viennent au secours de l'agriculture qu'à des époques déterminées; de plus ou distinguer entre les journaliers ou travailleurs à salaires, et les domestiques ou travailleurs à gages (valets de ferme, vachers, charretiers, bergers, etc.).

Les journaliers seraient subdivisés selon le sexe et l'état civil; on constaterait le nombre des membres de la famille à leur charge (vieillards ou enfants); on s'informerait du taux de leurs salaires, selon qu'ils sont, ou non, nourris; du nombre des journées de travail par an, des occupations et bénéfices accessoires. En regard des recettes, dont on aurait ainsi recueilli les éléments, on placeraît des renseignements relatifs aux principales dépenses: logement, nourriture, habillement, impôts.

Les domestiques, également divisés par sexe et par état civil, pourraient donner lieu à des questions sur la forme sous laquelle les gages sont acquittés (paiement en argent, en nature, etc.).

4. La statistique des animaux domestiques comporte des détails nombreux dont il faut savoir choisir les plus importants. Parmi ces derniers, il y a lieu de ranger: les quantités par espèce, avec une ou deux subdivisions pour les âges; le nom de la race (perfectionnée ou commune); les pertes occasionnées par les épidémies et les accidents; le prix, le poids brut et net pour les animaux qui servent à la consommation; le revenu produit par les animaux, sous forme d'engrais, de croît, de laine, etc., etc. Le recensement des existences aurait lieu tous les ans, tandis que les autres questions ne seraient posées que tous les dix ans.

5. A ces renseignements, implicitement renfermés dans le cadre général et sommaire approuvé par le Congrès de 1853, il conviendrait d'ajouter des questions sur le nombre des cultivateurs propriétaires exploitant par eux-mêmes; sur le nombre des fermiers, métayers et régisseurs; sur l'étendue des exploitations agricoles classées par groupes; sur le nombre des parcelles par exploitation; sur la valeur des terres de différentes classes; sur le taux des fermages; sur la durée moyenne des baux, sur l'étendue des chemins spécialement affectés à l'agriculture, etc., etc.

6. Enfin, concernant les instruments agricoles, il suffit de recenser les machines et les instruments nouveaux.

7. En dehors de ces renseignements, qui ne peuvent être recueillis que sur les lieux et par des agents spéciaux, il conviendrait, pour rendre aussi comparative que possible la statistique agricole de chaque pays, de répondre, à chaque recensement décennal, aux questions suivantes:

1. L'agriculture est-elle l'objet d'encouragements de la part du Gouvernement et de sociétés spéciales? Sous quelle forme ces encouragements sont-ils donnés? Création d'écoles d'agriculture, de fermes modèles, d'écoles vétérinaires, concours, primes, distinctions honorifiques, distribution de graines et plantes, publication d'ouvrages spéciaux ou souscription à ces ouvrages, indemnités en cas de pertes, mesures préventives des épidémies, etc.; et qu'on spécifie le nombre et l'importance des établissements, tels que concours, école, fermes modèles, etc., et qu'on indique s'il y a des ingénieurs agricoles.
2. Indiquer le nombre des établissements d'assurances agricoles, la nature et les conditions principales de leurs opérations; donner, en outre, le nombre et le montant annuel des assurances, ainsi que la valeur totale des propriétés assurées. — Faire connaître le nombre annuel des sinistres agricoles et l'évaluation des pertes.
3. Existe-t-il des institutions de crédit foncier? Ces institutions ont-elles été fondées exclusivement par l'État ou par des compagnies, ou par des compagnies avec l'assistance de l'État? Indiquer la nature de leurs opérations.
8. Le Congrès émet le vœu que dans les pays où des agents salariés et spéciaux pourront être employés pour les opérations de la statistique, on reconnaisse l'avantage qu'il y aurait à en charger des personnes aptes à pouvoir remplir parallèlement une mission d'enseignement au profit des classes rurales.

GÉOGRAPHIE DES VÉGÉTAUX. — FAITS LES PLUS IMPORTANTS AU POINT DE VUE DE LA STATISTIQUE.

Vienne
1857.

1. Renseignements détaillés sur les diverses espèces de sols, sur leurs différences et limites; leur profondeur et leur richesse en terre franche.
2. Zone (par étendue et altitude) de principales espèces de a) céréales, b) plantes à tubercules, c) légumes et autres plantes cultivées dans les jardins, d) plantes fourragères, e) plantes commerciales.

es, tinctoriales et médicinales. *f*) arbres fruitiers. *g*) arbres forestiers feuillus (arbres à feuilles caduques). *h*) conifères (arbres verts).

3. Dates pour les végétaux mentionnés ci-après :

a) de l'apparition et de la chute des feuilles.

b) de la floraison.

c) de la maturité.

d) des semailles et de la germination des plantes annuelles. (*Voir l'instruction ci-dessous relative aux observations phénoménologiques du règne végétal.*)

e) de la récolte, avec rendement.

4. Éruption de la maladie des pommes de terre et de celle des raisins, leur étendue et leur durée.

GÉOGRAPHIE DES ANIMAUX. — FAITS LES PLUS IMPORTANTS AU POINT DE VUE DE LA STATISTIQUE.

1. Contrées où sont répandues les races indigènes des animaux domestiques.

2. Distribution des animaux de race étrangère introduits pour l'acclimatation ou pour le croisement.

3. Distribution par zones des animaux indigènes qui sont l'objet de la chasse.

4. Importance et distribution de l'élevage d'animaux de classe d'origine étrangère.

5. Distribution par zones des animaux indigènes chassés pour leurs fourrures.

6. Existence du castor à l'état sauvage ou dans des terriers artificiels.

7. Distribution par zones : *a*) des animaux carnassiers dangereux pour les hommes et les bestiaux. *b*) des différentes espèces de serpents venimeux. *c*) des animaux qui ne deviennent nuisibles que lorsqu'ils se présentent par grandes masses.

8. Renseignements sur les animaux qui causent des ravages dans les cultures ou dans les forêts ; saisons de leur apparition et contrées où ils sont répandus.

9. Renseignements sur la pêche : *a*) des principales espèces de poissons. *b*) des grenouilles, tortues, écrevisses. *c*) des saumons.

10. Indication des localités où l'on élève des vers-à-soie, des abeilles.

11. Étendue des lacs de perles, qualité des perles.

12. Abondance (continue ou périodique) : *a*) d'animaux utiles vivant dans la mer. *b*) de mammifères marins (phoques, dauphins, cachalots, baléines.)

13. Distribution des éponges dans le voisinage des côtes.

14. Dates :

a) de l'arrivée et du départ des oiseaux qui sont l'objet de la chasse ; de l'arrivée et du départ des poissons qui sont l'objet de la pêche.

b) pour tous les animaux sédentaires qui sont l'objet d'élevage ou de chasse, l'époque du commencement et de la fin de la l'éthargie hivernale.

c) de la saison de la reproduction etc.

d) de l'apparition et de la disparition des insectes utiles et nuisibles. (*Voir l'instruction ci-dessous relative aux observations phénoménologiques du règne animal.*)

15. Apparition des épidémies, leur étendue et durée.

Agriculture.

Le Congrès exprime le désir :

1. Que dans tous les pays, la quantité des principaux produits soit annuellement déterminée.

2. Que la superficie occupée par ces récoltes soit également déterminée annuellement, et que le dénombrement du bétail soit usé chaque année s'il est possible, et au moins tous les cinq ans. La qualité et la valeur des produits devrait également être estimées. Le mode d'enquête devrait varier

Londres
1890.

dans chaque pays, selon les circonstances, mais on devra éviter avec soin d'éveiller les susceptibilités et les appréhensions des cultivateurs par d'inutiles questions.

3. Que le mode d'enquête soit applicable aux diverses enquêtes industrielles.

MINES ET USINES.

Mines.

Le Congrès exprime le vœu :

1. De voir publier, dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, comme complément de la statistique des mines rédigée par l'office du musée de géologie (the Mining Record Office of Practical Geology), une statistique détaillée des usines minéralurgiques et ses branches d'industrie qui sont intimement en rapport avec la production des métaux.

2. De voir publier des statistiques de l'industrie minérale par les États qui, bien que renfermant des mines, n'ont pas encore publié de rapports sur cette branche importante de la richesse publique.

3. De voir adopter, pour ces publications, des modèles et des cadres uniformes, afin de rendre les résultats entièrement comparables, et de leur donner le plus haut degré d'utilité.

4. De voir établir entre les nations un échange des documents statistiques concernant l'agriculture, l'exploitation minérale et l'industrie manufacturière, avec recommandation aux délégués des différents États de fixer sur ce point l'attention de leurs Gouvernements.

5. De voir insérer, dans ces documents, des tableaux indiquant, pour les mines de houille et les autres mines, le nombre des sièges d'exploitation, la profondeur des puits, l'étendue de l'exploitation, les appareils employés pour l'épuisement des eaux, l'extraction des minerais, la ventilation, et, pour ce qui concerne les minerais métalliques, les préparations qu'ils doivent subir avant d'être livrés au commerce.

6. Enfin, de voir instituer, ainsi que le propose la 5^e Section, des enquêtes sur la condition générale des ouvriers mineurs, leur état de santé, et les accidents auxquels ils sont principalement exposés.

G. MANUFACTURES, ARTS ET MÉTIERS.

STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE.

A. Classification des produits industriels.

Groupe I. *Machines, outils et ustensiles, matériel pour le transport et instruments.*

Vienne
1857.

1. Classe. *Moteurs (avec leurs transmissions).*

Pour la force des hommes et des animaux (manèges etc.).

» » » hydraulique (roues à axe horizontal, roues à axe vertical; machines à colonne d'eau).

Pour la force à vent (roues à vent, ailes à vent).

» » » à vapeur (machines fixes, machines de bateaux, machines locomobiles, machines locomotives).

» » » à chaleur, électricité, magnétisme et autres forces (machines à air chaud d'Erikson, appareils à la Bonelli, etc.).

2. Classe. *Matériel de transport.*

Pour les chemins de fer (voitures à voyageurs, wagons à marchandises, tenders).

» les routes de terre (chariots, voitures pour le transport de marchandises et de voyageurs).

» le transport par eau (navires à voiles, bateaux à vapeur, à roues et à hélice, bâtiments de guerre et de commerce, remorqueurs, bargues à rames avec et sans voiles, pontons ou non).

» l'air (aérostats).

3. Classe. Machines-outils, appareils et outils.

D'un emploi général: machines élévatoires (grues etc.), machines pour l'épuisement de l'eau, de l'air et d'autres fluides (pompes, tympans, soufflets, ventilateurs etc.), machines à presser, à écraser, à bocarder, à modeler (presses, écraseurs, bocards, scies, moulins, marteaux etc.).

D'un emploi spécial: à l'agriculture et l'économie forestière, aux mines, aux usines, à la construction, à la navigation, à l'art militaire, au tissage, à coudre, au métier mécanique, à la bonneterie, à la teinturerie, à l'imprimerie d'étoffes, à la tannerie, à la papeterie, à la typographie, à la lithographie et à la gravure sur métal et sur bois, au monnayage, à la distillation et à l'industrie sucrière, aux ateliers de construction mécanique, et à d'autres procédés chimiques et mécaniques.

Pièces détachées des machines.

4. Classe. Instruments de précision pour les métiers, les arts et les sciences.

Instruments de mathématiques: appareils pour la mesure du temps, des capacités, des poids etc.

- » de physique et de chimie: appareils pour la mesure des forces mécaniques, du calorique, de la lumière, de l'électricité, du magnétisme etc., et autres instruments.
- » d'optique et d'astronomie: microscopes, loupes, télescopes et autres.
- » de chirurgie: pour la ponction, l'opération sanglante et autres.
- » de musique: à cordes, à vent, à touches.
- » pour les travaux graphiques: appareils grossissants et diminuants etc. pour dessinateurs et peintres.
- » Autres instruments pour les métiers, les arts et les sciences.

Groupe II. *Produits minéraux non-métalliques.*

5. Classe. Ouvrages de poterie.

Ouvrages en argile à fracture terreuse: briques, tuiles, tuyaux de drainage et autres; ouvrages en terre cuite en argile à potier, et en argile apyre ou réfractaire.

- » à fracture vitreuse: ouvrages en faïence, gresserie, Wedgewood, en terralithe et en porcelaine.

6. Classe. Verrerie et vitrage.

Verres fondus: crown-et flintglas, verres colorés.

- » de soufflage: verres en table, glaces à miroirs, verre en pièces creuses, blanc, coloré et enduit.
- » moulés, pressés et tirés: verre en tables moulé et glaces à miroirs, verre en pièces creuses pressé, tuyaux tirés et en barres.
- » raffinés: glaces à miroirs polies et avec incrustations, verres en pièces creuses polis et peints, perles en verre roulées, soufflées et polies, perles en émail et verrerie.

7. Classe. Autres ouvrages en pierre et terre.

Pierres préparées par des moyens mécaniques: pierres précieuses et demi-précieuses; meules, pierres à aiguiser, pavés, pierres à construire et pour ornements, monuments, pierres pour les ustensiles, ouvrages de lapidaires en grès, granit, porphyre, serpentine etc.; pierres à fusil, ouvrages en amiante etc.

- » cuites: chaux caïnée, chaux hydraulique, ciments artificiels, gypse.

Groupe III. *Métaux et ouvrages en métaux.*

8. Classe. Fers et ferronnerie.

Fer brut: a) au charbon de bois, b) à la houille, au coke etc.

Fonte: a) tirée du minerai au moyen du charbon de bois, b) tirée du minerai au moyen d'autres combustibles, c) tirée du fer brut par une seconde fusion. Fontes communes, apprêtées, d'art; fontes émaillées, projectiles de guerre, canons.

Fer affiné: obtenu a) du minerai, b) des fours à puddler, c) des fourneaux d'affinage: rails pour

chemins de fer; fer en barres de toute sorte, fer de tréfilerie, fer en plaques, tôle a) pour chaudières et pour navires, b) commun, c) étamé, d) émaillé; autres fers forgés et laminés.

Acier: a) de minéral, b) de fer brut traité dans les fours à réverbères (acier de fusion), c) de fer brut traité dans les fourneaux (acier fondu), d) de fer affiné (acier de cimentation), e) acier brut affiné (acier commun et autres): acier en barres, acier en plaques, acier en feuilles, acier en fil.

Ouvrage en fer affiné et en acier: outils en fer forgé, taillanderie, serrurerie, clouterie, vis etc. tuyaux forgés et canons d'armes à feu, câbles en fil de fer, pointes de fil de fer, cordes pour pianos, autres ouvrages en fil de fer; ouvrages en fer blanc: a) ordinaire, b) étamé, recouvert de plomb, émaillé, verni etc.; autres ouvrages en fer non revêtu d'acier: limes, lames de scie, faulx, faucilles, lache-pailles, coutellerie, armes blanches, armes à feu, ressorts de suspension, de traction, de tension et de pression, ressorts de montre, ressorts pour instruments de musique, plumes métalliques, rêches à vibrequin et autres parties d'outils, fils de fer ou d'acier tressés, aiguilles à coudre, à tricoter et autres en fer, hameçons, guimbarde et autres objets semblables, articles de luxe en acier, autres articles en acier.

9. Classe. Autres métaux communs.

Cuivre: cuivre brut provenant: a) des mines et des bocards, b) des ateliers de cimentation, c) des fonderies; cuivre affiné, cuivre en plaques, cuivre en feuilles, cuivre en pièces creuses, cuivre en tuyaux étiré ou forgé, fil de cuivre, planches de cuivre à graver, chaudronnerie, monnaies et médailles en cuivre.

Étain en grenaille, en saumons et en rouleaux, étain en feuilles, poterie d'étain.

Plomb en saumons, plomb en feuilles, plomb en lames, plomb en tuyaux, balles et grenailles à giboyer, autres ouvrages en plomb.

Zinc brut, provenant: a) de la calamine, b) de la blende; zinc en feuilles, fils de zinc, ornements en zinc, autres ouvrages en zinc.

Bismuth, à l'état brut obtenu par la fusion.

Nikel, à l'état brut, en cubes etc.

Arsenic à l'état d'arsenic noir.

Antimoine à l'état de régule.

Autres métaux, quand ils se présentent comme tels et reçoivent d'autres applications (cobalt, urane, manganèse, cadmium etc., tellure, tungstène, molybdène, titane etc.), puis les métaux alcalins et terreux (potassium, sodium, calcium, aluminium etc.).

10. Classe. Métaux fins.

Or, obtenu: a) par le travail des mines et des bocards, b) par le lavage, c) par la fusion. Or en feuilles, fil d'argent et de cuivre plaqué d'or, autres plaqués, ouvrages en or, monnaies et médailles en or.

Argent, obtenu: a) par le travail des mines et des bocards, b) par amalgamation, c) par la fonte, d) par extraction. Argent en feuilles, fil d'argent, fil plaqué, autres plaqués, ouvrages en argent, monnaies et médailles en argent.

Platine, obtenu par le lavage: platine en feuilles, fil de platine, ouvrages en platine, platine en éponges, monnaies en platine.

Mercure, obtenu: a) par le travail des mines et des bocards, b) par la fusion.

Autres métaux fins (palladium, iridium etc.).

11. Classe. Alliages métalliques.

Alliages de métaux fins.

Alliages de cuivre: a) de nikel et zinc: maillechort, argentan, argent-d'Allemagne etc.; feuilles et fil, vaiselles en maillechort, cordes pour piano en maillechort, b) de zinc: laiton, tombac; moulages, feuilles, tuyaux étirés, cordes pour piano, objets de toilette cliquant, c) d'étain et de zinc: bronze, métal de cloche, de canon etc.; cloches, canons, pièces de machines, médailles et monnaies, objets d'art en moulages et articles de toilette, autres ouvrages en bronze, bronze en poudre.

Alliages d'étain: *a*) de plomb: soudure en étain et en plomb pour ferblantiers, alliage d'étain et de plomb pour potiers d'étain, *b*) de zinc: feuilles en alliage d'étain et d'argent *c*) d'antimoine et de cuivre: métaux de composition pour vaisselle de table.

Alliages de plomb: *a*) d'antimoine: fonte d'imprimerie, *b*) de zinc et d'antimoine; alliage de plomb pour fondeurs de lettres, pour fondeurs en statues.

Alliages de bismuth, de plomb et étain: métal de Rose pour clichage des gravures sur bois, pour plaques stéréotypiques, pour soupapes de sûreté.

Autres alliages.

IV. Groupe. *Produits Chimiques.*

12. Classe. Produits chimiques proprement dits: *a*) Matières simples non métalliques (phosphore, soufre etc.). *b*) Bases (alcalis, potasse caustique etc., oxydes métalliques). *c*) Acides (acides sulfuriques, nitriques etc.). *d*) Sels (sel de cuisine, potasse etc.). *e*) Eaux minérales artificielles. *f*) Éther. *g*) Produits pharmaceutiques. *h*) Huiles étherées, parfumeries et essences de fruits.

13. Classe. Graisses, matières pour l'éclairage et matières inflammables.

Graisses (huiles raffinées, cire blanchie, paraffine, stéarine etc., savons).

Matières pour l'éclairage (bougies, gaz d'éclairage, hydrocarbures, tels que camphine, photogène etc.).

Matières inflammables (allumettes, poudre à tirer, autres matières susceptibles de faire explosion).

14. Classe. Couleurs: *a*) Couleurs métalliques (cinabre, blanc de zinc et de plomb). *b*) Couleurs empruntées au règne organique (orseille, indigo, carmin, encre de Chine etc.).

15. Classe. Autres produits chimiques: *a*) Colle forte et gélatine animale. *b*) Goudron et graisse pour voitures. *c*) Os pulvérisés et engrais artificiels. *d*) Charbons de bois, charbons artificiels et briquettes. *e*) Noir animal (spode). *f*) Cirage. *g*) Encre. *h*) Poix, térébenthine etc. *i*) Cire à cacheter. *k*) Laque et vernis. *l*) Levure sèche. *m*) Autres produits chimiques.

V. Groupe. *Matières alimentaires et autres objets de consommation.*

16. Classe. Matières alimentaires animales.

Poissons et coquillages (secs, salés, fumés, conservés à l'huile ou autrement).

Viandes apprêtées (préparées, séchées, salées, fumées, et produits fabriqués avec la viande, saucissons etc.).

Lait (apprêté et conservé, et produits fabriqués avec le lait: beurre, fromage etc.).

17. Classe. Matières alimentaires végétales.

Légumes (séchés, comprimés, apprêtés et conservés).

Fruits (séchés, candis, conservés etc.).

Moutarde apprêtée.

Farines de céréales et autres produits de la meunerie.

Amidon et produits fabriqués de l'amidon (succédanés de la gomme, dextrin etc.).

Pain et pâtes (les mets dits farineux, gluten etc.).

Sucre et mélasse (sucre colonial raffiné, candi et mélasse, sucre de betterave raffiné, candi et mélasse, sucre de pomme de terre, cristallisé ou liquide).

Succédanés du café.

Chocolat et produits fabriqués en chocolat-confis.

Pâtisserie (de luxe et pain d'épice).

18. Classe. Boissons: *a*) Bière. *b*) Vin, cidre et hydromel. *c*) Vins monseux et autres vins artificiels.

d) Esprits et eau-de-vie. *e*) Rosoglio et liqueurs. *f*) Vinaigre (ordinaire et parfumé).

19. Classe. Tabacs fabriqués. *a*) Cigares. *b*) Tabac à fumer. *c*) Tabac à chiquer. *d*) Tabac à priser.

VI. Groupe. *Fils, tissus, tricotés et produits auxquels ils servent de matières premières.*

20. Classe. Soie et soieries: *a)* Soie filée. *b)* Soie teinte. *c)* Soie à coudre. *d)* Tissus de soie et rubans. *e)* Lourres de soie et marchandises en bourre de soie.
21. Classe. Fils et tissus de laine: *a)* Fil à la main et marchandises ordinaires en laine. *b)* Fil de laine cardée. *c)* Tissus en laine cardée (draps, toking et autres. tissus unis, façonnés, teints, imprimés etc.). *d)* Fil de laine peignée. *e)* Tissus de laine peignée (unis et façonnés, teints et imprimés). *f)* Châles. *g)* Velours de laine, peluche, demi-velours, tapis.
22. Classe. Fils et tissus de poils et crins: *a)* Fils et tissus de poil de chèvre. *b)* Fils et tissus de poils d'alpaca, de lama etc. *c)* Fils et tissus de crins.
23. Classe. Fils et tissus de lin et de chanvre:
Lin cardé. A été classé ici, parce que la production brute se borne à échauffer le lin, et que le séchage, qui est une préparation, est généralement un travail qui se fait dans les filatures.
Fil de lin a) à la main. b) à la mécanique.
Fil de lin retors (à coudre).
Tissus de lin (unis, blancs, teints, imprimés, façonnés).
Fil de chanvre, cordages.
Toiles et autres tissus de chanvre.
24. Classe. Fils et tissus de coton: *a)* Fil de coton (écriu et teint). *b)* Fil de coton retors. *c)* Tissus de coton (blancs et teints [unicolores], échantillonnés et imprimés).
25. Classe. Tissus mélangés: *a)* Tissus composés de deux espèces de fils (lin et coton, etc.). *b)* Tissus composés de plusieurs espèces de fils (lin, coton et soie, etc.).
26. Classe. Tricotés, filets étoffés, étoffes faits au fuseau, brodés etc.: *a)* Bonneteries, fez turcs. *b)* Passementerie (rubans, tresses de toutes espèces). *c)* Tulle, bobinet, petinet. *d)* Dentelles, blouses et broderies au fil blanc. *e)* Tapiserie et autres broderies au fil de couleur.
27. Classe. Produits auxquels les tissus, tricotés etc. servent de matières premières: *a)* Toile cirée et cuir artificiel. *b)* Parapluies et ombrelles. *c)* Habillement et objets de modes. *d)* Fleurs artificielles composées de tissus et d'autres étoffes.

VII. Groupe. *Ouvrages tirés d'autres matières organiques.*

28. Classe. Cuir et ouvrages en cuir: *a)* Cuir (tanné, chamoisé, passé en alun et autrement), teint et verni. *b)* Parchemin. *c)* Ouvrages de cuir (bottes et souliers, sellerie et culotterie, gants, articles de luxe).
29. Classe. Ouvrages tirés de fourrures et de quelques autres matières animales: *a)* Fourrures. *b)* Ouvrages en feutre, feutres cirés et vernis, chapeaux de feutre (et de soie). *c)* Brosserie et pinceaux. *d)* Plumes à écrire et plumes d'ornement. *e)* Ouvrages en baleine. *f)* Ouvrages en cheveux.
30. Classe. Papiers et ouvrages en papier: *a)* Papier (de chiffons, de paille, paille de maïs etc.; papier à la main, papier à la mécanique). *b)* Cartons, cartons pour cuir et feutres artificiels (de matières végétales). *c)* Dominoterie et papiers enjolivés. *d)* Papier de teinture et stores de papier teint. *e)* Cartes à jouer. *f)* Ouvrages de reliure, cartonnages. *g)* L'papier-maché.
31. Classe. Ouvrages en paille, sparte, caoutchouc, gutta-percha etc.: *a)* Tissus de paille, chapeaux de paille. *b)* Ouvrages en sparterie. *c)* Ouvrages en fils d'écorce, bamboués. *d)* Nattages et ouvrages en jonc. *e)* Ouvrages en liège. *f)* Ouvrages en caoutchouc. *g)* Ouvrages en gutta-percha.
32. Classe. Ouvrages en bois et autres matières: *a)* Bois sciés, d'œuvre, de grément. *b)* Bois d'ébénisterie et parqueterie. *c)* Bois de tonnellerie et vannerie. *d)* Bois d'ouvrages au tour en bois et autres matières. *e)* Ouvrages de sculpture en bois, ivoire, os, écume de mer, ambre etc. *f)* Durures. *g)* Meubles de luxe.

VIII. Groupe. *Industries des constructions et arts industriels.*

33. Classe. Industries des constructions: a) Travaux des maçons. b) Travaux des charpentiers. c) Travaux des couvreurs. d) Travaux des peintres en décors. e) Travaux des marbriers. f) Travaux des badigeonneurs. g) Travaux des autres métiers de construction.
34. Classe. Arts industriels: a) Produits des graveurs en caractères, des graveurs de poinçons et timbres. b) Produits d'autres graveurs. c) Produits des fonderies de caractères. d) Produits de la typographie. e) Produits de la lithographie et de l'impression en taille douce. f) Produits de la daguerréotypie et de la photographie. g) Produits de la galvanoplastie. h) Produits de la réglure. i) Produits des dessinateurs de modèles. k) Produits des graveurs de modèles et de rouleaux. l) Produits d'autres professions artistiques.

B. Cadres pour recueillir les renseignements relatifs à la production industrielle.

a) *Cadre général.*

District administratif.

Commune.

Voici les chefs de colonnes de la liste:

Moteurs: (1) Espèce et mode de construction; (2) Puissance en forces de chevaux.

Machines-outils, fourneaux et autre matériel d'établissement: (3) Espèce et mode de construction; (4) Travail utile.

Ouvriers: a) (5) Catégories. b) par sexe et âge: (6) hommes; (7) femmes; (8) enfants au-dessous de 14-16 ans, selon les usages adoptés dans chaque pays. c) (9) Nombre des journées de travail dans l'année. d) (10) Durée du travail par jour (heures). e) Salaire: (11) en argent par jour; (12) en nature et jouissances valant. f) (13) Établissements de bienfaisance destinés aux ouvriers.

Consommation: a) du combustible: a) pour les moteurs: (14) espèce; (15) quantité. b) pour les fourneaux, forges et autres fours: (16) espèce; (17) quantité. — b) des matières premières: (18) espèce; (19) quantité; (20) provenance ou origine.

Produits fabriqués: (21) espèce; (22) quantité; (23) valeur.

b) *Cadres spéciaux pour les diverses industries.*

Observations: Les chiffres arabes qui suivent se rapportent aux numéros des colonnes.

Poterie de grès.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. b) machines à vapeur.
3. a) fours: nombre; contenance en pieds cubes. b) tours, leur nombre.
5. a) tourneurs. b) mouleurs. c) imprimeurs. d) peintres.

18. a) pour la pâte: argile (composition et couleur); quartz; autres matières. b) pour l'émail: litharge; feldspath; quartz; autres matières.

Fabrique de porcelaine.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. b) machines à vapeur.
3. a) fours: nombre; contenance en pieds cubes. b) tours, leur nombre.
5. a) tourneurs. b) mouleurs. c) peintres et doreurs.
18. a) terre à porcelaine (kaolin). b) feldspath. c) quartz. d) chaux ou spath calcaire. e) plâtre. f) argile pour gazettes.

Verreries.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. b) machines à vapeur.
3. nombre et mode de construction des: a) fourneaux ou fours de fusion. b) fours à recuire. c) fours à étendre. d) autres.
4. a) creusets dans chaque fourneau: nombre; contenance (poids d'un chargement complet).

16. a) bois. *b*) bouille, anthracite, lignite: pour le chauffage direct; pour le chauffage au gaz.
c) tourbe: pour le chauffage direct; pour le chauffage au gaz.
18. a) quartz: en masse; pulvérulent (sable). *b*) plomb. *c*) potasse. *d*) soude. *e*) sel de Glauber (sulfate de soude). *f*) sel ordinaire. *g*) matières décolorantes (arsenic, manganèse etc.). *h*) matières colorantes (cobalt, chrome etc.). *i*) fondantes (chaux etc.).
21. a) d'après la qualité du verre: coloré (avec des oxydes etc.); verre à bouteilles; vert; demi-blanc; blanc (verre à tailler); cristal à base de plomb ou de kali). *b*) d'après la forme: crown-et flintglass; jûte de verre; verre en tubes; verre creux soufflé verres creux et autres pressés; verre en tables; glace soufflée; glace coulée.

Affinage du verre:

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.
3. a) nombre des tours à tailler pour le verre creux. *b*) nombre des polissoirs, tours à facettes, plateaux pour polir les glaces. *c*) nombre des tambours, des loupes, meules à perles.
5. a) tailleurs et polisseurs. *b*) étameurs. *c*) peintres et doreurs.
18. a) verre à tailler (verre creux). *b*) glaces. *c*) verre pressé. *d*) verre en tubes.

Fabrication de l'huile.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.
3. a) pressoirs hydrauliques. *b*) pressoirs ordinaires à vis.
18. a) olives. *b*) colza. *c*) graines de lin et de chanvre. *d*) noix de coco. *e*) autres semences.

Fabrication du sucre (raffinerie).

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur. *c*) manèges à chevaux.
3. nombre a) des machines à laver. *b*) des machines à broyer. *c*) des presses hydrauliques et moulins à écraser. *d*) des vases à macération (leur capacité en pieds cubes). *e*) des chaires et appareils pour l'obtention d'acide carbonique. *f*) des poeles à défécation. *g*) autres appareils défécatoires. *h*) des appareils à filtrer: hluteaux; étamines à cadre; étamines pour noir animal. *i*) des appareils évaporatoires: bassins ouverts; bassins balançoires; appareils pour cristallisation (leur capacité en pieds cubes). *k*) formes des pains de sucre: pains de mûlis; pains de lumps; pains de basterne; caisses à sucre brut. *l*) machines à force centrifuge. *m*) aspirateurs.
* 18. a) canne à sucre. *b*) betteraves: fraîches; sèches. *c*) sève d'érable et autres matières sucrées. *d*) sucre brut: sucre de canne; sucre de betteraves et autres sucres bruts.
21. a) sucre brut: au raffinage; en pains pour la consommation. *b*) sucre raffiné: caudi; raffiné (I. produit); mûlis (II. produit); lumps (III. produit); basterne (IV. produit); sirop. *c*) mélasse et sirop. *d*) résidus du traitement de la canne, des betteraves etc.

Distillerie d'alcool.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur. *c*) manèges à chevaux. *d*) manivelles etc.
3. a) nombre des alambics: chauffés au feu; à la vapeur.
4. contenance de l'alambic en eimers ou pieds cubes (1 eimer=1.8 de pied cube).
18. a) pommes de terre. *b*) maïs. *c*) autres plantes farineuses. *d*) fruits et marc de raisin. *e*) melasse *f*) asphodèle et autres matières.
21. a) mont des différentes matières premières. *b*) quantité d'alcool à 75 g/0 (30°) produite en eimers (à 1.8 de pied cube.)

Raffinerie d'alcool (rectification).

- a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.
3. nombre des appareils rectificateurs.
4. contenance des chaudières ou vaisseaux clos (en eimers—1.8 de pied cube).
18. a) alcool à 75 g/0 (30°). *b*) produits inférieurs.

Alcool rectifié avec indication de sa force en centièmes (90—95 g/0).

Brasseries.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. *a* cuves: nombre; contenance en pieds cubes. *b*) chaudières: nombre; contenance. *c*) bacs: nombre; superficie. *d*) guilloirs: nombre; contenance en pieds cubes. *e*) caves: nombre; espace disponible pour cimers.

18. *a*) orge. *b*) froment. *c*) autres matières (les indiquer). *d*) houblon.

21. *a*) porter. *b*) ale. *c*) bière forte. *d*) petite bière ou bière ordinaire (selon les divers procédés de fermentation).

Filature de coton et traitement du fil.

1. *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. nombre des broches: *a*) pour fils simples. *b*) pour fils retors.

18. *a*) fil simple: au-dessous du N° 20; de 20 à 40; de 40 à 80; au-dessus du N° 80 (système ou numérotage anglais). *b*) fils retors. *c*) déchets.

Tissages des cotons.

1. *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. *a*) métiers à la main: simples; à la Jacquard. *b*) métiers mécaniques: simple; à la Jacquard.

18. *a*) Fil simple: au-dessous du N° 20; de 20 à 40; de 40 à 80; au-dessus de 80 (système anglais). *b*) fils retors.

21. *a*) tissus lisses. *b*) tissus façonnés.

Filature à la main du lin et du chanvre.

3. *a*) rouets. *b*) fuseaux.

18. *a*) lin ou chanvre brut) procédés usités pour le rouissage, le teillage et le sérancage). *b*) lin et chanvre teillés (cardes en usage). *c*) lin et chanvre sérancés.

21. emploi de la filasse et de l'étope.

Filature et traitement mécaniques du fil, du lin et du chanvre.

1. *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. nombre: *a*) des broches pour fil simple. *b*) des broches à retordre.

18. *a*) lin ou chanvre brut (procédés usités pour le rouissage, le teillage et le sérancage). *b*) lin et chanvre teillés. *c*) lin et chanvre sérancés (sérans en usage).

21. *a*) fil de lin: au-dessous du N° 20; de 20 à 40; de 40 à 60 et au-dessus. *b*) fil d'étope: au-dessous du N° 20; de 20 à 40; de 40 à 60 et au-dessus.

Tissage du fil de lin et de chanvre.

1. pour le tissage mécanique: *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. *a*) métiers à la main: simples; à la Jacquard. *b*) métiers mécaniques: simples; à la Jacquard.

18. *a*) fil d'étope. *b*) fil de lin. *c*) fil retors.

21. *a*) toile lisse; coutil etc. *b*) toile façonnée, damas etc.

Filature à la main de laine cardée.

3. nombre des fuseaux à la main.

21. fil de laine cardée N°. . . . etc.

Filature mécanique de laine cardée.

1. *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur. *c*) manivelles etc.

3. *a*) nombre des broches pour la laine cardée.

21. fil simple: *a*) N° 6. *b*) N° 8. *c*) N° 10. *d*) N° 12 (système de Saxe). *e*) fil retors.

Filature de laine peignée.

1. *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. nombre des broches pour la laine peignée.

21. fil de laine peignée simple: *a*) G (jusqu'au N° 32) *b*) B (jusqu'au N° 40). *c*) A (jusqu'au N° 46). *d*) AA (jusqu'au N° 50). *e*) laine électorale (jusqu'au N° 80, système de Saxe). *f*) fil retors.

Tissage de la laine cardée.

1. *a*) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. *b*) machines à vapeur.

3. *a*) métiers à la main: simples; à la Jacquard. *b*) métiers mécaniques: simples; à la Jacquard.

18. *a*) fil à la main. *b*) fil mécanique: N° 6; N° 8; N° 10; N° 12 (système de Saxe); fil retors.

21. *a*) draps et leurs qualités. *b*) buskins et autres étoffes nouveautés.

Tissage de la laine peignée.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur.
3. *a)* métiers à la main : simples ; à la Jacquard. *b)* métiers mécaniques : simples ; à la Jacquard.
18. fil de laine peignée : C ; B ; A ; AA ; électoral ; fil retors.

Filature de poils de chèvre et d'autres animaux.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines, *b)* machines à vapeur.
3. nombre : *a)* des fuseaux. *b)* des broches.
18. *a)* poils de chèvres (de lama, d'alpaca, de molair etc.). *b)* poils de chiens et d'autres animaux.

Tissage des fils de poils de chèvre et d'autres animaux.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur.
3. *a)* métiers à la main : simple ; à la Jacquard. *b)* métiers mécaniques : simple ; à la Jacquard.
18. *a)* fil de poils de chèvre (de lama, d'alpaca). *b)* erins et fils de crin. *c)* fils de poils de chien et d'autres animaux.

Filature de soie.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur. *c)* manèges à chevaux.
- d)* roues à mains etc.
3. nombre des bobines.
18. *a)* trame. *b)* organsin. *c)* autres soies moulinées (soies à coudre, à broder, crépon de soie etc.).
d) déchets (bourre).

Filature de bourre ou déchets de soie.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur. *c)* manèges à chevaux.
- d)* roues à mains etc.
3. nombre des broches.
18. *a)* strasse (cordasse). *b)* bourre.
21. *a)* chapes, galette, damas. *b)* soies fantaisies.

Tissage de la soie et des bourres de soie.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur.
3. *a)* métiers à la main : simples ; à la Jacquard. *b)* métiers mécaniques : simples ; à la Jacquard.
- c)* métiers à rubans : simples ; à barre.
18. *a)* trame. *b)* organsin. *c)* autres soies moulinées. *d)* fil de déchets de soie. *e)* fils d'or et d'argent fins et faux. *f)* verre filé.
21. *a)* tissus lisses. *b)* tissus façonnés. *c)* velours unis et façonnés. *d)* brocarts d'or et d'argent fins et faux, tissus et verre filés. *e)* rubans lisses et façonnés. *f)* rubans de velours lisses et façonnés.

Tissus mélangés.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur.
3. *a)* métiers à la main : simples ; à la Jacquard. *b)* métiers mécaniques : simples ; à la Jacquard.
18. *a)* fil de coton. *b)* fil de laine. *c)* soie et filotelle. *d)* lin et chanvre. *e)* fil de poils de chèvre et autres animaux (molair etc.).

Passementerie et triots.

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur.
3. *a)* métiers ordinaires à passementerie. *b)* métiers ordinaires à bonneterie. *c)* métiers circulaires à bonneterie. *d)* métiers à galons. *e)* métiers à barre. Tous subdivisés en métiers à la main et métiers mécaniques.
18. *a)* fils simples et retors de : coton ; laine ; lin et chanvre ; soie et filotelle ; poils de chèvre et autres ; *b)* caoutchouc, gutta-percha etc. *c)* fils en métaux fins et autres (léniques).

Fabrication du papier (Papeterie).

1. *a)* roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. *b)* machines à vapeur.
3. *a)* nombre des moulins à cylindres. *b)* nombre des cuivres. *c)* machines pour le papier continu : nombre, mode de construction (anglais, français, allemand), largeur en pouces (centimètres).
18. *a)* chiffons. *b)* paille (espèces). *c)* bois et autres matières.

Fabrication des cuirs (Tannerie).

3. nombre et contenance: a) des fosses. b) des cuves de macération (à alun). c) des cuves à son (pour le cuir de Russie).
18. a) peaux de bœuf, de taureau, de bœuf. b) de vache. c) de veau. d) de mouton. e) de chèvre. f) d'agneau. g) peaux de gibier. h) autres peaux.
21. a) peaux préparées au tan: pour semelles; cuir de Russie; peaux de veau; maroquins; peaux de Sibirie. b) peaux préparées à l'alun ou mégissées: peaux de veau; de mouton; de chèvre; d'agneaux; peaux de bœufs ou de vaches hongroises. c) peaux chamoisées: peaux d'animaux sauvages; peaux de vache; peaux de mouton et autres.

Établissements de fonderies et d'amalgamation des métaux (en exceptant les fonderies de fer).

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. b) machines à colonne d'eau. c) machines à vapeur. d) manèges à chevaux. e) autres moteurs mis en activité par la force des bras ou des animaux.
3. a) machines soufflantes, en spécifiant le genre d'appareils. b) élévateurs au gueulard et signaux. c) hauts-fourneaux (designer leur nature, leur hauteur et leur plus grande coupe transversale). d) appareils à chauffer l'air. e) fours à griller (les spécifier). f) fours à sublimer. g) fours à distiller. h) fourneaux de ressuage. i) foyers de ressuage. k) foyer d'affinage. l) appareils d'amalgamation. m) de lavage. n) d'évaporation. o) de cristallisation. p) d'extraction. q) autres préparations.
4. indiquer le maximum du rendement des hauts-fourneaux, par 24 heures, eu égard au chargement, au combustible et à la force hydraulique dont on dispose.
5. a) employés. b) surveillants. c) ouvriers qui ont reçu une instruction technique. d) autres ouvriers. e) charbonniers, bûcherons, charretiers.
18. a) minerais. b) schlich. c) fondants.
21. Produits, et sous quelle forme ils sont livrés au commerce.

Indiquer en note:

- a) la richesse et la composition chimique des minerais employés, selon les analyses qui auraient pu être faites.
- b) le maximum, en mètres cubes, de la quantité d'air produite par les machines soufflantes, par minute, et sa pression atmosphérique.
- c) si la fonte a lieu au contact immédiat du feu, ou au moyen du gaz.
- d) si l'on emploie du charbon de bois dur ou tendre.

Fonderies de fer.

1. a) roues hydrauliques: ordinaires; turbines. b) machines à colonne d'eau. c) machines à vapeur. d) manèges à chevaux. e) autres moteurs mis en activité par la force des bras ou des animaux.
3. a) machines soufflantes, en spécifiant le genre. b) élévateurs au gueulard et signaux. c) bocards et cylindres à concasser. d) machines-outils en usage dans les ateliers de préparation. e) hauts-fourneaux (indiquer leur hauteur et leur plus grande coupe transversale). f) cubilots et fours à reverbère. g) appareils à chauffer l'air. h) fours à griller.
4. indiquer le rendement maximum des fourneaux, par 24 heures, eu égard à la qualité des minerais, des fondants, du combustible et de la force hydraulique dont on dispose.
5. a) employés. b) surveillants. c) ouvriers qui ont reçu une instruction technique. d) autres ouvriers. e) charbonniers, bûcherons, charretiers.
18. description spéciale des minerais traités et des fondants employés.
21. a) fontes brutes: grises; blanches; traitées. b) moulages: de première fusion; de deuxième fusion. Les moulages doivent se classer en: moulages ordinaires; moulages destinés à être façonnés; moulages émaillés; moulages artistiques; moulages de munition et de canons.

On indiquera en notes: a) la richesse et la composition chimique des minerais et des fondants selon les analyses qui auraient pu être faites. b) le maximum, en mètres cubes, de l'air obtenu par minute, au moyen des machines soufflantes, et sa pression atmosphérique. c) si la fonte a lieu au contact immédiat du feu ou au gaz. d) si l'on emploie du charbon de bois dur ou tendre.

Établissement d'affinage et de raffinage de fer et d'acier.

1. a) roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. b) machines à colonne d'eau. c) machines à vapeur. d) manèges à chevaux. e) autres moteurs mis en activité par la force des bras ou des animaux etc.
3. a) machines soufflantes (indication de chacune d'elles). b) pompes et appareils pour alimenter d'eau les machines. c) marteaux nus par la vapeur. d) marteaux nus par l'eau. e) laminaires. f) cages à cylindres : à 2 cylindres ; à 3 cylindres. g) cisailles. h) scies circulaires. i) marteaux à dresser. k) machines diverses garnissant les ateliers d'appâts. l) marteaux à dégrossir. m) marteaux à étendre et à fendre. n) tréfileries : à filières ; à bobines. o) machines à clous et à pointes de Paris. p) machines diverses. q) fours à poudler ; simples ; doubles. r) chauffage. s) fours à corroyer. t) fours à fondre l'acier. u) fours à cémenter l'acier. v) fours d'affinerie. w) fours à acier. x) foyers de finerie. y) fours à bruir. z) fours à étendre et à fondre : aa) forges. bb) forges de elontiers avec canon. cr) appareils à chauffer l'air. dd) autres fourneaux et appareils.
4. a) production, par 24 heures, d'un four à poudler, d'un four à cémenter l'acier, d'un four à fondre l'acier, d'un four à raffiner eu égard à la quantité de la fonte et du combustible employés. b) faculté productrice, par 24 heures, des machines d'influence immédiate sur la faculté productive de l'établissement, telle que laminaires, marteaux à vapeur etc., eu égard à la quantité d'eau ordinairement disponible pour les roues hydrauliques.
5. a) employés. b) surveillants. c) ouvriers qui ont reçu une instruction technique. d) ouvriers divers. e) charbonniers, hûcherons, charretiers.
18. a) production en fonte brute au charbon de bois : grise ; blanche ; truitée. b) production en fonte brute au coke ou à la houille : grise ; blanche ; truitée. c) fers bruts : extraits de minerais (forges à la estalane) ; obtenus au four à affiner ; au four à poudler. d) acier brut : affiné ; poudlé. e) aciers divers.
21. a) fers bruts : affiné ; poudlé. b) fers tirés et martelés : affiné ; poudlé. c) fers tirés et laminés : affiné ; poudlé. d) équerres. e) rails. f) fers étirés. g) e-sieux (de locomotives et autres). h) tôles de chaudières et de bateaux. i) autres tôles brutes. k) tôles étanées (fer blanc). l) tôles émaillées. m) instruments divers en fer. n) pièces de machines en fer. o) autres fers : soit martelés ; soit laminés. p) clous. q) fils de fer. r) pointes de Paris et clous d'épingle. s) acier ordinaire : affiné ; poudlé. t) acier fondu. u) acier de cémentation. v) acier en caisse. x) tôles d'acier. y) fils d'acier. z) pièces mécaniques en acier.

On indiquera en notes :

- a) le maximum, en mètres cubes, de la quantité d'air qu'on peut obtenir par minute, au moyen des machines soufflantes, et sa pression atmosphérique ;
- b) si l'opération a lieu au feu ou au gaz ;
- c) si l'on emploie du bois à brûler tendre ou dur ;
- d) le poids du chargement des fours à poudler, à cémenter, à fondre, des fours d'affinage et d'acier, et la durée de l'opération de fabrication (*charge ou renne*).

Fabriques et ateliers où l'on travaille les métaux.

1. a) roues hydrauliques : ordinaires ; turbines. b) machines à colonne d'eau. c) machines à vapeur. d) manèges à chevaux. e) autres moteurs mis en activité par la force des bras ou des animaux.
3. énumération détaillée de tous les outils et machines, fours et appareils.
4. indiquer la faculté productrice, en 24 heures, des appareils en contact avec les matières travaillées dans l'établissement, tels que fours etc., eu égard aux matières premières employées et à la force hydraulique dont on dispose.
5. a) employés. b) surveillants. c) ouvriers qui ont reçu une instruction technique. d) autres ouvriers. e) charbonniers, hûcherons, charretiers.
18. matières premières employées, les énumérer en détail.
21. produits fabriqués énumérés en détail, en les désignant d'après les noms qu'ils portent dans le

commerce, ou d'après leur destination (à l'instar des fabriques de machines); dans les ateliers de construction de machines, où il se trouve un cubilot, il faut que les produits de celui-ci soient indiqués conformément aux cadres destinés aux fonderies.

Indiquer en notes: a) si l'on opère au feu ou au gaz; b) si l'on emploie du charbon de bois dur ou tendre.

C. Autres propositions.

1. La réunion des éléments qui sont indiqués ci-dessus dans leur ensemble, ne compose que la première moitié du travail nécessaire pour arriver aux résultats que l'administrateur ou le savant se propose. Il reste à accomplir une tâche plus difficile et plus délicate, un travail d'évaluation, qui doit être confié à des personnes expérimentées et bien placées pour présenter des observations sûres. Tels sont, d'abord les autorités locales, les chambres de commerce, les directeurs des contributions et des douanes, les commissions provinciales de statistique dans les pays où l'on en a établi, ensuite le bureau général de statistique, aidé de ses agents directs et d'une commission centrale de statistique.

Ce n'est que par la réunion et la comparaison de différents moyens d'appréciation et d'évaluation, que l'on pourra parvenir à des conclusions approximatives suffisamment exactes; ensuite, pour respecter le secret des affaires de chaque fabricant ou de chaque établissement industriel, il conviendra de ne publier les résultats, pour chaque branche d'industrie, que par groupes, de manière que l'erreur possible dans un travail de ce genre, considérable peut-être dans un cas individuel, devienne sans importance dans l'ensemble des résultats généraux.

En général il faut recourir d'abord à l'emploi des moyens directs d'observation dans tous les cas où ce mode est praticable; on ne recourra aux inscriptions d'office et aux évaluations approximatives que dans les cas et dans les circonstances où un mode direct d'observation est impossible ou trop difficile.

Il est inutile de faire observer que ceux à qui sera confié le travail d'évaluation devront posséder des connaissances technologiques, en particulier pour la branche d'industrie sur laquelle ils seront consultés.

2. A côté des mesures locales ou nationales, chaque État aura soin de mettre la réduction en mesures métriques, ce qui s'applique aux monnaies, aux poids et aux mesures. Ce n'est qu'à ces conditions que des comparaisons peuvent être établies entre les publications de divers pays.

II. TRAVAUX PUBLICS.

STATISTIQUE DES VOIES DE COMMUNICATION.

Observation générale. Lorsque les tableaux seront rédigés pour un autre État que la France, on substituera au mot département la désignation de l'unité de circonscription administrative adoptée pour cet État (province, comté etc.). — Les longueurs seront exprimées en kilomètres ou mètres, les dépenses en francs, les poids en kilogrammes et tonnes de 1000 kilogrammes, les superficies en mètres carrés et kilomètres carrés, les volumes en mètres cubes. — La nature de l'unité sera, d'ailleurs, indiquée en tête de chaque colonne.

Routes ordinaires.

Tab. N° 1. Routes de premier ordre. Renseignements techniques.

Désignation de la route. (La route sera désignée par son numéro d'ordre dans la classification générale et par ses points de départ et d'arrivée [route n° à].)

Départements traversés. (On ouvrira, par une accolade verticale, autant de lignes horizontales qu'il y aura de départements traversés.)

Désignation par département :

1. Longueur : pavée, empierrée (y compris les longueurs en terrain naturel), totale. (On évitera le double emploi qui pourrait résulter des parties communes à plusieurs routes. Ces troncs communs ne devant être portés qu'une fois à la route qui se trouve la première dans l'ordre de classification, on notera, dans la colonne d'observations [non compris kilomètres empruntés aux routes n°...].)
2. Largeur normale : chaussée, accotements, trottoirs, totale en couronne. (La largeur normale s'entendra de la largeur régulière à laquelle la route doit être ramenée.)
3. Maximum des rampes : réelle, admise pour les rectifications. (Il est rappelé, pour ce tableau comme pour les suivants, que les pentes sont exprimées en millièmes de la longueur ; ainsi l'expression 0^m.54 signifiera 54 millimètres de pente pour 1 mètre de longueur.)
4. Dépense de première construction.
5. Dépense d'entretien pour 1 kilomètre :
 - a) pavé : matériaux, main-d'œuvre, dépenses diverses, totale ;
 - b) empierrement : idem.

Désignation par route :

1. Longueur : pavée, empierrée, totale. (Voir : Désignation par département, 1.)
 2. Dépense de première construction pour 1 kilomètre.
 3. Dépense d'entretien pour 1 kilomètre : pavé, empierrement.
 4. Nombre de cantonniers. (Dans le cas où le mode d'entretien ne comporterait pas l'emploi de cantonniers stationnaires, il serait sommairement rendu compte, dans la colonne d'observations, du système d'entretien.)
 5. Longueur moyenne d'une station. (Idem.)
- Observations.

Tab. N° 2. Routes de premier ordre. Circulation.

Désignation de la route.

Départements traversés. (On ouvrira, par une accolade verticale, autant de lignes horizontales qu'il y aura de départements traversés.)

Longueur par département : à circulation libre, à péage, totale.

Espacement moyen des barrières.

Produits du péage dans la dernière année :

par département : total, par kilomètre ;

par route : idem.

Nombre moyen de voyageurs circulant par jour : par département, pour la route entière. (Ces chiffres s'entendent du nombre de voyageurs transportés par des voitures publiques ou privées et des cavaliers, calculé en ramenant leur parcours à la longueur totale de la route dans le département ou entre ses extrémités.)

Nombre moyen de chevaux attelés circulant par jour : par département, pour la route entière. (Même observation que pour les voyageurs.)

Tonnage annuel des marchandises transportées, ramené au parcours total : roulage ordinaire, roulage accéléré, total. (Il paraît difficile d'obtenir des chiffres précis ; mais quelques inductifs pourront amener à des appréciations suffisantes ; il pourra, d'ailleurs, être rendu compte, à la colonne d'observations, des éléments qui auront conduit à ces appréciations.)

Prix moyen du transport des marchandises par tonne et par kilomètre : roulage ordinaire, roulage accéléré. (Ces prix s'entendent des prix moyens perçus par les entreprises de roulage ordinaire, de roulage accéléré et de voitures publiques.)

Prix moyen de transport des voyageurs par kilomètre. (Idem.)

Observations.

Tab. N° 3. *Routes de deuxième ou de troisième ordre.*

On dressera séparément : un tableau pour les routes de deuxième ordre ; un tableau pour les routes de troisième ordre ; et s'il y a lieu, un tableau pour les routes d'un ordre inférieur, en s'arrêtant à celles pour lesquelles le défaut de bonne construction et d'entretien suivi ne permet aucun service régulier de transport de voyageurs ou de marchandises.

Départements traversés.

Longueur totale par département : pavée, empierrée, ensemble (y compris les longueurs en terrain naturel).

Largeur normale par département : de la chaussée, des accotements, des trottoirs, totale.

Maximum des rampes par département : réelle, admise pour les rectifications.

Dépense totale de première construction par département.

Dépense d'entretien par département pour 1 kilomètre :

a) pavé : matériaux, main-d'œuvre, totale ;

b) empierrement : matériaux, main-d'œuvre, totale.

Nombre de cantonniers par département.

Longueur moyenne des stations de cantonniers.

Nombre moyen de chevaux attelés circulant par jour. (Ce chiffre s'entendra du nombre de chevaux attelés ramenés au parcours total par département.)

Observations.

Tab. N° 4. *Ponts de 20 mètres et plus de longueur entre les culées, établis sur les routes de premier et de deuxième ordre.*

Département.

Situation du pont : route, ville ou commune ; cours d'eau.

Date de la construction. (Lorsqu'il sera possible, on portera deux dates [de 18.. à 18..] indiquant, la première, le commencement, et la seconde l'achèvement du travail.)

Mode de construction (pierre, charpente, fonte, fer, tôle ; suspendu avec barres de fer ou fils de fer, etc.).

Mode de fondation des piles et culées (enrochement, béton, pilotis, caisson, etc.).

Archives ou travées : nombre ; forme (arc de cercle, anse de panier, etc.) ; ouverture ; flèche ; débouché linéaire total (ce débouché sera pris à la hauteur des naissances des voûtes ou sous les travées.)

Hauteur de l'intrados de l'arche centrale : au-dessus du fûtage ; au-dessus des plus hautes eaux.

Épaisseur des piles au niveau des naissances.

Longueur totale du pont entre les culées.

Largeur entre les têtes.

Surface de la voie. (Résultat de la multiplication des chiffres portés aux deux colonnes précédentes.)

Dépense de construction : des piles et culées ; des arches ou travées ; totale.

Dépense de construction par mètre carré de voie. (Résultat de la division du chiffre de la colonne précédente par le chiffre de la colonne « surface de la voie ».)

Observations. (Indiquer, notamment, pour les ponts suspendus et les ponts métalliques, le système de construction, la flèche des arcs ou demi-arcs de suspension, la charge d'épreuve et la tension du métal sous cette charge par millimètre carré.)

Tab. N° 5. *Tableau récapitulatif par département des routes de terre.*

Département.

Superficie en kilomètres carrés.

Population.

Population par kilomètre carré. (Résultat de la division du chiffre de la colonne précédente par le chiffre de la deuxième colonne.)

Développement des routes : de premier ordre ; de deuxième ordre ; de troisième ordre ; des autres

ordres; ensemble. (On s'arrêtera dans la désignation des routes des ordres inférieurs, comme il a été dit au tableau n° 3.)

Proportion pour 100 des longueurs en routes: idem.

Longueur, par kilomètre carré, des routes: idem.

Longueur, par 100,000 habitants, des routes: idem.

Observations.

Chemins de fer.

Tab. N° 1. *Organisation administrative et financière.*

Désignation du chemin. (Indiquer dans cette colonne le nom de la compagnie concessionnaire. Les lignes ou sections non concédées seront désignées sous le nom de chemins de l'État.)

Sections successivement autorisées: désignation de la section (point de départ et d'arrivée); nature et date de l'acte d'autorisation (acte qui autorise l'exécution avec allocation de crédits pour les lignes non concédées. Acte qui déclare la concession pour les lignes concédées); longueur partielle.

Longueur totale du chemin.

Longueur: non concédée; concédée temporairement; concédée à perpétuité.

Durée des concessions temporaires.

Nombre de voies. Longueur: à une voie; à deux voies ou plus.

Dépenses faites et à faire approximativement:

a) par l'État:

travaux faits ou à faire. (Pour les lignes non concédées, il sera fait déduction des recouvrements à opérer provenant de subventions de divers dont le montant est compris dans le chiffre de la colonne « subventions à l'État ». Pour les lignes concédées, il sera fait déduction des recouvrements à opérer soit sur les subventions de divers, soit sur l'apport des compagnies, le montant de ces recouvrements étant compris dans les chiffres des colonnes b et c. Il sera fait mention de ces recouvrements à la colonne d'observations, non compris [] provenant de subventions de divers et [] à rembourser par les compagnies.)

subventions aux compagnies (déduction faite des subventions en travaux comprises dans la colonne précédente.)

prêts aux compagnies. (On ne fera figurer dans cette colonne que les prêts dont le remboursement doit s'opérer sur les produits de l'exploitation. Toute autre nature de prêts ferait double emploi avec les sommes qui figurent dans la colonne c; il ne devrait en être fait mention que dans la colonne d'observations.)

obligations souscrites.

actions souscrites.

b) par divers: subventions à l'État; subventions aux compagnies.

c) sur l'apport spécial des compagnies.

d) total général. (Lorsque ce total comprendra des dépenses qui ne se rapportent qu'indirectement à l'établissement proprement dit, telles que frais pour obtention de concession, pour constitution de société, etc., la nature et l'importance de ces dépenses seront indiquées dans la colonne d'observations.)

Capitaux engagés:

a) par l'État: travaux; subventions. (Les lois qui fixent les allocations générales donnent la somme des capitaux engagés par l'État, laquelle peut différer de la somme des chiffres portés aux colonnes des subventions et prêts aux compagnies.)

b) par diverses subventions.

c) par les compagnies: obligations et prêts de l'État; actions; rentrées diverses. (Le montant des obligations et actions figure dans ces colonnes à partir du jour où elles sont émises, que ces valeurs soient ou ne soient pas réalisées.)

d) total général.

Annuité garantie par l'État. (Indiquer dans la colonne d'observations quelle est l'importance du capital garanti par l'État, ou quel est l'intérêt représenté par l'annuité.)

Actions des compagnies: nombre; taux d'émission.

Obligations des compagnies: nombre; taux d'émission. (Indiquer dans la colonne d'observations s'il y a eu plusieurs emprunts, et, pour chacun, le nombre d'obligations et le taux d'émission.)

Observations. (Indiquer dans la colonne d'observations pour chaque chemin les actes qui, en dehors de l'acte même de concession ou d'autorisation, paraîtront mériter cette mention spéciale, notamment les actes qui accordent un concours financier, qui changent la durée de la concession, etc.)

Tab. N° 2. *Situation financière du 31 décembre 185....*

Désignation du chemin. (Même observation qu'à la première colonne du tab. 1.)

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.; non livrée à l'exploitation; totale.

Dépenses faites et à faire. (Même chiffre qu'à la colonne *d* des dépenses dans le tab. 1.)

Dépenses faites:

a) par l'État: 1. en travaux exécutés; 2. en subventions versées; 3. en prêts aux compagnies;

4. en obligations; 5. en actions. (Ces chiffres seront déduits des comptes finals des exercices; ils s'entendront, pour la colonne 1, des dépenses réellement faites par l'État en travaux, sauf déduction des recouvrements effectués sur les sommes portées aux colonnes *b* et *c*, et pour les colonnes 2 à 5, des sommes versées en subventions, prêts, obligations, actions.)

b) par divers: en subventions à l'État; en subventions aux compagnies.

c) sur l'apport spécial des compagnies.

d) total général.

Capitaux réalisés:

a) par l'État:

pour travaux (montant total des crédits ouverts pour travaux jusqu'au 31 décembre 185...); en subventions et recouvrements (montant des sommes versées dans les caisses de l'État par divers à titre de subventions et par les compagnies à titre de remboursement pour travaux.);

b) par les compagnies: en subventions (subventions de l'État et de divers);

en obligations et prêts (comprenant le montant des versements de l'État pour prêts et obligations souscrites);

en actions (comprenant le montant des versements de l'État pour actions souscrites);

en entrées diverses (capitaux d'origine autre que ceux mentionnés aux trois colonnes précédentes, et qui doivent être consacrés à l'établissement du chemin); ensemble.

c) total général.

Annuité garantie par l'État. Somme versée. (Total général des sommes versées par l'État, tant pour l'année que pour les années antérieures, déduction faite des recouvrements opérés.)

Montant réalisé par action.

Observations.

Tab. N° 3. *Conditions techniques d'établissement.*

Désignation du chemin.

Longueur livrée à l'exploitation au 31 décembre 185...

Nombre de voies: longueur à une voie; longueur à deux voies ou plus. (Indiquer dans la colonne d'observations les longueurs exploitées sur plus de deux voies principales.)

Plan: longueur en alignements droits; longueur en courbes de rayon égal ou supérieur à 1000 mètres; longueur en courbes de rayon de 1000 mètres exclusivement à 500 mètres inclusivement; longueur en courbes de rayon inférieur à 500 mètres; minimum du rayon des courbes. (Indiquer dans la colonne d'observations le maximum de déclivité correspondant aux courbes de rayon minimum.)

Profil: longueur en palier; longueur en déclivité égale ou inférieure à 0^m,005; longueur en déclivité de 0^m,005 exclusivement à 0^m,01 inclusivement; longueur en déclivité de 0^m,01 exclusivement à 0^m,02 inclusivement; longueur en déclivité supérieure à 0^m,02; maximum de la pente. (Indiquer dans la colonne d'observations le minimum du rayon des courbes correspondant à la déclivité maximum.)

Nature de la voie: longueur avec rails sur traverses; longueur avec rails sur longrines; longueur suivant d'autres systèmes. (Indiquer dans la colonne d'observations les divers systèmes et la longueur correspondant à chacun d'eux.)

Clôtures: longueur avec clôtures (indiquer dans la colonne d'observations la nature des clôtures, haies sèches, haies vives, simples fossés); longueur sans clôtures.

Télégraphes électriques: longueur avec télégraphe électrique consacré à l'exploitation (indiquer dans la colonne d'observations l'espacement moyen des stations télégraphiques); longueur sans télégraphe électrique.

Nombre de voies, proportion pour 100: de la longueur à deux voies; de la longueur à une voie.

Plan, proportion pour 100: des alignements droits; des courbes de 500 mètres de rayon et au-dessus; des courbes de moins de 500 mètres.

Profil, proportion pour 100: des paliers; des pentes de 5 millimètres et au-dessous; des pentes de plus de 5 millimètres.

Observations.

Tab. N° 4. *Conditions techniques d'établissement (suite).*

Désignation du chemin.

Longueur livrée à l'exploitation au 31 décembre 185...

Profil en travers:

- a) largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails;
- b) largeur de l'entrevoie;
- c) largeur totale en couronne au-dessous du balast;
- d) largeur moyenne entre les limites du chemin, gares comprises;
- e) largeur entre les parapets des viaducs sous-rails;
- f) largeur entre les pieds-droits: des viaducs sur rails, des souterrains;
- g) hauteur minimum de l'intrados au-dessus des rails: des viaducs sur rails, des souterrains.

Rails: forme; longueur moyenne d'un rail; poids par mètre courant.

Espacement moyen des supports transversaux. (Indiquer à la colonne d'observations la nature des supports transversaux.)

Nombre des passages de routes et chemins: sous rails; à niveau (indiquer à la colonne d'observations le nombre des passages à niveau sans maison de garde); sur rails; ensemble.

Largeur ensemble entre les têtes des viaducs sur rails.

Ponts et viaducs sous rails:

- a) ponceaux et aqueducs de moins de 5 mètres d'ouverture: nombre; longueur ensemble entre les culées.
- b) ponts de 5 mètres à 20 mètres entre les culées: nombre, longueur ensemble.
- c) ponts de plus de 20 mètres entre les culées: idem.
- d) viaducs sous rails de 10 mètres et plus de hauteur moyenne: idem.

Souterrains: nombre; longueur ensemble.

Nombre des stations: hors classe (indiquer à la colonne d'observations les stations hors classe, Paris, Londres, Lyon, Vienne, Berlin, etc.); de 1. classe; de 2. classe; de 3. classe; total.

Espacement moyen: des passages pour routes et chemins; des ponts sous rails; des stations.

Observations.

Tab. N° 5. *Conditions techniques d'établissement (suite).*

Ponts de 20 mètres et plus de longueur entre culées.

Désignation du chemin.

Situation du pont: section, territoire; cours d'eau.

Date de la construction. (Porter dans cette colonne deux dates [de 18.. à 18..] indiquant, la première, le commencement, la seconde, l'achèvement des travaux.)

Mode de construction (pierre, charpente, fer, tôle).

Mode de fondation des piles et culées (enrochements, bétons, pilotis, caisson, etc.)

Arches ou travées: nombre; forme; ouverture de chaque arche; flèche de chaque arche; débouché linéaire total. (Ce débouché sera pris à la hauteur des naissances des voûtes ou sous les travées.)

Hauteur de l'intrados de l'arche centrale: au-dessus de l'étiage; au-dessus des plus hautes eaux.

Épaisseur des piles au niveau des naissances.

Longueur totale du pont entre les culées.

Longueur entre les têtes.

Surface de la voie. (Résultat de la multiplication des chiffres portés aux deux colonnes précédentes.)

Dépense de construction: des piles et culées; des arches ou travées; totale.

Dépense de construction par mètre carré de voie. (Résultat de la division du chiffre de la colonne précédente par le chiffre de la surface.)

Observations. (Indiquer, notamment pour les ponts métalliques, le système de construction, la charge d'épreuve et la tension du métal sous cette charge, par millimètre carré.)

Tab. N° 6. Conditions techniques d'établissement (suite).

Viaducs sous rails de 10 mètres et plus de hauteur moyenne.

Désignation de chemin.

Situation du viaduc: section, territoire; vallée traversée. (Indiquer dans la colonne d'observations s'il y a un cours d'eau et son importance.)

Date de la construction. (Indiquer le commencement et la fin des travaux, de 18.. à 18...)

Mode de construction. (Pierre, charpente, fonte, fer, tôle.)

Mode de fondation des piles et culées. (Enrochements, béton, pilotis, caisson.)

Désignation de l'étage. (Lorsque le viaduc se composera de plusieurs étages, on ouvrira, par une accolade verticale, pour cette colonne et les 5 suivantes immédiatement, autant de lignes horizontales que d'étages.)

Longueur entre les culées. (Pour le premier étage, hauteur maximum du couronnement au-dessus du sol; pour les autres étages, hauteur du couronnement de l'étage supérieur au-dessus du couronnement de l'étage inférieur.)

Débouché linéaire entre les culées. (Ce débouché sera pris pour chaque étage à la hauteur des naissances ou sous les travées.)

Nombre d'arches.

Forme des arches.

Hauteur de l'étage.

Longueur totale en couronnement.

Largeur entre les têtes.

Surface de la voie. (Résultat de la multiplication des chiffres portés aux deux colonnes précédentes.)

Hauteur maximum au-dessus du sol.

Hauteur moyenne au-dessus du sol. (Résultat de la division du chiffre de la colonne suivante par le chiffre de la longueur totale.)

Superficie en projection verticale, vides et pleins compris.

Dépense totale de construction.

Prix par unité: de mètre courant; de mètre superficiel de voie; de mètre superficiel de projection verticale. (Résultats de la division du chiffre de la colonne précédente respectivement par chacun des chiffres de longueur totale, de surface et de superficie.)

Observation. (Indiquer, notamment pour les ponts métalliques, le système de construction, la charge d'épreuve et la tension du métal sous cette charge, par millimètre carré.)

Tab. N° 7. *Conditions techniques d'établissement (suite).*

Souterrains.

- Désignation du chemin.
Situation du souterrain : section, territoire; montagne traversée.
Date de la construction. (Indiquer le commencement et la fin des travaux.)
Longueur entre les têtes.
Largeur entre les pieds-droits au niveau de la voie.
Périmètre de la section transversale à l'intrados. (Avant la pose de la voie et du balast.)
Superficie de la section transversale à l'intrados.
Superficie à l'intrados : revêtue en maçonnerie; non revêtue en maçonnerie; totale.
Épaisseur moyenne des maçonneries.
Hauteur de l'intrados au-dessus du niveau des rails.
Puits : (indiquer, dans la colonne d'observations, si les puits sont sur l'axe du souterrain) nombre; profondeur maximum; profondeur ensemble.
Profondeur de la tranchée aux têtes : tête d'entrée; tête de sortie.
Forme de la voûte.
Forme du radier.
Dépense totale de construction.
Prix par unité : de mètre courant (résultat de la division du chiffre de la dépense par le chiffre de la longueur); de mètre cube de vide (résultat de la division du chiffre de la colonne précédente par le chiffre de la superficie totale).
Observations. (Indiquer la nature des terrains traversés, les difficultés particulières d'établissement et les incidents remarquables de la construction, le mode d'écoulement des eaux.)

Tab. N° 8. *État du matériel roulant.*

- Désignation du chemin.
Longueur livrée à l'exploitation au 31 décembre 185...
Locomotives :
a) à voyageurs : nombre; poids brut maximum; poids brut minimum.
b) à marchandises et diverses : idem.
c) nombre total. (Indiquer à la colonne d'observations le nombre de locomotives appartenant à chacun des principaux systèmes de construction.)
Voitures à voyageurs :
a) de 1. classe, y compris les voitures de luxe : nombre; poids brut moyen; nombre de places moyen.
b) de classes intermédiaires, y compris les voitures mixtes : nombre (indiquer à la colonne d'observations le nombre des voitures mixtes); poids brut moyen; nombre de places moyen.
c) de dernière classe : nombre (indiquer à la colonne d'observations si les voitures de dernière classe ont des sièges, si elles sont couvertes, enfin si elles ferment à vitres); poids brut moyen; nombre de places moyen.
d) nombre total.
Wagons de service : nombre total (indiquer dans la colonne d'observations les différentes espèces de wagons de service ainsi que leur proportion); poids brut moyen; capacité moyenne en tonnes.
Wagons de marchandises de toute nature : nombre total (indiquer dans la colonne d'observations les différentes espèces de wagons de marchandises ainsi que leur proportion); poids brut moyen; capacité moyenne en tonnes.
Nombre par kilomètre (résultats de la division des chiffres correspondants par le chiffre de la longueur) :
a) de locomotives à voyageurs.

- b) de locomotives à marchandises et diverses.
- c) de voitures à voyageurs: de 1. classe, y compris les voitures de luxe; des classes intermédiaires, y compris les voitures mixtes; de dernière classe.
- d) de waggons de service.
- e) de waggons de marchandises.

Observations.

Tab. N° 9. *Dépenses d'établissement.*

Désignation du chemin.

Longueur livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.

Dépenses totales d'établissement.

Dépenses d'établissements par kilomètre:

- a) frais généraux. (Frais et charges de la concession. — Administration. — Direction et conduite des travaux.)
- b) terrains. (Acquisition de terrains, frais y relatifs.)
- c) terrassements. (Terrassements, y compris les travaux de consolidation.)
- d) ouvrages d'art. (Ouvrages d'art de toute nature: pontceaux et aqueducs, ponts sur rails ou sous rails pour chemins, ponts sur cours d'eau, grands viaducs souterrains. — La répartition de cette dépense suivant la division précitée serait très-intéressante: si on l'avait, on la donnerait dans la colonne d'observations.)
- e) bâtiments de toute nature. (Gares, stations, ateliers, remises, réservoirs, machines fixes. — Accessoires de ces constructions.)
- f) voie et accessoires. (Balast. — Matériel de la voie et pose. — Accessoires de la voie, plaques tournantes; changements et croisements de voie; signaux fixes. — Outillage de la voie.)
- g) matériel roulant. (Dépenses afférentes au matériel roulant tel qu'il est indiqué au tableau n°. 8. Donner, s'il est possible, la sous-répartition de cette dépense en locomotives, voitures à voyageurs, waggons de service, waggons de marchandises.)
- h) mobilier et divers. (Mobilier des gares et stations. — Télégraphe électrique et toutes dépenses non comprises dans les colonnes précédentes.)
- i) totale.

Prix moyen par unité (les chiffres indiqués dans les colonnes suivantes seront, autant que possible, déduits des dépenses totales par article; toutefois, dans le cas où il serait difficile de les obtenir ainsi, des appréciations approximatives pourraient être mises avec indication, par un signe particulier, que le chiffre indiqué ne donne qu'une approximation):

- a) hectare de terrain.
- b) mètre cube de terrassements.
- c) mètre cube de maçonnerie de toute nature.
- d) mètre courant de souterrain: à une voie; à deux voies.
- e) du mètre superficiel de viaduc, plein et vide, en projection verticale.
- f) d'une maison de garde.
- g) d'une station et dépendances: hors classe; de 1. classe; de 2. classe; de 3. classe.
- h) d'une locomotive à voyageurs.
- i) d'une locomotive à marchandises.
- k) d'une voiture à voyageurs: de 1. classe ou de luxe; mixte ou des classes intermédiaires; de dernière classe.
- l) d'un wagon de service.
- m) d'un wagon de marchandises.

Observations. (On pourra donner, dans la colonne d'observations, des renseignements sur la durée des travaux.)

Tab. N° 10. *Exploitation.*

Personnel.

Désignation du chemin.

Longueur livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.

Administration centrale, nombre : administrateurs, directeurs, sous-directeurs, comités, secrétaires généraux, personnel des bureaux; manœuvres et gens de service; ensemble.

Mouvement et trafic :

- a) service central : directeurs, chef et sous-chefs de l'exploitation du mouvement; personnel des bureaux; manœuvres et gens de service.
- b) service des gares : chefs et sous-chefs des gares; receveurs, facteurs enregistreurs, chefs comptables, etc.; hommes d'équipe, manœuvres, ouvriers.
- c) service des trains : chefs de trains, contrôleurs de route, sous-inspecteurs; conducteurs, garde-freins.
- d) ensemble.

Traction : ingénieurs, chefs de dépôt, chefs et sous-chefs d'ateliers; personnel des bureaux, des dépôts, contremaîtres; mécaniciens, chauffeurs, ouvriers, gens de service à l'année ou à la journée; ensemble.

Voie : ingénieurs, architectes, inspecteurs, chefs de section; personnel des bureaux, conducteurs, piqueurs; agents de la surveillance de l'entretien, équipes et gens de service; ensemble.

Nombre total.

Nombre de personnes par kilomètre : administration; exploitation; traction; voie; ensemble. (Résultats de la division des chiffres des colonnes correspondantes par le chiffre de la longueur.)

Proportion pour 100 : administration; exploitation; traction; voie; ensemble. (Ces chiffres se déduisent des chiffres de l'ensemble de ces branches.)

Observations.

Note. Les agents désignés aux colonnes des manœuvres, gens de service, hommes d'équipe, conducteurs, garde-freins et agents de surveillance de l'entretien sont plus spécialement de simples ouvriers ou gens de service à salaires, par opposition aux personnes désignées dans les autres colonnes qui remplissent de fonctions n'exigeant pas de travail manuel (les manœuvres et chauffeurs exceptés).

Tab. N° 11. *Exploitation.*

Trafic en voyageurs et messageries. ⁽¹⁾

Désignation du chemin.

Longueur : livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.; moyenne exploitée dans l'année.

Mouvement des voyageurs :

- a) nombre des voyageurs à toute distance dans l'année : de 1. classe, y compris les places de luxe; des classes intermédiaires; de dernière classe; divers à prix réduits; ensemble. (Les chiffres à porter doivent s'entendre du nombre de billets délivrés.)
- b) parcours total des voyageurs : de 1. classe, y compris les places de luxe; des classes intermédiaires; de dernière classe; divers à prix réduits; ensemble.
- c) nombre de voyageurs à la distance entière. (Résultat de la division du chiffre de la colonne précédente par le chiffre de la longueur moyenne.)
- d) parcours moyen d'un voyageur : de 1. classe, y compris les places de luxe; des classes intermédiaires; de dernière classe; divers à prix réduits; de toute classe. (Résultat de la division des chiffres du parcours total respectivement par les chiffres du nombre des voyageurs.)

⁽¹⁾ Non compris les marchandises transportées par les trains de voyageurs, avec les mêmes tarifs que par les trains spéciaux de marchandises.

e) nombre moyen des places occupées dans un train de voyageurs: ⁽¹⁾ de 1. classe; des classes intermédiaires; de dernière classe; divers; ensemble. (Résultats de la division des chiffres des colonnes du parcours total par le chiffre du parcours total des trains de voyageurs [tabl. 13].)

Proportion pour 100 du nombre des voyageurs à toute distance: 1. classe; classes intermédiaires; dernière classe; divers. (Les chiffres de ces colonnes se déduisent des chiffres des col. 4, 5, 6, 7 et 8.)

Proportion pour 100 du nombre des voyageurs à la distance entière: 1. classe; classes intermédiaires, dernière classe; divers. (Les chiffres de ces colonnes se déduisent des chiffres du nombre des voyageurs à toute distance.)

Bagages: nombre de bulletins; poids total.

Messageries: nombre d'articles; poids total.

Observations (seront mises au bas du tableau.)

Tab. N° 12. *Exploitation.*

Traffic en marchandises ⁽²⁾

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.; moyenne exploitée dans l'année.

Nombre de tonnes: céréales et farines; vins, vinaigres et esprits; épicerie, denrées coloniales; fontes, fers, métaux; houille et coke et autres combustibles minéraux; matériaux de construction; engrais et amendements; marchandises diverses; ensemble.

Parcours total des tonnes: céréales et farines; vins, vinaigres et esprits; épicerie, denrées coloniales; fontes, fers, métaux; houille et coke; matériaux de construction; engrais et amendements; marchandises diverses; ensemble.

Nombre de tonnes à la distance entière. (Résultat de la division du chiffre précédent par la longueur moyenne.)

Parcours moyen d'une tonne. (Résultat de la division du chiffre du parcours total des tonnes ensemble par le chiffre des tonnes ensemble.)

Nombre moyen de tonnes pour un train de marchandises. (Voir le tableau 13.)

Marchandises par tête, nombre: chevaux; gros bétail; bétail moyen; petit bétail. (Si les transports de chevaux et bestiaux étaient tarifés au poids, on remplacerait l'indication du nombre de têtes par l'indication du nombre de tonnes. Si, de plus, il n'était pas fait de distinction entre les diverses natures de bétail, on donnerait le poids total sous la désignation unique de chevaux et bétail.)

Parcours total des têtes de bétail: chevaux; gros bétail; bétail moyen; petit bétail. (Le parcours total des têtes de bétail serait remplacé par le parcours total des tonnes de bétail, dans le cas où le bétail serait tarifé au poids.)

Observations.

Tab. N° 13. *Exploitation.*

Mouvement du matériel.

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.; moyenne exploitée dans l'année.

Mouvement des trains:

a) nombre de trains par jour: de voyageurs (y compris les trains mixtes transportant des voyageurs et des marchandises, et les trains spéciaux); de marchandises (y compris les trains de service pour transport de balast et matériaux, etc.); ensemble.

b) parcours total des trains: de voyageurs; de marchandises; ensemble.

⁽¹⁾ Rameotés au parcours total du train.

⁽²⁾ Y compris les marchandises transportées par les trains de voyageurs, mais avec l'application des mêmes tarifs que pour les transports par trains spéciaux de marchandises.

- c) nombre de trains par jour sur la distance entière: de voyageurs; de marchandises; ensemble. (Résultats de la division des chiffres des col. b par le produit de 365 par le chiffre de la longueur moyenne exploitée.)

Consommation par kilomètre parcouru par un train: combustible (on indiquera, à la colonne d'observations, la nature du combustible; l'on y indiquera également la consommation par kilomètre parcouru par un train, en distinguant la nature du train, voyageurs ou marchandises); eau; huile ou graisse. (Les chiffres de ces colonnes seront exprimés en kilogrammes.)

Mouvement des machines:

- a) parcours total des machines des trains: de voyageurs; de marchandises; ensemble.
b) parcours annuel moyen d'une machine: de voyageurs, de marchandises; ensemble. (Résultats de la division des trois chiffres précédents respectivement par des chiffres du tab. 8.)

Mouvement des véhicules de la grande vitesse:

- a) parcours total des: véhicules de 1. classe; véhicules de classes intermédiaires; véhicules de dernière classe; wagons de service.
b) parcours annuel moyen d'un: véhicule de 1. classe; véhicule de classe intermédiaire; véhicule de dernière classe; wagon de service. (Résultats de la division des quatre chiffres précédents respectivement par des chiffres du tableau 8.)
c) nombre moyen de véhicules pour un train de voyageurs: 1. classe; classes intermédiaires; dernière classe; wagons de service. (Résultats de la division des chiffres des quatre colonnes précédentes respectivement par le chiffre des locomotives.)

Mouvement de véhicules de la petite vitesse:

- a) parcours total des wagons de marchandises;
b) parcours annuel moyen d'un wagon;
c) nombre moyen de wagons pour un train de marchandises.

Vitesse moyenne d'un train:

- a) de voyageurs: maximum; minimum.
b) de marchandises: id.

Observations.

Tab. N° 14. *Exploitation.*

État des tarifs perçus par kilomètre en 18... non compris les tarifs différentiels.

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185....; moyenne exploitée dans l'année.

Grande vitesse:

1. voyageurs:
a) 1. classe: tarif perçu; tarif légal.
b) classes intermédiaires: id.
c) dernière classe: id.
2. chevaux: tarif perçu; tarif légal.
3. par tonne, articles de messageries: id.

Petite vitesse:

1. par tonne:
a) tarif maximum: tarif perçu; tarif légal.
b) céréales et farines: id.
c) vins, vinaigre et esprits: id.
d) épicerie, denrées coloniales: id.
e) fontes, fers, métaux: id.
f) bouille et coke: id.
g) Matériaux de construction: id.
k) engrais et amendements: id.
l) tarif minimum: id.

2. par tête: ⁴⁰

- a) chevaux: tarif perçu; tarif légal.
- b) gros bétail: id.
- c) bétail moyen: id.
- d) petit bétail: id.

Observations. (Indiquer à la colonne d'observations le minimum du tarif perçu pour les voyageurs à prix réduits dans les 3^{es} classes, indigents ou trains de plaisir.)

Tab. N° 15. *Exploitation.*

Recettes du transport des voyageurs et messageries. ⁴¹

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.; moyenne exploitée dans l'année.

Recettes totales:

- a) voyageurs: 1. classe; classes intermédiaires; dernière classe; divers à prix réduits; ensemble.
- b) accessoires: bagages; messageries; divers (recettes dues au transport des marchandises avec tarifs spéciaux de grande vitesse, telles que finances, lait, marée, denrées alimentaires, dépêches, etc.); ensemble.
- c) total des recettes de la grande vitesse.

Recettes par kilomètre: voyageurs; accessoires; totales. (Résultats de division.)

Recettes par kilomètre parcouru pour un train de grande vitesse: voyageurs; accessoires; totales. (Résultats de division.)

Proportion pour 100 des recettes de voyageurs: 1. classe; classes intermédiaires; dernière classe; divers à prix réduits.

Proportion pour 100 des recettes de la grande vitesse: voyageurs; accessoires.

Observations.

Tab. N° 16. *Exploitation.*

Recettes du transport des marchandises. ⁴²

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185.; moyenne exploitée dans l'année.

Recettes totales:

- a) marchandises à la tonne: céréales et farines; vins, vinaigres et esprits; épiceries, denrées coloniales; fontes, fers, métaux; houille et coke; matériaux de construction; engrais ou amendements; diverses; ensemble.
- b) marchandises par tête ou par pièce: chevaux; gros bétail; bétail moyen; petit bétail; divers; ensemble.
- c) autres marchandises non classées.
- d) total des recettes de la petite vitesse.

Recettes par kilomètre: marchandises à la tonne; marchandises par tête ou par pièce; diverses; ensemble. (Résultats de la division des chiffres des col. a à d ensemble par le chiffre de la longueur moyenne exploitée.)

Recettes par kilomètre parcouru par un train de petite vitesse: marchandises à la tonne; marchandises par tête ou par pièce; diverses; ensemble. (Résultats de la division des mêmes chiffres comme ci-dessus par le chiffre du parcours total des trains de marchandises.)

⁴¹ Le mot *par tête* sera remplacé par le mot *par tonne* si les chevaux et bestiaux étaient tarifés au poids; si, de plus, il n'était pas fait de distinction entre les diverses natures de bétail, les col. a) à d) seraient réduites à deux sous la désignation unique de *chevaux et bétail*.

⁴² Non compris la recette des marchandises transportées par les trains de voyageurs, avec les mêmes tarifs que pour les trains spéciaux de marchandises.

⁴³ Y compris les recettes des marchandises transportées par des trains de voyageurs, mais avec les mêmes tarifs que par les trains spéciaux de marchandises.

Proportion pour 100 des recettes de la petite vitesse: marchandises à la tonne, marchandises par tête ou par pièce; diverses. (Les chiffres de ces colonnes se déduisent des chiffres des recettes par kilomètre.)

Observations.

Tab. N° 17. *Exploitation.*

Dépenses d'exploitation.

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185...; moyenne exploitée dans l'année.

Dépenses totales:

- a) administration: personnel; dépenses diverses; ensemble.
- b) exploitation, mouvement et trafic: idem.
- c) traction et matériel: personnel; combustible consommé par les machines; entretien des machines et tenders; entretien des voitures et wagons; dépenses diverses; ensemble.
- d) voie: personnel; entretien de la voie et des bâtiments; dépenses diverses; ensemble.
- e) Dépenses accessoires. (Dépenses ne se rapportant qu'indirectement à l'exploitation, telles que charges imposées par l'État, impôts directs et indirects, frais de surveillance administrative, redevances pour l'exploitation de matériel, usage des gares et stations, droits de parcours sur d'autres lignes, etc. etc.)
- f) total général des dépenses de l'exploitation.

Dépenses par kilomètre: administration; exploitation, mouvement et trafic; traction et matériel; voie; diverses; ensemble. (Résultats de la division des chiffres des col 6, 9, 15, 19, 20 et 21 par le chiffre de la col. 3. — Le chiffre de cette colonne doit être égal à la somme des chiffres obtenus pour les col. 22, 23, 24, 25 et 26.)

Dépenses par kilomètre parcouru par un train: administration; exploitation, mouvement et trafic; traction et matériel; voie; diverses; ensemble.

Observations.

Tab. N° 18. *Exploitation.*

Résultats généraux de l'exploitation pendant l'année 185....

Désignation du chemin.

Longueur: livrée à l'exploitation au 31 décembre 185...; moyenne exploitée dans l'année. Recettes:

1. totales:

- a) voyageurs et messageries: voyageurs; accessoires; ensemble (relevés sur le tableau 15).
- b) marchandises: marchandises à la tonne; accessoires; ensemble (relevés sur le tableau 16).
- c) diverses (recettes étrangères aux transports, telles que indemnités pour entrepôt de marchandises, circulation du matériel sur d'autres lignes, produit du domaine, etc., etc.)
- d) total général de recettes.

2. par kilomètre:

- a) voyageurs et messageries: voyageurs; accessoires; ensemble (relevés sur le tableau 15).
- b) marchandises: marchandises à la tonne; accessoires; ensemble (relevés sur le tableau 16).
- c) diverses.
- d) total général des recettes par kilomètre. (Résultat de la division du chiffre de la col. 1 d par le chiffre de la longueur moyenne.)

3. par kilomètre parcouru par un train quelconque. (Résultat de la division du chiffre de la col. 1 d par le chiffre du parcours total des trains, voir le tableau 13.)

Dépenses: totales; par kilomètre; par kilomètre parcouru par un train (relevés sur le tableau 17).
Produit net: idem.

Rapports:

- a) du nombre de places offertes au nombre de places occupées [trains de voyageurs.] Résultat de la division du nombre des places offertes par le nombre des places occupées.)

- b) du poids mort au poids utile [trains de marchandises.] (Résultat de la division du poids mort par le poids utile. Le poids mort est le résultat du produit du chiffre du nombre moyen de wagons, tableau 13, par le chiffre du poids brut, tableau 8. Le poids utile est donné par le chiffre de la colonne 23, tableau 11, augmenté du poids afférent au transport des chevaux et bestiaux, et diminué du poids afférent au transport des marchandises dans les trains de voyageurs [?]. Dans le cas où ces additions ou soustractions ne pourraient être faites, il en sera rendu compte aux observations.)
- c) du produit des voyageurs à la recette brute (résultat de la division du chiffre des recettes de voyageurs par le chiffre du total général 1 d.)
- d) moyen de la dépense à la recette (résultat de la division des dépenses totales par le chiffre de la col. 1 d.)

Observations.

Tab. N° 19. *Principaux documents statistiques relatifs aux deux années consécutives 185. et 185..*

Observation générale. Les chiffres de ce tableau devront être relevés sur les tableaux statistiques rédigés pour les deux années consécutives 185. et 185..

Désignation générale du chemin ou de la compagnie.

Longueur totale concédée ou autorisée au 31 décembre: 185. et 185..

Longueur totale exécutée au 31 décembre: id.

Longueur moyenne exploitée pendant l'année: id.

Coût d'établissement des lignes livrées à l'exploitation: id.

Recette brute totale: id.

Dépense: id.

Produit net: id.

Parcours total des voyageurs: id.

Parcours total des tonnes: id.

Parcours total des trains: id.

Recette brute par kilomètre: id.

Dépense par kilomètre: id.

Produit net par kilomètre: id.

Rapport de la dépense à la recette: id.

Observations. (Noter, dans la colonne d'observations, les causes accidentelles qui pourraient avoir eu, dans les années étudiées, une influence notable soit sur l'accroissement, soit sur la diminution des recettes.)

Navigation intérieure.

Tab. N° 1. *Rivières flottables en trains ou navigables.*

Renseignements techniques.

Bassin principal.

Désignation de la rivière.

Points où commencent: le flottage; la navigation fluviale; la navigation maritime. (On indiquera aux observations quelle est la nature des obstacles qui s'opposent à ce que le flottage ou la navigation remonte plus haut. — Obstacles naturels, tels qu'insuffisance du lit et de la quantité d'eau nécessaire. — Obstacles matériels établis de main d'homme, usines, barrages, ponts. — Obstacles d'autre nature, décisions, règlements. Il pourra également être rendu compte des points où l'on pourrait faire remonter le flottage ou la navigation, si ces divers obstacles disparaissaient.)

Longueur: de la partie flottable; de la partie navigable; de la navigation maritime.

Désignation des sections principales de la rivière. (Chaque section sera désignée par son point de départ et son point d'arrivée. On ouvrira, par une accolade verticale, autant de lignes horizontales qu'il y aura de sections.)

Indication pour chaque section :

- a) de la longueur.
- b) de la largeur moyenne du lit.
- c) de la pente moyenne par kilomètre.
- d) du tirant d'eau : à l'étiage ; en bonnes eaux de navigation.
- e) de la hauteur au-dessus de l'étiage : des eaux où cesse la navigation ; des plus grandes crues.
- f) du débit : à l'étiage ; dans les plus grandes crues. (Nombre de mètres cubes d'eau écoulés en une seconde.)

Dépenses totales faites pour améliorations par rivière.

Dépense annuelle d'entretien par kilomètre et par rivière.

Observations. (Indiquer les époques ordinaires et la durée des hautes et basses eaux, et des interruptions de la navigation par la baisse des eaux, les crues, les glaces, etc.; indiquer s'il existe des barrages éclusés et, dans ce cas, quelles sont les dimensions des écluses; le système et la longueur des barrages; si les terres riveraines sont supérieures ou inférieures aux grandes crues, si elles sont protégées par des digues submersibles ou insubmersibles, etc.)

Tab. N° 2. Rivières flottables en trains ou navigables.

Circulation en 185...

Bassin principal.

Désignation de la rivière.

Partie flottable : longueur ; tonnage ramené au parcours total (on indiquera aux observations la proportion du bois de chauffage dans le tonnage total); fret par kilomètre, produit du péage.

Partie navigable :

1. Désignation des sections.

2. Désignation par section :

- a) de la longueur. (On ouvrira, par une accolade verticale, autant de lignes horizontales qu'il y aura de sections.)
- b) du nombre de voyageurs ramenés au parcours total.
- c) du nombre de tonnes ramenées au parcours total : céréales et farines ; vins, spiritueux ; épicerie, denrées coloniales ; fontes, fers et métaux ; houille et coke ; matériaux de construction, bois et minerais ; engrais et amendements ; marchandises diverses ; total par section.

3. Longueur totale navigable.

4. Nombre de voyageurs ramenés au parcours total de la rivière.

5. Nombre de tonnes ramenées au parcours total de la rivière.

6. Prix moyen du transport à 1 kil. : (Les chiffres de ces colonnes doivent s'entendre des prix perçus par les entreprises de transport.)

a) d'un voyageur.

b) d'une tonne : transport accéléré ; transport ordinaire.

Produit du péage.

Observations. (On indiquera notamment quelles sont les bases du tarif de péage, quels sont les divers modes de traction des bateaux et quelle est la proportion approximative entre le tonnage correspondant à chaque mode, etc. — On indiquera, de plus, le nombre de bateaux à vapeur faisant un service régulier de voyageurs ; le nombre de remorqueurs ; enfin la nature des divers bateaux de transport et leur jaugeage maximum et minimum moyen.)

Tab. N° 3. Canaux ou rivières canalisées assimilées aux canaux.

Renseignements techniques.

Désignation du canal.

Points extrêmes de la ligne.

Désignation des bassins réunis par le canal.

Désignation des versants et biez de partage. (On ouvrira, par une accolade verticale, autant de lignes horizontales qu'il y aura de versants et biez de partage.)

Désignation par versant ou biez de partage:

1. de la longueur.
2. des pentes à racheter.
3. du nombre d'écluses.
4. du nombre de prises d'eau.
5. du volume d'eau fourni en vingt-quatre heures.
6. du nombre des réservoirs.
7. de la contenance totale.
8. du profil transversal:
 - a) largeur: au plafond; à la ligne de flottaison; des chemins de halage; totale. (Ce chiffre s'obtiendra en donnant pour la longueur du versant ou des biefs de partage, la surface occupée par le canal, y compris toutes ses dépendances, telles que fossés, entre-fossés, etc., etc.)
 - b) tirant d'eau normal.

Longueur totale du canal.

Écluses: nombre total; largeur; longueur entre les biefs.

Largeur moyenne. (Ce chiffre s'obtiendra en divisant, par le chiffre de la longueur totale, la surface totale occupée par le canal, y compris toutes ses dépendances, telles que fossés, contre-fossés, etc., etc.)

Hauteur minimum de l'intrados des ponts sur le canal au-dessus du plan d'eau.

Prises d'eau: nombre total; volume d'eau fourni en vingt-quatre heures.

Réservoirs: nombre total; contenance totale en mètres cubes.

Dépenses de premier établissement: totale; par kilomètre.

Dépenses d'entretien pendant l'année: id.

Observations. (Indiquer notamment la largeur et la hauteur sous clefs des souterrains, s'il en existe; les principaux ponts-canaux et leurs dimensions; la dépense moyenne d'eau par kilomètre et par vingt-quatre heures; le mode de traction des bateaux.)

Tab. N° 4. *Canaux ou rivières canalisées assimilées aux canaux.*

Circulation.

Désignation du canal.

Longueur totale.

Chômages: durée ordinaire en hiver; durée ordinaire en été (on indiquera aux observations si le chômage est nécessité par l'insuffisance des eaux d'alimentation ou par les travaux de réparation seulement); durée totale et moyenne par an.

Désignation des sections.

Désignation par section:

1. de la longueur.
2. du tarif moyen perçu pour le transport à 1 kil.: (Les chiffres de ces colonnes doivent s'entendre du péage perçu par l'État ou par la compagnie concessionnaire du canal.)
 - a) d'un voyageur.
 - b) d'une tonne de: céréales et farines; vins et spiritueux; épiceries, denrées coloniales; fontes, fers et métaux; houille et coke; matériaux de construction, bois, minerais; engrais et amendements; marchandises diverses.
3. du nombre de voyageurs ramenés au parcours total de la section.
4. du nombre de tonnes ramenées au parcours total de la section: céréales et farines; vins, spiritueux; épiceries, denrées coloniales; fontes, fers et métaux; houille et coke; matériaux de construction, bois, minerais; engrais et amendements; marchandises diverses; total par section.

Longueur totale du canal.

Nombre de voyageurs ramenés au parcours total.

Nombre de tonnes ramenées au parcours total.

Prix moyen du transport à 1 kil.: (Les chiffres des ces colonnes doivent s'entendre des prix par-
quels par les entreprises de transport.)

a) d'un voyageur.

b) d'une tonne: transport accéléré; transport ordinaire.

Produit total du péage.

Observations. (Indiquer notamment, et en particulier pour les marchandises énoncées au tableau, quelles sont les bases du tarif du péage; quels sont les divers modes de traction et quelle est la proportion approximative entre le tonnage correspondant à ces divers modes. — On indiquera, de plus, le nombre des bateaux à vapeur faisant un service régulier de voyageurs; le nombre des remorqueurs; enfin la nature des divers bateaux de transport et leur jaugeage maximum et minimum moyen.)

Navigation maritime.

Tab. N° 1. Ports.

Départements.

Désignation des ports.

Situation géographique :

1. Longitude. (On indiquera quel est le méridien pris pour point de départ.)

2. Latitude.

3. Baies, golfs, embouchures de fleuves sur lesquels ils sont situés.

4. Voies de terre ou d'eau y aboutissant.

Hauteur des marées au-dessus du niveau moyen : en vive-eau; en morte-eau.

Tirant d'eau maximum des navires : idem.

Port d'échouage ou avant-port : surface abritée; longueur totale des quais.

Bassins ou docks :

1. Nombre.

2. Surface totale.

3. Longueur totale des quais.

4. Largeur des écluses : maximum; minimum.

5. Hauteur des vives-eaux au-dessus des buses : idem.

Observations. (Indiquer notamment l'orientation de la passe, les vents régnants, les vents de tempêtes, la durée de l'étale, les ouvrages destinés à abriter le port ou à en fixer l'entrée, les moyens employés pour conserver la profondeur, les dragages, les échasses naturelles et artificielles, les cales de construction, les cales de radoub, les formes sèches ou flottantes, les machines à mâter, etc.)

Tab. N° 2. Ports.

Mouvement dans l'année 185...

Désignation du port.

Navires entrés :

1. chargés :

a) venant de l'étranger, des colonies et de la grande pêche : nombre; équipage; tonnage.

b) cabotage : idem.

c) ensemble : idem.

2. sur lest :

a) venant de l'étranger, des colonies et de la grande pêche : nombre; équipage; tonnage.

b) cabotage : idem.

c) ensemble : idem.

3. total des navires entrés : nombre; équipage; tonnage.

Navires sortis :

1. chargés :

- a) partant pour l'étranger, les colonies et la grande pêche : nombre ; équipage ; tonnage.
- b) cabotage : idem.
- c) ensemble : idem.

2. sur lest :

- a) partant pour l'étranger, les colonies et la grande pêche : nombre ; équipage ; tonnage.
- b) cabotage : idem.
- c) ensemble : idem.

3. ensemble chargés, ou sur lest : nombre ; équipage ; tonnage.

Navires entrés ou sortis, chargés ou sur lest : nombre ; équipage ; tonnage.

Droits de douane perçus.

Tab. N° 3. *Ports.*

Mouvement quinquennal.

Désignation des ports.

Navires entrés et sortis :

1. 1850 :

- a) nombre.
- b) équipage.
- c) tonnage : à charge ; sur lest ; total.

2. 1851 : idem.

3. 1852 : idem.

4. 1853 : idem.

5. 1854 : idem.

Droits de douane perçus en : 1850, 1851, 1852, 1853, 1854.

Observations.

Tab. N° 4. *Phares.*

Indication du phare.

Latitude.

Longitude.

Objet du feu.

Caractère du feu.

Hauteur du foyer : au-dessus du sol ; au-dessus des hautes mers.

Portée : en milles marins ; en kilomètres.

Nature de l'appareil.

Nature du combustible employé.

Mode de construction de l'édifice.

Dépenses d'établissement : de l'édifice ; de l'appareil.

Dépense annuelle d'entretien et d'éclairage.

Nombre de gardiens.

Observations. (Indiquer notamment le produit annuel dans le cas où le phare est soumis à un péage et les bases des tarifs perçus. Faire connaître, en outre, s'il existe, dans le phare ou près du phare, quelque appareil, tel qu'une cloche, destiné à diriger les navigateurs en temps de brouillard.)

Télégraphie électrique.

Tab. N° 1. *Établissement.*

Désignation de la compagnie concessionnaire [ou du réseau]. (On indiquera dans cette colonne les diverses compagnies concessionnaires : l'État y figurera pour les lignes qu'il aura construites.)

Désignation de la ligne ou de l'embranchement. (On ouvrira par une accolade verticale, devant le nom de chaque compagnie concessionnaire ou de l'État, autant de lignes horizontales qu'il y aura de lignes et embranchements établis aux frais, soit de la compagnie, soit de l'État. — Chaque ligne ou embranchement sera désigné par son point de départ et par son point d'arrivée.)

Stations: (On ouvrira, par une accolade verticale et pour chaque ligne ou embranchement, autant de lignes horizontales qu'il y aura de stations pour ces lignes et embranchements.)

1. Nom et numéro d'ordre. (Les stations de chaque ligne ou embranchement seront désignées selon l'ordre où elles se placent dans le sens de la ligne telle qu'elle est définie à la colonne précédente. On évitera de répéter les stations qui sont situées aux points de croisement. — La série des numéros d'ordre se poursuivra pour toutes les stations appartenant au réseau désigné à la première colonne.)

2. Distance à la station précédente. (On évitera, dans ces désignations, le double emploi résultant de troncs communs aux lignes et embranchements. Dans le cas de troncs communs, on indiquera à la colonne d'observations [non compris.... communs à la distance de la station de.... à la station de....].)

3. Nombre de fils.

4. Nombre et nature des appareils:

- a) Morse électro-magnétique.
- b) Morse électro-chimique.
- c) Wheatson.
- d) à aiguilles françaises.
- e) autres systèmes.

5. Coût d'établissement de la station:

- a) appareils et accessoires.
- b) mobilier et installation.
- c) logement.
- d) total.

Longueur de la ligne ou embranchement:

1. disposition aérienne. (On indiquera à la colonne d'observations la répartition de cette longueur sur route ou chemin de fer.)

2. disposition souterraine.

3. disposition sous-marine.

4. ensemble.

Nombre moyen de fils sur la longueur totale. (Ce chiffre s'obtiendra au moyen des chiffres portés aux colonnes 2 et 3 des « stations » et du chiffre porté à la colonne 4 de la « longueur. »)

Nombre des stations.

Espacement moyen des stations. (Résultat de la division du chiffre de la longueur, col. 4, par le chiffre de la colonne précédente, diminué d'une unité.)

Coût d'établissement total:

1. de la ligne:

- a) disposition aérienne.
- b) disposition souterraine.
- c) disposition sous-marine.
- d) ensemble.

2. des stations:

- a) appareils et accessoires.
- b) mobilier et installation.
- c) logement.
- d) ensemble.

3. de la ligne et des stations. (Somme des chiffres portés aux colonnes 1 d et 2 d.)

Coût d'établissement moyen:

1. par kilomètre:

- a) disposition aérienne.

- b) disposition souterraine.
 - c) disposition sous-marine.
 - d) quelle que soit la disposition. (Résultat de la division des chiffres des colonnes 1 du « coût d'établissement total » respectivement par les chiffres de la longueur.)
 - 2. par station. (Résultat de la division du chiffre du coût total 2 d par le chiffre du nombre des stations.
 - 3. par kilomètre, ligne et stations. (Résultat de la division du chiffre de « coût total, 3 » par le chiffre de « longueur, 4. »)
 - 4. par station, ligne et stations. (Résultat de la division du chiffre de la colonne « coût total » 3 par le chiffre du nombre des stations.)
- Observations.

Tab. N° 2. *Exploitation.*

Désignation de la compagnie concessionnaire [ou du réseau]. (On indiquera dans cette colonne les diverses compagnies concessionnaires de l'exploitation; l'État y figurera également lorsqu'il exploitera par lui-même.)

Désignation de la ligne ou de l'embranchement. (On ouvrira par une accolade verticale, devant le nom de chaque compagnie concessionnaire ou de l'État, autant de lignes horizontales qu'il y aura de lignes et embranchements exploités, soit par la compagnie, soit par l'État. — Chaque ligne ou embranchement sera désignée par son point de départ et son point d'arrivée.)

Station de la ligne ou de l'embranchement: (On ouvrira par une accolade verticale et pour chaque ligne et embranchement autant de lignes horizontales qu'il y aura de stations dans la ligne. Les stations seront placées dans le sens de la ligne telle qu'elle est définie à la colonne « Désignation de la ligne. »)

1. Nom et numéro d'ordre. (On évitera de répéter les stations qui sont situées aux points de croisement des lignes et embranchements. La série des numéros d'ordre se poursuivra pour toutes les stations appartenant au même réseau désigné à la première colonne.)

2. Nombre d'employés.

3. Nombre de dépêches:

a) taxées: émanant de la station; venues d'un autre réseau (s'entend également d'un réseau situé dans le même état, mais exploité par une autre compagnie.)

b) non taxées: idem.

4. Dépense d'exploitation:

a) entretien des appareils et accessoires.

b) traitements et salaires.

c) loyer.

d) dépenses et fournitures diverses.

e) total.

5. Recette des dépêches:

a) émanant de la station.

b) venues d'un autre réseau. (Même observation qu'à la colonne 3 a. Dans le cas où le mode de comptabilité ne permettrait pas d'apprécier la part afférente à chaque station pour les dépêches qui lui sont adressées d'un autre réseau, on supposera que le produit moyen de chaque dépêche de cette catégorie est le même, et la répartition de la recette totale sera faite dans ce sens.)

c) total.

Désignation par ligne ou embranchement: (Voir la note à la « désignation de la ligne ».)

1. Longueur totale.

2. Nombre d'employés:

a) administration centrale. (Le personnel de l'administration centrale sera réparti approximativement par ligne ou embranchement proportionnellement à l'étendue de chaque ligne ou embranchement.)

- b) station. (Somme des chiffres portés à la colonne 2 pour les « stations de la ligne ou embranchement ».)
- c) entretien et surveillance de la ligne.
- 3. Nombre de dépêches:
 - a) taxées: émanant des stations de la ligne; venues d'un autre réseau (voir « stations, 3 a ».)
 - b) non taxées: idem.
- 4. Dépenses d'exploitation:
 - a) administration centrale: traitements et salaires; autres dépenses. (Les dépenses d'administration centrale seront réparties approximativement par ligne ou embranchement proportionnellement à l'étendue de chaque ligne ou embranchement.)
 - b) entretien et surveillance de la ligne: traitements et salaires; autres dépenses.
 - c) stations. (Somme des chiffres portés à la colonne 4 c pour les stations de la ligne ou de l'embranchement.)
 - d) total.
- 5. Produits des dépêches: (Somme des chiffres portés à la colonne 5 pour les stations de la ligne ou de l'embranchement.)
 - a) émanant des stations de la ligne.
 - b) venues d'un autre réseau.
 - c) total.
- 6. Dépense moyenne:
 - a) par kilomètre.
 - b) par station.
 - c) par dépêche taxée. (Résultats de la division du chiffre de la colonne 4 d, respectivement 1° par le chiffre de la colonne 1; 2° par le nombre des stations de la ligne ou de l'embranchement; 3° par la somme des chiffres portés aux colonnes 3 a.)
- 7. Produit moyen:
 - a) par kilomètre.
 - b) par station.
 - c) par dépêche taxée. (Résultats de la division du chiffre de la colonne 5 c, 1° par le chiffre de la colonne 1; 2° par le nombre des stations de la ligne ou de l'embranchement; 3° par la somme des chiffres portés aux colonnes 3 a.)

Observations.

I. MONNAIES, POIDS ET MESURES.

UNIFORMITÉ DES MESURES etc.

Paris 1886. Le Congrès, considérant combien l'adoption, par toutes les nations, d'un système uniforme des poids, des mesures et des monnaies faciliterait l'étude comparative des statistiques de chaque pays, émet le vœu que l'attention des Gouvernements soit appelée sur l'utilité de cette mesure.

VOEUX ÉMIS PAR LE CONGRÈS.

1. Que, dans les tableaux statistiques dressés dans les pays où le système métrique n'existe pas, on ajoute une colonne indiquant la réduction métrique des poids et des mesures.
2. Que les Gouvernements ne se bornent pas à faire dresser les relevés du commerce extérieur, mais qu'ils fassent recueillir tous les renseignements propres à faire connaître, autant que possible, le mouvement du commerce intérieur.

UNITÉS STATISTIQUES.

A. Poids et mesures.

1. Le Congrès recommande de faire ajouter la colonne contenant la réduction de tous les poids et mesures en formule du système métrique, d'après la décision du premier Congrès statistique international, à toutes les tables statistiques qu'on jugera à propos de publier comme tables internationales. Londres
1860.
2. On devrait engager les délégués officiels de tous les pays dans lesquels le système métrique n'est pas en usage, de faire voir à leurs Gouvernements respectifs les grands avantages qui résulteraient de l'adoption du système métrique, afin que tous les changements faits subséquemment aient pour but de mettre ce système en pratique.
3. On devrait demander à chaque Gouvernement de faire une enquête sur les mesures et poids existants, soit qu'ils doivent leur origine à une localité, à une coutume, ou à une loi, de manière à ce qu'on pût dresser des tables de comparaison, en réduisant toutes ces mesures aux formules du système métrique.
4. Le Congrès nomme une commission internationale, à laquelle on soumettra le résultat de ces enquêtes, dans le but de préparer un rapport pour le Congrès prochain, sur les systèmes actuels en usage, et sur les moyens les plus efficaces de surmonter les obstacles qui, dans divers pays pourraient s'opposer à l'établissement du système métrique.

Commission internationale pour l'unité des poids, mesures et monnaies.

England — The Right Honourable Viscount Ebrington; the Right Honourable Lord Monteagle; J. B. Smith, Esq., M. P.; Alderman Salomons, M. P.; James Heywood, Esq., F. R. S.; Thomas Graham, Esq., F. R. S., Master of the Mint; Charles Babbage, Esq., F. R. S.; James Yates, Esq., F. R. S.; Samuel Brown, Esq., F. S. S.; Leone Levi, Esq., F. S. S.; Theodore Rathbone, Esq.

France — M. A. Legoyt, Director of the General Statistical Departement; M. Michel Chevalier, Councillor of State, Member of the Institute.

Belgium — His Excellency Sylvain Van de Weyer, Belgian Minister; M. A. Visschers, Member of the Board of Mines and of the Central Statistical Commission.

Denmark — Dr. C. N. David, State Councillor, Director of the Statistical Departement.

Italy — Count Arrivabene, Milan; Signor Bartolommeo Cini, Florence.

Norway — Professor L. K. Daa.

Prussia — Dr. E. Engel, Privy Councillor, Director of the General Statistical Departement.

Netherlands — Dr. M. M. De Bannhauer, Director of the Statistical Departement.

Russia — Professor Kuffer, of the Imperial Academy of Science.

Spain — Count De Ripalda, Central Statistical Commission.

Sweden — Dr. F. Th. Berg, Director of the Statistical Departement.

Switzerland — M. Vogt, Director of the Federal Statistical Departement.

United States — Dr. Edward Jarvis, Dorchester, Massachusetts; J. H. Alexander, Esq., Washington.

British Colonies — W. Westgarth, Esq., Victoria; J. T. Galt, Esq., Finance Minister, Canada; W. Field, Esq., Cape of Good Hope; James Macarthur, Esq., New South Wales; Stuart A. Donaldson, Esq., London; J. E. Fitzgerald, Esq., New Zealand.

B. Monnaies.

1. La simplicité, la facilité, et l'efficacité du système décimal appliqué à la monnaie et à la comptabilité, recommande son adoption à l'usage général.
2. Le Congrès recommande l'adoption, autant que possible d'un titre uniforme de la monnaie d'or et d'argent.

3. Le Congrès prie les délégués officiels de tous les pays où le système décimal des monnaies a été introduit, de réunir tous les faits indiquant les inconvénients qui ont pu résulter de ce changement, et de faire connaître les moyens qui ont été employés pour remédier à ces inconvénients.

Le Congrès nomme une commission internationale, à laquelle on soumettra le résultat de ces enquêtes, dans le but de préparer un rapport pour le Congrès prochain, sur les systèmes actuels en usage, et sur les moyens les plus efficaces de surmonter les obstacles qui, dans divers pays, pourraient s'opposer à l'introduction des changements proposés. (Voir ci-dessus.)

UNITÉ INTERNATIONALE DES MONNAIES, POIDS ET MESURES.

A. Poids et Mesures.

Berlin
1889.

Le Congrès consent aux thèses suivantes :

1. L'adoption d'une même mesure dans le commerce international est de la plus haute importance. Le système métrique paraît au Congrès le plus convenable de toutes les mesures qui pourront être recommandées comme mesures internationales.

2. Le soin de rédiger et de mettre à exécution les prescriptions à suivre dans la construction des étalons et dans l'introduction du système même est à confier à une commission internationale, qui se chargera également de la correction des petits défauts scientifiques de ce système.

3. Il est à désirer que l'introduction du système métrique soit rendue obligatoire, dans le plus court délai, dans chaque pays qui l'adoptera.

4. En vertu de la proposition précédente, chaque Gouvernement qui adopte le nouveau système, est invité à établir une administration spéciale pour les poids et mesures, ou à charger une administration existante de soigner l'introduction de ce système et de veiller à l'exécution des mesures adoptées.

5. Dans tous les pays où le système métrique sera dorénavant adopté, sans que la loi en ordonne immédiatement l'exécution, il sera recommandé aux Gouvernements de faire rédiger aussitôt les tarifs douaniers en mesures métriques, et de veiller à ce que l'enseignement de ce système ait lieu dans toutes les écoles.

B. Monnaies.

1. Le Congrès propose : de ramener à un petit nombre les unités monétaires actuellement en usage, de les diviser décimalement autant que possible ; de régler les diverses espèces de monnaies d'après le système métrique, et enfin de leur donner à toutes le même titre, à savoir 9/10 de fin et 1/10 d'alliage.

2. Les Gouvernements sont invités à envoyer à un congrès spécial des délégués, chargés de se consulter sur le rapport des monnaies d'or et d'argent d'après le système métrique, et de s'entendre sur les mesures à prendre pour régler le système monétaire des divers États d'après la manière indiquée dans les propositions précédentes.

3. Comme il importe, que ce congrès spécial de délégués officiels se réunisse le plus tôt possible, le Congrès international de statistique communiquera à tous les Gouvernements les résolutions qu'il vient d'adopter.

C. Résolutions concernant l'Unité des Poids et Mesures, non préparées par la sixième Section.

1. Le Congrès témoigne le vœu que, dans les pays où le système des poids et mesures métriques n'est pas encore introduit, il se forme des associations, qui, après s'être constituées ou nommant leurs présidents, vice-présidents et secrétaires, veuillent bien en donner avis à la branche anglaise de l'association à Londres.

2. Le Congrès témoigne le vœu, qu'avant de se séparer, il soit formé à Berlin une association pour la propagation du système métrique décimal en Allemagne.

J. COMMERCE.

COMMERCE EXTÉRIEUR.

1. Les résultats du mouvement des marchandises doivent être renseignés séparément suivant la classification suivante: Bruxelles
1858.

1. Commerce général.
2. Commerce spécial.
3. Transit.
4. Entrepôt.

Tout en observant cette classification, il faut encore que les résultats du mouvement des marchandises soient renseignés d'après la division ci-après:

- a) Importations et exportations par terre, rivières et canaux;
- b) Importations et exportations par mer.

Pour les importations et les exportations par mer, il faut distinguer aussi les importations et les exportations faites par navires nationaux de celles faites par navires étrangers.

II. Les tableaux doivent contenir la désignation des pays d'où les marchandises arrivent ou pour lesquels elles sont expédiées.

III. Ils doivent indiquer de plus:

1. les quantités totales en poids, en mesure, en nombre, suivant les cas, en se rapprochant le plus possible des types communs pour la désignation de ces quantités;
2. le taux d'évaluation qui a servi à déterminer la valeur des quantités.

IV. Les chiffres des quantités et des valeurs doivent être indiqués en nombres entiers et en fractions décimales.

Il y aura deux colonnes, l'une indiquant la valeur officielle permanente, l'autre la valeur variable.

Pour les articles de l'importation, la valeur doit être établie à l'exclusion des droits de douane et d'accise.

V. Les tableaux indiqueront la tarification et le montant total des droits perçus.

VI. Les renseignements doivent se rapporter à une période de douze mois.

VII. Des tableaux récapitulatifs doivent, autant que possible, rappeler les chiffres correspondants des périodes antérieures.

NAVIGATION MARITIME AVEC L'ÉTRANGER ET AVEC LES COLONIES.

Elle comprendra deux grandes divisions: la navigation à voiles; la navigation à vapeur.

Pour chacune de ces divisions, les renseignements à recueillir sont les suivants:

1. Nombre et tonnage de la totalité des navires entrés, venant de la mer.
2. Nombre et tonnage de la totalité des navires sortis par mer.
3. Nombre et tonnage des navires entrés par mer, avec l'indication des pays d'où ils viennent.
4. Nombre et tonnage des navires sortis par mer, avec l'indication des pays où ils se rendent.
5. Nombre et tonnage, par nationalité ou pavillon, des navires entrés.
6. Idem des navires sortis.

Il faut indiquer, pour chaque cas, le nombre d'hommes formant l'équipage des navires.

Pour tous les renseignements qui précèdent, les résultats généraux doivent être présentés avec la double distinction: des navires nationaux et des navires étrangers; des navires chargés et des navires sur lest.

La base d'après laquelle le tonnage est calculé, n'étant pas la même dans tous les pays, il convient de faire connaître quelle est la base qui a été admise.

A. Situation de la marine marchande.

La statistique de la marine marchande doit faire connaître annuellement :

- a) Le nombre, l'espèce et le tonnage :
 1. des navires de mer existants,
 2. des navires construits et des navires intonifiés dans l'année,
 3. des navires perdus, venus à l'étranger ou démolis.

- b) Le nombre des marins enrôlés chaque année, avec la distinction des nationaux et des étrangers.

Cette situation doit être établie séparément pour la marine à vapeur et pour la marine à voiles.

B. Mouvement du cabotage.

1. Nombre, tonnage et chargement des navires entrés et sortis ;
2. Nombre d'hommes formant l'équipage de chaque navire.

Le Congrès émet le vœu :

I. Que, dans les tableaux statistiques dressés dans les pays où le système métrique n'existe pas, on ajoute une colonne indiquant la réduction métrique des poids et des mesures.

II. Que les Gouvernements ne se bornent pas à faire dresser les relevés du commerce extérieur, mais qu'ils fassent recueillir tous les renseignements propres à faire connaître, autant que possible, le mouvement du commerce intérieur.

Le Congrès décide que, d'ici à sa prochaine réunion, un rapport sera fait sur les tableaux du commerce publiés ou recueillis dans les différents pays, en signalant leurs dissimilitudes, aussi bien quant à leur forme, qu'en ce qui concerne les renseignements qu'ils contiennent.

Ce travail est confié aux soins de la Commission centrale de Belgique.

En outre le Congrès a adopté la proposition suivante :

De voir diminuer, ou même disparaître, les grandes divergences qui se remarquent dans la législation commerciale des différents pays.

COMMERCE EXTÉRIEUR.

Paris
1866.

1. Un résumé des opérations commerciales de l'année à placer à la tête du volume.

Les résultats du mouvement des marchandises doivent être renseignés séparément suivant la classification suivante :

- 1) commerce général ;
- 2) commerce spécial ;
- 3) transit ;
- 4) entrepôt.

Tout en observant cette classification, il faut encore que les résultats du mouvement des marchandises soient renseignés d'après la division ci-après :

- a) importations et exportations par terre, rivières et canaux ;
- b) importations et exportations par mer.
 - 1) faites par navires nationaux,
 - 2) faites par navires étrangers.

3. Les tableaux doivent contenir la désignation des pays d'où les marchandises arrivent ou pour lesquels elles sont expédiées.

4. Ils doivent indiquer, de plus,

- 1) les quantités totales en poids, en mesure, en nombre, suivant les cas, ou se rapprochant le plus possible des types communs pour la désignation de ces quantités ;
- 2) le taux d'évaluation qui a servi à déterminer la valeur des quantités.

5. Les chiffres des quantités et des valeurs doivent être indiqués en nombres entiers et en fractions décimales. Il y aura deux colonnes, l'une indiquant la valeur officielle permanente, l'autre la valeur variable. — Pour les articles de l'importation, la valeur doit être établie à l'exclusion des droits de douane et d'accise.

6. Les tableaux indiqueront la tarification et le montant total des droits perçus.

7. Il serait intéressant de présenter des tableaux indicatifs des opérations effectuées sous bénéfice de primes ou draw-backs, comme aussi des admissions temporaires de produits bruts, à charge de réexportation après main-d'œuvre.

8. Les renseignements doivent se rapporter à une période de douze mois.

9. Des tableaux récapitulatifs doivent, autant que possible, rappeler les chiffres correspondants des périodes antérieures.

10. Enfin un exposé succinct des principales modifications apportées, dans le courant de l'année, à la législation de douane du pays, cet exposé étant de nature à donner l'explication de tel ou tel résultat dont la cause pourrait, autrement, demeurer ignorée, ou encore à faire pressentir les résultats qui pourraient découler des changements survenus dans le régime des douanes.

NAVIGATION MARITIME AVEC L'ÉTRANGER ET AVEC LES COLONIES.

1. Un relevé des mouvements par ports sera donné.

2. La statistique en question comprendra deux grandes divisions: la navigation à voiles, la navigation à vapeur.

3. Pour chacune de ces divisions, les renseignements à recueillir sont les suivants:

- 1) nombre et tonnage de la totalité des navires entrés;
- 2) nombre et tonnage de la totalité des navires sortis;
- 3) nombre et tonnage des navires entrés par mer, avec l'indication des pays d'où ils viennent;
- 4) nombre et tonnage des navires sortis par mer, avec l'indication des pays où ils se rendent;
- 5) nombre et tonnage, par nationalité ou pavillon, des navires entrés;
- 6) nombre et tonnage, par nationalité ou pavillon, des navires sortis.

4. Il faut indiquer, pour chaque cas, le nombre d'hommes formant l'équipage des navires.

5. Pour tous les renseignements qui précèdent, les résultats généraux doivent être présentés avec la double distinction des navires nationaux et des navires étrangers, des navires chargés et des navires sur lest.

6. La base après laquelle le tonnage est calculé n'est pas la même dans tous les pays, il convient de faire connaître quelle est la base qui a été admise.

A. Situation de la marine marchande.

La statistique de la marine marchande doit faire connaître annuellement:

1. Le nombre, l'espèce et le tonnage

- 1) des navires de mer existants;
- 2) des navires construits et des navires nationalisés dans l'année;
- 3) des navires perdus, vendus à l'étranger ou démolis.

2. Le nombre des marins enrôlés chaque année, avec la distinction des nationaux et des étrangers. Cette situation doit être établie séparément pour la marine à vapeur et pour la marine à voiles.

B. Mouvement de cabotage.

1. Nombre, tonnage et chargement des navires entrés et sortis.

2. Nombre d'hommes formant l'équipage de chaque navire.

VOEUX ÉMIS PAR LE CONGRÈS.

1. Que, dans les tableaux statistiques dressés dans les pays où le système métrique n'existe pas, on ajoute une colonne indiquant la réduction métrique des poids et des mesures.

2. Que les Gouvernements ne se bornent pas à faire dresser les relevés du commerce extérieur, mais qu'ils fassent recueillir tous les renseignements propres à faire connaître, autant que possible, le mouvement du commerce intérieur.

A. TRANSPORTS.

Paris
1856.

Outre les vœux exprimés par le Congrès, et qui se rattachent spécialement aux différentes questions qui précèdent, l'Assemblée a adopté la proposition suivante :

1. De voir les principes qui ont déterminé les dernières réformes postales de différents pays, introduits dans les relations postales internationales.

Routes ordinaires (p. 65) Chemins de fer (p. 69) Navigation intérieure (p. 79) Navigation maritime (p. 82)
Télégraphie électrique (p. 83). — Voir PARIS, *Seconde Partie*, II.

NAVIGATION MARITIME AVEC L'ÉTRANGER ET AVEC LES COLONIES.

1. Un relevé des mouvements par ports sera donné.

2. La statistique en question comprendra deux grandes divisions : la navigation à voiles, la navigation à vapeur.

3. Pour chacune de ces divisions, les renseignements à recueillir sont les suivants :

- 1) nombre et tonnage de la totalité des navires entrés ;
- 2) nombre et tonnage de la totalité des navires sortis ;
- 3) nombre et tonnage des navires entrés par mer, avec l'indication des pays d'où ils viennent ;
- 4) nombre et tonnage des navires sortis par mer, avec l'indication des pays où ils se rendent ;
- 5) nombre et tonnage, par nationalité ou pavillon, des navires entrés ;
- 6) nombre et tonnage, par nationalité ou pavillon, des navires sortis.

4. Il faut indiquer, pour chaque cas, le nombre d'hommes formant l'équipage des navires.

5. Pour tous les renseignements qui précèdent, les résultats généraux doivent être présentés avec la double distinction des navires nationaux et des navires étrangers, des navires chargés et des navires sur lest.

6. La base d'après laquelle le tonnage est calculé n'est pas la même dans tous les pays, il convient de faire connaître quelle est la base qui a été admise.

A. Situation de la marine marchande.

La statistique de la marine marchande doit faire connaître annuellement :

1. Le nombre, l'espèce et le tonnage

- 1) des navires de mer existants ;
- 2) des navires construits et des navires nationalisés dans l'année ;
- 3) des navires perdus, vendus à l'étranger ou démolis.

2. Le nombre des marins enrôlés chaque année, avec la distinction des nationaux et des étrangers.

Cette situation doit être établie séparément pour la marine à vapeur et pour la marine à voiles.

B. Mouvement de cabotage.

1. Nombre, tonnage et chargement des navires entrés et sortis.
2. Nombre d'hommes formant l'équipage de chaque navire.

STATISTIQUE DES CHEMINS DE FER.

1. Il importe aux intérêts de tous les pays que la statistique uniforme des frais de construction **Londres 1880.**
et d'exploitation des chemins de fer, ainsi que de leur produit, soit recueillie.

2. Ces statistiques devraient indiquer:

- 1) la dépense occasionnée par les difficultés qui se présentent dans leur construction;
- 2) le coût du chemin de fer et de son matériel;
- 3) la quantité et la nature du trafic, ainsi que le montant des recettes;
- 4) le matériel affecté aux transportations;
- 5) la quantité de travail pour l'exploitation;
- 6) le coût de ce travail, y compris celui du combustible dans les diverses sections;
- 7) le degré de sécurité avec laquelle l'exploitation s'est faite.

3. Les résultats obtenus devraient être soigneusement comparés, afin de pouvoir comparer le degré d'économie et de soin apporté dans l'exploitation des différents chemins de fer; et déterminer l'influence que les localités et la population peuvent avoir sur le trafic.

MOUVEMENT DES MARCHANDISES DANS LES CHEMINS DE FER.

Le Congrès déclare:

1. Il est d'une grande importance pour l'établissement d'une statistique du trafic des marchandises et de leur transport par chemin de fer, qu'au moins pour les articles les plus remarquables de ce trafic, les renseignements à fournir fassent connaître aussi exactement que possible les différentes directions qui ont été suivies par ces transports, en faisant ressortir les points de départ et de destination sur chaque chemin de fer. Reconnaissant les résultats statistiques qui ont déjà été acquis par les soins des administrations de chemins de fer, relativement au trafic et au transport des marchandises, le Congrès est d'avis qu'il serait fort désirable, qu'une organisation des renseignements à fournir par les soins des administrations de chemins de fer puisse être établie de telle sorte, afin que ces renseignements représentent le trafic des marchandises de manière à faire paraître ce trafic par unité de tout un pays, et que ce serait là le but qu'il y a lieu d'atteindre. **Berlin 1883.**

2. Pour atteindre ce but il est désirable que

- a) les administrations des chemins de fer fournissent, au moins annuellement, des renseignements statistiques sur le mouvement des articles les plus importants du trafic international, dont la nomenclature uniforme sur les chemins de fer de tous les pays suit ci-après par ordre alphabétique, savoir:

1. bois de construction, 2. bois de teinture, 3. café, 4. céréales de toute espèce, 5. charbons de terre et coke, 6. coton brut, 7. cuirs bruts et peaux, 8. étoffes manufacturées de toute espèce, 9. fer en gueuse (fonte), 10. fers fabriqués de toute espèce, 11. fils de toute espèce (twist), 12. huiles de toute espèce y compris l'huile de poisson, 13. laines brutes, 14. machines et pièces de machines (mécaniques), 15. minerais, 16. pierres et terres de toute espèce (ciment), 17. plomb, 18. résines, 19. sucres, 20. tabacs en feuilles et en tiges, 21. vins, 22. zine.

- b) Ces renseignements devront s'étendre, en distinguant les différentes directions que prennent les transports, et en admettant des indications d'un usage général, afin de désigner les directions du mouvement des marchandises d'une manière uniforme.

L. INSTITUTIONS DE BANQUE ET DE CRÉDIT.

STATISTIQUE DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS.

Vienne 1857. Le Congrès exprime le vœu que le Comité chargé d'organiser la prochaine réunion dresse un projet de cadre d'une statistique aussi uniforme et complète que possible des banques, institutions de crédit et autres sociétés par actions, existant ou à fonder dans les divers États, ainsi que de leurs opérations; et que le même Comité veuille bien aussi se charger de remplir un de ces cadres, en demandant en temps utile, aux divers Gouvernements, les derniers comptes-rendus de ces établissements et les autres documents nécessaires, afin que la prochaine réunion du Congrès, après avoir examiné le projet de cadre et la statistique à laquelle il a servi de base, puisse prendre une décision ultérieure. Il est bien entendu, du reste, qu'il ne s'agit pas ici d'un exposé des opérations de chaque compagnie par actions, mais d'un résumé par catégories de sociétés.

STATISTIQUE DES BANQUES.

Londres 1860. 1. Vu l'étendue du sujet, le court espace de temps accordé à la discussion des détails d'un sujet si important, la grande variété des institutions nationales et étrangères, et la difficulté de définir les mots «compagnies de crédit et d'escompte,» cette question est renvoyée au prochain Congrès International.

2. Comme règle générale, généralement applicable aux temps et aux états modernes, les banques peuvent être divisées en deux classes, quant à leur caractère et à leurs fonctions; (a) banques sans billets en circulation; (b) banques avec billets en circulation;

En trois classes, quant à la constitution et à la direction: I. banques entièrement sous la direction du Gouvernement; II. banques en partie seulement sous la direction du Gouvernement; III. banques entièrement créées et dirigées par des particuliers.

Et en trois classes, à l'égard de leur responsabilité envers leurs créanciers, etc., A. banques dont les opérations sont garanties par l'État; B. banques autorisées par une loi spéciale à limiter leur responsabilité d'une manière spécifiée; C. banques dont les actionnaires sont entièrement responsables envers le public.

Les rapports relatifs aux banques devraient indiquer à quelle classe chacune d'elles appartient.

3. A l'égard des différentes classes de banques sus-nommées, il est désirable que, au moins à quatre époques de l'année, on présente des rapports, en forme de tableaux, de la manière suivante: —

Capital employé: I. Capital souscrit, et dénomination des actions. II. Capital payé, ou augmenté.

III. Capital représenté par des actions aux mains de la compagnie.

Actionnaires: Nombre des actionnaires.

Passif: I. Fonds tenus en forme de comptes courants, en distinguant les comptes du Gouvernement des comptes particuliers.

II. Fonds en dépôt payables sur demande, id.

III. Fonds en dépôt non payables sur demande, id.

IV. Billets de banque dans les mains du public, en spécifiant le montant de la somme autorisée, s'il y en a une.

V. Billets en circulation non encore échus.

VI. Obligations de toute autre nature.

Actif: I. Terres et maisons possédées par la compagnie. II. Argent monnayé et en lingots. III. Valeurs et fonds publics. IV. Billets escomptés. V. Sommes avancées sur les comptes courants et en caisse. VI. Billets et argent prêtés sur dépôts de marchandises. VII. Billets d'autres banques. VIII. Bil-

lets non payés à leur échéance et dont le remboursement est poursuivi. IX. Dépôts contre acceptations non encore échues. X. Papier monnaie du Gouvernement.

Sigée de l'établissement: Bureau principal, et date de l'établissement; succursales, et date de leur création.

Profits et pertes: Fonds en réserve, avec distinction de ceux qui doivent couvrir les pertes.

Dividende: Taux pour cent du dernier dividende, et boni déclaré et payé.

Taux de l'intérêt et de l'escompte. Mentionner le taux de l'intérêt pour cent par an payé par la banque à la date du dernier rapport, sur le capital en dépôt payable à présentation ou non, ou en compte courant, et donner une liste des variations de ce taux pendant l'intervalle des deux dates. — Le taux de l'escompte perçu par la banque sur de bons billets.

Monnayage: A l'égard du monnayage, il est désirable d'obtenir des rapports sur le monnayage annuel (le nombre des pièces, la dénomination, et la valeur), d'or, d'argent, de cuivre, de bronze, ou d'autre métal: et aussi des rapports sur le monnayage (ou estampage) des lingots d'or ou d'argent, en distinguant les lingots des pièces. Il est désirable aussi d'avoir des renseignements sur les hôtels des monnaies (établissements central et succursales), sur le seigniorage perçu et sur le taux auquel la monnaie étrangère est quelquefois admise à circuler avec celle du pays.

Billets en circulation. Les lettres de change étant la forme la plus importante du crédit, il est désirable que des rapports sur le produit des droits, quels qu'ils soient, imposés sur cette classe de billets, soient publiés annuellement avec tous les détails possibles; et que l'attention des statisticiens soit particulièrement appelée vers l'utilité de connaître le nombre et le montant des billets en circulation dans chaque pays ainsi que leurs fluctuations.

4. Mr. Otto Hübler (Berlin) et le Dr. Engel (Berlin) sont priés de préparer, pour le prochain Congrès, ou même plus tôt, un rapport spécial sur les compagnies de crédit qui se sont formées dans les dernières années en Allemagne, et dans la plupart des autres pays du continent.

Le Dr. Jarvis (Boston, Etats-Unis) est également prié de tâcher d'obtenir de l'autorité compétente des Etats-Unis la préparation d'un rapport pour le Congrès prochain, on plus tôt s'il est possible, sur les progrès des banques aux Etats-Unis depuis 1850, et sur les compagnies de prêts qui existent dans la plupart des Etats de l'Union américaine.

Mr. Zapasnik (St. Petersburg) est également prié d'en faire un sur les banques et sur les compagnies de crédit en Russie et en Pologne.

Mr. J. E. T. Rogers et Mr. Newmarch sont invités à en faire un pour le Royaume-Uni, et Mr. Newmarch pour les banques de l'Inde anglaise.

M. ASSURANCES.

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.

Le contrat d'assurance est, sans contredit, une des plus utiles conceptions économiques des temps modernes. D'abord appliquées aux seuls risques de la navigation, les assurances se sont étendues, dans ces derniers temps, à un grand nombre d'autres, tels que ceux d'incendie, de grêle, de mortalité de bestiaux, d'accidents de voyage, etc. Des opérations semblables ou analogues, que l'on désigne sous le nom d'assurances sur la vie, ont pour base les chances de durée de la vie humaine. Les assurances de toute nature donnent lieu, dans tous les pays, à un nombre considérable d'affaires qui intéressent à un très-haut point la prospérité publique et privée.

La plupart de ces opérations sont faites par des sociétés qui se présentent sous deux formes bien distinctes, savoir: les compagnies à primes, qui prennent le risque à leur charge moyennant une

Paris
1855.

somme déterminée, et les associations mutuelles, qui le mettent en commun entre un certain nombre de souscripteurs tout à la fois assureurs et assurés. Toutefois, parmi les premières, il en est qui font participer, dans une certaine proportion, leurs assurés aux bénéfices de leur entreprise, et qui constituent ainsi une classe mixte dont il est intéressant de connaître l'importance.

Deux modèles de cadres peuvent être employés pour constater uniformément la situation et le fonctionnement annuel de toutes les sociétés à primes d'une part et de toutes les sociétés mutuelles d'autre part, à l'exception, pourtant, des sociétés d'assurances sur la vie, dont les combinaisons, qui ne supposent pas toujours, comme les autres, un dommage à réparer, feront l'objet de deux tableaux spéciaux.

La première colonne du tableau général devant indiquer l'objet de l'assurance dont s'occupe chaque groupe de sociétés, lorsque certaines d'entre elles auront plusieurs objets, dont un principal et les autres tout à fait accessoires, il conviendra de les classer d'après l'objet principal et de mentionner cette circonstance dans la colonne d'observations. Si les différents objets sont à peu près d'égale importance, il est à désirer que l'on présente distinctement les renseignements afférents à chacun d'eux.

En ce qui concerne les assurances sur la vie, il est essentiel de distinguer les opérations en cas de vie de celles en cas de mort. Ces dernières, qui peuvent procurer aux nombreux chefs de famille dont le travail est la seule ressource et dont la mort prématurée cause la ruine subite et profonde de tous les leurs un moyen d'en atténuer les funestes effets, méritent une attention particulière. On doit, dans l'intérêt de l'État et de l'humanité, souhaiter vivement qu'elles se vulgarisent et qu'elles soient pratiquées partout, comme elles le sont dans un pays voisin. Des publications statistiques dressées d'une manière comparative peuvent contribuer à cet heureux résultat; mais, s'il n'était possible de l'obtenir dans d'autres pays qu'en procédant d'abord, et dans certaines limites, par voie gouvernementale, ainsi que l'Angleterre, la France et la Belgique l'ont fait pour les retraites d'ouvriers, rien ne serait plus légitime et mieux justifié que cette intervention de l'État. Il s'agirait, en effet, d'institutions d'une utilité évidente et de la plus haute moralité, puisqu'elles auraient pour objet d'encourager des actes si louables de prévoyance pour autrui et de dévouement à la famille.

La notice devra, en donnant un aperçu de la législation sur les assurances, indiquer notamment si les sociétés sont soumises à une autorisation; dans quelles formes et sous quelles conditions elle est donnée; si elles sont assujetties à une surveillance, et quel en est le mode.

On présenterait ensuite, en plusieurs tableaux, les renseignements statistiques, utiles et possibles à obtenir, sur la nature et la forme des sociétés d'assurances, leurs capitaux et le mouvement de leurs opérations, soit en ce qui les concerne, soit en ce qui concerne le public.

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.

Tableau A. Sociétés d'assurances à primes fixes autres que celles sur la vie.

Objets de l'assurance.
Nombre des sociétés: 1. avec participation des assurés aux bénéfices, 2. sans participation.
Nature ou forme des sociétés.
Capital social: 1. partie versée, 2. partie non versée.
Nombre (1. assurances, 2. réassurances à la charge de la société, 3. réassurances à la décharge de la société):
des polices souscrites au 31 décembre 1854: dans le pays; en pays étrangers.
des polices souscrites pendant l'année 1855: idem.
des polices éteintes dans l'année 1855: idem.
des polices restantes au 31 décembre 1855: idem.
des sinistres ou des faits donnant lieu à une indemnité, survenus dans l'année 1855: idem.
Montant (1. assurances, 2. réassurances à la charge de la société, 3. réassurances à la décharge de la société):
des valeurs assurées au 31 décembre 1854: dans le pays; en pays étrangers.
des valeurs assurées pendant l'année 1855: idem.

des valeurs afférentes aux assurances éteintes en 1855: idem.

des valeurs restantes au 31 décembre 1855: idem.

des indemnités auxquelles ont donné lieu des sinistres ou autres faits pendant l'année 1855: idem.

Montant (1. assurances, 2. réassurances à la charge de la société) des primes reçues dans l'année 1855: dans le pays; en pays étrangers.

Montant des primes payées pour réassurances à la décharge de la société en 1855: dans le pays; en pays étrangers.

Frais d'administration de toute nature, y compris commissions et courtages, pendant l'année.

(Dans les assurances maritimes, il y aura lieu d'ajouter des colonnes pour constater les ristournes, c'est-à-dire les annulations totales ou partielles des polices.)

Tableau B. Sociétés d'assurances mutuelles autres que celles sur la vie.

Objets de l'assurance.

Nombre des sociétés: dont la circonscription comprend tout le pays; dont la circonscription ne comprend qu'une partie du pays.

Nombre des engagements	Assurances	Réassurances à la charge de la société	Réassurances à la charge de la société	existants au 31 décembre 1854; souscrits pendant l'année 1855; éteints pendant l'année 1855; restants au 31 décembre 1855.
------------------------	------------	--	--	--

Montant des valeurs (1. assurances, 2. réassurances à la charge de la société, 3. réassurances à la décharge de la société): assurées au 31 décembre; afférentes aux polices souscrites pendant l'année 1855; afférentes aux polices éteintes pendant l'année 1855; assurées au 31 décembre 1855.

Fonds de garantie au 31 décembre 1855.

Fonds de réserve au 31 décembre 1855.

Nombre des sinistres survenus pendant l'année: assurances; réassurances à la charge de la société; réassurances à la décharge de la société.

Montant des sinistres survenus pendant l'année: idem.

Montant des frais d'administration pendant l'année 1855.

Montant des indemnités pendant l'année 1855: assurances; réassurances à la charge de la société.

Montant des sommes payées pour réassurance à la décharge de la société.

Montant des autres charges sociales.

Montant, au 31 décembre 1855, des fonds employés à des moyens de préservation des valeurs assurées.

Tableau C Sociétés d'assurances sur la vie, à primes fixes.

Nombre des sociétés: avec participation des assurés aux bénéfices; sans cette participation.

Objet⁽¹⁾ ou forme des sociétés.

Capital social: partie versée; partie non versée.

Nombre des polices: 1. en cas de vie, 2. en cas de mort.

souscrites au 31 décembre 1854: pour des capitaux dans le pays, pour des capitaux en pays étrangers, pour des rentes dans le pays, pour des rentes en pays étrangers.

Souscrites pendant l'année 1855: idem.

éteintes pendant l'année: idem.

restantes au 31 décembre 1855.

Mêmes renseignements pour le montant des polices.

(Les polices éteintes sont distinguées: par le décès de l'assuré, par le non-paiement des primes, par expiration de l'engagement.)

Nombre des polices (1. en cas de vie, 2. en cas de mort) ayant donné lieu à un paiement de la part de la société pendant l'année: 1. en capitaux, dans le pays; 2. en capitaux, en pays étrangers; 3. en rentes, dans le pays; 4. en rentes, en pays étrangers.

⁽¹⁾ Mots lus au lieu de « nombre », probablement faute d'impression.

Montant ¹/₀ des primes (1. en cas de vie, 2. en cas de mort) reçues pendant l'année: 1.—4. idem.
Montant ²/₀ des paiements (1. en cas de vie, 2. en cas de mort) à la charge de la société pendant l'année: idem.

Frais d'administration de toute nature.

Tableau D. Sociétés tontinières.

Nombre des sociétés gérantes.

Capital social: partie versée; partie non versée.

Cantonnement.

Nombre des associations (1. en cas de vie, 2. en cas de mort): gérées au 31 décembre 1854 formées pendant l'année 1855; mises en répartition pendant l'année; existantes au 31 décembre 1853.

Nombre des engagements (id.): existants au 31 décembre 1854; souscrits pendant l'année 1855; mis en répartition pendant l'année; existants au 31 décembre 1855.

Montant des fonds des associations (id.) existants, au 31 décembre 1854: 1° en rente sur l'État, 2° en numéraire, 3° en toute autre valeur, 4° total.

Montant des fonds reçus dans l'année (id.): versements; revenus des associations.

Montant des répartitions opérées dans l'année (id.): 1°—4° comme au précédent.

Montant des fonds des associations (id.) existants, au 31 décembre 1855: idem.

Nombre des sociétaires (id.) participant aux répartitions de l'année 1855.

Droits de gestion perçus (id.) en 1855.

Frais d'administration de toute nature.

ASSURANCES.

A Résolutions générales.

Berlin
1863.

1. Considérant que les assurances ont besoin, au plus haut degré, pour arriver à leur entier développement, de l'aide de la statistique, et que leur grande importance justifie l'assistance qu'il s'agit de leur apporter, — le Congrès déclare qu'il est désirable d'avoir égard, dans les relevés statistiques, aux besoins des assurances, et recommande particulièrement de recueillir les renseignements demandés par les diverses branches des assurances, en tant que ces relevés ont paru praticables au Congrès.

2. Considérant que les institutions d'assurance sont tout particulièrement aptes à fournir des notes statistiques dans les limites de leur domaine, et que le relevé, la réunion et la publication de ces matériaux statistiques peuvent contribuer considérablement à la solution de questions importantes soulevées par la science, l'administration de l'État et les établissements d'assurances mêmes, — le Congrès recommande de rassembler ces matériaux, mais sans aucune contrainte envers les sociétés d'assurances. Comme données principales que la science est en droit de demander aux assurances, on peut signaler les suivantes: l'indication du caractère de l'association, de ses capitaux disponibles, du genre de ses affaires, de l'étendue de ses opérations, et de ses produits nets.

3. Le Congrès déclare qu'il est nécessaire de profiter des services d'hommes spéciaux, et érent: de mathématiciens, pour la collection, la combination et l'exploitation du matériel statistique mentionné ci-dessus.

B. Résolutions spéciales pour les diverses branches des assurances.

1. Assurances fondées sur la vie humaine.

1. Demandes à faire à la Statistique.

1. Pour satisfaire les besoins des assurances fondées sur la vie humaine, il faut:

A. des relevés et publications se renouvelant tous les cinq ans au moins, pour chaque commune, cercle, province et pays (ou d'après d'autres limites géographiques), sur le nombre des personnes vivantes, en ayant surtout égard

¹ Mots lus au lieu de « nombre, » probablement faute d'impression.

1. à l'âge, prouvé par l'année de la naissance et, jusqu'à l'âge de deux ans, par le mois de la naissance, — ainsi non en classes d'âge comprenant plusieurs années;

2. au sexe.

B. des publications, à la fin de chaque année, pour chaque commune, cercle, province et pays (ou d'après d'autres limites géographiques) sur le nombre des personnes

1. entrées dans la population pendant le cours de l'année,

a) nées-vivantes, avec mention du sexe,

b) immigrées, en distinguant les années de naissance (voir A. 1.) et le sexe;

2. sorties de la population,

a) par la mort, exclusivement les mortes-nées, en distinguant les années de naissance (voir A. 1.), le sexe et les causes de la mort;

b) par émigration, en distinguant les années de naissance (voir A. 1.) et le sexe.

II. Pour satisfaire aux besoins des assurances fondées sur la vie humaine, il est à désirer, de plus, que des renseignements périodiques soient donnés:

1. sur la hauteur et le mouvement du taux de l'intérêt, dans chaque État, pour les divers placements des capitaux, spécialement pour les hypothèques, les lombards et les lettres de change,

2. pour chaque division des personnes mentionnées sous I. A. et B., sur leur état civil, leur profession ou emploi, leur invalidité d'après cause, degré et résultats.

2. Demandes à faire aux Sociétés d'assurances.

Le Congrès recommande les publications suivantes de la part des établissements d'assurances sur la vie humaine:

A. Des renseignements se renouvelant tous les cinq ans au moins:

a. à fournir par les institutions d'assurances sur la vie, y compris les caisses de malades et d'invalides:

1. sur le nombre des personnes assurées, eu égard particulièrement à l'âge (voir I. A. 1.) et au sexe,

2. sur le nombre des personnes qui pendant chaque année de la période écoulée depuis la dernière publication,

a) ont été assurées, en distinguant les années de naissance (voir I. A. 1.) et le sexe,

b) sont sorties de l'assurance, savoir:

1. par décès, d'après les années de naissance, le sexe et les causes de la mort;

II. par d'autres causes, en distinguant les années de naissance et le sexe;

5. à fournir par les caisses de malades particulièrement: sur le nombre des personnes qui, pour maladie, ont été assistées de médecins, eu égard aux années de naissance (voir I. A. 1.) et au sexe, et en notant:

1. les maladies subies,

2. la durée des maladies,

3. les mois où les personnes indiquées tombèrent malades,

4. la sortie des maladies;

6. à fournir particulièrement par les institutions d'assurance contre les accidents: sur le nombre des personnes qui, au courant de chaque année, ont subi un accident, — en mentionnant les causes et leurs effets, et en distinguant les années de naissance (voir I. A. 1.) et le sexe;

7. à fournir par les caisses d'invalides spécialement: sur le nombre des personnes devenues invalides au courant de chaque année, en distinguant les années de naissance (voir I. A. 1.) et le sexe, — avec mention du degré et de la cause de l'invalidité.

B. Des renseignements périodiques de la part des institutions en question:

1. sur le taux de l'intérêt atteint dans chaque pays pour les différents placements des capitaux.

2. pour chaque catégorie des personnes assurées, mentionnée sous A. a. 1 et 2, sur: leur état civil, leur profession ou emploi, les pays qu'elles habitent.

3. sur la mortalité, la morbidité et l'état d'invalidité des personnes qui n'ont pas été considérées

comme des vies normales, et qui ont été assurées à prime élevée, en indiquant l'espèce de l'anomalie — p. ex. disposition pour une maladie et laquelle, état de maladie, profession dangereuse, périls de guerre ou de voyage sur mer, séjour dans des climats insalubres — en égard aux années de naissance (voir I. A. 1.) et au sexe.

C. Des renseignements annuels sur

- a. le nombre des personnes, les capitaux et les rentes qui, dans chaque catégorie d'assurance, 1. étaient assurés au commencement de l'année, 2. sont entrés dans l'assurance pendant le cours de l'année, 3. sont sortis de l'assurance par: mort, rachat, expiration du terme de l'assurance, autre cause, 4. restaient assurés à la fin de l'année.

Les catégories d'assurances en question sont les suivantes:

I. sur le décès, savoir

- a) assurance d'une seule vie: sans condition, temporaire, différée;
- b) assurance de vies combinées.

II. sur la vie: rente viagère sans condition; capital ou rente différé;

III. autres formes d'assurances à spécialiser.

5. la répartition des assurances restées à la fin de l'année (voir a 4.), et qui sont séparées d'après les catégories mentionnées au-dessus, en groupes d'âge ne comprenant plus de cinq ans.

Note. Ces renseignements doivent faire connaître:

1. la raison de l'institution, le domicile de l'établissement principal, son âge et les branches d'assurance exploitées.

2. la nature de l'institution, c'est-à-dire si elle se fonde sur mutualité, sur actions, ou sur le système mixte, ou si elle est entreprise par un particulier. Indiquer, pour les compagnies par actions, quel capital en actions a été émis, et quelle partie en est payé ou, éventuellement, déjà perdu.

3. les bornes de l'année de comptabilité.

4. la somme des assurances sur la vie, à la fin de l'année de comptabilité, pour propre compte (après la soustraction des réassurances en décharge).

D. De plus, des renseignements annuels sur les points suivants (à donner le mieux possible par la publication de comptes complets).

1. Recettes divisées en: a. primes pour les anciennes assurances (prolongations); b. primes pour les nouvelles assurances; c. mises de capitaux; d. intérêts; e. recettes d'autres ressources qui doivent être indiquées généralement.

2. Dépenses pour propre compte, c'est-à-dire excepté le contingent des réassureurs:

a) dédommagements: des cas restés pendans au commencement de l'année; des cas de mort subis au courant de l'année; paiements en cas de vie, exclusivement les rentes viagères;

b) rentes viagères payées;

c) paiements de primes pour réassurances, avec mention de la somme: assurances d'ancienne date; assurances nouvelles;

d) paiements pour le rachat de polices;

e) paiements pour commissions, courtages, censees;

f) frais d'administration;

g) paiements pour d'autres buts, avec mention générale de ceux-ci.

E. Enfin des renseignements annuels sur les points suivants (à donner le mieux possible par la publication d'un bilan complet).

1. Montant des biens, savoir

a) quant à l'actif, en donnant les capitaux placés en biens-fonds, en hypothèques, en effets, etc.;

b) quant au passif, en donnant le capital social, la réserve (capitalisée) de bénéfice, la réserve

de primes, la réserve pour sinistres à payer.

2. Bénéfice atteint dans le cours de l'année, et son emploi, resp. la perte soufferte et son remboursement.

II. Sociétés tontinières.

I. Demandes à faire à la Statistique.

Considérant que les opérations des institutions de rentes sont à l'ordinaire, il est vrai, indépendantes de calculs basés sur des observations antérieures de la vie humaine, mais que ces établissements de rentes qui consomment le capital, ont besoin du calcul de rentes viagères et, de plus, que les associations de tontines se chargent d'assurances sur des cas de mort, quand elles assurent en même temps les pertes de capitaux que la mort d'un membre cause à ses survivants, —

le Congrès reconnaît que les sociétés tontinières peuvent formuler les mêmes demandes à la statistique, que c'est fait pour les sociétés d'assurances sur la vie humaine.

II. Demandes à faire aux sociétés d'assurances.

Considérant que les institutions tontinières, ainsi que celles d'assurances sur la vie, sont aptes à livrer un matériel statistique important, — le Congrès décide :

I. Que les propositions faites sous I., II. A. correspondent complètement avec celles à faire aux institutions de rentes et d'assurance pour les survivants, et qu'aux demandes formulées sous I., II. C. répondent ici les suivantes :

1. combien de personnes — et avec quel montant de capitaux et de rentes — étaient assurées au commencement de l'année de comptabilité, calcul séparément établi pour chaque société ;

2. combien de personnes ont été assurées pendant l'année, eu égard aux relevés indiqués sous I. ;

3. combien de personnes sont sorties de l'assurance : par la mort, par l'expiration du temps de l'assurance, par d'autres causes ;

4. combien de personnes restaient assurées à la fin de l'année ; — à quoi l'on doit ajouter :

- 1) la raison de l'institution,
- 2) le domicile de l'établissement principal,
- 3) les branches d'assurance exploitées,
- 4) les bornes de l'année de comptabilité.

II. Que des comptes aussi détaillés que possible soient à rendre, à déposer et à publier sur l'état des biens et les affaires exercées, présentant en même temps les résultats atteints par chaque association.

III. Assurances contre l'incendie.

I. Demandes à faire à la Statistique.

Le Congrès déclare qu'il est désirable de donner, en faveur de l'assurance contre l'incendie, des renseignements statistiques aussi complets que possible sur les points suivants :

A. Le matériel en risque, c'est-à-dire les objets qui peuvent être endommagés par le feu, ou par la foudre, ou par l'explosion de vapeurs ou de gaz.

Note. On acceptera particulièrement avec reconnaissance, si la statistique officielle relève et publie les données recommandées au programme de la Commission préparatoire (voir les résolutions du Congrès 2^e Section, N.° V.).

B. Le montant des assurances en vigueur et, ensuite, le montant des propriétés qui ne sont pas encore assurées.

C. Les causes des incendies et les causes de leur déploiement, d'après quoi l'on puisse étudier les périls et la répétition d'événements semblables.

D. L'état des établissements pour éteindre les incendies.

E. Le climat et l'état météorologique du pays.

II. Demandes à faire aux Sociétés d'assurances.

En revanche, les institutions d'assurances donneront les renseignements suivants :

A. Le nombre des assurances signées au courant de l'année.

B. Le montant des assurances existantes à la fin de l'année, inclusivement les réassurances ; les divers pays y prenant part en hauteur de.....

- C. Le nombre des cas de dédommagement dans la branche des assurances directes, divisés en :
1. dommages s'élevant à plus d'un quart de la somme assurée: a) résultant d'un embrasement qui a pris origine dans le bâtiment assuré; b) résultant de la transmission d'un embrasement sur le bâtiment assuré.
 2. dommages partiels ne s'élevant pas à un quart de la somme assurée: distinction comme sous 1.
 3. dommages de déneublements.
- D. Les causes des incendies dont la branche directe a été touchée: nombre
des cas:
1. mise en feu: démonstration préméditée; probablement préméditée; par négligence démontrée; par négligence probable. »
 2. transmission du feu d'autres bâtiments »
 3. coup de foudre »
 4. explosion »
 5. emploi nonchalant d'allumettes »
 6. causes non découvertes »

IV. Assurances des transports.

1. Demandes à faire à la Statistique.

Considérant qu'il est convenable de relever, réunir et publier une statistique annuelle de l'équipement des pays maritimes, — le Congrès recommande, dans l'intérêt de la science, de l'administration et des assurances maritimes, d'établir cette statistique d'après le formulaire suivant, et en ayant égard aux renseignements donnés annuellement sur la marine marchande prussienne.

Formulaires.

I. Liste des vaisseaux.

A. Bateaux à vapeur (en distinguant: a. les bateaux de mer, b. les remorqueurs et les bateaux de rivière).

Nom du vaisseau 1.

Nom du capitaine 2.

Description du vaisseau: nombre des lastes 3, structure 4, année de construction 5.

Description de la machine: chevaux à vapeur 6, année de construction 7, idem de la chaudière 8.

Nom du frétier correspondant 9.

Domicile 10.

B. Bateaux à voiles.

Nom du vaisseau 1.

Nom du capitaine 2.

Nombre des lastes 3.

Construction 4.

Année de construction 5.

Nom du frétier correspondant 6.

Domicile 7.

Supplément.

1) Sous le pavillon (prussien) vont d'ailleurs:

(Les mêmes colonnes que sous B.)

2) Renseignement nominal des vaisseaux qui ont changé le nom au courant de l'année.

C. Bateaux en construction.

(Les mêmes colonnes que sous B.)

II. Statistique du pavillon (prussien) au commencement de l'année (1864).
Colonne indépendante :

Domiciles.

Colonnes dépendantes :

Effectif au commencement de 1863: vaisseaux 1, lastes 2.

Accroissement: a) par nouvelles bâtisses: vaisseaux 3, lastes 4,

b) par achat et révision du mesurage: vaisseaux 5, lastes 6.

Diminution: a) par accidents et démolition: vaisseaux 7, lastes 8.

b) par vente et révision du mesurage: vaisseaux 9, lastes 10.

Effectif à la fin de 1864: vaisseaux 11, lastes 12.

Cet effectif se divise en :

vaisseaux à voiles: a) vaisseaux de mer de plus de 40 lastes: vaisseaux 13, lastes 14.

b) cabotiers de moins de 40 lastes: vaisseaux 15, lastes 16.

bateaux à vapeur: a) vaisseaux de mer: vaisseaux 17, lastes 18.

b) remorqueurs et bateaux de rivière: vaisseaux 19, lastes 20.

III. Statistiques des accidents qui arrivèrent aux navires prussiens au courant de l'année 18. . .
Colonnes indépendantes :

Espèce des accidents:

absents depuis longtemps...,
abîmés en mer...,
coulés à fond et relevés...,
endommagés de glace...,
id. et perdus...,
abandonnés et menés dedans par d'autres navires...,
abîmés ou échoués et ecarcassés par force de collision...,
avariés considérablement par force de collision...,
avariés légèrement par force de collision...,
échoués ou brisés en débris...,
déchoués et réparés...,
déchoués et condamnés...,
condamnés pour avarie...,
avariés considérablement par force d'orage...,
avariés légèrement par force d'orage...,
poussés à fond et endommagés...,
poussés à fond sans être endommagés...,
entrés au port pour coulage et réparés...,
endommagés de feu ou d'explosion...,
somme ;
démontés...

Colonnes dépendantes:

vaisseaux de mer contenant plus de 40 lastes; vaisseaux 1.

cabotiers contenant moins de 40 lastes; vaisseaux 2.

vaisseaux à vapeur: vaisseaux 3.

somme (1863): vaisseaux 4.

Lieux des accidents :

la mer Baltique 5,
le Kattégatt et la mer du Nord 6.
l'océan Atlantique et la Manche 7,
la Méditerranée et la mer Noire 8,
la mer Indienne et l'océan Pacifique 9.

Mois des accidents: de janvier 10, à décembre 21.

2. Demandes à faire aux Institutions d'Assurances.

Formulaire à remplir annuellement par les sociétés d'Assurances.

A. Recettes (en monnaie usitée dans le pays).

1. réserve de primes transmises de l'année précédente, et qui sert de remboursement à un capital assuré de..... (seulement pour les assurances maritimes.)
2. primes obtenues au courant de l'année pour un capital assuré de.....
3. intérêts de capitaux placés, y compris les billets d'échange.
4. compte des effets, ou autres recettes (d'après des catégories générales).

B. Dépenses (en monnaie usitée):

1. primes de réassurance pour un capital de.....
2. ristournes et restitutions.
3. provisions et courtages (pour les assurances maritimes), ou provisions et salais (pour les assurances fluviales).
4. a) dommages payés sans la quote-part des réassureurs;
b) dommages évalués, idem (pour les assurances maritimes), ou dommages évalués et primes réservées (pour les assurances fluviales);
c) à déduire la réserve transcrite de l'année précédente;
d) dommages qu'il faut payer.
5. primes réservées pour rembourser les risques courants (seulement pour les assurances maritimes).
6. compte des frais.
7. somme des dépenses.

C. Bénéfice net à répartir selon les statuts.

Notes.

a) pour les assurances maritimes: 1. Tous les dommages arrivés dans les assurances à temps, jusqu'à la fin de l'année de comptabilité, et que l'assureur connaît déjà au jour de la reddition du compte, passent au débit de l'année écoulée.

2. Tous les dommages arrivés dans les assurances à voyage, jusqu'à la reddition du compte, passent au débit de l'année écoulée; celle-ci est, en conséquence, chargée des dommages arrivés même pendant les premiers mois de la nouvelle année aux assurances qui ont été conclues pendant l'année de comptabilité.

3. Pour les primes des assurances à temps, on en doit réserver la quote-part des jours surpassant l'année de comptabilité.

4. Pour les primes des assurances à voyage, on les doit réserver pleinement de tels risques qui ne sont pas amorties au temps de la reddition du compte; en contre, les pleines primes de tels risques qui ont atteint jusqu'à ce jour-là le lieu de leur destinée, on qui sont perdues totalement, c'est-à-dire les primes de toutes les assurances éteintes jusqu'alors, restent à l'année de comptabilité. Vouloir passer, au contraire, à la nouvelle année les pleines primes et tous les dommages des assurances à voyage qui surpassent l'année précédente, ce serait un procédé rejetable.

b) assurances fluviales: 5. Voir les notes sous 2 et 4.

6. Il s'entend, de plus, qu'on doit donner le tableau spécialement pour chaque autre branche d'affaires.

V. Assurance contre la grêle.

1. Demandes à faire à la Statistique.

Le Congrès déclare que la branche d'assurance contre la grêle a un grand intérêt de demander à la statistique générale les travaux suivants:

A. L'information sur la valeur des produits annuels des terres labourables ou bécables.

B. Le relevé régulier, par année, des orages mêlés de grêle qui sont arrivés, en annotant les dates et les communes surprises.

2. Demandes à faire aux Institutions d'assurance contre la grêle.

Le Congrès exprime son opinion que les institutions d'assurance contre la grêle ont, de leur côté, à livrer les suivants renseignements statistiques :

A. La somme des assurances qui ont été en vigueur au courant de l'année, pour chaque pays ou province.

B. Les orages mêlés de grêle qui sont arrivés chaque année, et ensuite desquels les sociétés d'assurance ont payé des indemnités, en annotant les jours des orages et les communes où des indemnités sont payées.

VI. Assurance du bétail.

1. Demandes à faire à la Statistique.

1. Le Congrès déclare nécessaire à l'assurance du bétail, que la statistique réponde aux questions suivantes :

A. Combien existent, dans chaque arrondissement d'autant peu d'espace que possible, de bestiaux des espèces : cheval, race bovine, cochon, mouton, chèvre ?

B. Combien de bestiaux sont employés aux usages divers ?

C. Combien de bestiaux se trouvent dans les communes rurales, combien dans les villes, combien des premiers appartiennent aux grands propriétaires, et combien aux paysans ?

D. Quel est le chiffre de la mortalité des bestiaux par an, pour cent de bestiaux existants.

E. Quelles maladies contagieuses éclatent le plus souvent, dans chaque arrondissement aussi petit que possible, et quelle est chaque fois la mortalité parmi telle et telle quantité des diverses espèces ?

2. Ensuite, il est à souhaiter que la statistique renseigne :

F. Combien de bestiaux des diverses espèces existent dans chaque classe d'âge ? savoir :

1. jusqu'à un an,

2. d'un à trois ans, et

3. de plus, accroissant de trois à trois ans.

2. Demandes à faire aux Institutions d'assurance du bétail.

1. Quant aux renseignements que les sociétés d'assurance du bétail peuvent offrir à la statistique, le Congrès désigne comme nécessaires :

a) le nombre des bestiaux de chaque espèce qui restaient assurés au commencement de l'année nouvelle ;

b) le nombre des bestiaux entrant dans l'assurance au courant de l'année ;

c) combien de bestiaux assurés sont perdus, combien en sont abattus et combien sont morts par maladie, — en égalant aux demandes des sociétés d'assurance faites à la statistique.

2. Quant à l'organisation des institutions d'assurance, le Congrès désigne comme nécessaires les renseignements suivants :

a) sur la forme d'administration : si le cercle d'affaires est limité, ou non ;

b) si la société est fondée sur actions, ou sur mutualité ;

c) les objets d'assurance :

a) d'après les espèces diverses, —

β) d'après les causes de mort ;

d) les obligations fondées sur les statuts à l'égard du montant de l'indemnité, principalement si celle-ci fait la pleine somme, ou combien de pour cent, de la valeur du bétail.

A. PRODUCTION ET CONSOMMATION.

Londres
1860.

3. Le Congrès recommande les deux statistiques suivantes :

- a) La statistique de la production et de la consommation dans chaque pays; la statistique de la production comprenant — le nombre et l'espèce des producteurs; les moyens de production; la qualité, la quantité et la valeur des produits; la statistique de la consommation comprenant — la nourriture, le vêtement, les objets de luxe et de divertissement.
- b) Autant que possible l'indication, pour les différentes classes de la société, du rapport entre leurs ressources et le montant des impôts qu'elles payent.

O. PRIX ET SALAIRES.

Londres
1860.

1. Que par salaires on doit entendre, dans toute enquête, le payement en argent fait à un ouvrier pour un effort donné; qu'il est à désirer qu'on établisse également, autant que possible, la valeur utile de ces salaires en argent, c'est-à-dire, la quantité et la qualité de denrées qu'ils peuvent procurer à l'ouvrier.

2. Que le sujet des prix et des salaires, tel qu'il est défini dans le programme, peut être l'objet d'utiles investigations, d'après ces deux grandes divisions:

- a) Période historique, s'étendant de l'année (dites) 1400 à l'année 1790, en séparant les 390 années en trois subdivisions, savoir: 1) de l'année 1400 à l'année (dites) 1570; 2) de l'année 1570 à l'année (dites) 1700; et 3) de l'année 1700 à l'année (dites) 1790.
- b) Période contemporaine, commençant à l'année 1790, comme marquant le commencement de l'ère révolutionnaire, en la subdivisant en trois périodes: 1) 1790 à 1816; 2) 1817 à 1850; 3) 1850 à l'époque actuelle.

3. Que le principal objet des enquêtes relatives à la première sous-période, 1400 — 1570, serait d'établir par des données nombreuses et authentiques, de ces deux unités fondamentales:

- 1) le prix moyen du grain le plus généralement employé pour l'alimentation de l'homme sur une surface aussi étendue que possible;
- 2) la moyenne des salaires des espèces les plus ordinaires du travail agricole sur la même surface.

4. Que le principal objet des enquêtes relatives à la seconde sous-période, 1570 — 1700, et à la troisième sous-période, 1700 — 1790, serait la continuation des deux mêmes lignes fondamentales de documents, en s'attachant à rendre aussi claires et aussi certaines que possible les données à l'aide desquelles nous pouvons estimer les effets produits sur les prix et les salaires par l'importation de métaux précieux du Nouveau Monde, dans le seizième siècle.

5. Qu'il est à désirer, dans tous les cas où ce sera possible, qu'on recueille, pour être joints aux deux lignes fondamentales d'enquêtes, des documents authentiques qui montrent les prix des provisions, habillements, meubles et objets de luxe, les prix des animaux, les prix des terres et des maisons, le taux de l'intérêt et les salaires du travail de l'artisan, de l'homme professionnel et de l'artiste.

6. Qu'en ce qui regarde la période contemporaine, 1790 jusqu'à ce jour, le premier objet serait la continuation des deux lignes fondamentales de documents, comme il est indiqué dans la seconde de ces deux propositions, dans la forme la plus parfaite et pour le plus grand nombre de pays.

7. Que le second objet, en ce qui touche la période contemporaine, est :

- 1) d'arriver à établir une histoire exacte des changements les plus importants qui ont eu lieu dans les prix des principales denrées et dans les salaires des différents genres de travaux ;
- 2) de poser les bases, au moyen de faits, d'exactes aperçus scientifiques sur l'action, à la même époque et dans différents pays, des principes économiques qui affectent les prix et les salaires.

8. Que pour l'aperçu historique des plus importants changements (fluctuations) qui ont eu lieu dans le prix des denrées depuis 1790, il suffira dans presque tous les cas de limiter les investigations à six ou huit — ou moins — des articles les plus considérables et les plus importants, sous les chefs suivants :

Objets indigènes d'alimentation,
Matières premières indigènes.
Animaux indigènes.
Objets d'alimentation importés.
Matières premières importées.

9. Qu'il est indispensable de donner, conjointement avec ces relevés, autant de renseignements accessibles que possible relativement aux catégories collatérales de documents dont il est question ci-après.

Aucun recueil des prix et salaires dans un pays, spécialement en Europe et en Amérique, depuis 1790, ne peut avoir de valeur scientifique s'il ne renferme des faits statistiques établissant avec soin et clarté le cours contemporain, dans ce pays, des fluctuations dans le volume du medium de circulation des billets de banque émis soit par l'État, soit par les banques de gouvernement, soit par des compagnies par actions ou des banquiers particuliers; et l'on devra prendre un soin tout particulier d'indiquer toutes les occasions (s'il y en a eu) pendant lesquelles il a été impossible d'échanger le papier contre argent à la volonté du porteur et où il a pris le caractère d'une circulation forcée, ou bien où il n'était pas promptement et régulièrement rendu pour paiement dans les affaires, par les banques qui en avaient opéré l'émission.

Il est aussi important d'indiquer les changements qui ont eu lieu, de temps en temps, dans la *dénomination* des billets de banque, et spécialement dans les dénominations des *plus petits*.

Conjointement avec le tableau des fluctuations dans le montant et les changements du caractère de la circulation du papier dans un pays, il devrait y avoir un état contemporain des changements qui ont eu lieu dans le taux de l'escompte et des intérêts dans les principales banques du pays, et aussi dans le marché général de l'argent. Il faudrait également qu'il y eût un état correspondant, autant qu'on pourrait avoir des données certaines, des principaux articles composant l'actif et le passif de la banque ou des banques principales.

On devra également donner la cote du *change étranger* sur les plus importantes places, et du prix de l'*or* et de l'*argent*, et de l'*agio*, s'il y en existe, sur l'un ou sur l'autre.

On donnera aussi, autant que possible, des renseignements relatifs à l'importation et à l'exportation des métaux précieux et à l'étendue de l'émission annuelle du numéraire.

A ces branches d'information on pourrait joindre la cote du marché de quelques-unes des valeurs ou des fonds publics principaux du pays, ou bien des valeurs et des fonds du pays voisin sur lesquels on spéculait le plus généralement.

Partout où il sera possible d'établir le montant des fluctuations des lettres de change en circulation dans le pays, on devra le faire.

Avec l'aide de ces statistiques, telles qu'elles sont suggérées ici, il sera possible, tôt ou tard, dans la plupart des pays, d'arriver à des résultats clairs et positifs relativement aux relations existant entre les fluctuations dans les prix et les changements dans le taux de l'intérêt et à la quantité convertible de papier en circulation.

Mais en traçant ces relations, nous ne devons pas oublier les effets immédiats et profonds produits par les variations dans l'*approvisionnement* des marchandises. De là la nécessité de faire bien attention aux variations des saisons, spécialement quant à ce qui concerne les produits indigènes de l'agriculture ;

et en ce qui concerne les produits exotiques, aux variations du volume annuel des importations et des exportations.

En recueillant ainsi les statistiques des prix et des salaires depuis 1790, ainsi qu'il en est question, il sera désirable d'avoir, autant que possible, recours à une dernière formule d'un caractère simple et uniforme; et il est probable que les quatre dates de chaque année qui conviendront le mieux au plus grand nombre des cas, seront les mois trimestriels de

1 Janvier.

3 Juillet.

2 Avril.

4 Octobre.

La quantité donnée sera celle des transactions actuelles et des faits arrivant dans ces mêmes mois, en laissant à l'examineur la facilité de construire là-dessus les calculs qu'il trouvera convenables.

10. Que dans l'étude, au moyen de faits, des variations depuis 1790 des prix et des salaires, il y aura, dans presque tous les cas, la plus grande utilité à s'enquérir particulièrement de l'époque et du lieu, où le commun des travailleurs a été ou est en état au plus haut degré d'obtenir :

a) Les salaires les plus élevés.

b) Les meilleurs vêtements et la nourriture et le logement les plus confortables.

11. Qu'on considération des découvertes d'or, d'argent et de cinabre qui ont eu lieu dans différentes parties du monde depuis 1848, il est spécialement désirable et important de constater, au moyen de bonnes statistiques des prix et des salaires, les effets commerciaux et économiques qui ont été ou peuvent être produits par ces découvertes.

12. Que pour les comparaisons entre les métaux précieux et les grains, une expression scientifique du prix moyen des grains le plus communément employés comme alimentation de l'homme doit de toute nécessité embrasser des résultats annuels d'une période d'au moins 50 ans.

13. Que pour dresser une ligne donnée (datum line) de comparaison d'après laquelle on puisse mesurer les changements qui ont eu lieu depuis les récentes découvertes, il suffira, en règle générale, de donner les chiffres exprimant exactement les résultats moyens de chacune des dix années 1841-1850, en excluant toutefois de cette proposition les prix des grains.

14. Que, dans l'exécution de la 11^{me} des propositions ci-dessus établies, on peut adopter avec avantage les détails et les méthodes indiqués dans le programme de Mr. William Newmarch (section X), en faisant seulement les modifications locales nécessaires. (Voir l'appendice I.)

15. Que dans les pays, qui produisent le nouvel or, à Sydney (Australie), Melbourne (Austr.), San Francisco (Californie) et Victoria (Ile de Vancouver), il est désirable qu'on dresse des tables de prix et de salaires d'après les principes indiqués dans la section XI du programme de Mr. William Newmarch. (Voir l'appendice II.)

16. Qu'il est désirable qu'on prenne immédiatement des mesures pour la préparation d'après les principes signalés dans la section X du programme signé ci-dessus, de tables des prix et des salaires à Hambourg, Paris, Bordeaux, Cadix, New-York, Boston, Philadelphie, la Nouvelle Orléans pour chacune des dix années 1841-1850, et pour chaque année ultérieure.

17. Le Congrès signale particulièrement à l'attention des autorités des colonies de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de la Tasmanie, de l'Australie méridionale, occidentale et de la Nouvelle-Zélande, l'extrême importance de la préparation immédiate, par les soins de l'administration s'il est possible, d'une statistique des prix et des salaires dans ces colonies, sous la forme arrêtée par la IV. Section du Congrès.

Qu'une communication semblable soit faite aux autorités de la Nouvelle-Colombie, ainsi qu'au Gouvernement américain en ce qui touche la Californie.

18. Le Congrès soumet à la Société statistique et géographique de New-York les propositions adoptées par la Section IV, en ce qui touche les prix et les salaires, en réclamant son active coopération pour l'exécution des enquêtes dont il s'agit.

19. Une communication semblable sera faite à MM. Chevalier, Leplay et Levasseur, de Paris, écrivains si éminents dans cette classe particulière de sujets.

20. Qu'autant que possible, les résultats des enquêtes recommandées soient l'objet d'un rapport à la prochaine session du Congrès.

APPENDICE I.

EXTRAIT DU PROGRAMME DE M. NEWMARCH, RELATIF AUX PRIX DANS LES PAYS RECEVANT L'OR.

Il semble que ce serait une marche claire et raisonnable que de nous vouer tout de suite à l'accomplissement de cette tâche : 1) la détermination de l'effet produit sur les prix et les salaires par le flux des nouveaux trésors, dans les États commerçants d'Europe et d'Amérique; 2) la détermination de l'effet produit sur les prix et les salaires, année par année, dans les contrées aurifères elles-mêmes, par le développement progressif de leurs ressources.

En traitant ces deux questions, notre premier effort doit tendre à construire une large et solide ligne donnée représentant avec un soin rigoureux les séries de prix et salaires pendant quelque période satisfaisante antérieure aux premiers effets découverts. Dans les contrées aurifères elles-mêmes, l'époque des découvertes trace naturellement la date de division. Dans les contrées recevantes, la fin de l'an 1850 est la date de division, onverte en apparence à plusieurs objections.

Pour presque toutes les marchandises, excepté le grain, il est probable qu'une ligne donnée représentant le résultat moyen des quatre cotes des prix en gros dans chacune des dix années 1841-50, serait, à l'égard des plus importants entrepôts d'Europe et d'Amérique, considérée comme une base sûre. Il serait désirable, dans la construction de cette ligne donnée, d'établir séparément les moyennes des deux périodes de cinq ans, 1841-45, et 1846-50. Ces résultats séparés seraient aisément réunis quand il en serait besoin. Les cotes devront scrupuleusement être prises aux mêmes sources, — et s'il est possible au même état identique, état précisément le même pour la même classe et la même qualité d'articles. Ces observations s'appliquent avec une force égale aux salaires. — En commençant par l'année 1851, ce qui peut être appelé les prix de flux devra être continué en stricte conformité avec les mêmes règles.

Dans cinq appendices je donne des exemples de l'application actuelle faite par moi-même de cette méthode à ce pays.

Dans la table C, on a adopté le plan qui consiste à employer les grands nombres voulus pour exprimer les quantités, en omettant les chiffres 0000 à la suite de l'unité. Une assez grande expérience m'a fortement démontré l'avantage de cette méthode, lorsqu'il est possible de l'adopter, en ayant toujours soin, bien entendu, d'indiquer très distinctement en face de la table, que les chiffres ont été éliminés. Il y a très-peu de cas, dans le fait, où l'on soit obligé d'émettre de grandes sommes avec une plus grande précision que celle qui est obtenue par deux places de décimales. La facilité du coup-d'œil et l'économie de l'espace pour l'impression sont des plus remarquables. On ne doit pas oublier d'ailleurs que la précision affectée des colonnes immenses et sarchargées contraste grandement avec la réputation populaire des études statistiques.

J'ai dit que pour beaucoup de marchandises, excepté le grain, une moyenne des dix années 1841-50 pourrait être considérée comme une base certaine pour la comparaison, et que, dans certains cas, la moyenne d'une période même plus courte pourrait mériter également autant d'attention.

Quant aux grains, l'effet des saisons est si puissant et si subit à affecter les prix, qu'il faut une longue période d'années pour établir une juste moyenne; et le Congrès pourra diriger avec avantage son attention sur l'élucidation de ce point intéressant et important.

Sur ce sujet donc, je terminerai en faisant remarquer au Congrès l'extrême importance qu'il y a de susciter, par tous les moyens en son pouvoir, l'institution immédiate de mesures pour la construction, dans certaines villes importantes, — par exemple, Hambourg, Paris, Bordeaux, Cadix, New York, Boston, Philadelphie, Nouvelle Orléans, — des tables de prix et salaires pour les 10 années antérieures à 1851, et pour chacune des années suivantes, dans le but d'arriver à des conclusions générales quant aux effets produits par le flux des nouveaux trésors dans ce que nous avons appelé les pays recevants.

A. Prix en gros des denrées à Londres et à Manchester.

Dates: Moyenne de six ans, 1845—50; 1851, 1 Janvier; 1853, 1 Juillet; 1857, 1 Juillet; 1858, 1 Janvier; 1859, id.; 1860, id.

Chefs des colonnes:

- I. Produits coloniaux et tropicaux (aliments). I. Café: Jamaïque, beau ord. à moy. (en douane), par qtl. [s. à s.]. — 2. 3. Sucre: angl. plan. jaune (en douane), par qtl. [s. à s.]; moyenne Gaz. price B. P. and E. L. (en douane) par qtl. [s. d.]. — 4. Rhum: Jamaïque 15 c. 15 s. p. (en douane) par gall. [d. à d.]. — 5. Thé: Congou cou. à moy. (en douane) par lb. [d.]. — 6. Tabac: feuille de Virginie (en douane) par lb. [d.]. — 7. Beurre: Waterford [s.].
- II. Blé (angl. et gallois) et viande de boucherie (marché de Newgate). 8. Blé: moyenne mensuelle de la Gazette, par quartier imp. [s. d.]. — 9. 10. Bœuf, par 8 lbs. [d. à d.]: inférieur moyen; première large. — 11. 12. Mouton, id.: moyen, première. — 13. Porc, id.: large.
- III. Matières premières des manufactures. 14. Coton brut: Upland fair, par lb. [d.]. — 15. Soie grège: Cossimby, par lb. [s. à s.]. — 16. Laine: Friesland, par ton. (L. à L.). — 17. Chanvre: St. Petersburg, propre, par ton. [L.]. — 18. 19. 20. Laine de mouton: angl. Southdown, par 240 lbs. [L.]; Australie du sud, agueaux, par lb. [d. à d.]; id., entraves, id. — 21. 22. Teintures: lugwood, Jama., par ton. [s. à s.]; indigo, Bengale, par lb. [s. d. à s. d.]. — 23. 24. 25. Huiles [L.]: veau marin, par 252 gals.; olive Gallipoli par ton.; palm., id. — 26. 27. Bois de charpente, par load [s. à s.]: Dantzic et Memel; pin jaune du Canada. — 28. Suif: St. Petersburg 1 st. Y. C., par qtl. [s.]. — 29. Cuir: english butts, 28—36, par lb. [d. à d.]. — 30. Salpêtre: anglais raffiné, par qtl. [s. à s.]. — 31. Cendres: pearl du Canada, par qtl. [s.].
- IV. Métaux, par ton. [L.]. 32. Cuivre: dur cake. — 33. 34. Fer: anglais, bars; suédois (en douane). — 35. Plomb: anglais, saumons. — 36. Acier: suédois, kegs. — 37. Etain: anglais, bars canalis.
- V. Marchés de Manchester. 28. Fils: n° 40, fair, 2^e qual. [d.]. — 39. 40. Cotonnade [s. d.]: imprimeurs 26 in 66 reeds, 27 yards, 4 lb. 2 oz.; gold-end shirtings, 40 in 60 reeds, 37¹/₂ yards, 8 lb. 12 oz. — 41. Coton brut: Upland, good, fair, par lb. [d.].
- VI. Collatéraux. 42. 43. 44. Circulation des billets de banque [mins. L.]: banque d'Angleterre; banque de province Grande Bretagne; total. — 45. 46. Taux d'escompte [pour cent per annum]: banque d'Angleterre, minimum; Lombardstreet. — 47. 48. Réserve de la banque d'Angleterre [mins. L.]: total métallique; département de banque.

B. Résultats proportionnés

déduits de la table A sur la base de représenter par le chiffre 100 les prix moyens des prix des six années 1845—50.

Dates: les mêmes que dans le Tableau A.

Chefs des colonnes: Café 1. Sucre 2—3. Thé 5. Tabac 6. Blé 8. Viande de boucherie 9—13. Coton laine (à Londres) 14. Soie grège 15. Laine et chanvre 16—17. Laine de mouton 18—20. Indigo 22. Huiles 23—25. Bois de charpente 26—27. Suif 28. Cuir 29. Cuivre 33. Fer 34—35. Plomb 26. Etain 38. Coton, laine Upland, good ord. fair à Mach. Fil de coton. Cotonnade. Circulation totale des billets, Grande Bretagne.

C Importations (quantités). — Royaume-Uni, 1854—50. — Principaux articles de consommation.

(Les 0 000 à la suite des unités sont omis, ainsi 5,32—5,820 000.)

Années: 1845, 1850, 1853, 1858, 1859.

Chefs des colonnes: a) sucre brut (importé), qtls. b) thé (id.), lbs. c) café, lbs. d) vin, gals. e) tabac, lbs. f) bois de charpente, loads. g) huiles, qtls. & ton. h) chanvre, cwts. i) peaux, cwts. k) soie grège, lbs. l) laine de coton, lbs. m) laine de mouton, lbs. n) suif, cwts. o) graines: lin et navette.

Réexportations de produits étrangers et coloniaux du Royaume-Uni, 1845—59. 1. Années (comme ci-dessus). 2. Colonnes: sucre, thé, café, vin, tabac, huiles [qtls.], soie grège, laine de coton, laine de mouton.

D. Change étranger, 1841—59. Taux moyens annuels.

Années: 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, moyenne, etc.

Colonnes: Londres sur Paris, à 3 m.; Londres sur Hambourg, à 3 m.; Londres sur Amsterdam, à 3 m.; Calcutta sur Londres, à 6 m.; prix de l'argent étalon en barres à Londres.

E. Table des grains.

Angleterre et pays de Galles; année calendaire; moyenne des comptes-rendus hebdomadaires de la Gazette officielle, par quartier impérial.

Années (comme au tableau D).

Colonnes: blé, orge, avoine, seigle, haricots, poids.

APPENDICE II.

**EXTRAIT DU PROGRAMME DE M. NEWMARCH, RELATIF AU PRIX DES PAYS
PRODUISANT L'OR.**

De même que l'on ferait des recherches dans les pays recevant, il faut nous assurer, par une pareille méthode, des changements survenus dans les pays producteurs. On donne ici une classification adoptée dans ce but, en ce qui touche les prix et salaires à Melbourne (Australie) 1851—56, et fondée sur les meilleurs renseignements dont puisse profiter un statisticien de Londres. Cette classification est donnée, non comme un guide modèle, mais comme un exemple dont on ferait la base d'examen et de discussions.

Classification par tables

adoptée dans le sixième volume de « History of Prices » (1837) comme base d'états analogues à obtenir dans les pays produisant l'or.

- I. Matériaux pour constructions et mines. 1—2 Briques, par 1000: anglaises; coloniales. 3—6 Fer et quincaillerie: cercles en fer, la tonne; pelles en fer, la douz.; pioches en fer, la douz.; fers de campagne, la tonne. 7—9 « Ardoises », par mille: « ladies »; « countesses »; « duchesses ». 10—11 Bois de charpente sapin, rouge, par pied: 11×2; 9×3.
- II. Produits coloniaux. 12 Café, Java, par lb. 13 Riz, Java, par qtl. 14—16 Sucre, par tonne: Java brun; Manilla ration; en pains anglais. 17—18 Thé, par caisse: Congou; Hyson. 19 Tabac. Tête de nègre, par lb.
- III. Habillements. 20 Lainage, grandes largeurs. 21 Vêtements tout faits. 22 Bottes et souliers.
- IV. Liquides. 23—24 Bière, par muid: ale, Burton; autre ale. 25—26 Spiritueux (en dock), par gallon: eau de vie, Martell; Rum, Indes occidentales. 27—31 Vins: Champagne, par douzaine; Bordeaux, id.; Port, par tonneau; Port, par douzaine; Sherry, par tonneau.
- V. Divers. 32—33 Chandelles, par lb.: sperme; composition. 34 Savon, Liverpool, par qtl. 35 Cirage, par douzaine.
- VI. Produits agricoles. 36 Blé, par boisseau. 37 Orge, id. 38 Avoine, id. 39 Foin, par tonne. 40—41 Farine, par tonne: première qualité; seconde qualité. 42 Pain (détail), par pain de 4 livres.
- VII. Produits du pâturage. 43—44 Taureaux: gras, chacun; de travail, la paire. 45 Vaches et génisses. 46 Moutons, chacun. 47 Viande de boucherie (détail) par livre: bœuf; mouton.
- VIII. Produits de la laiterie. 48—49 Beurre, par livre: frais; salé. 50 Fromage, par livre. 51 Lait, par quart. 52 Œufs, par douzaine.
- IX. Produits de la basse-cour. 53 Oies, chacune. 54 Dindon, chacun. 55 Canards, la paire. 56 Poulets, id.
- X. Produits du jardin. 57—58 Pommes-de-terre: en gros par qtl.; au détail par livre. 59—60 Oignons: par qtl.; par livre. 61 Carottes, par botte. 62 Navets, id. 63 Choux, chacun.

- XI. Travail des prés et des troupeaux. 64 Bergers, avec rations, par an. 65 Gardes-huttes, id. 66 Bovidiers, en marche, avec rations, par semaine.
- XII. Travail de la ferme. 67 Couples mariés, avec rations, par an. 68 Bouviers à la ferme, avec rations, par semaine. 69 Ouvriers de ferme, id.
- XIII. Travail de la ville, avec rations. 70 Valets d'écurie, par an. 71 Jardiniers, id. 72 Cuisiniers, par semaine. 73 Garçons, id.
- XIV. Travail artisan. 74 Charpentiers, par jour. 75 Serruriers, id. 76 Maçons, id. 77 Maçons pour briques, id. 78 Charrons, id. 79 Retour du marin en Angleterre.
- XV. Domestiques, par an. 80 Servantes pour tout faire. 81 Femmes de chambre. 82 Blanchisseuses. 83 Bonnes d'enfants. 84 Cuisinières.
- XVI. Prix du retour pour l'or à la banque. 85 Or, par once, troy. 86—87 Assurance de l'or pour Londres, par cent : exempt des risques de guerre; avec les risques de guerre. 88 Change sur Londres : les banques vendent des mandats sur Londres, à 30 jours, par cent. 89—90 Banques de Victoria,.... millions : billets de banque en circulation ; billets à l'escompte.
- XVII. Taux de l'intérêt, etc. 91—92 Marché de l'argent, taux de l'escompte par cent, billets : au-dessous de 95 jours ; au-dessus de 95 jours. 93—94 Marché de l'argent, intérêt par cent : sur comptes échus ; sur hypothèque immobilière. 95 État général du commerce, quelques phrases de description.

I. Prix et Salaires.

Berlin
1883.

Le Congrès consent aux thèses suivantes :

1. Le Congrès a en vue et pour but de s'occuper de la statistique, et non de l'histoire des prix et des salaires.
2. La statistique des prix (excl. des salaires) ne comprendra provisoirement que les objets suivants. La formation de ces prix doit être puisée aux meilleures sources ; on s'en remet au jugement des personnes qui s'occuperont de la statistique des prix, quant au choix de leurs sources.
 1. Seigle. 2. Froment. 3. Orge. 4. Avoine. 5. Epeautre, seigle blanc. 6. Maïs. 7. Riz (1-7 en réduisant la valeur nutritive de ces divers produits à celle du froment).
 8. Pain de seigle, resp. pain de froment, au moins dans les villes.
 9. Pommes de terre. 10. Pois. 11. Haricots.
12. Viande de bœuf. 13. Viande de porc. 14. Viande de mouton. 15. Poissons de toute espèce, autant qu'ils forment généralement un objet de consommation, et spécialement les harengs.
16. Lait. 17. Beurre. 18. Fromage. 19. (Œufs.
20. Bière. 21. Vin. 22. Eaux de vie (alcools). 23. Café. 24. Thé.
25. Sel alimentaire. 26. Sucre. 27. Tabac.
28. Laine brute. 29. Coton. 30. Chauvre. 31. Lin. 32. Peaux de mouton non tondues.
33. Location de demeures (les prix seront livrés par la statistique des bâtiments, voir : II. Section, Chapitre V.).
34. Bois à brûler. 35. Tourbe. 36. Lignite. 37. Charbon de terre.
38. Huiles servant à l'éclairage.
39. Honoraires des maîtres et régents d'écoles primaires publiques.
40. Hygiène. 41. Prix de garantie d'existence pour la vieillesse (les prix doivent être empruntés, dans les deux derniers cas, aux renseignements fournis par les institutions et encaisses de secours au profit des malades et d'entretien de personnes d'un âge avancé ; voir : V. Section).
42. Prix des biens-fonds. (Ces prix ressortiront des moyennes prises en gros, qui seront dues aux travaux de la Section pour la propriété foncière ; voir II. Section, Chapitre VI.)
43. Fer. 44. Acier. 45. Cuivre. 46. Zinc. 47. Laiton. 48. Plomb (43-48 à emprunter des publications périodiques du commerce).
49. Argent. 50. Crédit (49. 50. les prix doivent également être renseignés régulièrement en procédant suivant le cours des différentes bourses).

Les prix des articles doivent figurer aux renseignements et tableaux soit d'après le poids, soit d'après la mesure. Lorsqu'ils sont établis d'après la mesure, il est nécessaire que le poids de cette mesure soit indiqué également.

Toutes les moyennes des prix des marchés, des bourses, des résultats des établissements d'enchère, etc., à publier soit par jour, par semaine, par mois, par an, ou bien pour une série d'années, doivent être calculées sur un relevé de tous les prix, ou du moins moyennant autant d'indications de prix que possible, auxquels il y a lieu d'ajouter par groupe le prix le plus élevé et le prix le plus bas. En publiant ces moyennes on fera connaître les quantités qui ont servi pour la formation de ces moyennes.

3. La statistique des appointements et des salaires devra s'occuper en première ligne des appointements et salaires en usage auprès des chemins de fer. Outre cela, on recommande instamment l'exécution de travaux analogues au soin et à la diligence :

- a) des Gouvernements, à l'égard des administrations des mines et usines, principalement des mines de charbons, des salines, des postes et télégraphes, ainsi que de l'administration des forêts;
- b) des communes et des autorités compétentes des villes, à l'égard des relations de salaire existant dans les limites de leur administration;
- c) des sociétés d'actionnaires, des propriétaires de fabriques notables, ainsi que des autorités préposées au commerce et aux métiers (chambres de commerce etc.), à l'égard des salaires en usage auprès des diverses branches de fabrication, en faisant ressortir les différents ressorts et partages du travail, ainsi que par rapport à la navigation. Enfin
- d) on recommande généralement aux associations de statistique, d'économie rurale etc., de s'associer au but des travaux de statistiques et à secourir de tout leur appui ces efforts.

P. CLASSES OUVRIÈRES.

BUDGET ÉCONOMIQUE DES CLASSES LABOUEUSES. — DÉPENSES HABITUELLES DE PREMIÈRE NECESSITÉ. — DÉPENSES IMPRODUCTIVES DE LUXE. — MANIÈRE DE RENDRE LES RESULTATS COMPARABLES.

Le budget économique des classes laborieuses doit être dressé en recettes et en dépenses :

Bruxelles
1883.

1. Recettes. Les recettes comprennent :

A. Salaires : du chef de la famille, de la mère, des enfants.

Dans la colonne d'observations on indiquera le nombre moyen des journées de travail, en tenant compte des jours de chômage et de la morte-saison.

B. Autres ressources :

Produit du jardin ou de la parcelle de terre.

» de la location d'une maison.

» de la location d'un champ.

» du bétail, du porc, de la chèvre, de la volaille.

Affouage, jouissance des biens communaux.

Pensions, rentes, intérêts.

Produits divers.

Recettes éventuelles.

II. Dépenses. Le budget économique des classes laborieuses comprend trois catégories de dépenses : de l'ordre physique et matériel ; de l'ordre religieux, moral et intellectuel ; de luxe ou résultant de l'imprévoyance.

I. Dépenses de l'ordre physique et matériel.

a) Nourriture :

Pain : de froment ; de seigle ; de méteil.

Pommes de terre.

Autres légumes.

Viande.

Laitage, œufs, poisson.

Beurre, huile, graine.

Assaisonnement, sel, épices.

Thé, café, chicorée.

Bière, cidre, vin, consommés dans le ménage.

b) Habitation, en indiquant le nombre de pièces dont elle se compose.

c) Habillement, en distinguant celui des parents et celui des enfants.

d) Coucher.

e) Chauffage.

f) Éclairage.

g) Blanchissage.

h) Soins d'hygiène et de propreté, bains, etc.

i) Traitement en cas de maladie.

j) Entretien et réparation de l'habitation ; assurances.

k) Achat et entretien du mobilier.

l) Contributions et taxes diverses.

m) Ports de lettres et frais divers.

n) Frais occasionnés par l'exercice du métier (non compris l'achat de matières premières).

o) Frais de jardinage, lorsque la famille a la jouissance d'une parcelle de terre ou d'un jardin.

2. Dépenses de l'ordre religieux, moral et intellectuel.

a) Frais du culte.

b) Frais d'école des enfants.

c) Frais d'apprentissage.

d) Achat de livres, estampes, etc.

e) Abonnements et rétributions, ayant une destination morale, intellectuelle ou charitable.

f) Participation aux sociétés de secours mutuels, aux caisses de retraite, etc.

g) Dépôts à la caisse d'épargne.

3. Dépenses de luxe ou résultant de l'imprévoyance.

a) Fréquentation des cafés, estaminets, cabarets et consommation de boissons fermentées et spiritueuses.

b) Achat de tabac.

c) Pertes au jeu, loteries.

d) Ornaments de toilette.

e) Fréquentation de théâtres.

f) Fêtes et réjouissances publiques.

g) Emprunts et frais de dépôt au mont-de-piété.

Pour chaque catégorie de dépense, il convient d'indiquer, outre l'objet, autant que faire se peut, le poids, la mesure ou la quantité, ainsi que l'évaluation en argent.

Il y a lieu aussi de donner, à l'appui de certains articles du budget, des renseignements sommaires sur les usages et les mœurs, ainsi que quelques indications générales sur l'alimentation, la nature des habitations, les habitudes hygiéniques, les taxes, l'éducation, les institutions de prévoyance, les distractions, le nombre des débits de boissons, la consommation des spiritueux, du tabac, etc.

À l'effet de rendre les résultats comparables entre eux, on dressera pour chaque grande division du pays, ou pour chaque circonscription que l'on voudra étudier, et en ayant égard à la distinction entre les ouvriers de l'industrie et ceux de l'agriculture, le budget de trois familles composées chacune du père, de la mère et de quatre enfants âgés respectivement de 16, 12, 6 et 2 ans :

1. famille d'ouvriers indigents soutenus en partie par la bienfaisance publique;
2. famille d'ouvriers peu aisés, mais ne participant pas aux secours publics;
3. famille d'ouvriers aisés dans une position complètement indépendante.

On indiquera, pour chaque famille, les métiers exercés par les membres qui la composent, en adoptant, pour chaque catégorie, l'exemple ou le spécimen le plus propre à donner une idée exacte de la situation économique du plus grand nombre de familles placées dans des circonstances analogues.

Les relevés indiqueront les quantités consommées, et la dépense journalière ou hebdomadaire pour chaque article qui en sera susceptible, en totalisant, en tous cas, la dépense pour l'année entière, de manière à permettre de résumer la situation économique de chaque famille au moyen d'une simple addition.

Le Congrès émet le vœu que, dans chaque pays, les membres de l'Assemblée avisent aux moyens de dresser le budget économique des classes laborieuses d'après la formule arrêtée, à laquelle il convient de joindre, à titre d'explication, les instructions, rédigées par la Commission centrale de Belgique.

En publiant ou en transmettant le résultat de cette enquête à la Commission centrale, on aura soin d'indiquer la méthode suivie, ainsi que le mode de contrôle auquel on aura soumis les renseignements.

DÉCISIONS TRANSITOIRES ET NON PRÉPARÉES PAR DES SECTIONS.

Le Congrès recommande à l'attention des hommes d'état, des économistes, des philanthropes, des administrateurs, l'étude de la condition générale des classes laborieuses, de leurs besoins, de leurs ressources, et des mesures à prendre pour le développement de leur bien-être.

Dans sa prochaine session, le Congrès s'occupera de la question du paupérisme. En conséquence et en attendant, tous nos collègues sont invités de vouloir bien réunir pour les lui adresser, tous les documents relatifs à cette grande question.

Londres
1860.

Q. PRÉVOYANCE.— SECOURS MUTUELS.

STATISTIQUE DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

A. Note.

Les institutions dites de prévoyance ont pour but soit de faciliter l'économie aux populations ouvrières et de leur créer ainsi d'utiles réserves, soit de procurer à ces mêmes populations et, en général, à toutes les classes de la société le moyen de se garantir, par un léger sacrifice actuel, contre le résultat des accidents qui peuvent menacer l'avenir.

Ces institutions, inconnues des anciens et qui se sont surtout multipliées dans ces derniers temps, ont pour caractère commun de donner à leurs nombreux clients la sécurité, le premier bien pour l'homme après la vertu. Elles conviennent parfaitement à l'état social et économique des peuples modernes, ou plutôt elles en sont comme un fruit naturel et, sur certains points, un bienfaisant corré-

Paris
1855.

etif. Elles méritent donc, au plus haut degré, l'intérêt de tous les amis de l'humanité, ainsi que l'appui des Gouvernements, et, pour qu'elles puissent être développées et perfectionnées de plus en plus, il est évidemment désirable que l'on constate, comparativement entre les différents pays, la situation et les résultats de celles qui ont pris une véritable importance.

Il existe un certain nombre d'autres institutions ayant un caractère plus ou moins étendu d'utilité, qui sont le résultat des idées de prévoyance. Parfois, les classes ouvrières ont pris l'initiative pour les établir; d'autres fois, c'est le patronage soit de quelques hommes bienveillants, soit des chefs d'établissements industriels, ou l'intervention des Gouvernements, qui en a amené la création, et on peut citer, sous ce dernier rapport, les caisses de pensions, fondées depuis longtemps par les Gouvernements, pour les fonctionnaires, leurs veuves et leurs enfants; les caisses d'invalides pour les armées de terre et de mer, etc. Il est d'un haut intérêt pour l'humanité et pour la science sociale que, dans le bilan de chaque État, on expose les diverses applications du système de prévoyance, qui procède par l'épargne et par un léger sacrifice, dans le présent, à la garantie de l'avenir.

Parmi les institutions populaires de ce genre, on peut citer d'abord les sociétés pour l'achat en gros de provisions d'hiver, d'outils, de vêtements, les sociétés alimentaires, les sociétés pour la construction d'habitations saines et commodas destinées à la classe ouvrière, surtout lorsqu'elles se proposent de lui en faciliter l'acquisition par le paiement d'annuités.

On peut, en thèse générale, distinguer entre les institutions de prévoyance populaires où l'esprit de patronage et de charité a une part plus ou moins large, et celles qui, à l'usage surtout des classes plus aisées, sont fondées sur le calcul rigoureux des risques de l'assurance; mais il serait souvent difficile de dire où finit le principe de patronage et de charité, et où commence le principe de l'assurance pure.

Quoi qu'il en soit, et tout en désirant obtenir des renseignements aussi complets que possible sur les institutions de prévoyance, qui font connaître soit le développement de l'esprit d'association, soit le patronage exercé au profit des classes laborieuses, nous croyons pouvoir nous en tenir, pour le moment, aux tableaux qui seront donnés ci-après, et qui s'appliquent à celles que nous avons regardées comme les plus générales et les plus importantes.

Les renseignements statistiques pour chaque espèce d'institution devront s'appliquer à la durée ordinaire d'un exercice, commençant et finissant avec l'année. Il est nécessaire qu'ils soient précédés d'une notice faisant connaître les dispositions principales des lois et des règlements en vigueur sur la matière, et spécialement les encouragements de diverses natures accordés à l'institution.

Caisses d'épargne.

Les caisses d'épargne sont destinées à recevoir et à faire fructifier des sommes minimes (qui seraient probablement dissipées en dépenses inutiles ou même nuisibles), que le déposant retire, s'il en a besoin, et qui, dans le cas contraire, s'accumulent avec l'intérêt composé, finissent par créer des petits capitaux.

Cette institution, dont l'origine remonte à peine à quarante ans pour la France, à cinquante ans pour l'Angleterre, et qui peut être considérée comme appartenant à notre siècle, puisqu'il n'avait existé antérieurement qu'un seul établissement analogue fondé à Berne en 1787, est répandue aujourd'hui dans presque tous les États de l'Europe et en Amérique. On sait qu'elle rend partout d'immenses services, non-seulement par ses effets purement économiques, mais encore par l'heureuse influence qu'elle exerce en développant les idées d'ordre et de prévoyance au sein des classes populaires.

La notice à insérer en tête de la série des tableaux relatifs aux caisses d'épargne devra contenir tout ce qui est nécessaire pour en bien faire connaître l'organisation et indiquer, notamment, si leur création est soumise à l'autorisation du Gouvernement; — quel est leur mode d'administration, si l'autorité y participe, et dans quelles limites; — quel est le régime de la fortune propre des caisses (fonds de dotation, fonds de réserve, etc.); — quels privilèges leur sont accordés, — quel est le mode de placement des fonds déposés et spécialement s'ils sont versés au trésor public, à quelles conditions et, particulièrement, quel est le taux de l'intérêt alloué par l'État; — quel intérêt est alloué aux dépo-

sants par les caisses, et quel prélèvement elles opèrent pour frais de gestion; — quel est le maximum fixé pour les versements et pour les comptes.

De ce qui précède, on peut déduire les renseignements à insérer dans un certain nombre de tableaux statistiques relatifs aux caisses d'épargne; on indiquera d'abord, avec le nombre des caisses, ce qui concerne leur fortune propre, les recettes de toute nature destinées à pourvoir à leur service et leurs dépenses de gestion (tableau A).

On présenterait ensuite ce qui concerne les opérations des caisses à l'égard du public et, en premier lieu, le mouvement des comptes ouverts et fermés, les sommes reçues et remboursées, le solde dû aux déposants, le tout rapproché du chiffre de la population (tableau B).

Une classification des comptes suivant leur importance (tableau C) peut donner d'utiles indications sur la formation, la destination et, jusqu'à un certain point, sur l'origine des capitaux déposés; mais, en ce qui concerne cette origine, il est désirable et possible d'avoir des renseignements directs qui permettent d'apprécier jusqu'à quel point l'institution est utilisée par les classes auxquelles elle est particulièrement destinée. On donnera donc la division des déposants en grandes catégories de profession avec le montant des premiers versements (tableau D). Ces catégories pourront, d'ailleurs, être sous-divisées suivant les circonstances locales.

Sociétés de secours mutuels.

Ces sociétés ont, en général, pour objet d'assurer à ceux qui les composent, moyennant une légère cotisation payée périodiquement, des secours en cas de maladie et des funérailles convenables suivant leur état. Lorsqu'elles restent fidèles à l'esprit de leur institution, non-seulement elles diminuent les chances de souffrances ou de misère pour les classes nombreuses qui n'ont d'autres ressources que le produit de leur travail, mais encore elles ont, comme les caisses d'épargne, une influence moralisante qu'il est impossible de méconnaître. Cette influence résulte de la sévérité des conditions d'admission, de la surveillance mutuelle et des rapports de bienveillance réciproque qui s'établissent entre les sociétaires participants, et entre ceux-ci et les membres honoraires ou bienfaiteurs. Aucune institution ne se recommande donc davantage à la protection de l'autorité, à la sympathie des honnêtes gens, et c'est avec bonheur qu'ils en constateront les développements chez tous les peuples.

La notice devra donner les mêmes renseignements que pour les caisses d'épargne, à l'exception des deux derniers, qui ne peuvent s'appliquer aux sociétés de secours mutuels.

Les nombreuses questions qui se rattachent à ces intéressantes institutions exigent une série d'états qui permettent d'en apprécier comparativement la situation, la marche et les résultats. On doit commencer naturellement par les renseignements qui concernent le nombre des sociétés, leur composition et leurs différents objets (tableau A).

Ces renseignements seront complétés par l'indication du nombre des membres et du mouvement du personnel, en distinguant les sexes et la qualité de membres participants ou honoraires (tableau B).

Après l'objet et le personnel des sociétés, on constatera le taux des sacrifices qu'elles imposent à leurs membres et celui des secours qu'elles leur accordent (tableau C); et, pour qu'il soit possible d'apprécier complètement non-seulement les services qu'elles rendent, mais encore leur situation plus ou moins prospère et leur viabilité, on donnera un état détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses (tableau D).

Ces quatre états suffisent pour faire connaître d'une manière complète la situation des sociétés de secours mutuels; mais il serait regrettable, au double point de vue de la science et de l'avoir des sociétés elles-mêmes, de ne pas utiliser les données qu'elles recueillent naturellement, et par la seule force des choses, pour la formation de tables de maladie et de mortalité spéciales aux populations qui les composent. C'est dans cette vue qu'a été préparé l'état E qui clôt la série relative aux sociétés de secours mutuels.

Caisses de retraite pour la vieillesse.

Elles sont destinées à suppléer ou à compléter les sociétés de secours mutuels sur un point important.

Ces sociétés sont généralement impuissantes à assurer à leurs membres une pension qui les mette à l'abri de la misère, lorsque la vieillesse vient leur enlever les ressources qu'ils trouvaient dans le travail. Il est cependant très-désirable, dans l'intérêt de l'État et de classes nombreuses dignes de sa plus grande sollicitude, que tous ceux qui vivent de salaires ou sont dans une position peu différente puissent, au moyen de faibles économies fécondées par l'intérêt composé et les résultats de la mortalité, s'assurer une pension suffisante pour protéger leur vieux jours contre le dénuement, et obtenir ainsi un avantage analogue à celui qui est accordé aux employés ou agents de l'administration publique. Tel est l'objet des caisses de retraite dont il est ici question.

Le premier projet d'un établissement de reutes viagères au profit des ouvriers fut conçu en 1772, à Londres, par le mathématicien Mazères, qui appartenait à une famille d'origine française; mais c'est seulement en 1833 que cette idée fut mise en pratique par le Gouvernement anglais.

La France et la Belgique ont établi, dans ces dernières années, une caisse de retraite pour la vieillesse, gérée sous la garantie de l'État. Celle de France offre le moyen d'obtenir, par des versements de 5 francs au moins, à partir de l'âge de 3 ans, des rentes viagères sur le grand livre de la dette publique, jusqu'au maximum de 600 francs, pour en jouir à l'âge de 50 ans ou à un âge plus avancé, au choix du déposant. Le capital des sommes déposées peut être aliéné ou réservé.

Il serait également intéressant de connaître l'organisation et de suivre la marche des autres institutions publiques ou privées qui, sous une forme quelconque, se proposeraient le même but que les précédentes.

La notice, outre les renseignements demandés plus haut pour les caisses d'épargne, devra faire connaître la table de mortalité et le taux d'intérêt qui servent de base au calcul des pensions, — l'âge auquel on peut commencer les versements, — l'âge et les autres conditions pour l'admission à pension. On fournirait ensuite, sur la fortune propre des caisses de retraite et sur le mouvement de leur clientèle et de leurs opérations, divers renseignements qui formeraient la matière de plusieurs états statistiques. (Voir les tableaux.)

TABLEAUX.

I. Caisses d'épargne.

TABLEAU A. *La fortune propre des caisses.*

Pour plus de clarté, on a cru devoir appliquer les états à un exercice déterminé, savoir celui de l'année 1855.

Nombre des caisses existantes: 1. au 31 décembre 1854; 2. au 31 décembre 1855.

Capital appartenant en propre aux caisses au 31 décembre 1854.

Intérêts de ce capital pendant l'année 1855.

Dons et legs faits par les particuliers pendant l'année 1855.

Subvention de l'État ou des autorités publiques pendant l'année 1855.

Prélèvements, sur les fonds des déposants, applicables aux besoins des caisses pendant l'année 1855.

Dépenses de gestion pendant l'année 1855.

Capital appartenant en propre aux caisses au 31 décembre 1855.

TABLEAU B. *Le mouvement des fonds dont elles sont depositaires.*

Population du ressort dans lequel les caisses agissent.

Nombre des comptes:

existants au 31 décembre 1854.

ouverts dans l'année 1855: par versement; par transfert.

soldés dans l'année 1855: par remboursement; par transfert.

existants au 31 décembre 1855.

Solde dû aux déposants au 31 décembre 1854.

Montant des

versements reçu dans l'année 1855.

intérêts acquis, pendant l'année, par le placement des fonds appartenant aux déposants.

remboursements effectués, pendant l'année, en capital et intérêts.

Solde dû aux déposants au 31 décembre 1855.

TABLEAU C. *La classification des comptes suivant leur importance.*

Comptes, au 31 décembre 1855 :

de 500 fr. et au-dessous : nombre ; montant.

de 501 fr. à 1000 fr. : nombre ; montant.

de 1001 fr. à 1500 fr. : nombre ; montant.

de 1501 fr. à 2000 fr. : nombre ; montant.

de 2001 fr. à 3000 fr. : nombre ; montant.

de 3001 fr. et au-dessus : nombre ; montant.

TABLEAU D. *Les professions des déposants.*

Comptes ouverts par versements, dans l'année 1855.

à des ouvriers agricoles : nombre ; montant du premier versement.

à des ouvriers industriels : id.

à des domestiques : id.

à des employés : id.

à des militaires ou marins : id.

à des professions diverses ou à des personnes sans profession : id.

à des mineurs : id.

à des sociétés de secours mutuels ou à des institutions analogues : id.

II. *Sociétés de secours mutuels.*

TABLEAU A.

Nombre de sociétés :

existantes au 31 décembre 1854.

formées dans l'année.

dissoutes : par l'insolvabilité ; par mesure de l'autorité ; par autres causes.

existantes au 31 décembre 1855.

ayant des membres honoraires.

composées : exclusivement d'hommes ; d'hommes et de femmes ; exclusivement de femmes ;

d'individus appartenant à une seule profession ; qui admettent des enfants comme sociétaires.

(Indiquer l'âge où l'individu cesse d'être considéré comme enfant.)

accordant 1. des secours seulement en cas de maladie, avec ou sans frais funéraires, 2. des secours en cas de maladie et des pensions, 3. des secours en cas de maladie de la femme ou des enfants du sociétaire.

fondées uniquement pour un autre secours ou avantage. (Indiquer les principaux objets.)

acquittant 1. les visites de médecins, 2. les frais pharmaceutiques.

accordant 1. des secours en argent ; 2. au décès du sociétaire une somme une fois payée, ou un secours temporaire à sa veuve ou à ses enfants. (Indiquer l'âge où l'individu cesse d'être considéré comme enfant.)

TABLEAU B.

Nombre des membres :

honoraires : au 31 décembre 1854 ; entrés pendant l'année 1855 ; sortis pendant l'année 1855 ; au 31 décembre 1855.

actif, hommes: id.
actif, femmes: id.
enfants sociétaires: id.

Nombre des pensionnaires: 1. hommes, 2. femmes, 3. enfants orphelins recevant un secours temporaire.

TABLEAU C.

Droits d'admission dans les sociétés: 1. maximum; 2. minimum.
Cotisation annuelle des membres honoraires: id.
Cotisation annuelle des membres actifs, homme: id.
Cotisation annuelle des membres actifs, femmes: id.
Journées de maladie payées aux malades: id.
Pension accordée aux vieillards infirmes: id.

TABLEAU D.

Montant des capitaux: au 31 décembre 1854.
Subventions, dons et legs reçus: pendant l'année 1855.
Cotisation des membres honoraires: id.
Cotisation des membres actifs: id.
Amendes: id.
Droits d'entrée: id.
Intérêts des capitaux placés: id.
Total des recettes: id.
Frais de gestion: id.
Honoraires des médecins: id.
Frais pharmaceutiques: id.
Secours en argent: id.
Frais funéraires: id.
Secours aux veuves et aux orphelins: id.
Pensions payées: id.
Total des dépenses: id.
Montant des capitaux: au 31 décembre 1855.

TABLEAU E.

Périodes d'âge: de seize ans et au-dessous, de seize à vingt inclusivement, et ainsi de suite de cinq à cinq années jusqu'à quatre-vingt.
Nombres de sociétaires appartenant à chaque période au 31 décembre 1854.
Nombre de malades de chaque période qui ont été secourus pendant l'année 1855.
Nombre correspondant de journées de maladie: 1. ayant donné lieu à des secours; 2. non payées d'après les statuts.
Nombre de décès par chaque période durant l'année 1855.

III. Caisses de retraite pour la vieillesse.

TABLEAU A.

Nombre de caisses: 1. fondées par l'autorité publique; 2. fondées par des établissements particuliers ou des associations spéciales.
Capital appartenant en propre aux caisses au 31 décembre 1854.
Intérêts de ce capital dans l'année.
Dons et legs faits par les particuliers pendant l'année 1855.
Subventions de l'État ou des autorités publiques.

Prélèvements sur les fonds des dépôts applicables aux besoins des caisses.
Dépenses de gestion pendant l'année.
Capital appartenant en propre aux caisses au 31 décembre 1855.

TABLEAU B.

Population de la circonscription dans laquelle elles sont aptes à opérer.

Nombre des comptes :

à capital aliéné ouverts au 31 décembre 1854.

à capital aliéné ouverts dans l'année 1855.

à capital aliéné fermés dans l'année 1855 (par suite de décès, d'entrée en jouissance de pension, de déchéance des titulaires ou toute autre cause).

à capital existant au 31 décembre 1855.

Mêmes renseignements pour le nombre des comptes à capital réservé.

Nombre de comptes ouverts, par libéralité (versements faits par des tiers donateurs), pendant l'année 1855 à capital : 1. aliéné, 2. réservé.

Nombre de pensions acquises avec capital aliéné :

en cours de service au 31 décembre 1854.

mises en service dans le cours de l'année.

éteintes dans l'année.

en cours de service au 31 décembre 1855.

Mêmes renseignements pour le nombre des pensions acquises avec capital réservé.

TABLEAU C.

Solde des versements reçus antérieurement au 31 décembre 1854 à capital aliéné.

Montant des

versements reçus dans l'année 1855.

autres recettes opérées, dans l'année 1855, à capital aliéné.

payements de toute sorte opérés, dans l'année 1855, à capital aliéné.

Solde des versements à capital aliéné au 31 décembre 1855.

Mêmes renseignements pour les comptes à capital réservé.

Montant des pensions :

en cours de service, au 31 décembre 1854, à capital aliéné.

mises en service, dans l'année 1855, à capital aliéné.

éteintes, dans l'année 1855, à capital aliéné.

en cours de service au 31 décembre 1855.

Mêmes renseignements pour les pensions acquises avec capital réservé.

TABLEAU D. *Nombre de déposants admis dans l'année, classés suivant leur sexe et leur état civil.*

Nombre de déposants à capital aliéné.

Hommes : 1. célibataires, 2. mariés, 3. veufs, 4. sans indication.

Femmes : idem.

Mêmes renseignements pour les déposants à capital réservé.

TABLEAU E. *Dépôts admis dans l'année, classés suivant leur profession.*

Nombre de déposants (hommes) à capital aliéné : ouvriers ; artisans, patentés et marchands ; cultivateurs ; domestiques ; employés ; militaires et marins ; professions libérales (ecclésiastiques, avocats, médecins, artistes, etc.) ; professions diverses et sans profession ; mineurs.

Mêmes renseignements pour les déposants à capital réservé.

Mêmes renseignements pour les femmes, sauf suppression de la catégorie des militaires et marins.

TABLEAU F. *Déposants admis dans l'année, classés d'après leur âge.*

Hommes : au-dessous de 20 ans; de 20 à 29 ans; de 30 à 39 ans; de 40 à 49 ans; de 50 à 59 ans; de 60 ans et au-dessus.

Mêmes renseignements pour les femmes.

TABLEAU G. *Pensions en service au 31 décembre 1855, classées d'après leur quotité.*

Hommes : de 50 fr. et au-dessous; de 51 fr. à 100; de 101 fr. à 200; de 201 fr. à 400; de 401 fr. à 600; de 601 fr. à 900; de 901 fr. à 1200; de 1200 fr. et au-dessus.

Mêmes renseignements pour les femmes.

TABLEAU H. *Pensions en service au 31 décembre 1855, classées suivant l'âge des pensionnaires au moment de l'entrée en jouissance, ainsi qu'il suit.*

Hommes : de moins de 50 ans; de 50 ans; de 51 ans; et ainsi de suite, en terminant par une colonne s'appliquant aux hommes de 65 ans et au-dessus.

Mêmes renseignements pour les femmes.

TABLEAU I.

L'âge des pensionnaires à l'époque de leur décès.

L'âge des déposants à capital réservé, lors de leur décès arrivé sans qu'ils aient atteint la pension. Le tout en distinguant les sexes.

(Quant aux déposants à capital aliéné, leur décès, sans avoir atteint la pension, pourrait n'être pas connu d'une manière assez prompte et assez sûre pour entrer dans la composition des tableaux.)

PRÉVOYANCE.

A Résolutions générales.

Berlin
1863.

1. Le Congrès exprime le vœu que, dans tous les pays, on recueille avec soin et publie tous les faits relatifs à l'amélioration de la condition et du bien-être des classes ouvrières, qui se lient au système de la prévoyance, et que des propositions plus détaillées qu'il n'y avait lieu au Congrès présent, soient faites au prochain Congrès sur le relèvement de ces données. Son bureau nommera une commission chargée de délibérer sur les questions à proposer pour une enquête sur les associations qui, dans les différents pays, pratiquent le système de prévoyance.

2. Les renseignements à recueillir ne sont pas seulement ceux qui peuvent être insérés à des tableaux; il convient de comprendre, dans un questionnaire, toutes les questions importantes qui peuvent servir à faire connaître soit l'état des classes ouvrières, soit les institutions qui ont pour but l'amélioration de leur condition, en tant que ces questions ne peuvent être exprimées par des tableaux.

3. Considérant que beaucoup de nouvelles questions de droit sont créées par les associations de prévoyance, le Congrès déclare désirable que l'on constate :

- a) quelle est la position légale des associations de prévoyance envers l'État;
- b) quel tribunal décide les différends qui s'élèvent entre l'association et ses membres;
- c) combien de procès ont été inscrits et décidés entre l'association et ses membres.

4. Les institutions de prévoyance ayant pour but d'éviter le paupérisme ou d'y remédier, on recherchera, aussi précisément que possible, l'influence de ces institutions sur la diminution des cas où des membres des classes ouvrières avaient recours à l'assistance publique.

5. Considérant l'importance de la construction d'habitations ouvrières, le Congrès exprime le vœu que les données statistiques sur l'établissement des habitations particulières pour la population ouvrière soient recueillies et publiées.

B Formulaires.

I. Établissements de prêt et de crédit.

A. Formulaire du tableau.

1. Siège et nom de l'association.
2. Nombre d'habitants dans la localité.
3. Année de fondation de l'association.
4. Est-elle reconnue légalement? Forme civile.
5. Nombre des membres à la fin de l'année.
6. Montant des prêts et des prolongations accordés pendant l'année sur: a) lettres de change, b) obligations, c) comptes courants.
7. Minimum et maximum des prêts accordés.
8. Nombres des prêts et prolongations accordés.
9. Taux des intérêts et des commissions par année.
10. Recettes: a) intérêts et commissions, b) autres recettes.
11. Frais d'administration et salaires.
12. Intérêts payés aux créanciers de l'association.
13. Bénéfice net total.
14. Dividendes répartis entre les membres de l'association.
15. Passif à la fin de l'année: a) Capital dû aux associés. b) id. à des personnes tierces. c) Montant du dépôt des particuliers (Spareinlagen). d) Fonds de réserve.
16. Excédant à la fin de l'année:
 - a) Restant en caisse: argent comptant, fonds publics.
 - b) Obligations: billets de change, billets sur garanties, en comptes courants.
 - c) Emprunts aux banques.
 - d) Emprunts à d'autres associations.
 - e) Inventaire.
17. Perte éventuelle pendant l'année.
18. Observations.

B. Questionnaire.

1. L'association a-t-elle les droits d'une « personne civile? »
2. Quelle est la durée moyenne de la participation des membres?
3. Pour quels termes sont accordés les prêts?
4. Quel est le taux de l'intérêt pour les prêts?
5. Quel est le taux de l'intérêt pour les dépôts des particuliers?
6. Quels sont le minimum et maximum des pertes?

II. Associations pour l'achat d'objets mobiliers ou usuels.

A. Formulaire du tableau.

1. Nom et siège de l'association, objet qu'elle a en vue.
2. Année de la fondation de l'association.
3. Nombre des membres à la fin de l'année.
4. Fonds de roulement à la fin de l'année:
 - a) Montant des emprunts.
 - b) Montant du fonds de réserve.
 - c) Montant dû pour des objets achetés par l'association.
 - d) Montant des sommes créditées aux associés pour des objets vendus.
5. Intérêts payés aux créanciers de l'association.

6. Frais d'administration, y compris les salaires.
7. Pertes.
8. Bénéfice net et répartitions.
9. Observations.

B. Questionnaire.

1. Quel montant ont atteint les cotes, et quels dividendes ne sont pas encore perçus?
2. Quel est le montant des achats pendant l'année, et combien en était resté de l'année précédente? Quelle valeur en avait la somme, d'après le prix de vente?
3. Quel est le montant de la vente, et quelle l'augmentation moyenne des prix de vente sur les prix d'achat?
4. Quelle est la valeur des marchandises restées à la fin de l'année d'après le prix d'achat, et quelle d'après le prix de vente?

III. Associations coopératives ou productives.

A. Formulaire du tableau.

1. Nom et siège de l'association, objets qu'elle a eu vue.
2. Année de fondation.
3. Nombre des membres à la fin de l'année.
4. Fonds de roulement à la fin de l'année:
 - a) Versements des membres, y compris les dividendes non perçus.
 - b) Emprunts contractés.
 - c) Fonds de réserve.
 - d) Dettes pour des matières premières et marchandises sur crédit.
 - e) Marchandises et autres objets.
5. Intérêts payés aux créanciers de l'association.
6. Frais d'administration, y compris les salaires.
7. Pertes.
8. Bénéfice net: a. général, b. dividendes distribués.
9. Observations.

B. Questionnaire.

1. Quelle est la durée moyenne de la participation des membres?
2. Quels sont les minimum et maximum de crédit des membres?
3. Quelle est la somme des achats et du restant de l'année précédente d'après le prix d'achat, et quelle d'après le prix de vente?
4. Quelle est le montant de la vente, et quelle l'augmentation moyenne des prix de vente sur les prix d'achat?
5. Quel est le montant des marchandises restées à la fin de l'année d'après les prix d'achat et les prix de vente?
6. Quelle somme a été dépensée pour les matières premières — dans le magasin — servant à la fabrication des marchandises? Quels salaires ont été payés? et quelle est la valeur de vente des marchandises? Quel est le montant de la vente? Quel est le restant à la fin de l'année?
7. Quant aux marchandises fabriquées ou doit noter: les matières premières consommées, les salaires payés, la valeur de vente, le montant de vente, l'effectif restant des marchandises.
8. Les pertes doivent être détaillées.

IV. Associations pour l'acquisition et l'augmentation du capital intellectuel de leurs membres.

I. QUESTIONNAIRE.

A. Origine.

1. Quel est le nom de la société ou association?
2. Quand a-t-elle été fondée, et par qui?

3. A-t-elle constamment subsisté depuis sa fondation, ou bien a-t-elle interrompu une ou plusieurs fois son activité? par quelles raisons? Combien de temps a duré chaque interruption? Les interruptions ont-elles causé des pertes pécuniaires à la société?

B. Organisation et membres.

1. La société est-elle une personne civile? l'ossède-t-elle des privilèges?
2. La société a-t-elle des statuts? (En ce cas, elle est priée d'en envoyer un exemplaire.)
3. Quelles catégories de membres a la société? Combien de chaque catégorie, le.... 18..?
4. Quels droits et devoirs possèdent les divers membres de la société?
5. La société ne consiste-t-elle qu'en maîtres-artisans, c'est-à-dire en artisans où négociants indépendants? Ou bien en ouvriers, c'est-à-dire en compagnons, commis, ouvriers de fabrique etc.? Ou se compose-t-elle de maîtres et d'ouvriers à la fois?
6. Les apprentis peuvent-ils en faire partie? Les femmes peuvent-elles en devenir membres?
7. Comment les membres sont-ils répartis par arts et métiers représentés dans la société, au commencement et à la fin de l'année?
8. La société a-t-elle un protecteur particulier haut placé ou plusieurs? Quels sont-ils? En quoi consiste leur protectorat?
9. La société correspond-elle encore avec les membres qui se sont retirés? Donne-t-elle des commissions à ceux qui quittent le lieu? leur donne-t-elle un souvenir? se sollicite-t-elle de leur établissement en autres endroits? ou de quelle autre manière prouve-t-elle son intérêt pour ses anciens membres demeurant en autres places?

C. But de la société et moyens de l'atteindre.

1. La société a-t-elle pour but l'instruction et l'éducation de ses membres? le fait-elle.
 - a) au moyen de leçons?
 - b) au moyen de cours réguliers de lectures?
 - c) par l'acquisition et la conservation d'une bibliothèque, ou la mise en lecture de journaux et de livres?

Observation. Quant à l'instruction il est à remplir le 1^{er} formulaire;—quant aux expositions et à l'emploi de la bibliothèque, le 2^{es} formulaire.

d) par l'acquisition et la conservation de collections d'objets d'histoire naturelle, ou technologiques?

- e) par des excursions d'histoire naturelle et de technologie?
- f) par l'institution et la distribution de bourses ou secours de voyage?
- g) par l'accomplissement d'occasions de s'exercer à l'emploi de langues étrangères?
- h) par la publication de livres, de journaux?

2. La société joint-elle au but indiqué dans le chapitre 1 celui de la récréation et des divertissements? C'est-à-dire :

- a) La société arrange-t-elle des rénnions de famille? à quels intervalles de temps? Les enfants des membres peuvent-ils y prendre part?
- b) La société arrange-t-elle des concerts? à quels intervalles? Le chœur de la société s'y produit-il quelquefois? de quelle manière? à quels intervalles?
- c) Les gymnastes de la société donnent-ils des fêtes de gymnastique? Y a-t-il des excursions en voiture ou en bateau? à quels intervalles?
- d) La société possède-t-elle un théâtre? Organise-t-elle des représentations périodiques, avec ou sans l'aide de ses membres?
- e) La société organise-t-elle des distributions de cadieux à Noël pour ses membres ou pour leurs familles? de quelle manière?

3. (Concernant les Nr. 5, et 9, ou en peut donner des rapports spéciaux.) La société a-t-elle pour but l'extension des affaires ou les secours mutuels en cas de malheur?

a) Existe-t-il dans ou par la société des associations de crédit en faveur de ses membres? pour l'acquisition en gros de matières premières? pour la vente de marchandises confectionnées par ses membres? pour la production?

b) Comment prospèrent ces associations? Quel est le nombre de ceux qui y prennent part?

c) La société organise-t-elle des expositions d'industrie, c'est-à-dire, composées des produits de ses membres? ou aussi de ceux d'étrangers à la société? Combien de fois ces expositions ont-elles eu lieu? Quel a été leur résultat?

d) La société accorde-t-elle des secours de voyage à ses membres ou à d'autres qui visitent des marchés étrangers dans l'intérêt de la société? Combien de fois cela a-t-il déjà eu lieu? La mesure a-t-elle paru bonne?

e) La société ouvre-t-elle des concours? combien par an? avec quelles primes? La concurrence pour les prix est-elle en général considérable?

f) La société accorde-t-elle en outre des primes pour les inventions? et pour l'introduction de nouvelles branches d'industrie? combien? et à combien se montent-elles?

g) Existe-t-il dans ou par la société : a. une caisse de secours pour les malades, b. une caisse de pensions pour les invalides? c. une caisse de pensions pour les veuves et orphelins? d. une caisse pour assurer les frais de sépulture?

4. L'association a-t-elle une maison propre? ou des locaux loués, et de quelle nature? Quel est le prix de location? La maison répond-elle à tous les besoins?

D. Direction de la société.

Comment est organisée la direction de la société?

1. Existe-t-il un conseil d'administration? Quels sont ses pouvoirs? De combien de membres se compose-t-il? Pour combien de temps sont-ils élus?

2. Existe-t-il un conseil de représentation? Quels sont ses pouvoirs? De combien de membres se compose-t-il? Pour combien de temps sont-ils élus?

3. Existe-t-il une assemblée générale? Combien de fois par an est-elle tenue? Quelle est sa compétence?

4. Les instituteurs ont-ils une position particulière dans la société? laquelle?

5. A quelles professions appartiennent principalement les instituteurs? Combien d'eux sont : précepteurs de profession, théologiens et philologues, juristes, médecins, physiciens, techniciens et artisans, artistes, hommes de lettres et publicistes, marchands, militaires, employés de l'État, employés communaux, employés privés?

E. Finances de la société.

1. Quelle est la somme de l'actif de la société? se composant de : biens-fonds? objets inventariés (bibliothèques, collections)? ouvrages, livres, journaux édités par la société? argent comptant? effets de commerce? papiers de valeurs? hypothèques? autres actifs?

2. Dans le cas que la société ne serait pas reconnue comme personne civile, par quel moyen s'assure-t-elle ses propriétés foncières?

3. Quelle est la somme du passif de la société? se composant de : dettes hypothécaires? dettes pour les objets de l'inventaire? cautionnements reçus de ses membres ou employés? autres dettes?

4. Par quel moyen la société garantit-elle la somme du passif dans le cas qu'elle ne jouit pas du droit de personne civile?

5. Quelles sont les recettes annuelles de la société? provenant des : intérêts de capitaux, contributions des membres, honoraires pour l'instruction, billets d'admission aux concerts et lectures etc., revenus des loteries ou des produits et marchandises, expositions, loyers du restaurant, autres sources?

6. Quelles sont les dépenses par an de la société? intérêts payés, honoraires aux professeurs, livres et journaux, autres moyens d'instruction, mobilier et inventaire, autres objets?

7. Qu'est-ce qu'on fait de l'excédant des recettes?

8. S'il y a d'excédant de dépenses, par quel moyen sera-t-il couvert?

(Tab. 1.)	Nombre des leçons par semaine		Nombre des instituteurs ou 15 ..		Nombre moyen des élèves au 18 ..										En-semble.
Objets d'instruction.					Maîtres, industriels, commerçants indépendants		Compagnons, ouvriers, ouvriers de fabrique		Apprentis		Autres				
	les di- manches.	les jours ordinaires.	sa- méd.	sa- méd.	les di- manches.	les jours ordinaires.	les di- manches.	les jours ordinaires.	les di- manches.	les jours ordinaires.	les di- manches.	les jours ordinaires.			

On insérera les objets suivants selon qu'il y a d'instruction:

- a) Calligraphie.
- b) Arithmétique.
- c) Physique.
- d) Chimie.
- e) Minéralogie et géologie.
- f) Botanique.
- g) Zoologie.
- h) Dessin, savoir: dessin linéaire; géométrie descriptive, perspective; dessin architectonique, dessin d'ornemens.
- i) Langues, savoir: allemande, française, anglaise.
- k) Littérature.
- l) Chant.
- m) Géographie, ethnographie.
- n) Statistique.
- o) Économie politique.
- p) tenue des livres.
- q) Sténographie.
- r) Gymnastique.

(Tab. 2.)	I. Cours:								II. Bibliothèque.					
Objets de cours. Matières des ouvrages.	Nombre de leçons pendant le				Nombre moyen des auditeurs pendant le				Livres prêtés à des					
	1 ^{er}	2 ^{es}	3 ^{es}	4 ^{es}	1 ^{er}	2 ^{es}	3 ^{es}	4 ^{es}	Précip- tours	Maîtres, in- dus- triels, com- mer- çants in- dépen- dants	Com- pagnons, ouvriers, ouvriers de fabrique	Ap- prentis	Autres	En- semble
	Trimestre				Trimestre									
	Janvier à Mars.	Avril à Juin.	Juillet à Sept.	Octobre à Dec.	Janvier à Mars.	Avril à Juin.	Juillet à Sept.	Octobre à Dec.						

On insérera, comme objets des cours, resp. matières des ouvrages:

- I. a) Sciences naturelles.
- b) Mathématiques, mécanique, théorie des machines.
- c) Géodésie, astronomie.
- d) Physique, météorologie.

- e) Chimie.
 f) Minéralogie, géologie, géognosie.
 g) Botanique et physiologie des plantes.
 h) Zoologie et physiologie des animaux.
 i) Anthropologie, physiologie de l'homme, psychologie et phrénologie.
 k) Principes d'alimentation.
 l) Médecine, hygiène.
 m) Technologie.
 n) Agronomie, science forestière, jardinage, culture des vignes, théorie de la taxation des terres.
 o) Art des mines et métallurgie.
 p) Architecture.
 q) Science des ingénieurs, bâtiments publics, ponts, chemins de fer.
 r) Transports (administration des postes, chemins de fer, navigation, etc.).
 s) Science nautique.
 t) Fabrication, entreprises d'industrie et de commerce, expositions.
 u) Commerce et théorie du commerce.
 v) Assurances.
 w) Sciences militaires.
- II. a) Philosophie.
 b) Théologie.
 c) Instruction.
 d) Théorie des langues, philologie.
 e) Littérature et belles-lettres.
 f) Beaux-arts, ouvrages d'art (y compris les théâtres, la musique, la rhétorique).
- III. a) Sciences d'État.
 b) Politique.
 c) Jurisprudence.
 d) Économie sociale et politique (y compris l'assistance).
 e) Économie privée.
 f) Finances.
 g) Statistique.
 h) Géographie, ethnographie.
 i) Histoire.
- IV. Mélanges.

(Tab. 3.)	Nombre des membres, savoir :											
Arts et métiers principaux.	Entrepreneurs, maîtres ou artisans, et commerçants indépendants		Ouvriers				Femmes		Autres		Sousne	
			Compagnons, commis, ouvriers de fabrique		Apprentis							
	au commencement	à la fin	au commencement	à la fin	au commencement	à la fin	au commencement	à la fin	au commencement	à la fin		
	de l'année.		de l'année.		de l'année.		de l'année.		de l'année.		de l'année.	
NR. Indiquer ici les principaux arts et métiers représentés dans l'association.												

R. BIENFAISANCE. — ASSISTANCE PUBLIQUE.

RECENSEMENT DES INDIGENTS. — DONNÉES QUI INDIQUENT EXACTEMENT L'ÉTAT DE L'INDIGENCE. — ADOPTION DE BASES UNIFORMES.

Pour comparer le nombre des indigents et l'état de l'indigence dans les différents pays, il est nécessaire, avant tout, de définir d'une manière positive et uniforme ce que l'on entend par indigence. Bruxelles
1883.

L'indigence est la privation du nécessaire; l'indigent est celui qui ne possède pas, par lui-même ou par sa famille, les moyens d'exister sans l'assistance d'autrui.

On a souvent confondu l'indigence avec la pauvreté. Il y a cependant entre ces deux termes une différence essentielle.

L'indigence est un mal absolu; la pauvreté n'est qu'un mal relatif. Le pauvre peut, à la rigueur, subsister sans recourir à l'aumône et sans obtenir de secours; l'indigent, sans aumône et sans secours, est inévitablement condamné à périr. Une population peut être pauvre sans être absolument indigente.

L'indigence revêt divers caractères; elle est accidentelle, temporaire, ou bien elle est permanente et confirmée, pour ainsi dire. Dans ce dernier cas, on lui a donné le nom de paupérisme.

On a trop souvent pris pour signe de l'indigence les moyens mis en œuvre pour la soulager.

Ainsi, dans telles localités où ces moyens sont abondants, où les secours sont attribués et éparpillés sans discernement ou d'après un système vieillot, la pauvreté simple peut être transformée en indigence et aboutir au paupérisme.

Il y a lieu de procéder au recensement des indigents, par circonscriptions (villes et campagnes), par ménages ou familles, et par individus (hommes, femmes, enfants au-dessous de 16 ans), en distinguant :

- a) ceux qui sont secourus accidentellement, temporairement;
- b) ceux qui sont secourus d'une manière permanente et continue.

Il est en outre désirable d'ajouter, autant que faire se peut, à ce recensement, le nombre des personnes recevant des secours d'institutions privées, soit seuls, soit cumulativement avec les secours publics, et de procéder à la révision périodique des documents, listes, registres, etc., servant à l'inscription des indigents, en distinguant les sexes et les âges.

Comme complément du recensement, il y a lieu de donner :

1. L'indication des causes principales et essentielles de l'indigence, en établissant, s'il est possible, le classement des indigents en raison de ces causes: vieillesse, maladies, infirmités, veuvage, perte ou abandon de parents, grand nombre d'enfants, manque de travail, insuffisance du salaire ou autres causes involontaires; incurie, paresse, intempérance, improbité ou autres causes volontaires.

2. Le nombre et la nature des établissements charitables des diverses catégories, en indiquant leur population ou le nombre des indigents auxquels ils viennent en aide dans une période déterminée.

3. Les renseignements concernant spécialement le paupérisme, son caractère, ses causes, ses effets.

4. Des renseignements concernant les mendiants, les vagabonds, les indigents déclassés, sans domicile légal.

5. L'évaluation des ressources de la bienfaisance et des secours alloués aux indigents, en distinguant ceux qui sont secourus à domicile et ceux qui sont secourus dans les établissements (secours internes et externes).

6. L'indication des institutions dites de prévoyance, destinées à atténuer et à prévenir l'indigence.

Le Congrès émet le vœu que, dans un temps rapproché, se réunissent en un Congrès général les hommes qui, dans les divers pays, s'occupent des questions concernant l'amélioration physique, morale et intellectuelle des classes ouvrières et indigentes.

DÉCISIONS TRANSITOIRES ET NON PRÉPARÉES PAR DES SECTIONS.

Londres 1860. Le Congrès recommande à l'attention des hommes d'état, des économistes, des philanthropes, des administrateurs, l'étude de la condition générale des classes laborieuses, de leurs besoins, de leurs ressources, et des mesures à prendre pour le développement de leur bien-être.

Dans sa prochaine session, le Congrès s'occupera de la question du paupérisme. En conséquence et en attendant, tous nos collègues sont invités de vouloir bien réunir pour les lui adresser, tous les documents relatifs à cette grande question.

S. HYGIÈNE. — SERVICE DE SANTÉ.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS SUR LES VOIES DE COMMUNICATION, SUR LES CHANTIRS DES GRANDS TRAVAUX, DANS LES MINES ET DANS LES USINES INDUSTRIELLES.

Paris 1865. Le Congrès désire qu'on relève tous les accidents graves et tous ceux qui, sans être graves par leur nature, auraient occasionné un chômage ou incapacité de travail de plus de huit jours.

Cadre des tableaux.

A. *Accidents dans les mines.*

Nature de la mine, minière, carrière, tourbière.

Nombre des ouvriers employés :

à l'intérieur : hommes ; femmes.

à l'extérieur : id.

Nombre total des ouvriers employés.

Nombre total des accidents.

Nombre des ouvriers tués ;

par éboulements : hommes ; femmes.

par explosions de gaz hydrogène carboné : id.

par coups de mines : id.

par asphyxies : id.

par inondations : id.

par rupture de machines, engins, câbles, chaînes, et par chute de hommes : id.

par chute dans les puits : id.

Nombre total d'ouvriers tués : id.

Nombre des ouvriers blessés :

par éboulements : hommes ; femmes.

par explosions de gaz hydrogène carboné : id.

par coups de mines : id.

par asphyxies : id.

par inondations : id.

par rupture de machines, engins, câbles, chaînes, et par chute de hommes : id.

par chute dans les puits : id.

Nombre total d'ouvriers blessés: hommes; femmes.

Total général des ouvriers tués et blessés.

Nombre des ouvriers tués: par imprudence; par des causes indépendantes de leur volonté.

Nombre des ouvriers blessés: id.

Nombre de journées de chômage occasionnées par la blessure:

pour l'ensemble des ouvriers blessés.

en moyenne pour chaque ouvrier.

Rapport du nombre des ouvriers tués au nombre des ouvriers employés

Rapport du nombre des ouvriers blessés au nombre des ouvriers employés.

Rapport général du nombre des ouvriers tués et blessés au nombre des ouvriers employés.

B. Accidents sur les chemins de fer.

Noms des chemins.

Longueur exploitée.

Nombre de trains.

Nombre de kilomètres parcourus.

Nombre de voyageurs transportés.

Nombre des accidents:

ayant occasionné mort d'homme.

ayant occasionné de simples blessures.

Nombre total des accidents.

Nombre de personnes tuées,

par déraillement: voyageurs; employés des compagnies; autres personnes.

par collisions de trains ou machines isolées, soit contre d'autres trains en marche, soit contre des obstacles sur la voie: voyageurs; employés des compagnies; autres personnes.

par explosions de chaudières: id.

par ruptures d'essieux, de roues, renversement de machines ou voitures: id.

par incendies: id.

par ebocs de locomotives ou voitures: id.

par chutes sur la voie: id.

par accidents divers: id.

Nombre de personnes blessées:

par déraillement: voyageurs; employés des compagnies; autres personnes.

par collisions de trains ou machines isolées, soit contre d'autres trains en marche, soit contre des obstacles: id.

par explosions de chaudières: id.

par ruptures d'essieux, de roues, renversement de machines ou voitures: id.

par incendies: id.

par ebocs de locomotives ou voitures; etc.: id.

par chutes sur la voie: id.

Nombre total de personnes tuées ou blessées: voyageurs; employés des compagnies; autres personnes.

Nombre de personnes tuées:

par le fait de l'exploitation: voyageurs; employés des compagnies; autres personnes.

par leur faute: id.

Nombre de personnes blessées: idem.

Nombre total de personnes tuées ou blessées: idem.

Rapport des voyageurs tués ou blessés au parcours kilométrique des trains et au nombre total de voyageurs.

Rapport des voyageurs tués: au parcours des trains, 1 sur: au nombre total de voyageurs, 1 sur.

Rapport des voyageurs blessés: idem.

Rapport des voyageurs tués ou blessés: idem.

C. Accidents sur les voies de communication autres que les chemins de fer.

a) Accidents sur les rivières et canaux.

Nom du département, de la province ou du comté.

Longueur des rivières.

Longueur des canaux ou rivières canalisées.

Longueur totale des voies navigables parcourues par les bateaux.

Nombre des bateaux mis en mouvement : par la vapeur; à l'aide de chevaux ou autres moteurs animés.

Nombre total des bateaux ayant circulé.

Nombre total des kilomètres parcourus.

Nombre total des voyageurs transportés.

Nombre des accidents ayant occasionné : mort d'homme; de simples blessures.

Nombre total des accidents.

Nombre de personnes tuées : par explosions de chaudières motrices; par l'échouage des bateaux; par la submersion ou la rupture de la coque; par le choc des bateaux, soit contre d'autres bateaux, soit contre des obstacles placés dans le lit de la rivière ou du canal; par accidents divers.

Nombre de personnes blessées : idem.

Nombre total de personnes tuées ou blessées.

Rapport du nombre des personnes tuées : au parcours des bateaux; au nombre total des voyageurs.

Rapport du nombre des personnes tuées blessées : idem.

Rapport du nombre des personnes tuées ou blessées : idem.

b) Accidents sur les routes de terre, bacs et passages d'eau.

Nom du département, de la province ou du comté.

Longueur totale des routes ouvertes à la circulation.

Largeur : maximum; minimum.

Déclivités des pentes et rampes supérieures à 8 centimètres pour mètre.

Nombre de voitures publiques ayant circulé.

Nombre de kilomètres parcourus.

Nombre de voyageurs transportés.

Nombre des accidents : ayant occasionné mort d'homme; ayant occasionné de simples blessures.

Nombre total des accidents.

Nombre de personnes tuées : par renversement de voitures; par rupture d'essieux, roues ou mécanique d'enrayage; par accidents divers.

Nombre de personnes blessées : idem.

Nombre de personnes tuées : par le fait de l'entreprise de transport; par leur faute.

Nombre de personnes blessées : id.

Nombre total de personnes tuées ou blessées : id.

Rapport du nombre des personnes tuées : au parcours des voitures; au nombre total des voyageurs.

Rapport du nombre des personnes blessées : idem.

Rapport du nombre des personnes tuées ou blessées : idem.

Accidents arrivés par le fait des voitures autres que les voitures publiques.

Nombre des personnes : tuées; blessées.

Accidents sur les bacs ou passages d'eau.

Nombre des bacs ou passages d'eau.

Nombre des personnes tuées.

Nombre des personnes blessées.

D. Accidents sur les ateliers des grands travaux de l'État, des communes, des particuliers.

Nature du travail.

Nombre des ouvriers composant une même entreprise: hommes; femmes; enfants.

Nombre total des ouvriers employés.

Nombre total d'accidents.

Nombre des ouvriers tués.

par éboulements: hommes; femmes; enfants.

par coups de mines: id.

par ruptures de machines, engins, câbles, chaînes et par chute de matériaux: id.

par chute d'une hauteur plus ou moins considérable: id.

par accidents divers: id.

Nombre total des ouvriers tués: hommes; femmes; enfants.

Nombre des ouvriers blessés:

par éboulements: hommes; femmes; enfants.

par coups de mines: id.

par rupture de machines, engins, câbles, chaînes et par chute de matériaux: id.

par chute d'une hauteur plus ou moins considérable: id.

par accidents divers: id.

Nombre total des ouvriers blessés: hommes; femmes; enfants.

Total général des ouvriers tués et blessés.

Nombre des ouvriers tués:

par imprudence.

par des causes indépendantes de leur volonté.

Nombre des ouvriers blessés: id.

Nombre de journées de chômage occasionnées par les blessures:

pour l'ensemble des ouvriers blessés.

en moyenne pour chaque ouvrier.

Rapport du nombre des ouvriers tués au nombre des ouvriers employés.

Rapport du nombre des ouvriers blessés au nombre des ouvriers employés.

Rapport général du nombre des ouvriers tués et blessés au nombre des ouvriers employés.

Observation. (Dans les cas où des machines à vapeur fixes ou locomobiles seraient jointes aux ateliers et auraient causé par leur explosion, des accidents plus ou moins graves, il conviendrait de les mentionner dans une colonne spéciale.)

E. Accidents dans les ateliers à moteurs mécaniques.

Nature de l'atelier.

Nombre d'ouvriers employés: hommes; femmes; enfants.

Nombre total des accidents dans l'année.

Nombre des accidents ayant occasionné la mort.

Nombre des accidents ayant occasionné la perte d'un membre.

Nombre des accidents n'ayant occasionné qu'une blessure entraînant une incapacité de huit jours de travail.

Nombre d'accidents arrivés: le jour; la nuit.

Nombre d'accidents occasionnés par le moteur (dire s'il est à vapeur ou hydraulique).

Nombre d'accidents causés par les arbres de transmission.

Par les courroies de transmission.

Par les roues d'engrenage.

Par les métiers.

Nombre des accidents arrivés pendant le nettoyage et le graissage des machines.

STATISTIQUE DES ÉPIDÉMIES.

Le programme ci-après pourra être plus ou moins étendu, plus ou moins détaillé, suivant les localités. Le Congrès fait remarquer cependant, à cet égard, la nécessité de comprendre dans l'enquête le plus grand nombre de questions possible, et il insiste sur ce fait que les données les plus difficiles à recueillir, loin d'être les moins utiles, sont probablement les plus importantes pour la solution des nombreuses questions économiques, hygiéniques, médicales que soulève l'étude des épidémies.

1. Date de l'invasion bien caractérisée de l'épidémie (jours, mois, années).
2. Date de son entière disparition (jours, mois, années.)
3. Marche de l'épidémie, jour par jour, depuis l'invasion jusqu'à la disparition, avec indication du nombre des cas ou moins des décès jour par jour, de manière à pouvoir saisir l'époque précise de l'apogée de la maladie. — A défaut de ces données, qu'il est très-important de relever, on donnera le jour de l'apogée de la maladie, en indiquant au moins le nombre des décès de ce jour.
4. Symptômes détaillés de la maladie dans ses diverses phases, comprenant la description exacte des phénomènes morbides au début, dans l'intensité, à la fin de l'épidémie, ainsi que les premières ou les secondes attaques; on y joindra, quand les recherches nécropsiques seront possibles, l'étude des altérations organiques produites par la maladie.
5. Nombre d'individus atteints par sexe; âge; profession; durée du séjour dans la localité; nationalité; conditions d'aisance ou de pauvreté; habitations salubres ou insalubres; districts ruraux et urbains, etc., etc.
6. Nombre des décès épidémiques par sexe; âge; profession; durée du séjour dans la localité; nationalité; conditions d'aisance ou de pauvreté; habitations salubres ou insalubres, etc., etc.
7. Nombre des individus atteints et traités à domicile, et nombre des décès à domicile comparé au nombre des individus atteints ou traités et aux décès dans les hôpitaux, afin de faire connaître l'intensité relative de la maladie et de la mortalité à domicile et dans les hôpitaux.
8. Relevé de la population par sexe; âge; profession; durée du séjour dans la localité; nationalité; conditions d'aisance ou de pauvreté; habitations salubres ou insalubres; districts ruraux ou urbains; afin d'obtenir le rapport des individus atteints et décédés à la population entière dénombrée dans ces diverses conditions.
9. Durée moyenne de la maladie par sexe et âge, séparément dans les hôpitaux et à domicile, selon qu'elle s'est terminée a) par guérison, b) par décès.
10. Description du traitement le plus généralement suivi dans chaque hôpital, et indication de ses effets au point de vue des guérisons et des décès, en limitant cette comparaison, autant que possible, à des malades du même âge, du même sexe et de professions analogues.
11. Description des lieux envahis, en distinguant a) les petites villes (depuis deux mille habitants agglomérés) des grandes; b) les villes des campagnes; c) en faisant connaître leur orientation, leur situation dans une plaine, dans une vallée, sur une hauteur, en amplité, leur voisinage d'un cours ou d'une masse d'eau, la composition géologique et minéralogique du sol, l'épaisseur, la texture et la composition des couches de terrain de nouvelle formation. — Comparer, sous ces rapports, les localités envahies aux localités non envahies.
12. Description et notation, jour par jour, des phénomènes météorologiques qui ont précédé et accompagné l'invasion et les phases diverses de l'épidémie pendant toute sa durée (direction dominante de vents, mouvements de l'atmosphère, degrés d'électricité, d'humidité, observations barométriques, thermométriques, ozonométriques, etc.). — Comparer ces données avec celles qui résultent des observations analogues faites antérieurement et postérieurement à l'épidémie.
13. Vérifier si l'invasion a été ou non précédée par quelque fait économique considérable, comme une cherté ou une crise industrielle prolongée qui aurait amené une misère plus ou moins intense. Donner dans tous les cas, autant que possible, l'évaluation du prix des salaires ainsi que du prix et de la qualité des aliments de première nécessité, tels que la viande et le pain, avant comme pendant

l'épidémie, et la moyenne de ces évaluations en temps ordinaire. Indiquer si, pendant le cours de l'épidémie, des secours ont été distribués à la population pauvre.

14. Mortalité par jour et par semaine, pendant un certain nombre des années qui auront précédé l'épidémie, en tenant compte de l'âge, du sexe, de la durée du séjour, de la nationalité, des conditions d'aisance ou de pauvreté, de la salubrité ou de l'insalubrité des habitations, des districts ruraux ou urbains, du genre des maladies causes des décès.

15. Mortalité générale (y compris toutes les causes morbides) par jour et par semaine, pendant la durée de l'épidémie, par sexe, âge, profession, nationalité, etc., etc. Causes des maladies causes des décès.

16. Indiquer, autant que possible, les maladies qui règnent habituellement dans la localité, celles qui ont régné exceptionnellement avant, pendant et après l'épidémie. — Y a-t-il eu des maladies épi-zootiques et épiphytiques?

17. Établir, dans toutes les grandes villes, un mode de publication détaillé et raisonné hebdomadaire, mensuel ou trimestriel du nombre et du genre des maladies causes de mort. Ce relevé deviendrait, pour les populations et pour l'administration, la meilleure indication possible de l'état sanitaire et presque toutes les influences épidémiques s'y refléteraient fidèlement. Il ferait ainsi des grands centres de population comme des observatoires statistiques de la santé des populations.

Le programme précédent est applicable non-seulement aux épidémies, mais encore aux maladies endémiques.

STATISTIQUE DES DÉCÈS.

1. Le Congrès adopte le catalogue des diverses espèces de causes de mort qu'elle a arrêtées pour qu'il serve de base aux statistiques mortuaires officielles dans les divers États.

2. Ensuite il adopte le groupement sommaire de ces causes sous les chefs suivants: 1. mort-nés; 2. morts par débilité congénitale ou monstrosité; 3. morts par vieillesse; 4. morts par accidents; 5. morts par maladie nettement spécifiée; 6. morts par maladie incomplètement spécifiée; morts de cause inconnue.

3. Le Congrès exprime les divers vœux suivants:

- a) que chaque État demande aux médecins praticiens des renseignements sur la cause de mort des malades qu'ils ont soignés;
- b) que chaque État prenne les mesures nécessaires pour que tous les décès soient vérifiés par des médecins;
- c) que, dans chaque État, il soit préparé des feuilles de décès rédigées de manière à guider les médecins appelés à fournir des renseignements sur leurs causes;
- d) qu'un ou plusieurs médecins soient appelés à concourir au dépouillement des bulletins mortuaires ou feuilles de décès.

Première annexe: Nomenclature des causes de mort,

adoptée par le congrès international de statistique de Paris, mise en ordre par le docteur Marc d'Espine, rapporteur,

avec la synonymie latine, française, italienne, allemande, suédoise, danoise, par les docteurs Rayer (France), Bertini (Italie), W. Farr (Angleterre), R. Virchow et H. Meding (Allemagne), Berg (Suède), Hubertz (Danemark).

NOMS LATINS DES ESPÈCES.	NOMS FRANÇAIS.	NOMS ITALIENS.	NOMS ANGLAIS.	NOMS ALLEMANDS.	NOMS SUÉDOIS.	NOMS DANOIS.
I. Mort-nés.						
1. Natus mortuus. ⁽¹⁾	Mort-né.	Nato-morto.	Stillborn.	Todtegeboren.	Dödfödd.	Dödfödt.
II. Morts par débilité congénitale, vici originel de conformation, monstruosité.						
2. Debilitas congenita. ⁽²⁾	Faiblesse congénitale.	Deboleza congenita.	"	Schwach bei der Geburt.	Medfödd svaghet.	Medfödd Sraghed.
3. Hydrocephalus.	Hydrocéphalie.	Idrocefalo.	Hydrocephalus.	Wasserkopf.	Hufvudvattnet.	"
4. Cyanosis.	Cyanose.	Cianosi.	Cyanosis.	Cyanose.	"	"
5. Spina bifida.	Spina bifida.	Spina bifida.	Spina bifida.	Spina bifida.	Klöfven rygggrad.	"
6. Anus imperforatus.	Imperforation de l'anus.	Imperforazi del l'ano.	Anus imperforatus.	Atresia ani.	"	"
7. Altera vicia conformationis aut monstruosa deformitates.	Autres vices de conformation, e monstrueuses deformités.	Altri vizi di conformatione, e mostruose deformità.	"	Andere Missgeschickungen.	Andra lyten.	"
III. Morts par vieillesse.						
8. Marasmus senilis. ⁽³⁾	Marasme sénile.	Marasmo senile.	Old age.	Altersschwäche.	Ålderdoms-svaghet.	Ålderdoms-Sraghed.
IV. Morts par accident extérieur ou morts violentes.						
9. Suicidium. ⁽⁴⁾	Suicide.	Suicidio.	Suicide.	Selbstmord.	Sjelmord.	Dræb - sig - selv (Selvmord).
10. Homicidium. ⁽⁵⁾	Homicide.	Omicidio.	"	Mord oder Totschlag.	Dräp och mord.	Mord.
11. Supplicium legale. ⁽⁶⁾	Exécution juridique.	Esecuzione giudiziale.	"	Hinrichtung.	Afrättning.	Henrettelse.
12. Mors in bello. ⁽⁷⁾	Mort in la guerre.	Morte in guerra.	"	Tödtung im Kriege.	Stupade i krig.	Falden i Krigen.
13. Mors involuntaria. ⁽⁸⁾	Mort par accident involontaire.	Morte per causa involontaria.	"	Tod durch Un-glücksfall.	Drab (Vaadøds).	"
14. Mors violenta a causa ignota.	Mort violente dont la cause est ignorée.	Morte violenta, d'incausa ignota.	"	Uerwarteter Tod, aus unbekannter Ursache.	Voldsom Død af ukendt årsag.	"
V. Morts par maladie bien définie.⁽⁹⁾						
15. Variola. ⁽¹⁰⁾	Variole.	Vajrolo.	Small pox.	Wahre oder Menschenpocken.	Smittkoppor.	Børnekopper.
16. Varioloides. ⁽¹¹⁾	Varioletoide.	Vajroluide.	Chicken pox.	Wasserpocken.	Modiferende koppor.	Modificerede Børnekopper.

(1) Debilitas, — Qui n'a pas respiré, indiquer s'il est à terme; sinon, quel est l'âge de vie intra-utérine: s'il est seul, jumeau, trizumeau, etc. La mère est-elle primipare? Sinon, a-t-elle eu déjà des mort-nés? L'enfant est-il mort pendant ou avant le travail? Présentes, pressées de cordon, opérations tentées. Qu'a assisté la mère? Un docteur, un officier de santé, une sage-femme ou une personne étrangère à l'art? Santé de la mère pendant le grossesse.

(2) Dire quel est cette faiblesse. Si l'enfant est à terme ou non. Dans ce dernier cas, à quel âge de vie intra-utérine a-t-il vécu?

(3) S'inscrivent ici que les cas de mort par vieillesse, et par rapport aux deux sexes, à quel âge de la vie ont été observés. Indiquer si la mort est survenue à un âge avancé, de symptômes plus marqués, souvent plus subite, qui résultent d'une affection cérébrale proprement dite.

(4) Indiquer la profession, le lieu de naissance, depuis quand l'individu habite le lieu où il s'est suicidé, enfin les trois circonstances suivantes:

1. Instrument de mort. Submersion, suspension, asphyxie (quel gaz?), empoisonnement (quel poison?), brûlure, combustion, chute, strangulation, contusion, arme à feu, autres instruments de mort.

2. Situation physique ou morale. Débauche, starie, jalouse, amour, rancune de fortune, dégoût de la vie, hypochondrie, mélancolie, chagrin domestique, violence, autres circonstances.

3. Hérédité. Hypochondrie, épilepsie, aliénation, nerfisme, phthisique, méningite tuberculeuse, maladies de peau chez père, mère, aïeux, enfants, petits-enfants, frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces.

(5) Indiquer l'instrument de mort et consigner les analogues dans le propos du suicide.

(6) Pour quel crime.

(7) Il s'agit seulement des blessures mortelles reçues sur le champ de bataille.

(8) Décrire l'accident sous le double point de vue des lésions qui ont entraîné la mort, et des causes qui les ont produites. — Indiquer notamment les causes suivantes: submersion, brûlure ou combustion, combustion spontanée, empoisonnement (quel poison?), asphyxie (quel gaz?) explosion, foudre, chéouement, chute, noyade, évanouissement, froid, faim, indigestion, ivresse.

(9) N. B. — Les espèces de 15 à 16 correspondent à la classe des maladies aiguës spécifiques de Marc-D'Epinet et à celle des maladies, symptomatiques de W. Farr.

Les Maladies aiguës à choisir dans cette direction l'espèce de maladie qui a causé un décès, sont notamment prise, avant de faire leur choix, de s'enquérir de toutes les circonstances morbides qui se sont succédé depuis la venue jusqu'à la mort, afin d'en dégager une maladie essentielle et primitive, et à la venir rattacher l'espèce de maladie qui a causé le décès, en se guidant bien de ce rapport à une maladie secondaire ou tertiaire. Le cas ne se présente pas à la maladie primitive et principale, on devra mentionner, en note, la maladie ou l'accident secondaire qui a terminé la maladie.

Ainsi lorsque terminée par pneumonie, scurieuse terminée par anasarque, phthisie pulmonaire terminée par hémoptysie, foudroyante, érethétique terminée par asphyxie. En outre, il est intéressant de demander si la forme de la maladie était aiguë ou chronique, pour qu'on ait le plus possible, dans le dépouillement, de séparer, et si on le desire, les cas aigus des cas chroniques. Il est du plus grand intérêt de connaître les durées des maladies primitives; il serait donc souhaitable qu'on indiquât au jour, mois ou même les années écoulées entre l'éclat de la maladie et la mort, pour la durée spéciale à part de la maladie ou de l'accident secondaire qui a précédé immédiatement la mort. Si l'on peut ajouter aux simples désignations de la maladie primitive et de la maladie secondaire quelques symptômes saillants, on devra la faire, afin de donner aux médecins qui dépouillent les faits de l'ouvrage l'assurance que le diagnostic n'a pas été donné légèrement. Les opérations que certaines maladies ont pu nécessiter devront être indiquées. Enfin quelques notes sur l'antériorité des deux causes dans les faits qu'elle aura pu être préalable.

(10) Naturelle chez les non-vaccinés.

(11) Après vaccine.

SOMS LATINS DES ESPÈCES.	SOMS FRANÇAIS.	SOMS ITALIENS.	SOMS ANGLAIS.	SOMS ALLEMANDS.	SOMS SUÉDOIS.	SOMS SAÏONS.
17. Milieria.	Fèvre millaire (scarlatine).	Febbre miliare.	Miliaria.	Friesel.	Friesel.	Friesel.
18. Morbilla.	Rougeole.	Morbillo.	Morvles.	Masern.	Mässing.	Messlingen.
19. Scarlatina.	Scarlatine.	Scarlatina.	Scarlatina.	Scharlachfeber.	Scharlaka.	Scharlach- Feber.
20. Diphtheria.	Diphthérie, an- gine couenneuse.	Difterite.	Diphtheria.	Diphtheritis.	Diphthert (ola- trisch) diphtheria.	Diphthertitis.
21. Laryngitis pseudo- membranacea.	Croup pseudo- membraneux.	Croup.	Croup.	Croup.	Strypphika (croup).	Strachote (croup).
22. Paratitia.	Ouvillane.	Orecchioni.	Mumps.	Parotitis.	Pansajaka.	Pansajaka.
23. Parotitis.	Ouvillane.	Parotitis.	Whooping cough.	Knochent.	Kikhoia.	Kikhoia.
24. Influentia.	Grippe.	Grippe.	Influenza.	Grippe.	Influenza.	Influenza.
25. Febrix rheumatica.	Rhumatisme aigu.	Rheumata acuto.	Rheumatism.	Rheumatismus.	Rheumatism (akut).	Rheumatisk Feber.
26. Febrix typhoides.	Fèvre typhoïde.	Febbre tifoide.	Typhoid fever.	Nervenfieber.	Nervfeber.	Nervfeber.
27. Typhus.	Typhus.	Tifo.	Typhus.	Typhus.	Typhus eller rö- feber.	Förarska-las Feber, petechial Feber.
28. Typhus intermit- tens.	Fèvre jaune.	Febbre gialla.	Yellow fever.	Gilbes Feber.	Gul Feber.	Gul Feber.
29. Febrix intermit- tens.	Fièvre intermit- tente.	Febbre intermit- tente.	Febric (ague).	Febric (ague).	Febric.	Febric.
30. Febrix remittens.	Fièvre remittente.	Febbre remit- tente.	Remittent fever.	Remittent Fe- ber.	Gastrisk feber eller halsfeber.	Remittende Feber.
31. Cholera asiatica.	Cholera indien.	Cholera asiatica.	Cholera.	Asiat. Cholera.	Cholera, asiatick.	Asiatisk Cholera.
32. Cholera indigena.	Cholera indigène.	Colera indigena.	Cholera.	Endemisch Cholera.	Cholera, indemsk.	Sæmmer Cholera.
33. Cholera infantum.	Cholera des en- fants.	Colera del in- fant.	Cholera infantum.	Cholera infantum.	Barncholera.	Cholera hos Børn.
34. Dysenteria.	Dysenterie.	Dysenteria.	Dysentery.	Barr.	Bidol (bidol).	Bidol.
35. Trismus.	Tétanos.	Tetano.	Tetanus.	Marckkrampf.	Strickkrampf.	Strickkrampf.
36. Trismus.	Tétanos.	Tetano.	Tetanus.	Trismus.	Trismus.	Trismus.
37. Noma.	Noma.	Noma.	Noma.	Wasserkrebs.	Vattekrebs.	Noma.
38. Gangrena nasoo- ralia.	Nécrose d'os maxillaire.	Gangrena d'os- siale.	Hospital gan- gre.	Hospitalbrand.	Hospitalbrand.	Hospital brand.
39. Pyæmia (phlebi- tis).	Pyémié.	Pyæmia.	Pyæmia.	Eiterfeber.	Vårfeber.	Pyæmia (phlebi- tis).
40. Febrix puerpera- lis.	Fèvre puerpé- rale.	Febbre puerpe- rale.	Motrix.	Kindstieber.	Barnsängs feber.	Barnsfeber.
41. Erysipelas.	Erysipèle.	Erisipela.	Erysipelas.	Ros.	Ros.	Ros.
42. Anthrax.	Anthrax.	Antreax.	Carbuncle.	Karunkel.	Karunkel.	Karunkel.
43. Pustula maligna.	Pustule maligne (affection char- bomneuse).	Pustula maligna.	Malignant po- stole.	Mildebrand- karunkel (schwar- ze Blatter).	Mildebrand- karunkel.	Mildebrand- karunkel.
44. Rabies.	Rage.	Rabbia.	Hydrophobia.	Wasserscheu.	Wattenscheu.	Vandkræk.
45. Maligna.	Morve-farciu.	Morve-farciu.	Chancres.	Ros.	Ros.	Soite.
46. Intoxication cadu- stica.	Infection par pi- guet de dis- section.	Infezione per di- sezione di ca- daveri.	Infection by pusure in dissection.	Leichenvergiftung.	Dissektion-sau- re.	Saar-rot-Scit- ter.
47. Encephalitis.	Encephalite aigue ou chronique.	Encefalite.	Meningitis, en- cephalitis.	Gehirnentzündung und encephalitis.	Hjerninflammation.	Hjerninflammation.
48. Myelitis.	Myélite aigue ou chronique.	Myélite.	Myelitis.	Rückenmarksentzündung.	Rygmarinflammation.	Rygmarinflammation.
49. Carditis pericarditis et endocarditis.	Périt et endocardi- te non rhumatis- male.	Carditis (pericardi- tis, endocarditis).	Carditis, pericarditis, endocarditis.	Herzbeutelentzündung.	Hjertefinflammation.	Hjertefinflammation.
50. Morbi cordis ar- terio-vascularis.	Maladies organi- ques du cœur.	Malattie organi- che del cuore.	Organic diseases of heart (hyper- trophic, fatty degeneration, disease of the valves).	Hjertesygdomer (hypertrophisk, fettig degeneration, sygdom af klappen).	Organisk hjertesygdom.	Organisk (Hjertesygdom).
51. Anæmia arteri- alis.	Anémie sponta- née d'artère.	Anæmia.	Anæmia of the arteries.	Anæmia.	Pulsadæbrack.	Pulsadæbrack (anæmia).
52. Leucæmia glan- diularis.	Leucémie de la glande.	Leucæmia della glan- dola.	Leucæmia of the glandula.	Oedema der Glandula.	Glandulærit.	Oedematisk, stryg hebetænde.

(1) Y compris l'angine gangréneuse de la cavité nasale et les accidents secondaires : anasarque, albuminurie.
 (2) D'Europe, du camp, des prisons.
 (3) En France.
 (4) D'après Adams seulement comme spéciale à quelques pays et ne comprenant pas certaines formes remittentes qui ne sont que sympto-
 matiques d'autres maladies.
 (5) Le tétanos traumatique ne doit pas figurer dans les causes de mort, puisqu'il provient lui-même d'un accident extérieur.
 (6) Je ne considère celle qui provient de blessures et appartient aux accidents.
 (7) Indiquant la date de la mort, son intensité, et le traitement employé.
 (8) N. B. — Les espèces de 41 à 43 correspondent aux deux classes des inflammations aiguës franches ou locales et des inflammations
 chroniques locales de Morv et Kops et à la classe des maladies organiques des divers systèmes spéciaux d'organes de B. P.
 (9) On aura soin de distinguer, pour toutes les inflammations locales, la forme aiguë de la forme chronique; les cas chroniques qui
 ont eu une terminaison aiguë avant qu'ils aient été chroniques avec des terminations aigües.
 (10) On ne considère pas les diathèses (rhumatisme, goutte, etc.) pour les affections des différents organes, mais les accidents.
 (11) On ne considère pas de comprendre sous ce nom les inflammations franches sans du cerveau, soit de ses enveloppes.
 (12) La laryngite et la pharyngite n'ont pas été indiquées, parce que, lorsque elles sont mortelles, elles se terminent par l'œdème de la glotte.

NOMS LATINS DES ESPÈCES.	NOMS FRANÇAIS	NOMS ITALIENS.	NOMS ANGLAIS.	NOMS ALLEMANDS.	NOMS SUÉDOIS.	NOMS DANOIS.
52. Bronchitis.	Bronchite aiguë ou chronique.	Bronchite.	Bronchitis.	Luftröhrenent- zündung.	Lungcatarrh.	Betændelse i luft- rørgrenene. (Bronchitis).
54. Pleuritis.	Pleurisie aiguë ou chronique.	Pleurite.	Pleurisy.	Brustfellentzün- dung.	Haalt og styg.	Brylindelse. betændelse. Lungebetæn- delse.
55. Pneumonia.	Pneumonie ou broncho-pneu- monie.	Polmonite.	Pneumonie.	Lungenentzün- dung.	Lunginflammation.	Tungebetæn- delse.
56. Apoplexia pul- monum.	Apoplexie pulmo- naire.	Apoplessia pol- monare.	Apoplexy.	Lungenschlag- fluss.	Blodslag i lun- gerna.	Slit-dod.
57. Emphysema pul- monum.	Emphyseme pul- monaire.	Emfisema polmo- nare.	Emphysema of the lungs.	Kauphsem.	Emphysem.	Emphysem.
58. Glositis.	Glossite.	Glossite.	Glossitis.	Zungenentzün- dung.	Tunginflammation.	Tungebetæn- delse.
59. Gastritis.	Gastrite aiguë ou chronique.	Gastrite.	Gastritis.	Magenentzün- dung.	Magesknuiflam- mation.	Magetbetændelse.
60. Enteritis.	Entérite aiguë ou chronique.	Enterite.	Enteritis.	Darmsentzün- dung.	Tarmsknuiflam- mation.	Tarmbetændelse.
61. Peritonitis.	Péritonite.	Peritonite.	Peritonitis.	Rauchfelleentzün- dung.	Bukhinflammation.	Bugbetændelse.
62. Perityphlitis.	Perityphlitis.	Perityphlitis.	"	Blinddarment- zündung.	Perityphlitis.	Bugbetændelse.
63. Iliac, intussuscep- tion.	Iliac et intussus- ception.	Ileo, ed intussus- ceptione.	Intussusception ileus.	Korlbrechung. Darmverschlingung, Voitusus.	Tarmsvæl.	Tarm-svælg.
64. Hernia.	Hernie non trans- mitique.	Eriia.	Hernia.	Eingeweide- brüche.	Bræk.	Bræk.
65. Hepatitis.	Hépatite aiguë ou chronique.	Epatite.	Hepatitis.	Entzündung der Leber.	Leverinflammation.	Leverbetændelse.
66. Calculus biliaris.	Calcul biliaire.	Calcolo biliare.	Gall stones.	Gallensteine.	Galdsten.	Galdsten.
67. Cirrhosis.	Cirrhose du foie.	Cirrosi del fegato.	Cirrhosis.	Granuläre Leber.	Cirrhos.	Cirrhos.
68. Nephritis.	Néphrite non albu- minurique.	Nephritis.	Nephritis.	Nierenentzün- dung.	Nyreinflammation.	Nyrebetændelse.
69. Cystitis.	Cystite aiguë et catarrhe ch. de la vessie.	Cistite.	Cystitis.	Blasentzündung.	Blæresknuiflam- mation.	Betændelse i urindæren.
70. Metritis.	Métrite puerpé- rale.	Metrite.	"	Gebärmutterent- zündung.	Lifmoderinflam- mation.	Betændelse i liv- moderen.
71. Polypus uteri.	Polype utérin.	Polipo dell'utero.	Polypus of the uterus.	Uteruspolypen.	Lifmoderpolyp.	Polyp i livmoe- deren.
72. Phlegmon.	Phlegmon.	Flemmone.	"	"	Buland.	Buland.
73. Phlegmon syste- matic urinary.	Phlegmon des voies urinales.	Flemmone delle vie orinarie.	"	"	Buland i urinve- garna.	Phlegmone i urin- vejsene.
74. Gangrena. ⁽¹⁾	Gangrène locale.	Gangrena.	"	Brand.	Brand.	Koldbrand.
75. Gangrena septic.	Gangrène septic.	Gangrena septic.	"	"	Andetoms- brand.	Det postteke Onke.
76. " Scrophulous. ⁽²⁾	Scrofule.	Scrofola.	Scrophula.	Scropheln.	Skroffor.	"
77. Tumor albus.	Tumore bianche.	Tumore bianco.	Wisse Knöte- fleckentzündung.	Wisse Knöte- fleckentzündung.	Tumor albus.	"
78. Morbus Pottii.	Maladie de Pott.	Malattia di Pott.	"	Spondylarthro- sarc.	Potta sjuka.	Kjortelsygdom.
79. Tuberculosis.	Tuberculation.	Tuberculosis.	Tuberculosis.	Tuberculose.	Tuberkler.	Tuberkler.
80. Tuberculosis en- tero-mesenterica.	Tuberculation entéro-mésen- terique.	Tuberculosis entéro-mesente- rica.	Tabes mesente- rica.	Gefäßschwind- sucht.	Tuberkler i tarm- kælet.	"
81. Tuberculosis peri- tonica.	Péritonite tuber- culose.	Tuberculosis peri- tonica.	Tubercular peri- tonitis.	Tuberculosis Bauchfelleent- zündung.	Tuberkler i buk- hinnen.	Tuberculosis Bug- fellebetæn- delse.
82. Tuberculosis pul- monum. ⁽³⁾	Tuberculation pulmonaire. ⁽⁴⁾	Tuberculosis del polmone.	Phthisis hemo- ptysis.	Lungenschwind- sucht.	Tuberkler i lun- gerna.	Slindst.
83. Tuberculosis en- cephalica.	Tuberculos cir- culaire en mé- ninges.	Tuberculosis del cervello.	Hydrocephalus with tubercular deposits.	Wasserkopf mit tuberculösen Ablagerungen.	Tuberkler i hjer- nen och hjer- nhimnen.	Tuberculosis hjer- nebetændelse.
84. Cancer. ⁽⁵⁾	Cancer.	Cancro.	Cancer.	Krebs.	Krafta.	Kraft.
85. Rachitis.	Rachitisme.	Rachite.	Rickets.	Engelske Krank- heit.	Engelska sjuk- an.	Den engelske syge.
86. Struma.	Goutre.	Gozzo; bronco- cele.	Bronchocele.	Kropf.	Struma.	Krop.
87. Cretinismus.	Cretinisme.	Cretinismo.	Cretinismus.	Cretinismus.	Cretinism.	"
88. Insania. ⁽⁶⁾	Allouction men- tale.	Pazzia.	Monomania, de- mentia.	Geisteskrankhei- ten.	Galenskap.	Sindssygdom.

(1) Ne pas confondre avec les espèces 57 et 58.

(2) N. B. — Les espèces de 76 à 111 correspondant aux diverses diathèses chroniques de Marc-d'Espion et aux sporadiques incertæ sedis qu'à une partie des sporadiques des divers systèmes spéciaux d'organe de W. Farr.

(3) Aigüe ou chronique; indiquer le siège, si l'est pas prévu dans les espèces suivantes.

(4) De phthisis pulmonaire; indiquer le mode de terminaison; l'hydropneumie appartient à cette espèce.

(5) Sous cette dénomination il faut comprendre le squirre et l'encéphaloïde, mais pas les cancers. Ne pas manquer d'indiquer le siège organique du cancer.

(6) Diverses formes. Ne rapporter à cette espèce que les cas où l'allouction a influé sur la mort.

NOMS LATINS DES ESPÈCES.	NOMS FRANÇAIS.	NOMS ITALIENS.	NOMS ANGLAIS.	NOMS ALLEMANDS.	NOMS SUÉDOIS.	NOMS DANOIS.
88. Epilepsia. ⁽¹⁾	Epilepsie.	Epilepsia.	Epilepsy.	Fallsucht.	Fallandenst.	Krampeplag.
90. Hysteria.	Hystérie.	Interium.	Hysteria.	Mutternacht.	Moderpassion.	Moderage.
91. Chorea.	Chorée.	Corea.	Chorea.	Veitstanz.	Chorea.	St. Veits Danda.
92. Laryngismus stry- dulus.	Asthme thyri- dique.	Asma timico.	Stimmritzen- krampf.	Stimmritzen- krampf.	Strupkramp.	Strubkramp.
93. Pellagra.	Pellagre.	Pellagra.	Pellagra.	Pellagra.	Pellagra.	•
94. Elephantiasis Arabum.	Elephantiasis des Arabes.	Elefantiasis ara- bica.	Elephantiasis.	Elephantiasis.	Knothjaks.	•
95. Elephantiasis Grecorum.	Elephantiasis des Grecs.	Elefantiasis di Grecia.	•	Elephantiasis Gr.	Spetaljaka.	•
96. Podagra.	Goutte.	Podagra-gotta.	Gout.	Gicht.	Gikt.	Podagra.
97. Calculi vesicae.	Calculs de la ves- sie et des reins.	Calculi vesicalli e renali.	Stone gravel.	Steinkrankheit.	Sten.	Steen.
98. Morbus Brightii.	Maladie de Bright (albuminurie).	Malattia di Bright (albuminuria).	Bright disease.	Harngrics.	Ægghvitsot.	Brigths Sygdom (albuminurie).
99. Diabete.	Diabète.	Diabete.	Diabetes.	Elweisharnen.	•	Sukkersyge.
100. Scorbutus.	Scorbut.	Scorbuto.	Scurry.	Haruruhr.	Sockersjuka.	Skjorbug.
101. Purpura hemorrhagica.	Pourpre hémor- ragique (maladie de Werlhof).	Porpora emorra- gica.	Purpura.	Purpura.	Purpura.	•
102. Chlorosis.	Chlorosis.	Chlorosi.	Chlorosis.	Blutschucht.	Blöskot.	Blögsot.
103. Vermis.	Entozoaires, hy- datides, etc.	Vermi-entozoarii.	Worms.	Wurmsucht.	Makskot.	Oru.
104. Syphilis. ⁽²⁾	Maladie syphili- tique.	Sifilide constitu- zionale.	Syphilis.	Secundäre Sy- philis.	Syphilis.	Venerisk Syg- dom.
105. ⁽³⁾ Alcoholicismus ebrietas. ⁽⁴⁾	Alcoolisme.	Delirio dei beoni.	Intemperance, delirium tre- mens.	Trunksucht oder Säuferdykra- sie, Stäuf- erwahnsinn.	Ens och alcoho- lium.	Drunkenskab (Branderzals- hab).
106. Ergotismus. ⁽⁵⁾	Ergotisme.	Ergotismo.	•	Mutterkornver- giftung.	Dragsjuka.	Forgiftning med meedribe.
107. Saturated iodique.	Saturation iodi- que.	Saturazione di jodio.	•	Jodvergiftung.	Jodforgiftning.	Jodforgiftning.
108. Saturated saturnina.	Saturation par le plomb.	Saturazione di piombo.	By lead saltz.	Id. mit Bleisaltzen.	Id. mit Bleisaltzen.	Blyforgiftning.
109. Saturated opii.	Saturation par l'opium.	Saturazione di oppio.	By opium.	Id. mit Opium.	Opilforgiftning.	Opiumsfor- giftning.
110. Alie saturatio- nes.	Autres saturati- ons.	Altre saturazioni.	•	Andere Vergif- tungen.	Andra förgif- tingar.	Andra förgiftnin- ger.
111. Febris a fame.	Inanition chro- nique.	Febbre di fame.	Famine fever.	Hungerfieber.	Feber af svält.	•

VI. Mort par maladie incomplètement définie ou désignée seulement par un symptôme saillant.⁽⁶⁾

112. Syncope.	Syncope.	Sincope.	Fainting.	Ohnmacht.	Svimmel.	Åfmaet.
113. Mors repentina.	Mort subite.	Morte improvvisa.	•	Hastig död.	Slag.	Pludselig Død.
114. Apoplexia. ⁽⁷⁾	Apoplexie céré- brale.	Apoplessia cere- brale.	Apoplexy.	Apoplexie.	•	Apoplexie.
115. Convulsio. ⁽⁸⁾	Convulsion.	Convulsione.	Convulsion.	Krampf.	Convulsionar.	Convulsion (krampe).
116. Eclampsia parturitionum.	Éclampsie des femmes en cou- ches.	Eclampsia di parto.	Eclampsy.	Krampf der Ge- bärenden.	Eclampsie.	Convulsion hos Fødsende.
117. Paralysis.	Paralyse.	Paralisi.	Paralysis of.	Lähmung.	Lamhet.	Lambd.
118. Paraplegia.	Paraplegie.	Paraplegia.	•	Querlähmung.	•	•
119. Epistaxis.	Épistaxis.	Epiastasi.	Epistaxy.	Nasenbluten.	Næseblod.	Næseblod.
120. Hemorrhagia.	Hémorragie.	Emorragia.	•	Blutsturz.	Blodstøtning.	Blødning.
121. Puerperium.	Accouchement.	Parto.	Childbirth.	Kindbætt.	Barndøds eller barneføds.	Barneføds.
122. Abortus.	Avortement.	Aborto.	Miscarriage abor- tion.	Fødselbærb.	Misfall.	For tidlig fødsel.
123. Anæmia.	Anémie.	Anemia.	Anæmia.	Blutaranth. Bleichsucht.	Blodbrist.	Anæmie.

(1) La mort a-t-elle eu lieu sans attaque?

(2) Constitutionnelles. Indiquer les divers degrés de l'infection, la nature et le siège des lésions.

(3) S. B. — Les espèces de 101 à 111 sont les divers empoisonnements chroniques.

(4) Saturatio alcoholica, *drunken frenzies*, etc.

(5) Forme gagueuse, forme convulsive.

(6) S. B. — Les espèces de 112 à 123 correspondent à diverses espèces sporadiques de W. Farr, et quelques-unes d'entre elles aux acrids morbides de Marc d'Asie.

Plusieurs de ces espèces disparaîtront à mesure que les médecins, au lieu de s'arrêter à un symptôme saillant, remonteront à la maladie qui a causé ce symptôme.

Cette division n'a été malheureusement que pour répondre aux besoins momentanés résultant d'anciennes habitudes prises. Avant que possible, on devra chercher dans la cinquième division l'espèce qui correspond à chaque cas, et ce n'est que lorsque les renseignements recueillis auront suffi à caractériser l'espèce morbide, qu'il faudra l'inscrire sous l'une des rubriques de la sixième division.

(7) Première, deuxième, insidieuse, etc., attaque. Note de terminaison. Durée.

(8) Non compris celles qui sont symptomatiques d'espèces précitées.

NOMS LATINS DES ESPÈCES.	NOMS FRANÇAIS.	NOMS ITALIENS.	NOMS ANGLAIS.	NOMS ALLEMANDS.	NOMS SUÉDOIS.	NOMS DANOIS.
124. Hydrops.	Hydropsis.	Idropisia.	Dropsy.	Wassersucht.	Vattssot.	Vattresot.
125. Hydrothorax.	Hydrothorax.	Idrothorax.	Hydrothorax.	Brustwassersucht.	Bröstvattssot.	Bröstvattresot.
126. Ascites.	Ascite.	Idropse ascite.	Ascitis.	Bauchwassersucht.	Bukvattssot.	Bucvattresot.
127. Diarrhoea.	Diarrhée.	Diarrhea.	Diarrhoea.	Durchfall.	Utsot.	Dagvælsk eller rhe.
128. Asthma.	Asthma.	Asma.	Asthma.	Engbrøstighed.	Andäppa.	.
129. Stricture.	Stricture.	Strigimento.	Stricture (of urea or . . .).	Dünndarmverengung.	Tarmförträngning.	.
130. Aphtha.	Aphtha major.	Angina aphosa.	Thrush.	Schwammrhen.	Tors.	Triddele.
131. Icterus.	Icterus.	Icteria.	Jaundice.	Gelbsucht.	Guldet.	Guldet.
132. Febris remittens infantum.	Fièvre rémittente des enfants.	Fieber remittent del ragazzi.	.	Emittirendes Fieber.	Remittent feber.	.
133. Morbi spinæ.	Maladie de la spine.	Malattia della spina.	Spinitis.	Entzündung der Milz.	Mjöltsjukdomar.	Miltsygdomar.
134. Morbi prostatae.	Maladie de la prostate.	Malattia della prostata.	Disease of the prostate gland.	Venstohrdrüsenkrankheit.	Spådom i prostata.	.
135. Tumor ovarii.	Tumor de l'ovaire.	Tumore dell'ovajo.	Ovarian tumor.	Kierstütschgeschwulst.	Äggstörkarsvulst.	Svulst i Äggstörken.
136. Tumor abdominalis.	Tumeur abdominale.	Tumore dell'addome.	Abdominal tumor.	Unterleibsgeschwulst.	Bugsvulst.	Underlivssvulst.
137. Lepra.	Lepra.	Lebbra.	Leprosy.	Amula.	Spetilska.	.
138. Rheumatismus chronicus.	Rheumatisme chronique.	Rheumatismo cronico.	.	Rheumatismus.	Kronisk rheumatism.	.
VII. Mort de cause inconnue.						
139. Causa ignota.	Mort de cause inconnue.	Morte da causa ignota.	Causa ignota.	Ubekjænta Ursachen.	Okänd orsak.	Ukjendt årsag.

(1) Le plus souvent symptomatique.

Deuxième annexe : Bulletin de décès. (Il ne doit jamais indiquer les noms ni prénoms du décédé.)

DOMICILE.		CONNUE.	CANTON.	DÉPARTEMENT.	
Lors du décès					
Antérieur					
Lien de naissance					
Âge de ans mois jours. — Sexe					Observations particulières du médecin de la famille.
PROFESSION	PATRON, FERMIER OU PROPRIÉTAIRE.	OUVRIER.	EMPLOYÉ.	Hérédité ?	
Do décédé . . . Actuelle . . .					Observations du médecin vérificateur.
Do chef de famille					
MALADIES.	CAUSE OU SÈCLE		DURÉE DE LA MALADIE.	Degré d'aisance ?	
	d'après le médecin de la famille.	d'après le médecin vérificateur.			
Primitive					
Secondaire					
Altérations anatomiques constatées par l'autopsie faite par					

Certifié par le médecin de la famille,

Examiné avec soin, schémé et approuvé par le médecin
vérificateur officiel,

(Domicile.)

(Domicile.)

Nota. Les médecins doivent écrire « inconnu » toutes les fois que le diagnostic n'a pu être établi.

Ils doivent indiquer, par un large point d'interrogation, un diagnostic douteux (?)

Souligner un diagnostic qu'ils regardent comme certain.

Ce bulletin, rempli, signé, plié et cacheté, est délivré par le médecin du décédé à la famille, qui le remet au médecin-vérificateur lors de sa visite. Celui-ci ouvre le bulletin, l'examine, le complète, le vise, le ferme et le scelle de nouveau, et met aussi sa signature au dos, afin que l'employé de la mairie constate, sans avoir besoin de l'ouvrir, que les formalités voulues ont été remplies. C'est après la remise de ce bulletin cacheté à la mairie, que le maire autorise la levée du corps.

STATISTIQUE DE L'ALIÉNATION MENTALE.

Les aliénés doivent d'abord être classés en deux grandes catégories comprenant, l'une, les aliénés traités dans les établissements spéciaux; l'autre, les aliénés traités à domicile. — Voici le minimum de questions à poser pour les aliénés des deux catégories.

A. Questions à formuler dans le dénombrement.

1. Aliénés proprement dits.

Nombre.

Sexe.

Age. (Mêmes catégories que pour les aliénés des établissements spéciaux. Voir ci-après.)

Profession. (Idem.)

Causes présumées de l'aliénation. (Idem.)

Degré d'instruction avant la maladie. (Idem.)

2. Idiots.

Description succincte du mode de recensement employé.

Nombre.

Sexe.

Age. (Même cadre que pour les aliénés.)

L'indication des renseignements étiologiques adoptés pour le crétinisme, et ne pas omettre, parmi les causes prédisposantes, l'hérédité.

Situation topographique des lieux où l'idiotisme prédomine (plaines, vallées, montagnes); préciser l'attitude et l'orientation des lieux recensés, la configuration et la nature géologique du sol; indiquer la composition chimique et la température des eaux potables.

Profession et degré d'aisance des parents; la race, la nationalité des parents.

Indiquer le nombre absolu et proportionnel à la population des idiots 1, dans les villes, 2, dans les campagnes; pour les principaux foyers d'endémicité, indiquer à la fois le nombre des infirmes et le chiffre de la population.

Indiquer l'état civil des infirmes.

3. Crétins.

Description succincte du mode de recensement employé.

Nombre.

Sexe.

Age. (Même cadre que pour les aliénés.)

Nombre des cas dans lesquels l'idiotisme était et n'était pas congénital. (En cas de non-congénitalité, savoir à quel âge s'est déclarée la maladie, et quelles circonstances générales ou locales ont pu la déterminer ou favoriser son développement.)

Situation topographique des lieux où le crétinisme prédomine; mêmes renseignements que pour les idiots.

Profession et degré d'aisance des parents; la race, la nationalité des parents.

Indiquer le nombre absolu etc. (de même que pour les idiots.)

Indiquer l'état civil des infirmes et le nombre des mariages entre crétins.

B. Questionnaire de l'aliénation traitée dans les établissements spéciaux.

1. Renseignements administratifs.

Nombre des établissements:

1. publics (aux frais de l'État, des communes, etc.);

2. privés.

Analyse de la législation qui régit les deux catégories d'établissements, principalement au point de vue 1. de la sécurité publique, 2. de la liberté individuelle.

Le prix moyen 1. de la place d'aliéné indigent, dans les établissements publics, 2. de la journée d'entretien d'aliéné indigent, idem.

2. Mouvement (entrées et sorties).

Nombre, par sexe (pour les dix dernières années), d'aliénés restant dans les établissements au 31 décembre de chaque année.

Nombre des admis dans chaque année 1. pour la première fois (par sexe), 2. pour cause de rechutes (par sexe).

(Indiquer le nombre des rechutes pour chaque sexe, selon qu'elles ont lieu dans la 1^{re}, la 2^e, la 3^e [et ainsi de suite jusqu'à la 15^e] année de la guérison.)

Nombre, dans chaque année,

1. des sorties: pour guérison (par sexe); pour toute autre chose (par sexe);

2. des décès: par une cause naturelle (par sexe); par accident (par sexe); par suicide (par sexe).

Nombre total des journées de présence dans l'année (par sexe).

Sur la totalité des aliénés admis dans chaque année, combien étaient réputés: 1. curables (par sexe), 2. incurables (par sexe).

C. Renseignements divers sur les admis de chaque année.

1. Âges au moment de l'admission.

La classification par âge peut être établie ainsi qu'il suit:

De 0 à 15 ans; — de 15 à 20 ans; de cinq en cinq ans jusqu'à 40; — de dix en dix ans jusqu'à 100 ans.

Pour chaque catégorie d'âge, le nombre des aliénés devra être donné par sexe et pour chaque sexe par état civil (célibataire, marié, veuf).

2. Professions (par sexe).

1. Professions libérales:

Ecclesiastiques (religieux et religieuses).

Juristes (juges, avocats, notaires, avoués, huissiers, etc.).

Médecins, chirurgiens, pharmaciens et sages-femmes.

Professeurs et hommes de lettres.

Fonctionnaires publics.

Employés.

Artistes (peintres, sculpteurs, architectes, graveurs, musiciens, etc.).

2. Militaires et marins.

3. Rentiers et propriétaires (vivant de leurs revenus).

4. Professions industrielles et commerciales:

Manufacturiers et fabricants.

Négociants et commerçants en gros.

Marchands au détail.

5. Professions manuelles ou mécaniques:

Ouvriers mineurs;

» en métaux;

» en bois;

» en filature et tissage;

» en bâtiments;

» en cuirs et peaux;

» en teinture;

Ouvriers en objets d'habillement, de coiffure et de chaussure;
» industriels autres que les précédents.

Professions agricoles:

Propriétaires-cultivateurs.

Ouvriers agricoles (journaliers, valets de ferme, bergers, bûcherons).

7. Gens à gages (domestiques, commissionnaires, journaliers).

8. Autres professions.

9. Sans profession.

10. Professions inconnues.

3. Causes présumées de l'aliénation (par sexe).

1. Causes prédisposantes: Héritéité.

2. Causes physiques:

Effets de l'âge (démence sénile).

Dénûment et misère.

Onanisme et abus vénériens.

Excès alcooliques.

Maladies diverses.

Maladies du système nerveux.

Maladies propres à la femme.

Coups et blessures; commotions cérébrales, etc.

Autres causes physiques.

3. Causes morales:

Excès de travail intellectuel.

Frayeur.

Chagrins domestiques.

Remords.

Colère.

Joie.

Pudeur blessée.

Chagrin résultant 1. de la perte de la fortune, 2. de la perte d'une personne chère, 3. de l'ambition déçue.

Amour.

Jalousie.

Orgueil.

Événements politiques.

Passage subit d'une vie active à une vie inactive et vice versa.

Isolément et solitude.

Enfermement 1. simple, 2. cellulaire.

Nostalgie.

Sentiments religieux poussés à l'excès.

Autres causes morales.

4. Causes inconnues.

4. Mois des admissions.

Indiquer, pour chaque mois, le nombre des admissions par sexe.

5. Nombre, par sexe, des aliénés originaires.

1. des villes. (Considérer comme ville toute localité ayant au moins 2000 habitants agglomérés.)

2. des campagnes.

6. *Circonstances aggravatives de la maladie.*

Nombre, par sexe, d'aliénés atteints 1. de paralysie, 2. d'épilepsie.

Faire porter distinctement toutes les études statistiques sur l'aliénation avec épilepsie et sur l'aliénation avec paralysie générale, qui constituent, par rapport à l'aliénation proprement dite, deux espèces profondément distinctes de l'aliénation mentale simple.

Il y aurait lieu d'admettre comme espèce distincte l'aliénation mentale avec pellagre, au moins pour l'Italie, si ce n'est pour la France, où elle s'observe quelquefois dans quelques départements méridionaux, et alors il faudrait faire ressortir parmi les causes physiques, d'une manière distincte, la pellagre.

Il est important d'exclure du cadre des études statistiques sur l'aliénation mentale le delirium tremens, qui motive assez fréquemment la séquestration dans les asiles d'aliénés; si on l'admettait dans le cadre des études, il serait indispensable de faire porter d'une manière distincte sur cette espèce morbide toutes les études statistiques.

7. *Durée de traitement (par sexe).*

1. des aliénés guéris,
2. des aliénés décédés.

On peut établir, pour chacune de ces deux catégories, les divisions suivantes: 1 mois et au-dessus, — de 1 à 2 mois, — de 2 à 3 mois, — de 3 à 4 mois, — de 4 à 6 mois, — de 6 à 9 mois, — de 9 à 12 mois, — de 1 à 2 ans, — de 2 à 5 ans, — de 5 ans et au-dessus.

8. *Guérisons et décès par mois.*

Donner, pour chaque sexe, le nombre, par mois, des guérisons et des décès.

9. *Age, par sexe, des aliénés guéris et décédés dans le mois de la guérison et du décès.*

On peut adopter la classification indiquée pour les âges au moment de l'admission.

10. *Guérisons et décès, par sexe, d'après les professions.*

Reproduire la classification adoptée pour les admissions.

11. *Causes de la mort.*

Il est nécessaire de demander, à propos des aliénés décédés, un tableau des causes de la mort, mis en rapport avec la nomenclature adoptée pour les décès dans la population générale.

12. *Méthodes curatives.*

Décrire la méthode curative employée dans chaque établissement.

13. *Occupations des aliénés.*

Indiquer les principaux travaux auxquels sont occupés les aliénés divisés par sexe.

D. *Renseignements divers sur les crétins et idiots.*

Nombre, par sexe, restant, au 31 décembre, pour la même période que ci-dessus.

Nombre des admis chaque année, par sexe et par âge (mêmes divisions que pour les aliénés).

Nombre, par sexe, de cas 1. congénitaux, 2. non congénitaux.

Nombre, par sexe, des crétins ou idiots originaires 1. des villes, 2. des campagnes.

(Ajouter des renseignements sur les conditions topographiques et autres des localités auxquelles appartient le plus grand nombre de crétins et idiots.)

L'profession et (autant que possible) degré d'aisance des parents.

Indiquer si les idiots et les crétins sont issus :

- d'un père idiot ou crétin,
- d'une mère idiote ou crétine,
- d'un père et d'une mère idiots ou crétins,
- ou de parents atteints d'aliénation mentale proprement dite.

Indiquer les principales complications particulières, l'épilepsie, la surdi-mutité, les scrofules, le goître.

Indiquer les maladies principales pour lesquelles les idiots et les crétins ont été admis ; faire connaître, s'il y a lieu, les immunités pathologiques.

Nombre, par sexe, des crétins ou idiots sortis dans l'année 1. pour guérison, 2. pour toute autre cause.

Nombre, par sexe, des crétins ou idiots décédés dans l'année 1. par une cause naturelle, 2. par accidents.

Indiquer les principales méthodes curatives et le résultat du traitement dirigé contre l'infirmité elle-même.

Indiquer les travaux auxquels sont employés les crétins ou idiots de chaque sexe.

RENSEIGNEMENTS SUR LES CAUSES DE DÉCÈS.

A. Nomenclature révisée des causes des décès.

(Les noms en français et en latin.)

Vienne
1857.

I. Classe. Mort-né (*Mortuus natus*).

II. Classe. Mort dans la première semaine après la naissance (*Mortuus ex debilitate vel deformitate congenita intra primam hebdomadam*) par débilité ou monstruosité congénitale :

1. Hydrocéphalie (*Hydrocephalus*). — 2. Cyanose (*Cyanosis*). — 3. Spina bifida (*Spina bifida*). — 4. Imperforation de l'anus (*Anus imperforatus*). — 5. Autres vices de conformation et monstruosité (*Alia vitia conformationis vel monstruosa deformitatis*).

III. Classe. Mort par vieillesse (*Marasmus senilis*) au-dessus de 60 ans.

IV. Classe. Mort violente (*Mors violenta*) : 1. Suicide (*Suicidium*). — 2. Homicide et lésion létale (*Homicidium vel lesiones letales*). — 3. Exécution juridique (*Supplicium legale*). — 4. Mort à la guerre (*Mors in bello*). — 5. Inanition chronique (*Mors ex fame*).

Mort par accident extérieur (*Mors accidentalis*) : dont la cause est connue (*ex causa nota*) ; dont la cause est ignorée (*ex causa ignota*).

V. Classe. Mort par maladie bien définie (*Mors ex morbo*) : 1. Chlorose (*Chlorosis*). — 2. Anémie (*Anæmia*). — 3. Hémorragie (*Hæmorrhagia*). — 4. Gangrène (*Gangræna*). — 5. Gangrène scélérée (*G. scitilis*). — 6. Anthrax (*Anthrax*). — 7. Pourriture d'hôpital (*G. nosocomialis*). — 8. Pastilles malignes (*Pustula maligna*). — 9. Carie et Nécrose (*Caries et Necrosis*). — 10. Choléra asiatique (*Cholera asiatica*). — 11. Choléra sporadique (*Cholera indigena*). — 12. Diarrhée (*Diarrhæa*). — 13. Dysenterie (*Dysenteria*). — 14. Résorption purulente (*Pyæmia*). — 15. Rachitisme (*Rachitis*). — 16. Fistule (*Fistula*). — 17. Goutte (*Gutta, Arthritis podagrica*). — 18. Grippe (*Influentia*). — 19. Diabète (*Diabetes*). — 20. Cancer (*Carcinoma*). — 21. Rhumatisme aigu (*Rhenma*). — 22. Erysipèle (*Erysipelas*). — 23. Tabes dorsalis (*Tabes dorsalis*). — 24. Rétrécissement (*Stricture*). — 25. Scrofules (*Scrofulosis*). — 26. Scorbout (*Scorbutus*). — 27. Typhus, fièvre typhoïde (*Typhus*). — 28. Fièvre jaune (*Febris flava*). — 29. Peste (*Pestis bubonica*). — 30. Fièvre remittente des tropiques (*Febris remittens tropicalis*). — 31. Tubercules miliaires aigus (*Tuberculosis miliaris acuta*). — 32. Tubercules cérébraux ou des méninges (*Tuberculosis cerebri et meningum*). — 33. Tubercules pulmonaires (*T. pulmonum*). — 34. Péritonite tuberculeuse (*T. peritonæi*). — 35. Tuberculisation entéro-mésentérique (*T. enteromésentérica*). — 36. Tubercules des articulations (*Arthrocæc*). — 37. Maladie de Potte (*Malm Potii*). — 38. Infection par piqûre de dissection (*Intoxicatio cadaverica*). — 39. Malle (*Malleus*). — 40. Hydro-

Age du fœtus: mois.
 Sexe: masculin, féminin, sexe pas encore déterminé; enfant légitime, naturel.
 Mort: avant, pendant la naissance.
 Position au moment de la naissance.
 La mère a été assistée par: une sage femme, un médecin.
 S'il a fallu avoir recours aux moyens obstétricaux?
 Combien d'enfants la mère avait-elle eus précédemment?
 Les autres ont-ils été tous morts-nés?

Sexe: masculin, féminin; enfant légitime, naturel.
 Age de l'enfant.
 Combien d'enfants la mère a-t-elle eus précédemment?
 Les autres vivent-ils? sont-ils faiblement constitués?
 Ou difformes?

Ville de Faubourg No.
 Profession des parents.
 Age et religion: du père; de la mère.
 Maladies dominantes: du père; de la mère.
 Observations.

b). Pour la quatrième classe de la nomenclature.

Ville de Faubourg No.
 Nom et prénom.
 Profession.
 Sexe: masculin, féminin.
 Age.
 État civil: célibataire, marié, veuf.
 Religion.
 Né à
 Demeurant à depuis années mois jours.
 Localité où a eu lieu le crime ou l'accident le 18 heures avant ou après midi, avant ou après minuit.
 Décédé le 18 heures avant ou après midi, avant ou après minuit.
 Suicide: cause apparente; état mental; indigent, aisé, riche; par quel moyen? la mort a-t-elle été instantanée ou a-t-elle été précédée d'une maladie et de quelle?; y a-t-il eu des cas de suicide dans la famille et à quel degré de parenté?
 Assassinat, meurtre, blessure mortelle: par quel moyen?; la mort a-t-elle été précédée d'une maladie et de quelle?
 Mort par des blessures reçues à la guerre: lesquelles?
 Mort par accident: nature de l'accident; la mort a-t-elle été instantanée ou a-t-elle été précédée d'une maladie et de quelle?
 Observations.

c) Pour les troisième, cinquième et sixième classes de la nomenclature.

Ville de Faubourg No
 Nom et prénom.
 Profession.
 Sexe: masculin, féminin.
 Age: âgé, de années; né au mois de de l'année
 État civil: célibataire, marié, veuf.
 Religion.
 Né à
 Demeurant à depuis années mois jours
 Localité où la maladie a éclaté.

Cause apparente de la maladie.

Décédé le 18 à . . . heures avant ou après midi, avant ou après minuit.

Maladie : a) nom. b) durée : années mois jours ; c) nature : aiguë, chronique ;

d) mode d'apparition : sporadique, épidémique.

Maladie qui en est résultée et sa durée.

Maladie subite.

Observations.

C. Instruction pour l'emploi par les médecins des bulletins de décès a., b. et c. et la nomenclature des causes de décès divisées en six classes.

§ 1. Tout médecin est tenu de se servir, pour déclarer le décès des malades qu'il a traité au moment de leur mort, d'un des bulletins de décès (cadres a, b et c), et d'en indiquer la cause en se conformant à la nomenclature des causes de décès.

§ 2. Lorsqu'un médecin a été appelé auprès d'un malade trop peu de temps avant sa mort, et qu'il ne l'a plus trouvé vivant, il doit néanmoins rechercher consciencieusement la vraie cause du décès, l'indiquer dans le mode au § 1, et employer le bulletin de décès qui se rapporte au cas qu'il constate. S'il lui est impossible de déterminer la cause du décès, il doit en faire la déclaration à l'autorité compétente, afin qu'elle puisse prendre les mesures nécessaires pour relever la cause du décès.

§ 3. Le vérificateur des décès, qu'il soit ou non médecin, doit dans tous les cas de décès non précédés de traitement médical, chercher à déterminer avec soin la cause du décès, et l'indiquer conformément à la nomenclature sus-mentionnée, que le décès ait eu lieu à la suite de maladie ou par toute autre cause.

S'il lui est impossible de déterminer la cause du décès, il doit le déclarer à l'autorité compétente conformément au § 2.

§ 4. Les bulletins de décès a, b et c correspondent aux différents genres et causes de décès tels qu'ils sont énumérés dans la nomenclature.

§ 5. Chaque rubrique doit être remplie consciencieusement et au moyen de renseignements aussi vrais et exacts que possible, en se conformant à la désignation placée en tête de la ligne, ou en répondant à la question qui y est formulée.

Lorsque les questions prévoient des cas qui s'excluent comme : masculin, féminin ; légitime, naturel ; indigent, aisé, riche, après avoir posé les réponses, on devra rayer les mots, indiquant les cas opposés.

§ 6. Le médecin n'est pas seulement tenu de remplir toutes les rubriques, mais il est encore responsable de la vérité de ses réponses, soit qu'elles expriment son opinion personnelle, soit qu'elles reproduisent la manière de voir des personnes qui l'ont renseigné. Il doit donc en temps utile, et sans trop attirer l'attention, se procurer toutes les données nécessaires.

S'il lui manque la réponse à une question, il en fera la mention spéciale dans la rubrique correspondante.

§ 7. Le bulletin de décès a ne doit être employé que pour les enfants morts-nés et ceux morts de faiblesse congénitale ou d'un vice d'organisation, dans la première semaine après la naissance. Le décès des enfants morts dans la première semaine par l'effet de la violence, d'un accident, ou d'une maladie survenue postérieurement à la naissance, ne doit pas être porté au bulletin a, mais sur l'un des deux autres (b ou c) dont il sera question plus loin.

Les différentes rubriques du bulletin a sont si claires qu'elles n'exigent aucune explication.

La rubrique *Observations* est destinée à recevoir l'indication des circonstances particulières que le médecin qui a traité le malade, ou le vérificateur des décès jugent utile d'y consigner ; par exemple : naissance simple ou double, durée de l'accouchement, etc.

§ 8. Le bulletin de décès b est destiné à la constatation des décès par suicide, assassinat, meur-

tre, blessure mortelle, blessure reçue à la guerre, et par accident. Les cas de mort par la faim, qui se produisent souvent en temps de guerre, peuvent y être également consignés.¹⁷

§ 9. Les différentes rubriques de ce bulletin pourront à peine faire naître quelque doute. Quoi qu'il en soit, voici quelques explications complémentaires.

La rubrique « *par quel moyen* » (à remplir à l'occasion des suicides, des assassinats, des meurtres etc.) se rapporte au genre de mort choisi ou subi, par exemple, que la victime se soit noyée, empoisonnée, brûlé à la cervelle, ou qu'on lui ait brûlé la cervelle, qu'on l'ait noyée, empoisonnée etc. Des circonstances particulières importantes non prévues au bulletin, mais constatées par le médecin ou le vérificateur, pourraient être consignées sous la rubrique ou dans la colonne des observations.

§ 10. Le bulletin médical des décès *c* est destiné à tous les cas où le médecin a pu observer le malade plus ou moins longtemps avant le commencement de l'agonie, pour indiquer une maladie déterminée comme cause de décès.

La mort par le marasme sénile est également portée sur le bulletin de décès *c*.

On croit devoir répéter ici que, pour désigner les maladies, causes de décès, on ne doit se servir que des dénominations comprises dans la nomenclature.

Quelques rubriques exigent des explications. Relativement à « *l'âge* » on ne se bornera pas à mettre le nombre des années, mais on s'efforcera de rechercher la date exacte de la naissance (année et mois) parce qu'on prétend que les individus qui sont nés en certaines années ou en certains mois offrent certaines particularités.

Les désignations placées en regard des rubriques « *Nom et durée* » ne doivent s'appliquer qu'à la maladie principale. Celle-ci peut, il est vrai, prendre une apparence secondaire, mais elle ne s'éteindra jamais complètement, elle doit donc être toujours considérée comme continuant d'agir, lors même que la mort serait l'effet d'une maladie secondaire, produite par la première, ou même d'une maladie subite.

Les désignations: aigu, chronique ou sporadique, épidémique ne demandent aucune explication. Il est à peine utile de rappeler que beaucoup de maladies se présentent tantôt sous l'une et tantôt sous l'autre forme; la forme doit donc être déterminée, soit d'après la nature de la maladie, soit d'après le rapport proportionnel des cas au nombre total des habitants.

La rubrique « *Observations* » sert à recevoir des indications sur les circonstances secondaires remarquables.

§ 11. La nomenclature qui précède s'accorde parfaitement avec la forme donnée aux bulletins de décès qu'on vient de décrire.

Les causes des décès ont été divisées en six classes.

La première classe comprend les morts-nés, la deuxième classe les enfants morts (dans la première semaine après la naissance) de faiblesse congénitale ou d'un vice de conformation. Le bulletin de décès *a* correspond à ces deux classes.

La quatrième classe renferme les cas de mort violente ou de décès par accident. À cette classe correspond le bulletin de décès *b*.

La troisième classe contient les individus morts par l'effet de l'âge, la cinquième les décès causés par des maladies; le bulletin de décès *c* se rapporte à ces deux classes (troisième et cinquième).

Le bulletin de décès *c* doit servir à l'enregistrement des décès par l'effet de l'âge, en ce sens que le marasme sénile (*marasmus senilis*) est une véritable maladie. Seulement le marasme sénile ne doit pas avoir été compliqué d'une autre maladie; s'il en avait été ainsi, c'est cette maladie qui devrait être indiquée, d'après la nomenclature donnée par la cinquième classe. L'expression « marasme sénile » ne peut s'appliquer qu'à des individus âgés de 60 ans au moins.

Dans la cinquième classe, on a énuméré 127 maladies comme causes de décès. Dans cette liste

¹⁷ Parmi les morts par la violence on doit compter aussi les exécutions judiciaires. Mais comme ces cas ne donnent pas lieu à un traitement médical et qu'au surplus leur nombre ne saurait échapper à la statistique, on a omis avec intention cette rubrique au bulletin médical des décès *b*, bien qu'elle dût figurer dans la quatrième classe de la nomenclature pour que le cadre fût complet.

le médecin ne sera pas embarrassé pour trouver la dénomination applicable à la maladie, lors même qu'un traitement prolongé lui aurait permis de déterminer très-exactement la nature de la maladie cause de la mort au moyen de toutes les ressources du diagnostic.

Relativement à l'emploi des noms de maladies, on aura égard aux observations suivantes.

Un certain nombre de ces noms sont précédés d'un astérisque. Lorsque le nom n'est pas marqué d'un astérisque, on le portera purement et simplement dans la colonne ou sous la rubrique voulue du bulletin, et si le médecin a rempli convenablement les autres rubriques, il s'est complètement acquitté de sa tâche.

Mais si le nom est précédé d'un astérisque, le médecin devra consulter l'instruction pour connaître ce qui doit être ajouté au nom. Dans beaucoup de cas (par exemple, lors d'une hémorragie ou d'une fistule) il devra également indiquer l'organe malade, par exemple, hémorragie des poumons, fistule de la vessie. On s'est abstenu de comprendre ces spécifications dans la nomenclature, pour ne pas trop l'allonger. Certaines maladies peuvent encore exiger d'autres indications spéciales, relativement auxquelles la présente instruction donnera les renseignements nécessaires.

Les 127 noms de maladies ne sont pas rangés d'après une classification rigoureuse. Une pareille classification, quoique établie avec beaucoup de peine, n'aurait jamais satisfait à toutes les doctrines et à toutes les exigences; on a donc préféré former des groupes basés sur des principes pratiques.

Le premier groupe (numéros 1 à 51) renferme les maladies générales (cette désignation étant prise dans un sens large) et quelques autres qui, quoique n'appartenant pas tout à fait à cette catégorie, y ont été rangées parce que, attaquant à la fois plusieurs organes, on a eu devoir les classer plutôt parmi les maladies générales que parmi celles qui n'affectent qu'un seul organe.

N° 3. Hémorragie; on doit aussi indiquer l'organe, par exemple, hémorragie de l'utérus.

N° 4, 5, 6. Gangrène, Gangrène séculaire et Anthrax; faire connaître le siège de l'affection.

N° 7. Pourriture d'hôpital; faire connaître la maladie dont elle a été la suite, et indiquer si beaucoup d'autres malades en étaient également affectés.

N° 9. Carie et Nécrose; en indiquer le siège.

N° 10. Choléra asiatique; on remarquera s'il y a eu ou non contagion, et on le constatera sur le bulletin.

N° 13. Dysenterie, comme au N° 10.

N° 14. Résorption purulente; on indiquera la source du pus.

N° 16. Fistule; désigner l'espèce en nommant l'organe attaqué, ou autrement, par exemple: fistule du gros intestin.

N° 17. Par goutte on entend ici la goutte chronique; l'inflammation aiguë des articulations est comprise au N° 21. (Rhumatisme aigu).

N° 19. Diabète; si l'on a constaté la présence du sucre, on en consignera la quantité en tant pour cent et le jour où on a commencé le dosage.

N° 20. Cancer; on nommera également l'organe affecté, par exemple, cancer de la poitrine, de l'estomac, etc.

N° 21. Rhumatisme aigu; on comprendra tant l'affection générale que toute l'affection locale de cette nature, si elle n'exige pas en se transformant l'emploi d'un autre terme de la nomenclature.

N° 22. Erysipèle; en indiquer le siège.

N° 24. Rétrécissement; faire connaître l'organe, par exemple, rétrécissement de l'oesophage, du gros intestin.

N° 27. Typhus; l'addition « fièvre typhoïde » n'a d'autre but que d'indiquer l'identité de ces deux expressions, dont l'une est employée en Allemagne et l'autre en France.

On doit, du reste, noter la présence ou l'absence d'un exanthème, et s'il y a lieu, la contagion, lorsqu'elle est bien caractérisée.

N° 36. Tubercules des articulations; ne comprendre ici que les cas de *tumor albus* avec *anthracis*; les autres ne sont pas mortels.

N° 40. Hydrophobie; on ne doit pas oublier d'indiquer l'intervalle de temps qui s'est écoulé entre le moment où le malade a été mordu et celui où l'hydrophobie a éclaté.

N° 41. Morsure de serpent; on désignera, s'il est possible, l'espèce.

Les intoxications énumérées aux N° 44 et 48 se rapportent, comme il a été dit explicitement, à leurs formes chroniques. L'intoxication aiguë (empoisonnement), qu'elle ait lieu comme suicide, erriue au accident, a été rangée dans la quatrième classe et exige le bulletin de décès *b*.

N° 49. Hydropisie; en déterminer l'espèce.

Le groupe des maladies énumérées aux N° 52 à 65 embrasse les maladies du cerveau et de la moëlle épinière.

Sous le N° 52, inflammation du cerveau et de ses membranes (*encephalitis v. meningitis*) on doit naturellement ranger l'encéphalite aiguë des enfants (souvent méningite tuberculeuse) ainsi que la forme chronique des méningites chez les adultes (*hydrocephalus chronicus*). La durée de la maladie indiquée sur le bulletin suffira pour caractériser la maladie.

N° 54. Apoplexie cérébrale; faire connaître si c'est une première, deuxième attaque etc.

N° 55. Syncope et N° 59. Convulsions; le médecin ne doit se servir de ces désignations, que lorsqu'il n'a pu déterminer la cause du décès qui se présente sous cette forme.

N° 56. Démence; elle ne sera considérée comme cause de décès que lorsqu'elle l'aura causé réellement, ou du moins qu'elle aura beaucoup contribué à l'amener.

N° 63. Tétanos; le tétanos traumatique est la conséquence d'une blessure, c'est donc blessure et non tétanos qu'il faut mettre dans ce cas. Décrire dans la colonne des observations l'origine et la durée du tétanos, ainsi que le traitement appliqué.

N° 65. Paralytie; on en fera connaître l'origine sous la rubrique des observations.

Le groupe formé par les N° 66 à 81 comprend les maladies des organes de la respiration. Les diverses dénominations de ce groupe ne demandent aucune explication et satisferont même aux exigences du diagnosticien le plus sévère.

N° 81. A l'asthme on appliquera l'instruction donnée pour les N° 55 et 59.

Le petit groupe de 82 à 85 renferme les maladies du coeur et des gros vaisseaux.

N° 84. Anévrisme, et N° 85. Angioses; désigner le vaisseau.

Le groupe 86 à 98 contient les maladies des appareils de la digestion.

N° 98. Helminthiase; indiquer l'espèce de ver.

Les N° 99 à 104 énumèrent les maladies du foie et de la rate; les N° 105 à 116, les maladies de la vessie et des parties génitales.

N° 103. Maladie du foie; la spécifier.

N° 115. Suites de couches; faire connaître la forme spéciale de la maladie, par exemple, la péritonite puerpérale.

Le dernier groupe N° 117 à 127 embrasse les exanthèmes contagieux et plusieurs maladies de la peau.

N° 117. Variole; on constatera, s'il est possible, si le malade a été vacciné, à quelle époque et avec quel résultat. Sous le nom de variole on comprendra, du reste, toutes les formes de cette maladie.

N° 120. La fièvre miliaire (*Friesel*) a été inscrite ici par égard pour l'opinion des médecins français et italiens; c'est pourquoi on a ajouté aussi la désignation de suette miliaire.

N° 123. Le pourpre est assez différent du scorbut pour qu'on ait cru devoir l'inscrire comme maladie particulière.

N° 125. Sous le nom de Lèpre tubéreuse, on doit comprendre la lèpre proprement dite. Pour éviter la confusion introduite dans les diverses espèces de lèpres par les auteurs du moyen-âge, et pour qu'on ne la confonde pas avec certaines maladies qui se présentent sous des formes analogues, quoique ne consistant que dans un épaississement de l'épiderme, ou a cru devoir comprendre ces dernières sous une rubrique spéciale. N° 126, *pachyderma* (*elephantiasis pedum* etc.).

D. Résolutions.

1. Que chaque État demande au médecin l'indication de la cause du décès de chaque malade qu'il a traité au moment de sa mort. A cet effet, le médecin aurait à se servir de la nomenclature en question, et à n'employer aucune autre dénomination de cause de décès que celle qu'elle renferme.

2. Que chaque État, dans lequel la vérification des décès n'existe pas, ou dans lequel elle n'a pas lieu suivant le mode qui va être proposé, prenne des mesures pour que, dans l'intérêt de la police sanitaire, comme dans celui de l'administration de la justice, il soit constaté si la mort est réelle, et si elle est naturelle ou non. De plus, que la vérification des décès soit opérée, autant que possible, par des médecins, et que dans tout cas de décès non précédé d'un traitement médical, le vérificateur soit tenu de rechercher et d'indiquer avec soin à laquelle des dénominations contenues dans la nomenclature doit être attribué le décès, qu'il provienne de maladie ou de toute autre cause.

3. Que chaque État, qui se déclare disposé à adopter la nomenclature en question pour les relevés de la statistique de la mortalité, s'engage aussi à prescrire l'emploi des bulletins de décès dressés d'après les six classes de la nomenclature.

4. Que chaque État veuille bien avoir soin que les matériaux de la statistique de la mortalité, recueillis dans le mode précédemment expliqué, soient confiés à des hommes de l'art, pour qu'ils les élaborent et les coordonnent dans l'intérêt de la statistique, de la médecine et de l'administration sanitaire.

CADRES POUR LA STATISTIQUE DES ÉTABLISSEMENTS ET ASSOCIATIONS DESTINÉES À SECOURIR LES MALADES ET LES INFIRMES, AINSI QUE POUR LA STATISTIQUE SANITAIRE ET SES RÉSULTATS.

A. Statistique des associations de secours aux malades, autres que celles fondées sur la mutualité.

I. Nombre des associations :

1) existant au 31 décembre de l'année précédente.

2) fondées dans le courant de l'année.

3) dissoutes dans le courant de l'année : pour cause d'insolvabilité ; par mesure de l'autorité ; par d'autres causes.

4) restant au 31 décembre.

5) destinées à secourir une certaine catégorie d'individus.

6) " " " " les indigents sans distinction.

7) donnant l'assistance : en payant les visites du médecin ; en payant les médicaments ; en distribuant des secours en argent ; en procurant l'admission dans un hôpital.

II. Nombre des membres : au 31 décembre de l'année précédente ; admis dans le courant de l'année ; sortis dans le courant de l'année ; restant au 31 décembre de cette année.

Montant de la cotisation annuelle : maximum ; minimum ; moyenne.

Nombre des individus assistés : par le paiement des visites du médecin ; par le paiement des médicaments ; au moyen d'un secours en argent ; par l'admission dans un hôpital ; total.

Montant par jour de secours en argent : maximum ; minimum ; moyenne.

III. Montant des capitaux au 31 décembre de l'année précédente.

Recettes de l'année : subvention, dons et legs ; cotisations des membres ; droits d'entrée ; intérêts des capitaux placés ; autres recettes ; total.

Dépenses de l'année : dépenses d'administration ; honoraires des médecins ; frais de médicament ; secours en argent ; autres dépenses ; total.

B. Statistique des infirmes.

1. Bulletin d'admission dans une institution d'aveugles.

1. Nom et lieu de l'institution (indiquer le nombre des individus du sexe masculin ou du sexe féminin qu'elle peut recevoir).

2. Nom de l'individu.

3. Age.

4. Sexe.

5. Lieu de naissance.
6. Religion.
7. Domicile.
8. Bien — mal nourri.
9. Né aveugle ayant..... à l'œil droit — gauche.
10. État de la mère pendant la grossesse.
11. Cause de la cécité indiquée par les parents.
12. La cécité est survenue: a) par..... b) à l'âge de..... c) ayant..... à l'œil droit — gauche.
13. Compiquée avec.....
14. Parfaitement — imparfaitement susceptible de recevoir une éducation.
15. A été opéré à l'œil droit — gauche.
16. A la sensation de la lumière à l'œil droit — gauche.
17. Parents de l'aveugle: a) leur état civil et leur profession. b) aisés — pauvres. c) sains — malades de..... d) nombre des enfants vivants: sains; malades de..... e) nombre des enfants morts de.....
18. Nombre des aveugles faisant partie de la même famille ou de la parenté.
19. Observations.

II. Mouvement d'un ouvroir d'aveugles.

1. Nom et lieu de l'établissement (indiquer le nombre des individus du sexe masculin ou du sexe féminin qu'il peut recevoir); années.
2. Nombre restant au commencement de l'année, par sexe.
3. Nombre des aveugles admis dans le courant de l'année, par sexe.
4. Combien sont, par sexe: a) aveugles de naissance. b) devenus aveugles par maladies.
- ou par accidents: à l'âge de 6 ans et au-dessous; de 6 à 15 ans; de 15 à 20 ans; de 20 à 30 ans.
5. Nombre des aveugles, par sexe: a) admis gratuitement. b) en payant. c) boursiers (par fondations). d) sortis. e) malades traités. f) décédés. g) restant dans l'établissement à la fin de l'année.
6. Observations.

III. Tableau de l'état des aveugles qui se trouvent dans une institution ou dans un ouvroir d'aveugles.

1. Nom de l'établissement.
2. Nom de l'individu.
 - a) âge.
 - b) sexe.
 - c) est-il né aveugle?
 - d) est-il devenu aveugle: par quelle cause? à quel âge?
 - e) nature de la cécité (combien d'individus à l'œil droit.... à l'œil gauche?): défaut congénital; monstruosité congénitale; opacité de la cornée; occlusion de la pupille (atrésie); staphylome partiel, total; cataracte; glaucome; anamnose; hypertrophie; atrophie; destruction de l'œil; dégénérescence.
 - f) ayant la sensation de la lumière, combien d'individus à l'œil droit . . . gauche?
 - g) a été opéré, idem.

IV. Tableau des causes de la cécité des individus devenus aveugles qui se trouvent dans une institution ou dans un ouvroir d'aveugles.

1. Nom de l'établissement.
2. Nombre des individus devenus aveugles par des:
 - a) maladies, savoir: typhus; fièvre scarlatine; rougeole; variole; autres.
 - b) accidents (avec une classification de ces accidents) en indiquant pour chaque subdivision le nombre:
 - 1) des hommes,
 - 2) des femmes,

- 3) des individus devenus aveugles par une des causes suivantes: opacité de la cornée; occlusion de la pupille: staphylôme partiel; staphylôme total; cataracte; glaucose; amaurose; hypertrophie; atrophie; destruction de l'œil; dégénérescence. (Indiquer combien d'individus à l'œil droit . . . à l'œil gauche?)
 - 4) de ceux qui ont été opérés.
 - 5) de ceux qui ont une sensation de la lumière.
- 3) Observations.

V. Le même tableau avec un autre arrangé pour des aveugles de naissance.

1. Nom de l'établissement.
2. Nombre des aveugles-nés, par sexe.
3. Nombre des individus, par sexe, devenus aveugles.
 - a) par des maladies: typhus; fièvre scarlatine; rougeole; variole; autres.
 - b) par des accidents (avec une classification de ces accidents.)

Les chiffres des rubriques 2 et 3 doivent être répartis entre les subdivisions suivantes: vice congénital; monstruosité congénitale; opacité de la cornée; occlusion de la pupille; staphylôme partiel; staphylôme total; cataracte; glaucose; amaurose; hypertrophie; atrophie; destruction de l'œil; nombre des aveugles qui ont été opérés. (Indiquer chaque fois combien à l'œil droit, et combien à l'œil gauche).

4. Observations.

VI. Maladies accidentelles traitées dans une institution d'aveugles.

Noms des maladies, et pour chacune d'elles indiquer, par sexe, le nombre des: a) malades existant dans l'infirmerie au commencement de l'année; b) malades admis dans l'infirmerie pendant le courant de l'année; total; c) malades guéris; d) individus sortis après avoir reconvert la vue; passés dans un autre établissement; e) décédés; f) restant à la fin de l'année.

VII. Bulletin d'admission pour une institution de sourds-muets.

1. Nom de l'établissement.
2. Méthode d'enseignement (par des signes, par la parole, méthode mixte.)
3. Nom de l'individu.
4. Age.
5. Sexe.
6. Lieu de naissance.
7. Religion.
8. Domicile.
9. Bien — mal nourri.
10. Né sourd-muet, sans — avec un défaut apparent.
11. État de la mère pendant la grossesse.
12. Cause indiquée par les parents.
13. Devenu sourd ou sourd-muet: a) par . . . b) à l'âge de . . .
14. La surdi-mutité est compliquée avec . . .
15. Est parfaitement — imparfaitement susceptible de recevoir une éducation.
16. A été opéré.
17. Perçoit des sons.
18. Parents du sourd-muet: a) leur état civil et leur profession; b) aisés — pauvres; c) sains — malades de . . . ; d) nombre des enfants vivants: sains — malades de . . . ; e) morts de . . .
19. Nombre des sourds-muets dans la famille.
20. Observations.

VIII. *Mouvement annuel des individus admis dans une institution de sourds-muets classés d'après leur âge (de six ans jusqu'à quatorze ans).*

1. Nom de l'établissement; méthode d'enseignement (emploi des signes, de la parole, méthode mixte).
2. Nombre des sourds-muets restant au commencement de l'année.
3. " " " " admis dans le courant de l'année: a) gratuitement; b) en payant; c) boursiers; total.
4. " " " " sortis dans le courant de l'année.
5. " " " " traités pour cause de maladie.
6. " " " " décédés.

Tous ces chiffres doivent être subdivisés d'après le sexe et l'âge.

IX. *Mouvement annuel des individus qui se trouvent dans une institution de sourds-muets classés d'après le degré de leur éducation.*

Nom de l'établissement; méthode d'enseignement (emploi des signes, de la parole, méthode mixte).

1. Nombre des individus restant au commencement de l'année.
2. " " " " admis dans le courant de l'année.
3. " " " " sortis dans le courant de l'année: a) ayant reçu une éducation complète. b) sans que leur éducation ait été achevée: a) ayant été réclamés par leurs parents ou tuteurs, — 5) pour cause d'incapacité. c) sans avoir reçu d'éducation.
4. Nombre des individus traités pour cause de maladie dans le courant de l'année.
5. " " " " décédés dans le courant de l'année.
6. " " " " restant à la fin de l'année.
7. " " " " qui ont appris quelques professions manuelles, avec l'indication de ces professions.

Tous ces chiffres doivent être subdivisés d'après le sexe.

X. *Tableau du mouvement d'une institution de sourds-muets classés d'après la cause de la surdi-mutité.*

Nom de la localité et de l'établissement; nombre des places; méthode d'enseignement (emploi de signes, de la parole, méthode mixte).

1. Sourds-muets de naissance:
 - a) sans défaut apparent.
 - b) ayant un défaut apparent: absence de l'oreille externe; occlusion congénitale du conduit auditif; autres défauts.
2. Devenus sourds-muets:
 - a) par des maladies: typhus; fièvre scarlatine; rougeole; varicelle; convulsions; carie de l'oreille; maladie du tympan; occlusion du conduit auditif; occlusion de la trompe d'Eustache; autres.
 - b) par des accidents: coup; chute; brûlure; autres.

Pour toutes ces rubriques on doit indiquer, par sexe, le nombre des sourds-muets: 1. restant au commencement de l'année, 2. admis pendant l'année, 3. traités pour cause de maladies, 4. sortis, 5. décédés, et 6. restant à la fin de l'année.

XI. *Bulletin d'admission à une institution d'éducation ou de traitement de enfants.*

1. Nom et localité de l'établissement.
2. Nom de l'individu.
3. Âge.
4. Sexe.

5. Lieu de naissance et d'origine: *a*) nom. *b*) altitude absolue (au-dessus de la mer). *c*) altitude relative (au-dessus du fond de la vallée). *d*) direction dans laquelle s'étend la vallée. *e*) quantité de pluie tombant annuellement. *f*) nombre moyen des orages. *g*) vents dominants.

6. Religion.

7. Nourriture bonne — insuffisante.

8. Longueur du corps.

9. Grosseur du corps.

10. Diamètre de la tête dans le sens de la longueur, de la hauteur, de la largeur.

11. La tête est symétrique — asymétrique (au côté droit — gauche).

12. Angle frontal.

13. Le crétinisme: *a*) est-il parfait — imparfait? *b*) à quel âge s'est-il développé? *c*) s'est-il développé au lieu de la naissance ou du domicile?

14. État des forces musculaires: tremblement; érampes; épilepsie.

15. Langage distinct — confus; sourd-muet.

16. Goître.

17. Idiotie parfaite — imparfaite.

18. Torsion: des mains; des pieds; de la colonne vertébrale.

19. Nombre des pulsations par minute.

20. Complications du crétinisme avec.....

21. Aptitudes particulières.

22. Parents du crétin: *a*) leur état civil et leur profession. *b*) aisés — pauvres. *c*) sains — malades de..... *d*) nombre des enfants: vivants sains — malades de.....; morts de.....

23. Nombre des crétins dans la famille ou parenté.

24. Résultats de la percussion et de l'auscultation.

Observation. (La forme de la tête résulte d'un mesurage; mais il conviendrait, pour faciliter les comparaisons, de désigner cette forme dans une observation par les termes de crâne pointu, allongé ou large et par microcéphale et macrocéphale).

XII. Tableau des individus crétins demeurant dans une localité.

Nom de la localité; sa population; situation.

Noms des crétins. Indiquer relativement à chacun d'eux les points suivants: 1. âge, 2. sexe, 3. lieu de naissance, 4. âge auquel le crétinisme s'est déclaré, 5. domicile du crétin à ce moment, 6. profession, 7. longueur du corps, 8. grosseur de la tête: microcéphale — macrocéphale — grosseur ordinaire, 9. forme de la tête: symétrique — asymétrique, 10. torsion ou déviations (des mains, des pieds, de la colonne vertébrale), 11. goître, 12. complication du crétinisme avec des maladies, 13. langage: distinct — confus — sourd-muet, 14. idiotie, complète — imparfaite, 15. aptitudes particulières, 16. famille, 17. observations.

XIII. Tableau des familles crétines dans une localité.

Nom de la localité; sa population; situation.

Noms des familles, et pour chacune d'elles:

1. Parents: *a*) âge, par sexe. *b*) profession, id. *c*) originaires de la localité, id. *d*) immigrés, id. *e*) dont crétins, id. *f*) la famille est aisée — pauvre. *g*) le domicile est bon — mauvais.

2. Enfants, par sexe: *h*) en vie; dont crétins; dont non crétins. *i*) morts; dont crétins; dont non crétins.

Observation. (Les membres non crétins des familles, s'ils sont en bon état de santé, ou non; à quelle maladie ces crétins ont succombé, jusqu'à quelle époque en remontant dans le passé on peut constater le crétinisme dans la famille.)

C. Statistique des hôpitaux.

I. Description d'un hôpital ou établissement succursal.

1. Date et motif de la fondation de l'hôpital, sa destination particulière etc.
2. Bâtimens: a) situation, superficie. b) nombre des étages (hauteur des salles, espace par malade, nombre des fenêtres). c) superficie des cours et des jardins.
3. Division et emploi des différentes parties du bâtiment:

a) Nombre des salles destinées:

- 1) aux malades de la première catégorie (avec l'indication du nombre des lits par sexes).
- 2) " " " " deuxième " (idem).
- 3) " " " " troisième " traités par les médecins (divisé en combien de lits pour chaque sexe).
- 4) aux malades de la troisième catégorie traités par les chirurgiens (id.).
- 5) aux cas spéciaux (id.).
- 6) à l'observation d'aliénés (id.).
- 7) à être tenues en réserve (id.).

total des salles (id.).

8) communication des salles avec les corridors et escaliers.

b) Chapelle.

c) Pharmacie (son organisation intérieure).

d) Cuisine (son organisation intérieure, indiquer p. ex. si l'on a adopté l'appareil Fleischl ou d'autres analogues).

e) Buanderie (son organisation intérieure, p. ex. l'emploi de la vapeur ou de l'hydro-extracteur au séchage).

f) Eau (puits, fontaine, can de rivière ou de source), quantité, réservoir.

g) Bains (chauds, à la vapeur, de douche), nombre des baignoires.

h) Cabinets d'aisance (en indiquer le mécanisme), nombre.

i) Égouts.

k) Magasins.

l) Caves.

m) Salle des morts (salles d'exposition, de dissection).

n) Locaux ayant une destination particulière (bibliothèque, musée pathologique-anatomique, laboratoires, bureaux, logements etc.).

4. Mouvement:

a) Admission à l'hôpital; traitement des malades hors de l'hôpital.

b) Division des malades en catégories (nombre des catégories, désignations).

c) Nombre des malades admis dans l'année, par sexe.

d) " moyen des journées de présence des malades, id.

e) " des individus sortis guéris, id.

f) " " " " non guéris, id.

g) " " " passés dans un autre établissement, id.

h) " " " décédés, id.

i) " moyen des malades, id.

5. Traitement:

a) Dépense moyenne par jour et par malade (sans distinction de catégories).

b) Nourriture (administration en régie ou par un fermier); tableau de la nourriture normale.

c) Médicaments (régie ou ferme).

d) Combustibles (bois, charbons), quantités; appareils de chauffage et de ventilation.

e) Éclairage (huile, gaz, graisse), quantités.

- f)* Linge, vêtements, literie (quantités en magasin, acquisition nouvelle dans l'année).
 - g)* Blanchissage (régie ou ferme), nombre des pièces blanchies.
 - h)* Mobilier (désignation et nombre des objets).
6. Recettes:
- a)* Intérêts des capitaux actifs. *b)* Fermages et loyers. *c)* Pensions, frais de traitement, d'enterrement. *d)* Cotisations et subventions. *e)* Remboursements. *f)* Droits légaux (sur les théâtres etc.). *g)* Dons et legs. *h)* Recettes diverses. *i)* Recettes extraordinaires.
7. Dépenses.
- a)* Administration: 1. traitements, honoraires, gages (médecins, employés, gens de service). 2. émoluments. 3. gratifications et subventions. 4. frais de voyage et subventions journalières. 5. pensions et autres secours. 6. frais de bureau.
 - b)* Traitement et entretien des malades: 1. gages des infirmiers. 2. nourriture. 3. médicaments. 4. literie. 5. vêtements. 6. ling. 7. mobilier et objets au service des malades. 8. chauffage. 9. éclairage. 10. blanchissage. 11. purification des couvertures. 12. nettoyage des locaux. 13. objets du culte. 14. frais d'inhumation. 15. services de fondations. 16. rentes viagères. 17. autre objets.
 - c)* Entretien des bâtiments et des conduits d'eau.
 - d)* Impôts.
 - e)* Service des emprunts.
 - f)* Dépenses diverses.
 - g)* Traitement des malades à domicile (s'il y a lieu).
8. Personnel.
- a)* Direction médicale, direction administrative, employés et personnel des bureaux.
 - b)* Annuaire (ses obligations dans la maison et au dehors).
 - c)* Traitement des malades: 1. médecins (en chef, subordonnés). 2. infirmiers (religieux, laïques).
 - d)* Administration: 1. écritures (admissions, renvoi, correspondance). 2. comptabilité (ordonnement, caisse). 3. matériel.
 - e)* Personnel servant (indiquer la nature de leurs services).
 - f)* Pharmaciens, lorsque ce service est administré en régie.
 - g)* Cuisiniers, id.
 - h)* Blanchisseuses, id.

Observation: Des tableaux descriptifs analogues peuvent être dressés pour les hospices d' incurables, les maisons d'accouchement et les hospices d'enfants trouvés; il suffit d'y introduire les modifications suivantes:

A. Hospice d'incurables,

Rubrique 3. *a)* mettez: nombre des salles, avec le nombre des lits par sexe: pour des incurables; pour des malades.

Ajoutez à la rubrique 7: Argent de poche et ration de pain (payée en argent).

B. Maison d'accouchement,

- 3. *a)* Nombre des salles, avec le nombre des lits: 1) pour les femmes admises gratuitement: enceintes; en mal d'enfant; en couche; sages-femmes. 2) pour la 1^{re} catégorie de paiement. 3) pour la 2^e catégorie de paiement. 4) pour la troisième catégorie de paiement.
- 4. *a)* Nombre des femmes enceintes admises annuellement.
- b)* Nombre des enfants nés annuellement, par sexe.
- c)* Nombre moyen des journées de présence: des mères; des enfants, par sexe.
- d)* Nombre: 1) des mères sorties annuellement pour rentrer à leur domicile; 2) des enfants, par sexe, idem.
- e)* Nombre: 1) des mères sorties annuellement pour aller à l'hospice des enfants trouvés; 2) des enfants, par sexe, idem.
- f)* Nombre: 1) des mères décédées; 2) des enfants, par sexe, décédés.
- g)* Nombre moyen: 1) des mères; 2) des enfants, par sexe.

C. Hospice d'enfants trouvés,

3. a) Nombre des salles: 1) pour des nourrices, avec l'indication du nombre des lits de nourrices, ainsi que du nombre des lits d'enfants placés auprès d'un lit de nourrice.
2) pour des garçons, avec le nombre des lits; filles, id.
3) pour l'instruction et le séjour pendant la journée des enfants adultes.
4. a) Droit d'admission (nombre, classe, montant).
b) Frais de pension des enfants placés au dehors (montant de la pension pour les divers âges).
c) Nombre des admissions annuelles: nourrices; enfants, par sexe.
d) Nombre moyen des journées de présence des nourrices; enfants, par sexe.
e) Nombre des: nourrices sorties annuellement; enfants, par sexe, id.
f) Nombre des enfants décédés annuellement dans l'hospice et dehors.
g) Nombre moyen des nourrices dans l'hospice et dehors; enfants, par sexe, id.
6. Ajoutez: Droits de nourrice et taxe d'admission des enfants trouvés.
7. Ajoutez: h) Salaires des nourrices.
i) Dépenses pour les enfants placés; 1) pension; 2) encouragements accordés aux mères nourricières; 3) honoraires des médecins; 4) layettes et vêtements; 5) remboursements à effectuer à d'autres établissements.

II. Mouvement de la population d'un hôpital.

1. Il doit s'indiquer pour chaque mois de l'année, d'après les catégories de traitement et les sexes:
a) la situation à la fin du mois précédent.
b) le nombre des admissions dans le courant du mois.
c) le nombre des individus sortis dans le courant du mois: 1) guéris; 2) sans être guéris; 3) passés dans un autre établissement; 4) total.
d) le nombre des décès pendant le courant du mois.
2. Parmi les malades admis on a compté: a) nationaux. b) étrangers. c) individus appartenant à une corporation. d) individus traités aux frais d'une fondation. e) bénéficiaires.

III. Classement, d'après leur origine, des malades admis dans un hôpital.

On doit indiquer, par mois, le nombre: 1. des nationaux divisés d'après les diverses provinces, et pour les individus originaires de la province où est situé l'établissement, on fera également connaître le district; enfin le district dans lequel se trouve l'hôpital sera divisé en: a) ville, b) faubourgs, c) campagne. Total des nationaux. 2. des étrangers, d'après les pays auxquels ils appartiennent. Total des étrangers. 3. des individus dont la nationalité est inconnue. 4. Total général des malades.

IV. Tableau des dépenses de . . . l'hôpital de . . . dans l'année 18. .

Les indications suivantes doivent être faites par mois:

1. Recettes: a) pensions payées par les malades, par catégories et en totalité; b) autres recettes; ensemble.
2. Dépenses: a) frais d'administration; b) traitement des malades; c) entretien des bâtiments; d) autres dépenses; ensemble.
3. Nombre des journées de présence de malades par catégories de traitement (les malades admis gratuitement compris) et en totalité.
4. Dépense moyenne par journée de présence pour les malades de chaque catégorie et pour la totalité des malades.
5. Dépense moyenne par jour et par malade: a) en frais d'administration, b) pour le traitement des malades, c) pour l'entretien des bâtiments, d) en autres dépenses.

6. Nombre moyen des malades d'après les catégories de traitement (la catégorie du traitement gratuit comprise) et en totalité.

7. Nombre des journées de traitement, par malade et par catégories de traitement (les malades traités gratuitement compris) et en totalité.

D. Statistique des maisons d'accouchement.

I. Description synoptique d'une maison d'accouchement.

Voyez l'observation et la note B qui la suit, plus haut sous C. I.

II. Mouvement de la maison d'accouchement de dans l'année

Les indications qui suivent doivent être données par mois.

1. Nombre, à la fin du mois précédent: a) des mères par catégories de traitement et en totalité; b) des enfants par sexes et en totalité.

2. Nombre des admissions, dans le courant du mois: a) mères, par catégories de traitement et en totalité; b) enfants, par sexes et en totalité.

3. Nombre des sorties, dans le courant du mois:

a) mères, par catégories de traitement et en totalité: 1 sans être accouchées: pour rentrer chez elles, — pour entrer à l'hôpital. 2) étant accouchées: pour rentrer chez elles, — pour entrer à l'hôpital, — pour entrer à l'hospice des enfants trouvés. 3) total.

b) enfants, par sexes et en totalité.

4. Nombre des décès, dans le courant du mois: a) mères, par catégories de traitement et en totalité; b) enfants, par sexes et en totalité.

5. Nombre des enfants morts-nés, dans le courant du mois, par sexes et en totalité.

6. Jumeaux.

7. Naissances triples.

8. Accouchements qui ont eu lieu sur la voie publique.

9. Nombre des mères admises par jour: maximum; minimum; moyenne.

10. Nombres des naissances par jour, idem.

E. Statistique des hospices d'enfants trouvés.

I. Description synoptique d'un hospice d'enfants trouvés.

Voyez l'observation et la note C qui la suit, plus haut sous C. I.

II. Situation générale d'un hospice d'enfants trouvés.

A. Entrée des enfants.

Indications à donner pour chaque mois:

1. Situation à la fin du mois précédent:

a) nombre des enfants à l'hospice: 1) d'après les quatre catégories d'âges; 2) par sexes et en totalité.

b) nombre des enfants placés, ou en pensions: 1) d'après les quatre catégories d'âges; 2) par sexes et en totalité.

c) ensemble par sexes et en totalité.

2. Nombre des enfants admis:

a) provenant de la maison d'accouchement: 1) en payant une taxe (d'après des catégories de taxes). 2) gratuitement; avec leur mère; sans leur mère; total. 3) ensemble par sexes et en totalité.

b) provenant d'ailleurs que de la maison d'accouchement: 1) en payant une taxe (d'après des

catégories de taxes). 2) la taxe devant être payée plus tard. 3) aux dépens d'une fondation: enfants naturels; enfants légitimes. 4) paiement indéterminé. 5) gratuitement. 6) ensemble, par sexes et en totalité.

c) total des enfants admis: 1) en payant une taxe (d'après des catégories de taxes); 2) gratuitement; total général (par sexes et en totalité).

B. Sortie des enfants.

Indications à donner par mois:

1. Sortie définitive:

a) divisée d'après la localité où se trouvaient les enfants au moment de la sortie: 1) sortie de l'hospice. 2) sortie de la pension: ou ville, par sexe; à la campagne, id. 3) ensemble, par sexe et en totalité.

b) d'après les catégories d'âge (catégories I, II, III, IV, et âge normal) et pour chacune de ces catégories par sexe.

2. Décès:

a) d'après la localité où ils se trouvaient au moment du décès: 1) à l'hospice. 2) en pension: en ville, par sexe; à la campagne; id. 3) ensemble, par sexe et en totalité.

b) d'après les quatre catégories d'âges (et pour chacune d'elles, par sexe).

III. Tableau du mouvement des enfants entretenus dans l'hospice même.

Les renseignements ci-après doivent être donnés par mois.

1. Entrée des enfants:

a) admissions.

b) réintégrations: 1) d'après la localité dont ils proviennent: ville, par sexe; campagne, id.; ensemble, id. — 2) d'après les quatre catégories d'âge (et pour chacune d'elles par sexe).

2. Sortie des enfants:

a) pour être placés, par sexe: en ville; à la campagne; ensemble.

b) quittant définitivement l'hospice, par sexe.

c) décès: 1) d'après les quatre catégories d'âges (et pour chacune d'elles par sexe). 2) ensemble (par sexe et en totalité).

3. Maximum, minimum et moyenne, par jour des enfants qui: a) se trouvent dans l'hospice. b) y sont admis. c) en sortent pour être placés en nourrice ou en pension.

4. Moyenne, par jour, des enfants entretenus dans l'hospice même, classés par catégories de traitement, et en totalité.

IV. Tableau du mouvement des nourrices et de la vaccination des enfants.

Indiquer pour chaque mois de l'année:

1. Nombre des nourrices à la fin du mois précédent.

2. Nombre des nourrices présentées par la maison d'accouchement.

3. Admission des nourrices: a) nourrices provenant de la maison d'accouchement admises après examen; b) nourrices rentrées après avoir servi chez des particuliers; ensemble.

4. Sortie des nourrices: a) rentrées au service des particuliers; b) en acquittant la taxe de..... fl., créées à des particuliers; c) idem, s'étant libérées elles-mêmes; d) après avoir fini leur temps; e) sans finir leur temps, étant impropres au service de nourrice; f) passées à l'hôpital; ensemble.

5. Nombre moyen des journées de présence d'une nourrice.

6. Nombre des enfants nourris.

7. Nombre des enfants admis sans avoir été vaccinés.

8. Nombre des enfants admis qui ont été vaccinés: avec succès; sans succès; le résultat étant inconnu; ensemble.

9. Quantité de vaccin fournie à des médecins: a) nombre des hugettes; b) nombre des fioles.

V. Dépenses de l'hospice des enfants trouvés de....

Par mois:

1. Recettes: a) taxe d'admission des enfants trouvés d'après les quatre catégories d'âges (avec l'indication du montant de la taxe dans chaque catégorie) et en totalité; b) remboursements; c) autres recettes; total.

2. Dépenses: a) administration; b) entretien des enfants: à l'hospice (d'après des catégories d'âges et en totalité); en pension; c) entretien des bâtiments; d) autres dépenses; e) total.

3. Journées de présence des enfants:

a) à l'hospice (d'après des catégories d'âges et en totalité).

b) en pension: d'après des catégories d'âges et en totalité; d'après leur répartition en ville et à la campagne; total.

4. Dépense moyenne par journée de présence et par enfant: a) à l'hospice d'après des catégories d'âges et sans distinction de catégorie; b) en pension d'après des catégories d'âges et sans distinction de catégorie; c) à l'hospice et en pension sans distinction de catégorie.

5. Durée moyenne du séjour d'un enfant: a) à l'hospice (jours); b) à l'hospice et en pension (années).

F. Statistique des maisons d'aliénés.

1. Tableau statistique d'une maison d'aliénés en 18..

a) État civil: 1) célibataires; 2) mariés; 3) veufs.

b) Religion: 4) catholiques; 5) protestants; 6) grecs et arméniens; 7) israélites.

c) Origine: 8) nés dans le pays; 9) étrangers.

d) Ages: 10) de 5 ans à 10 ans; 11) au-dessus de 10 ans à 15 ans; 12) de 15 à 20 ans; 13) de 20 à 25 ans; 14) de 25 à 30 ans; 15) de 30 à 35 ans; 16) de 35 à 40 ans; 17) de 40 à 45 ans; 18) de 45 à 50 ans; 19) de 50 à 55 ans; 20) de 55 à 60 ans; 21) de 60 à 65 ans; 22) de 65 à 70 ans; 23) de 70 à 75 ans; 24) de 75 à 80 ans; 25) de 80 à 85 ans; 26) de 85 à 90 ans.

e) Professions: 27) sans profession; 28) ecclésiastiques; 29) fonctionnaires; 30) militaires; 31) médecins; 32) professeurs et étudiants; 33) artistes; 34) commerçants; 35) ingénieurs civils, mécaniciens; 36) ouvriers ou artisans, préparant des matières végétales pour l'alimentation; 37) id., préparant des matières animales pour l'alimentation; 38) id., préparant des spiritueux; 39) id., en tissus; 40) id., en habillements; 41) id., en ouvrages de luxe; 42) id., en bâtiment; 43) id., en bois, menuiserie de bâtiment; 44) id., en bois, ébénistes; 45) id., en instruments de musique; 46) id., en métaux précieux; 47) id., en métaux communs; 48) id., en matières brutes; 49) id., en produits chimiques; 50) autres ouvriers ou artisans; 51) agriculteurs et jardiniers; 52) ouvrières; 53) journaliers; 54) domestiques; 55) bénéficiaires; 56) accusés et condamnés.

f) Causes de l'aliénation: 57) émotions excitantes; 58) émotions déprimantes; 59) excès de travail intellectuel; 60) hérédité; 61) faiblesse de constitution physique innée; 62) abus vénériens; 63) excès alcooliques; 64) déformations congénitales; 65) blessures à la tête ou à la colonne vertébrale; 66) maladie aiguë du cerveau; 67) maladies chroniques du cerveau, névrose; 68) id., anémie; 69) id., dyscrasie; 70) id., marasme; 71) anomalies dans la menstruation; 72) troubles dans l'état puerpéral; 73) troubles dans les organes de la circulation; 74) causes inconnues.

g) Durée du séjour dans l'établissement: 75) un mois et au-dessous; 76) de 1 à 2 mois; 77) de 2 à 3 mois; 78) de 3 à 6 mois; 79) de 6 à 9 mois; 80) de 9 à 12 mois; 81) de 1 à 2 ans; 82) de 2 à 3 ans; 83) de 3 à 4 ans; 84) de 4 à 5 ans; 85) de 5 à 6 ans; 86) plus de 6 ans.

h) Rechutes: 87) admis pour la 1^{re} fois; 88) admis pour la 2^e fois; 89) admis pour la 3^e fois; 90) admis plus souvent.

Pour chacune des 90 catégories qui précèdent on indiquera :

1. Le nombre des aliénés restés dans l'établissement à la fin de l'année précédente:
 - a) dans la section des malades soumis au traitement, subdivisés par sexe, affectés de : délire furieux; démence; manie ou monomanie; lypémanie; idiotie; épilepsie.
 - b) dans la section des incurables, par sexe, affectés de : idem.
 - c) totaux : idem, par sexe.
2. Nombre des aliénés admis dans le courant de l'année, avec les mêmes distinctions qu'à la rubrique 1.
3. Total des aliénés traités dans l'établissement, affectés de : délire furieux, par sexe; démence, id.; manie ou monomanie, id.; lypémanie, id.; idiotie, id.; épilepsie, id.; total général.

II. Tableau diagnostique d'une maison d'aliénés.

Chacune des 90 rubriques (état civil, religion etc.) contenues dans le tableau précédent (F. I.) doit être subdivisée de la manière suivante :

- a) délire furieux : hommes; femmes; ensemble.
 - b) démence: id.
 - c) manie ou monomanie: id.
 - d) lypémanie: id.
 - e) idiotie: id.
 - f) épilepsie: id.
- Total général: id.

III. Tableau du mouvement d'une maison d'aliénés.

Relativement à chacune des mêmes 90 rubriques indiquer le nombre des :

1. aliénés restés de l'année précédente: a) affectés de délire furieux; par sexe; — b) de démence id.; — c) de manie ou monomanie, id.; — d) de lypémanie, id.; — e) d'idiotie, id.; — f) d'épilepsie, id.; — total, id.
2. aliénés admis pendant le courant de l'année (mêmes subdivisions que ci-dessus).
3. aliénés guéris (id.).
4. aliénés améliorés ou placés aux incurables (id.).
5. aliénés décédés (id.).

IV. Tableau du nombre des aliénés d'un endroit.

A. En général.

1. Province de..... cercle de..... commune de.....
2. Population totale, par sexes.
3. Nombre des aliénés, affectés de: a) délire furieux, par sexe, — b) démence, manie ou monomanie: avec délire, par sexe; calme, par sexe, — c) lypémanie: idem, — d) idiotie: id., — e) épilepsie accompagnée d'aliénation mentale: id., — f) aliénations mentales sans forme déterminée: id.
- Total des individus dont la maladie mentale affecte une forme déterminée: id.
- Total général des aliénés, par sexe.....

B. Selon les manifestations de l'aliénation mentale.

1. Province de..... cercle de..... commune de.....
2. Population, par sexe.
3. Nombre des aliénés, affectés, de: délire furieux ou aigu, par sexe; démence, manie ou monomanie, id.; lypémanie, id.; idiotie, id.; épilepsie accompagnée d'aliénation mentale, id.; aliénation mentale sans forme déterminée, id.; total, id.
4. Sont compris dans ce nombre des aliénés ayant des manies: religieuses, par sexe; homicides, id.; de suicide, id.; de destruction en général, id.
5. Nombre des aliénés ayant des manies innées ou congénitales, par sexe.

G. Statistique des épidémies.

I. Bulletin de réception d'un individu affecté d'une maladie épidémique.

1. Nom de l'épidémie.
2. Localité.
3. Rue..... No..... étage, demeure.
4. Numéro d'ordre des malades traités par ce médecin.
5. Date du commencement du traitement.
6. Nom du malade.
7. Profession et état civil.
8. Age.
9. Domicile avant la maladie.
10. Était-il, ou non, en rapport avec des malades; rapport inconnu.
11. Se portait-il bien avant l'éruption de la maladie.
12. Il était malade de.....
13. Date de l'éruption de la maladie épidémique (jour, nuit; heure) et cause de cette maladie.
14. A-t-il déjà été traité de cette maladie par un autre médecin et combien de temps.
15. Est soigné à domicile, mais a besoin de secours.
16. N'est pas soigné à domicile, peut être transféré à l'hôpital, ou ne peut pas y être transféré.
17. Combien y a-t-il déjà de malades: dans ce logement; dans cette famille.
18. Le délogement des individus sains est..... n'est pas nécessaire. Nombre de ces individus.
19. État du logement, de l'eau à boire, des égouts, des lieux d'aisance.
20. A été transféré le..... dans une autre demeure; dans un hôpital.
21. Signature du médecin.

Observation. (S'il s'agit de choléra, indiquer ce qui est relatif à la diarrhée prodromique, eu égard à la cause, au degré et à la durée).

II. Annexe à joindre à chaque bulletin de décès d'individus morts d'une maladie épidémique.

1. Localité.
2. Nom de l'individu décédé.
3. Numéro d'ordre des épidémiques décédés traités par le médecin.
4. A été trouvé mourant.
5. A été trouvé mort.
6. L'enlèvement immédiat du cadavre est..... n'est pas nécessaire.
7. La section du cadavre est..... n'est pas nécessaire.
8. La purification du logement et des linges a lieu par les particuliers..... doit être faite par les soins de l'autorité.
9. Les parents survivants ont conservé leur santé.
10. » » » sont malades: a) sont soignés à domicile, mais ont besoin de secours; b) ne sont pas soignés; c) doivent être transférés ailleurs.
11. Combien y a-t-il déjà eu de décès: dans ce logement; dans cette famille.
12. Signature du médecin.

III. Rapport hebdomadaire d'un médecin.

1. Nom de l'épidémie.
2. Localité.
3. Indiquer pour chaque jour de la semaine le nombre, par sexe, des: a) malades restant du jour précédent; b) cas nouveaux; total, dont, par sexe; c) ont été guéris; d) ont été transférés aux hôpitaux; e) sont décédés; total; f) restent à la fin de la semaine.

4. Nombre des enfants par sexes, âges etc.
5. Causes de la maladie.
6. Prodromes.
7. Traitement et résultat.
8. Symptômes particuliers.
9. Maisons où il y a le plus grand nombre de cas.
10. Familles le plus fortement atteintes.
11. Signature du médecin.

IV. *Statistique de la variole, indiquant l'intervalle écoulé entre la vaccination ou revaccination et l'éruption de la maladie à..... dans l'année 18..*

Indiquer, par sexe, le nombre des individus tombés malades de: 1. varicelle, 2. varioloïde, 3. variole — ayant été, par sexe et en totalité: a) vaccinés, b) revaccinés

il y a: 1 à 6 mois, plus de 6 mois à 1 an, plus de 1 an à 2 ans, de 2 à 3 ans, de 3 à 4, de 4 à 5, de 5 à 6, de 6 à 7, de 7 à 8, de 8 à 9, de 9 à 10, de 10 à 15, de 15 à 20, de 20 à 25, de 25 à 30, de 30 à 35, de 35 à 40, au-dessus de 40 ans.

Indiquer aussi le maximum d'intervalle suivant les rubriques. 1. 2. 3. et a, b.

V. *Tableau de la vaccination et de la revaccination à... dans l'année 18..*

1. Localité ou établissement.
2. Nombre des individus à vacciner: restants; nouveaux (surcroît pendant l'année); total.
3. Nombre des individus vaccinés: a) avec du vaccin humide: avec succès; sans succès; résultat inconnu; total. b) avec du vaccin sec: id. c) total général.
4. Nombre des individus revaccinés, avec les mêmes distinctions que les individus vaccinés.

VI. *Tableau comparatif des individus malades et morts de la variole, constatant le nombre de ceux qui ont été vaccinés, revaccinés ou pas vaccinés à... dans l'année 18..*

Pour chacune des quatre catégories suivantes:—

1. Individus qui n'ont pas été vaccinés.
2. " qui ont été vaccinés sans succès.
3. " qui ont été vaccinés avec succès.
4. " revaccinés —

indiquer, par sexes, combien sont: a) malades; b) décédés; ayant été affectés de: 1) varicelle, 2) varioloïde, 3) variole, et en totalité.

H. *Statistique des cas d'hydrophobie.*

Bulletin de réception d'un individu malade d'hydrophobie par l'effet de la morsure d'un animal enragé.

1. Localité.
2. Nom de l'individu.
3. Sexe.
4. Age.
5. Profession.
6. Constitution: vigoureuse — faible.
7. Sain — malade de.....
8. Parties du corps mordues, combien, lesquelles?
9. Nombre des morsures.
10. L'endroit mordu était-il découvert (nu)?
11. Cicatrices des morsures.

12. Autres blessures.
 13. Date et heure de la morsure.
 14. Description de l'animal enragé, race.
 15. Qu'a-t-on fait de l'animal?
 16. Avait-il déjà mordu (étant enragé) d'autres hommes ou des animaux, combien?
 17. A-t-on pu s'assurer si l'animal a été mordu lui-même antérieurement par un animal enragé?
 18. Traitement du malade après la blessure.
 19. Durée du traitement.
 20. État de santé jusqu'au moment où l'hydrophobie s'est déclarée.
 21. Date et heure du commencement de l'hydrophobie.
 22. Symptômes essentiels.
 23. Traitement après l'affection manifeste d'hydrophobie.
 24. Durée de la maladie.
 25. Date et heure de la mort.
- Observation.

I. Statistique du personnel sanitaire.

1. État des docteurs en médecine.

Province (département).

Cercle (arrondissement), sa superficie et sa population.

Canton, sa superficie et sa population.

1. Localité.
2. Numéro d'ordre.
3. Nom et prénom, âge, religion, lieu de naissance et nationalité du docteur en médecine.
4. Date du diplôme, de quelle faculté et de quelle date:
 - a) pour la médecine.
 - b) pour la médecine et la chirurgie.
 - c) pour des branches spéciales de la médecine: oculistes; accoucheurs; dentistes; vétérinaires.
5. Jouissant d'un traitement:
 - a) de l'État: pour la coopération au service administratif sanitaire; pour la pratique médicale; comme professeur de faculté.
montant de traitement annuel.
 - b) des communes: pour la coopération au service administratif sanitaire; pour la pratique médicale.
montant du traitement annuel.
 - c) à la charge d'autres corporations ou de particuliers (lesquels) pour un but général déterminé (quel but).
6. Ne jouissant d'aucun traitement.
7. Parmi les médecins jouissant d'un traitement, combien sont attachés à des établissements d'eaux thermales ou minérales.

Observations.

Établir des bulletins analogues pour les chirurgiens et les vétérinaires avec des modifications résultant de la nature des choses.

II. État des sages-femmes

Province (département).

Cercle (arrondissement), sa superficie et sa population.

Canton, sa superficie et sa population.

1. Localité.
2. Numéro d'ordre.

3. Nom et prénom, âge, religion, lieu de naissance et nationalité de la sage-femme.
 4. Ayant: a) un diplôme de faculté, de quelle autorité et de quelle date? b) un autre certificat de capacité, idem.
 5. Jouissant d'un traitement: a) de l'État, en quelle qualité et avec combien de traitement annuel? b) des communes, idem. c) à la charge d'autres corporations ou de particuliers (lesquels et pour quels buts généraux déterminés).
- Observations.

III. État des pharmaciens.

Province (département).

Cercle (arrondissement), sa superficie et sa population.

Canton, sa superficie et sa population.

1. Localité.
 2. Directeur de la pharmacie:
 - a) numéro d'ordre.
 - b) nom et prénom, âge, religion, lieu de naissance et nationalité.
 - c) diplôme, de quelle faculté et de quelle date: docteur ès-sciences chimiques; pharmacien de 1.^{re} ou 2.^e classe.
 - d) fait-il partie d'une communauté de pharmaciens (de laquelle)?
 - e) nature de son droit d'exercer la profession de pharmacien: établissement formant une propriété transmissible; établissement fondé sur une concession personnelle.
 3. Aides pharmaciens:
 - a) numéro d'ordre.
 - b) nom et prénom, âge, religion, lieu de naissance et nationalité.
 - c) diplôme, de quelle faculté et de quelle date: docteur ès-sciences chimiques; pharmacien de 1.^{re} ou 2.^e classe.
 - d) sans diplôme.
 4. Élèves: a) numéro d'ordre; b) nom et prénom, âge, religion, lieu de naissance et nationalité.
- Observation.

IV. Statistique du personnel médical. (Elle a pour base les états précédents).

1. Localité (canton, cercle, province).
 2. Superficie et population.
 3. Nombre des médecins:
 - a) jouissant d'un traitement.
 1. de l'État: pour la coopération au service de santé; pour la pratique médicale dans des hôpitaux, id. hors des hôpitaux; comme professeurs de faculté.
 2. des communes: pour la coopération au service de santé; pour la pratique médicale dans des hôpitaux; pour la pratique médicale hors des hôpitaux.
 3. des corporations ou par des particuliers dans un intérêt général.
 - b) ne jouissant d'aucun traitement.
total.
- Parmi ces médecins se trouvent: oculistes; dentistes; accoucheurs; vétérinaires.
4. Nombre des chirurgiens: a) jouissant d'un traitement (subdivisés comme ci-dessus); b) ne jouissant d'aucun traitement; total.
- Parmi ces médecins se trouvent: oculistes; dentistes; vétérinaires.
5. Nombre des vétérinaires: a) jouissant d'un traitement: de l'État; des communes; des corporations ou par des particuliers dans un intérêt général. b) ne jouissant d'aucun traitement. c) total, dont: 1. vétérinaires diplômés; 2. maréchaux vétérinaires.

6. Nombre des sages-femmes: *a*) ayant un traitement: de l'État; des communes; des corporations etc. *b*) n'ayant pas de traitement. *c*) total,

dont: 1. diplômées; 2. ayant seulement un autre certificat d'aptitude.

7. Nombre des pharmaciens:

a) directeurs de pharmacies, comme: établissement formant une propriété transmissible; établissements fondés sur une concession personnelle; total.

b) aides pharmaciens: sans diplôme; total.

c) élèves.

8. Experts chimistes.

9. Médecins attachés à des établissements d'eau thermale ou minérale.

Observations.

V. Tableau de la distribution des médecins relativement à la superficie et à la population.

1. Territoire: localité (canton, cercle, province); superficie et population.

2. Médecins: *a*) habitant les villes; *b*) habitant la campagne; ensemble.

3. Chirurgiens: id.

4. Vétérinaires: id.

5. Sages-femmes: id.

6. Pharmaciens: id.

7. Experts chimistes: id.

Observation. (On peut aussi, dans les rubriques a. et b. de chaque catégorie, faire connaître combien de médecins, tant des villes que des campagnes, jouissent ou non d'un traitement. Pour ce but on pourrait se servir de la forme d'une fraction, dont le numérateur représenterait le nombre des médecins appointés et le dénominateur celui des médecins non appointés. Par exemple 15/40 dans la rubrique 2, lettre b) signifierait que parmi les 55 médecins habitant la campagne il y en a 15 qui sont appointés et 40 qui ne le sont pas.)

VI. Tableau de la religion et de la nationalité du personnel sanitaire à..... dans l'année 18..

D'après la religion et la nationalité le personnel sanitaire de toutes catégories doit être classé et subdivisé de la manière suivante.

1. Docteurs en médecine ou docteurs en médecine et chirurgie

a) jouissant d'un traitement: 1. de l'État: pour la coopération au service administratif sanitaire; comme professeurs; pour le service des hôpitaux. 2. des communes. 3. d'autres corporations ou des particuliers.

b) ne jouissant d'aucun traitement.

Total.

2. Chirurgiens, subdivisés comme la rubrique 1.

3. Experts chimistes.

4. Pharmaciens: directeurs de pharmacie; aides et élèves; total.

5. Vétérinaires.

a) diplômés: 1. jouissant d'un traitement: de l'État; des communes; d'autres corporations ou des particuliers. 2. ne jouissant d'aucun traitement. 3. total.

b) maréchaux-vétérinaires: 1. jouissant d'un traitement: de l'État; des communes; d'autres corporations ou des particuliers. 2. ne jouissant d'aucun traitement.

Ensemble (a. et b.).

6. Sages-femmes:

a) jouissant d'un traitement: 1. de l'État: pour la coopération au service sanitaire; pour le service des hôpitaux. 2. des communes.

b) ne jouissant d'aucun traitement.

Total.

7. Total général.

VII. *Tableau de la durée de la vie de tous les individus du personnel sanitaire à.... dans l'année 18..*

On indiquera, d'après l'âge qu'ils ont eu au jour de la mort, le nombre des individus décédés de toutes les catégories énumérées dans le tableau précédent (T. VI.) avec leurs subdivisions, en les classant d'après les catégories d'âges suivantes :

Au-dessous de 26 ans, de 26 à 30 ans, de 30 à 35 ans et ainsi de suite par périodes de 5 ans, jusqu'à l'âge de 90 ans, enfin au-dessus de 90 ans, total.

Indiquer, en outre, l'âge le plus élevé qui ait été atteint dans chaque catégorie et sous-division du personnel sanitaire.

VIII. *Tableau de l'âge du personnel sanitaire à.... dans l'année 18..*

On indiquera pour toutes les catégories et subdivisions du personnel sanitaire, énumérées dans le tableau No. IX, lettre F, le nombre des individus actuellement vivants, d'après les catégories d'âges suivantes :

au-dessous de 26 ans,

de 26 à 30 ans,

de 30 à 35 ans etc. comme dans le tableau précédent (T. VII).

Indiquer spécialement, en outre, l'âge le plus élevé constaté dans chaque catégorie et sous-division du personnel sanitaire.

IX. *Tableau du personnel médical enseignant à.... dans l'année 18..*

Indiquer le nombre : a) des professeurs ; b) des professeurs agrégés ; c) des professeurs libres, d) des préparateurs, avec le nombre total des individus enseignants. Cette indication doit être faite pour chacun des objets suivants : 1. Encyclopédie médicale ; 2. anatomie descriptive ; 3. anatomie comparative ; 4. histologie ; 5. physiologie ; 6. pathologie générale ; 7. anatomie pathologique ; 8. chimie médicale ; 9. chimie physiologique et pathologique ; 10. pharmacologie ; 11. médecine légale et police sanitaire ; 12. accouchement ; 13. maladie des yeux ; 14. traitement des dents ; 15. auscultation et percussion ; 16. traitement des maladies mentales ; 17. histoire médicale ; 18. clinique médicale ; 19. clinique chirurgicale ; 20. clinique pour les maladies de la peau ; 21. clinique pour la syphilis ; 22. clinique pour les maladies des enfants ; 23. clinique homéopathique ; 24. épidémiologie ; 25. géographie médicale ; 26. statistique médicale ; 27. médecine vétérinaire — et pour les autres objets d'enseignement médical, s'il y en a.

K. *Statistique de l'organisation du service sanitaire.*

I. *Service sanitaire à l'intérieur.*

A. *Autorités chargées de diriger ou de surveiller le service médical et la police sanitaire.*

a) Autorité administrative supérieure (ministère de l'intérieur), où se trouve, pour la direction de l'ensemble du service médical et sanitaire : a) un chef de service ayant sous ses ordres un ou plusieurs bureaux, b) un conseil médical ou une commission médicale permanente composée de membres permanents, de membres alternants (renouvelés) et d'un médecin secrétaire.

b) Administration sanitaire dans les provinces. Indiquer pour chaque province (en outre du numéro d'ordre de la superficie et de la population) les autorités administratives, leur nombre, leur dénomination, ainsi que la superficie et la population de leur district. On ajoutera le nombre des autorités qui leur sont subordonnées, savoir : a) autorités d'arrondissement, b) cantonales, c) communales

indépendantes. Enfin on donnera le *tableau de la hiérarchie du service médical et sanitaire, d'après les catégories suivantes*:

1. Service général provincial (départemental): *a)* conseillers médicaux de province: leur nombre et leur classe; *b)* vétérinaires de province: idem.
2. Service de l'arrondissement: *a)* médecins d'arrondissement: leur nombre et leur classe; *b)* vétérinaires d'arrondissement: idem.
3. Service cantonal: médecins cantonaux, leur nombre et leurs classes de rang.
4. Service médical de communes subordonnées aux autorités de l'arrondissement et du canton: *a)* médecins communaux, leur nombre; *b)* vétérinaires, id.
5. Service médical des autorités communales indépendantes: *a)* médecins communaux, leur nombre et leurs classes de rang; *b)* médecins de quartier, id.; *c)* vétérinaires communaux, id.
6. Nombre des médecins jouissant d'un traitement comme étant attachés à un établissement thermal ou d'eaux minérales.

Total du personnel médical du service sanitaire à l'intérieur.

Observation.

B. Tableau du personnel médical chargé du service médical public.

Province (département) de....

1. Personnel médical, attaché à des hôpitaux ou maisons de santé (indiquer en même temps la nature, la destination et le nombre de ces établissements): *a)* directeur, pour chaque catégorie d'établissements. *b)* médecins en chef, id. *c)* médecin en second, id. *d)* aides (internes, externes) id. *e)* total.

2. Personnel médical chargé de traiter les indigents à domicile; médecins des pauvres dans les villes ⁽¹⁾ médecins; chirurgiens; oculistes; accoucheurs; dentistes; total.

Les fonctions d'oculistes généraux, provinciaux etc. sont exercées, soit dans des hôpitaux provinciaux soit dans des hôpitaux permanents, où l'on met pour un certain temps une salle à leur disposition.

3. Total du personnel médical.

II. Service sanitaire à l'extérieur.

C. Service des frontières de terre.

Province.

Catégories des établissements:

1. Bureau de quarantaine: *a)* localité, *b)* personnel: directeur; médecin; contrôleur; gardes de santé supérieurs, permanents, temporaires.

2. Magasin principal (*Bazar-ant*): *a)* localité, *b)* personnel: directeur; gardes.

3. Magasin secondaire (*Rastell-Ant*): idem.

4. Lazaret: *a)* localité, *b)* personnel: directeur; gardes.

5. Postes ⁽²⁾ aux endroits où il y a des rapports journaliers avec les habitants du pays voisin; localités où ils sont situés.

D. Service des côtes.

Administration des ports et des établissements sanitaires des côtes....

Inspecteur du service de santé.

Catégories d'autorités ou d'établissements:

1. Bureau du service de port et de santé: *a)* localité; *b)* personnel: capitaine, médecins [*2*] médecins proprement dits; *3*) chirurgiens], gardes.

2. Commissions de port et de santé: *a)* localité; *b)* personnel: commissaire etc. comme ci-dessus.

⁽¹⁾ A la campagne les médecins d'arrondissement, les médecins cantonaux et communaux sont obligés d'assister les malades indigents.

⁽²⁾ Où il y a des bacs sur les rivières.

3. Agences des ports et des affaires sanitaires: a) localité; b) personnel: agent, gardes.
4. Agences maritimes et sanitaires réunies aux bureaux des douanes: a) localité; b) personnel: agent, gardes.
5. Postes maritimes et sanitaires: a) localité; b) gardes.
6. Postes sanitaires: a) localité; b) gardes.
7. Lazarets maritimes a) localité; b) catégorie; c) personnel: directeur, médecins (x) médecins proprement dits; (y) chirurgiens, gardes.

STATISTIQUE DES INFLUENCES GÉOGRAPHIQUES SUR LA SANTÉ.

1. Les hauts Gouvernements de l'Europe seront priés de faire relever toutes les localités habitées, situées dans leur pays, à une altitude de 3000 pieds et au-dessus, de faire constater, autant que possible, l'influence de cette situation sur le nombre des individus affectés de phthisie pulmonaire tuberculeuse, et de vouloir bien communiquer au Congrès le résultat de ces recherches.
2. On prie les hauts Gouvernements de vouloir bien faire dresser, chacun dans son pays, des tableaux géographiques des contrées dans lesquelles on rencontre les fièvres paludéennes, et d'en faire connaître également les résultats au Congrès.

STATISTIQUE MÉDICALE DES ARMÉES.

Londres
1890.

1. Il est désirable que des rapports concernant l'état sanitaire, les maladies, la mortalité et les réformes des diverses armées soient établis et publiés au moins tous les ans.
 2. Ces rapports devraient indiquer:
 - a) L'effectif moyen pendant la période examinée; le nombre des admissions tant aux hôpitaux que dans les infirmeries régimentaires; le nombre des sorties pour guérison, par congé de convalescence, par décès; le nombre des réformes prononcées par des causes tant antérieures que postérieures à l'incorporation; le nombre des restants à la fin de la période.
 - b) Les maladies et les infirmités qui ont été causes d'admissions, de congés de convalescence, de décès et de réformes.
 3. Il est désirable qu'il soit publié des rapports, 1. sur la composition de l'effectif de l'armée, considéré selon l'âge et par catégories de 5 en 5 ans; 2. sur le nombre des malades, des congés de convalescence, et des décès, selon l'âge.
 4. Un rapport semblable devrait être établi selon l'ancienneté de service.
 5. Afin que l'on puisse apprécier l'influence des saisons, un rapport spécial contiendrait pour chaque mois l'effectif moyen, le nombre des admissions et des décès par genre de maladies.
 6. Il est désirable qu'un rapport spécial indique la moyenne quotidienne des malades en traitement tant aux hôpitaux que dans les infirmeries régimentaires.
 7. Ce rapport devrait être établi, non seulement pour l'ensemble de l'armée, mais encore par armes et pour chaque localité en particulier.
 8. Le Congrès insiste sur la nécessité de publier non seulement des résultats généraux, mais encore les documents qui leur servent de base. Dans l'indication des maladies, on évitera autant que possible les dénominations vagues, telles que « autres maladies, maladies cutanées, maladies pulmonaires » etc.
 9. Il est très-désirable que l'on arrête les bases d'une bonne classification des maladies de l'armée. Celle qui est suivie par le Registrar General pour l'indication des causes de décès de la population civile, ne s'appliquant pas convenablement à une foule d'affections qui, sans être causes de décès, rendent l'homme de guerre plus ou moins fréquemment indisponible.
- Enfin que des rapports particuliers soient publiés, 1. sur l'effectif des chevaux de l'armée, considérés par âges et par sexes, par armes et par provenance; 2. sur les causes de traitement, de réforme, et de mort, selon les diverses catégories.

STATISTIQUE SANITAIRE.

A. Plan uniforme de statistique pour les hôpitaux.

Dans le « Cadre » destiné à enregistrer la statistique des hôpitaux qui suit ci-dessous, la nomenclature convenue à la réunion de Paris⁽¹⁾ a été adoptée, à l'exception de deux ou trois légères modifications, particulièrement à l'égard des maladies rares.

Londres
1890.

La même forme est employée depuis longues années dans les bureaux du Registrar-General; et, par conséquent, elle a l'avantage de la sanction de l'expérience. Chaque table est divisée verticalement en colonnes contenant les âges par périodes mensuelles et annuelles depuis au-dessous de 1 an jusqu'à 5. Au-dessus de 5 ans les âges sont donnés par périodes quinquennales.

La liste des maladies est divisée en deux sections, l'une imprimée à gauche de la feuille, l'autre à droite. La division gauche contient les maladies plus fréquemment admises à l'hôpital; la droite, les maladies plus rares.

Cet arrangement est nécessaire afin de limiter la dimension des tables.

En plaçant les maladies entre ces deux colonnes, on a profité de l'expérience acquise en remplissant les formes dans différents hôpitaux.

Les faits à l'égard des maladies de la colonne de gauche, étant d'une plus grande fréquence dans les hôpitaux, doivent être inscrits dans les colonnes de la table. Le nom de quelques maladies qui ne se trouve pas dans la colonne de gauche se trouvera dans celle de droite, et l'âge des personnes affectées doit être placé après le nom. La classe et l'ordre dans lesquels le cas se trouve placé se trouveront dans la colonne de gauche, et une marque doit être placée dans la colonne « âge » dans la ligne « autres. » Si quelque cas très-rare se présentait, non compris dans la colonne de droite, il devrait y être inscrit sous sa propre classe et son ordre, et ensuite inscrit dans la colonne de gauche vis-à-vis « autres, » comme il est dit ci-dessus.

Ces cas exceptionnels ne fourniraient des résultats statistiques de quelque valeur qu'après bien des années, et ils devraient être extraits séparément.

On propose qu'un seul et même cadre soit employé pour chaque élément statistique. Il nous faut six éléments pour pouvoir encadrer les résultats de l'expérience des hôpitaux; ce sont les suivants: —

1. Restants à l'hôpital le premier jour de l'année. On devra faire, au commencement de chaque trimestre, et plus souvent s'il est nécessaire, à cause des fluctuations, l'énumération des malades restants. Les exemples suivants sont basés sur deux énumérations.

2. Admis pendant l'année.

3. Guéris ou soulagés pendant l'année.

4. Sortis incurables, non soulagés, pour cause d'irrégularités ou sur leur demande.

5. Morts pendant l'année.

6. La durée moyenne des cas en jours et fractions de jour.

Ces six éléments, imprimés comme inscriptions séparées et attachées aux copies du même cadre, ou inscrits, nous fourniraient les moyens d'encadrer tous les faits dont nous avons besoin. Les deux sexes peuvent être inscrits d'une des deux manières: — la colonne pour chaque âge peut être subdivisée pour les hommes et pour les femmes; ou il pourrait être plus commode d'avoir deux cadres, un pour chaque sexe.

On pourrait aussi comprendre dans le même cadre des cas de chirurgie et des cas de médecine, ou, dans les grands hôpitaux, avoir des cadres séparés.

Pour les petits hôpitaux, une suite de sept cadres pourrait facilement contenir la statistique annuelle de l'âge, du sexe et des maladies (chirurgicales et médicales); mais pour de très-grands hôpitaux, il serait possible qu'on eût besoin de quatre suites de cadres.

¹ Voilà une erreur, la réunion à Paris ayant adopté presque tout le système de Mr. Marc d'Espine.

Le principal objet de ces tables est d'obtenir des listes uniformes de faits dont on puisse déduire des résultats statistiques, parmi lesquels on peut citer les suivants: —

1. Le total de la population malade, c'est-à-dire, le nombre moyen des lits constamment occupés pendant l'année par chaque maladie, pour chaque âge et chaque sexe.

2. Le nombre de cas de chaque âge, sexe et maladie soumis à un traitement (médical ou chirurgical) pendant l'année.

3. La durée moyenne en jours et parties de jour de chaque maladie pour chaque âge et chaque sexe.

4. La mortalité de chaque maladie pour chaque sexe et chaque âge.

5. La proportion annuelle des guérisons aux lits occupés et aux cas traités pour chaque âge, sexe, et maladie.

En réduisant les données pour obtenir les résultats annuels, on peut employer la proportion par cent ou par mille.

Le nombre de lits constamment occupés peut s'obtenir en prenant la moyenne du nombre restant au commencement et à la fin de l'année; savoir, le premier jour de l'année et le premier jour de l'année suivante, si l'hôpital a été entièrement occupé; ou la moyenne du nombre restant au commencement et à la fin de chaque trimestre; ou, plus souvent, si l'hôpital est irrégulièrement occupé. La méthode la plus exacte serait d'obtenir le nombre total des jours passés à l'hôpital pour tous les cas pendant l'année; et, en divisant la somme par 365, on obtiendrait ainsi la moyenne des malades. (Le total des « portions journalières d'aliments » prescrites pendant l'année, divisées par 365, donnerait le même résultat.)

Le nombre des « malades traités » pendant l'année, peut s'obtenir en prenant la moyenne des admissions et des sorties pour toutes sortes de causes, y compris la mort.

Avec des données fixes obtenues d'après ces principes, on peut facilement obtenir la proportion de la mortalité, non seulement de tout l'hôpital, mais même de chaque salle, et aussi la proportion de la mortalité de chaque âge, sexe et maladie.

Pour compléter la statistique hospitalière, le Congrès adopte encore les propositions suivantes:

1. Que la statistique des hôpitaux indique le nombre des malades aussi bien que celui des maladies.

2. Qu'un mode uniforme d'enregistrement du passage des malades des salles de chirurgie aux salles de médecine, et vice versa, soit adopté.

3. Que la date de la maladie et celle de l'admission soient enregistrées.

4. Que la date précise de l'admission à l'hôpital soit inscrite.

5. Qu'un système d'enregistrement pour les malades externes soit adopté.

6. Que la localité d'où vient le malade soit notée.

7. Que les maladies contractées à l'hôpital soient mentionnées.

8. Que la proportion des lits vacants soit donnée.

9. Que le coût de chaque malade soit noté.

10. Que le nombre des malades internes et externes soit aussi enregistré, et aussi le nombre des (cachets d'admission ou) cartes d'entrée.

Cadre statistique des hôpitaux.

Ce Cadre est pour servir à la classification des cas dans les hôpitaux: Admis, Guéris, Morts, Sortis et Restants. — On écrira à la plume le nom de l'Hôpital, « Admis, » etc. etc. et la date.

Chefs des colonnes. (Age) Mois: 0, 3, 6; — 1; 2; 3; 4; 5; — 10; 15; — 20; 25; — 30; 35; — 40; 45; — 50; 55; — 60; 65; — 70; 75; — 80; 85; — 90; 95 au-dessus; — Total.

Titres (division à gauche).

I. Classe:

1. ordre (maladies zymotiques): 1. Variole; Rougeole; Coqueluche; Croup; Scarlatine; Esquinancie; Diphthérie; Coryza, Catarrhe, Grippe; Ophthalmie (purulente); Erysipèle; Fièvre puerpérale;

Pyohémie; Gangrène d'Hôpital; Anthrax; Dysenterie; Diarrhée; Choléra; Fièvre typhoïde; Typhus; Typhine (*relapsing fever*); Fièvre intermittente; Fièvre rémittente; Rhumatisme; Autres.

2. ordre: Gonorrhée; Syphilis primitive; Syphilis secondaire; Syphilis tertiaire; Autres.

3. ordre: Scorbut; Purpura; Alcoholisme: a) Delirium tremens, b) Ivrognerie; Autres.

4. ordre: Apathie; Porrigo; Scabies ou Gale; Entozoaires; Autres.

II. Classe:

1. ordre (maladies constitutionnelles): Goutte; Hydropisie; Cancer; Noma; Gangrène; Autres.

2. ordre: Scrofule; Tuberculose; Phthisie; Hémoptysie; Pneumothorax; Hydrocéphale; Autres.

III. Classe:

1. ordre (maladies locales):

A. Méningite; Céphalite; Paralytie; Chorée; Folie; Épilepsie; Hystérie; Tétanos; Convulsions; Autres.

B. Ophthalmie; Cataracte; Amaurose; Glaucome et autres maladies des yeux; Otorrhée; Otite; Surdité; Autres.

2. ordre: Cardite; Péricardite; Endocardite; Maladie des Valvules du cœur; Hypertrophie du cœur; Atrophie du cœur; Dégénérescence du cœur; Aneurisme du cœur; Aneurisme de l'aorte; Angine pectorale; Syncope; Phlébite; Varices; Autres.

3. ordre: Epistaxis; Laryngite; Bronchite; Pleurésie; Pneumonie; Asthme; Autres.

4. ordre: Gastrite; Entérite; Péritonite; Constipation; Colique; Ileus; Intussusception; Hernie; Contracture de l'œsophage; Contracture de l'iléon, etc.; Perforation de l'iléon, etc.; Ulcération de l'iléon etc.; Dyspepsie; Pyrosis; Gastralgie; Hématémèse; Mélène; Hémorrhoides; Fistule; Pancréatite; Splérite; Hépatite; Icère; Calcul biliaire; Cirrhose; Ascite; Autres.

5. ordre: Néphrite; Ischurie; Néphre; Dialète; Calcul; Gravelle; Hématurie; Cystite; Prostatite. Autres.

6. ordre: Varicelle; Hydrocèle; Ovarémie; Autres.

7. ordre: Synovite; Ostéite; Exostose; Courbure de l'épine du dos; Carie; Nécrose; Atrophie musculaire; Autres.

8. ordre: Phlegmon; Panaris; Abscess; Autres maladies cutanées.

IV. Classe:

1. ordre: Spina bifida; Malformations; Dentition; Autres.

2. ordre: Chlorose, Suite des Couches; Aménorrhée.

V. Classe (morts ou maladies violentes):

1. ordre (accident ou négligence): Brûlure; Fracture; Contusion; Commotion; Pluie d'arme à feu; Conpuro, Piqûre; Empoisonnement; Autres.

2. ordre (homicide).

3. ordre (suicide): Brûlure; Conpuro, Piqûre; Empoisonnement; Autres.

Maladies inconnues.

Total.

Notes à droite du tableau. 1) Pour remplir cette Feuille on est ordinairement deux; l'un lit la maladie et l'âge comme ils sont dans le registre; l'autre fait, avec la plume, une simple marque, avec grand soin de la faire correspondre exactement avec le nom de la maladie dans la 1. colonne, et avec l'âge au haut du cadre. Pour la facilité de compter les marques on les divise par cinq, en tirant la cinquième obliquement sur les quatre premières.

2) La plupart des maladies dans la liste en marge ci-dessous sont peu fréquentes dans les hôpitaux; et sont presque toutes classées sous la dénomination de « Autres » dans leurs ordres respectifs. On les distinguera en extrayant les maladies en écrivant l'âge des personnes atteintes, guéries, ou mortes en face de la maladie particulière en marge. Ainsi, une personne de 16 ans, ayant été admise pour les oreillons, « mumps », serait indiquée dans le corps de cette feuille par une marque en face « Autres » de la I. classe, I. ordre; et son âge (16) serait placé en face oreillon dans la marge. Et ainsi pour les autres maladies. Les maladies qui ne se trouvent pas dans la marge doivent être placées dans leurs propres compartiments. Un sommaire des faits dans la marge devrait être donné sous forme d'appendice à la table générale.

I. Classe:

1. ordre: varioloïde; varicelle; miliaire; oreillon; érythème; dysenterie avec abcès du foie (placée en face dysenterie) fièvre jaune.
2. ordre: lèpre; yaws; moire; hydrophobie; pustule maligne. *Infection par ponction ou disséquant ou en manipulant des parties d'animaux morts.*
3. ordre: rachitisme; bronchocèle; crétinisme; ergotisme.
4. ordre: phthiriasis. *Hydatides, cer solitaire, et autres entozoaires, devront être distingués ici. Dans la table capitale ils seront ajoutés au chef « Entozoaires. »*

II. Classe:

1. ordre: anémie; mélaense. — (Les différentes formes de cancer comprises dans la table capitale sous la dénomination « Cancer » devront être distinguées comme ci-dessous; l'âge et les parties affectées devront aussi être mentionnés.)
Encéphaloïde; Alvéolaire; Ostéoïde; Squirre; Epithélial; lupus; gangrène sénile.
2. ordre: abcès du psoas; péritonite tuberculeuse.

III. Classe:

1. ordre: myélite. — (Les parties affectées, dans tous les cas relatifs à la « paralysie » dans la table capitale, devront y être distinguées, et l'âge mentionnée.)
Monomanie (à l'article *maie*); démence (à l'article *maie*); laryngisme stridulus. — (Les différentes parties de l'œil atteintes d'inflammation devront être distinguées ici.)
Neuralgie; neurome.
2. ordre: artérite; athérome des artères.
3. ordre: hydrothorax; empyème; pleuroneumonie; apoplexie pulmonaire (*pneumonia*) emphysème des pommons.
4. ordre: glossite; stomatite; pharyngite; œsophagite. — (Distinguez ici les variétés des hernies, lesquelles sont classées dans la table capitale sous la dénomination hernie: congénitale; fémorale; inguinale; scrotale; ombilicale; abdominale.)
5. ordre: diarrée; uréthrosténie. — (Dans les cas de calculs et de gravelles, on devra mentionner ici leur composition.)
6. ordre: orchite; hystérite; ovarite; tumeur utérine; polypes de l'intérus.
7. ordre: fragilité osseuse; ostéomalacie.
8. ordre: roséole; urticaire; eczéma; herpès; pemphigus; ecthyma; impetigo; acné; mentagra; lichen; prurigo; psoriasis; pityriasis; ichthyose. — (Dans les cas d'abcès et d'ulcères on devra distinguer ici les parties affectées.)

IV. Classe:

Malformations; imperforation de l'anus; cyanose; sénilité; atrophie.

V. Classe:

1. ordre: explosion de poudre, de gaz, etc. (placée en face de brûlure); engelure; congélation; foudroyé; coup de soleil.
- 3) On devra donner des détails des causes des morts violentes; comme, par exemple, combien de personnes, à leurs différents âges, ont été brûlées par leurs vêtements ayant pris feu, combien mortes en tombant d'échafaudage ou d'autres élévations, combien empoisonnées par l'arsenic, par l'opium, ou par de trop grandes doses de médecines prescrites par des charlatans, etc. Les blessures d'armes à feu devront être distinguées quant à l'espèce d'armes, — carabine, pistolet, canon, etc.; les autres blessures, si elles ont été faites avec un couteau, un poignard, etc. Toutes les fois que le tétanos traumatique surviendra on devra en donner des détails en marge. Lorsque des cas d'asphyxie ou d'asphyxie se présentent à l'observation on devra les placer à « Autres » dans la table générale, et là en mentionner les particularités. Tous les cas de morts violentes devront être placés sous l'une des trois dénominations — Accident — Homicide — Suicide; les cas douteux devront être rangés parmi les accidents avec une note en marge.

Résolution adhérente.

Le Congrès recommande à la considération des divers Gouvernements les propositions comprises dans la lettre de Mademoiselle Nightingale.

LETTRE DE M^{lle}. NIGHTINGALE.

« Milord,

34, Old Burlington-street, 19 Juillet 1860.

» Permettez-moi de vous faire remarquer d'abord que, dans chaque pays, le gouvernement devrait posséder un grand nombre de renseignements statistiques relatifs aux moyens de prévenir les maladies; ensuite qu'il serait très-important qu'à la première réunion du Congrès statistique chaque délégué indiquât dans les rapports qu'il présentera tout fait saillant de diminution de mortalité et de maladie, en indiquant aussi l'économie qui résulterait de la mise à exécution d'améliorations hygiéniques dans les villes, dans les habitations de la classe ouvrière, dans les écoles, les hôpitaux, et les armées.

» On constate, par exemple, comme un fait statistique, que, dans les habitations assainies, la mortalité a baissé dans certains cas, de 25 et 24 à 14 sur mille; et que, dans les maisons garnies où se logent les pauvres, foyers ordinaires des épidémies, ces maladies ont cessé de figurer en tête des colonnes des rapports statistiques, par suite de l'adoption de mesures d'assainissement.

» Comme c'est surtout à votre Seigneurie qu'on doit de si heureux résultats, personne ne connaît mieux qu'Elle l'exactitude de ces faits.

» On a aussi constaté que, dans l'armée anglaise, des corps nombreux composés d'hommes vivant sous un certain régime sanitaire perfectionné, ont présenté un chiffre de mortalité qui ne s'élevait qu'à un tiers de celui des années précédentes.

» Votre Seigneurie ne trouve-t-Elle pas qu'il serait d'une haute importance que la statistique de ces faits et d'autres analogues fût dressée avec soin, et mise en regard des statistiques de la mortalité ordinaire?

» On a constaté que, dans nos écoles coloniales pour les aborigènes, les enfants ont plus d'une fois été exposés à devenir scrofuleux ou poitrinaires, tandis qu'on cherchait à les élever en chrétiens et à les civiliser.

» Ne suffirait-il pas de quelques mesures sanitaires pour éviter un risque pareil?

» Prenons encore au autre fait dans les écoles. La statistique constate en l'honneur de certaines écoles industrielles et d'autres, où l'on ne consacre à l'instruction que la moitié du temps ordinaire (*half-time schools*), que parmi les enfants orphelins et abandonnés qui y sont recueillis, la proportion de ceux qui se perdent par suite de mauvaise conduite n'est pas même en ce moment de deux sur cent, tandis qu'autrefois les deux-tiers des élèves se trouvaient plus tard livrés au vice et au crime.

» Ne serait-il pas utile de voir si de tels résultats statistiques ne nous indiquent pas ce qui se pourrait faire par des moyens analogues? En vous soumettant ces idées, je m'étais de la parole de Guizot: « Des rapports précieux, pleins de faits et de vues rédigés par les comités, les inspecteurs, les recteurs, les maires, les préfets, demeurent inconnus du public. Le Gouvernement doit prendre soin de connaître et de répandre toutes les méthodes heureuses, de suivre tous les essais, de provoquer tous les perfectionnements. Dans nos mœurs, dans nos institutions, un seul moyen offre assez d'action, assez de puissance, pour assurer cette influence salutaire; c'est la Presse. »

» Si les faits déjà existants, et qui touchent aux points que j'ai signalés plus haut, étaient recueillis soigneusement et rendus publics par l'intermédiaire du Congrès, ce serait sans doute un grand avantage pour la science et pour l'humanité.

» Et puisque ce sont les dépenses à faire qui effraient les communautés et les empêchent d'exécuter les mesures d'assainissement, si on pouvait démontrer que les dépenses qu'entraînent le crime, la maladie, et l'excès de mortalité, sont plus considérables même que celles qu'on redoute, ceci suffirait pour détruire les objections que pourraient en soulever les Gouvernements et les nations contre de telles mesures.

» J'ai l'honneur d'être, Milord,

» De votre seigneurie la très-humble et très-obéissante servante,

» FLORENCE NIGHTINGALE. »

« To the Earl of Shaftesbury. »

B. Plan uniforme de statistique sanitaire.

1. Statistique de la mortalité, des maladies et causes de mortalité, arrangée selon l'âge, le sexe, les classes et les occupations; comprenant non seulement des villes entières, mais mêmes des sections, telles que quartiers, arrondissements aussi des rues, complexes de maisons, des culs-de-sac, des cours etc.
 2. La même chose à l'égard des institutions de charité, hôpitaux, maisons de refuge, écoles, maisons de logement commun, etc.
 3. Le climat local enregistré dans les tables.
 4. La formation géologique, le sol, la facilité du drainage, et tout ce qui le concerne.
 5. La surface couverte de maisons agglomérées, et si les limites des autorités administratives ou communales y sont comprises.
 6. L'étendue de sa circonférence.
 7. L'espace couvert de maisons, et l'espace vide, tel que jardins, rues, places, etc.
 8. La longueur des rues, s'il y a des égouts (a) ou non (b); si elle est pavée (c) ou non (d).
 9. La largeur des rues, la hauteur des maisons jusqu'au haut du mur de façade.
 10. Le nombre (a) des maisons, (b) d'étages par maison, (c) de chambres par maison, (c) de chambres à coucher avec l'espace cubique de chacune d'eux, (f) de familles et de personnes en logement chez elles.
 11. L'espèce des maisons par rapport (a) aux réparations, (b) à la propreté, (c) à la ventilation et à la lumière, (d) à la salubrité, (e) à la conduite de l'eau, (f) aux chambres souterraines en usage de demeures avec le nombre des y logeants, (g) le nombre des maisons qui ont des écoulements dans des cloaques, ou des waterclosets, ou des mares, (h) le nombre des fenêtres au front et au derrière, (i) l'espace cubique des écoles, le plus grand nombre des écoliers, et la chaleur et ventilation moyenne.
 12. La quantité d'eau pour chaque habitant, et si elle vient de (a) rivières, (b) lacs, (c) puits peu profonds, (d) sources, (e) canaux souterrains, (f) éternels.
 13. Consommation annuelle de (a) aliments, (b) boissons, et leur nature.
 14. Classification des métiers.
- A. Première division. Métiers et occupations d'après leur influence sur les individus occupés eux-mêmes.*
1. Personnes de dignité ou propriété, y compris les capitalistes fabricants et commerçants.
 2. Personnes de professions libres, et artisans.
 3. Personnes engagées actuellement à la défense du pays; donner leur rang et occupation particulière.
 4. Personnes engagées à la marine marchande, ou outremer à la mer, aux rivières ou canaux.
 5. Individus engagés personnellement aux métiers, au commerce, aux besognes et manufactures, ou à d'autres occupations qui ne sont pas compris dans les sections précédentes:
 - a) comprenant des exercices sévères ou modérés du corps, ou le contraire;
 - b) exercés au grand air, ou dans les ateliers, magasins, bureaux, ou d'autres places confinées.
 - c) comprenant la fraude par vapeurs ou miasmes de manière quelconque, ou par quelque sorte de pousière (y compris toutes les causes que l'on croit ordinairement nuisibles à la salubrité);
 - d) comprenant la continuation d'une position contrainte, ou d'une pression locale;
 - e) comprenant un montant extraordinaire de fraude par la tempête, par chaleur ou froid, ou par changements soudains de chaleur et froid.
- B. Seconde division. Métiers et occupations d'après leur influence sur la population des environs.*
1. Métiers et occupations saivies de nuisance, de préjudice pour la santé, ou de bruit.
 2. Métiers sans ce préjudice.
 3. Métiers dont la nuisance, l'injure à la santé, ou le bruit puissent être détournés ou diminués suffisamment par des précautions convenables.

4. Métiers dont la nuisance, l'injure à la santé, ou le bruit ne puissent être diminués suffisamment par quelque précaution.

15. Enterrements, leur prix, et la dépense de la maladie.

16. Statistique de santé, de maladie et mortalité dans les divers ordres d'écoles.

a) Influence du temps entier et demi d'instruction sur l'énergie physique et intellectuelle de la jeunesse avant leur maturation.

b) Résultats d'exercices spéciaux gymnastiques, tels que ramer les canots, exercices aux armes, jeux de paume, jeux à jet, etc.

c) Résultats d'exercices gymnastiques pratiqués par diverses classes à la méthode de Suède.

d) Situation topographique et construction des maisons et chambres d'écoles, leur découlement, ventilation et lumière, aussi l'espace cubique pour respiration dans les chambres à dormir, en rapport au nombre des garçons et filles y dormants.

e) L'extension et le caractère des terrains pour jouer et des écuilles couverts pour les exercices à temps humide.

C. Plan pour déterminer l'état sanitaire de la population de tous les États civilisés.

1. L'état sanitaire de chaque nation, et de chaque circonscription — tel que district en Angleterre, arrondissement en France, — devrait être distinctement mis en évidence. Le taux de la mortalité par 1 000 devrait être déterminé pendant une série d'années.

2. La mortalité, la vie moyenne, et les maladies mortelles de chaque population devraient être déterminées, pour tout le peuple, et séparément pour a) les districts les plus sains; b) pour les plus insalubres; et c) pour toutes les grandes villes. Des tables de vie devraient être construites à cet effet.

3. Au recensement, le nombre souffrant des infirmités principales, et des maladies qui empêchent le peuple de se livrer à ses occupations ordinaires, devrait être constaté. On devrait s'enquérir du nombre des malades dans les hôpitaux, de leur mortalité et de la durée de leurs maladies; et partout où cela est praticable, on devrait étendre l'investigation aux autres classes de la population, et notamment aux membres de toutes les Friendly Societies.

4. La stature, le poids, la force, la puissance du travail, et l'intelligence du peuple, sont des indications de santé qui devraient être explorées par groupes de la population à chaque âge, partout où cela est praticable.

5. Parmi les causes que l'on trouve avoir le plus grand effet sur la santé des gens du peuple, sont le sol, et le climat, l'air qu'ils respirent, et ses diverses impuretés, leur rapprochement, leur nourriture, et leurs boissons, l'action de leur esprit et leurs efforts musculaires, ou leur exercice et leur travail. En s'enquérant des causes, on devrait particulièrement s'assurer des effets de la variété des habitations, de la densité, de la proximité, de l'élévation, des latrines, des revenus de la population.

6. Les occupations ont une influence marquée sur la santé du peuple; et l'on sait que par de faciles modifications on peut rendre les professions les plus nuisibles à la santé, comparativement innocentes. C'est pourquoi le Congrès recommande une enquête spéciale dans tous les États, de l'effet des principales occupations du peuple sur la santé. Pour établir l'uniformité, des cadres, dont on a donné des exemples comme étant appliqués aux mineurs de l'Angleterre, sont recommandés à l'adoption, ainsi que tout ce que les circonstances peuvent suggérer.

7. Le Congrès représente aux Gouvernements la nécessité d'établir des officiers hygiéniques (Health Officers), et d'adopter les mesures les plus propres à assurer la publication de leurs rapports périodiques parmi le peuple de chaque localité, leur faisant connaître les progrès de leur état sanitaire.

8. Le Congrès suggère que dans chaque État on devrait publier des listes trimestrielles et, s'il est possible, par mois, des mariages, des naissances, des décès, des épidémies dans chaque district, et aussi une liste annuelle des décès et des maladies fatales à chaque période quinquennale de la vie. Les tables devraient, dans tous les cas, être accompagnées de rapports scientifiques et populaires.

9. Dans les grandes villes, des tables hebdomadaires, telles que celles de Loudres, devraient être publiées.

10. De cette manière l'état sanitaire de chaque partie de la population sera connu ; et les mesures efficaces que l'on pourra découvrir dans un pays pourront être appliquées dans tous les autres : ainsi la santé de la race humaine sera améliorée, et chaque nation aura sa part des avantages.

STATISTIQUE VITALE DU SERVICE NAVAL.

Londres
1860.

1. Le médecin devrait tenir un registre contenant les noms de tous les officiers et de tous les soldats, qui ne peuvent faire leur service. Ce registre devrait contenir dans des colonnes séparées, la date de l'entrée du malade sur la liste, l'âge, le rang, la maladie ou la blessure, la date du congé et ce qu'il est devenu, savoir, soit qu'on l'ait simplement exempté temporairement de son service, ou envoyé à l'hôpital, ou réformé, soit enfin qu'il soit mort. Et dans le but de s'assurer de la perte de service causée par la maladie ou par des blessures, on devrait ajouter une colonne, dans laquelle serait noté le nombre des jours que l'homme est resté sur la liste des malades.

2. Il est désirable que, dans le service naval, à la fin de chaque trimestre, le chirurgien fasse un rapport nosologique selon une classification commune de tous les cas de maladies et de blessures inscrits sur le registre des malades. Cette table, indiquant le nombre de toutes les maladies et de toutes les blessures eu classes, devrait, en outre, contenir dans des colonnes séparées, le nombre des hommes envoyés à l'hôpital, réformés, ou morts ; le nombre des cas à chaque période décennale de la vie, entre quinze ans et soixante-cinq, avec le nombre total des jours de service perdus à chacune de ces périodes pour cause de maladie ou de blessures. Dans le même rapport, il devrait y avoir une seconde table avec des colonnes pour indiquer le nombre des personnes à bord, de différents rangs et classes arrangées d'après leur âge. Et, afin de s'assurer de l'influence du climat ou de la localité sur la santé de l'équipage d'un vaisseau, la date du départ et de l'arrivée du vaisseau dans les différents ports ou autres lieux devrait être mentionnée.

3. En outre de ce registre, le chirurgien devrait tenir un journal médical destiné à être remis à la fin de chaque année, au chef du Département. Ce journal devrait contenir des détails de tous les cas intéressants, avec des remarques sur l'état sanitaire du vaisseau et de son équipage, sur la santé des habitants des divers ports où ils sont entrés, et sur tout autre sujet relatif à la médecine. A la fin du journal, une table contenant le nom de toutes les personnes gravement blessées devrait être donnée, avec une description des blessures ; ainsi qu'une table nosologique pour la statistique, contenant tous les cas entre le 1 Janvier et le 31 Décembre. Lorsque le vaisseau est resté continuellement toute l'année dans la même station, cette table est nécessaire pour préparer le rapport sur la santé de la station ; mais si l'on a changé de station, alors on doit se servir des rapports trimestriels, afin d'attribuer la maladie à la station où l'on était lorsqu'elle s'est déclarée.

4. Pour connaître le nombre des cas de certaines maladies qui ont lieu sur un vaisseau, il serait nécessaire de les inscrire sur le registre au moment où ils ont lieu, dans le registre des malades ; mais comme une personne peut avoir plusieurs attaques de fièvre avec des intervalles de santé, il ne serait pas juste, dans le but statistique, d'énumérer ces attaques successives comme des cas distincts ; ceci pourrait être évité en mettant le nombre des attaques successives dans une colonne du registre des malades en regard du nom du malade, et en les considérant comme un seul cas. A moins de prendre cette précaution, on ne pourrait avoir aucune confiance dans la statistique qui se propose d'indiquer le nombre des cas de phthisie, d'épilepsie, de fièvre, et certaines autres maladies, dans un nombre donné de la population.

5. Il serait également désirable de noter le nombre de fois que le nom de chaque personne est inscrit dans le registre, afin de s'assurer si une classe d'hommes n'est pas plus sujette aux maladies qu'une autre.

6. Dans le but de s'assurer aussi exactement que possible de la mortalité due aux différentes causes, il serait nécessaire, dans la grande majorité des cas, d'enregistrer la mort dans la colonne afférente à ces causes, et non pas dans celle des causes d'une nature secondaire. Par exemple, une personne

qui était enregistrée comme atteinte de diarrhée peut mourir du choléra, ou une personne peut mourir d'hydropisie à la suite d'une maladie de foie, ou d'épilepsie résultant d'une fracture du crâne; dans ces différents cas, la vraie cause de la mort a été la maladie primitive, et non pas la secondaire. D'un autre côté, il y a des cas dans lesquels il est difficile d'assigner la vraie cause, la cause spéciale; lorsqu'un homme, par exemple, meurt d'épilepsie résultant d'une intempérance longtemps prolongée, ou se suicide en se noyant pendant une attaque de délirium tremens, la vraie cause de la mort quoique éloignée, dans chacun de ces cas, est indubitablement l'abus des liqueurs alcooliques. — Conséquemment, en enregistrant des cas de cette nature il ne faut pas perdre de vue la cause primitive, la vraie cause de la mort. Cependant il y a des cas tellement compliqués qu'il est presque impossible d'assigner une cause particulière. Il y a même des cas dans lesquels l'action vitale cesse tout-à-coup, et ne laisse aucune trace de maladie. De là vient que les tables et les registres sur lesquels la statistique des maladies et de la mort est basée doivent nécessairement subir certaines corrections.

7. On rencontre assez souvent des difficultés assez semblables à celles ci-dessus quand on veut établir le taux de la mortalité due à des maladies spéciales à certaines localités et à certains métiers. Par exemple, la moyenne du taux des décès dans l'île de Madère, ayant pour cause la phthisie, pendant ces dernières quarante années, à l'égard soit de la population entière, soit des étrangers seulement, ne donnerait aucun vrai résultat. Dans l'armée et dans la marine, un grand nombre de décès ont lieu dans ce pays-ci, qui ont leur cause dans la fièvre ou la dysenterie contractée sur les côtes de la Chine; conséquemment, en essayant de montrer par des tables statistiques le taux de la mortalité dans ce pays-ci, ces décès devraient être retranchés, et transférés sur les registres tenus dans la région ou dans la localité où la maladie a été contractée.

STATISTIQUE SANITAIRE MILITAIRE.

1. Il est important pour toutes les comparaisons de statistiques militaires, sanitaires, de connaître les résultats observés simultanément eu égard aux soldats du service effectif, aux officiers brevetés et aux sous-officiers, chaque classe pour elle-même; et de distinguer dans la première classe le nombre des hommes qui se trouvent à l'hôpital et au service actif.

2. On s'informerait, pour chaque caserne ou station, des faits suivants:

1. le climat local et ses maladies prévalentes.
2. le sol.
3. la distance des rivières, mers, lacs, marais et terres humides le plus rapprochées et de terres qui sont cultivées d'une manière vraisemblablement préjudiciable à la santé.
4. l'accommodement total pour les troupes de la station, y compris les officiers brevetés, les sous-officiers et les soldats.
5. le nombre des bâtiments séparés, en usage comme casernes.
6. le nombre des étages de ces bâtiments; nombre des chambres et des hommes y logeants au grenier et au-dessus d'étables.
7. la hauteur du plus bas étage au-dessus du terrain.
8. le nombre des chambres dans la caserne.
9. le nombre réglementaire des hommes dans chaque chambre.
10. la longueur, largeur et hauteur de chaque chambre.
11. l'espace carré ou cubique occupé par chaque homme.
12. le nombre des fenêtres par chambre, leur hauteur et largeur.
13. le nombre des poêles par chambre.
14. les moyens de ventilation.
15. les matériaux de construction de la caserne.
16. le sol sur lequel la caserne est construite.
17. l'état des eaux qui y entrent ou qui en sortent.
18. le nombre des lieux d'aisance et des latrines.
19. le nombre des chambres ou bassins de lessive.

20. le nombre des baignoires.
21. les appareils de cuisine.
22. l'éclairage: au gaz; à la chandelle; à l'huile.
 3. Donner de semblables détails en ce qui regarde les hôpitaux.
 4. Les articles et la quantité de la ration du soldat; le même pour les rations dans les hôpitaux.
 5. Les matériaux et le poids de l'alimentation du soldat.
 6. La nature et le poids de l'armement.
 7. Désignation et nombre des usines.
 8. Salles d'école; le nombre des écoliers que l'on y peut placer.
 9. Bibliothèques militaires; nombre des volumes et des lecteurs.
 10. Amusements; appareils gymnastiques etc.
 11. Dimensions des corps de garde, et leur espace cubique par homme; les moyens de ventilation.
 12. Devoirs du soldat: le nombre de gardes par semaine; temps de l'entrée en faction et de la retraite; nombre, par semaine, de nuits passées au lit.
 13. Nombre et dimensions des cellules de prison; moyens de ventilation.
 14. L'espace carré et l'espace cubique par homme au bord d'un vaisseau transportant des malades; moyens de ventilation: aile, cheminée, soufflets à piston.

STATISTIQUE COMPARÉE DE LA SANTÉ ET DE LA MORTALITÉ DANS LA POPULATION CIVILE ET MILITAIRE.

I. Vitalité et Mortalité de la Population civile.

Le Congrès déclare:

Berlin 1869. 1. Pour calculer l'état de santé et de maladie d'une population, il est nécessaire que la statistique poursuive chaque individu à travers toutes les phases de son existence, depuis sa naissance jusqu'à sa mort.

2. En conséquence on contribuerait considérablement à diminuer l'étendue de ce travail, en limitant la représentation statistique de la santé et de la maladie aux périodes les plus saillantes de la vie humaine, ainsi que le Congrès croit pouvoir les désigner, savoir:

- a) la naissance et l'âge du lait (des enfants à la mamelle), comprenant l'espace qui s'étend de la naissance à l'accomplissement de la première année;
- b) la première enfance, ou le temps écoulé depuis la première année jusqu'à l'entrée à l'école (en Prusse, p. ex., la sixième année);
- c) l'âge de l'école, c'est-à-dire de six ans à quatorze;
- d) la période de la puberté, soit de la maturité du corps, et de la préparation à une profession, environ de quatorze à vingt ans;
- e) comme période intermédiaire, pour une partie seulement de la population masculine: l'âge des obligations militaires;
- f) comme période principale, celle de travail, de la fondation de la famille, environ de 20 à 60 ans;
- g) la période d'invalidité, environ de 60 ans jusqu'à la mort;
- h) la mort qui, cela s'entend, peut mettre un terme à la vie humaine dans chacune de ces périodes.

3. Conformément, en partie, aux résolutions des Congrès précédents, le Congrès émet les vœux suivants:

- a) Les établissements d'accouchement, d'enfants trouvés, les crèches, en outre les maisons d'orphelins, les institutions de santé, ainsi que les médecins préposés en traitement des pauvres, doivent être tenus de noter régulièrement et de publier des observations aussi exactes et aussi complètes que possible, d'un côté sur les naissances, de l'autre sur les

maladies, la mort et les causes de mort des enfants, des périodes désignées sous les lettres 2. a. et b.

- b) On engagera toutes les écoles publiques et privées à présenter annuellement des listes sur la morbidité et la mortalité des écoliers, ainsi qu'une description complète de leur local (en tant qu'il est destiné à l'usage des écoliers et écolières), en y ajoutant des détails sur la situation, l'espace, la ventilation, le chauffage et l'éclairage, et la désignation du nombre des maîtres et des écoliers, des heures de leçons par jour, des leçons de gymnastique et d'autres exercices, des vacances etc. (ainsi que cela a été décidé par le Congrès de Vienne).

- c) Là où, comme en Allemagne, on est arrivé à dresser une statistique parfaitement complète des sociétés de gymnastique, et de la gymnastique en général, il serait bon de joindre aux relevés sur la force et les résultats de cet art des notices de statistique hygiénique en général; et vu la haute importance de la matière, il est tout particulièrement à souhaiter que de tous côtés on prête un appui énergique aux efforts statistiques des sociétés de gymnastique.

S'il existe dans d'autres pays des sociétés analogues pour le développement de la force, de l'adresse corporelle, telles par exemple qu'en Angleterre les yachtclubs, les corps de rifle et de volontaires, en Suisse les sociétés de carabiniers, les fêtes de lutteurs etc.; il est aussi à souhaiter que ces sociétés fournissent des notes statistiques sur leur action et leurs résultats.

- d) Les Gouvernements voudront bien aussi aviser à ce que l'examen corporel des hommes tenus au service militaire soit relevé de sorte que les résultats de cet examen puissent être considérés comme un miroir fidèle de la constitution physique de la nation (voir II, la statistique du recrutement).

- e) Afin d'obtenir des données suffisantes et comparables sur l'état de santé et de maladie des personnes comprises dans la période du travail, il est nécessaire que, outre les données que le Congrès a formulées sur les accidents, celles qui sont prises sur les maladies et la durée ainsi que les résultats du traitement dans les hôpitaux, auprès des nombreuses caisses de secours, ou institutions d'assurance contre les maladies, se fassent d'après un plan uniforme.

- f) Afin d'obtenir des renseignements exacts sur la période d'invalidité, notamment sur son entrée et sur sa durée, il est indispensable de recueillir d'après un plan uniforme les données nombreuses de l'expérience sur ce domaine.

- g) En tant que les expériences recueillies toujours en plus grand nombre dans les sociétés d'assurance sur la mort et les causes de mort des assurés peuvent être considérées comme les plus précieuses et les plus exactes, on doit faire des efforts pour amener les notices des sociétés d'assurance sur la vie à suivre un plan uniforme, qui permette d'établir une comparaison de mortalité d'après le sexe, l'âge, la profession, l'occupation etc. entre les « vies éternelles » dans les différentes nations.

4. Le Congrès est d'avis qu'à côté des relevés spéciaux, d'après l'âge, de l'état de santé et de maladie de la population dans ses diverses périodes, on ne peut se passer ni de recensements périodiques et faits avec soin, ni de notices exactes sur le mouvement de la population. Le Congrès exprime, au contraire, le vœu que les recensements, ainsi que l'enregistrement des cas de mort, s'étendent en tous cas à l'âge respectif des vivants et des décédés, par indication des années de naissance de ces individus, attendu que par ce moyen seulement on peut arriver à recueillir le matériel nécessaire pour les tables de mortalité et pour les informations importantes au point de vue de l'économie politique sur les « années de vie » et les « années de mort. »

Note. — Nous entendons par « années de vie » d'une population le nombre total des années de tous les individus faisant partie d'une population comptée à un jour donné. Par contre nous appelons « années de mort » d'une population le nombre total des années qu'ont vécu, jusqu'à la mort, les individus de la population morts dans l'année du recensement.

II. Statistique du Recrutement.

1. Le Congrès reconnaît dans le recrutement (la conscription, le remplacement) une des occasions les plus importantes de recueillir des observations statistiques certaines sur l'état physique d'une grande fraction de la population masculine, observations non seulement utiles pour fixer par expérience les bases du recrutement, mais aussi pour fournir une appréciation sûre du bien-être de la population.

2. C'est pourquoi le Congrès recommande qu'on fasse recueillir et régulièrement publier, de la manière la plus exacte et la plus vaste, les relevés de l'état physique event. psychique de toutes les personnes appelées au conseil de révision, y compris celles qui n'ont pas la taille requise et celles qui sont exemptées pour non-qualification incontestable à première vue, même quand les dernières n'ont pas été présentées à la commission du recrutement.

3. Le Congrès recommande, comme les points principaux de ces relevés, destinés aussi à remplir quelques rubriques des formulaires à établir, les suivants:

- a) la désignation du lieu de naissance, des occupations et de l'année de naissance du conscrit;
- b) la désignation de la taille, du poids et de la circonférence du thorax;
- c) la désignation de l'état morbide ensuite duquel la dispense du service a eu lieu;
- d) la désignation des défauts corporels qui malgré leur présence n'ont point empêché le recrutement du sujet.

Pour qu'on obtienne des résultats statistiques du mesurage de la circonférence du thorax, il est nécessaire de mesurer officiellement d'après la même méthode. On recommande pour celle-ci de mesurer la circonférence du thorax pendant la pause d'haleine, dans la plaine horizontale des mamelons, les bras étendus aux côtés de la tête.

4. Quant à l'assemblage des listes établies à l'occasion du recrutement, le Congrès recommande les tableaux suivants (voir les Appendices I. à VI.):

- I. un tableau de toutes les personnes admises à la conscription, d'après leurs domiciles et leurs âges, avec l'indication de leur aptitude, inaptitude, enrôlement, renvoi et libération;
- II. le même d'après les professions;
- III. un tableau de la taille, du poids et de la circonférence thoracique, d'après les domiciles, les âges et les degrés d'aptitude;
- IV. le même d'après les professions;
- V. un tableau des résultats du recrutement, par rapport aux défauts ou maladies des personnes jugées inaptes et renvoyées, d'après la taille, le poids et la circonférence thoracique;
- VI. le même d'après les professions;
- VII. pour les États d'une population mixte de plusieurs nations, il est recommandé d'établir des tableaux particuliers à l'égard des nationalités.

5. Les tableaux V et VI seront dressés par les médecins du recrutement et envoyés à l'autorité médicale. Celle-ci les examinera et en fera le résumé général, auquel on joindra le registre de toutes les personnes qui auront été renvoyées de l'armée dans les premiers six mois pour de semblables défauts ou maladies qu'ils n'auront pas contractés pendant leur temps de service (comparez le formulaire V, rubriques 5 à 6).

6. Le Congrès recommande aux Gouvernements les formulaires suivants pour les tableaux indiqués ci-dessus.

1. Résultats de la révision dans les divers cercles de recrutement d'après la classification par âge.

Colonne indépendante:

Classes d'âge: hommes nés 1) en 1846 et plus tard (NB. supposé le rapport du formulaire à l'an 1863); 2) en 1845; 3) en 1844; 4) en 1843; 5) en 1842; 6) en 1841; 7) en 1840; 8) en 1839; 9) en 1838 et plus tôt. (Chaque classe occupe une ligne.)

Colonnes dépendantes:

1. Nombre des hommes nés dans les années sus-nommées, sujets à la conscription en général.
2. Nombre de ceux qui ont passé la révision.
3. Nombre de ceux trouvés propres au service.
4. Nombre de ceux hors d'état de servir pour cause d'infirmité ou de maladie.
5. Nombre de ceux renvoyés pour insuffisance de taille.
6. Nombre de ceux renvoyés pour cause d'infirmité.
7. Nombre des enrôlés.
8. Nombre de ceux exemptés par la réclamation, le sort ou le remplacement.

*II. Résultats de la révision dans les cercles de recrutement
d'après la classification par profession.*

Colonne indépendante:

Classe de professions: NB. Les professions nationales étant d'une haute importance, il ne conviendrait pas d'arranger un tableau international de ces classes, détaillé et uniforme. Groupes internationaux et généraux de professions: 1) agriculture et entretien du bétail; 2) industrie proprement dite; 3) commerce; 4) transport; 5) services personnels; 6) service de santé; 7) éducation et instruction (maîtres et écoliers obligés au service d'après leur âge); 8) arts et sciences, littérature, presse périodique; 9) culte religieux; 10) administration de la Maison régnante, de l'État, communale; 11) justice; 12) armée et marine de guerre; en outre: 13) hommes sans profession. (Chaque classe occupe une ligne).

Colonnes dépendantes:

Les mêmes qu'au dessus sous I.

III. Résultats de la révision dans les cercles de recrutement d'après la taille des conscrits.

Colonne indépendante:

Classes d'âge: Les mêmes qu'au-dessus: I.

Colonnes dépendantes:

A. Nombre des conscrits:

1) au-dessous de 5 pieds prussiens (ou en mètres); 2) de 5 à 5½ pieds; 3) au-dessus de 5½ à 6 pieds; 4) au-dessus de 6 pieds.

B. Nombre de ceux trouvés propres au service:

5) au-dessous de 5 pieds; 6) de 5 à 5½ pieds; 7) au-dessus de 5½ à 6 pieds; 8) au-dessus de 6 pieds.

C. Nombre de ceux hors d'état de servir pour cause d'infirmité ou de maladie:

9) au-dessous de 5 pieds; 10) de 5 à 5½ pieds; 11) au-dessus de 5½ à 6 pieds; 12) au-dessus de 6 pieds.

NB. — Des tableaux indiquant la mesure du thorax et le poids seraient à dresser précisément comme III à l'égard du contenu des colonnes primaires, et pour le contenu des colonnes secondaires analogiquement au III^{ème} tableau.

*IV. Résultats de la révision dans les cercles de recrutement d'après les professions
et la taille des conscrits.*

Colonne indépendante:

Classes de professions: Les mêmes qu'au-dessus: II.

Colonnes dépendantes:

Classes d'après la taille: Les mêmes qu'au-dessus: III.

V. Résultats de la révision dans les cercles de recrutement d'après les infirmités ou maladies qui sont reconnues comme causes de renvoi.

Colonne indépendante:

Classification des maladies.

- I. Maladies d'infection.
- II. Intoxications.
- III. Parasites végétaux et animaux.
- IV. Fautes et déformations acquises.
- V. Fautes et déformations naturelles.
- VI. Hernies.
- VII. Dérangements du développement et de l'alimentation.
- VIII. Dérangements de la circulation du sang.
- IX. Dérangements des fonctions des organes.
- X. Maladies organiques.

Le tableau VII pourrait servir de modèle pour la classification des maladies dont celle au-dessus indique seulement les groupes. Chaque maladie occuperait une ligne dans la colonne indépendante et serait à désigner par un numéro.

Colonnes dépendantes:

Nombre des conscrits, c'est-à-dire:

Nombre de ceux hors d'état de servir: 1) au-dessous de 5 pieds; 2) au-dessus de 5 pieds.

Nombre de ceux propres au service: 3) au-dessous de 5 pieds; 4) au-dessus de 5 pieds.

Nombre de ceux congédiés pendant les premiers six mois du service: 5) au-dessous de 5 pieds; 6) au-dessus de 5 pieds.

VI. Résultats de la révision dans les départements de recrutement d'après les infirmités et les professions des conscrits.

Colonne indépendante:

Classes de professions: Les mêmes qu'au-dessus: II.

Colonnes dépendantes:

Classes de maladies: Les mêmes que: V.

Annexe: Classification des maladies et infirmités.

I. Maladies d'infection.

Syphilis. Fièvre intermittente. Rhumatisme.

Struma. etc.

II. Intoxications.

Hydrargyrose. Ergotisme. Alcoolisme, etc.

III. Parasites végétaux et animaux.

a) végétaux: 1) *teinea*. 2) *herpes*.

b) animaux: rage.

IV. Fautes et déformations acquises.

a) Crâne: *Calvitie*.

b) Visage: Manque de nez, de lèvres, de paupières, cicatrices de grande extension, manque de dents.

c) Cou: *Torticolis*.

d) Poitrine: Poitrine étroite (*pectus angustum*), poitrine déformée.

- e) Colonne vertébrale: Tortuosités (*Scoliosis. Kyphosis. Lordosis.*)
- f) Extrémités:
- aa) de la partie supérieure: déviation de la colonne vertébrale. Suites de fractures et de luxations. Contractions et ankyloses. Grumeaux (*manus valga et vara*). Mutilations (*mutilatio*.)
 - bb) de la partie inférieure: Cuisse déviée. Extrémités inégales. Pied plat (*pes planus*). Pied bot (*pes valgus, varus*). *Genus valgum et varum*. Contraction et ankyloses. Suites de fractures et de luxations. Abcès, cicatrices (*ulcera, cicatrices*). Mutilations (*mutilatio*).
- V. Fautes et déformations naturelles.
- Hermaphroditisme. Rétention des testicules (*retentio testicularum*). Bec de lièvre (*labium leporinum, palatum fissum*). Manque ou nombre surnuméraire de doigts de la main ou du pied (*defectus vel duplicitas digitorum manus et pedis*). Fissures (*fissurae congenitae*). Fistule au cou (*fistula colli congenita*). Envies de grande extension (*nevi*) Luxations (*luxationes congenitae*) etc.
- VI. Hernies.
- Disposition aux hernies (*dispositio herniosa*). Hernies des différentes parties.
- VII. Dérangement du développement et de l'alimentation.
- Débilité universelle (*debilitas universalis*). Atrophie (*atrophia, cachexia pauperum*). *Oligæmia. Chlorosis. Rhachitis. Arthritis. Lithiasis. Scrofulosis. Polysarcie. Leukæmie. Tumores. Lepria* (leprosis, lèpre, *elephantiasis Græcorum*). *Elephantiasis Arabum* (*pachydermie*). *Pellagra* etc.
- VIII. Dérangement de la circulation du sang.
- Hydropsie anasarque. Ascites. Hæmorrhôides. Varicocèle.*
- IX. Dérangement des fonctions des organes.
- Sourdi-mutisme (*mudo surditas*). Crétinisme. Imbecillité (*debilitas mentis*). Aliénation mentale (*alienatio mentalis*). Épilepsie. Autres convulsions (*spasmi*). Ballonnement (*balbuties*). Dérangement de la voix (*vitia vocis*). Surdité, ouïe dure (*surditas, bursyskæa*). *Myopia. Hypermetropie. Strabisme, diplopie* (*strabismus, diplopia*). Cécité de jour et de nuit (*hemeralopia, nyctalopia*). Parésie. Paralyse etc.
- X. Maladies organiques.
- a) Peau: Exanthèmes chroniques (*psoriasis* etc.) Sueurs des pieds (*sadorea pedum*). Conflagrations, maladies causées par le froid (*combustio, congelatio*).
 - b) Muscles: *Atrophia muscularis progressiva*.
 - c) Os et articulations: Carie. Nécrose de os. Hydrarthrose. Périostite. Inflammation des articulations (*inflammatio articularum, caries articularum, synovitis*).
 - d) Système sanguin.
 - aa) Cœur: Défectuosités des valvules (*vitia valvularum cordis*). Palpitations.
 - bb) Artères: (*Aneurysma*).
 - cc) Veines: (*Varices*).
 - e) Système nerveux: *Hydrocéphale*. Suites de l'apoplexie. *Névralgies*. Maladies de la moëlle épinière.
 - f) Organes des sens.
 - aa) Oeil: *Anoræsis, Amblyopia*. Cataracte. Troubles de la cornée (*opæitas corneæ*). *Phthisis bulbi. Staphylome. Trichiasis*. Trachôme et granulations. Fistule lacrymale (*fistula lacrimalis*). Inflammation chronique des paupières. *Ectropium* etc.
 - bb) Oreille: *Otorrhæa*.
 - cc) Nez: *Ozæna*.
 - g) Organes de la respiration: *Phthisie. Emphysème. Asthme. Empyème. Hydrothorax*. *Catarrhe chronique*.
 - h) Organes de la digestion: *Stomatite fœtide*. Maladies chroniques de l'estomac, du foie, de la rate etc. *Prolapsus et fistule de l'anus. Péritonite chronique*.

- i) Organes de l'urètre et parties sexuelles: *Néphrite (morbus Brightii)*. Catarrhe de la vessie (*catarrhus vesicæ*). *Ischuria et stricturæ*. *Emuresis*. Fistules urinaires (*fistulæ urethrales*). Maladies chroniques de la prostate. *Hydrocèle*. Inflammations des glandes, etc. etc.

III. État sanitaire des Armées.

1. Le Congrès considère l'établissement d'une vaste statistique de l'état sanitaire des armées comme l'une des tâches les plus urgentes des Gouvernements, parce que seule cette statistique donne la vraie mesure d'après la quelle on puisse juger de l'influence des institutions existantes sur l'état plastique, sur l'aptitude générale des personnes incorporées à l'armée.

2. Une pareille statistique peut atteindre à une rare perfection, si les Gouvernements exigent des rapports soignés de leurs agents, si la forme de ces rapports est exacte et uniforme, et si les résultats en sont régulièrement publiés.

3. Le Congrès tient pour nécessaire:

- a) que toutes les personnes appartenant à l'armée, y compris les officiers, soient prises, en considération dans les rapports mentionnés;
- b) que chaque affection qui pendant un jour enlève un homme au service militaire, y soit comprise, même en cas qu'il n'est pas entré à l'hôpital.

4. On considérera comme la base de ces rapports pour chaque armée, le corps de troupes qui représente l'unité tactique et ordinairement indivisible, tel que le bataillon etc.

5. Les premiers relevés à faire sont la statistique de toutes les affections, congés et décès des diverses armées:

- a) d'après les corps de troupes,
- b) d'après l'armée,
- c) d'après les lazarets,
- d) d'après les garnisons,
- e) d'après les logements (casernés ou non casernés),
- f) d'après les circonstances se rapportant au service, ou
- g) d'après les circonstances personnelles, en particulier d'après l'année de la naissance de chaque soldat;
- h) éventuellement d'après les arrondissements du recrutement.

6. Les troupes forment des listes, qui contiennent le nom, l'âge, la nationalité, le lien de naissance, l'arrondissement du recrutement, la durée de service, le logement, la circonférence du thorax, le poids du corps de chaque soldat; le médecin y ajoute le jour de l'affection, le nom de la maladie et la marche qu'elle a prise.

7. Le Congrès recommande dans ce but les relèvements suivants:

- a) Rapport mensuel et rapport annuel du corps de troupe, Nr. I., contenant un coup d'œil spécial sur les diverses affections, les invalidés et les décès, par rapport au temps de service.
- b) Rapport mensuel et rapport annuel du corps de troupe, Nr. II., contenant un tableau comparatif des maladies, d'après l'année de naissance, la taille, la circonférence thoracique, par rapport au temps de service.
- c) Rapport mensuel et rapport annuel du corps de troupe, Nr. III., contenant le nombre des jours de traitement, par rapport au temps de service et au rang.
- d) Rapport mensuel et rapport annuel du corps de troupe, Nr. IV., contenant un tableau des hommes libérés pour incapacité de service et des invalidés, d'après leur année de naissance, leur taille, leur circonférence thoracique, par rapport au temps de service et au rang.
- e) Rapport mensuel et rapport annuel de garnison, Nr. I., contenant un tableau des affections dans les divers corps d'armée et armes différentes, par rapport au temps de service et au logement.
- f) Rapport mensuel et rapport annuel de garnison, Nr. II., contenant un tableau spécial des maladies dans les divers corps d'armée et armes différentes, eu égard au logement.
- g) Rapport mensuel et rapport annuel du lazaret de la garnison, contenant un tableau spécial

des maladies qui ont atteint des hommes y traités de divers corps de troupes ou armes différentes, y compris les passants.

8. On recommande au prochain Congrès de statistique de poser des questions sur la nourriture, l'habillement, l'armement, le logement et le service des soldats; mais déjà dès-à présent il est à désirer qu'au moins annuellement des données exactes soient publiées sur les points suivants: 1) Habillement. 2) Armement. 3) Entretien (y compris la solde). 4) Service (spécialement service de garde). 5) Gymnastique. 6) Logement.

9. Le Congrès recommande aux Gouvernements les formulaires pour les tableaux de l'état pathologique, de l'invalidité et de la mortalité de l'armée, qui se trouvent pag. 63—67 du programme.

Note. La résolution 9, arrêtée pas la Section, n'a pas été mise aux voix dans la séance générale du Congrès. Ainsi la recommandation en question par le Congrès est douteuse. C'est par cette raison que la Rédaction de ce Compte-rendu hésita de joindre les formulaires et la classification des maladies au texte des autres résolutions.

IV. Statistique des Hôpitaux.

Le Congrès arrête, conformément à la proposition signée par MM. Neumann, Wilms et Hirsch, pag. 69—70 du programme, de recommander de nouveau aux différents Gouvernements les arrêtés du Congrès précédent concernant la statistique des hôpitaux.

T. ÉDUCATION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

INSTRUCTION, ÉDUCATION. — MANIÈRE DE LES APPRÉCIER, D'EN MESURER LES DEGRÉS. — ADOPTION DE BASES UNIFORMES.

Les établissements d'éducation et d'instruction se divisent en quatre catégories principales:

Bruxelles
1863.

1. Ceux qui sont affectés à l'enseignement primaire (1^{er} degré): crèches, salles d'asile, écoles gardiennes ou maternelles, écoles primaires proprement dites, écoles primaires supérieures, écoles de répétition, d'adultes, dominicales, etc.; pensionnats, écoles normales pour l'instruction primaire, écoles d'aveugles ou des sourds-muets, écoles charitables, maisons d'orphelins ou de refuge, écoles annexées à des établissements industriels, à des établissements de bienfaisance ou de répression.

2. Ceux qui sont affectés à l'enseignement moyen (2^e degré): athénées, lycées, gymnases, collèges, écoles industrielles et commerciales, d'agriculture, d'horticulture, d'arboriculture et de médecine vétérinaire, écoles de navigation, etc.

3. Ceux qui sont affectés à l'enseignement supérieur (3^e degré): universités, écoles du génie civil, des mines, des arts et manufactures, d'économie agricole et forestière, etc.

4. Ceux qui sont affectés à un enseignement spécial, distinct de ceux qui précèdent: enseignement religieux, séminaires, enseignement industriel pratique; ateliers d'apprentissage; enseignement artistique, académiques, écoles de dessin, etc.; enseignement musical, conservatoires, écoles, cours de musique; enseignement gymnastique; enseignement militaire, compagnies d'enfants de troupe, compagnies d'école et écoles du soir dans les régiments; écoles supérieures militaires, écoles d'équitation, de pyrotechnie, etc.

La statistique de l'éducation et de l'instruction doit comprendre pour chaque catégorie d'établissements:

1. le nombre et la spécification des établissements, en indiquant, autant que possible, à titre de renseignement, les objets de l'enseignement, les méthodes, la langue dans laquelle l'enseignement se donne, le caractère confessionnel, s'il y a lieu, etc.;

2. le nombre des maîtres, instituteurs et professeurs;
3. le nombre des élèves, en distinguant les sexes et en indiquant, autant que possible, les âges;
4. les traitements et émoluments des instituteurs et professeurs;
5. l'administration et l'inspection;
6. les institutions accessoires et complémentaires: conférences, cours publics, bibliothèques, musées et collections, publications, encouragements et récompenses, concours, bourses d'étude et de voyage, caisses de prévoyance, pensions de retraite ou en faveur des veuves et des orphelins;
7. les recettes et les dépenses, en spécifiant, pour les premières, le montant des rétributions des élèves, des allocations ou subsides de l'État, des administrations publiques et de bienfaisance, et, pour les secondes, les frais d'administration et d'inspection, du matériel, du personnel enseignant, etc.

Indépendamment des renseignements généraux qui précèdent et qui, pour la plupart, peuvent se traduire par des chiffres, il y a lieu:

- a) D'indiquer et de faire ressortir la combinaison de l'éducation avec l'instruction à ses divers degrés.
- b) D'indiquer les mesures spéciales prises pour l'éducation et l'instruction des enfants de la population rurale, de la classe ouvrière dans les villes et de la classe indigente: enseignement gratuit, obligatoire; encouragements, moyens de contrainte.
- c) De distinguer, pour les établissements et écoles du premier degré, entre la fréquentation d'été et celle d'hiver.
- d) De préciser, autant que faire se peut, les résultats du système d'éducation et d'instruction de manière à en faire ressortir l'efficacité: examens, grades, diplômes; degré d'instruction des jeunes gens appelés au service militaire, des détenus dans les prisons; relevé des signatures apposées aux actes de l'état civil, etc.
- e) D'indiquer les circonstances favorables ou défavorables qui ont pu influer sur ces résultats.

STATISTIQUE DE L'INSTRUCTION.

A. Direction et surveillance de l'instruction publique.

Vienne
1887.

1. Autorité suprême de l'éducation et de l'enseignement.
Sa composition, étendue de ses fonctions, mode de sa gestion et de l'expédition des affaires.
2. Autorités intermédiaires de l'éducation et de l'enseignement.
 - a) dans la province (le département, district administratif etc.): relativement à l'instruction religieuse; relativement aux autres branches de l'enseignement.
 - b) dans le cercle (arrondissement etc.): idem.Leur composition, étendue de leurs fonctions, mode de la gestion et de l'expédition des affaires.
3. Autorités locales de l'éducation et de l'enseignement.
Leur composition: étendue de leurs fonctions, mode de la gestion et de l'expédition des affaires.

B. Dépenses pour l'éducation et l'enseignement en général.

Existence d'un fonds consacré aux écoles ou aux études en général.

État actif (possession d'immeubles, capitaux actifs et autres propriétés) et son passif à la fin de l'année

Recettes (rapports des immeubles, intérêts des capitaux actifs, dotation du trésor de l'État, contingents des provinces, des communes, des corporations, des particuliers, et autres recettes).

Dépenses (traitements du personnel enseignant, frais d'entretien des localités en propre, frais de location des bâtiments loués, frais d'acquisition et d'entretien des collections de moyens d'instruction, frais pour autres besoins des écoles, intérêts et amortissement des capitaux passifs, autres frais).

Autres ressources pour soutenir ces dépenses.

Rapports des immeubles et des capitaux actifs de ces établissements.

Contingents: des étudiants ou élèves; de l'État, des provinces, des communes, des corporations, des particuliers.

Autres recettes.

Dépenses faites: par l'autorité scolaire suprême; par les autorités intermédiaires; par les autorités locales.

C. Exposé des écoles primaires en généra¹.

Obligation de créer et d'entretenir des écoles primaires ou petites écoles; étendue et maintien de cette obligation.

Nombre et répartition des écoles primaires, nombre des communes sans écoles primaires avec l'indication des établissements qui, d'une manière quelconque, peuvent les remplacer (écoles ambulantes, écoles d'hiver, enseignement réduit à un petit nombre d'heures etc.).

Surveillance exercée par l'État, ses degrés et l'étendue de son action.

Rapports de la commune avec l'école.

Participation des différents cultes à la direction et à la surveillance de l'école primaire.

Dénomination des diverses catégories (degrés) d'écoles primaires; étendue de l'enseignement, dans chacune d'elles (en distinguant les matières de l'enseignement, en matières absolument obligatoires pour tous, relativement ou non obligatoires).

Étendue de l'obligation de fréquenter les écoles primaires; mode de la mise à exécution de cette obligation.

Mesures destinées à empêcher que les enfants ne soient distraits de la fréquentation des écoles par des travaux d'agriculture ou d'industrie.

Dispositions relatives au nombre des élèves à recevoir par classe (soit d'une manière absolue, soit en égard à l'espace des localités).

Durée et subdivision de l'année scolaire; nombre, par semaine, des leçons obligatoires pour tous les élèves.

Durée et distribution des vacances, nombres de jours de vacances, défalcation faite des dimanches.

Instruction gratuite ou rétribuée des écoles primaires; participation gratuite (s'il y a lieu) des élèves à la fourniture des objets servant à l'enseignement.

Dispositions concernant les livres d'instruction (approbation, inprimerie, débit etc.)

Obligations imposées aux écoliers d'assister aux exercices religieux.

Enseignement privé relativement aux matières enseignées dans l'école primaire.

D. a. Statistique spéciale d'une école primaire pour la jeunesse.⁽¹⁾

Dénomination de l'école primaire et lieu où elle est située.

Localités destinées à l'enseignement.

Modifications s'écartant des règlements généraux en vigueur qui peuvent avoir été introduites dans l'organisation de cette école.

Nombre des classes et des divisions de l'école.

Nombre des enfants qui, par leur âge, sont obligés ou autorisés à fréquenter l'école.

Distance maximum et moyenne du siège de l'école des localités comprises dans le rayon scolaire.

Culte dominant, auquel est affectée l'école primaire (dont la fréquentation est permise aux écoliers d'autres cultes — ou non).

Langue dans laquelle se donne l'enseignement; si l'enseignement se donne en plusieurs langues, déterminer les limites de l'usage de chacune d'elles selon les classes ou les matières de l'enseignement.

L'école est destinée: à des garçons; à des filles; écoles mixtes pour les deux sexes, dans des salles séparées ou non séparées.

⁽¹⁾ Ici on indiquera aussi les salles d'asiles, les jardins d'enfants, en tant qu'ils sont destinés à donner l'instruction préparatoire.

Dispositions sur la capacité et la nomination des directeurs, des instituteurs et institutrices employés dans cette école primaire.

Nombre des directeurs, des instituteurs et des institutrices suivant les catégories établies.

Nombre des leçons, par semaine, à la charge d'un instituteur ou maître.

Assistance prêtée aux maîtres par les élèves avancés, selon la méthode de l'enseignement mutuel.

Distinction des maîtres, suivant leurs catégories, en instituteurs laïques et en instituteurs ecclésiastiques, de ces derniers, en prêtres séculiers et en prêtres réguliers (en désignant l'ordre auquel ils appartiennent), des sœurs régulières et des sœurs laïques (en désignant l'ordre auquel elles appartiennent).

Classification des instituteurs d'après les catégories du traitement fixe. Autres émoluments en argent ou en nature provenant de leur fonction. Emplois joints à celui de l'enseignement et revenu qui en résulte.

Distinctions et récompenses accordées aux instituteurs d'année en année.

Pensions et secours accordés aux membres du corps enseignant devenus infirmes sans qu'il y ait de leur faute, ou à leurs familles.

Participation du clergé local à l'instruction religieuse, nombre des leçons par semaine.

Nombre des enfants qui fréquentent l'école: 1. *a*) garçons; *b*) filles. 2. *a*) en hiver; *b*) en été.

Causes, s'il y a lieu, du peu de fréquentation de l'école.

Causes de la différence de la fréquentation de l'école, suivant les saisons.

Classification des élèves fréquentant l'école: suivant leur religion; suivant la langue; suivant l'âge.

Montant et mode de recouvrement de la rétribution scolaire et des autres contingents des élèves.

Conditions de l'admission gratuite totale ou partielle.

Nombre des élèves admis soit entièrement, soit en partie gratuitement; nombre des élèves payants.

Existence des bourses; nombre des boursiers et montant de leur pension en argent ou en nature.

Nombre des élèves d'une maison d'éducation qui se trouvent parmi les enfants fréquentant l'école.

Enseignement de la gymnastique, de la musique, du chant, du dessin, des matières d'instruction générale (telles que l'économie politique, l'histoire, les langues vivantes, etc.), des travaux d'agriculture et d'horticulture, d'autres travaux manuels, de travaux à l'aiguille etc.

Mode et étendue de la participation à ces branches d'enseignement.

Distribution de distinctions ou de récompenses aux élèves.

Importance de la distribution faite aux élèves de livres de classe et d'autres objets servant à l'enseignement.

Nombre des élèves de l'enseignement privé qui se sont présentés à l'examen de l'école primaire, par sexe, religion, langue; indiquer s'ils sont dans une maison d'éducation (pensionnat).

État financier de l'école à la fin de l'année: propriétés foncières, bâtiments; capitaux placés; autres.

Passif à la fin de l'année....

Recettes de l'année: *a*) revenus des immeubles, *b*) intérêts des capitaux placés, *c*) rétributions scolaires et autres contingentes des élèves, *d*) subventions: de l'État, des provinces, des communes, des corporations, des particuliers, *e*) autres recettes.

Dépenses de l'année: *a*) traitements du personnel enseignant, *b*) frais d'entretien des locaux possédés à titre de propriétaire, *c*) frais de location des bâtiments loués, *d*) intérêts des emprunts ou dettes, *e*) amortissement des emprunts ou dettes, *f*) autres frais.

École de travaux à l'aiguille ou école industrielle dépendant de l'école primaire: *a*) étendue de l'obligation ou de l'autorisation de fréquenter cette école; *b*) enseignement gratuit ou rétribué; *c*) objets de l'enseignement; *d*) fréquentation de cet enseignement; *e*) produit des travaux et sa répartition.

École de répétition dépendant de l'école primaire;

a) elle se tient: les dimanches; les soirs des jours ouvrables.

b) objet des cours.

c) âge scolaire légal de... à.... ans.

d) sont obligés de fréquenter l'école; garçons; filles.

e) la fréquentent réellement: garçons filles.

D. b. Statistique d'une école pour instruire des élèves adultes dans les objets d'enseignement des écoles primaires.⁽¹⁾

- 1 Dénomination de l'école et lieu où elle est située; autre destination, s'il y en a, de l'école.
- Mode de la direction supérieure.
- Dénomination et destination spéciale des espaces de l'établissement.
- Division de l'établissement en classes.
- Culte dominant auquel elle est affectée, ou autre caractère particulier de l'école.
- Elle se tient: les dimanches, les soirs des jours ouvrables etc.
- Objets d'enseignement.
- Nombre des leçons (par an, par semaine, par jour)
- Direction immédiate.
- Nombre des instituteurs ou des institutrices, en distinguant ceux qui sont salariés et ceux qui enseignent gratuitement.
- Nombre des individus qui profitent de l'enseignement des matières d'instruction, suivant les saisons.
- Age des élèves.
- Les individus qui fréquentent cette école paient-ils? Montant de la rétribution.
- Nombre des individus qui contribuent à l'entretien de l'école sans participer à l'instruction.
- État financier, passif, recettes, dépenses, comme ci-dessus dans le questionnaire *D. a.*

E. Statistique générale des gymnases ou collèges et des autres écoles secondaires destinées à préparer aux carrières savantes.

Indiquer les limites et le but de l'enseignement des gymnases, les conditions d'admission et les termes légaux de ces études.

Participation des professeurs à la direction immédiate d'un gymnase.

Rapport de la direction d'un gymnase avec l'administration communale (les commissions et comités etc. de la commune).

Surveillance qu'exerce le Gouvernement sur les gymnases, ses degrés et l'étendue de son action.

Participation des différents cultes à la direction et à la surveillance de l'enseignement des gymnases.

Mode de la nomination des professeurs; part que l'institut, la commune ou une corporation prend à la nomination.

Traitement des professeurs suivant leurs catégories, échelle de l'augmentation successive du traitement et conditions de l'augmentation du traitement fixe.

Indiquer si c'est le système des professeurs de classes (régents) ou celui des professeurs spéciaux, ou bien un système mixte qui est en vigueur.

Dénomination des différentes catégories (degrés) des écoles secondaires mentionnées ci-dessus, étendue de l'enseignement de chacune de leurs catégories (avec la division des matières d'enseignements en matières absolument obligatoires, relativement obligatoires, et non obligatoires ou libres).

Dispositions relatives au nombre des élèves à recevoir par classe (d'une manière absolue ou eu égard à l'espace).

Durée et divisions de l'année scolaire; nombre des leçons obligatoires, par semaine, pour tous les élèves.

Durée et distribution des vacances, nombre des jours des vacances, défaction faite des dimanches. Montant de la rétribution scolaire et des autres paiements des élèves; mode et conditions de l'exemption des paiements.

Disposition sur les livres de classes (approbation, imprimerie, débit etc.).

⁽¹⁾ Ici on indiquera aussi les sociétés des jeunes ouvriers, les écoles d'apprentis, les écoles militaires pour la troupe etc.

Règlement disciplinaire, obligation des élèves d'assister régulièrement aux exercices religieux de leur confession.

Admissibilité d'élèves extraordinaires (non portés sur l'état régulier des élèves), à l'enseignement de certains objets d'instruction particulière.

Faire connaître si les matières de l'enseignement des gymnases peuvent être l'objet de l'enseignement privé; mode d'examen des élèves ainsi formés, pour obtenir un certificat légal.

Immunités accordées aux individus qui ont achevé avec succès une partie déterminée, ou le cours complet des études secondaires.

Législation relative à l'examen de sortie, passé après l'achèvement des classes du gymnase; conséquences légales qui en découlent.

F. Statistique d'un gymnase déterminé.

Dénomination du lycée ou gymnase et lieu où il est situé.

Locaux du gymnase destinés à l'enseignement.

Modification qui peuvent avoir été introduites dans l'organisation de ce lycée ou gymnase, et qui s'écartent des règlements généraux.

Nombre des classes et des divisions du gymnase.

Culte dominant auquel est affecté le gymnase; indiquer si la fréquentation en est permise ou non aux élèves des autres cultes.

Langue dans laquelle se donne l'enseignement; indiquer si l'enseignement se donne en plusieurs langues, et déterminer les limites de l'emploi de chacune d'elles, selon les classes ou les matières de l'enseignement.

Conditions de capacité et de nomination du directeur et du personnel enseignant du gymnase.

Nombre des professeurs selon les catégories établies.

Nombre des leçons, par semaine, à la charge de chaque professeur.

Classification des professeurs (de chaque catégorie) en laïques et en ecclésiastiques, et de ces derniers en séculiers et en réguliers, en désignant l'ordre auquel ils appartiennent.

Classification des professeurs suivant leur traitement fixe. Autres émoluments de leur emploi; possibilité du cumul de leur place avec un autre emploi, et le revenu qui en résulte.

Distinctions et récompenses accordées au personnel enseignant du gymnase d'année en année.

Pension de retraite pour les individus employés dans l'enseignement devenus infirmes sans qu'il y ait de leur faute, ou pension pour leurs familles.

Nombre des élèves ordinaires de chaque classe du gymnase: état et nombre des élèves des classes parallèles (de doublées).

Indication de l'âge des élèves de la classe inférieure et de la classe supérieure.

Classement des élèves: a) d'après la religion, b) d'après la langue.

Montant et mode de recouvrement de la rétribution scolaire et des autres paiements des écoliers; conditions auxquelles est accordée l'exemption totale ou partielle.

Nombre des élèves gratuits, des élèves dispensés en partie d'acquies la rétribution scolaire, des élèves payants.

Bourses: nombre des bourses et montant d'une bourse en argent ou en nature.

Associations ayant pour but de venir en aide aux indigents; résultat de leurs efforts.

Nombre des élèves d'un pensionnat qui fréquentent le gymnase.

Enseignement: des langues vivantes (spécialement des diverses langues parlées dans le pays; de la musique; du chant; du dessin; de la calligraphie; de la gymnastique; d'autres matières d'enseignement libre.

Mode et étendue de la participation à l'enseignement de ces matières.

Distinctions ou récompenses accordées aux élèves.

Nombre des punitions disciplinaires les plus considérables qui ont été infligées aux élèves dans le courant de l'année....

Nombre des élèves fréquentant le gymnase, sans être obligés d'assister à toutes les leçons; nombre des leçons auxquelles ils prennent part.

Nombre des élèves privés qui se sont présentés à l'examen, avec l'indication de leur religion, langue et, s'il y a lieu, en distinguant ceux qui appartiennent à un pensionnat.

État, à la fin de l'année, de collections des moyens d'instruction:

- a) bibliothèque;
- b) appareils servant à l'enseignement de la physique et de la chimie.
- c) objets servant à l'enseignement de l'histoire naturelle: cabinets zoologiques; herbiers; collections de minéraux; de modèles de cristaux.
- d) objets servant à l'enseignement de la géographie: cartes murales; atlas; autres cartes et plans.
- e) objets servant à l'enseignement des mathématiques.
- f) objets destinés à faciliter l'enseignement de la musique, du chant, du dessin, de la calligraphie etc.
- g) autres collections.

Nombre des livres consultés par les élèves: dans la bibliothèque, chez eux, — en classant les livres par branches principales de sciences.

Indication de l'état et de la richesse d'autres collections à la disposition des élèves.

Résultats du classement auquel ont été soumis les élèves, lors de la clôture de l'année scolaire. Élèves des classes qui a) ont satisfait, b) qui n'ont pas satisfait aux exigences de leur classe.

Élèves qui, à l'examen de sortie, ont été trouvés a) capables, b) incapables; 1) élèves de la classe supérieure, 2) élèves privés, 3) élèves externes.

Parmi les individus trouvés capables, se consacrent:

- a) à la théologie..... avec l'indication des différentes confessions. Ajouter pour les catholiques: prêtres séculiers; prêtres réguliers.
- b) à la médecine.
- c) à l'étude: du droit ou de l'économie politique; de la philologie, de l'histoire et de la philosophie; des sciences exactes et des sciences naturelles; du cours supérieur de technologie.
- d) à d'autres carrières.

Les élèves sortant sans le certificat de capacité se consacrent: à l'étude de la théologie (les subdivisant par confessions); à l'étude du cours supérieur de technologie; à d'autres carrières.

État financier du gymnase à la fin de l'année: propriétés foncières et bâtiments; capitaux placés; autres.

Passif à la fin de l'année.....

Recettes de l'année: a) revenus des immeubles, b) intérêts des capitaux placés, c) rétributions scolaires et autres paiements des élèves, d) contingents: de l'État, des provinces, des communes, des corporations, des particuliers.

Montant des sommes destinées à l'entretien des collections.

e) autres recettes.

Dépenses de l'année: a) traitements du personnel enseignant, b) frais d'entretien des locaux possédés à titre de propriétaire, c) frais de location des bâtiments loués, d) frais d'acquisition et d'entretien des collections, e) intérêts des emprunts ou dettes, f) amortissement des emprunts ou dettes, g) autres frais.

G. Écoles secondaires technologiques et écoles technologiques préparatoires en général.

But de l'enseignement de ces écoles secondaires; conditions d'admission et terme légal des études dans ces écoles.

Participation des professeurs à la direction immédiate.

Participation de l'administration communale (des commissions et comités de la commune etc.) à la direction de ces écoles.

Surveillance qu'exerce le gouvernement sur ces écoles, ses degrés et l'étendue de son action.

Surveillance exercée par les autorités ecclésiastiques des différents cultes.

Mode de la nomination des professeurs; influence exercée par l'établissement, la commune ou par des corporations.

Traitement des professeurs, suivant leurs catégories; règle établie pour l'augmentation des traitements et les conditions auxquelles, en général, l'augmentation du traitement fixe a lieu.

Indiquer si c'est le système des professeurs de classes ou celui des professeurs de branches particulières d'enseignement ou bien une combinaison de ces deux systèmes qui est en vigueur.

Dénomination des différents catégories (degrés) des écoles secondaires mentionnées ci-dessus, étendue de l'enseignement dans chaque catégorie (en distinguant les matières d'enseignement, en matières absolument obligatoires, relativement obligatoires, et non obligatoires ou libres).

Dispositions relatives au nombre des élèves à recevoir par classe (d'une manière absolue ou eu égard à l'espace des localités).

Durée et division de l'année scolaire; nombre des leçons obligatoires, par semaine, pour tous les élèves.

Durée et distribution des vacances, nombre des jours de vacance à l'exception des dimanches.

Montant de la rétribution scolaire et des autres paiements des élèves; motifs qui en font accorder l'exemption.

Dispositions relatives aux livres d'enseignement (approbation, imprimerie, débit etc.).

Règlement disciplinaire, obligation des élèves d'assister régulièrement aux exercices religieux de leur confession.

Admission des élèves extraordinaires à l'enseignement de certains objets d'enseignement particulier, cours dont ils peuvent être dispensés.

L'enseignement privé des objets d'enseignement de l'école secondaire est-il autorisé? l'instruction puisée dans l'enseignement privé rend-il admissible aux examens?

Immunités accordées aux individus qui ont achevé une partie déterminée ou le cours complet des études d'une de ces écoles.

Législation relative à l'examen de sortie, passé après l'achèvement des classes de ces écoles; conséquences légales qui en découlent.

II. Statistique spéciale d'une école secondaire technologique.

Dénomination de l'école secondaire technologique, lieu où elle est située.

Locaux de cette école servant à l'enseignement.

Modifications qui peuvent avoir été introduites dans l'organisation de l'école, et qui s'écartent des dispositions générales sur l'organisation des écoles secondaires technologiques.

Nombre des classes et des divisions de l'école.

Langue dans laquelle l'enseignement est donné; si l'enseignement est donné en plusieurs langues, on déterminera les limites de l'usage de chacune d'elles d'après les classes ou les objets de l'enseignement.

Dispositions sur les connaissances exigées du directeur et des autres membres du personnel enseignant. Dispositions relatives à leur nomination.

Nombre des professeurs, suivant les catégories établies.

Nombre des leçons imposées à chaque professeur par semaine.

Distinctions des professeurs, suivant les catégories ci-dessus spécifiées, en laïques et en ecclésiastiques, et de ces derniers en séculiers et en réguliers (en désignant l'ordre auquel ils appartiennent).

Division des professeurs d'après les diverses catégories de leur traitement fixe; autres émoluments de leur emploi; possibilité du cumul de leur place avec un autre emploi; montant du revenu qui en résulte.

Distinctions et récompenses accordées d'année en année au corps enseignant.

Pension de retraite pour les individus du corps enseignant devenus infirmes sans qu'il y ait de leur faute, ou pour leurs familles.

Nombre des élèves ordinaires de chaque classe; état et nombre des élèves des classes parallèles (de doublées).

Indication de l'âge des élèves de la classe inférieure et de la classe supérieure.

Classement des élèves: *a*) selon le culte, *b*) selon la langue.

Montant et mode de recouvrement de la rétribution scolaire et des autres paiements des élèves; conditions auxquelles on en obtient l'exemption totale ou partielle.

Nombre des élèves dispensés de payer la rétribution scolaire, et de ceux qui en sont dispensés en partie; nombre des élèves payants.

Bourses; nombre des boursiers et montant de leur pension en argent ou en nature.

Associations ayant pour but l'assistance des élèves indigents.

Nombre des élèves d'un établissement privé d'éducation, qui se trouvent parmi les élèves qui fréquentent la classe.

Enseignement des langues vivantes (spécialement des langues parlées dans le pays); de la musique; du chant; du dessin; de la calligraphie; de la gymnastique; des autres connaissances qui sont d'une utilité générale (telles que l'économie politique, l'histoire etc.).

Étendue de la participation à l'enseignement de ces matières.

Distinctions ou récompenses accordées d'année en année aux élèves.

Nombre des punitions disciplinaires les plus graves qui ont été infligées aux élèves dans le courant de l'année.....

Nombre des élèves, auxquels il est permis de fréquenter l'école, sans être obligés d'assister à toutes les leçons; nombre des leçons de cet enseignement.

Nombre des élèves privés qui se sont présentés à l'examen, avec l'indication de leur religion, de leur langue et s'ils appartiennent à un établissement d'éducation.

État, à la fin de l'année, des collections des moyens d'instruction:

- a*) bibliothèque,
- b*) appareils servant à l'enseignement de la physique et de la chimie,
- c*) moyens d'instruction pour l'enseignement de l'histoire naturelle: cabinets zoologiques, collections de minéraux, collections de modèles de cristaux,
- d*) moyens d'instruction pour l'enseignement de la géographie: cartes murales, atlas, autres cartes et plans.
- e*) appareils d'instruction pour l'enseignement des mathématiques,
- f*) objets destinés à favoriser l'enseignement de la musique, du chant, du dessin, de la calligraphie etc.,
- g*) autres collections.

Nombre des livres dont les élèves se sont servis, en les classant par branches principales des sciences: dans la bibliothèque; chez eux.

État des autres collections servant à l'instruction des élèves.

Résultats du classement auquel ont été soumis tous les élèves, lors de la clôture de l'année scolaire. Nombre des élèves des classes: *a*) ayant satisfait, *b*) n'ayant pas satisfait aux exigences de leur classe.

À l'examen de sortie ont été trouvés: *a*) capables, *b*) incapables: 1) élèves de la classe supérieure, 2) élèves privés, 3) externes.

Les individus trouvés capables se disposent: à suivre le cours supérieur de technologie; à embrasser d'autres professions.

Les élèves sortant sans le certificat de capacité se destinent à...

État financier de l'école secondaire technologique à la fin de l'année: propriétés foncières et bâtiments, capitaux placés, autres.

Passif de l'école à la fin de l'année.....

Recettes de l'année: revenus des immeubles; intérêts des capitaux placés; rétributions scolaires et autres paiements des élèves.

Recettes de l'année: contingents de l'État, des provinces, des communes, des corporations, des particuliers, autres recettes.

Montant de la somme spécialement affectée à pourvoir aux collections.

Dépenses de l'année: traitements du personnel enseignant, frais d'entretien des locaux possédés à titre de propriétaire, frais de location des bâtiments loués, frais d'acquisition et d'entretien des collections, intérêts du passif, amortissement du passif, autres frais.

I. Statistique générale des universités.

Formation et organisation des autorités académiques (qui dirigent immédiatement l'université).

Leur position relativement aux organes administratifs de l'État.

Influence qu'exerce l'autorité ecclésiastique sur la direction des universités.

Classification légale du personnel enseignant, et position légale de chacune de ses catégories; *collegia publica, privata, privatissima*.

Mode de préparation pour la carrière de l'enseignement supérieur.

Mode de nomination aux chaires, participation de l'autorité académique aux nominations.

Traitement des professeurs par catégories, et conditions auxquelles l'augmentation des traitements fixes a lieu.

Durée de l'année universitaire; sa subdivision en semestres.

Durée et distribution des vacances; nombre des jours de vacance, à l'exception des dimanches.

Dispositions légales relatives à la matricule et à l'inscription des étudiants.

Rétribution pour les cours payants; conditions pour l'admission gratuite entière ou partielle.

Règlements relatifs au maintien de l'ordre, de la décence et de la bonne conduite.

Ordre (règlement) des études.

Contrôle de l'assiduité des étudiants durant leurs études.

Admissibilité d'auditeurs extraordinaires aux cours.

L'étude privée rend-elle admissible aux examens dans les matières d'enseignement de l'université?

Permission accordée de fréquenter les universités étrangères.

Examens formant la condition d'admission à des fonctions publiques.

Examens de rigueur exigés par chaque faculté pour conférer les grades universitaires.

Droits qui confèrent l'immatriculation, l'accomplissement des examens avec succès ou les grades universitaires.

K. Statistique spéciale d'une université.

I. Dans son ensemble.

Siège de l'université.

Modifications qui peuvent avoir été introduites dans son organisation et qui s'écartent des règlements généraux sur l'organisation des universités.

Direction de l'université; ses autorités adjointes.

Caractère confessionnel que représente l'université.

Langue de l'enseignement; indiquer s'il y en a plusieurs et l'emploi de chacune d'elles.

Facultés dont se compose l'université.

État financier de l'université à la fin de l'année..... (non comprises les dotations spéciales des collections et des institutions accessoires): propriétés foncières et bâtiments, capitaux placés, autres.

Passif de l'université à la fin de l'année.....

Recettes de l'université pendant l'année..... (non comprises les dotations spéciales des collections et des institutions accessoires): revenus des immeubles, intérêts des capitaux placés, produits des rétributions dues pour les cours et les droits d'examen, dotation de l'État, contingents des provinces, des communes, des corporations, des particuliers, autres recettes.

Dépenses de l'université pendant l'année..... (même observation que pour les recettes): traitements

des professeurs, frais d'entretien des locaux possédés à titre de propriétaire, frais de location des bâtiments loués, frais d'acquisition et d'entretien des collections servant de moyen d'instruction, intérêts des emprunts ou dettes, amortissement, autres frais.

Détails sur la gestion des dotations et des capitaux affectés aux collections et aux institutions accessoires, non comprises dans le budget de l'université.

II. De chaque faculté en particulier.

Nombre des professeurs de chacune des catégories établies par les règlements.

Matières enseignées dans le.... semestre de 18.... avec l'indication du nombre des leçons par semaine et par professeur.

Classification des professeurs par catégories des traitements fixes.

Montant des rétributions universitaires et autres revenus par professeur pendant le.... semestre de....

Distinctions et encouragements conférés au personnel enseignant de l'année en année.

Droit à pension des professeurs devenus infirmes sans qu'il y ait de leur faute ou pour leurs survivants.

Nombre des étudiants classés: *a*) d'après les catégories de leur dépendance de l'Université (étudiants ordinaires, extraordinaires etc.), *b*) d'après leur culte, *c*) d'après leur nationalité (indigènes, étrangers; indiquer leurs pays respectifs).

Distribution des étudiants d'après les cours qu'ils suivent, en les divisant en étudiants ordinaires et extraordinaires, en indigènes et étrangers.

Montant total de la rétribution acquittée pour suivre les cours.

Nombre des étudiants qui jouissent de l'exemption: totale, partielle.

Existence des bourses, nombre des boursiers, montant des bourses conférées.

Autres institutions ou caisses de prévoyance, s'il en existe, pour les étudiants; leur montant.

Distinctions accordées aux étudiants pour d'excellents travaux (concours, prix) et droits qui en découlent.

Nombre des individus admis aux études privées, avec les mêmes subdivisions que pour les études publiques.

État, à la fin de l'année...., des collections des moyens d'instruction (bibliothèques, musées etc.).

Statistique de l'usage fait de ces collections.

Indication des autres collections que les étudiants peuvent utiliser, avec l'indication la plus détaillée de leur richesse.

Instituts accessoires en rapport avec la faculté (laboratoires, jardins botaniques, observatoires, instituts météorologiques, séminaires etc.).

Mode et fréquence de l'usage qu'en font les étudiants.

Résultats: *a*) des examens passés pendant la durée des études, *b*) des examens de sortie. Indiquer, pour les uns et les autres, le nombre des étudiants: 1) reçus, 2) refusés, — en distinguant ceux qui ont subi ces examens pendant les cours ou à la fin de leurs études privées.

Nombre des divers grades universitaires conférés.

I. Statistiques des écoles technologiques supérieures en général.

Destination de ces instituts, conditions d'admission et terme légal du cours des études dans ces écoles.

Formation et organisation des autorités (immédiates) des écoles technologiques supérieures.

Leur position relativement aux organes administratifs de l'État.

Classification légale du personnel enseignant, et position légitime de chacune de ses catégories.

Mode de préparation pour l'enseignement dans ces institutions.

Mode de nomination des professeurs, participation des autorités immédiates de ces écoles aux nominations.

Traitements des professeurs par catégories, et conditions auxquelles l'augmentation des traitements a lieu.

Durée de l'année scolaire, sa subdivision en semestres.

Durée et distribution des vacances; nombre des jours libres à l'exemption des dimanches.

Dispositions relatives à la matricule et à l'inscription des étudiants.

Rétribution scolaire; conditions d'exemption totale ou partielle.

Règlements relatifs au maintien de l'ordre, de la décence et de la bonne conduite.

Ordre (règlement) des études.

Contrôle de l'assiduité des étudiants pendant la durée de leurs études; examens à passer pendant le cours de ces études.

Admissibilité aux cours des élèves extraordinaires.

Valeur légale des études privées relativement aux matières de l'enseignement de ces écoles.

Examens de sortie, immunités attachées au certificat de capacité.

M. Statistique spéciale d'une école technologique supérieure.

I. Dans son ensemble.

Siège de l'école.

Modifications qui peuvent avoir été introduites dans son organisation et qui s'écartent des règlements généraux.

Direction immédiate de l'institut, ses autorités adjointes.

Langue de l'enseignement; indiquer s'il y en a plusieurs et l'emploi de chacune d'elles.

Division des études par classes etc.

État financier de l'école à la fin de l'année..... (non comprises les dotations spéciales des collections et des institutions accessoires): propriétés foncières et bâtiments, capitaux placés, autres.

Passif de l'école à la fin de l'année.....

Recettes de l'école pendant l'année..... (non comprises les dotations spéciales des collections et des institutions accessoires): revenus des immeubles, intérêts des capitaux placés, produits des rétributions scolaires et des droits d'examen, dotation de l'État, contingents des provinces, des communes, des corporations, des particuliers, autres recettes.

Dépenses de l'école pendant l'année..... (non comprise la dotation spéciale des collections et des institutions accessoires): traitements du personnel enseignant, frais d'entretien des locaux possédés à titre de propriétaire, frais de location des bâtiments loués, frais d'acquisition et d'entretien des collections, intérêts des emprunts ou dettes, amortissement, autres frais.

Détails sur la gestion des dotations et des capitaux affectés aux collections et aux institutions accessoires non comprises dans le budget de l'établissement.

II. Pour chaque division ou section de l'école.

Nombre des professeurs et maîtres, suivant les catégories réglementaires.

Indication spéciale des matières enseignées dans le..... semestre de l'année..... Nombre des leçons, par semaine et par professeur.

Classification des professeurs suivant les catégories des traitements fixes; autres émoluments de leur emploi.

Distinctions et encouragements conférés au personnel enseignant de l'année en année.

Droit à pension des professeurs devenus infirmes sans qu'il y ait de leur faute ou de leurs survivants.

Nombre des étudiants classés: a) d'après les catégories de leur dépendance de l'école (étudiants ordinaires, extraordinaires etc.); b) d'après leur culte; c) d'après leur nationalité (indigènes, étrangers; indiquer le pays auquel ils appartiennent).

Nombre des élèves qui suivent chaque cours, eu les distinguant en étudiants ordinaires et extraordinaires, en indigènes et étrangers.

Produit total de la rétribution scolaire; nombre des élèves qui jouissent de l'exemption totale ou partielle.

Bourses, nombre des boursiers, montant des bourses conférées.

Autres moyens d'encourager les études technologiques supérieures.

Distinctions accordées aux étudiants qui se sont particulièrement distingués (concours, prix) et droits qui en découlent.

Nombre des individus admis aux études privées, avec les mêmes divisions que pour les élèves des classes.

État, à la fin de l'année..... des collections (bibliothèques, musées etc.).

Statistique de l'usage fait de ces collections.

Indication des autres collections à la disposition des étudiants, détails sur leur richesse.

Organisation des institutions accessoires en rapport avec la section de l'école (laboratoires, jardins botaniques etc.).

Mode et fréquence de l'utilisation qu'en font les étudiants.

Résultats: a) des examens passés pendant la durée des études, b) des examens de sortie. Indiquer, pour les uns et les autres, le nombre des étudiants: 1. reçus, 2. refusés. — en distinguant ceux qui ont subi ces examens pendant les cours ou à la fin de leurs études privées.

N. Écoles spéciales de différents degrés. ¹⁾

But légal et organisation de l'établissement.

Les autres renseignements seront donnés en se conformant au cadre spécial de la catégorie d'écoles avec laquelle l'établissement en question a le plus d'analogie.

U. PRESSE PÉRIODIQUE ET LITTÉRATURE.

STATISTIQUE LITTÉRAIRE.

Le Congrès exprime le vœu que la statistique littéraire soit comprise dans le programme de la quatrième réunion du Congrès.

Vienne
1887.

STATISTIQUE DE LA LITTÉRATURE.

1. La statistique littéraire d'un pays doit embrasser la vie intellectuelle toute entière, en tant qu'elle se manifeste dans les productions de la presse. La chanson populaire la plus éphémère doit y trouver place aussi bien que l'ouvrage de la plus haute science. La presse est d'un usage si universel, elle est si essentielle à la diffusion des lumières, si indispensable à l'accomplissement de plusieurs des opérations les plus importantes de la vie, que, par l'étendue du champ qu'elle embrasse, cette branche de la statistique ne le cédera peut-être à aucune autre en importance. Elle fournira un indice précieux de l'état matériel, intellectuel et moral des peuples, et, moyennant un développement suffisant, elle pourra faire ressortir les caractères particuliers de l'activité intellectuelle de chaque pays.

Londres
1880.

2. Il faut avoir soin cependant d'en écarter les détails qui empièteraient sur le terrain de la critique. Il est important de savoir, par exemple, que tel ou tel pays a produit, dans l'espace d'un an, cin-

¹⁾ Le cadre détaillé de ces écoles est renvoyé à la prochaine réunion du Congrès.

quante ouvrages de paléontologie; mais si l'on allait jusqu'à spécifier le contenu de chacun d'eux, il en résulterait une accumulation de matériaux, qui entraînerait une perte de temps considérable, et ne pourrait qu'être tôt ou tard fatale au succès de l'entreprise.

3. Si l'on accepte les idées que nous venons d'exprimer, la compilation de la statistique littéraire devrait être basée sur les principes les mieux calculés pour en obtenir les résultats les plus complets par les procédés les plus pratiques.

4. Il est essentiel, dès l'abord, de préciser certains termes, dont on ne peut se passer quand on traite d'ouvrages imprimés, mais dont la valeur n'est pas encore suffisamment déterminée. Ceux qu'on emploie généralement pour désigner le format des livres, sont tirés du nombre de feuilles qui forme la feuille d'impression pliée; mais comme le papier n'est pas toujours de la même grandeur, il s'en suit que le même nom s'applique à des dimensions très-variables. La différence est tantôt on hanteur, tantôt en largeur, tantôt dans l'une et l'autre à la fois. De là de nombreuses subdivisions: l'échelle adoptée par les relieurs anglais n'en a pas moins de vingt-neuf, dont vingt-six représentent des modifications de cinq formats: in-folio, in-quarto, in-octavo, in-douze, et in-dix-huit. Les trois autres, impérial, éléphant, et columbier, désignent des formats exceptionnels, comme, par exemple, celui du *Times*, qui, vu ses dimensions, ne peut raisonnablement se classer dans les in-quarto, quoiqu'il en soit un par le pliage. Du reste, les termes employés en Angleterre sont sans doute pour la plupart inconnus ailleurs. Il serait donc avantageux d'établir une nomenclature applicable à tous les pays, et qui suffirait sans entrer dans des distinctions trop minutieuses à désigner généralement les dimensions des livres. Nous proposerions les quatre divisions suivantes: 1. L'in-douze, comprenant tous les livres qui n'ont pas plus de sept pouces (18 cents) de haut. 2. L'in-octavo, comprenant ceux qui ont plus de 7. pouces mais n'en dépassent pas dix (25 cents). 3. L'in-quarto, comprenant ceux qui ont plus de dix pouces, mais ne dépassent pas douze pouces (30 cents). 4. L'in-folio, comprenant toutes les grandes au-dessus de douze pouces. Dans ce dernier format on pourrait encore distinguer deux degrés, grand et extra-grand, qui tiendraient lieu de subdivisions plus compliquées, telles que celles de crown, copy, demi, medium et royal folio, usitées en Angleterre.

5. Les termes qui se rapportent au volume ou à l'étendue d'un ouvrage imprimé manquent aussi de précision. Quelle différence y a-t-il par exemple entre un volume, une brochure, et une seule feuille d'impression? Cette dernière peut se composer de 4, 8, 16, 32, ou même 64 pages. On donnera à tel ouvrage d'un caractère éphémère le nom de brochure, bien qu'il ait 150 pages; de l'autre côté, tout ce qui est relié peut s'appeler volume. Il serait donc convenable de fixer une limite au nombre de pages qu'on désignerait sous le nom de brochure; par exemple, 80 ou 100 pages. Mais cette règle ne s'appliquerait qu'aux ouvrages en prose. Le nom de feuille, si on l'adopte, ne devrait se donner qu'à une feuille pliée en deux, ou bien imprimée des deux côtés mais non pliée, tandis qu'on réserverait celui de placard pour une feuille imprimée d'un côté seulement.

6. Les objets que nous proposons de faire rentrer dans cette branche de la statistique sont les livres, les cartes géographiques, et les gravures.

7. Les différents points à déterminer seraient les suivants: —

A) Le nombre d'ouvrages nouveaux publiés chaque année dans chacune des classes suivantes:

a) Théologie. b) Jurisprudence. c) Philosophie. d) Sciences. e) Arts. f) Belles-lettres. g) Philologie. h) Histoire. i) Bibliographie. k) Biographie. l) Publications périodiques, mémoires des corps savants. m) Journaux. n) Littérature populaire (ehansons, romances, etc.).

8. Quant aux subdivisions des classes ci-dessus, celles qu'il conviendrait d'adopter comme présentant l'application la plus générale sont les suivantes: —

Pour la théologie: a) Écriture sainte. b) Liturgies. c) Théologie morale. d) Exégèse et dogmatique. e) Polémique. f) Histoire de religion. g) Sermons. h) Mélanges.

9. Pour la jurisprudence: a) Droit naturel, ou principes de jurisprudence. b) Droit des gens et droit maritime. c) Droit politique et constitutionnel. d) Droit civil et criminel des différents pays. e) Droit canonique ou ecclésiastique. f) Traités spéciaux. g) Causes, procès, etc.

10. Pour la philosophie: a) Théories générales. b) Logique. c) Métaphysique. d) Philosophie morale. e) Économie politique. f) Système d'éducation. g) Statistique, finances etc.

11. Pour les sciences: *a)* Histoire des sciences. *b)* Sciences naturelles. *c)* Sciences médicales. *d)* Mathématiques pures. *e)* Mathématiques appliquées.

12. Pour les arts: *a)* Histoire des arts. *b)* Traités généraux. *c)* Arts mécaniques. *d)* Beaux-arts, subdivisés en leurs branches principales. *e)* Gravures, en distinguant les espèces suivantes: gravure en taille-douce, en mezzo-tinto, au pointillé, gravure sur bois, lithographie, et photographie.

13. Pour les belles-lettres: *a)* Histoire littéraire, générale ou spéciale. *b)* Poésie. *c)* Littérature dramatique. *d)* Fictions en prose: contes, romans, etc. *e)* Polygraphes et mélanges.

14. Pour la philologie: *a)* Traités généraux. *b)* Traités spéciaux. *c)* Classiques grecs et latins, avec traductions, commentaires, etc. *d)* Dictionnaires et grammaires de toutes les langues. *e)* Ouvrages d'éducation.

15. Pour l'histoire: *a)* Géographie, générale et particulière. *b)* Atlas et cartes. *c)* Histoire universelle, ancienne et moderne. *d)* Histoire particulière des différents pays, ancienne et moderne. *e)* Archéologie en général. *f)* Antiquités de la Grèce, de Rome et du moyen-âge. *g)* Traités spéciaux d'archéologie.

16. Bibliographie, générale et particulière.

17. Biographie, générale et particulière.

18. Philosophie et sciences. — Sous ces titres il faudrait mettre autant que possible en évidence le caractère général des productions de chaque pays. Les unes seraient spéculatives, les autres pratiques, les unes tendant au développement des ressources naturelles du pays, les autres à la conversion des produits étrangers.

19. Histoire, géographie et biographie. — Il suffirait dans ces classes de faire les distinctions suivantes: histoire ancienne, histoire moderne, biographie, histoire et biographie des pays étrangers, histoire et biographie du pays qui fait l'objet du rapport. Les cartes géographiques et les cartes marines formeraient une section à part.

20. Antiquités et beaux-arts. — Il faudrait ici classer les ouvrages d'après les arts dont ils traitent. On indiquerait aussi le nombre des gravures publiées, en spécifiant les gravures en taille-douce, en mezzo-tinto, au pointillé, gravures sur bois, lithographies et photographies.

21. Belles-lettres. — Cette classe se diviserait ainsi: poésie, théâtre, fictions, mélanges.

22. Auteurs classiques de la Grèce et de Rome. — Il conviendrait de classer les ouvrages par ordre de sujet, afin de faire ressortir les préférences que différents pays peuvent avoir à cet égard.

23. Dictionnaires, grammaires, ouvrages d'éducation. — On les arrangerait par ordre de langues.

B) Le nombre des éditions nouvelles. On les indiquerait pour chaque classe.

C) Le nombre des ouvrages traduits, en indiquant de quelle langue ils sont traduits.

D) Le nombre des ouvrages publiés dans les différentes langues.

E) Le nombre des auteurs.

F) Le nombre des ouvrages anonymes. On le donnerait pour chaque classe.

G) Le nombre de réimpressions d'ouvrages étrangers. On le donnerait séparément pour chaque classe.

H) Le nombre des imprimeurs, en indiquant aussi celui des ouvriers employés et des presses.

I) Le nombre des libraires-éditeurs. On les subdiviserait d'après le genre spécial des ouvrages publiés, et l'on indiquerait aussi, autant que possible, pour chaque classe, le nombre des ouvrages importés dans chaque pays et exportés de chaque pays.

K) Le nombre des marchands de livres d'occasion.

L) Le nombre des libraires qui font des ventes de livres aux enchères.

M) Le nombre des cabinets de lecture.

N) Le nombre des bibliothèques appartenant aux institutions savantes et aux corps enseignants.

O) Le nombre des bibliothèques publiques.

P) Le nombre des volumes dans les bibliothèques mentionnés ci-dessus, divisés en in-folio, in-quarto, in-8vo., in-12 et infra. Tout ouvrage de plus d'un volume compterait en raison du nombre de volumes marqué dans l'ouvrage même, de quelque manière qu'il fût relié.

Quant aux brochures, on les compterait, autant que possible, séparément, et dix brochures constituerait un volume. Il faudrait aussi indiquer les conditions d'entrée dans chaque bibliothèque, le nombre des lecteurs, et celui des volumes consultés.

Q) Le nombre des ouvrages et des volumes publiés ou subventionnés par le Gouvernement, en indiquant dans ce dernier cas si le subside a été donné sous forme de don en argent ou de souscription pour un certain nombre d'exemplaires.

R) Le nombre des ouvrages dont la publication ou la vente a été interdite par le Gouvernement ou par l'Église.

24. Les publications périodiques et mémoires des sociétés savantes sont d'une si haute importance et se lient si intimement au caractère et à la direction spéciale de l'activité intellectuelle dans chaque pays, qu'ils méritent de former une classe à part, qui se subdiviserait d'après le système indiqué ci-dessus.

25. Journaux. — Il serait avantageux dans cette classe de distinguer, pour ce qui concerne les Îles britanniques, les journaux anglais, écossais, irlandais; les journaux provinciaux, et ceux de la capitale; les journaux à bas prix, ceux qui se vendent par exemple à un penny par numéro et les journaux plus chers. On observerait pour d'autres pays des divisions analogues. Pour les pays où il existe des journaux cautionnés et de non-cautionnés, il serait bon de faire cette distinction.

26. Littérature populaire (*Ballad and street Literature*.) — C'est là une classe intéressante en ce qu'elle fournirait un indice fort exact du caractère des basses classes.

27. Un objet essentiel de la statistique étant de fournir les moyens de comparer entre eux les faits qui se produisent à des époques différentes, aussi bien que dans des localités diverses, les détails dont il s'agit ici devraient se publier annuellement, et être accompagnés, par des personnes compétentes, des explications et des développements nécessaires à leur parfait éclaircissement. Dans les pays où il existe une remise obligatoire des livres, comme le dépôt légal en France, ou celle qui a lieu au Musée Britannique en vertu du Copyright Act, le Gouvernement serait invité à faire dresser des listes des ouvrages livrés.

V. POLICE PUBLIQUE. — PRISONS.

STATISTIQUE DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES.

A. Exposé.

Paris 1866. Il conviendrait que toute statistique fût précédée d'un aperçu du système pénal en ce qui concerne l'échelle des peines, l'imputabilité criminelle au point de vue de l'âge des inculpés, les grâces,

les libérations provisoires. On devrait compléter cet aperçu par un exposé ayant pour objet de décrire l'organisation administrative des établissements, leurs règlements intérieurs, leur régime alimentaire, le système d'emprisonnement soit en commun, soit par catégories, soit cellulaire, soit mixte. S'il était possible, on joindrait à cet exposé un plan sommaire des bâtiments, avec indication du cubage d'air, du système de ventilation et d'égouts, et autres moyens d'assainissement. Les rapports au parlement anglais, publiés chaque année par le colonel Jebb, sur les prisons d'Angleterre, ceux de M. Dupretiaux sur les prisons de Belgique, offrent, à cet égard, d'excellents modèles.

Les cadres principaux dans lesquels on classerait les faits, en ayant soin de distinguer les prévenus, les condamnés, les jeunes détenus, pourraient être les suivants :

1. Mouvement annuel d'entrée et de sortie des détenus dans les établissements, et situation de la population des établissements à une époque déterminée.

Ce tableau devrait faire connaître particulièrement le nombre des individus qui passent d'un établissement dans un autre, par suite de changements survenus dans leur situation légale ou de toute

autre circonstance, et qui, se trouvant ainsi portés plusieurs fois en entrée ou en sortie, peuvent donner lieu à de fausses appréciations des chiffres réels du mouvement.

2. État civil, sexe, âge, religion, origine rurale ou urbaine, antécédents judiciaires, professions, instruction avant la condamnation, criminalité, pénalité. Toutes ces circonstances, qui constituent la situation antérieure à la détention pénale, sont aussi du domaine de l'administration criminelle; elles doivent cependant entrer dans les statistiques pénitentiaires comme offrant un intérêt véritable dans leur comparaison avec les faits et les résultats de la répression.

3. État disciplinaire relatant les crimes, délits et infractions commis dans les établissements, et donnant lieu à des peines ou punitions infligées par les tribunaux ou par la discipline intérieure. Moyens rémunérateurs, grâces et commutations de peines.

4. Régime industriel, professions enseignées, avec indication en regard, autant que possible, de la profession antérieurement exercée par chaque détenu; industries exploitées dans les prisons par des entrepreneurs ou par l'État; prix de l'heure; répartition et emploi des salaires.

5. Instruction religieuse, morale, scolaire comparée avec l'état antérieur à la détention.

6. État sanitaire et mortalité. Ces documents, d'une haute importance dans l'administration pénitentiaire, devraient présenter l'état des malades et décédés d'après les divers groupes de maladies afférentes à chacun des appareils principaux de l'organisme; ils devraient, en outre, donner le rapport des maladies et des décès avec le sexe, l'âge, la profession antérieure et actuelle. La pénalité, l'état sanitaire avant et depuis l'entrée en prison, les punitions subies, la durée de la captivité des individus atteints, les saisons, les causes locales, épidémiques, accidentelles, et surtout les suicides et aliénations mentales, devraient donner lieu à des renseignements spéciaux.

7. Les institutions de patronage, là où elles existent, devraient aussi fournir la matière de statistiques spéciales indiquant :

- le nombre des patronnés comparé au nombre total des libérés,
- leur situation antérieure à la condamnation,
- les faits qui l'ont motivée,
- la nature de la peine et la durée de la captivité subies,
- leur conduite pendant la détention,
- leur état physique et moral, leur degré d'instruction, leur degré d'aptitude ou d'habileté,
- leurs ressources pécuniaires et leur profession à la sortie,
- leur placement, emploi et occupation,
- leur conduite pendant le patronage,
- leur état actuel, s'ils se sont mariés, etc., etc.
- les récidives.

L'intérêt de ces renseignements si divers, et qui tirent leur valeur de leur réunion même, est, au surplus, plus complètement en relief par le questionnaire et par les états qui s'y réfèrent.

Comme les bagnes et les établissements consacrés à la transportation, dans les pays où il en existe, rentrent nécessairement dans la catégorie des prisons pour peine ou établissements pénitentiaires, la statistique de ces établissements devrait être dressée d'après le plan tracé au § 3 du questionnaire ci-après, avec les modifications rendues nécessaires par la différence du régime, des travaux et de la situation au moment de la libération.

Cette observation s'applique aussi aux pénitenciers militaires.

B. Questionnaire.

§ 1. Questions préliminaires.

Questions préliminaires communes à tous les établissements. (Ces renseignements pourraient être donnés sous forme de notice placée en tête de la série des tableaux qu'ils concerneront.)

1. Quel est le régime de détention : en commun? — séparation par catégorie? — cellulaires — mixte? — combien de chambres d'isolement? — plan sommaire des bâtiments avec indication du cubage d'air et du système de ventilation.

2. Quelles sont les règles de discipline intérieure? — Moyens de punitions, de récompense.
3. Quelle est l'organisation de l'administration et celle de la surveillance?
4. Quel est le régime alimentaire quotidien? — quantité et qualité de pain, — de soupe, — de viande, — de légumes, — de boissons? — quel vivres du supplément peuvent être achetés par le détenu?
5. Quel est le vestiaire? — la chaussure, — le linge, — le blanchissage? — quel coucher? quel est le mode d'éclairage? — quel est le mode de chauffage?
6. Comment est-il pourvu aux services économiques? — par régie? — par entreprise?
7. Quel est le régime hygienique?
8. Quelle est la dépense par journée de détenus:
 - a) pour les frais d'entretien, nourriture, etc.;
 - b) pour les frais de tous les autres services?
9. Quel est l'emploi de la journée? — travail, — repas, — instruction religieuse, — instruction morale, — instruction scolaire, etc., etc.?
10. Y a-t-il des bibliothèques? — dans quelle mesure en est-il fait usage, — quels sont les résultats obtenus?

§ II. Maisons de détention préventive et prisons correctionnelles.

A. Personnel.

Indiquer le personnel administratif et de surveillance: directeur? — gardiens? — aumônier? — médecin? — instituteur, etc., etc.?

Situation de l'effectif. — Mouvement d'entrée et de sortie pendant l'année. — Population moyenne.

1. Quel est, au 1^{er} janvier de l'année de statistique, le nombre de l'effectif, divisé selon les diverses catégories légales (prévenus, accusés, jeunes détenus, etc.) en distinguant les sexes?

2. Nombre des détenus entrés pendant l'année, venant de l'état de liberté (provisoire ou définitive, transférés, réintégrés).

3. Combien sont sortis dans le cours de l'année? — mis en liberté sous caution, — mis en liberté sans caution, — renvoyés avant jugement, — acquittés après jugement, — libérés après expiration de peine, — graciés, — décédés, — évadés, — transférés?

4. Quel était, au 31 décembre, le nombre de l'effectif décomposé comme dans la situation au 31 décembre précédent?

5. Nombre des journées de détention.

Population moyenne.

B. Discipline.

1. Infractions commises pendant l'année, leur nature. — Distinction, par colonnes, des infractions légères ou graves. — Combien de punitions, leur nature?

2. Nature des crimes et délits commis dans les prisons et réprimés par la justice ordinaire.

C. Travail.

1. Espèces d'industries exercées dans la prison. — Distinguer les travaux intérieurs et les travaux extérieurs (agricoles et autres). — Indiquer si les travaux sont faits en régie ou par entreprise.

2. Nombre moyen des détenus occupés à chaque industrie.

3. Nombre des journées de détention.

4. Nombre des journées de travail.

5. Prix moyen de la journée de travail pour chaque genre d'industrie.

6. Emploi du salaire: 1) employé dans la prison, 2) mis en réserve pour la sortie, 3) envoyé à la famille.

D. Instruction scolaire.

1. Degré d'instruction des détenus avant leur entrée dans la prison? — a) illettrés; — b) sachant lire; — c) lire, écrire et calculer; — d) instruction supérieure.
2. Nombre des individus admis à l'école.
3. Degré d'instruction atteint pendant la détention. (Même division que ci-dessus.)

E. État sanitaire.

1. Combien ont été, pendant l'année, atteints de maladies aiguës ou chroniques?
2. D'aliénation mentale?
3. Quel a été le nombre des journées d'infirmerie?
4. Combien de décès par suite de maladies, — par suite de suicides, — par suite d'accidents?

§ III. Établissements pénitentiaires destinés aux condamnés.

F. Personnel.

1. Indiquer le personnel administratif et de surveillance? (Voir la lettre A.)
Situation de l'effectif. — Mouvement d'entrée et de sortie pendant l'année. Population moyenne.
1. Nombre, au 1^{er} janvier, des individus existant dans l'établissement? Distinguer les sexes (quand il y aura lieu) et les catégories pénales (condamnés aux travaux forcés, à la réclusion, à l'emprisonnement, etc.).
2. Combien sont entrés pendant l'année (toujours suivant le sexe et les catégories pénales)?
- 1) Après condamnation; 2) par transfert; 3) par réintégration.
3. Combien sont sortis, pendant l'année: par libération, — par grâce, — par transfert, — par évasion, — par décès?
4. Effectif au 31 décembre, suivant le sexe et les catégories pénales comme pour les entrées.
5. Nombre des journées de détention.
6. Population moyenne.
7. Durée moyenne de la détention.

G. Classement des condamnés par département ou autre circonscription (selon les pays).

État, par département ou autre circonscription (suivant les pays), des condamnés entrés, chaque année, dans la prison, ou de tous les condamnés à une époque donnée.

H. Situation des condamnés avant l'entrée dans les établissements pénitentiaires.

1. Combien appartenait à la population des villes? des campagnes?
2. Combien étaient enfants légitimes? — naturels? — enfants trouvés?
3. Combien étaient célibataires; — mariés, avec ou sans enfants; — veufs; avec ou sans enfants?
4. Quels étaient leurs âges (au-dessous de 21 ans, indiquer l'âge par période de deux années; au-dessus de 21 ans, par période de dix années)?
5. Leurs professions antérieures?
6. Leurs antécédents (a. non repris de justice; b. ayant été condamnés précédemment, etc., suivant la législation de chaque pays)?

I. Causes de la détention. — Nature des infractions à la loi, nature et durée des peines.

Quelles étaient :

1. Les causes de la dernière condamnation ou la nature des infractions à la loi?
2. La nature de la condamnation ou de la dernière peine, en distinguant par catégories de durée?

K. État disciplinaire.

(Voir la lettre B.)

L. Instruction scolaire

(Voir la lettre D.)

M. État sanitaire.

1. Nombre des détenus entrés à l'infirmerie par suite de maladies aiguës ou chroniques.
2. Nombre des décédés par suite des diverses maladies comprises au cadre nosologique adopté par le Congrès.
3. Nombre des cas d'aliénation mentale contractée avant — ou après l'emprisonnement.
4. Nombre des malades admis aux infirmeries et des décédés (classés d'après la nature de maladies): selon l'âge, — selon la saison, — selon les professions antérieures, — selon les professions actuelles, selon la pénalité, — selon l'état de récidive, — selon les punitions disciplinaires subies, — selon la durée de la captivité, — selon l'état de santé antérieur.

N. Travail.

1. Quelles sont les industries exercées? Donner leur énumération dans la première colonne du tableau. — Distinguer les travaux intérieurs et les travaux extérieurs (agricoles et autres). — Indiquer si les travaux sont faits en régie ou par entreprise.
2. Nombre moyen d'ouvriers.
3. Nombre moyen d'apprentis pour chaque industrie.
4. Nombre des journées de détention — de travail.
5. Produit brut de la main-d'œuvre, d'après les tarifs, gratifications non comprises.
6. Montant des retenues pour mal façon.
7. Reste net.
8. Prix moyen par journée de détention — de travail.
9. Division du produit du travail entre les prisonniers, les entrepreneurs, l'État.
10. Pécule disponible de la prison.
11. Pécule réservé pour le moment de la libération.
12. Emploi du pécule disponible (en achat d'aliments, pain, autres): — en secours aux familles; — en restitutions?

O. Grâces et commutations de peines dont les condamnés ont été l'objet.

Nombre des condamnés (hommes ou femmes) qui ont obtenu grâce entière, leur mise en liberté provisoire, des commutations ou réductions de peine, en indiquant la durée de la réduction.

§ IV. *Établissements de jeunes détenus.*

La plupart des tableaux précédents s'appliqueront aux jeunes détenus, et on devra compléter la statistique de ces établissements par l'addition des tableaux ci-après:

P. Renseignements sur les familles.

Situation des familles auxquelles appartiennent les jeunes détenus; leurs parents sont-ils

1. Non mariés, veufs ou séparés, mariés une seconde fois,
2. Aisés,
3. Vivant de leur travail,
4. Sans profession et sans aveu,
5. Inconnus ou disparus,
6. Héris de justice,
7. Auxquels il est interdit de communiquer avec leurs enfants (verbalement ou par écrit)?

Q. Renseignements sur les enfants libérés.

Nombre des libérés pendant l'année, classés suivant:

1. Leur âge à la sortie: moins de 12 ans, 13 ans, 14 ans, etc., etc.;

2. Leur profession ou condition antérieure à la condamnation: agriculteurs, industriels, sans profession, — leur profession à la sortie (mêmes divisions);
3. Les faits qui ont motivé la condamnation;
4. La nature et la durée de la peine ou de la détention: condamnés détenus par voie de correction paternelle, etc.;
5. La durée de la captivité subie: 1 an et moins de 1 an, de 2 à 3 ans, de 3 à 4 ans, etc.;
6. La conduite pendant la détention: nature des infractions à la discipline, punitions encourues;
7. Le degré, à leur sortie, d'instruction religieuse, — d'instruction scolaire, — d'instruction professionnelle;
8. Leur état de santé.

R. Patronage et condition des jeunes libérés à leur sortie.

1. Nombre des enfants placés en patronage;
2. Nombre des enfants réclamés par leurs parents, rendus à leur famille, en distinguant, pour chacune des deux classes, ceux qui ont été
placés comme agriculteurs,
placés comme ouvriers,
placés comme domestiques,
placés comme engagés militaires.
3. Montant du pécule ou des secours qui ont été donnés aux jeunes libérés à leur sortie.
4. Nombre des libérés provisoires réintégrés.

X. JUSTICE CIVILE ET CRIMINELLE.

CRIMINALITÉ ET RÉPRESSION. — RENSEIGNEMENTS À RECUEILLIR — MOYENS DE RENDRE COMPARABLES ENTRE EUX, MALGRÉ LA DIVERSITÉ DES LÉGITIMATIONS PÉNALES, LES RÉSULTATS OBSERVÉS DANS DIFFÉRENTS PAYS.

La statistique criminelle embrasse principalement:

- 1) le nombre des offenses et des délinquants;
- 2) la nature des offenses;
- 3) la poursuite et la répression;
- 4) les peines infligées.

Bruxelles
1869.

Il y a lieu:

1. De prendre pour base de la statistique criminelle, sans adopter, quant à présent, des classements ou catégories générales, la nomenclature de toutes les offenses pour lesquelles le Code pénal ou les lois spéciales d'un pays commettent une peine.
2. D'ajouter aux tableaux l'explication détaillée de la nature de la législation criminelle du pays, principalement sur le sens donné par la loi pénale aux qualifications, aux différences et aux degrés de culpabilité, etc.
3. D'inviter les juriconsultes, et principalement les criminalistes des différents pays, à dresser, conformément au droit pénal de leurs pays respectifs, un tableau aussi détaillé et spécifié que possible des crimes, délits et contraventions, avec l'explication de leur sens et de leur nature, afin de former la base et de préparer les éléments d'une classification plus générale et applicable à tous les pays.

Partant de ces prémisses, les renseignements nécessaires sont les suivants :

1. Nombre des offenses dont la justice a été saisie.
2. Nombre des offenses qui, pour l'une ou l'autre cause, n'ont pas été poursuivies, ou n'ont abouti à aucun jugement régulier d'acquiescement ou de condamnation.
3. Nombre des offenses effectivement poursuivies, et des accusés ou des prévenus, avec distinction des sexes et des âges, en adoptant, autant que possible, la division par année jusqu'à vingt et un ans, et en procédant de vingt et un à trente ans, et ainsi de suite de dix en dix ans.
4. Nombre des acquittés et des condamnés, avec les mêmes distinctions.
5. Peines infligées, d'après une nomenclature aussi détaillée que possible : peine capitale, détention, déportation, amendes, etc., en indiquant spécialement le nombre des exécutions, la durée des peines de détention (à perpétuité, plus de 10 ans, 10 à 5, 5 à 3, 3 à 1 an, 1 an et au-dessous), celle de la déportation et la quotité des amendes.
6. Nombre des individus arrêtés et incarcérés, pour quelque cause que ce soit.
7. Durée des détentions préventives.
8. Nombre des libérations provisoires, avec ou sans caution.
9. Durée des instructions préliminaires avant le jugement.
10. Nombre des condamnés des deux sexes et de chaque âge, avec la distinction de ceux qui n'ont pas subi de condamnation antérieure entraînant une peine d'emprisonnement ou une peine équivalente, et de ceux qui ont subi antérieurement une ou plusieurs condamnations de ce genre.

A ces renseignements principaux, il convient, autant que possible, de joindre des indications relatives à l'origine, au domicile, à l'état civil, à la profession, au degré d'instruction des délinquants, aux causes connues ou présumées des offenses, aux circonstances atténuantes, aux contumaces, au mode de procédure et de jugement (en indiquant chaque phase de l'instruction), aux appels, aux recours en cassation, à l'exercice du droit de grâce, etc.

Ces indications sont particulièrement utiles pour apprécier l'influence des villes, des professions, de l'instruction, de l'éducation, de la misère sur la criminalité et l'accord des mœurs et de l'opinion avec les lois pénales.

Le Congrès actuel signale au Congrès futur l'importance de formuler des états, à l'effet de donner l'aperçu de l'organisation, de la compétence, ainsi que de l'instruction préparatoire dans toutes ses phases, en distinguant les formalités et les résultats.

Il émet le vœu que ce même Congrès prépare des bases et des formules pour la statistique de la justice civile.

STATISTIQUE JUDICIAIRE ET CIVILE.

A. Statistique criminelle.

Paris
1855.

1. Le Congrès manifeste de nouveau le désir : que, dans les publications officielles, la statistique des faits relatifs à chaque ordre de juridiction soit précédée d'une courte notice sur l'organisation de cette juridiction et sur sa compétence.
2. Tous les Gouvernements, qui n'ont pas déjà quelque institution analogue, sont invités à établir, dans leurs États, des casiers judiciaires semblables à ceux qui existent en France. Mais, quel que soit le parti que prendront, à cet égard, les Gouvernements, il est manifeste qu'il est nécessaire, pour que l'on puisse comparer utilement le nombre des récidives, que l'on fasse connaître au moins quels moyens on emploie pour découvrir et constater ces récidives. Il est plus indispensable encore d'en exprimer le caractère légal.
3. Il est à souhaiter que la cause des grands crimes, des empoisonnements, des assassinats, des meurtres, des incendies soit consignée dans un tableau distinct.
4. Le Congrès désire aussi que les statistiques fassent connaître même le résultat des condamnations à l'amende et le total des amendes judiciaires.
5. Il serait très-utile de dresser partout un état des frais de justice criminelle.

B. Statistique judiciaire civile.

1. En renvoyant aux Congrès futurs le soin de tracer le plan complet d'une statistique civile, le Congrès se borne, quant à présent, à recommander à la bienveillante attention des Gouvernements un cadre transitoire qui peut se modifier suivant les besoins de tous les États, et s'adapter assez bien à toutes les législations; ce cadre prendrait pour modèles les tableaux de la France, de la Belgique, de la Sardaigne et de Naples, qui sont uniformes sur un grand nombre de points. Il'est démaudé cependant que ce cadre devienne un peu plus complet.

2. Il est désiré qu'en donnant le nombre de procès jugés par chaque groupe de tribunaux, on fasse connaître leur organisation et leur compétence. Aussi les décisions sur le fond seraient distinguées des décisions sur questions préjudicieelles ou incidentes (préparatoires, interlocutoires, de compétence, etc.).

3. Que la durée des procès soit indiquée.

4. Que l'on classe, autant que possible, les procès les plus importants par nature, c'est-à-dire d'après les questions principales résolues par les tribunaux, et notamment les affaires de divorce, de séparation de corps, d'adoption, de pension alimentaire (en distinguant si les demandes sont formées par ascendants ou descendants), d'interdiction, de dation de conseil judiciaire, de séparation de biens entre époux, de servitudes foncières, de succession, de donation ou testament, de vente, de louage, d'hypothèque, de prescription, etc.

5. Que l'on fasse des tableaux spéciaux pour les ventes sur expropriation forcée et autres ventes judiciaires, pour les ordres ou distributions des produits des ventes sur expropriation entre les créanciers, et que l'on indique, autant que possible, la durée de ces procédures spéciales, les frais qu'elles coûtent comparés au produit des ventes.

6. Il est désiré aussi de connaître, parmi les résultats de l'exécution forcée des jugements et des obligations, ceux de la contrainte par corps. — Le maintien de la contrainte par corps est une question controversée; pour la résoudre, les publicistes ont besoin d'en connaître les effets: en matière civile, en matière commerciale, et encore lorsqu'elle est employée au recouvrement des dettes envers l'État, parmi lesquelles, en cette matière, le premier rang appartient aux frais de justice et aux amendes. Ils ont besoin de connaître l'âge et le sexe des débiteurs, pour savoir si la contrainte par corps ne s'appesantit pas trop souvent sur l'étonnerie, l'inexpérience ou la faiblesse; la nature des créances, la profession des débiteurs, celle des créanciers, pour vérifier si véritablement elle profite au commerce et à quel genre de commerce; la durée de la détention, pour en mesurer la rigueur; les causes de la libération, pour apprécier l'efficacité de cette mesure extrême; et, dans le même but, ses effets en cas de faillite, ainsi que le nombre des recommandations.

7. Le Congrès attacherait le plus grand prix à obtenir la statistique des contrats authentiques ou sous seings privés;

A apprendre, par le nombre des ventes immobilières et le tableau des prix, comment la terre se déplace et se divise, et quel est son degré de stabilité dans les différents États;

A savoir comment elle se répartit à la mort du père de famille; quelle est la part de la succession directe, celle qui arrive aux collatéraux, ou celle qui est faite à l'époux survivant; à connaître dans quelle proportion la loi des successions est modifiée par les testaments, et combien des successions sont répudiées ou acceptées sous bénéfice d'inventaire; à relever, sur les registres des hypothèques, le nombre et la valeur des inscriptions qui grèvent la propriété foncière, car ces chiffres, malgré les doubles emplois, les exagérations et les lacunes, auraient encore, au point de vue comparatif, une utilité considérable;

A pouvoir enfin calculer, par le nombre et la valeur des obligations, l'importance d'une portion considérable de la richesse mobilière.

Le Congrès demande surtout les moyens d'étudier ceux de tous les contrats qui importent le plus à la paix des familles, à la conservation des fortunes, au maintien des mœurs domestiques et à l'ordre public: les contrats de mariage.

8. Ces recherches sur les contrats civils ne seraient pas moins nécessaires pour les obligations commerciales. On a facilement le nombre des actes de société soumis à la publicité, et il serait intéressant de les classer suivant leur caractère légal. Il est d'autres contrats que l'on pourrait dénombrer avec certitude, et la consommation des papiers timbrés, d'après un tarif proportionnel, offre un moyen d'évaluer avec une précision satisfaisante, au moins dans certains pays, le nombre et la valeur des lettres de change et autres titres négociables. Enfin les faillites peuvent et doivent être un sujet d'observations incessantes. Le Congrès demande, que l'on ajoute des documents aussi complets qu'il sera possible de les avoir sur le genre de commerce des faillis, sur la nature des sociétés tombant en déconfiture, sur les dividendes, et surtout sur les causes de la faillite. A-t-elle été amenée par le malheur ou l'ignorance, par des spéculations aventureuses ou étrangères au commerce ordinaire du failli, ou enfin par le désordre? Un tableau de cette nature serait un avertissement efficace pour tous les commerçants, et une source d'instruction pour les publicistes.

Le Congrès émet le vœu que les tableaux et les nomenclatures des crimes, délits et contraventions soient complétés, dans les travaux futurs du Congrès international, et surtout, dans les statistiques officielles, par la définition légale des crimes, des délits, des contraventions, par l'explication précise du sens que la loi pénale attache au mot qui les indique. Il est à désirer aussi que l'on joigne à chaque définition l'indication du minimum et du maximum de la peine. — Pour activer l'accomplissement de ce vœu, le troisième Congrès international pourrait, à l'avance, inviter, dans chaque pays, quelques jurisconsultes éminents à préparer ces tableaux ou ces vocabulaires des définitions et des peines. Revus et adoptés par les Gouvernements, annexés aux statistiques officielles, ils permettraient enfin de dresser avec quelque certitude un tableau comparé des crimes et des délits.

DÉCISIONS TRANSITOIRES.

Le Congrès émet le vœu, que les hauts Gouvernements soient priés de faire dresser certains formulaires pour recueillir les données statistiques concernant l'administration de la justice civile dans leurs pays et les transmettre au prochain Congrès international pour servir de base à leurs travaux ultérieurs.

STATISTIQUE JUDICIAIRE PÉNALE.

A. Propositions.

Vienne
1867.

1. Il y a lieu de former un comité international de cinq à huit membres chargés d'établir d'une manière comparative la nomenclature et la définition des actes punissables et des peines corrélatives dans tous les pays de l'Europe, et d'y joindre l'exposé des analogies et des différences contenues dans ces législations, relativement aux institutions judiciaires, aux détails de leur organisation et de la procédure criminelle, qui peuvent avoir un intérêt pour la statistique criminelle, ou qui forment un des éléments du tableau de l'administration de la justice criminelle. Le mode de ce travail et la forme dans laquelle il doit être présenté sont abandonnés au choix du comité.

2. Ce comité inviterait, au nom du Congrès, les Gouvernements qui ont daigné prendre part aux délibérations du Congrès, en y déléguant des représentants officiels, à vouloir bien faire rédiger une esquisse ou un extrait des dispositions en vigueur dans leurs pays respectifs, et à le transmettre, avec un exemplaire des codes spéciaux ou d'autres collections des lois, à la commission à élire.

Le Congrès exprime le vœu que ces esquisses, quand elles ne seraient pas écrites, dès l'origine, en allemand ou en français, fussent accompagnées, autant que possible, d'une traduction allemande ou française; en outre, qu'un tableau complet des traités d'extradition, ainsi qu'un exemplaire de chaque traité, soient joints aux esquisses.

Il y a lieu enfin de prier les Gouvernements de vouloir bien accorder la franchise postale à la correspondance de ce comité et de ces membres entre eux (lieu entendu lorsque l'objet en aura été clairement indiqué) et de désigner un homme compétent avec lequel le comité pourrait se mettre en rapport direct, pour demander des éclaircissements, parce qu'il ne serait pas toujours convenable de s'adresser aux divers ministères eux-mêmes.

3. Le même comité à créer prendra en considération la proposition, qu'il plaise aux Gouvernements de l'Europe d'échanger entre eux des déclarations et de faire des conventions semblables à celles existant actuellement entre l'Autriche et la France, en faveur de la communication réciproque des condamnations criminelles encourues par leurs nationaux respectifs, afin d'en conserver la trace dans les casiers judiciaires.

4. Si le comité à créer parvenait à étendre ses études sur les législations pénales de l'Amérique, surtout celle des États-Unis de l'Amérique du Nord, les résultats de son travail gagneraient beaucoup sous le rapport de l'utilité scientifique et pratique.

5. Les cadres de la statistique judiciaire criminelle proposés de la Commission organisatrice laissent à peine quelque chose à désirer; de l'autre côté, il serait difficile d'y introduire des changements plus profonds, que la Section en a fait, tant que le système actuel du code pénal de l'Autriche et sa division en crimes, délits et contraventions seront maintenus. Il faudra donc se fier pour le reste aux travaux du comité futur. — Quant au tableau de l'état-civil etc. des condamnés, le voici avec quelques amendements.

B. Tableau indiquant le nombre des individus condamnés pour crimes ou délits,

divisés par sexe, âge, état civil, religion, profession, origine etc. près le tribunal de.... dans l'année....

1. Désignation des délits qui ont emporté une condamnation.

2. Nombre des individus condamnés dans l'année.

a) Sexe: 1) hommes; femmes.

b) Age: 1) de 14 à 20 ans: hommes, femmes; 2) de 21 à 24 ans: id.; 3) de 25 à 30 ans: id.; 4) de 31 à 40 ans: id.; 5) de 41 à 60 ans: id.; 6) de 61 ans et au-dessus: id.

c) État civil: 1) de naissance légitime ou naturelle; 2) célibataires: hommes, femmes; 3) mariés: id.; 4) les époux vivent en commun ou non, en ce dernier cas: séparés du lit conjugal ou dissous entièrement du mariage; 5) veufs: hommes; femmes.

d) État de famille: 1) avec des enfants: hommes, femmes; 2) sans enfants: id.

e) Religion: 1) catholique de l'église latine; 2) catholiques des églises grecque ou arménienne; 3) église grecque ou arménienne oua unie; 4) confession évangélique d'Augsbourg; 5) confession de l'Helvétie (culte réformé); 6) autres confessions chrétiennes; 7) israélites; 8) autres.

f) Professions: 1) sans profession déterminée. 2) journaliers et artisans. 3) domestiques attachés à la personne. 4) gens de service et ouvriers attachés à l'agriculture. 5) commis et ouvriers attachés à l'industrie. 6) commis et ouvriers attachés au commerce. 7) fabricants et industriels. 8) commerçants. 9) propriétaires cultivant par eux-mêmes, y compris les fermiers. 10) propriétaires de maisons, propriétaires de rentes. 11) fonctionnaires publics et employés 12) ecclésiastiques. 13) médecins et officiers de santé. 14) hommes de lettres, artistes etc. 15) autres professions.

g) Degré d'instruction: 1) sachant ni lire ni écrire. 2) sachant lire seulement. 3) sachant lire et écrire. 4) ayant reçu une instruction supérieure.

h) Fortune: 1) sans fortune. 2) possédant quelque avoir. 3) aisés.

i) Antécédents judiciaires: 1) individus n'ayant pas encore été punis. 2) ayant été punis une ou plusieurs fois pour délits et contraventions. 3) ayant été punis pour crimes une fois. 4) ayant été punis pour crimes deux ou plusieurs fois.

k) Domicile: 1) sujets de l'empire appartenant aux provinces..... 2) étrangers. 3) origine inconnue.

STATISTIQUE JUDICIAIRE.

Londres
1860.

1. Que le recueil systématique et la publication des faits ayant rapport aux opérations de la loi et à l'administration de la justice — soit un système complet de statistique judiciaire — fournirait des matériaux très-précieux pour amener de sages et permanentes réformes légales, et des informations de grande importance révélant les besoins sociaux et moraux du peuple.

2. Que ces statistiques judiciaires devaient avoir rapport à l'organisation et à la procédure de toutes les cours de justice ou autres tribunaux, autant civils qu'ecclésiastiques, militaires, navals, criminels, de commerce, ou de quelque autre nature que ce soit, ainsi qu'aux enquêtes, à la police, aux crimes et aux criminels, aux peines, aux prisons, aux établissements de réforme, et aux résultats des procédures devant les tribunaux.

3. Que les statistiques de l'organisation des tribunaux, tant la générale que la locale, devaient indiquer le nombre des tribunaux, leur circonscription territoriale, la nature et l'étendue de leur ressort, le nombre, les qualifications nécessaires, le mode de nomination des juges, des jurés s'il y en a, et des officiers des tribunaux; la nature et le montant de leurs appointements, y compris les pensions de retraite, des frais et des dépenses allouées, le nombre des jours et des heures où ces juges et jurés siégeaient ou étaient en fonction, avec tels autres renseignements relatifs à la population, les impôts, le commerce, la navigation etc., qui serviraient le mieux à constater dans quelle proportion se trouvaient les moyens acquis à une bonne administration de la justice, au caractère des différentes contrées et aux besoins de la population.

4. Que les statistiques des jurys devaient indiquer le nombre des membres inscrits, le nombre de ceux qui sont appelés une ou plusieurs fois par année, le nombre des jours et heures qu'ils sont employés, le nombre des procès soumis au jury en matière civile et criminelle, en distinguant les jurys spéciaux, les rémunérations des jurés, le nombre dont se compose le jury, les causes où la procédure devant le jury, si elle est obligatoire ou par option, le nombre des causes dans lesquelles les juges ont préféré la décision de la cour; le nombre des procès où le jury était unanime dans son verdict, et de ceux où le verdict n'a été rendu qu'à la majorité des voix, et dans quelle proportion; le nombre des jurés recusés, et les motifs de leur recusatio; le nombre et les motifs des annulations des verdicts.

5. Que les statistiques relatives à la procédure des tribunaux en ce qui regarde leur juridiction civile devaient indiquer le nombre des assignations, des causes jugées, tant contentieuses que non contentieuses; des causes référées à des arbitres; de celles qui ont été rayées ou retirées ou terminées à l'amiable, ou autrement que par jugement, le nombre et la portée des jugements, des décrets ou ordonnances; des arrêts; des causes renvoyées à de nouveaux jurés, et les motifs; le nombre et le résultat des exécutions, soit en des personnes soit en des propriétés; le nombre et la portée des interlocutoires; la durée des procès; leur objet; le montant des matières en litige; le montant des sommes adjugées; les frais de cour et les charges approuvées; le nombre et le résultat des appels ou des pourvois en cassation; enfin de la nationalité des demandeurs et des défendeurs.

6. Qu'une classification uniforme et une nomenclature comparée des matières en litige devant les tribunaux civils des différents pays, et de la manière de procéder devant ces tribunaux, serait d'un grand avantage pour faciliter une comparaison de la jurisprudence civile des différentes nations, et qu'à cet effet il serait désirable de savoir quelles analogies les causes contentieuses et le mode de procéder présentent dans les différents pays, pour arriver par ce chemin à la méthode la plus scientifique et la plus convenable d'arranger ces sujets.

7. Qu'une classification uniforme et une nomenclature comparée tant des crimes et autres infractions que des peines reconnues dans chaque pays serait d'une grande utilité pour faciliter la comparaison de la jurisprudence pénale des différentes nations; et qu'à cet effet il est désirable de consulter les lois pénales des différents pays pour s'informer à quel point les crimes, les autres infractions, et les peines connues dans un pays trouvent leurs équivalents dans les autres.

8. Qu'il convient de diviser les crimes et autres infractions à peu près de la manière suivante, savoir: Crimes, etc. contre l'État, la religion, la morale et les bonnes mœurs, l'ordre et la paix publique, contre la personne tant en ce qui regarde sa personne que sa propriété, contre les propriétés, et contre les lois internationales.

9. Que les statistiques des tribunaux de juridiction criminelle doivent indiquer le nombre et la nature des crimes et infractions dénoncés à la police; le nombre des personnes arrêtées et traduites devant un magistrat, en distinguant les sexes et les âges, le caractère de l'infraction; le nombre des mis hors de cause; des punitions sommaires, des mises en accusation, et la durée de l'emprisonnement préalable, les procès devant la cour d'assises; le nombre des procès devant le jury sans être précédés par une procédure devant un magistrat, et les raisons pourquoi; le nombre de ceux qui sont mis en liberté à titre de cautionnement; le nombre des condamnés soit sur leur confession soit sur des témoignages; le nombre des acquittés, le nombre et le fond des décisions, le nombre des récidives; des témoins à charge; le nombre et le résultat des appels; le nombre et les considérants des sentences réformatoires, le nombre des graciés, des commutations de peines; les frais des poursuites, et d'où ils proviennent; le nombre des témoins, et des rémunérations allouées.

10. Quant aux accusés, la statistique doit indiquer leur lien de naissance, leur âge, sexe, religion, éducation, profession, occupation, et leur état civil; quant aux condamnés de bas âge, on doit ajouter s'ils sont orphelins ou délaissés, par leurs parents, légitimes ou non.

11. Qu'il convient d'indiquer autant que possible les causes les plus proches et les motifs des crimes; s'ils sont les fruits de l'ignorance ou du mécontentement; de la cupidité, de la haine, de la vengeance, des dissensions domestiques, de l'ivrognerie (soit de la part du coupable ou de la partie lésée), de l'indigence, de la prostitution, des maladies du corps ou d'une aliénation mentale, ou de quelque autre source connue ou présumée.

12. Qu'il est à désirer qu'on joigne à la statistique des crimes et des criminels des renseignements sur la proportion dans laquelle se trouve le nombre des crimes à celui de la population des différents districts, des maisons où se vendent des boissons enivrantes, des maisons de prostitution, des recéleurs etc.

13. Que la statistique des prisons doit indiquer le nombre des prisons, en distinguant entre ceux pour les prévenus et ceux pour les condamnés; le système, la discipline et l'organisation administrative des prisons, le nombre des prévenus ou condamnés, en faisant connaître leur sexe, âge, lieu de naissance, profession ou occupation, criminalité et pénalité, le nombre des récidives; l'état de santé, la mortalité, le nombre des suicides ou des cas d'aliénation mentale; le nombre et la valeur des travaux faits par les prisonniers et les moyens employés pour leur réforme; instruction morale, religieuse, scolaire, enseignement d'une profession ou autre industrie, les frais des prisons, le nombre des infractions commises dans les établissements et les punitions auxquelles elles ont donné lieu; les évasions ou tentatives d'évasion; le nombre des libérés avant l'expiration du terme, en indiquant les crimes pour lesquels ils avaient été condamnés, et la partie de leur punition qu'ils avaient subie.

14. Que la statistique des condamnés doit indiquer le nombre des aliénés, de ceux qui se montrèrent comme tels ou à l'époque de leur éronement, ou avant d'être mis en accusation, ou devant la cour d'assises ou après leur procès; le nombre des détenus dans des établissements spéciaux; le nombre des individus mis hors de cause et les conditions sous lesquelles cela s'est fait; les crimes commis par des aliénés après avoir été libérés.

15. Que les statistiques des enquêtes de coroner ou autres procédures en cas de morts soudaines comprendraient le nombre des enquêtes pour chaque mois de l'année, en distinguant les cas de meurtre, mort accidentelle, suicide, mort par abus de boisson, par la faim, le froid, l'exposition, plus le nombre de ceux trouvés morts, avec l'âge et le sexe des individus soumis à ces enquêtes, et, dans les cas de suicides, en distinguant le nombre des tentatives, celui des suicides consommés, par chaque mois de l'année, le nombre de ceux accomplis par l'eau, le poison, la pendaison et autres moyens, l'âge et le sexe des individus, enfin les causes connues ou présumées ou les circonstances de ces suicides.

16. Que la statistique des écoles ou établissements de réforme indiquerait le nombre et les dimen-

sions des écoles, le nombre des enfants enrôlés, leur sexe, leur âge, les crimes ou délits qu'ils ont commis, la puiton déjà subie, le nombre des récidivistes, le degré d'instruction à l'entrée et à la sortie, l'espèce d'état ou autre occupation industrielle enseignée.

17. Qu'en égard à l'utilité pratique des statistiques judiciaires et à la portée universelle des leçons sociales et morales qu'elles doivent apporter, il est grandement à désirer que les rapports périodiques de statistique judiciaire comprennent une comparaison exacte des faits ressortant des statistiques judiciaires des différents pays.

18. Que, vu les conclusions précédentes, le Congrès croit devoir recommander en général, que chaque nation arrange sa statistique judiciaire de manière qu'elle corresponde autant que possible à son système de loi, de pénalité et des établissements pénitentiaires ou de réforme, en laissant aux statisticiens la tâche de comparer les statistiques des différentes nations entre elles, pour arriver à des résultats plus ou moins corroboreurs.

19. Qu'à l'avis du Congrès la collection et la distribution de tableaux de statistique dressés d'après ce principe, sous les auspices du Congrès, contribuera à introduire dans la statistique de toutes les nations une harmonie qui doit faciliter éminemment de telles comparaisons.

20. Le Congrès émet le vœu que le Gouvernement britannique nomme une commission pour examiner et comparer les différents systèmes adoptés pour les statistiques judiciaires tant dans la Grande Bretagne que dans les autres pays, et de préparer des rapports concernant les questions suivantes :

- I. Quelle est la meilleure méthode pour l'enregistrement des procédures devant les tribunaux, à dessein de fournir les meilleurs renseignements statistiques sur des matières de loi?
- II. Quelle sera la meilleure méthode de recueillir ces renseignements dans des tableaux?
- III. Serait-il nécessaire d'augmenter le nombre des officiers, pour s'assurer que les rapports fussent complets, exacts, et arrangés d'une manière scientifique?

21. En regrettant l'absence d'un grand nombre d'hommes distingués qui aux Congrès précédents avaient donné leur aide à préparer les programmes et à discuter la statistique judiciaire, le Congrès est d'avis qu'il est de la plus haute importance que pour le futur un délégué officiel ou autre de chaque pays assiste à chaque section.

22. Que le rapport de la Section et les rapports des autres Sections, puis les programmes, les conclusions du Congrès, et les procès-verbaux des Sections, soient publiés ensemble, et transmis aux autorités ou personnes officielles ou autres des différents pays qui s'intéressent plus particulièrement à ces sujets.

Y. ARMÉE.

STATISTIQUE MÉDICALE DES ARMÉES.

(Voir page 172.)

STATISTIQUE DE L'ARMÉE ET DE LA MARINE.

Londres
1860.

1. Le Congrès adopte la résolution qu'un rapport annuel des forces militaires et navales de tous les États contienne :

- 1) une énumération pour l'armée, pour la marine, et pour les deux services réunis de l'effectif moyen : a) des officiers, des soldats, des matelots, et des soldats de marine en activité de service, et dans la réserve; b) des volontaires, des gardes nationaux etc.
- 2) le rapport de leur nombre respectif à celui de la population entière, et à la portion des hommes entre l'âge de — et — supposés capables de porter les armes.

- 3) le nombre des recrues requises annuellement pour maintenir l'effectif moyen de ces différents services, et leur nombre total.
 - 4) le rapport du nombre respectif des recrues à l'effectif moyen des services respectifs, et de leur total à la moyenne de l'effectif total.
 - 5) le rapport du nombre annuel des recrues pour chaque service, et du total au nombre total de la population, et à la portion des hommes de l'âge auquel le recrutement est limité.
 - 6) la dépense totale, comprenant le service effectif et le service non-effectif, de l'armée, de la marine, et des deux ensemble.
 - 7) la proportion de ces sommes avec le total revenu annuel de l'État, avec le reste du revenu après en avoir déduit l'intérêt de la dette publique, où il en existe une, avec la dépense annuelle, et avec la dépense exclusive de la dette.
 - 8) le coût annuel de chaque individu employé, à l'égard, d'abord, des différentes branches des deux services, et, ensuite, de l'ensemble.
 - 9) la proportion moyenne de la dépense de l'armée, de la marine, et des deux services, avec la population, par tête, et par famille.
2. Que la table suivante devra être recommandée comme le modèle de semblables statistiques.

État général du service militaire et du service naval pour l'année.

Titres. A) Moyenne annuelle des hommes, comprenant les officiers.

B) Proportion de la moyenne annuelle des hommes (A) sur la : 1. population totale; 2. population mâle entre les âges de ... et ..

C) Nombre de recrues annuellement exigées pour tenir au niveau la moyenne annuelle.

D) Proportion du chiffre annuel de recrues (C) sur : 1. les chiffres moyens annuels (A); 2. la population totale; 3. la population mâle de l'âge limité pour les recrues.

E) Dépense totale annuelle.

F) Moyenne de la dépense totale (E) sur : 1. le revenu total; 2. la dépense totale; 3. le revenu moins la charge annuelle pour la dette publique (s'il y en a); 4. dépense moins la charge annuelle pour la dette publique.

G) Proportion moyenne de la dépense totale (E) : 1. par tête de la population totale; 2. pour chaque famille.

Chefs des colonnes. Armée. 1. Payés : (a) établissement fixé par le Gouvernement. — Enrôlés : (b) incorporés; (c) réserve.

2. Non-payés : (d) volontaires, garde nationale, etc.

3. (b + c + d) Force totale.

Marine. 1. (e) Établissement fixé par le Gouvernement.

2. Enrôlés : (f) à flot; (g) réserve.

3. (f + g) Force totale.

Total des deux services. 1. Payés : (h) établissement fixé par le Gouvernement. —

Enrôlés : (i) au service; (j) réserve.

2. Non-payés : (k) volontaires, etc.

3. Force totale (i + j + k).

3. Qu'à l'égard de l'armée de terre, un rapport annuel du nombre et de la dépense comprenne :

1) La moyenne du nombre total des officiers de tous les rangs, classés comme il suit :

a) officiers généraux, comprenant les maréchaux de camp, les maréchaux, les généraux, les lieutenants-généraux, les majors-généraux, les généraux de division, et les généraux de brigade.

b) officiers d'état-major, colonels, lieutenants-colonels, majors, chefs de bataillon, et chefs d'escadron.

c) capitaines.

d) subalternes, lieutenants (en 1^{re} et en 2^e), sous-lieutenants, cornettes, et enseignes.

- e) adjutants, payeurs, quartier-maîtres, et officiers recruteurs.
- f) état-major des officiers de santé.
- g) chapelains, employés au commissariat, prévôt des maréchaux, etc.
- 2) La moyenne du nombre total des sous-officiers, trompettes, et tambours.
- 3) La moyenne du nombre total des simples soldats.
- 4) Le rapport du nombre des officiers de chaque classe à leur nombre total, et le rapport du nombre des officiers au nombre total des sous-officiers, trompettes, et tambours; et du total des soldats au total des hommes de tout grade.
- 5) Le total de la solde annuelle et des gratifications de chaque classe d'officiers, et la moyenne pour chaque individu de chaque classe.
- 6) Le coût total de la solde, de la nourriture, et de l'habillement, et la moyenne annuelle du coût de chaque individu de —
 - a) sous-officiers, trompettes, et tambours;
 - b) simples soldats.
- 7) La proportion des précédentes sommes annuelles pour chaque rang à la somme totale annuelle de la solde, des gratifications, des subsistances, et des habillements pour tous les rangs, et à la dépense militaire totale.
- 8) La moyenne annuelle du nombre des chevaux employés au service de l'armée.
- 9) Le total du coût annuel des chevaux, comprenant la remonte, le fourrage, l'équipement, et les dépenses accidentelles.
- 10) Le total du coût annuel des armes, des équipages, des provisions de guerre, des manufactures de guerre, et des magasins de guerre.
- 11) Le total du coût annuel des casernes et des hôpitaux.
- 12) Le total du coût annuel des fortifications.
- 13) Le total du coût annuel de l'administration civile.
- 14) Le total du coût annuel des services scientifiques et d'instruction.
- 15) Le total général du coût annuel des troupes incorporées (total des Nos. 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14).
- 16) Le total du coût annuel de la réserve, de la milice, ou landwehr.
- 17) Le total du coût annuel des volontaires, de la garde nationale, etc.
- 18) Le total du coût annuel du service actif (ou le total des Nos. 15, 16, et 17).
- 19) Le total du coût du service non-actif.
- 20) Le total du service actif et non-actif (18 et 19), devra représenter le total annuel des dépenses militaires.
- 21) Les rapports au coût total annuel du service actif (18), et au total du service actif et du service non-actif (20), du coût annuel —
 - a) des troupes incorporées (15).
 - b) de la réserve, la milice, ou landwehr (16).
 - c) des volontaires, gardes nationaux, etc. (17).
- 4. Que la table suivante soit recommandée comme la forme sous laquelle devront être donnés les renseignements précédents.

Armée. État général du chiffre des hommes et des dépenses pour l'année.

Chefs des colonnes.

- 1) Nombre: a) proportion sur le total: de tous les rangs; des officiers seulement. b) total.
- 2) Sous-divisions des rangs etc.
- 3) Dépense: a) moyenne par tête; b) totale; c) proportion sur le total de: paie, etc.; dépense générale.

État général des sous-officiers, caporaux et soldats, trompettes et tambours pour l'armée.

Titres.

- 1) Total: *a)* Infanterie. *b)* Cavalerie. *c)* Artillerie. *d)* Génie. *e)* Train, etc. *f)* Total.
- 2) Quantum pour cent: idem.

Chefs des colonnes.

- 1) Force moyenne annuelle: *a)* présents sous les armes. *b)* emprisonnés pour offenses. *c)* total.
- 2) Diminutions annuelles par: *a)* morts. *b)* congés. *c)* désertions. *d)* toutes les causes.
- 3) Additions annuelles: recrues.

8. Qu'un rapport général des congés soit donné d'après le modèle suivant.

État annuel des hommes congédiés.

Titres. (Cause du renvoi.)

- 1) Total: *a)* Achèvement des années de service.
b) Incapacité de service ultérieur par: l'âge; la maladie; des accidents particuliers au service; autres accidents.
c) Rachats.
d) Offenses criminelles.
e) Total.
- 2) Tant pour cent sur la force moyenne, des renvois pour *a)* achèvements des années de service.
b) Incapacité de service ultérieur par: l'âge; la maladie; des accidents particuliers au service; autres accidents.
c) Rachats.
d) Offenses criminelles.
- 3) Tant pour cent des renvois totaux à la force moyenne.
- 4) Chiffre moyen de la pension annuelle.

Chefs des colonnes. 1. Avec pension.
2. Sans pension.
3. Total.

9. Qu'un rapport général des désertions soit donné d'après le modèle suivant.

État annuel des désertions.

Titres.

- 1) Total: *a)* pendant la 1^{re} année de service. *b)* pendant la 2^{de} année de service. *c)* pendant la 3^{me} année de service. *d)* pendant les autres années. *e)* total. *f)* nombre des hommes repris. *g)* perte actuelle pour le service.
- 2) Tant pour cent sur la force moyenne des désertions: *a)* pendant la 1^{re} année de service. *b)* pendant la 2^{de} année de service. *c)* pendant la 3^{me} année de service. *d)* pendant les autres années de service. *e)* total. *f)* repris. *g)* perte actuelle pour le service. *h)* moyenne de la punition infligée aux hommes repris.

10. Qu'un rapport général du nombre des recrues qui ont augmenté l'armée soit donné d'après le modèle suivant.

États annuels du recrutement.

I. Par engagement volontaire.

- 1) Âge: *a)* limité: maximum; minimum. *b)* moyenne (de recrues actuellement engagés).
- 2) Taille: minimum; moyenne (de ceux engagés).
- 3) Périodes de l'engagement: la plus courte, les autres, pour la vie —
a) Nombre de ceux ainsi enrôlés.

- b) Proportion pour cent.
c) Age moyen de chaque classe.
d) Taux de la prime à chacun.
e) Total des primes payées.
- 4) Demandes: a) acceptées, b) rejetées pour défaut de: taille, santé.
Proportions pour cent.
- 5) Instruction, nombre de ceux: a) ne sachant ni lire ni écrire, b) sachant lire seulement, c) sachant lire et écrire, d) incertain.
Proportions pour cent.
- II. Par enrôlement forcé.

II. Par enrôlement forcé.

- [illegible]

11. Que des rapports périodiques, relatifs à un soldat individuel de chaque arme du service, — savoir Infanterie, grosse et légère Cavalerie, Artillerie, Génie, Train. — soient donnés d'après le modèle suivant.

État relatif à un soldat de

Chefs des colonnes: 1. Infanterie. 2. Cavalerie: grosse; légère. 3. Artillerie. 4. Génie. 5. Train.

Renseignements particuliers à donner dans chacune des sous-divisions ci-dessus.

- 1) Taille du soldat: minimum fixé par les règlements; maximum (s'il y en a) id.; moyenne.
 - 2) Poids moyen du soldat.
 - 3) Poids moyen de ses : habillements; armes; accoutrements; sac et accessoires; munitions, charges ordinairement portées en service; provisions pour jours ordinairement portées en service; total.
 - 4) Poids de la ration quotidienne en pain et en viande.
 - 5) Mesure de la ration quotidienne en vin, bière, ou spiritueux.
 - 6) Coût moyen de ses : habillements; armes; accoutrements; sac et accessoires; total.
 - 7) Coût annuel: paie; allocations extra (s'il y en a); total.
 - 8) Durée du service: moyenne; la plus courte (c'est moins de mise hors d'état) qui donne droit à une pension.
 - 9) Montant de la pension; perte d'un membre; mis hors d'état par maladie; non mis hors d'état après x, y, z années de service.
 - 10) Nombre moyen des heures d'exercice nécessaires pour rendre propre au service dans les rangs.
12. Un rapport relatif au matériel de l'artillerie est adopté, d'après le modèle suivant ici.

Artillerie.

Chefs des colonnes: 1. De campagne: a) A cheval: canons; obusiers. b) A pied: idem.

2. De siège: a) Canons. b) Mortiers.

Poids de charge ou diamètre de la bombe.

NB.—Quand il y en a plusieurs de même poids ou de même dimension, on choisira ce qui sert le plus communément.

Renseignements particuliers à donner dans chaque sous-division ci-dessus.

- 1) Longueur du canon.
 - 2) Diamètre de la bouche.
 - 3) Poids de la charge de service; charge d'épreuve; bombe (pour obusiers et mortiers).
 - 4) Portée: but-en-blanc; extrême.
 - 5) Proportion moyenne pour chaque canon de: officiers; sous-officiers; canonniers et conducteurs; chevaux.
 - 6) Nombre de coups pour chaque canon porté sur le service.
 - 7) Poids: a) du nombre de coups portés sur le service. b) du canon; de la voiture; des deux; du fourgon; des armes blanches et magasins; du tout.
 - 8) Proportion moyenne pour chaque canon du poids des munitions, de la réserve, et des voitures de forge et magasins de réserve.
 - 9) Poids total transporté pour chaque canon.
 - 10) Coût du: canon; de la voiture; fourgon; armes blanches et magasins.
 - 11) La proportion moyenne pour chaque canon du coût des: chevaux; munitions, réserve, et fourgons de forge, et magasins de réserve.
 - 12) Coût total par canon.
 - 13) Chiffre total: dans les mains des troupes; dans les arsenaux.
13. Un rapport relatif aux petites armes est adopté, d'après le modèle suivant.

Petites armes.

Chefs des colonnes: 1) Fusils d'Infanterie; a) canons unis. b) canons rayés.

2) Cavalerie et Artillerie: a) carabines: canons unis; canons rayés. b) pistolets.

Nombre ou autres symboles des différentes classes.

Les renseignements particuliers seront donnés dans chaque sub-division.

- 1) Coût.
 - 2) Durée moyenne du service (pendant la paix).
 - 3) Coût moyen annuel (pendant la paix) des: a) Renouvellements. b) Réparations. c) Munitions: coups alloués pour l'exercice à boulets; cartouches à blanc et capsules. d) Total.
 - 4) Diamètre de la bouche.
 - 5) Longueur des: canon de fusil; fusil, carabine, ou pistolet; baïonnette, ou sabre-baïonnette; fusil et baïonnette, ou sabre-baïonnette.
 - 6) Poids des: a) Canon de fusil. b) Fusil, carabine ou pistolet. c) Baïonnette, ou sabre-baïonnette. d) Balle ou projectile. e) Charge de poudre: pour le service; pour l'épreuve.
 - 7) Portée: but-en-blanc; extrême.
 - 8) Portion de l'autre moitié de la trajectoire du projectile portant au-dessous de la hauteur moyenne d'un: a) soldat à cheval; b) soldat à pied à une distance de: 200, 300, 400, 500, 600, 700, 800 yards.
 - 9) Temps le plus court possible nécessaire pour charger et décharger dix fois l'une ou l'autre des armes à feu portatives.
 - 10) Nombre total: dans les mains des troupes; dans les arsenaux.
14. Le Congrès verrait avec plaisir les divers Gouvernements mettre à la disposition des savants étrangers occupés d'études sur la criminalité militaire comparée, les documents qu'ils ont pu recueillir sur celle de leurs armées respectives. Il verrait également avec plaisir les Gouvernements qui publient habituellement la statistique criminelle de leurs armées, faire précéder ce document de notes explicatives sur l'organisation et la compétence des tribunaux militaires de leur pays.

Z. MARINE DE GUERRE.

STATISTIQUE VITALE DU SERVICE NAVAL.

(Voir page 180.)

STATISTIQUE NAVALE.

1. Il est désirable que, dans tous les pays, les personnes employées dans la marine soient classées de la même manière, et autant que possible sous la même désignation; et que le taux des salaires de chaque classe soit mentionné.

Londres
1860.

2. Le nom des principaux articles d'équipement et de construction dans les établissements du Gouvernement soit indiqué, ainsi que celui des articles de provision, d'habillement, etc.

3. Les poids et les mesures, etc. devront être assimilés autant que possible pour toutes les nations.

4. Il est désirable que le Gouvernement de chaque nation fasse préparer un rapport annuel embrassant tous les faits importants relatifs à la marine, savoir:

1) Désignation des diverses classes de personnes employées en relation avec la marine, y compris les fonctionnaires civils, les ingénieurs et les ouvriers.

2) Nombre des personnes de chaque classe employées au 31 décembre de chaque année.

3) Taux des appointements de chaque classe.

4) Le coût annuel moyen par tête: *a*) pour salaires, *b*) pour provisions, *c*) pour médicaments, *d*) pour vêtements, *e*) pour recrutement (en distinguant la conscription de l'engagement volontaire).

5) Désignation de chaque article: *a*) manufacturé dans les divers établissements de la marine, *b*) des approvisionnements et des vivres, *c*) de médicaments, *d*) de vêtements pour marins et soldats.

6) Quantité des achats annuels, sous chaque rubrique.

7) Quantité de ce qui reste à la fin de chaque année, sous chaque rubrique.

8) Prix ou taux payé pour la dernière fourniture de l'année.

9) Valeur de chaque article des provisions, etc. restant au 31 décembre de chaque année, d'après le dernier prix payé.

10) Poids ou mesure de chaque article en usage de chaque pays, réduits à un étalon commun.

11) Désignation des diverses classes de personnes pensionnaires et à demi-solde.

12) Échelle des pensions payées à ces personnes.

13) Nombre, description et tonnage de tous les bateaux à vapeur, en ajoutant le nombre des canons et des chevaux de vapeur, au 31 décembre de chaque année.

14) Idem des navires à voiles.

15) Coût moyen de construction, par tonneau, pour chaque classe de vaisseaux équipés pour le service.

16) Dépense moyenne annuelle, par tonneau, pour réparations et usure.

17) Coût moyen, par cheval de vapeur, pour les machines à vapeur construites ou achetées pendant l'année.

18) Idem pour réparations et entretien.

19) Montant des dépenses annuelles de la flotte pour: *a*) tous les mouvements des navires, etc., et des escadres; *b*) toute augmentation de la marine, indiquant les diminutions survenues; *c*) les établissements; *d*) le personnel du service effectif; *e*) le matériel; *f*) le service non-effectif; *g*) articles divers.

W. FINANCES.

Paris 1886. Le Congrès émet le vœu de voir figurer dans le programme de la session future une nomenclature complète des institutions financières des divers pays, avec des tableaux relatifs à l'assiette de l'impôt, aux frais de perception, aux sources diverses des revenus de l'État, au domaine public, aux établissements de crédit, à la division des dépenses et des services publics en généraux, provinciaux et communaux, à la dette publique et à son amortissement, etc. etc.

STATISTIQUE FINANCIÈRE.

A. Principes.

Vienne 1887.

1. La base de la statistique financière est un compte annuel raisonné, c'est-à-dire un état des recettes et des dépenses annuelles, indiquant séparément les sources d'où découlent les recettes, et le but qu'on veut atteindre par les dépenses, en subdivisant les chapitres en autant d'articles que chaque nature de recettes ou de dépenses le comporte.

2. Le compte annuel n'a pas seulement pour but de faire connaître le montant des sommes que l'État a perçues ou dépensées à un titre quelconque dans le cours de l'année; il a encore une autre destination tout aussi importante sinon davantage et qui consiste à établir:

a) quelle partie de cette somme forme le revenu réel de l'État, c'est-à-dire le produit de ses propriétés, de ses droits régaliens et de ses impôts, ainsi que ses dépenses réelles, c'est-à-dire celles des pouvoirs de l'État, de l'administration et des divers autres services publics.

b) quelle partie ne figure que comme recettes et dépenses d'ordre, se rapportant à des sommes perçues par l'État pour compte d'autres parties présumées; tels sont les droits de douane perçus sur des objets qui, après avoir été mis en œuvre dans le pays, sont exportés avec un drawback, les retenues sur les traitements des fonctionnaires, faites pour leur pension de retraite, les contingents fournis par des particuliers ou par des communes pour certains travaux d'intérêt local, pour les frais de police locale etc.

c) quelles parties des dépenses et des recettes de l'État ne sont que des dépenses et des recettes apparentes (*uneigentliche*) comme, d'un côté, les frais d'exploitation dans les entreprises agricoles, forestières, industrielles ou commerciales de l'État, et de l'autre, la partie correspondante de la valeur des produits de ces entreprises. On comprendra ici, par exemple, les dépenses pour les matières premières des monopoles du tabac, du sel et de la poudre à canon, les intérêts du capital dépensé en travaux, l'usure et les frais d'exploitation des chemins de fer, ainsi que la partie des recettes provenant des monopoles du tabac, du sel et de la poudre à canon; des chemins de fer et des télégraphes, servant à couvrir ces frais.

3. Il est admissible et même utile que des recettes et des dépenses, qui sont réellement le résultat de circonstances extraordinaires, et ne se reproduisent pas dans le budget ordinaire, soient désignées séparément comme recettes ou dépenses extraordinaires, à côté des recettes et dépenses ordinaires de même nature. — Du reste, n'établir une statistique financière ni sur les budgets, ni sur les comptes provisoires, comme on le fait à la fin de l'année par des considérations administratives, mais sur les comptes définitifs, arrêtés après la clôture générale de l'exercice et l'examen de tous les comptes par les autorités et les corps compétents, c'est là une mesure de précaution qu'il faut recommander avec instance aux hommes de science.

4. Mais le compte annuel, avec quel soin qu'on l'ait établi, ne donne que le mouvement des finances à un moment donné, et non leur situation, et, dans beaucoup de cas, seulement des rentes et des

intérêts et non du capital, du taux de l'intérêt et de la durée de l'obligation. Pour compléter la statistique financière, il est donc nécessaire d'ajouter au compte annuel un état de la situation de fortune (ou inventaire) dressé, autant que possible, dans une forme qui la mette en rapport avec le compte annuel, de manière à faire ressortir l'augmentation ou la diminution que la fortune de l'État a éprouvée pendant la durée de l'exercice, par l'effet des opérations financières de l'année. Quant à la propriété non-productive de revenu, il y a lieu de distinguer entre le domaine ou les propriétés particulières de l'État et le domaine public; ce dernier (routes, ports, fortifications, monuments publics) échappe à toute évaluation. Mais la valeur même des propriétés particulières de l'État ne peut être déterminée que lorsqu'il s'agit d'objets susceptibles d'être évalués en argent, ce qui exclut les archives, les bibliothèques, les galeries de peinture, les collections scientifiques, etc.

5. Il faut prendre en considération les recettes et les dépenses non apparentes (*verborgene*), les valeurs énormes qui dans chaque État sont utilisées sous forme de services, de jouissances et de produits en nature, sans figurer dans aucun budget. Un certain nombre de ces services ne saurait sans doute être évalué en argent, mais la valeur de beaucoup d'autres peut facilement être déterminée. La dépense à faire pour se procurer un remplaçant et une mesure exacte de la différence entre la valeur du service militaire, du travail et du danger qu'il impose, et la solde. Là où les communes ou des entrepreneurs se chargent de loger et de nourrir les soldats, l'indemnité à payer par les habitants indique évidemment le montant de la dépense. Il serait du reste facile de multiplier ces exemples.

6. Si l'on veut connaître ce qui a été dépensé dans l'État pour les divers objets de la sollicitude du Gouvernement, on doit établir une statistique financière spéciale pour chacun de ces objets. Pour y arriver, il importe que la statistique financière des communes et des établissements publics et, là où des particuliers ont des revenus ou des charges pécuniaires pour l'exercice d'actes gouvernementaux, la statistique financière de ces fonctions seigneuriales soit établie d'après les mêmes cadres que la statistique financière de l'État et de ses circonscriptions administratives; de telle sorte que les diverses sommes consacrées au même but, ou qui proviennent de la même source, figurent sous les mêmes rubriques tant dans la statistique financière de l'État que dans celle des autres corporations ou établissements publics, et soient constatées d'après les mêmes principes.

B. Cadres de la statistique financière.

Observations préliminaires.

1. La forme la plus convenable pour l'exposition de la statistique financière consiste en tableaux annuels des recettes et des dépenses, complétés par un tableau des modifications que ces opérations peuvent avoir apportées dans la fortune de l'État. Il importe seulement de dresser ces tableaux dans tous les pays suivant la même forme et d'après les mêmes principes, pour obtenir des faits bien définis, complets et comparables entre eux. Par cette raison, la section des finances de la troisième réunion du Congrès international de statistique a cru le mieux remplir sa tâche en proposant des cadres pour chacun des trois tableaux en question.

Elle n'a pas oublié, du reste, que les divers articles de recettes, de dépenses et d'inventaire doivent être complétés par des annexes ou pièces justificatives spéciales, de la nature de celles indiquées dans le cadre, avant d'être employés pour les besoins de la statistique, de l'administration et de l'économie politique. Elle n'a pas oublié non plus que l'exposition de l'ensemble des opérations financières d'un État comprend encore un tableau du mouvement des fonds, c'est-à-dire des virements nécessaires pour l'exécution réelle et définitive des recettes et des dépenses à effectuer par les diverses caisses de l'État. Seulement, l'organisation des caisses et des comptabilités des divers États est trop différente, pour qu'il ait été possible de dresser un cadre d'une application générale.

2. Une autre question qui occupa la section, dans l'intérêt de la plus grande exactitude des renseignements à inscrire dans les tableaux ci-dessus mentionnés, ce fut le choix du document dans lequel ils devraient être puisés. Elle décida qu'il y avait lieu d'appeler explicitement l'attention des

statisticiens sur la nécessité de n'employer pour ces travaux, ni le *budget* ni le *compte provisoire*, dressé habituellement à la fin de l'année par des raisons administratives, mais seulement les comptes définitifs contrôlés par les cours ou hautes chambres des comptes.

Néanmoins, cette observation n'exclut pas la comparaison, si instructive à tant d'égards, des résultats des comptes définitifs avec les évaluations des budgets et les données des comptes provisoires.

3. Le cadre ci-après ne renferme que les recettes, les dépenses et l'inventaire de l'État en général. On ne doit pas oublier que des circonscriptions administratives (provinces, arrondissements, départements, distriets), des communes, des établissements publics, et des particuliers remplissant certaines fonctions publiques (tribunaux patrimoniaux, juges de paix etc.) sont chargés d'opérer des recettes et des dépenses pour des services de l'État, et possèdent des biens consacrés à ce but. Ce n'est qu'en tenant compte de ces fonds, qu'on peut obtenir un tableau complet de ce qui est perçu et dépensé dans chaque pays, pour un service déterminé, par exemple, pour l'administration de la justice, l'instruction ou la bienfaisance publique etc. Or, pour qu'il soit possible de faire entrer en ligne de compte les opérations pécuniaires de ces circonscriptions administratives etc., il est indispensable que leur statistique financière soit dressée dans la même forme, d'après les mêmes principes, et autant qu'on pourra, d'après les mêmes divisions que celles de l'État.

4. On ne comprendra pas parmi les recettes et les dépenses du cadre ci-après, les sommes qu'une caisse de l'État reçoit ou dépense pour une autre; ces sommes ne doivent figurer qu'au compte des virements de fonds.

Les virements de fonds comprennent encore les fonds qui ne sont confiés que temporairement aux caisses publiques comme dépôts ou cautionnements.

5. On comprendra parmi les recettes et les dépenses ainsi que parmi les dettes actives et passives de l'État, non seulement les sommes en numéraire, mais encore les produits et les prestations en nature; ces produits et ces prestations doivent cependant être évalués en argent, conformément au taux de achat usité dans le pays, ou d'après le prix moyen du marché.

Toutefois, on trouvera, dans tous les pays, un certain nombre de services rendus à l'État ou de prestations qui échapperont à toute évaluation en argent, soit parce que leur valeur pécuniaire n'est pas habituellement fixée dans les états financiers, soit parce qu'il est très-difficile de la déterminer. Dans cette catégorie entrent notamment les services militaires rendus en dehors de l'engagement volontaire. Ce sera la tâche de la statistique financière d'appeler l'attention sur ces faits.

6. On ne devra sans doute pas exclure des tableaux des recettes et des dépenses, les sommes qu'une caisse générale de l'État perçoit pour le compte de circonscriptions administratives, communes, établissements publics, de particuliers remplissant une fonction publique, ou qui payées par les contribuables leur sont rendues sous la forme de remises, remboursements, escomptes, primes d'exportation, gains à la loterie, ou enfin les sommes perçues en échange de matières fournies ou de services rendus au contribuable; mais il est indispensable, pour établir les recettes et dépenses réelles de l'État, que ces sommes — qui à la rigueur pourraient ne pas figurer dans la comptabilité de l'État — soient inscrites dans une colonne spéciale; c'est pourquoi on a tracé trois colonnes dans le cadre, pour l'inscription des nombres.

Cette séparation est particulièrement importante pour les États qui perçoivent certains impôts sous la forme de monopoles, qui possèdent des domaines, des mines, ou exploitent des chemins de fer, des postes, des télégraphes ou d'autres entreprises industrielles ou commerciales. Au reste, il est clair, bien qu'on en eût été utile de le faire remarquer expressément, pour prévenir tout mal-entendu, que la troisième colonne ne renferme que des recettes brutes et non nettes, puisque les dépenses de perception ou d'administration proprement dites n'ont pas été déduites.

7. Enfin le cadre ci-après ne saurait avoir pour but d'indiquer aux divers pays la forme dans laquelle ils doivent dresser leur compte financier. Cette forme dépend trop des institutions politiques et administratives du pays, pour qu'elle puisse être subordonnée aux vœux de la statistique financière. Mais le cadre pourra indiquer la nature des renseignements à puiser au compte financier, pour établir une statistique des finances.

Si par l'effet de l'organisation administrative spéciale de certains pays, des renseignements de-

mandés par le cadre ne pouvaient pas être fournis, ou ne pouvaient trouver leur place qu'à un autre endroit, il conviendrait de donner les explications nécessaires, au moyen de notes spéciales. Il suffirait souvent de placer une courte observation dans la colonne. En dressant le cadre, on a déjà indiqué dans les observations quelques-uns de ces cas.

Il est sous-entendu que les valeurs à inscrire dans le cadre sont énoncées dans les mêmes monnaies qu'au compte financier.

1. Cadre des recettes.

Observation préliminaire. (On inscrit dans la première colonne, en regard de chaque chapitre, la totalité des sommes rentrées ou portées en recettes sous cette dénomination; mais on ne comprendra pas dans la recette afférente à chaque chapitre celle qui, étrangère à son objet principal, s'est trouvée seulement faite par les mêmes agents de perception. Telles seraient, par exemple, au chapitre des contributions directes, les taxes payées pour des extraits du cadastre, le loyer de locaux superflus dans les bâtiments de l'administration des contributions directes, les retenues opérées sur les traitements des agents du perception dans l'intérêt de leur pension. Ces recettes doivent être réunies et classées dans des rubriques spéciales. Si des raisons administratives ne permettaient pas de séparer ainsi, dans un chapitre, les recettes principales des recettes secondaires, le montant de ces dernières devrait être donné, au moins d'une manière approximative, et inscrite pour mémoire aux diverses rubriques auxquelles elles se rapportent.)

Chefs des colonnes: 1) Nature des Recettes.

- 2) Recettes totales (sans aucune distinction).
- 3) Recettes apparentes inscrites par ordre.
- 4) Recettes réelles.

Nature des recettes.

1. Contributions directes. (Pour les impôts directs il est toujours important d'indiquer la base de l'assiette, le nombre des cotes en général et par catégories, leur taux moyen, et d'autres renseignements de cette nature indicatifs de la distribution de la fortune parmi les habitants.)

- a) Impôts sur le sol (impôt foncier).
- b) Impôts sur les maisons, bâtiments, appartements et sur des parties de logement (par exemple: sur les portes, fenêtres, cheminées).
- c) Impôts sur le revenu et sur la fortune (de même, l'impôt par classes. (On comprendra également dans cette dernière classe l'impôt personnel établi en France d'après le salaire moyen.)
- d) Impôts sur l'industrie. (Les impôts acquittés en proportion du nombre des produits, ainsi que ceux imposés subsidiairement à des industries passibles de droits de consommation (par exemple: les droits de licence en France) seront compris parmi les contributions indirectes non énumérées, lettre d. cc. Font partie des taxes: les impôts acquittés une seule fois et accidentellement, par exemple, lors de la création d'un établissement industriel, ou pour l'acquisition d'un privilège.)
- e) Impôts assis sur le nombre des contribuables.
- f) Autres impôts directs (redevances de mines, taxes de main-morte).
- g) Recettes subsidiaires (par exemple: remboursements des frais de poursuite, amendes en matières d'imposition). (Les droits de succession sont classés aux rubriques des contributions indirectes et lettres c. 2. β. Si, dans un État, on les comptait parmi les contributions directes, leur montant doit y être reproduit, en note, à titre de renseignement.)

2. Contributions indirectes.

a) Impôts perçus aux frontières;

- 1) Droits de douane, subdivisés d'après leur nature (droits d'importation, d'exportation, de transit), droits supplémentaires (plombage, estampillage, droits de pesage, de magasinage, bulletins, timbre etc.). (Dans les pays où ce renseignement n'est pas donné

par la statistique commerciale (les tableaux des douanes), des annexes spéciales doivent faire connaître le produit des douanes et le mouvement du commerce auquel il se rapporte, en le divisant par pays, d'après les provenances et les destinations, et par marchandises, en indiquant les quantités et les valeurs (Voir le compte rendu de la session de Paris.)

- 2) Droits de navigation (droits de tonnage, de port, d'ancreage, de phare, de pilotage etc.). (Les droits à acquitter pour la nationalisation des navires et autres analogues doivent être compris parmi les taxes. — Les documents à joindre sont (en supposant toujours qu'ils ne soient pas donnés dans la statistique commerciale) les états de la navigation par ports, pavillons, pays d'origine et de destination.)
- 3) Droits sanitaires (droits de quarantaine, de purification) pour les personnes et les marchandises.
- b) Droits de consommation, même lorsqu'il sont perçus sous la forme d'un monopole de l'État. (Les subdivisions de ce chapitre ne doivent pas être basées sur la forme de l'assiette de l'impôt (monopole, droits perçus sur le producteur, lors du transport, de l'entrée dans les villes closes, de la vente au détail, ou par voie de régie, d'abonnement et de fermage), mais surtout par matières imposables; cette dernière base étant indispensable pour la comparaison des produits de chacune de ces matières, dans les différents pays. Il n'en reste pas moins désirable, cependant, qu'on puisse également indiquer dans le cadre, les différents moments de la redevance des contributions et la forme de la perception. Lorsque l'impôt est gradué d'après la population des localités, d'après le mode de vente (en gros ou au détail), on en fera connaître le tarif.)
 - 1) Boissons: a) Vin, moût de vin. b) Cidre. c) Bière et hydromel. d) Eau de vie (alcool). e) Autres boissons.
 - 2) Comestibles:
 - a) Bestiaux, viande, viandes préparées, poissons et coquillages.
 - b) Céréales et légumes secs, riz, farine, pain, pâtes.
 - c) Sucre, sirop, miel et autres matières sucrées.
 - d) Sel. (Il sera nécessaire de faire des subdivisions pour les diverses natures de sel, ses divers emplois et prix (par exemple: sel pour les fabriques, sel de cuisine, sel pour les animaux, sel pour engrais; prix généraux, de faveur, pour l'étranger). Dans les pays où l'impôt sur le sel est perçu sous la forme de monopole et où le sel est produit dans des salines appartenant à l'État, les frais de production doivent figurer aux dépenses sous la rubrique 17, lettre f, subdivision 2 c, et le produit aux recettes sous le No. 3, lettre c. On mentionnera aussi ici, s'il y a lieu, les droits sur les produits chimiques tirés du sel qui ne sont pas compris parmi les denrées alimentaires.)
 - e) Autres comestibles.
 - 3) Tabac. (Pour ce produit il convient également, dans les pays où l'impôt est perçu sous la forme d'un monopole, d'en subdiviser le montant par catégories de prix, c'est-à-dire de distinguer le produit du tabac vendu à prix de faveur, soit dans certaines parties du territoire, soit à certaines classes de la population. Des tableaux spéciaux feroient connaître les quantités consommées de chaque sorte de tabac, la différence entre les frais de production et le prix de vente et d'autres renseignements analogues. Si dans un pays l'opium, le hachiche et d'autres matières analogues étaient imposées, il conviendrait de les classer sous la présente rubrique.)
 - 4) Fourrages.
 - 5) Matières servant à l'éclairage.
 - 6) Combustibles.
 - 7) Matériaux pour la construction.
 - 8) Salpêtre et poudre.
 - 9) Cartes et autres jeux.

- 10) Papier, almanachs, journaux, annonces. (Si le papier n'était pas imposé comme papier, mais seulement après avoir servi à l'administration ou aux tribunaux pour y inscrire des actes, ou après avoir été transformé en documents, les droits perçus devaient figurer à la lettre c. Au contraire les droits sur les almanachs, journaux et annonces même lorsqu'ils sont perçus sous la forme de timbre et compris en conséquence avec ce dernier impôt, devront être mentionnés ici, au moins en note.
 - 11) Voitures, chevaux, chiens et autres objets de luxe.
Voitures publiques.
 - c) Droits de justice et autres droits assis sur des actes de l'autorité publique.
 - 1) Timbre de documents.
 - a) Timbre de dimension (dont le taux est basé sur la dimension du papier).
 - β) Timbre proportionnel (dont le taux est proportionnel à la valeur de l'objet auquel se rapporte l'acte).
 - 2) Droit ou indemnités acquittés pour un service judiciaire (par exemple: droit d'enregistrement).
 - a) Droits fixes. (On doit comprendre ici les droits de chancellerie (d'expédition), les épices, droit d'enregistrement, d'archives, de dépôts.)
 - β) Droits proportionnels. (Les subdivisions auront pour base les différents taux de ces taxes. Des tableaux spéciaux indiqueraient le montant des valeurs transmises et le mode de transmission, par exemple: la transmission de la propriété ou d'autres droits à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou par suite de décès etc.
 - 3) Taxes pour des actes de l'administration.
 - a) Droits de sceaux pour des grâces, telles que titres, rangs, dignités, décorations, droits de noblesse, armoiries, naturalisations, changements de nom, dispenses d'âge, dispenses de mariage, érections de majorats, privilèges de marché et autres analogues.
 - β) Pour des dignités ecclésiastiques conférées ou confirmées.
 - γ) Taxe de nomination (par exemple à une fonction publique.)
 - δ) Taxes industrielles, par exemple: pour l'autorisation de sociétés par actions, pour des brevets d'invention, pour la nomination à des places d'agent de change, d'avocat, de notaire etc. (Les droits de licence à payer par certains débiteurs de denrées soumises à des droits de consommation ne doivent figurer qu'à la lettre d.)
 - e) Droits de diplômes scientifiques (droits d'examen, d'inscription etc.)
 - f) Taxes de police, par exemple: pour voyage, chasse, port d'armes; taxes consulaires, taxes pour des autorisations accordées par la police, par exemple: jeux publics, droits de stationnement sur la voie publique.
 - d) Autres contributions indirectes: 1) Loteries et taxes sur les loteries. 2. Droits sur les maisons de jeu etc. 3) Droits de licence sur des industries chargées d'impôts de consommation. 4) Droits de pesage, mesurage, jaugeage, tirage de l'or. 5) Autres.
3. Produits des domaines et des droits réguliers.
- a) Produits des domaines (fermage, produits des cultures et de l'élevage, des industries agricoles, rentes féodales, loyers des bâtiments de l'État etc.).
 - b) Produits des forêts: 1) Bois 2) Chasse et pêche. 3) Autres produits accessoires.
 - c) Produits des mines et usines, y compris les salines, gisements de charbon et de tourbe. (On ne portera comme revenu que le produit de la vente au consommateur, mais non le montant des transactions faites entre les divers établissements concourant successivement à la transformation de la matière première en produit fabriqué.)
 - d) Produits des manufactures appartenant à l'État (y compris l'imprimerie nationale.)
 - e) Produits des institutions commerciales et de crédit appartenant à l'État.
 - f) Produits des rentes et autres dettes actives de l'État.

- g) Produits des droits de souveraineté et des droits féodaux de l'État (par exemple: biens désaffectés, biens sans propriétaire, trésors, épaves, alluvions, rentes et taxes féodales, droits de mutation.)
- h) Produits du mouillage.
- i) Produits des moyens de communication appartenant à l'État:
 - 1) Postes: a) Transport de lettres et d'imprimés. b) Transport de marchandises. c) Transport de voyageurs. d) Transport de numéraire et de valeurs. e) Mandats. f) Remboursements à recevoir de Gouvernements étrangers. g) Recettes secondaires. (Pièces à l'appui: états des lettres et imprimés expédiés, de la distance moyenne du parcours, du nombre et de la valeur totale des mandats etc.)
 - 2) Chemins de fer: a) Voyageurs. b) Marchandises transportées à grande vitesse. c) Transport ordinaire de marchandises. d) Recettes secondaires. (Pièces à l'appui: états du mouvement des voyageurs, des marchandises et du numéraire sur les chemins de fer de l'État (voyez les délibérations du Congrès de Paris).)
 - 3) Télégraphes: a) Taxes de la correspondance. b) Paiements à faire par les Gouvernements étrangers. c) Recettes secondaires.
 - 4) Voies de communication ordinaires, de terre et d'eau: a) Péage sur les routes et les ponts. b) Droits de navigation, d'écluse, de port dans les fleuves etc. c) Recettes secondaires.
- 4. Recettes ordinaires diverses. (Plusieurs espèces de ces produits ne sont pas spécifiées dans les budgets de la plupart des États, étant rabattues des dépenses de la branche d'administration à laquelle elles appartiennent. Néanmoins il paraît désirable de les insérer ici, ne serait-ce que pour mémoire.
 - a) Escompte, change et rendement.
 - b) Restitution et amortissement.
 - c) Recettes accidentelles administratives:
 - 1) Produits de la vente de matériaux devenus inutiles ou gâtés.
 - 2) Produits de la vente de livres, tableaux, cartes, provenant d'établissements de l'État, autant que ces produits ne figurent pas déjà ailleurs.
 - 3) Produits des institutions agricoles, fermes modèles, haras, vacheries, écoles vétérinaires, écoles d'arts et métiers, et autres analogues.
 - 4) Produits des hôpitaux, des hospices d'aliénés, des eaux minérales et autres établissements semblables.
 - 5) Produits des prisons et des maisons de correction.
 - 6) Rétributions scolaires et pensions payées dans des institutions d'enseignement.
 - d) Sommes payées par des particuliers à titre de concours à des travaux publics ou comme indemnité pour des agents de l'administration mis à leur disposition.
 - e) Sommes payées par des communes ou des établissements publics ou corporations pour des services spéciaux rendus par l'État (par exemple: surveillance, travaux cadastraux etc.)
 - f) Produit net des colonies.
 - g) Autres recettes non énumérées.
- 5. Recettes obtenues par la diminution actuelle ou ultérieure de l'actif ou par l'augmentation du passif de l'État.
 - a) Remboursement d'avances et d'autres dettes actives ou créances de l'État.
 - b) Ventes de propriétés de l'État.
 - c) Versements sur des emprunts: 1) de la dette fondée, 2) de la dette flottante. (Il convient de faire ici des subdivisions correspondant aux diverses catégories de la dette publique (voyez la partie des dépenses N° 17, lettre d.)

Comparaison des recettes et des dépenses de l'État pendant l'année . . .

Recettes	Dépenses	Excédant des
		recettes dépenses
a) ordinaires		
b) provenant de simples modifications de l'actif ou du passif de l'État		
Total		

Dans ces nombres sont comprises } les recettes (ou dépenses) réelles pour . . .
 } les recettes (ou dépenses) d'ordre pour . . .

(On établira une balance analogue pour les recettes et dépenses des circonscriptions administratives, des communes, des établissements publics et des corporations.)

II. Codié des dépenses.

Observation préliminaire. (On séparera avec soin, dans tous les chapitres, les dépenses relatives au personnel, telles que traitements, gages, suppléments ou indemnités des fonctionnaires et du personnel servant, des dépenses relatives au matériel. Parmi ces dernières seront compris les salaires et autres prestations dues aux ouvriers, contre-maîtres et autres individus employés dans l'exploitation des domaines agricoles, des fabriques etc. — Les pensions et autres prestations accordées aux retraités peuvent à la rigueur être comprises parmi les dépenses du personnel, mais elle doivent toujours être séparées des autres dépenses de cette catégorie et reproduites dans le chapitre spécial consacré aux pensions.)

- Chefs des colonnes : 1. Nature des dépenses.
 2. Dépenses totales (sans aucune distinction.)
 3. Dépenses apparentes inscrites pour ordre.
 4. Dépenses réelles.

Nature des dépenses.

1. Liste civile. (On devra comprendre, il est vrai, sous ce chapitre les dépenses pour les théâtres subventionnés par la liste civile, ainsi que pour les collections entretenues sur ce fonds, si ces dépenses sont spécifiées au budget, mais on devra les reproduire pour mémoire au chapitre des dépenses pour les sciences et les arts.)
2. Organes attachés à la personne du souverain pour les affaires gouvernementales (ministère de la maison impériale ou royale, cabinet, chancellerie du cabinet.)
3. Institution à la disposition de l'autorité centrale (conseil des ministres, présidence du ministère, ministère de l'État, statistique générale, archives centrales, chancellerie des ordres etc.).
4. Conseils supérieurs (conseil de l'Empire, conseil de l'État, tribunal des conflits.)
5. Autorités supérieures de contrôle et leurs organes à tous les degrés (cour des comptes, chambre des comptes, comptabilités centrales et provinciales etc.) (Dans les pays où le contrôle se fait par des autorités faisant partie intégrante de l'administration active et dotées sur son fonds, les dépenses qui leur sont affectées doivent être relevées et indiquées ici au moins d'une manière approximative.)
6. Corps législatifs ou représentatifs de la nation (séuat, chambre des seigneurs, corps législatif, états généraux ou provinciaux.)
7. Représentation de l'État vis-à-vis de l'étranger.
 - a) Direction centrale (ministère des affaires étrangères). (Parmi les dépenses du matériel on mentionnera à part les fonds dits secrets).
 - b) Missions à l'étranger. (Les dépenses pour les consulats, lors même que ces derniers ressortissent au ministère des affaires étrangères, doivent figurer parmi les dépenses relatives au commerce, ou au moins y être mentionnées à titre de renseignement).

8. Gouvernement et administration intérieurs.

- a) Direction centrale (ministère de l'intérieur et autorité supérieure de police). On mentionnera à part, au chapitre du matériel, les fonds dits secrets).
- b) Autorités intermédiaires (gouvernements, autorités provinciales ou d'arrondissement, directions de police, préfetures).
- c) Autorités inférieures (des circonscriptions, sous-préfets etc.).
- d) Administration communale.
- e) Dépenses spéciales d'administration intérieure: 1. Gardes civiques (nationales). 2. Gendarmerie et agents de police. 3. Police de sûreté. (Faire connaître les diverses applications de cette dernière, par exemple: à la presse périodique, à la librairie, aux cabinets de lecture etc.). 4. Maisons de correction et d'arrêt, transport des condamnés. (Dans les pays où ces dépenses sont à la charge du ministère de la justice, elles doivent être portées au chapitre II et reproduites ici, seulement pour mémoire. Les établissements destinés à la détention provisoire et au transport des prévenus doivent, dans tous les cas, figurer au chapitre de l'administration de la justice).
- f) Recensement de la population (recrutement de l'armée).

9. Cultes.

- a) Direction administrative et surveillance de l'État.
- b) Dépenses spéciales aux divers cultes (divisées par cultes). (On distinguera entre les dépenses pour le personnel du clergé, le culte, les bâtiments consacrés aux cultes, les établissements d'instruction pour les ecclésiastiques, et les missions).

10. Instruction, éducation, sciences et arts.

- a) Direction supérieure de l'État (ministère de l'instruction publique, inspecteurs, conseils).
 - b) Enseignement:
 - 1) dans les universités (facultés), autres institutions supérieures et instituts agrégés.
 - 2) dans les écoles moyennes ou secondaires: conférant l'instruction nécessaire pour les carrières savantes (lycées, gymnases); conférant l'instruction utile à l'homme du monde (*Bürgerschulen*).
 - 3) dans les écoles élémentaires ou primaires (avec des subdivisions par confessions, classes etc.).
 - 4) dans les écoles normales de professeurs ou d'instituteurs.
 - 5) Enseignement spécial:
 - a) médical (écoles préparatoires de médecine, de chirurgie, écoles de sages-femmes, de pharmacie).
 - 5) agricole, industriel et commercial (écoles polytechniques, écoles des sciences exactes, écoles d'agriculture, des mines, d'arts et métiers, de commerce, navales etc.).
- Observation. (Les dépenses relatives aux séminaires de prêtres et aux écoles militaires doivent toujours être comprises parmi les dépenses des cultes, de la guerre et de la marine. Mais si d'autres écoles spéciales étaient entretenues aux frais d'une branche d'administration quelconque, il conviendrait de les mentionner ici à titre de renseignement).
- 7) Matières spéciales (par exemple: école de langues orientales, école des chartes etc.).
- c) Encouragements aux sciences:
 - 1) Sociétés et institutions scientifiques (académies, sociétés savantes, instituts géologiques).
 - 2) Bibliothèques et autres collections scientifiques.
 - 3) Subventions pour des buts scientifiques (subventions pour des expériences, des publications scientifiques, des voyages, pensions à des savants, autres que des pensions de retraite).
- d) Encouragements aux arts:
 - 1) Arts plastiques: a) écoles (enseignement). 5) collections. 7) subventions.

- 2) Musique: a) écoles (enseignement). 5) autres encouragements.
3) Théâtres et autres arts: a) écoles (enseignement). 5) autres encouragements.

11. Administration de la justice.

- a) Direction et inspection de l'État (ministère de la justice, ministère public).
b) Tribunaux: 1) cours suprêmes. 2) cours ou tribunaux d'appel. 3) tribunaux de première instance jugeant au civil et au criminel (universels). 4) tribunaux spéciaux (tribunaux de commerce, maritimes des prud'hommes, tribunaux administratifs).
c) Institutions locales judiciaires: 1) jugeant des matières contentieuses (justices de paix, bureaux d'arbitrage etc.). 2) rendant des services judiciaires demandés (conservateurs des hypothèques, caisses de dépôts, caisses d'orphelins, notaires, avocats, curateurs). 3) concernant la justice criminelle (prisons pour les prévenus, leur entretien et transport etc.).

12. Bienfaisance publique et affaires sanitaires.

- a) Affaires sanitaires (autorités médicales, hôpitaux, hospices pour des convalescents, infirmes, aliénés, enfants trouvés, crèches, quarantaines, établissements de sauvetage, de médecine vétérinaire; dépenses causées par les épidémies et épizooties).
b) Établissements de bienfaisance proprement dits, c'est-à-dire qui ont pour but l'entretien et l'assistance des nécessiteux; cette classe ne comprend donc pas les établissements consacrés aux soins des malades et à l'enseignement, mais les hospices pour les pauvres et les vieillards, les bureaux de bienfaisance, les maisons d'orphelins, les institutions d'aveugles et de sourds-muets, les fourneaux économiques, les bains et lavoirs publics, les maisons pour la réception des voyageurs etc.
c) Établissements de prêt, d'épargnes, d'assurances (subventions à des monts de piété, caisses d'épargnes, assurances etc.).
d) Secours à des communes ou à des particuliers en cas de sinistres (détruction de récolte, grêle, inondation, incendie, guerre, tremblement de terre etc.). (Les remises d'impôt ne doivent pas être mentionnées ici, mais aux recettes auxquelles elles se rapportent (N° 17, lettre g).

Observation. L'énumération de ces dépenses perdrait une grande partie de son intérêt si l'on n'indiquait pas, avec les détails nécessaires, la nature de chaque classe d'établissement. Cette observation s'applique à un grand nombre d'autres dépenses.)

13. Encouragements etc. à la production des matières premières, à l'industrie, au commerce et à la navigation. (Les dépenses causées par les productions ou par les industries exploitées directement par l'État (en régie) ne doivent pas être comptées ici, mais avec les dépenses financières. Les frais de surveillance ne seront pas non plus compris dans ce chapitre, si cette surveillance n'est qu'une attribution secondaire du fonctionnaire qui en est chargé; par exemple, dans quelques États les agents forestiers et les ingénieurs des mines de l'État ont en même temps l'inspection des forêts et des mines des particuliers. Toutefois, ces diverses circonstances devront être indiquées en note.)

- a) Direction centrale (Ministère du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des travaux publics, autres autorités centrales et intermédiaires).
b) Pour certains services et établissements publics appartenant à cette catégorie, savoir:
1) Encouragements à l'agriculture et à la silviculture (ce qui renferme aussi les dépenses pour le rachat des servitudes, le drainage et l'irrigation, le défrichement, le reboisement, le partage des communaux, la réunion des parcelles). Subventions à des associations fondées pour l'un de ces objets.
2) Encouragements à l'industrie des mines et usines (conseils et ingénieurs des mines, inspection). Encouragements à la pêche et à la chasse.
3) Encouragements à l'industrie et au commerce (surveillance des poids et mesures, chambres de commerce et des manufactures, expositions, subventions etc.). Inspection.

- 4) Encouragements à la navigation et à la pêche maritime (surveillance des ports, pilotage, bouage, phares, primes de navigation et de pêche, etc.). Inspection.
 - 5) Institutions de crédit public.
 - 6) Commerce extérieur (consulats).
 - c) Travaux publics. (Il ne s'agit ici que des travaux pour les buts mentionnés au N° 13. Tous les autres doivent trouver leur place aux chapitres des administrations auxquelles ils se rapportent. — On distinguera, tant dans les travaux publics en général, que pour ceux exécutés aux frais d'une administration spéciale, les travaux neufs et reconstructions, réparations et les frais d'entretien. Il serait très-désirable, en outre, qu'on résumât sur des tableaux spéciaux l'ensemble de tous les travaux neufs et reconstructions exécutés par les diverses administrations, classés par nature de travaux, frais etc.)
 - 1) Autorités chargées de surveiller les constructions (conseil de bâtiments civils, architectes).
 - 2) Constructions (subdivisées en classes d'après leur but).
 - 3) Travaux de routes: a) chemins de fer. b) routes empierrées.
 - 4) Travaux hydrauliques: a) voies de communication artificielles (canaux, rivières canalisées). b) ponts (qui ne font pas partie d'une route). c) travaux sur les quais et dans le lit des cours d'eau. d) endiguement. e) travaux maritimes (ports, phares etc.).
 - d) Autres moyens de communication:
 - 1) Télégraphes: a) direction. b) établissement. c) exploitation.
 - 2) Postes: a) direction et surveillance (inspection). b) achat et entretien du matériel. c) frais de transport des paquets et des voyageurs à l'intérieur. d) frais du transport à l'étranger (vapeurs de mer, indemnités à des Gouvernements étrangers, subventions à des compagnies de transport maritime).
 - 3) Exploitation des chemins de fer: a) direction et surveillance (inspection). b) achat et entretien du matériel. c) frais de transport. d) indemnités à d'autres entreprises de transport. (Les détails sont renvoyés à la statistique spéciale des chemins de fer; voyez les délibérations du Congrès de Paris).
14. Armée.
- a) Direction centrale: 1) ministère de la guerre ou autres autorités chargées de ses attributions (chancellerie centrale, commandement supérieur). 2) autres autorités militaires supérieures (état-major général, état-major du quartier-maître général, chancellerie des opérations). 3) commandements d'armées, de corps; généraux.
 - b) Troupes:
 - 1) Traitements et solde (par nature d'armes et par corps) et autres prestations en argent. (Les remboursements pour les fourrages ne doivent pas être comptés ici, mais à la lettre 10, c).
 - 2) Habillement et autres effets.
 - 3) Armement.
 - 4) Logement et casernement (casernes, lits et autres mobiliers de caserne, frais de logement chez les particuliers, provisions).
 - 5) Mouvement des troupes (camps, exercices, changements de garnison).
 - 6) Service de santé.
 - 7) Munition (poudre, salpêtre, coton fulminant, balles et boulets).
 - 8) Matériel de l'artillerie (canons, fusées etc.)
 - 9) Autres instruments de guerre (chariots, pontons etc.)
 - 10) Dépenses pour les animaux de selle, de somme et de trait: a) haras, remonte. b) équipement. c) fourrage. d) autres dépenses.
 - c) Écoles et institutions militaires.
 - d) Aumônerie militaires.
 - e) Justice militaire.

- f) Landwehr*, réserve et autres organisations analogues.
 - g) Hospices militaires*, maisons d'invalides etc.) Les pensions militaires figureront également sur le tableau général des pensions.)
 - h) Travaux (constructions) militaires*: 1) travaux de fortification. 2) autres travaux [en distinguant l'objet d'après la classification de *a. à g.*]
 - i) Autres dépenses*. (Lorsqu'il existe des colonies militaires ou territoires dirigés exclusivement par des chefs militaires, il conviendrait d'établir des budgets de dépenses spéciaux classés d'après celui de l'État et de les joindre à l'article i. comme pièces à l'appui.)
13. Marine.
- a) Direction centrale*: 1) ministère de la marine ou autorités qui le remplacent (conseil d'amirauté, commandement supérieur). (2 autres autorités supérieures (état-major, amiraux, vice- et contre-amiraux).
 - b) Marine active* (subdivisions comme au No. 14, lettre h. 1—9).
 - c) Écoles et institutions* pour l'éducation des jeunes marins.
 - d) Armurerie*.
 - e) Justice*.
 - f) Inscription des marins* (en tant que cette dépense n'est pas comprise dans celle du recensement de la population).
 - g) Retraite*.
 - h) Construction navale et équipement*.
 - i) Travaux*: 1) de fortification. 2) autres.
 - k) Autres dépenses*.
16. Colonies.
- a) Administration centrale à la métropole*.
 - b) Subvention de la métropole aux fonds coloniaux*. (Le budget colonial spécial, dressé d'après les principes indiqués plus haut à l'observation du No. 14 lettre i doit être joint comme pièce justificative. Il conviendrait aussi de donner séparément les dépenses relatives à chaque colonie).
17. Administration financière et charges générales de l'État.
- a) Direction centrale* (ministère des finances, directions générales, conseils, fiscalats, division du contentieux).
 - b) Autorités intermédiaires* (directeurs de contributions dans les provinces, les départements). (Dans les pays où il n'existe pas d'autorité financière intermédiaire générale ou au moins pour plusieurs branches réunies, on ne fera figurer ici, et seulement en note, que la quote-part des dépenses se rapportant aux autorités de ces branches spéciales.
 - c) Caisies*. (On réunira ici toutes les dépenses relatives à la réception, distribution et dépense des recettes, quelles que soient leur origine et leur destination. — Si l'on trouvait des inconvénients administratifs à distinguer les dépenses financières relatives à chacune des branches d'administration servies par une caisse, il y aurait lieu de les indiquer au moins d'une manière approximative et en note. — On ne considérera pas comme une caisse les bureaux établis pour la perception directe de certains impôts déterminés, lorsque qu'ils seraient en même temps chargés de réunir et de transmettre des fonds à d'autres administrations ou même d'effectuer certains paiements. D'un autre côté une caisse où se centralisent des fonds divers n'en conserve pas moins son caractère, si elle est chargée, comme attribution supplémentaire, de percevoir certains produits spéciaux. — On pourra distinguer les bureaux des caisses par le fonds sur lequel leur dotation est imputée; si elle est imputée sur la recette particulière c'est un bureau, et si elle l'est sur les fonds généraux c'est une caisse).
- 1) Caisies centrales.
 - 2) Caisies siégeant dans les provinces (receveurs généraux, payeurs, trésoriers).
 - 3) Caisies de districts, caisses locales.

d) Dette publique:

- 1) Consolidée: a) intérêts (rentes). β) amortissement. γ) remboursement du capital et des intérêts (sous la forme de rente viagère ou d'emprunts combinés avec des primes).
- 2) Papier-monnaie ne portant pas intérêt (amortissement).

3) Dette flottante. (On distinguera ici, sous chaque rubrique, les intérêts de l'amortissement. — S'il arrivait qu'un État ne saurait donner le bilan III. sur le mouvement de l'actif et du passif des finances, il faudrait communiquer ici les données sur la grandeur de la dette publique, de ses intérêts et sur le système d'amortisation.

a) Cautionnements.

β) Dépôts.

γ) Dettes envers des provinces, communes, institutions.

δ) " " des banques: sur compte courant.

ε) " " des comptables: id.

ζ) " " d'autres services ou personnes: id.

η) Bons du trésor portant intérêt.

θ) Lettres de change et mandats.

4) Frais d'administration de la dette publique. (Comprendre ici également les pertes, l'escompte et le change.)

e) Autres obligations de l'État:

1) A raison d'un titre du droit des gens: a) à ou pour des Gouvernements étrangers. β) à des particuliers.

2) A raison de titres administratifs:

a) Pensions. (On comprendra parmi les pensions, les pensions de retraite du personnel servant, les sommes payées en une fois à titre de retraite, les secours annuels pour l'éducation d'enfants de fonctionnaires décédés. — On répètera ici, ne serait-ce que pour mémoire, les pensions déjà portées à d'autres chapitres

a) A des fonctionnaires, ou à leurs ayant-droit.

b) A des ecclésiastiques, id.

c) A des militaires, id.

d) A d'autres personnes.

β) Autres dépenses ne se rapportant pas à une branche spéciale d'administration. Par exemple: des garanties d'intérêts accordées à des chemins de fer, etc.

f) Frais de perception des recettes de l'État. (On ne comptera pas ici les dépenses faites dans un tout autre but que la perception, mais qui produisent subsidiairement quelques recettes. Ces dépenses sont du reste déjà comprises ailleurs. C'est ainsi, par exemple, qu'on ne joindra pas aux dépenses occasionnées par la perception des droits on taxes sanitaires, le traitement du personnel de santé qui a encore d'autres attributions. On comptera tout au plus, s'il y a lieu, le montant des droits (eu tant pour cent) qu'on pourrait leur allouer sur leurs recettes.)

1) Frais de perception des impôts directs:

a) Cadastre. (Il importe de séparer les frais du premier établissement de ceux de l'entretien et de la rectification.) (Cette distinction de frais d'établissement et d'entretien peut être encore utile ailleurs.)

β) Impôt foncier.

γ) Impôts sur les maisons, constructions, appartements ou parties de logement (portes et fenêtres, cheminées.)

δ) Impôts sur le revenu et la fortune (y compris celui fixé d'après le salaire moyen.)

ε) Impôts sur l'industrie (patente).

ζ) Impôt personnel (capitation).

η) Autres impôts directs (par exemple: taxe de la main-morte, redevances des mines etc.).

2) Frais de perception des impôts indirects :

- a) Surveillance financière (exercice). (Dans les pays où la perception de certaines contributions indirectes est confiée à des agents ou préposés particuliers du service actif, les frais qu'elle cause peuvent, il est vrai, être mis à la charge du chapitre spécial, mais il serait utile de les résumer ici en note. — Il convient, dans tous les cas, de séparer les frais de surveillance à l'intérieur des frais de surveillance aux frontières.)
- b) Taxes douanières (No. 2 lettre a. du cadre des recettes.) (Dans cette article commun dans les suivants, on détaillera les dépenses d'après les mêmes subdivisions que pour les recettes.)
- c) Droits de consommation, même perçus sous la forme d'un monopole de l'État.
- d) Taxes judiciaires et administratives.
- e) Timbre d'actes et d'effets.
- f) Autres impôts indirects.

3) Frais d'exploitation des propriétés productives de l'État, des droits régaliens: a) domaines, b) forêts (y compris la chasse et la pêche), c) mines et usines, d) manufactures nationales, entreprises commerciales ou de crédit, e) monnayage. (Les frais causés par les moyens de communication appartenant à l'État ont été énumérés au No. 13. Mais dans les pays où les moyens de communication sont la source d'un revenu important pour l'État, il est préférable de faire figurer ici les frais d'exploitation et de ne compter au chapitre des moyens de communication que les dépenses de direction et de surveillance des chemins de fer et autres entreprises exploitées par des particuliers.)

4) Frais de perception d'autres recettes (subdivisés selon les besoins).

- g) Non-valeurs, restitutions, primes d'exportation (classés d'après les recettes auxquelles ils s'appliquent.) (S'il n'était pas possible de séparer ces dépenses des recettes auxquelles elles se rapportent on les mentionnerait ici en note.)
- h) Dépenses destinées à augmenter la propriété de l'État: 1) achat de propriétés productives, 2) avances. (On devrait placer ici, pour compléter l'énumération, les dépenses faites pour diminuer le passif de l'État, mais le passif de l'État étant sa dette publique, ces dépenses ont été portées au chapitre qui les concerne.

III. Mouvement des fonds et des propriétés de l'État.

- Chefs des colonnes: 1. Nature des fonds ou propriétés.
2. Situation au commencement de l'année.
3. Augmentation dans le courant de l'année.
4. Diminution " " "
5. Situation à la fin de l'année.

Nature des fonds ou propriétés.

A. Fonds actifs.

1. Fonds en caisse: 1) en numéraire, 2) en effets.

II. Dettes actives faisant partie du revenu.

- 1. Sommes à rentrer. (Les subdivisions a à d comprennent les dettes actives ou créances dont le montant doit rentrer dans le courant de l'année, tandis que la subdivision e renferme les créances dont le paiement ne se fera pas dans le courant de l'exercice. Ainsi, on comptera à e les intérêts échus et à e les capitaux qui les ont produits.)
 - a) Impôts directs non encore rentrés.
 - b) Impôts indirects: id.
 - c) Autres revenus ordinaires: id.
 - d) Revenus extraordinaires: id.

- c) Créances administratives (qui ne peuvent être considérées comme un actif de l'année); 1) sur des comptables; 2. sur des circonscriptions administratives; 3) sur des établissements publics et des corporations; 4) sur des communes; 5) sur des particuliers; 6) sur des Gouvernements étrangers; 7) créances en voie de poursuite devant les tribunaux.
2. Propriétés productives de l'État. (On distinguera partout dans ce chapitre, comme au No. III, entre la propriété mobilière et les immeubles. Parmi ces derniers, il ne faut pas seulement comprendre les terres et les bâtiments, mais encore les fruits pendant sur racines et tous les objets nécessaires à l'exploitation (tout ce qui est immeuble par destination.) — Relativement à la plupart des objets cités ci-dessus, notamment à ceux qui ne font pas partie du produit ou du revenu, on pourra se borner à inscrire des évaluations. Il sera indispensable toutefois d'en faire connaître les bases. — Il sera surtout nécessaire d'indiquer si, pour des objets dont la valeur diminue par l'usage, on réduit tous les ans leur valeur estimative, proportionnellement à l'usure qu'ils ont subie; on fera connaître aussi comment l'on procède lorsque des réparations ou des changements ont augmenté la dépense d'établissement de ces objets sans en augmenter en même temps la valeur actuelle.)
- a) Domaines.
b) Forêts.
c) Mines et usines.
d) Manufactures ou autres établissements productifs de l'État.
e) Rentes et autres fonds actifs appartenant à l'État.
f) Moyens de communication et de transport appartenant à l'État:

- 1) Chemins de fer: a. Valeur de la voie (comprendre aussi les frais d'établissement de la voie, achat de terrains etc.). 5. Valeur des constructions.
γ. Valeur des moyens d'exploitation.

- 2) Télégraphes.
3) Postes.

- g) Monopoles de l'État.

- h) Autres objets productifs de revenu: 1) Papiers timbrés et timbres en caisses ou en magasin. 2) Billets de loterie. 3) Autres objets destinés à être vendus. (Les objets énumérés à la lettre h sont souvent portés en charge à des comptables qui en sont responsables. Dans ce cas il suffit de les mentionner en note.)

III. Propriétés non productives de revenu.

Observation. (Pour un grand nombre des objets énumérés ci-après, il n'est ni possible, ni même utile d'en estimer la valeur au commencement et à la fin de chaque année. Cela s'applique notamment à ceux qui font partie de ce qu'on appelle le « Domaine public » en opposition avec les domaines (privés ou patrimoniaux) de l'État; ensuite aux objets d'art, bibliothèques, archives, collections et autres objets dont la valeur ne saurait être fixée qu'arbitrairement. On doit cependant enregistrer comme augmentation des biens de l'État, les sommes employées dans le courant de l'année, à l'acquisition d'objets de cette nature, et constater la diminution correspondante qui peut résulter d'aliénations ou d'autres causes. Il est également utile de mentionner les changements de destination de ces objets, notamment leur passage de la classe des biens productifs à celle des biens non productifs de revenus, et vice-versa.)

1. Propriétés de la couronne: a) Terres, forêts et autres propriétés productives, rentes. b) Palais et autres bâtiments de luxe. c) Bijoux (joyaux). d) Collections. e) Autres objets.
2. Propriétés à l'usage des autorités centrales supérieures et des corps représentatifs: a) Bâtiments. b) Mobilier.
3. Propriétés à l'usage de la représentation à l'étranger: a) Bâtiments etc. de l'administration centrale. b) Bâtiments etc. servant aux missions à l'étranger (légations, consulats).

4. Propriétés à l'usage de l'administration intérieure: *a)* Bâtiments etc. pour l'administration centrale. *b)* Bâtiments etc. pour les autorités intermédiaires. *c)* Bâtiments etc. pour les autorités exécutives. *d)* Prisons et maisons d'arrêt. *e)* Maisons de travail. *f)* Établissements pour les enfants abandonnés, crèches, salles d'asile. *g)* Dépôts de mendicité, hospices. *h)* Propriétés à l'usage de la gendarmerie et des agents de police (du gîte), subdivisées d'une manière analogue à celle de l'armée. *i)* Propriétés à l'usage des gardes civiques ou nationales, id.

5. Propriétés à l'usage des cultes. *a)* Terres, forêts, bâtiments portant revenu, rentes. *b)* Églises et autres bâtiments consacrés au culte. *c)* Palais, maisons et autres habitations du clergé (presbytères). *d)* Bijoux et vases sacrés.

6. Propriétés à l'usage des établissements scientifiques et artistiques: *a)* Terres, forêts, bâtiments portant revenu, rentes. *b)* Bâtiments de service, par exemple: écoles primaires, ouvroirs, gymnases (lycées), collèges, universités (facultés), observatoires, jardins botaniques, écoles spéciales, académies des beaux-arts, théâtres etc. *c)* Bibliothèques, musées de peinture, autres collections scientifiques et artistiques. *d)* Autres propriétés mobilières.

7. Propriétés à l'usage de la justice: *a)* Bâtiments etc. *b)* Mobilier.

8. Propriétés à l'usage du service du santé et des institutions de bienfaisance: *a)* Terres, forêts, bâtiments portant revenu, rentes. *b)* Hôpitaux, hospices d'infirmités, d'aliénés, d'accouchement, d'enfants trouvés, de crèches; lazarets, établissements vétérinaires, eaux minérales, bains, hospices de vieillards, refuges. *c)* Institutions d'aveugles et de sourds-muets, maisons d'orphelins, maisons hospitalières, dépôts de mendicité, autres institutions charitables.

9. Propriétés à l'usage de la production et du commerce: *a)* Bâtiments pour les autorités centrales. *b)* Haras et dépôts d'étalons, vacheries et bergeries modèles, colonies agricoles, fermes expérimentales, laboratoires de chimie agricole. *c)* Bâtiments servant à l'usage du commerce et de la navigation.

10. Propriétés à l'usage du service des travaux publics et des moyens de communication. *a)* Routes et ponts. *b)* Canaux, rivières canalisées. *c)* Digue, travaux de dessèchement et d'irrigation. *d)* Travaux de port, phares, bouées.

11. Propriétés à l'usage de l'administration militaire: *a)* Bâtiments de l'administration centrale. *b)* Fortereses, forts, fortifications etc. *c)* Maisons d'éducation. *d)* Casernes, prisons. *e)* Hôpitaux. *f)* Maisons d'invalides. *g)* Autres bâtiments militaires. *h)* Munitions (poudres, plombs, balles et boulets). *i)* Habillement. *k)* Armement. *l)* Provisions de bouche. *m)* Matériel d'artillerie. *n)* Animaux de trait et de somme. *o)* Équipement, chariots et autres objets. *p)* Lits et autres mobiliers.

12. Propriétés à l'usage de la marine (militaire): *a)* Bâtiments de l'administration centrale. *b)* Fortereses et forts. *c)* Maisons d'éducation. *d)* Casernes, prisons, autres bâtiments. *e)* Munitions. *f)* Habillement. *g)* Armement. *h)* Provisions. *i)* Matériel d'artillerie. *k)* Navires. *l)* Gréments. *m)* Autre matériel de guerre. *n)* Mobilier.

13. Propriétés à l'usage de la mère-patrie dans les colonies. (Les circonstances sont trop variées pour qu'il soit possible d'indiquer ici les subdivisions.)

14. Propriétés à l'usage de l'administration des finances: *a)* Bâtiments des autorités. *b)* Bâtiments des fonctionnaires actifs. *c)* Bâtiments du service de l'inspection. *d)* Propriétés mobilières à l'usage du service de l'inspection (les mêmes subdivisions que pour l'armée). *e)* Propriétés mobilières à l'usage des diverses branches spéciales de finances (classées d'après les recettes auxquelles elles s'appliquent). (On pourrait noter ici, à titre de renseignements, les recettes qui doivent échoir à l'État dans un avenir plus ou moins prochain; par exemple: une acquisition importante à titre de déshérence, des impôts déjà accordés quoique non encore perçus.)

B. Fonds passifs (Dettes passives).

I. Dépenses effectuées, mais non encore payées (subdivisées d'après les diverses natures des dépenses de l'année).

II. Fonds passifs des exercices (années) antérieurs: 1. Fonds dus à des comptables. 2. Fonds dus à des circonscriptions administratives, à des communes, établissements publics etc.

3. Fonds dus à des particuliers. 4. Fonds dus à des Gouvernements étrangers.

III. Dettes publiques (subdivisées comme au N° 17, lettre *d*, des dépenses). (Il conviendrait aussi d'indiquer ici les dépenses qui pourraient incombcr à l'État dans un avenir prochain; par exemple: travaux publics, garanties d'intérêt.)

Comparaison de l'actif et du passif de l'État.

Première rubrique: 1. *a*) actif; *b*) passif.

2. Excédant: *a*) de l'actif; *b*) du passif.

Chefs des colonnes: 1. Situation au commencement de l'année.

2. Augmentation dans le courant de l'année.

3. Diminution " " " " "

4. Situation à la fin de l'année.

Observation. (Dresser des tableaux analogues pour les mouvements des propriétés et des fonds des circonscriptions administratives, communes, établissements publics, corporations.)

DÉCISIONS TRANSITOIRES.

Londres
1860.

Le Congrès recommande les deux statistiques suivantes:

a) La statistique de la production et de la consommation dans chaque pays; la statistique de la production comprenant — le nombre et l'espèce des producteurs; les moyens de production; la qualité et la quantité et la valeur des produits; la statistique de la consommation comprenant — la nourriture, le vêtement, les objets de luxe et de divertissement.

b) Autant que possible l'indication, pour les différentes classes de la société, du rapport entre leurs ressources et le montant des impôts qu'elles payent.



RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS OFFICIELS

sur

L'ORGANISATION DU SERVICE, ET LES TRAVAUX DE LA STATISTIQUE
DE CHAQUE PAYS CLASSÉS PAR ORDRE DE MATIÈRE.

I. ORGANISATION DE LA STATISTIQUE ET STATISTIQUE GÉNÉRALE.

(1853.) Un bureau de statistique a été établi en 1828 en Autriche par l'ordre de S. M. l'empereur François avec la destination spéciale de venir en aide aux différentes branches de l'administration supérieure de l'État. Il était attaché à la Cour suprême des comptes et mettait à profit principalement les renseignements fournis par les autorités de contrôle; toutes les autres branches de l'administration étaient du reste chargées de remettre au bureau de statistique les données qu'il leur aurait demandées. Moyennant ces renseignements et ces données, on dressa des tableaux annuels qui exprimaient en chiffres les résultats de l'administration et en les distribua lithographiés aux ministères, sans en faire aucun autre usage. En 1840, pour élargir les bases du bureau de statistique et pour réunir la partie scientifique à la partie simplement administrative, la direction de la statistique administrative fut créée.

Allemagne.
Autriche.

Dès ce temps la rédaction de la statistique officielle comprit les branches de l'économie politique, c'est-à-dire l'agriculture, la métallurgie, l'industrie et le commerce, comme celles dont on sentait le plus le besoin de répandre la connaissance générale. Lorsque cette partie de la statistique fut achevée, on en permit la publication en y joignant les tableaux de la population, de l'instruction publique et de la statistique judiciaire, tandis que, dans les temps antérieurs les tableaux de statistique n'étaient pas publiés. En 1848 la direction de la statistique fut attachée au Ministère du commerce et des travaux publics.

Pour atteindre le but de rester toujours dans la plus étroite relation avec l'administration exécutive, de l'accompagner à chaque pas, et d'enregistrer les faits, soit pour l'administration même, soit pour le public, la direction de statistique est aidée par tous les Ministères, tandis que les autorités inférieures sont obligées de lui fournir les données qui rentrent dans leurs attributions.

En outre la direction de statistique dépouille les archives, dans lesquels passent les données recueillies dans des buts spéciaux par les différentes branches de l'administration; elle s'empare de ces données et en fait l'objet de travaux ultérieurs. La récolte est encore plus précieuse pour la statistique lorsque les administrations, avant d'exiger des informations, confient à la direction de la statistique le soin de dresser les formulaires qui doivent servir de base aux recherches.

Quant à l'ensemble des publications de la direction de la statistique il y a :

Les tableaux officiels de statistique qu'on publie annuellement.

Les *Communications* statistiques paraissent depuis 1849 en publications mensuelles ou trimestrielles. Elles contiennent : 1) les rapports des consuls autrichiens, surtout de ceux qui résident dans l'Orient, sur le commerce de ces contrées; 2) les articles détaillés de statistique qui ne trouvent pas place dans le grand ouvrage et le résumé de la statistique annuelle pour réparer en quelque sorte le retard que subit la publication du grand ouvrage, à cause de la difficulté de l'impression. *L'Austria*, journal d'économie politique, a été fondé par ordre du Ministère du commerce dans la direction de statistique.

(1855.) Le bureau de statistique se partage en sections chargées chacune d'une tâche spéciale. La première section rédige la grande statistique, recueil de documents embrassant toutes les branches de l'administration publique ainsi que de la situation économique du pays et destiné à paraître annuellement. Les deux volumes relatifs aux années 1847 et 1848 ont été publiés, ensuite le bureau s'est occupé de réunir les éléments de la statistique de 1851. Du reste la rédaction des nouveaux formulaires plus détaillés, qu'on a employés, se trouve conforme aux résultats des délibérations du Congrès de Bruxelles.

Un changement très-considérable est survenu dans la préparation de la statistique administrative. Les agents de l'administration provinciale manquant de l'identité de principes et de vues qu'exige le contrôle exact des documents recueillis et surtout du temps et d'un goût tel pour les travaux de cette nature, on a recouru à un procédé d'information par des *monographies*. Il a consisté à adresser directement aux chefs des divers établissements un formulaire avec prière de le remplir. Un premier essai a été fait avec succès pour les établissements d'instruction publique et privée. — L'administration des mines et les établissements métallurgiques ont été l'objet du second essai. Des formulaires ont été distribués à quatre mille établissements; ces formulaires remplis, un employé du bureau, ayant les connaissances spéciales nécessaires, a été chargé d'aller visiter les différents établissements d'une province, d'en examiner l'état et d'en constater la production.

Les résultats de cette enquête sur lieux ont été publiés dans le journal du bureau, à la complète satisfaction des industriels.

Une section spéciale a pour mission de publier le journal mensuel du bureau qui paraît sous le titre de *Communications statistiques*. Ce journal contient les monographies et les autres travaux statistiques ou économiques plus étendus, entrepris pour satisfaire à des besoins particuliers. On y trouve une monographie de l'agriculture et de l'industrie métallurgique de la *Bukovine*, un tableau du mouvement de la population des provinces allemandes et slaves, une monographie de l'industrie du sucre de *betterave*, faisant connaître en détail tous les établissements qu'elle occupe; on trouve enfin dans ce journal un exposé de la situation économique de l'Espagne, du Portugal et du Maroc.

(1857.) On a publié la suite de la grande collection de documents statistiques (*Tabellen sur Statistik der österreichischen Monarchie*) dans lesquels le mouvement de la population, l'administration, de la justice, l'industrie métallurgique et les établissements d'instruction publique, ont subi de nouvelles élaborations.

(1863.) Dans le courant des années 1859 et 1860, la Direction de statistique a continué ses publications formant les troisième et quatrième volumes de la série.

Elle a livré, en même temps, au public, la suite des communications qui se réfèrent à la statistique générale, dans tous ses détails.

L'octroi d'une Constitution à l'Etat, a eu pour résultat de développer l'activité de la direction de statistique, et de la discussion des chambres représentatives est sortie l'institution d'une commission centrale qui, en vertu du décret, 31 janvier 1863, commença ses séances le 4 mars suivant, avec des attributions qui dépassent de beaucoup celles accordées à des instituts de même genre, dans les autres pays. En effet, par l'art. 3, de son règlement, la commission est appelée à former une statistique générale, systématique et bien ordonnée de toute la monarchie. Dans ce but, elle commença par fixer les points de départ des recherches à faire par les bureaux de sa dépendance, établissant, tout à la fois, la forme et le contenu des publications statistiques à venir.

Elle reconnut la nécessité de maintenir le système des ouvrages, à grandes tables statistiques, ainsi que de rendre ses publications quinquennales, à dater de 1865. Dès 1862, on avait déjà adopté l'usage de publier un calendrier de statistique générale qui donne un aperçu de toutes les matières élémentaires.

La direction de statistique, pour répondre au mandat qu'on lui avait confié, a publié, depuis 1861, deux ouvrages qui donnent la mesure de son activité. Le premier, est un résumé des conditions et de la situation de l'Autriche, autant qu'on peut le faire par des chiffres, et le second, un exposé de l'économie politique du pays, comparée à celle de l'Angleterre, de la France, de la Prusse et autres États de l'Europe. Pour la première fois, on a vu paraître le budget administratif, sanctionné par l'approbation du parlement. Sous forme supplémentaire ont été relatés, dans une brochure, à part, les vœux et propositions émis par les chambres de commerce et d'arts et métiers de l'Empire, depuis 1858 jusqu'à 1862.

Une société, dans l'intérêt du développement des lois et de la statistique, a eu ses statuts approuvés, et bien que non encore formellement constituée, par l'organe des professeurs Stein, Stubenrauch et Bracchelli elle a déjà publié une espèce d'almanach qui est d'une grande utilité pour les statisticiens.

De son côté, l'académie des sciences, du royaume de Hongrie, a fondé, à ses frais, un bureau de statistique générale dont les publications périodiques embrassent, non seulement ce qui a rapport à l'intérieur et aux provinces limitrophes, mais encore tout ce qui a trait aux nouvelles les plus importantes des statistiques étrangères.

Bade. (1859.) Chaque Ministère publie des travaux statistiques; un bureau de statistique a été récemment établi par le Ministère de l'intérieur à Karlsruhe.

(1855.) Les documents statistiques relatifs aux divers services sont recueillis et centralisés par le bureau de statistique établi au Ministère de l'intérieur. Ce bureau peut encore puiser aux archives des autres ministères et s'y procurer des renseignements.

La statistique officielle, dans le grand-duché, est principalement faite en vue des besoins de l'administration publique et ses éléments en sont réunis et élaborés par des agents de cette administration.

Le chef du bureau de statistique est le même fonctionnaire auquel est confiée, au ministère de

l'intérieur, la direction des intérêts économiques et industriels du pays. Ce fonctionnaire soumet à l'approbation du ministre les projets de questionnaires à adresser aux agents inférieurs de l'administration. Lorsque les documents à recueillir sont relatifs à des services non compris dans ses attributions, il se met en communication avec ses collègues. Les faits une fois recueillis et centralisés sont contrôlés et dépouillés par une autre personne qui réunit à ces fonctions celle de directeur d'une partie de la comptabilité du ministère de l'intérieur. — Ces travaux ne coûtent à l'État que la faible somme de 10,000 frs. par an.

(1857.) Dans le grand-duché de Bade chaque fonctionnaire est tenu de faire lui-même les statistiques des objets qui rentrent dans ses attributions. L'administration entière de l'État contribue ainsi à l'établissement de la statistique. Pour arriver autant que possible à l'uniformité des travaux statistiques, les ministères confèrent ensemble sur les matières statistiques qui concernent plusieurs départements ministériels.

Les relevés opérés par les agents de l'administration subissent un premier contrôle de la part des chefs de service. De plus il est prescrit à chaque fonctionnaire chargé d'inspections locales, de vérifier sur place l'exactitude des relevés statistiques. La préparation pour la publication des matériaux est dans les attributions des administrations centrales ou des ministères, et dans chacun d'eux un rapporteur spécial (Référént) en est chargé. Sous la direction du rapporteur pour la statistique, attaché au Ministère de l'Intérieur, se trouve le bureau de statistique qui centralise tous les matériaux nécessaires pour une statistique du grand-duché.

En y comprenant les frais d'impression pour les publications statistiques du Ministère de l'Intérieur, les dépenses pour le bureau de statistique, qui ne comprend qu'un calculateur et un expéditionnaire, s'élèvent de 4300 à 4700 Florins (9030 à 9570 Francs).

(1863.) Depuis la formation d'un Ministère du Commerce, en 1861, le bureau de statistique a été divisé entre ce nouveau département et celui de l'Intérieur. Ses travaux se publient sous forme de cahiers volants, par ordre de matière. Quinze de ces cahiers ont déjà paru en ce moment.

(1853.) Les travaux de statistique sont concentrés dans un bureau attaché au Ministère du commerce et des travaux publics. Dans ce bureau les renseignements statistiques recueillis par les autres Ministères ou par les régences sont réunis, rédigés et arrangés pour la publication.

La correspondance du bureau avec un État étranger se fait par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères. — Quant au choix des matières qui font l'objet des travaux statistiques, le chef du bureau de statistique doit se mettre d'accord avec les différents Ministères.

(1857.) Le bureau de statistique placé dans les attributions du Ministère du Commerce et des Travaux publics, ne s'occupe donc à lui seul, que des objets ressortissant à ce département ministériel, tandis que les matières statistiques qui font partie des attributions des autres, sont recueillies directement par eux, ou du moins conformément aux cadres qu'ils ont dressés, et ensuite élaborées et publiées, soit par les soins des ministères compétents, soit par le bureau de statistique. Toujours l'administration supérieure part du principe d'échelonner les divers travaux statistiques, de manière à ne demander aux baillages qu'un travail modéré.

Quant aux travaux mêmes, le Ministère de l'Intérieur a fait élaborer la plupart de ses travaux statistiques par le bureau de statistique. Mais il publie aussi directement des notices sur la bienfaisance publique, et tous les ans, le relevé de la situation financière des communes et des fondations. — Le Ministère de la Justice a fait établir jusqu'en 1849 la statistique criminelle par le bureau de statistique. A partir de 1849 il l'a publiée lui-même. — Le Ministère des Finances soumet aux Chambres des états détaillés sur l'administration financière. — La direction générale de communication publie la statistique des voies de communication et de leur fréquentation, des postes, des chemins de fer, de la navigation à vapeur; la direction générale des mines et salines publie l'état annuel de la production des mines, usines et salines. — La dernière publication de cette nature embrasse l'année administrative 1855-1856.

(1860.) Pendant les trois dernières années le bureau de statistique a publié deux cahiers de tables sur différentes matières, la plupart commencées depuis longtemps; un nouveau recensement spécial des sourd-muets, des aveugles et des aliénés; et aussi un travail sur les suicides.

Chaque année, des rapports spéciaux sont publiés par la direction des chemins de fer et de la poste et par la direction des mines et des salines.

(1857.) En 1853 on organisa, près du ministère d'État, un bureau de statistique. Bien que son personnel soit fort peu nombreux et que la totalité de ses dépenses ait été portée pour 800 thalers (3000 francs) au budget des années 1855 à 1857, ce bureau a fourni des travaux nombreux et sérieux dont une partie n'existe encore qu'en manuscrit.

Outre l'exposé des renseignements concernant la population (recensement de décembre 1855) les travaux du bureau de la statistique contiennent le nombre des maisons, un tableau relatif à l'immigration et à l'émigration dans les années 1853 à 1855, des états sur le rachat des redevances et des

droits féodaux (*alloffication*) et sur les *séparations*, des renseignements sur les domaines et forêts, sur les drainages opérés etc., des communications sur le culte et l'instruction, des états développés sur l'administration de la justice principalement de la justice criminelle pendant la période de 1831 à 1834, ainsi que sur les établissements de détention et de correction, un tableau des *sociétés paroissiales* etc. Parmi les travaux des autres autorités il faut mentionner : les exposés sur les finances soumis régulièrement aux États généraux; les rapports annuels des administrations des chemins de fer et des postes, les communications sur le service de ponts et chaussées.

L'Almanach officiel du duché ne rendue jusqu'à présent que peu de renseignements statistiques.

Hanovre.

(1855.) Les publications statistiques officielles ne datent que de l'année 1848, époque à laquelle on a créé un bureau de statistique à Hanovre. Ce bureau a publié plusieurs volumes sur la population, le commerce extérieur et la statistique agricole du royaume. La plus grande partie des documents publiés est tirée des archives de divers ministères où les renseignements qu'on avait recueillis déjà longtemps avant 1848, sur la population et sur les diverses branches de l'administration, étaient restés.

(1857.) Deux nouvelles publications plus étendues du bureau de statistique ont paru depuis 1855; ce sont les cahiers 4 et 5 des *Communications statistiques*. Ils renferment les résultats des deux derniers dénombrements de la population, et des unions de 1852 et 1853, l'état des naissances etc., un tableau des aliénés, des sourds-muets et des aveugles, d'après le dénombrement opéré en 1856, et les résultats du dénombrement général des bestiaux en 1853.

(1863.) Le bureau de statistique a recueilli un grand nombre de matériaux pour les études sur l'administration générale soit, dans l'intérêt pratique de cette même administration, soit dans le sien propre, en vue de ses travaux ultérieurs. La Gazette officielle enregistre tous les faits relatifs à la statistique générale qui, réunis en un recueil spécial, figurent dans le IX^{me} volume de statistique, en cours de publication.

Hesse
électorale.

(1863.) Depuis des siècles, les Landgraves de Hesse puisaient dans les informations statistiques, régulièrement établies, les données fondamentales de l'administration et de la législation de leur souveraineté. Les documents écrits, de cette institution, ont malheureusement été soustraits à toutes les recherches. On ne sait s'ils ont été anéantis par ignorance, ou s'ils sont ensevelis dans quelques archives. Ce qui existe encore, sont des livres intitulés *Dorfbücher* (Livre de Village), véritables statistiques locales, qui remontent à la moitié du XVI^{me} siècle. Durant le règne du Landgrave Frédéric II (1760-1785) la statistique de la Hesse a pris une grande activité. On a introduit l'usage d'un almanach général de l'état et des adresses; on procède, continuellement, à la formation de nouvelles listes, dites *cadonales*, ainsi que à la rectification ordonnée du cadastre.

La réorganisation de la statistique générale et locale a commencé en 1821. Le ministre de l'intérieur remit aux autorités supérieures des quatre provinces et aux conseillers des 22 districts de nouveaux formulaires et tableaux à remplir. Mais, ce n'est qu'en 1851 que l'on constitua définitivement une commission spéciale de direction, divisée en trois sections. — Économie rurale — Commerce, arts et métiers — généralités statistiques.

Toutes les notions que les administrations de l'État et des communes adressent à la commission de Statistique sont inscrites, annuellement, sous leurs rubriques respectives, dans des registres, ad hoc, et à colonnes. Jusqu'à présent, rien n'a été imprimé, la commission se réservant de le faire, prochainement, quand l'ensemble des travaux aura reçu son entier complément. En attendant, elle est autorisée à communiquer au journal qui s'imprime à Cassel, à titre de notices purement statistiques, des relevés sur l'histoire territoriale, l'économie rurale et l'administration de la justice dans la Principauté.

Hesse
Grand-Duché.

(1862.) Depuis que le gouvernement a alloué une somme annuelle de 4000 florins à la Direction centrale de statistique, cet établissement a pu se développer avec avantage pour la science et l'administration de l'État.

La Direction est composée de 14 membres, tous fonctionnaires publics, sans rétribution aucune, pour le travail extraordinaire. Les fonds ordinaires sont affectés au personnel inférieur. Elle est divisée en sous-commissions qui se répartissent ainsi la matière :

- I. Conditions de la population.
- II. id. du territoire.
- III. id. de l'économie rurale.
- IV. id. du trafic.
- V. id. de l'administration communale, du culte et des écoles.
- VI. id. des finances etc.

À l'égard des études législatives médicales et militaires, la constitution des sous-commissions a été réservée.

La Direction centrale publie régulièrement ses travaux dans son *Beitrag zur Statistik der Grossherzogthum Hessen* [Rapports sur la Statistique du Grand-Duché de Hesse] où elle fait l'exposé de toutes les branches de statistique générale du pays.

(1855.) Le bureau de statistique de Mecklenbourg-Schwerin a été établi en 1851. Le décret d'organisation a nommé membres de ce bureau les fonctionnaires qui s'étaient antérieurement occupés de statistique. Aux termes de ce décret, le bureau est chargé de recueillir tous les renseignements utiles à connaître sur la topographie, la propriété foncière, la propriété manufacturière, la propriété commerciale, l'administration de la justice, celle des finances etc.

Mecklenbourg-Schwerin.

Les travaux de ce bureau sont envoyés aux autorités grand-ducales et aux grands propriétaires principalement.

(1858.) Les travaux du bureau de statistique, qui ont été livrés à la *publicité*, sont les suivants : la rectification des relevés de la superficie du territoire ; l'établissement des circonstances climatologiques par des observations météorologiques étendues ; le tableau de la mer dans la Baltique ; des états de population basés sur des renseignements annuels ; le relevé de l'émigration annuelle maritime ; des tableaux très-détaillés du commerce, commençant en 1852, le dénombrement triennal du bétail ; un état des contraventions forestières et de chasse. Ces travaux du bureau de statistique ont été publiés dans les *Archives géographiques etc. Mecklenbourgeoises (Archiv für Landeskunde in Mecklenburg)* qui paraissent à Schwerin.

(1860.) Les travaux du bureau de statistique sont publiés successivement sous le titre de *Beitrag zur Statistik Mecklenburg's*. Le premier volume parut en 1858 et le quatrième vient de paraître.

On a continué l'arpentage des terres, les observations météorologiques et les travaux concernant le mouvement de la population, l'émigration transatlantique, l'élevage des bestiaux, l'état des contraventions forestières et de chasse, la valeur des terres seigneuriales, les changements de cette valeur pendant les années 1770 à 1854, l'état des mariages et des décès (par âge) pendant les années 1853 à 1857 ; l'état des conscrits pour l'armée.¹ Enfin on a publié quelques données sur la quantité de gibier et de bestiaux tués dans les années 1849 à 1856.

(1863.) On a continué les relevés d'observations météorologiques de 1858 à 1860. Ceux de 1861, sont en cours de publication.

On a ajouté des tableaux du mouvement de la population, de la situation du bétail, de la masse considérée au point de vue de ses résultats, de l'émigration, des mariages, naissances et décès de 1853 à 1857 ; plus, un tableau de la mortalité et conditions sanitaires de la troupe depuis 1853 jusqu'en 1862.

(1868.) Le premier bureau de Statistique qui ait été institué dans le Grand-Duché ne date que de 1855, et quoique, en l'instituant, on n'ait pas semblé reconnaître en lui un auxiliaire de l'administration gouvernementale, il n'a pas laissé de se montrer très actif à réunir les matériaux existants, obtenant du ministre de l'Intérieur différentes dispositions favorables. Depuis son installation, il a publié cinq volumes de Statistique générale, sous le titre de notices statistiques sur le Grand-Duché de Oldenbourg. — Le sixième volume est sous presse. Ce mode de publicité n'est pourtant pas complet, il lui manque un annuaire. Le bureau tient correspondance avec presque toutes les Directions de statistiques étrangères où il puise ses modèles d'études.

Oldenbourg.

(1853.) Il y a plus d'un siècle que l'on a commencé à s'occuper de statistique en Prusse. Le roi Frédéric Guillaume I. fut l'organisateur de l'administration civile et, par son ordre, les administrations provinciales et le conseil des Ministres s'efforcèrent d'établir le chiffre de la population. Dans ce but il fut posé des questions auxquelles on chercha à répondre, non par des recensements, mais par des calculs.

Prusse.

Frédéric II fut le fondateur des travaux statistiques permanents. A partir de 1748 il y avait chaque année, excepté quelques années de guerre, un recensement de la population.

Les administrations provinciales avaient l'ordre de faire le dénombrement des habitants et de donner des tableaux séparés pour les villes et pour les campagnes.

On a continué depuis les recensements, mais on a voulu avoir beaucoup trop de renseignements ; on a désiré savoir combien on récoltait de froment et de seigle. Ces renseignements n'ont offert aucune garantie d'exactitude.

Il en fut ainsi jusqu'en 1805, époque à laquelle fut organisé un bureau central de statistique pour recueillir les renseignements statistiques des provinces. L'œuvre est terminée pour les cinq branches suivantes : 1. statistique générale ; 2. naissances, mariages, décès ; 3. églises et écoles ; 4. statistique médicale ; 5. statistique des métiers et fabriques.

Annuellement, on recueille ces renseignements toutes les années, mais vers 1820 on recueillait les documents 1, 3, 4, 5 tous les trois ans, ceux des naissances etc. chaque année. Ces renseignements parvenaient au bureau de statistique par la voie administrative. On en a publié quelques-uns dans la *Gazette d'État* ; c'étaient surtout ceux dont avaient besoin les administrations publiques. — L'organisation est à peu près aujourd'hui, sauf quelques extensions, ce qu'elle était dans l'origine.

¹⁾ La statistique de la marine marchande, des caisses d'épargne et de l'administration des postes.

On avait établi dans le bureau de statistique une section de topographie, non pour faire des cartes, mais pour annoter sur les cartes tous les établissements nouveaux, de sorte que les cartes du bureau de statistique contiennent une description exacte de l'area.

Les tableaux sont avec quelques extensions les mêmes qu'auparavant. Il a été ajouté au bureau, une section météorologique. Il y a à présent, en Prusse, treute-quatre stations météorologiques, qui font des observations qu'elles transmettent au bureau de statistique. Les observations sont publiées, immédiatement la rédaction de l'*Almanach officiel* a été réunie au bureau de statistique.

Les résultats des travaux du bureau de statistique sont publiés régulièrement. Ce sont cinq volumes de renseignements sur le Zollverein, trois volumes statistiques qui suivront encore trois autres, et un journal qui paraît tous les quinze jours et qui est consacré exclusivement à la statistique. — Pour l'extérieur, il y a un employé qui donne des extraits des documents publiés à l'étranger.

(1860.) La série des tableaux, dont il est fait mention au Congrès de Bruxelles en 1853, s'est continuée jusqu'à 1860.

Outre que des travaux sont publiés par les différentes branches de l'administration politique, les chambres de commerce, les conseils agricoles, des journaux spéciaux fournissent sans cesse des informations précieuses.

Le Ministre du Commerce, des Travaux Publics et des Mines a donné tous ses soins depuis l'année 1849 à la publication de grandes collections qui indiquent l'état actuel du commerce intérieur et extérieur, l'étendue des routes, canaux, chemins de fer etc., les progrès extraordinaires réalisés quant aux mines etc. — Un journal officiel *Handelsarchiv*, publié sous les auspices des Ministres du Commerce et des Affaires Étrangères, fournit depuis 1847 des matériaux et des rapports fort estimés.

(1863.) La réorganisation du bureau de statistique date de 1860, époque à laquelle fut proposé à la direction le conseiller, docteur Ernest Engel.

Trois dispositions importantes ont été, immédiatement adoptées, pour féconder le travail du bureau: 1. La constitution d'une commission centrale de statistique, composée des capacités bureaucratiques sous la direction d'un choix de savants. 2. Une plus grande production d'ouvrage par l'augmentation de l'élément producteur. 3. Une divulgation activée par de sages réformes tendant à intéresser un plus grand nombre de lecteurs.

Le journal, N° 3, du bureau de statistique expose les motifs qui ont suggéré la constitution d'une commission centrale. Selon son rédacteur, pour que l'œuvre de la statistique soit avantageuse, il importe que tous les événements de la vie tombent sous ce contrôle.

Ce n'est pas, qu'elle doive tout opérer par elle même, mais elle doit incessamment viser à être le répertoire de toutes les connaissances acquises par l'administration du pays avec laquelle elle restera en rapports intimes afin de se procurer les plus amples développements qui, restreints aux forces seules d'un homme, ou même d'une coopération de plusieurs membres, quelle que soit la judicieuse répartition du travail, seraient toutefois moins grands.

L'utilité et le bénéfice d'une pareille commission centrale ont été reconnus par le congrès des délégués ministériels, sous la présidence du sous-secrétaire d'État Sulzer, et le No. 8, du journal de Statistique en a publié la délibération.

Le personnel du bureau de statistique a donc subi des modifications sensibles dans le nombre de ses employés augmentés, et dans le mode de ses publications. Ainsi, son journal qui paraît régulièrement, depuis le mois d'octobre 1860, en est-il, aujourd'hui, à son N° 7, correspondant au mois de juillet 1863, c'est à dire, de sa troisième année.

À commencer du mois de novembre 1860, le directeur Engel a publié, périodiquement, un almanach de Statistique dans lequel il a coordonné tout ce qui a rapport à l'État, de manière à juger de l'ensemble de ses conditions sous tous leurs aspects.

En outre, il se publie des feuilles détachées, en caractères distincts, sur la statistique prussienne, rédigées par le bureau royal de Statistique, étant à Berlin, d'après les rapports de chambres et corporations de commerce, à l'endroit de l'industrie et de l'exploitation commerciale, en complément desquelles paraît une collection de cartes statistiques du royaume prussien.

La création de bureaux de statistique par provinces, arrondissements et communes, ayant été reconnue indispensable, il a été procédé à leur organisation de manière à les faire dépendre de la direction centrale, comme autant de rayons convergents. L'organisation fut ordonnée par Décret du Ministère de l'Intérieur, sous date du 5 juin 1861, et la mise en exercice, quant au mécanisme et à la nature de ses fonctions fut réglée, de concert, par les ministères de l'Intérieur et des Finances, sous date du 22 février 1862, après s'être entendus avec la commission centrale de statistique.

La nécessité d'une école spéciale de statistique s'étant fait sentir, on a, sur la proposition du Directeur Engel, ouvert, le 5 novembre 1862, un cours théorique et pratique de statistique, dans le bureau de la statistique générale.

Depuis l'entrée en office du directeur Engel, le bureau de statistique a changé la base et la forme de ses anciens tableaux qu'il a dès lors distribués en trois catégories, savoir, des familles, des habitations et des localités desquelles on déduit un système d'états démonstratifs, dont, 11 pour le recensement, 4 pour les constructions, 8 pour l'économie rurale et 6 pour les arts, l'industrie et le mouvement commercial. Ces divers tableaux ont successivement subi de petites modifications d'ordre de nombre et de caractère, toujours dans le but de simplifier la forme et d'utiliser l'effet.

Les résultats de ces différentes recherches ainsi que de celles sur le mouvement de la population

depuis 1859 à 1861 ont été publiés dans les N^{os} 2 et 3 du journal de 1863 sous le titre de *Territoire et population de l'État Prussien et de ses provinces*.

Au nombre des travaux statistiques du Dr. Engel il faut mentionner son rapport sur la progression de la population prussienne, depuis 1816, ses états d'émigration, de mortalité et de naissances dans le royaume insérés à la première et seconde année du journal périodique.

Sous l'impulsion du même directeur de statistique les instituts météorologiques fournissent d'abondantes notions : on compte en ce moment 100 stations de météorologie, sur la surface totale de l'Allemagne, qui toutes communiquent leurs observations sur la température, l'humidité, le climat, les inondations, en un mot, sur tous les accidents de la nature.

(1853.) Dans la Saxe-Royale la statistique officielle se concentre dans un bureau attaché à une section du Ministère de l'intérieur, qui remplit l'office du Ministère du commerce. Ce bureau de statistique est sous la direction spéciale d'un chef de bureau. Depuis deux ans on a publié des documents de deux sortes. De trois volumes publiés le premier contient le recensement, le second fait connaître le mouvement de la population, le troisième la population divisée d'après ses occupations et ses professions.

Saxe-Royale.

Toute la statistique est concentrée dans les travaux ordonnés par le gouvernement, et on recourt pour faire cette statistique à tous les organes de l'administration répandus dans le royaume.

(1857.) La statistique officielle est sous la direction immédiate du Ministère d'État. Des relevés statistiques ne comprenant d'abord que la population se poursuivent avec régularité depuis 1816. Plus tard la statistique de la justice et de l'instruction publique sont venues s'y ajouter.

Saxe-Weimar
(Grand-duché de).

Les résultats statistiques principaux sont insérés dans l'*Almanach de l'État* (Annuaire officiel) qui paraît tous les deux ou trois ans. On utilise aussi à cet effet la *Gazette de Weimar*, qui paraît alors habituellement avec un supplément spécial. Du reste le gouvernement grand-ducal s'efforce depuis plusieurs années de procurer ainsi des renseignements sur les diverses branches d'administration et de les tenir à jour.

(1863.) Les cinq états de la Thuringe réunis dans un même but, ont constitué un bureau général de statistique, à Jena, qui s'occupera de la publication des travaux d'ensemble. On promet, pour le prochain congrès des recueils importants qui éclaireront sur les conditions statistiques de ces provinces.

(1857.) Dans le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, les relevés statistiques se font actuellement par suite de l'accession du duché au Zollverein et s'étendent également à certains faits agricoles, industriels et commerciaux.

Saxe-Cobourg-
Gotha, Saxe-
Meiningen, Saxe-
Altenbourg (du-
chés de).

Le gouvernement ducal s'occupe de l'organisation d'un service destiné à préparer une statistique générale. En outre on a continué à faire recueillir par chaque autorité les éléments statistiques de son ressort. Les matériaux ainsi réunis sont élaborés dans les bureaux du ministère d'État, selon les besoins momentanés de l'administration, et plusieurs des notices ainsi rédigées ont été publiées par les feuilles officielles, notamment celles sur la population, sur les résultats des nouveaux impôts, sur les rachats, sur les progrès de la construction des routes, etc.

Les deux duchés de Saxe-Altenbourg et Saxe-Meiningen se trouvent dans une situation analogue à celle du duché de Saxe-Cobourg-Gotha; quelques-unes des autorités du pays ont la mission de réunir périodiquement des notices statistiques sur les faits relatifs à leurs attributions et d'en dresser les tableaux. Ces relevés s'appliquent depuis longtemps au dénombrement de la population, aux naissances, mariages et décès et présentent des données exactes et complètes. Ils comprennent aussi depuis quelques années des faits agricoles, industriels et commerciaux. On en a publié quelques parties en plusieurs occasions. Des *Renseignements sur le district d'Altenbourg* ont été compilés pour le septième Congrès des agriculteurs et des forestiers allemands et publiés en 1843. — L'élaboration la plus complète des relevés statistiques a été entreprise pour le duché de Saxe-Meiningen, sous le titre de *Description du duché de Meiningen* par M. Brückner à Meiningen.

(1860.) On a chargé le gouvernement central du duché de Cobourg-Gotha, le ministère d'État, de la direction des travaux statistiques, de sorte que dans tous les deux duchés les données statistiques sont réunies et rédigées par les gouvernements mêmes. Depuis 1858 on a publié les travaux suivants: Rapports statistiques sur l'agriculture et les forêts du duché de Cobourg (par Henri Røpe 1857). — Statistique des forêts du duché Cobourg-Gotha comprenant leur étendue, leur administration et leur revenu (1850). — Résultat du recensement de la population, du bétail et des habitations exécuté en 1858 dans le duché de Meiningen; et le budget de ce duché pour les années 1859 à 1862. — Des renseignements sur les résultats des sociétés d'assurance en Allemagne sont aussi publiés.

(1863.) De grands changements ont eu lieu dans les principes qui guidaient les travaux de statistique générale de ces Duchés.

Villes libres
(Hambourg,
Brême,
Lubeck).

(1855.) La ville de Hambourg possède un bureau de statistique commerciale.

Les commissions administratives composées des délégués du sénat et des citoyens publient annuellement des rapports avec des tableaux sur les résultats des diverses branches de l'administration. — A la suite du Congrès de Bruxelles une société de statistique, qui a commencé à recueillir des matériaux, s'est formée à Hambourg.

Dans les villes de Lubeck et Brême la situation est à peu près la même. Seulement la société de statistique de Lubeck, qui remonte à une date plus ancienne, que celle de Hambourg, est placée immédiatement sous les auspices du gouvernement.

(1860.) Les efforts du sénat pour obtenir une statistique générale de Lubeck sont aidés par les travaux de la Société de Statistique. Depuis 1840, 102 tables sont publiées indiquant les résultats de l'administration de la justice, du commerce et de la navigation, des institutions de bienfaisance et des finances.

Wurtemberg.

(1854.) Le royaume de Wurtemberg possède un bureau de statistique et de topographie dirigé directement sous les ordres du Ministère des finances. Ce bureau a été fondé en 1820.

En ce qui concerne les travaux topographiques le bureau vient de terminer l'Atlas topographique du royaume sur l'échelle de 1:50 000 et une « carte générale » sur l'échelle de 1:200 000.

Une « description du royaume » par arrondissements administratifs, dits « Oberämter », est en voie d'exécution, 33 volumes en ont paru. Quatre des neuf membres du bureau rédigent ces descriptions.

En ce qui concerne la statistique proprement dite, le soin en est exclusivement confié au chef du bureau et aux deux secrétaires. Ils publient annuellement le relevé du mouvement de la population (naissances, décès, changements de domicile) d'après les registres des paroisses; un rapport sur les mercuriales, sur les ventes de blé et de laine, la statistique des incendies, documents dont il paraît ensuite des résumés décennaux.

(1857.) En 1822 on avait adjoint au bureau statistico-topographique l'Association pour la connaissance de la patrie chargée de s'occuper de l'histoire, de la statistique et de la topographie du pays et de publier les résultats de ses recherches. On a réuni le bureau et l'Association en 1836, et le tout est érigé en autorité statistique centrale. Voici les principales dispositions du statut accordé à cette institution :

1. Le bureau statistico-topographique doit recueillir des renseignements sur tous les faits sociaux et politico-administratifs (staatlích) dont la connaissance peut être utile au gouvernement ou à la science, et les classer dans un ordre méthodique. Il est également chargé de répandre par la publicité les notions qui peuvent contribuer à faire connaître le pays et tout ce qui concerne la vie publique.

2. Les attributions du bureau comprennent notamment a) la statistique générale du territoire, de la population, de l'agriculture, du bétail, de l'industrie, du commerce; b) la statistique administrative, surtout relativement à l'administration intérieure, à l'administration de la justice, aux cultes, à l'instruction publique, aux revenus et aux dépenses de l'État.

3. Les travaux topographiques du bureau sont les suivants: confirmation et multiplication des cartes, achèvement de la description du royaume par districts, résumé des observations météorologiques fournies par les stations télégraphiques et par quelques savants ou particuliers. Le bureau est également chargé de la rédaction de l'Almanach manuel de la cour et de l'État publié périodiquement.

4. Le bureau forme le centre de la statistique du pays, en ce sens, que les ministères aussi bien que les autorités supérieures et intermédiaires, et celles qui dirigent les districts doivent lui adresser des matériaux de ses travaux, tandis que de son côté, il est chargé de les élaborer et de les mettre à la disposition des autorités ou de les publier.

5. Comme autorité statistique centrale, il se compose, sous la direction d'un président ou chef, d'un certain nombre de membres ordinaires, dont quelques-uns remplissent exclusivement cette fonction, tandis que d'autres occupent en même temps d'autres positions.

6. Les ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Cultes et des Finances sont représentés auprès du bureau par des délégués surtout pour l'établissement de nouveaux travaux. Ces délégués peuvent en tout temps prendre connaissance des travaux en portefeuille ou en élaboration, et ont voix délibérative dans les réunions des membres du bureau. En dehors de ces délégués permanents, d'autres fonctionnaires peuvent accidentellement être consultés sur les matières qui rentrent spécialement dans leurs attributions. Relativement aux travaux topographiques le chef de la division topographique de l'état-major (quartier maître) fait partie du bureau en qualité de délégué permanent du ministère de la guerre. Du reste, le bureau peut inviter à prendre part à ses travaux toute autre personne, dont le concours lui paraît utile.

7. Le bureau a le droit de correspondre, pour affaire de service, directement avec les divers ministères, et doit accepter leurs instructions relativement aux objets, qui ressortissent à chacun d'eux.

Au point de vue économique le bureau est exclusivement dans les attributions du ministère des Finances, sur le budget duquel figurent aussi les dépenses du personnel, les collections de livres et de cartes, ainsi que les publications du bureau.

8. Comme service administratif, le bureau est assimilé aux autorités supérieures; les autorités des districts lui adressent directement leurs rapports. Le bureau peut également correspondre directement

avec des autorités et des associations scientifiques étrangères, échanger des publications etc.; si l'importance de l'affaire n'exige pas qu'elle soit traitée par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères.

Les notices les plus récentes sur la justice, sur les finances, sur les résultats de l'administration de la guerre etc. sont imprimées dans les *Annalen Württembergischen*.

La cartographie appliquée à la statistique a été utilisée en Wurtemberg depuis 1849, de la manière la plus variée. Jusqu'à présent le bureau de statistique a dressé environ 500 cartes, qui représentent, dans leurs divers degrés d'intensité, les rapports des cultures, des incendies, des décès, des naissances, de l'aliénation mentale etc.

(1868.) Le bureau de statistique a entrepris, depuis quelque temps, de publier tout ce qui a rapport à la législation de l'État. Il donne les observations météorologiques, et le calcul de la force motrice des cours d'eau utilisés, ou non, pour tous les genres de manufactures appropriées.

(1855.) La commission centrale a arrêté un plan de publication périodique pour faire suite à la statistique générale pour la période de 1841-1850. Le plan embrassera toutes les branches du service public, sauf à supprimer les détails. Les quatre grandes divisions se rapportent au territoire, à la population, à l'état politique, moral et religieux, à l'état agricole, industriel et commercial. Chacun de ces titres sera divisé en autant de chapitres que la manière le comportera; mais les résumés généraux ne comprendront que les éléments essentiellement variables. Ainsi on ne reproduira pas les données qui, de leur nature, sont invariables, telles que la topographie, l'étendue territoriale et la division du sol, la géologie, la zoologie etc.

(1857.) En ce qui concerne les publications annuelles de statistique générale, la première, qui vient de paraître, embrasse les années 1851 à 1855, et comprend le mouvement de la population avec les causes de décès, les résultats du recrutement militaire, de statistique électorale, les affaires provinciales et communales, l'administration des prisons, les routes, chemins de fer et voies navigables, les ponts et télégraphes, les mines de houille, les mines métalliques et l'industrie minière, les recettes et dépenses du département des travaux publics. Cette publication est destinée à faire suite au rapport décennal. On a ainsi une double publication périodique. L'une pour les faits qui, par leur nature, varient d'une année à l'autre et dont la publication offre un caractère d'urgence, l'autre pour ceux qui éprouvent des variations plus lentes ou sont susceptibles d'être exprimés en moyennes par périodes décennales.

Le tome VII du *Bulletin* de la commission centrale vient également de paraître.

(1860.) En vertu d'un ordre ministériel du 26 janvier 1859 tout projet de budget du Département de l'Intérieur devra à l'avenir être accompagné d'un exposé sommaire de l'emploi des crédits et de la situation de chacune des branches d'administration du Département. Les publications de ce genre forment des suppléments aux actes de la Chambre des Représentants.

Les publications annuelles relatives à la statistique générale ont été continuées.

La Commission Centrale publie en outre un *Bulletin* de ses travaux; dont le tome VIII vient de paraître.

C'est en exécution d'un arrêté royal du 14 mars 1850 que le Ministère de l'Intérieur a publié l'exposé général de la situation du royaume pour la période décennale de 1841 à 1850 présentant la situation du pays. (Voir: le plan de la commission centrale 1855.) Un arrêté royal du 17 avril 1860 a ordonné une publication analogue pour la période de 1851 à 1860.

En outre un arrêté royal du 1 mai 1860 affecte un crédit de 20,000 francs aux meilleurs ouvrages sur le développement de la Belgique depuis 1830 basés sur les exposés de la situation du royaume.

(1860.) Au commencement de chaque session de l'Assemblée législative de l'Empire, chacun des six ministères qui se partagent la haute administration de l'État présente annuellement aux deux chambres son rapport respectif ou compte-rendu. Cet important travail est toujours suivi de pièces justificatives et de tableaux spéciaux.

Le Ministère de l'Empire (ou de l'Intérieur) rend principalement compte au pouvoir législatif des points suivants: instruction publique (primaire, secondaire et supérieure) universités, académies et instituts scientifiques; — état sanitaire, secours publics et établissements de charité; — agriculture, industrie et exploitation des mines; — travaux publics, voies de communication et chemins de fer, postes, navigation fluviale; — colonisation, catéchisation et civilisation des races indigènes; — démarcation des terres publiques et cadastre des terres privées.

Le Ministère des Finances, spécialement chargé de l'administration du trésor et des douanes expose et établit, avec les données comparatives, la recette et la dépense générale de l'Empire: l'état de la dette publique, active et passive, de la propriété nationale, du commerce et de la navigation au long cours et du cabotage dans ses rapports commerciaux, des valeurs de l'importation et de l'exportation, avec désignation des produits de l'industrie de la production nationale et étrangère, qui figurent sur les marchés du pays.

Le Ministère de la Justice rend compte de la tranquillité publique et de la sécurité individuelle; de l'administration de la justice civile, criminelle et commerciale du pays; de la répression judiciaire

et de l'action de la police; — exposant par des tableaux statistiques l'état et l'amélioration progressive de la moralité publique par rapport à toute espèce de crimes — d'après les classifications respectives du Code Pénal — commis dans tout l'Empire et jugés par le jury et autres tribunaux, dans le courant de chaque année. Le même département expose annuellement aux chambres l'état et les conditions dans lesquelles se trouvent la force publique des corps épiques, appelés Garde Nationale, constituant dans l'Empire la milice auxiliaire de l'armée et principalement destinée à la défense intérieure du pays; — l'état des prisons, maisons de correction, pénitenciers etc.

Finalement ce ministère dirige les affaires ecclésiastiques.

Le Ministère de la Marine présente au pouvoir législatif l'état de la force navale, de l'administration et de la formation progressive des éléments de la marine de guerre, des arsenaux, ports, phares etc., et sous le point de vue proprement statistique le *census* maritime du pays; comprenant toute la navigation nationale de long cours et de cabotage, la pêche, le mouvement des ports, fleuves etc.

Le Ministère de la Guerre fait la même exposition de l'état de l'armée, des arsenaux, fortifications et travaux du génie militaire.

Le même système est également suivi pour ce qui regarde l'administration des vingt provinces dont se compose l'Empire. Les Présidents des provinces présentent annuellement aux Assemblées Provinciales des Législatives les données statistiques analogues.

Depuis 1834 une société de statistique s'est fondée à Rio de Janeiro; elle s'est donnée pour mission de recueillir, systématiser et publier les faits qui doivent constituer la statistique générale du Brésil. Elle a établi des succursales dans les provinces. Elle publie une revue spéciale trimestrielle.

Danemark. (1858.) En 1839 le roi nomma une commission centrale de statistique, qui devait publier des tableaux contenant des renseignements sur la situation du pays. On avait choisi pour membres de cette commission des hommes distingués dans les différentes branches de l'administration. Mais les différents membres travaillaient séparément chacun pour soi en se servant pour le travail mécanique de ses subalternes dans l'administration, et ceux-ci étaient payés par la commission à laquelle un ordre spécial du roi accordait de temps en temps une subvention. Dans les années 1835—1849 la commission a publié dix-huit grands volumes contenant des tableaux sur presque tous les objets de la statistique.

En 1849 on supprima la commission, on créa un bureau central de statistique, composé de sept employés, et un accorda au chef de ce bureau le droit de signer pour les différents ministres dans les matières de statistique. Le bureau auquel la Chambre accorde chaque année 35,000 francs a publié dix volumes de statistique sur différentes matières importantes.

En Danemark c'est le gouvernement seul qui fait de la statistique. Seulement la Société royale de médecine à Copenhague a un comité permanent pour la statistique médicale.

(1860.) Les volumes XII-XXI du *Statistik Tabelværk* publiés depuis 1857 contiennent le dénombrement de l'année 1855 d'après l'état civil et la condition des individus, la statistique du mouvement de la population pendant les années 1845—1854, la statistique des suicides pendant les années 1845 à 1856, la statistique du commerce des années 1856, 1857, 1858, 1859 et la statistique des recettes et des dépenses de la monarchie pendant les années 1853—1857.

En outre les tomes IV et V de la Collection de *Mélanges Statistiques* qui ont été publiés, contiennent les résultats du dénombrement de l'année 1855 en Islande et en Groënland, les tableaux des recettes et des dépenses communales de l'année 1855, le compte-rendu du mouvement des caisses d'épargne 1856 et 1857, les monts-de-piété pendant les années 1846—1856, les prix moyens officiels des céréales 1856, 1857 et 1858, les résultats du dénombrement de l'année 1855 dans les îles occidentales, le compte-rendu des écoles primaires pour 1857, et enfin un travail sur la taille des conscrits selon les registres des années 1852—1856.

Espagne. (1858.) Quoiqu'il n'existe en Espagne aucune organisation de la statistique, on s'est occupé dans ce pays depuis longtemps de travaux statistiques.

(1857.) Le Gouvernement a organisé une Commission centrale en 1856, sous la présidence du président du conseil des ministres. Elle a par conséquent le droit de demander des renseignements à tous les ministères. Cette commission compte parmi ses membres quelques anciens ministres de la couronne, les directeurs des services les plus en rapport avec la statistique, et d'autres personnes. C'est cette commission centrale qui fera le dernier dépouillement, en ordonnera la publication et veillera sur tous les travaux. On a créé en outre des commissions permanentes de province ou département et des commissions de *partido*. Dans chacune des 49 provinces (départements) une commission, placée sous la présidence immédiate des préfets (*Gobernadores*) veille sur les travaux; et fera le dépouillement par provinces. — Chaque province se subdivise en *partidos*, ou ressort de tribunaux de première instance; dans chacun de ces *partidos* il y a une commission présidée par le juge de première instance, et qui veille avec soin à l'exactitude des travaux individuels et en fait le premier dépouillement. Chacune de ces commissions se compose des plus grands propriétaires, des autorités administratives et des fonctionnaires chargés du commerce et de l'instruction publique, ces personnes étant le plus en état de constater l'exactitude des travaux, la vérité des faits et les erreurs involontaires. — Toutes ces places sont déclarées honorifiques, mais il y en a quelques-unes qui sont subventionnées par l'Etat, comme celles de secrétaire, d'adjoints etc.

(1860.) Les commissions de provinces et de districts sont aidées par des agents du gouvernement qui doivent recueillir les premières données, les vérifier, les classer et les concentrer pour chaque département. La commission générale examine les données encore une fois et publie les tableaux composés. Pendant la période comprise entre Novembre 1856 et Juin 1859, elle a complété plusieurs ouvrages. Tels sont : 1. un index général de toutes les constructions de différentes sortes en Espagne, 2. un recensement de la population presque exact, 3. un Annuaire de Statistique, rempli de documents.

La commission a outre cela des devoirs d'administration à remplir, elle est chargée notamment

1. De la formation d'une nouvelle nomenclature de tous les lieux habités.
2. De la rectification du recensement de la population, fait en 1857.
3. De la publication du second Annuaire.
4. De l'établissement du système décimal métrique des poids et mesures.
5. De l'enregistrement du mouvement de la population.
6. De la statistique judiciaire criminelle.

(1855.) La direction du septième dénombrement en 1851 prescrivit de recueillir un grand nombre de faits entièrement nouveaux. Les agents chargés des opérations reçurent avec les instructions six cadres imprimés. Dans les instructions on avait en outre introduit un certain nombre de questions, qui n'avaient pas été prévues dans le bill sanctionné par le Congrès notamment sur les chemins de fer, les canaux et les lignes télégraphiques. État-Unis.

Ce recensement de 1851 a exigé le concours de trois-mille deux-cent soixante-seize agents salariés par le trésor fédéral, dont chacun a dû adresser à l'autorité centrale, pour une circonscription déterminée, des états comprenant tous les renseignements prescrits.

Mais un petit nombre seulement de ces renseignements a vu le jour, les crédits nécessaires ayant manqué pour leur publication complète.

Aux États-Unis il n'existe pas un bureau de statistique permanent. Tous les dix ans une loi spéciale doit intervenir pour prescrire le dénombrement. Cependant le dernier bill a déclaré perpétuelles et applicables à tous les dénombrements futurs les dispositions adoptées pour celui de 1851.

Le gouvernement fédéral publie, d'ailleurs, périodiquement diverses statistiques spéciales, et notamment celles du commerce extérieur et de la navigation, des finances, de l'émigration.

(1868.) Le Congrès des États-Unis, malgré toutes les instances qui lui en ont été faites, n'a point encore créé un Bureau spécial de statistique. Néanmoins dans le recensement de la population, exigé par la constitution nationale au moins tous les dix ans, l'usage s'est insensiblement introduit d'ajouter, grâce à la Direction spéciale du Congrès, des recherches plus ou moins étendues sur les différentes branches de l'industrie et des productions. Le relevé du recensement de 1860, présenté au Congrès de statistique internationale, contiendra un nombre considérable de notices statistiques concernant la condition matérielle de la nation, avec quelques détails sur sa condition sociale et morale. À l'aide des pouvoirs limités qui leur avaient été conférés par le Congrès, les fonctionnaires, non moins zélés qu'intelligents, qui ont rempli successivement la charge de surintendant, surtout M. Deboir et Kennedy, ont employé tous les moyens et fait tous leurs efforts pour que les recherches autorisées par la loi fussent utiles non seulement au pays, mais encore à la science statistique. On peut espérer que les travaux éclairés des Congrès statistiques décideront facilement les Autorités législatives des États-Unis à reconnaître l'importance et l'urgence d'un Bureau spécial de Statistique, et à placer ainsi leur pays au même niveau, sous ce rapport, que les nations les plus avancées de l'ancien continent.

(1854.) Les travaux statistiques en France sont répartis entre plusieurs ministères ; presque chaque ministère publie des documents sur les affaires administratives qui sont de son ressort. Le Ministère des finances a son bureau de statistique à la direction des douanes. France.

En 1834 un bureau de statistique générale fut créé au Ministère du commerce, il fut chargé de recueillir tous les documents sur l'ensemble des faits économiques qui s'accomplissent dans le pays.

Depuis 1834 le bureau de statistique a publié environ 13 volumes sur des matières diverses, telles que la population, l'administration, les finances, le commerce, l'agriculture, l'industrie etc.

Par un décret du 1 Juillet 1852 il a été créé dans chaque canton une commission de statistique dont les membres sont nommés par le préfet. Cette commission se subdivise en sous-commissions communales. Comme essai, on a arrêté un cadre, un formulaire, un questionnaire qu'on a adressé à ces commissions cantonales. On a commencé par prescrire une enquête sur la situation de l'agriculture et des documents assez restreints sur la situation de l'industrie. Chaque sous-commission est chargée de remplir le questionnaire qui lui est envoyé. Ce travail est ensuite envoyé à la commission cantonale qui le discute, appelle dans son sein les principaux rédacteurs et leur soumet ses doutes, ses critiques. Après cet examen on réunit l'ensemble des questionnaires cantonaux et l'on arrête le questionnaire définitif. Quand ce questionnaire a été adopté par la commission cantonale il est transmis au sous-préfet, et ce questionnaire le soumet à une double vérification ; la première est faite par la commission centrale d'arrondissement ; la seconde en ce qui concerne l'agriculture, par la chambre d'agriculture. Quand ces vérifications sont faites, les divers questionnaires cantonaux sont envoyés au préfet, qui les soumet à un dernier examen, les récapitule et envoie le résultat au Ministre de l'Intérieur.

Le bureau de statistique générale correspond, en outre, par l'intermédiaire du Ministre avec les préfets pour obtenir de ces fonctionnaires tous les documents administratifs qui résultent du simple fractionnement des divers services administratifs. C'est ainsi que les préfets transmettent à la commission les documents sur la population, sur le service des enfants trouvés, sur la mendicité etc.

(1857.) En France les publications statistiques peuvent être divisées en deux catégories :

1. Les publications périodiques. Il faut citer : la statistique financière, celle du recensement, le bilan du commerce extérieur (recueilli depuis 1816), les « *Annales du commerce extérieur* » regardant les autres pays, la statistique minière, le compte-rendu des douanes ; des statistiques spéciales consacrées aux colonies, et publiées pour les colonies transatlantiques par le Ministère de la Marine, pour l'Algérie, par le Ministère de la Guerre ; des renseignements sur les établissements de prévoyance, savoir sur les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels et la caisse des retraites pour la vieillesse, la statistique criminelle (remontant à l'année 1825) ; la statistique de la justice civile et commerciale ; la statistique des prisons.

2. Les publications non-périodiques, concernant la population, l'agriculture, l'instruction publique etc. etc. La carte de la France, faite par le corps impérial d'état-major, sera mise à la disposition du public par des réductions et des reproductions lithographiques.

(1860.) Les documents périodiques ont pour objet : les finances, le recrutement de l'armée et la situation de la caisse de dotation, la justice civile et criminelle, la justice criminelle militaire, les prisons, le commerce extérieur et le cabotage, la navigation intérieure, la production minière, les institutions de prévoyance, sociétés de secours-mutuels, caisses de retraites pour la vieillesse, caisses d'épargne.

Les documents non-périodiques comprennent : les relevés de l'état civil (naissances, mariages, et décès), les dénombrements de la population, l'agriculture, l'industrie ; l'instruction publique, l'assistance publique, l'aliénation traitée dans les établissements publics et privés, les voies de communication, les consommations dans les villes à octroi, les finances des départements, les finances des communes.

Les documents de cette dernière catégorie, quoique publiés à des époques indéterminées, n'en sont pas moins recueillis régulièrement chaque année.

L'Algérie et les autres colonies françaises sont, en outre, l'objet de statistiques spéciales qui, bien que paraissant à des intervalles assez rapprochés, n'ont cependant pas une périodicité régulière.

Parmi les statistiques françaises qui n'émanent pas du gouvernement et ont cependant un caractère presque officiel il faut citer les publications du préfet de la Seine sur la ville de Paris ; les rapports du directeur de l'assistance publique à Paris sur les vastes établissements de bienfaisance qu'il administre ; les monographies de l'industrie Parisienne, dont la chambre de commerce de Paris prépare en ce moment le 2^e volume ; les rapports annuels des préfets aux Conseils généraux, remplis des documents statistiques locaux ; les rapports annuels du grand établissement financier connu en France sous le nom de « Caisse des Dépôts et Consignations » ; ceux des principales institutions de crédit telles que la Banque de France, la Banque du Crédit Foncier, la Banque du Crédit Mobilier, ceux enfin des chemins de fer, riches de faits instructifs sur le mouvement du commerce intérieur de la France.

Depuis le Congrès de Vienne les publications suivantes ont été faites :

1. Publications périodiques. Les comptes-rendus des ministres ont été publiés pour l'année 1858. La dernière statistique des opérations du recrutement s'arrête à l'année 1858. La statistique de la justice civile et criminelle a également été publiée pour 1858. Il en a été de même de la justice criminelle spécialement applicable à l'armée ; de la statistique des prisons, de la statistique du commerce extérieur et du cabotage, et de celle de la navigation intérieure. La statistique minière comprend les années 1853 à 1858. La statistique des institutions de prévoyance est complète jusqu'en 1858.

2. Documents non-périodiques : L'impression du tableau du mouvement de la population (naissances, mariages et décès) est terminée pour les années 1855, 1856 et 1857. Il en est de même du volume qui doit faire connaître les résultats du census de 1856. Le second et dernier volume de la nouvelle statistique agricole est à la veille d'être mis en distribution. La statistique de l'assistance publique a été publiée en 1858 pour la période de 1842 à 1854. La statistique de l'aliénation mentale traitée dans les asiles publics et privés remonte à la même année et embrasse la même période.

Un volume tout récent a fait connaître la situation des établissements français en Algérie de 1852 à 1858.

(1863.) En France, à l'exception du ministère des affaires étrangères, du ministère d'État, et de celui de la maison de l'Empereur, toutes les administrations centrales publient, sur les services qui s'y rattachent directement ou indirectement les renseignements les plus détaillés.

Des bureaux du ministère des finances sortent annuellement de volumineuses publications, dont les plus importantes comprennent : le budget, le compte-rendu provisoire de l'administration des finances, le compte-rendu définitif des recettes, ainsi que des documents spéciaux relatifs à la navigation sur les cours d'eau administrés par l'État, sur la fabrication des poudres et des tabacs, sur les propriétés de l'État, etc. On doit encore au même ministère, sous le titre de *Tableau annuel des données*, l'excellente et toujours progressive étude sur notre commerce extérieur.

Le ministère de la guerre fait connaître annuellement, dans le *Rapport sur le recrutement de l'armée*, les conditions dans lesquelles s'opère ce recrutement et notamment le nombre des jeunes gens qui atteignent en France l'âge de 20 ans accomplis, le nombre des examinés, celui des jeunes recrues exemptées du service soit par des causes légales, soit par leur inaptitude au service militaire, avec l'indication des causes de cette inaptitude, le nombre des enrôlés volontaires, enfin l'effectif moyen de l'armée dans l'année du recrutement.

La même administration publiait autrefois le *Tableau des établissements français en Algérie*. Cette statistique après une assez longue interruption, vient d'être continuée par le gouvernement local de l'Algérie. Mentionnons encore : 1. le « compte-rendu de la justice criminelle militaire » ; 2. le « compte du matériel de l'armée », destiné à faire connaître en France et à l'étranger, jusqu'aux moindres détails, nos approvisionnements militaires ; 3. une prochaine publication appelée à devenir périodique, sur l'état sanitaire de notre armée.

La marine n'est guère connue, dans le monde statistique, que par une publication d'un faible intérêt sur l'état économique de nos colonies. Elle y joint, il est vrai, le « compte du matériel de la marine ».

On doit au ministère de la justice des comptes-rendus annuels : 1. de la justice criminelle ; 2. de la justice civile et commerciale. Ce recueil, un des plus beaux monuments élevés à la science d'observation, jette, depuis 1826, les plus vives lumières sur l'état moral de la société en France.

Le ministère de l'intérieur publie, chaque année depuis 1853, 1. le mouvement des établissements pénitentiaires placés sous son contrôle ou sa surveillance ; 2. le bilan des opérations des sociétés de secours mutuels ; 3. à des époques indéterminées, l'état de la vicinité en France.

Le ministère de l'instruction publique est à la veille de publier un travail statistique de la plus grande importance sur les progrès de l'instruction primaire en France dans ces dernières années.

Le département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics élabore le plus grand nombre des statistiques officielles publiées par le gouvernement impérial. On citera notamment :

La statistique minière, — la statistique de l'exploitation des chemins de fer, — celle des autres voies de communication : rivières, canaux, routes impériales et départementales, — le relevé annuel de l'état civil (naissances, mariages et décès), — les résultats des recensements quinquennaux de la population, le mouvement de l'aliénation mentale dans les 112 asiles publics ou privés de l'empire, — la statistique de l'assistance publique sous toutes ses formes, depuis la crèche jusqu'à l'hôpital, — la statistique des institutions de prévoyance autres que les sociétés de secours mutuel, — la situation financière des départements, des communes et des établissements charitables de toute nature, — l'état annuel des blénalités faites aux établissements publics, laïques et religieux, — celle des consommations dans les 1200 villes qui sont autorisées à percevoir un droit d'octroi, — celle des salaires industriels dans les 263 villes les plus importantes de l'empire, — celle des sinistres qui touchent aux propriétés, comme incendies, inondations, épizooties, — celle des assurances sur les propriétés et la vie.

Le même département fait, tous les ans, par l'intermédiaire des commissions permanentes instituées dans les 2800 cantons de l'empire, un relevé de la production agricole : une enquête plus étendue et comprenant non-seulement cette production, mais encore l'économie rurale dans toutes les branches, est ouverte tous les dix ans par les soins des mêmes commissions dont les fonctions sont gratuites.

Enfin la même administration recueille, par périodes décennales, les éléments d'une statistique complète de l'industrie manufacturière.

Le Bureau de la statistique générale de France relève de ce ministère.

En outre des documents précédents il faut mentionner les comptes-rendus de l'exercice, que chaque Ministère publie ; « l'Exposé annuel de la situation de l'Empire », œuvre collective des divers ministères, que l'on peut considérer comme le résumé des faits politiques et économiques les plus importants accomplis dans l'intervalle d'une session législative à l'autre. La statistique y occupe une place considérable, en qu'elle sorte la place d'honneur.

Enfin en dehors des publications des ministères, la littérature de la statistique officielle s'enrichit encore, soit annuellement, soit à diverses époques, d'excellentes monographies. On doit citer notamment les « Rapports annuels de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations » ; les belles « Recherches sur la ville de Paris et le département de la Seine », dues à la préfecture de ce département ; les grandes et justement célèbres « Enquêtes industrielles sur la ville de Paris », de la Chambre de Commerce de cette capitale.

Les nombreux documents de statistique locale consignés dans les Rapports annuels des Préfets aux Conseils généraux sur la situation économique et morale de leurs départements, ainsi que dans les annuaires départementaux, méritent également d'être signalés.

Parmi les statistiques nouvelles publiées ou préparées par le Gouvernement impérial depuis le Congrès de Londres il faut placer au premier rang le dénombrement de la population opéré en 1861, effectué autant que possible dans les conditions recommandées par les différents congrès, et l'enquête sur l'aliénation mentale, l'idiotisme et le crétinisme avec ou sans goitre.

(1854.) Tous les départements de l'administration, qui sont immédiatement ou indirectement placés sous le contrôle des Ministères tiennent des livres et fournissent des relevés qui sont plus ou moins statistiques. Surtout la dernière division du pays faite par le département des pauvres est la meilleure base pour les calculs statistiques. Elle comprend des districts et des sous-districts (cantons) ; les

Grande-Bretagne.

districts se composent de communes ou de paroisses; les centres sont des villes de marché; chaque sous-district a un bureau d'enregistrement, et un bureau central préside au district entier.⁽¹⁾

Les relevés, que les chambres ont le droit de demander, sont publiés en « blue-books », pleins de renseignements importants. Des commissions spéciales d'enquête, et des différents services, résultent des documents ainsi publiés par des inspecteurs chargés de les recueillir. Les journaux aussi publient des statistiques pleines d'intérêt.

Outre l'organisation officielle il existe en Angleterre d'autres moyens importants de recherches statistiques, attendu que, dans les questions qui présentent un intérêt d'une grande importance il n'est pas d'usage de laisser complètement les choses aux mains du Gouvernement. La société de statistique de Londres a fait plusieurs recherches indépendantes. Ses membres ont mis en discussion dans leurs réunions plusieurs documents importants qui ont été publiés ensuite dans le journal de la société, qui paraît tous les trois mois.

(1855.) On publie la traduction, avec un classement méthodique, de statistiques relatives aux pays étrangers. Le bureau de commerce reçoit ces statistiques des gouvernements étrangers en exécution d'un système d'échange international établi en 1851 et qui fonctionne par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères.

Le département statistique du bureau de commerce publie également la statistique des colonies et de l'Inde anglaise.

En 1853 le même département a publié un résumé de la statistique officielle du Royaume-Uni. Ce résumé donne dans un cadre très-restreint jusqu'à la date la plus récente et pour chacune des quinze dernières années tous les renseignements propres à fournir une idée satisfaisante de la situation actuelle et des progrès de la nation.

(1860.) Une publication, qui a pour titre *Statistical abstract* contient des Tableaux comparatifs pour les statistiques principales pendant 15 ans. Cette publication provient du *Board of Trade*. *Miscellaneous Statistics of the United Kingdom* — publication nouvelle qui est une collection générale de statistique sous les détails nombreux qui sont nécessaires dans les publications spéciales. Pour faciliter la comparaison, les résultats des deux années précédentes y sont ajoutés.

(1862.) Les progrès de la Statistique en Angleterre, ont été, dans leur ensemble, assez satisfaisants, et depuis le dernier Congrès, on a parfaitement réussi dans quelques branches qui furent recommandées d'une manière spéciale. Les divers départements administratifs et les Commissions royales ont réalisé d'activité, ne se bornant pas à des faits d'une importance absolue, mais les accompagnant d'élucidations et de déductions d'une valeur pratique. Le principe de la division du travail, conçu par Descartes, a été appliqué sur une grande échelle au bénéfice de certaines industries qui ont été cultivées avec des soins particuliers.

Dans les aperçus de Statistique générale dont se poursuit la publication, figurent des comparaisons avec les Statistiques des autres États sous le rapport des territoires, populations, naissances, décès, mariages, revenus et dépenses, dettes publiques, navires de commerce et valeurs d'importation et d'exportation.

Le Journal de la Société de Statistique de Londres, en est aujourd'hui à son 26^{ème} volume de Notices sur l'hygiène, l'éducation, le commerce, la monnaie, les conventions postales, la consommation d'eau, les institutions municipales et autres d'un grand nombre de villes et districts.

Les réunions de la Société de Statistique de Londres ont lieu, une fois par mois, de novembre à juin, et on y traite de toutes les questions émises par des membres qui en font la motion.

Colonie
de la Grande-
Bretagne.
Australie.

(1860.) La statistique coloniale a pris beaucoup d'extension et de précision dans ces dernières années. Les données du temps plus reculé ne s'élevaient que sur quelques faits du progrès matériel. Pourtant les premiers tableaux statistiques des colonies de *New-South-Wales* et de *Tasmania* offraient déjà des renseignements sur un recensement des colons, sur l'importation et l'exportation, sur la navigation, sur le revenu public et sur les dépenses. Surtout pour *New-South-Wales* des données régulières existent depuis 1821. Aux tableaux déjà mentionnés d'autres furent ajoutés successivement. Tels sont les rapports sur les terres aliénées par le Gouvernement anglais et par suite cultivées.

En vertu du privilège que ces colonies ont de se gouverner elles-mêmes, elles ont nommé un *Registrar-General*, des astronomes, des géologues, des naturalistes et des météorologistes. — Les publications annuelles de chaque colonie ont aujourd'hui l'étendue d'un volume de 100 à 200 pages, comprennent sous cinquante ou soixante titres ou chapitres une grande variété d'informations. — Les dernières publications s'élevaient jusqu'à la fin de l'année 1858.

Le rapport même fait au Congrès offre des renseignements sur la population, la justice, les prisons, les finances, les banques, l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'instruction publique, les salaires et prix etc. A ce rapport se trouve enfin ajouté une note sur la production de l'or en Australie jusqu'à la fin de l'année 1859.

Nouvelle
Galles du Sud.

(1860.) Le volume du *Blue-Book* qui comprend la statistique de l'année 1858 est publié au mois d'août 1859. Il contient les rapports des différentes branches de l'administration, les tableaux d'importation, d'exportation etc.

⁽¹⁾ La forme et l'époque d'apparition des publications officielles sont variables.

(1860.) Cette colonie qui a été séparée de New-Sout-Wales en décembre 1859 possède déjà une statistique des cultes, de l'instruction publique, des rapports sur l'exportation et l'importation et sur la navigation. On trouve aussi dans la statistique de cette colonie les positions des tarifs, des impôts et des taxes.

Queensland.

(1860.) Dans les sept dernières années. Les données statistiques de Victoria sont portées à un haut degré d'exactitude par les efforts du *Registrar-General*. Il a préparé une série de recueils qui remonte jusqu'à l'année 1853.

Victoria.

(1860.) L'agriculture étant la principale branche de l'industrie de cette colonie, la statistique offre là dessus beaucoup de faits. — Les tableaux du revenu public et du commerce separent soigneusement les revenus et les emprunts autant que les exportations et les réexportations. — On fait aussi des observations sur la température et le climat.

Australie du Sud.

(1860.) Depuis 1840 on a composé annuellement un *Blue-Book* contenant la Statistique de la colonie. Mais rien ne fut publié, si ce n'est par la Gazette du Gouvernement, jusqu'à 1858. Le volume publié dans cette année contient la statistique de 1853; il doit être continué chaque année.

Nouvelle Zélande.

(1860.) On trouve des renseignements statistiques sur cette colonie dans les rapports faits à la Législature Coloniale, dont le dernier embrasse l'année 1857. En outre, les gazettes gouvernementales offrent quelques autres détails. Quant aux objets de ces documents, ce sont la population, l'état financier de la colonie, pour les années 1855 à 1858) la statistique criminelle, l'instruction publique, les cultes — savoir le clergé, les églises, les chapelles et les congrégations. — les produits de l'agriculture et le bétail, la distribution des terres et de leur différentes productions, l'exportation de la laine etc. etc.

Cap de Bonne Espérance.

Le rapport même fait au Congrès donne des renseignements sur la population, les revenus et les dépenses et sur les exportations.

(1860.) La statistique n'a pas encore beaucoup préoccupé l'attention du Gouvernement des Indes, et par cela même les faits recueillis n'y ont pas toute la précision nécessaire. Cependant cette observation ne s'applique pas aux documents sur le revenu, la dépense, le commerce et la navigation.

Indes Occidentales

Le rapport même fait au Congrès, embrassant les résultats de vingt ans depuis 1838/39 jusqu'à 1857/58 inclusivement en deux périodes décennales, donne des renseignements sur la population, le territoire, les revenus annuels, les sources des revenus, les exportations et importations, la navigation, les travaux publics, l'instruction publique, l'émigration, les voies de communication et le transport.

(1860.) Un exposé appelé *Blue-Book* est présenté annuellement, au Secrétaire d'État des Colonies. Cet exposé contient beaucoup de détails concernant l'agriculture, le commerce, la navigation, les établissements civils, militaires et judiciaires, les finances et l'instruction publique. Les résultats principaux de ces données sont publiés dans un volume sous le titre de: *Ceylan Almanac and Annual Register* préparé sous la direction du gouvernement colonial.

Ceylan.

Les informations statistiques de cette colonie sont presque parfaites à une seule exception celle des recensements, qui à Ceylan sont extrêmement inexacts, attendu que les peuples asiatiques ont une crainte superstitieuse de cette opération.

Le rapport même fait au Congrès contient des renseignements sur le commerce et la navigation, l'instruction publique et la population.

(1860.) Le rapport même, fait au Congrès, donne des renseignements sur le territoire et la population.

Guyane Anglaise.

(1860.) Les comptes-rendus sur les différentes branches de l'administration que fait faire le Gouvernement contiennent des renseignements sur les finances, sur le commerce, l'agriculture et l'industrie, sur l'instruction publique etc. Le système d'enregistrement de l'état civil est basé sur celui adopté en France.

Bes Joniennes.

Le rapport même fait au Congrès offre des renseignements sur l'agriculture, le commerce, la population et l'instruction publique.

(1860.) Jusqu'en 1821 quelques renseignements statistiques sur ces deux colonies ont été publiés dans plusieurs ouvrages d'histoire. C'est seulement à partir de cette époque que des rapports spéciaux ont été annuellement transmis à l'administration coloniale. Plus tard les informations prises ont été dressées dans des tableaux statistiques sous la direction du « Board of trade ». Bien qu'incomplètes, ces rapports sont très-intéressants au point de vue de l'émancipation des esclaves, dont les résultats ont été si différents dans ces deux colonies.

Jamaïque et Barbade.

Parmi les données statistiques, il faut citer avant tout celles qui sont relatives au territoire, à la population, aux salaires, et au commerce.

Au dernier recensement, à la Barbade, en 1851, on a pour la première fois, depuis l'émancipation, distingué les habitants d'après la couleur. Dans la même année un recensement a été fait à la Jamaïque.

25

Le rapport même, fait au Congrès, fournit des renseignements sur le territoire, la population, les salaires, le commerce, le revenu et la dépense.

lle Maurice. (1860.) Annuellement des publications sous le titre de « Blue-Books » ont été préparées par le gouvernement colonial. Ils comprennent plus ou moins complètement la statistique territoriale, agricole, commerciale et judiciaire, la statistique des revenus et des dépenses, la statistique de l'instruction et autres. Quant à la statistique territoriale, on a exécuté dans le siècle passé une triangulation de l'île, assez inexacte. Récemment le gouvernement colonial a décidé de faire dresser une carte de l'île. Depuis plus de dix ans des observations météorologiques ont été faites.

Le rapport même, fait au Congrès, offre des renseignements sur la population, le territoire, l'agriculture, le commerce, les finances, la navigation, la justice, l'instruction publique et les cultes.

Grèce. (1855.) La statistique officielle n'existe réellement en Grèce que depuis l'organisation de ce pays en état indépendant. En 1834 un bureau spécial a été créé au Ministère de l'intérieur sous la dénomination de « Bureau de l'économie publique ». Ce bureau a, entre autres attributions, celle de recueillir tous les renseignements statistiques propres à faire connaître la situation économique et morale du royaume, soit en les demandant aux autorités locales des départements, soit en les faisant recueillir par des personnes de son choix.

Il n'a pas encore été publié de statistique générale par le Gouvernement grec; seulement un travail de cette nature, mais très-abrégé a été fait par la Commission grecque près l'Exposition universelle (1855).

Les tableaux, au nombre de dix-huit, qui y figurent, contiennent les renseignements dont l'énumération suit: Population de la Grèce en 1821, 1832, 1842 et 1853 — tableau des différentes classes et professions des habitants — instruction publique — recrutement de l'armée de terre et de mer — statistique de la marine commerciale en 1834, 1843 et 1853 — Commerce extérieur pour les années 1852, 1853 et 1854 — statistique financière des communes villes nouvellement bâties d'après un plan d'alignement et nombre de leurs maisons — bâtiments civils — routes — ponts — dessèchements des marais — colonisation — finances de l'État, dépenses publiques pour les années 1833, 1835, 1841 et 1851.

Italie. (1863.) Quoique l'on puisse dire que la Statistique d'Italie ait commencé à exister avec le nouveau Royaume, lequel comprend les sept huitièmes de la péninsule, cependant elle a en de glorieux représentants et de nobles traditions. Gioia et Romagnosi ont illustré la philosophie de la science; Cagnazzi, Mauro Rotondo, Balbi et Serristori ont rempli une tâche plus modeste, quoique non moins utile en recueillant et en répandant des nombreux faits statistiques.

De nos jours, outre l'avoir qui se forma par des études statistiques et économiques à sa brillante carrière politique, Molossi, Zuccagni-Orlandini, Cattaneo, Correnti forment une belle pléiade de célébrités nationales.

Les institutions statistiques n'ont pas non plus manqué à l'Italie. Nous sommes redevables à la Commission Royale de Statistique de Turin des travaux sur le *crétinisme*, la *statistique médicale*, le *mouvement de la population* et les *recensements* de 1838 et de 1848. Le Bureau de Statistique de Florence, sans parler d'une série non interrompue durant environ quarante ans de notices expliquant la manière dont se succèdent les générations en Toscane, a publié d'intéressantes monographies sur les *hospices des aliénés* et les *blépharotrophes*, sur les *milices*, les *prisons*, la *marine marchande*, sur les *prix des denrées de première nécessité*. La Direction de Statistique de Palerme a aussi publié une nomenclature successive d'habitants, c'est à dire un état des naissances, des décès et des mariages, depuis l'année 1831 jusqu'à la dernière révolution sicilienne. La même Direction s'est occupée de la Statistique sur la *division des propriétés*, sur la *bienfaisance publique* et surtout sur la *charité des hospices*, sur les *bibliothèques* et sur le *matériel de la marine marchande*. La Lombardie elle-même, grâce à un travail commencé en 1815 et dû en grande partie aux efforts persévérants du baron Cœrning, s'est enrichie d'une précieuse statistique fort étendue et concernant la *topographie*, les *canaux et routes*, la *population*, l'*agriculture*, le *commerce*, l'*industrie*, les *appointements*, l'*enseignement*, la *bienfaisance*, le *clergé*, les *institutions de crédit* et de *prévoyance*, les *impôts*, l'*administration publique*, *executive* et *municipale*, etc, etc.

Les petits États italiens de Modène et de Parme, espèce de domaine patrimonial, possédaient des statistiques précieuses et détaillées; recherches domestiques et approfondies sur leurs conditions *géographiques*, *économiques*, *politiques* et *administratives*. Cela prouvait évidemment ce qu'avait lieu si fréquemment en Italie sous les anciens gouvernements c'est que la bonne volonté des hommes triomphe souvent de la crainte du destin.

On doit mentionner aussi les publications statistiques des Municipalités, des Chambres de Commerce, des Sociétés scientifiques, ce qui fait voir que ces assemblées n'ont jamais désespéré des destinées de la patrie et de l'avenir du peuple. Il nous est également à cette noble réunion d'individus qui, malgré des obstacles de toute espèce, sont parvenus à réunir dans une suite progressive d'études les plus nombreux renseignements économiques et politiques des différents États, selon que la Péninsule était alors dirigée, pour en déduire les forces vitales, en les coordonnant autant que possible, sous le point de vue national.

Les États Pontificaux publièrent aussi d'assez bonnes statistiques sur la *population*, sur les *re-*

maillures et sur les récoltes, sur le commerce, sur les routes, sur le matériel et sur le personnel de la marine; ce travail doit surtout être attribué à l'initiative de ces Municipalités énergiques et actives, non moins qu'à la prévoyance de ces administrations provinciales.

Quant à l'ordre de la Statistique du nouveau royaume, lequel fut établi par deux Décrets Royaux, le premier du 9 octobre 1861, le second du 3 juillet 1862, il est en tout conforme à l'esprit de liberté consacré par le Statut Italien.

Dans la capitale du Royaume, il existe une Direction officielle, qui est soutenue, éclairée, aidée par une Junta Consultative centrale. Dans les administrations provinciales, les Secrétariats de Préfecture, responsables du service, donnent leurs soins aux charges qui leur sont confiées par la Direction: eux-mêmes se trouvent aidés par les Juntas provinciales électives et gratuites. Dans la commune, c'est l'officier public est le Maire (*Syndic*), lequel pour tout ce qui concerne la Statistique, fait son rapport au Préfet, mais en profitant du concours d'une Junta communale établie à cet objet.

C'est ainsi que le Gouvernement et le Pays se trouvent avoir deux organes divers, deux sources différentes d'enquête; d'une part les Maires et les Prêtres, et les administrations centrales du Gouvernement; de l'autre, les Juntas communales et provinciales, formées par des élections libres, qui se surveillent, se contrôlent, se complètent successivement et promettent un travail varié, abondant et recommandable sous tous les rapports.

Les premières études auxquelles s'est surtout livré la Direction de Statistique ont été celles du recensement et du mouvement de la population.

Ces deux opérations statistiques ont formé l'objet presque exclusif de ses soins consacrés à compléter la population de fait au 31 décembre 1861, moyennant une énumération simultanée et nominative et à faire aller ensemble le relevé des naissances et des décès, ce qui complète les recherches anagraphiques par une continuelle confrontation.

Pour le dernier recensement, un acte du Pouvoir législatif a prescrit à ce travail la même méthode dont s'étaient déjà servis les États Sardes dans l'anagraphe 1858; méthode déjà suivie en Belgique et en Angleterre, et particulièrement recommandée par le Congrès de Londres.

Mais en matière d'état civil la législation n'était pas et n'est pas encore la même pour tout le Royaume: ici, l'enregistrement des actes relatifs se trouvait abandonné presque sans règle, ou du moins sans précautions suffisantes aux curés, qui se bornaient à transmettre la liste des noms soit aux Municipalités, soit aux Tribunaux de l'arrondissement; ailleurs au contraire, et avec plus de discernement, l'enregistrement était remis directement aux soins des Municipalités.

Quoiqu'il en soit, dans l'attente du nouveau code ou cette matière se trouvera certainement réglée, on s'est efforcé de suppléer pour ce qui concerne la statistique, par des dispositions réglementaires, lesquelles, étant d'accord avec les législations actuelles, dirigées sur un même plan les recherches anagraphiques et garantissent la généralité et l'exactitude des résultats.

On s'est appliqué à exciter l'activité des cinquante neuf Juntas provinciales de Statistique et des sept mille Juntas communales en stimulant l'amour patriotique de leurs membres, et en récompensant les efforts par quelques signes de distinction, distribués à propos, mais sans beaucoup de frais. C'est ainsi que, malgré les difficultés législatives, malgré l'inexpérience des hommes et des choses, devenue plus grande encore par les brusques changements politiques et administratifs, on a pu réaliser, en peu de temps et à peu de frais, des travaux d'une certaine importance.

Une entreprise difficile était le travail de la Statistique industrielle, mais comme il était essentiel de connaître exactement les ressources économiques de la nation, la Direction de Statistique n'a pas hésité à affronter aussi les difficultés de cet inventaire, qui s'effectue régulièrement.

Quelques notions sur la topographie du Royaume et sur les Sociétés de secours mutuel servent de complément aux études entreprises par la Direction. Mais ce dont elle se glorifie surtout, c'est de s'être attiré la déférence que les différents Ministères, dont se compose le Gouvernement du Roi, usent envers elle quand il s'agit de Statistique, en sorte qu'il n'existe aucun modèle ou tableau statistique qui n'ait été préalablement examiné et quelquefois même prescrit par elle. Le Ministère de la marine la chargeait même du soin d'ordonner et de publier la Statistique de la navigation, sur des matériaux recueillis par les capitaines de nos ports et par nos Consuls dans les ports étrangers.

Le résultat qui peut provenir de cette condition, qui lui a été faite par les différents ministères, oblige naturellement à considérer si cette réunion d'attributions, qui présentement ne constitue encore qu'un fait, ne doit pas être transformée en droit, c'est à dire s'il convient de laisser la Direction de la Statistique, comme cela existe, sous la dépendance d'un seul Ministère, ou s'il ne vaudrait pas mieux la rendre indépendante pour qu'elle puisse se rendre utile à tous, sans exciter ni jalouses ni défiances.

De cette manière la Statistique rentrerait dans le domaine éclairé de la science sans que les luttes des partis pussent l'atteindre, et sans que les passions de la bureaucratie en obscurcissent les intentions, aidées par l'administration, en même temps qu'elle jouirait de la liberté de coordonner ses recherches à son gré, elle ne serait pas exposée à éveiller dans le public les doutes qui jusqu'à présent ont été le plus grand obstacle à ses recherches; et alors que d'une part elle mettrait, tous ses soins à se conformer au système de la plus grande impartialité, de l'autre elle se mettrait en mesure d'être de plus en plus utile aux intérêts du Gouvernement et de préparer les éléments destinés à résoudre avec calme les grands problèmes de la science sociale.

(1855.) En Norvège le bureau de statistique forme l'une des sections du Ministère de l'intérieur; Norvège. il est composé d'un chef et de huit à dix employés. Tous les cinq ans les préfets adressent au Gou-

vernement un rapport sur la situation économique de leurs départements. Ces rapports sont centralisés au bureau de statistique, qui les publie en les accompagnant d'un aperçu général de l'état du pays fondé, pour la plus grande partie, sur des tableaux rédigés d'avance dans ce but.

Les attributions du bureau se sont successivement étendues. Elles n'embrassent cependant pas toute la statistique officielle; la statistique financière et judiciaire est préparée par des bureaux spéciaux.

(1857.) Le bureau central s'occupe de toutes les branches de la statistique officielle à l'exception de la statistique de la justice, de l'instruction publique et de certaines parties de l'administration des finances. La direction supérieure des travaux est réservée au Ministère de l'intérieur, mais bien que le concours des autres administrations centrales et des hommes de la science n'ait pas encore reçu une organisation régulière et bien déterminée, le Ministère de l'intérieur consulte toujours les administrations centrales compétentes, ou les statisticiens appartenant à l'université, chaque fois qu'il s'agit de modifier sensiblement les cadres ou les questionnaires remplis par les autorités inférieures.

Dans ces derniers temps on a rédigé des rapports quinquennaux sur l'industrie, des rapports annuels sur le commerce et la navigation, les naissances, mariages et décès. Les cadres de ces rapports sont restés à peu près les mêmes. Presque tout changement qu'on voudrait y introduire rendrait impossible l'emploi des tableaux statistiques pour la comparaison de l'état actuel avec l'état antérieur du pays.

(1860.) Le recensement décennal est commencé en 1815 et continué jusqu'en 1855. On y a compris la population, le bétail, les chevaux, les reues etc. D'autres relevés sur les différents sorts de grains semés, sur chaque ferme, sur l'agriculture, sur les mines, sur la pêche, sur les manufactures et sur les caisses d'épargne sont recueillis dans des périodes quinquennales par les magistrats de chaque district. Ils sont réunis au gouvernement central. — On fait des rapports annuels sur le commerce et la navigation, sur l'administration de la justice, sur les naissances, mariages et décès, sur les aveugles, les sourds et les muets, sur les aliénés et sur les causes de décès.

(1861.) Après le Congrès de Londres, plusieurs améliorations ont été introduites dans la statistique officielle de Norvège.

Autrefois, tout ce qui concernait la statistique était publié par la Division du ministère qui en était chargé, mais sans qu'il y eût unité soit dans l'idée, soit dans la forme. Aujourd'hui au contraire, tous les documents relatifs à la statistique officielle doivent faire partie de la Collection intitulée: « Statistique officielle de Norvège » et être distribués en autant de séries qu'il y a de Départements. Et pour mettre cette statistique à la portée des Étrangers, on a décidé d'en publier la Table en langue française accompagnée d'un extrait des rapports les plus importants.

Pays-Bas. (1853.) Le gouvernement des Pays-Bas avait fondé, en 1826, un bureau de statistique, qui a publié deux volumes de statistique générale. Ce bureau a cessé d'exister en 1830. Vers l'année 1836 on a publié un troisième volume, complément des deux premiers. Depuis l'année 1826 M. Lobatto, professeur à Delft, a publié régulièrement, par ordre du roi, un annuaire. Mais les renseignements statistiques qu'il contient ne couvrent que les naissances, les décès et les mariages, plus quelques détails touchant la population ainsi que des tableaux sur la statistique des prisons.

En 1848 on a fondé deux bureaux de statistique, l'un au Ministère de l'intérieur, l'autre au Ministère des finances. — Il n'y a pas, aux Pays-Bas, de bureaux provinciaux, quoique la loi provinciale l'ait prescrit.

Depuis quelque temps on attache plus d'importance aux rapports que les députations permanentes font annuellement aux conseils provinciaux. Ces rapports sont les principaux éléments des travaux statistiques aux Pays-Bas. Ils deviennent très-volumineux et quelques-uns contiennent 500 à 600 pages exclusivement consacrées à la statistique. On a tâché d'améliorer ces rapports, en leur donnant un modèle uniforme. Les bases de ces documents sont les rapports que les collèges des bourgmestres et échevins font, chaque année au mois d'avril, aux conseils communaux. Les communes principales publient ces rapports; les autres doivent envoyer une copie de leur rapport au bureau de statistique du Ministère de l'intérieur.

Le Ministère des colonies rédige annuellement des rapports détaillés sur l'administration et la statistique des colonies aux Indes orientales et occidentales.

(1857.) Le ministre actuel a porté sur le budget un crédit de 50,000 florins pour couvrir les frais d'une commission de statistique.

(1860.) La loi organique provinciale et la loi organique communale (de 1850 et 1851) étaient de la dernière importance pour la statistique, parce qu'il y a été statué, que toute discussion serait publique. La loi provinciale a prescrit qu'il y aurait un bureau de Statistique dans chaque province et depuis 1858 cette institution est réalisée. En 1859, une commission centrale fut formée. Elle est tout à fait isolée, et quant à ses travaux, tout à fait indépendante. Seulement, pour la hiérarchie administrative, elle est soumise au Ministre de l'intérieur. Elle a été autorisée à s'adresser à tous les ministères, à toutes les corporations, à tous les employés du gouvernement pour demander des renseigne-

ments statistiques, directement et sans intermédiaires. L'arrêté royal autorise tous les employés à donner les renseignements qu'ils possèdent à la commission centrale de Statistique. La commission donne son avis sur toutes les publications de Statistique officielle; elle peut suggérer aux ministres les recherches qu'elle juge importantes et qui peuvent être faites par leur intervention. Elle recueillera dans ses archives et dans sa bibliothèque toutes les pièces relatives à la Statistique, qu'il lui sera possible d'obtenir.

(1863.) La Commission centrale de statistique, créée par arrêté royal du 5 novembre 1858, et qui a tenu ses séances mensuelles depuis le mois de mars 1859 jusqu'au mois de décembre 1861, a été dissoute après le rejet de son projet de budget pour l'année 1862 dans la séance de la seconde Chambre des États généraux du 6 décembre 1861. Elle a publié deux rapports de ses travaux, l'un le 12 février 1861, publication officielle, exposé des années 1859 et 1860; l'autre publiée aux frais de ses membres après la dissolution, compte-rendu de ses travaux pendant la dernière année de son existence.

La Commission dirigeait les publications des différents ministères et exerçait une critique sur les publications antérieures. Par sa dissolution le lien commun est rompu, chaque fonctionnaire aux différents ministères fait son rapport statistique à sa guise, sans consultation préalable.

Par une résolution récente du Gouverneur général des possessions néerlandaises dans les Indes orientales, il fut résolu de créer un ou plusieurs bureaux de statistique dans ces possessions. Pour exécuter cette résolution, deux fonctionnaires zélés de la mère-patrie, dont l'un chef du bureau provincial de statistique de la Gueldre lui sont envoyés. Sous les auspices du Gouverneur général actuel, monsieur le baron Sloeth van de Beek, éminent statisticien, qui comme greffier des États provinciaux a publié un ouvrage très-estimé sur la statistique de la Gueldre, la résolution prise portera des fruits pour la statistique de ces possessions florissantes, dignes d'être généralement mieux connues.

Pendant les trois années écoulées, les ouvrages statistiques suivants ont été publiés aux différents ministères.

Ministère des Finances. — Rapports sur le commerce et la navigation extérieure années 1859, 1860 et 1861 (première publication en 1846).

Budgets annuels des dépenses et des recettes avec des rapports détaillés sur l'administration financière et sur les différentes branches d'administration; le dernier volume contient le projet du budget pour l'année 1863.

Ministère de la Justice. — Statistique de la justice criminelle et civile années 1859, 1860 et 1861 (première publication 1847).

Statistique des prisons années 1859, 1860 et 1861 (première publication séparée en 1854).

Statistique de la police judiciaire année 1856 à 1861 (publiée depuis 1852).

Ministère des Colonies. — Rapports sur la condition et l'administration des colonies, années 1858, 1859 et 1860.

Dans les colonies se publient annuellement un rapport statistique sur le commerce et la navigation extérieure à Java et Madras, dont le dernier pour l'année 1861, et un rapport sur l'état scolaire, le dernier pour l'année 1860.

Ministère de l'Intérieur. — Annuaire de statistique, dixième et onzième années en un volume, divisé en deux parties, dont la première contient le mouvement de la population en 1859 et 1860, des tableaux décennaux sur ce mouvement pendant les années 1850 à 1859 y compris, et un court aperçu des résultats du dernier recensement décennal de la population au 31 décembre 1859.

Statistique de l'instruction supérieure, moyenne et primaire, années 1858, 1859 et 1860.

Rapports sur les institutions de bienfaisance années 1859, 1860 et 1861. Ces deux derniers rapports, prescrits par la constitution, se publient annuellement depuis 1816.

Rapports sur les établissements d'aliénés, années 1837, 1858 et 1859 (première publication pour l'année 1844).

Statistique de l'agriculture années 1859 et 1860, publiée depuis 1851.

Statistique des pêches maritimes années 1859, 1860 et 1861, première publication en 1854.

Rapports sur les travaux publics années 1859, 1860 et 1861, publiés depuis 1853.

Rapports sur les télégraphes électriques années 1859 et 1860, publiés depuis 1853.

A ces travaux de statistique générale il faut ajouter ceux des statistiques provinciales et communales. Les onze exposés annuels de la situation administrative des provinces, faits aux conseils provinciaux par les députations permanentes, et qui se publient séparément depuis 1840, ont beaucoup augmenté tant en densité qu'en valeur scientifique depuis quelques années, surtout dans les provinces où la rédaction est confiée aux chefs des bureaux provinciaux de statistique. — L'art. 182 de la loi communale du 29 juin 1851 prescrit un exposé annuel de la situation administrative des communes. De ces rapports 20 à 30 des principales communes sont imprimés, dont quelques-uns, tels que ceux de Rotterdam et d'Utrecht, sont très-bien faits. Une copie ou un exemplaire est envoyé annuellement au département de l'intérieur.

Par les soins du Commissaire du Roi dans la province de Groningue, monsieur J. A. van Roijen, une commission pour la description statistique de la province, s'est constituée à Groningue le 23 juin 1854. Elle possède sa bibliothèque et ses archives et se divise, pour ses travaux, en quatre sections: 1) Descriptions géographiques et topographiques. 2) Population et ce qui s'y rapporte. 3) Institutions sociales. 4) Industrie et richesse. La Commission a publié jusqu'à présent deux volumes divers chacun en trois parties et la première partie du troisième volume. Ces volumes contiennent des données très-intéressantes.

Portugal. (1855.) Le Gouvernement portugais, en continuant à s'occuper de l'organisation de la statistique, a publié le Bulletin du Ministère des travaux publics.

(1863.) Le Portugal, dans les travaux statistiques entrepris à suivi, autant que possible, les résolutions et les vœux des Congrès.

Après un essai fait en 1857 pour l'organisation d'une Commission centrale de statistique, selon le vœu du Congrès de Paris, essai qui n'a pas réussi, on a créé au Ministère des travaux publics, de l'industrie et du commerce, en 1859, à l'occasion de la réorganisation de ce Ministère, un bureau spécial de statistique. Le chef de ce bureau en proposant au Ministre le programme de ses travaux, ne s'est pas borné aux travaux statistiques spécialement relatifs à ce Ministère. Son programme a embrassé toutes les branches de la statistique, et a été précédé d'un rapport qui démontre, que son auteur a pris pour guide les travaux et les résolutions des trois Congrès précédents, de Bruxelles, de Paris et de Vienne.

Les autres travaux statistiques, qui ont été publiés par les différents Ministères depuis 1855 sont :
Par le Ministère de l'Intérieur. — Rapport de la commission spéciale chargée de l'examen de l'influence des rivières en Portugal sur l'hygiène publique. Ce rapport est accompagné de plusieurs documents statistiques très-importants.

Rapports des gouverneurs civils de tous les districts du royaume sur l'état de l'administration publique dans leurs districts respectifs, pour les années 1856, 57, 58, 59 et 60. Les rapports de 1861 sont sous presse. Ces rapports sont appuyés sur de nombreux documents statistiques.

Résumé de la statistique par districts des revenus, charges, valeurs des biens-fonds, dettes actives et passives, titres de dette fondée, capitaux placés à intérêt de tous les établissements de charité et de bienfaisance.

Par le Ministère des Finances. — Statistique du commerce extérieur dans l'année 1856.

Budgets des recettes et des dépenses des exercices de 1856-57, 1857-58, 1858-59, 1859-60, 1860-61, 1861-62, 1862-63, 1863-64.

Par le Ministère de la Justice et des Cultes. — Statistiques des traitements des ecclésiastiques pour les années 1853-56, et de 1856-57 avec la désignation des districts, paroisses, diocèses, et revenus des paroisses.

Statistique des couvents de religieuses, indiquant le nombre et la situation de ces couvents, leurs revenus en 1821, 1838 et 1856, le nombre des religieuses de chaque couvent, leurs âges, le nombre des élèves, le nombre des personnes attachées aux couvents et leurs appointements.

Par le Ministère de la Guerre. — Etudes statistiques, hygiéniques et administratives sur les maladies et la mortalité de l'armée portugaise, relatives à la période décennale de 1851-61, par le Docteur Marques, Chef de section au Ministère de la guerre.

Par le Ministère de la Marine et des Colonies. — Essais sur la statistique des possessions portugaises d'outre-mer, comprenant Mozambique et Goa.

Par le Ministère des Travaux publics, de l'Industrie et du Commerce. — Bulletins du Ministère, comprenant plusieurs documents importants, notamment la statistique des routes construites dans chaque trimestre, les ouvrages d'arts, la dépense faite dans les constructions et le nombre d'ouvriers employés par semaine dans les travaux des routes, et des chemins de fer.

Rapport sur l'exploitation du chemin de fer de Barceiro à Vendus Novas en 1862, accompagné de tableaux statistiques indiquant la recette et la dépense de l'exploitation, le nombre des voyageurs, le mouvement et l'indication des marchandises.

Roumanie. (1863.) Les chroniqueurs du 14^{me} au 17^{me} siècle ont entremêlé leurs récits de notices statistiques bien intéressantes. Leur valeur et leur authenticité sont à l'épreuve de la critique. Sous le règne des Fanariotes, les rares esprits qui suivaient les événements, ont conservé des chiffres sur les exactions des préposés aux impôts, sur les pillages et les dévastations des continuelles invasions des Turcs et des Tatares, sur les victimes des épidémies occasionnées par ces ravages, et sur l'émigration en masse à laquelle était condamnée la malheureuse population.

La restauration des souverains nationaux, en 1830, a amené le débordement, les registres de l'état civil et la statistique de quelques actes administratifs. Mais le recensement de la population ne comptait que les noms des contribuables; de sorte qu'on omettait les mineurs, les infirmes, les privilégiés, les étrangers et toute la population féminine, comme francs de contributions. Les registres de l'état civil étaient laissés aux soins défectueux du clergé. Les dates statistiques de cette période de l'histoire n'ont d'importance que dans ce qui a trait aux revenus du fisc.

Maintenant que l'union réelle des deux gouvernements est accomplie, il s'en est suivi naturellement l'unité dans la direction des travaux statistiques. Un bureau statistique, au ministère de l'intérieur, et un employé dans chacun des 32 départements du pays, ayant à faire le relevé des travaux statistiques et des questions d'économie politique de sa circonscription, représentent le squelette de l'organisation. Ils sont secondés par 32 commissions départementales, composées de membres compétents dans les questions à discuter, et ayant 154 commissions d'arrondissement sous leurs ordres. Les commissions sont chargées de l'examen du matériel recueilli par la voie ordinaire de l'administration, débattent sur les questions soumises et font l'élucidation des particularités locales. Le résultat de cet ordre de travail est publié dans les annales économiques (*Annale économique*): publication unie à la statistique comme complément de celle-ci. Les annales économiques, sont l'histoire, ou plutôt la statistique suivie de l'économie politique en Roumanie.

Les deux publications qui ont paru jusqu'à présent, contiennent des relevés sur l'étendue du territoire, sur la population, l'état des maisons et du bétail, sur la répartition des terres, sur l'état des hypothèques et de l'agriculture, sur le mouvement du commerce, de la navigation et sur l'histoire annuelle des finances du pays. Dans les annales économiques se trouvent, autant que possible, toutes les lois et ordonnances, ayant rapport à l'économie publique du pays.

Quant à la forme de ces travaux, on a dû subordonner les formules statistiques aux nécessités administratives du pays, tout en ayant égard aux exemples donnés par les prédécesseurs dans la pratique, aussi bien qu'aux décisions du Congrès, afin de faciliter la comparaison internationale.

(1857.) L'institution d'un « bureau central de statistique » eut le 8 septembre 1852. Ce bureau existe jusqu'à présent, réorganisé depuis 5 ans, sous le nom de Comité statistique. Il est présidé par l'adjoint du ministre de l'Intérieur. Dans ce comité se concentrent toutes les notions statistiques qui parviennent au ministère de la part des administrations locales. Mais on n'y élève que celles qui ne sont du ressort d'aucun autre département en particulier. Le comité reçoit un surplus des données statistiques communiquées par divers ministères et par des administrations centrales.

De temps en temps, ce comité publie dans le journal du ministère des renseignements numériques a) sur la population, b) l'étendue du territoire, c) le personnel administratif, d) l'état des établissements agricoles, e) le nombre et l'état des propriétés foncières etc., f) les délits, g) la récolte, h) le commerce et l'industrie.

Outre cette institution centrale il existe, dans les gouvernements, des *Comités statistiques* qui sont présentement au nombre de 33. Dernièrement, le ministère leur fit parvenir une instruction particulière indiquant le mode de classement et d'élaboration des notions statistiques, ainsi que des cadres imprimés pour servir à la rédaction et à la communication des données statistiques, en désignant les sources d'où ces données proviennent. Ces comités sont composés de membres actifs et de membres correspondants et entretiennent des rapports directs avec le comité central, satisfaisant à ses demandes et fournissant des notions numériques raisonnables, sur différents objets, et même des monographies. Dans plusieurs comités, les membres actifs dirigent, chacun, des parties spéciales et soutiennent par des dons gratuits la publication d'ouvrages statistiques. Outre cela, on a des institutions semblables auprès de quelques administrations spéciales. Tel est par exemple le *Comité statistique de l'administration des voies de communication, de l'administration des salines etc.* — Une organisation différente est donnée à la *Commission instituée auprès de l'Université de St. Vladimir à Kiev*, qui est composée principalement des professeurs de l'Université. Les publications de cette association savante présentent un grand intérêt pour la science et pour le pays.

Parmi les différents moyens employés par le Gouvernement russe dans l'intérêt de la statistique les *expéditions statistiques* dans les différents gouvernements, ordonnées depuis 1852 par le Ministère de l'intérieur, méritent une attention particulière. Leur but consiste dans l'acquisition des notions nécessaires pour obtenir une base solide à la confection d'une statistique administrative, parceque les notions de provenance locale se sont montrées pour la plupart insuffisantes. — En premier lieu les travaux de la mission se bornent à des recherches sur la population (sa distribution, son mouvement etc.). — Le chef de la mission est choisi parmi les employés du ministère. Les travaux locaux se répartissent entre les membres, par arrangement amiable. Le chef de la mission reçoit leurs rapports et se met en relation avec les chefs des gouvernements. Les gouvernements civils sont particulièrement tous de protéger ces expéditions. Pour renforcer les missions, on leur adjoint des employés de l'administration gouvernementale, après que les chefs des missions se sont convaincus, préalablement, de leur aptitude pour de pareilles occupations. En égard à ces occupations, la mission est subordonnée au Comité statistique du ministère et lui fait parvenir des rapports.

Les travaux de la mission sont triples: 1. le collectionnement de toutes les notions éparses dans les administrations locales et leur élaboration ultérieure; 2. leur contrôle et rectification par l'inspection personnelle des localités; 3. l'arrangement et la rédaction des données acquises. Dans ce but les membres de l'expédition ont le droit de compiler plusieurs matériaux inédits, relatifs à la population, ainsi que les dossiers des archives provenant des tribunaux et des administrations. Jusqu'à présent, malgré les travaux de beaucoup de mérite de quelques missions, rien n'est imprimé, mais on peut les consulter au ministère même.

De plus, quelques extraits des actes officiels et des faits épars, paraissent dans les publications périodiques qui existent auprès de presque chaque ministère. Il y a des journaux du Ministère de l'intérieur, du Ministère de l'instruction publique, du Ministère des domaines, du département des manufactures et du département des voies de communication, journaux des mines, gazette du commerce, gazette agricole au département d'agriculture etc. etc. Presque chaque gouvernement a son journal officiel subventionné par l'Etat, où l'on peut trouver quelquefois des données statistiques. Malgré cela, on n'a publié sûrement qu'un petit nombre de travaux bien élaborés. Tels sont: les comptes-rendus publiés annuellement en extrait par l'administration des postes, par ceux du royaume de Pologne, du Ministère de l'instruction publique, du Ministère de l'intérieur, du Ministère des domaines et de l'Etat, des établissements de crédit, ainsi que les comptes-rendus de quelques institutions particulières (comme des sociétés d'assurance, des hôpitaux, des sociétés de bienfaisance, des universités) qui se publient également chaque année. Outre les comités et les autres établissements statistiques déjà cités, il y a une *Section de statistique* auprès de la société géographique et ses subdivisions.

Russie.

La plupart des renseignements, qui sont recueillis aux divers départements et administrations, proviennent, malheureusement, des notices données par la *Police du district*. N'ayant aucune idée de la science et ne comprenant que la lettre de la demande, ces fonctionnaires s'en acquittent, quelquefois, avec une négligence extrême et inscrivent même des chiffres de pure fantaisie.

(1860.) Un organe central destiné à remplacer le comité statistique a été créé. Cette nouvelle institution, sous le nom de *Comité central de Statistique*, a été fondée en 1858 et se subdivise en deux sections: section statistique proprement dite, et section rurale ou terrière. La première, embrasse presque tout le champ de la statistique administrative, la seconde, ne s'occupe que des travaux préparatoires concernant la question de l'abolition du servage. Chacune de ces deux sections fonctionne séparément. La section statistique est composée de quelques membres consultatifs appartenant au Ministère de l'intérieur et de représentants de toutes les administrations centrales de l'État. De cette manière le comité s'est assuré la coopération de toutes les branches de l'administration. De plus le comité statistique a le droit d'initiative pour exiger la réunion des données qui seront nécessaires au complément de ses travaux. La critique et la rédaction de ce matériel sont confiées à quatre rédacteurs, placés sous la direction du membre dirigeant de la section.

Quant aux données statistiques dépendant directement de l'administration de l'intérieur et formant la plus grande partie des faits enregistrés et régulièrement recueillis, il fallait procéder à la création d'organes provinciaux, propres à surveiller la réunion des données fournies par les autorités de district et de les contrôler sur les lieux. La création de ces organes a été la première œuvre du comité central.

La forme collégiale fut adoptée aussi pour les provinces. Les différentes institutions locales existantes seront transformées selon le plan arrêté par le comité central.

Un soin particulier a été apporté à la rédaction des instructions, des formulaires et des méthodes de contrôle, destinés à être suivis par le personnel de la police urbaine et rurale et du clergé des campagnes.

Après ces mesures préliminaires, le comité a commencé des travaux préparatoires pour la grande opération d'un recensement général. D'abord on a entrepris la rédaction et la publication d'un recueil, portant l'énumération systématique de tous les lieux habités en Russie ainsi que des habitations isolées ou temporaires. Outre le nom de chaque lieu et avec la désignation de sa signification administrative et de sa position topographique, ces tableaux indiquent les distances du chef-lieu de la province et de celui de la sous-division; pour les villes le nombre des maisons et pour les villages le nombre des cours; le chiffre de la population de droit par sexes; le nombre des églises et chapelles, des institutions de bienfaisance, des écoles, des foires, marchés, ports, stations de poste ainsi que des grandes manufactures et d'autres établissements remarquables là où ils se trouvent.

En outre la section statistique du comité a exécuté, pendant les trois dernières années, les travaux suivants:

1. Tableaux statistiques de l'Empire de Russie pour l'année 1856, présentant des données sur l'étendue et la division politique de l'Empire; sur la population et son mouvement, sur l'éducation publique, sur la valeur de la production manufacturière et des capitaux engagés dans le commerce; sur les revenus des villes et sur l'élevé des bestiaux.

2. De pareils tableaux sont préparés aussi pour les années 1857 et 1858.

3. Un travail de M. Troïnitcki, membre dirigeant de la section) sur le nombre des serfs en Russie en 1857, et un nouveau travail préparé: *l'énumération de la population soumise à la capitation en général et de la population usservie en particulier, d'après les données de la dixième révision du peuple pour 1858*. La population y est divisée en classes et les serfs comptés par domaines et par propriétés particulières.

Enfin la section a préparé une nouvelle classification officielle des gouvernements et provinces pour les relevées communales — par séries et par groupes et basée sur les forces productives des localités.

Les travaux de la section terrière du Comité consistant principalement dans la réunion de données exactes sur la distribution de la propriété foncière, sur l'évaluation du travail agricole et du rapport des terres seigneuriales, ainsi que sur l'état économique des propriétés foncières en général, ne sont pas destinés à être livrés au public.

Par le département économique du Ministère de l'intérieur, des travaux sont exécutés sur l'organisation économique et les budgets des villes, indiquant leur position financière, et sur la valeur et le prix des terrains.

Un travail imprimé, mais qui n'est pas destiné au public, concerne les institutions de crédit. (Banques.)

Le Ministère des domaines rémit beaucoup de données sur l'administration et la position de la population domaniale (Paysans libres de l'État), ou presque un tiers de toute la population de la Russie.

56 officiers de l'état major sont envoyés dans les gouvernements dans le but d'étudier les ressources du pays sous le point de vue militaire. Les rapports de ces officiers, critiqués et rédigés par le bureau statistique du Ministère de la guerre sont publiés à fur et à mesure de leur achèvement. Le recueil forme 50—60 forts volumes, qui seront revus et corrigés périodiquement tous les trois ans.

D'autres travaux des différentes branches d'administration comme celui sur le fermage des bois-sous, le Comptes-Rendus du Ministère de la justice etc. ne sont pas destinés au public.

(1863.) Une disposition importante prise à la suite des vœux exprimés par le Congrès a été l'organisation d'une institution centrale en Russie pour la statistique officielle. Depuis longtemps il existait dans l'empire un bureau statistique, mais l'action en a été assez restreinte, soit qu'elle se bornât à recueillir des données statistiques sur la population sous ce que ce bureau n'eût aucun rapport avec les bureaux statistiques souvent autres qui fonctionnent auprès des différentes administrations. Il s'ensuivait une absence complète de plan général et une impossibilité absolue de coordonner les nombreux travaux statistiques entrepris par les ministères respectifs. D'après l'organisation nouvelle, qui vient d'être sanctionnée, les attributions du Bureau central de statistique sont élargies; les comités statistiques de province ont été placés dans sa dépendance, et en outre, pour le service de statistique, il a été créé un Conseil spécial présidé par l'Adjoint du Ministre de l'Intérieur et qui aura pour vice-président le Directeur du Bureau central. Ce Conseil se composera des chefs de bureaux statistiques spéciaux relevant des différents ministères. De la sorte a été réalisée, en Russie, la centralisation de tous les services statistiques pour assurer l'unité de leur action. — A l'avenir toutes les opérations statistiques en Russie seront subordonnées aux décisions du nouveau conseil.

Nulle part la nécessité des travaux statistiques ne s'est fait plus vivement sentir qu'en Russie à l'occasion des grandes réformes entreprises par le Gouvernement de ce pays. Ces réformes ont eu, toutes, pour point de départ de vastes enquêtes qui ont fourni pour la statistique un ample contingent de matériaux tout-à-fait nouveaux. On peut citer comme exemples: les travaux de vérification, qui ont eu pour objet la constatation du chiffre des populations affranchies, la confection des listes de tous les lieux habités de la Russie, les relevés des possessions seigneuriales, — ces trois catégories de données statistiques ont servi à préparer l'acte d'abolition du servage en Russie. On peut citer encore les données relatives à la fabrication et à la consommation des boissons fortes, recueillies à l'occasion de la suppression du fermage des entres-de-vie; le relevé exact des impositions de tout genre qui grèvent les différentes classes des contribuables en Russie, fait en vue de la réforme projetée dans le système général des impôts; la réunion et la publication complète des matériaux les plus détaillés qui ont servi à la confection du budget de l'empire qui vient d'être livré pour la première fois à la publicité; les données précieuses fournies par les commissions cadastrales, entreprises pour faciliter aux paysans des domaines l'acquisition des terres; d'excellentes études statistiques sur plusieurs grandes industries du pays, comme sur celles des pêcheries, des sucrs, de l'exploitation du sel, des mines métallurgiques, études qui ont servi de base à de nouvelles dispositions législatives adoptées dans l'intérêt du développement de ces industries.

Le redoublement d'activité administrative a eu pour résultat la publication, en cinquante volumes, de nombreux recueils statistiques qui ont paru postérieurement à la dernière session du Congrès international tenue à Londres, parmi lesquels se trouvent les tables statistiques générales de l'empire.

(1863.) La compilation de la Statistique dans la province de Courlande comme dans les autres Gouvernements de Russie est confiée à des Comités spéciaux présidés par le Gouverneur civil de la province, et composés des chefs des différentes branches d'administration et d'un nombre de membres élus par le Comité lui-même.

Province
de Courlande.

Depuis quelques années seulement on a commencé en Courlande (plus récemment encore en Livonie et en Esthonie) à recueillir régulièrement des documents statistiques, contraires pourtant par de nombreuses difficultés, au point que jusqu'à présent il n'a pas été possible de procéder au mesurage partiel du pays, ce qui fait qu'il n'existe pas des notions certaines sur sa répartition selon les différentes cultures, prés, bois, etc. Le manque de ces documents est d'autant plus regrettable que la Courlande est une contrée entièrement agricole.

Le Comité de Statistique s'est surtout appliqué à l'investigation des conditions du pays.

(1863.) Par Décret de l'an 1862, il a été ordonné que dans la section économique du Ministère des Finances on établirait une statistique exacte du pays. Quelques matériaux déjà existants furent réunis, soumis à un examen critique et livrés à l'impression. Cependant les travaux statistiques dans le sens des délibérations du Congrès, à l'exception du tarif des produits du pays, n'ont pas été rédigés jusqu'à présent.

Suède.

Conformément à la circulaire de Monsieur le Ministre des Finances les différentes rubriques statistiques furent d'abord publiées par l'organe du Journal officiel; il en fut tiré cent exemplaires pour être distribués aux principales autorités du pays, ainsi qu'aux Représentants des Gouvernements étrangers. La première livraison de la statistique officielle a déjà paru.

Ce travail sera continué sans interruption, en sorte que la livraison qui paraîtra bientôt contiendra le mouvement de la population en 1862, les résultats détaillés sur la numération du bétail en 1859, le nombre des individus sujets aux impôts depuis trente ans, et d'autres objets intéressants de statistique, résultats obtenus dans un pays qui sous beaucoup de rapports s'écarte entièrement des conditions sociales de l'Europe occidentale. Le recueils des données statistiques est surtout attribué aux employés de finance, au nombre de soixante, répartis dans chaque district.

(1855.) Les travaux résultant du contrôle et du dépoillement des tableaux fournis par les paroisses, ainsi que de la préparation des éléments des rapports annuels au roi, ayant pris rapidement une extension considérable, la haute administration appelée alors Conseil royal de la chancellerie (*Contatie collegium*) qui en avait d'abord été chargée, se vit bientôt dans l'impossibilité d'y faire

Suède.

face; le roi fut alors obligé de confier cette tâche à une commission spéciale nommée *Tabell commission*, ou commission supérieure de la statistique de la population.

Cette commission créée en 1756 se compose de représentants des principales administrations supérieures et de membres de l'Académie des Sciences de Stockholm, placés sous la présidence d'un haut fonctionnaire public. Le secrétaire de la commission, secondé par deux employés remplit à-peu-près la fonction de chef d'un bureau de statistique.

Quant au dénombrement, il s'opère de la manière suivante. Dans les villes, chaque chef de ménage consigne sur un bulletin le nom, l'âge et la profession des membres de sa famille. Ces bulletins sont recueillis dans le courant du mois de novembre par des agents de police. Dans les campagnes, le pasteur en faisant sa tournée annuelle de novembre, vérifie, sur les lieux, si son registre des ménages et des habitants est conforme à l'état réel de la population; il en fait ensuite les extraits nécessaires.

Depuis 1830 il y a un bureau de statistique spécial, institué au Ministère de la justice.

Le statistique de la Suède a toujours eu un caractère gouvernemental, c'est-à-dire qu'il se compose, à l'exception des documents sur la population, des rapports administratifs des différents conseils supérieurs de l'administration centrale et des gouverneurs des provinces.

Récemment une commission spéciale a été chargée de faire des propositions sur la reorganisation et sur l'extension du service de la statistique.

(1857.) Pour la nouvelle création d'un bureau statistique central, on est parti du principe, que les éléments de la statistique doivent, pour chaque branche d'administration, être recueillis et élaborés par le service administratif central, auquel la matière ressortit. En conséquence, le bureau de statistique n'aurait d'abord qu'à s'occuper des branches de la statistique, qui ne sont représentées auprès d'aucune autorité administrative. Mais afin d'assurer aux travaux statistiques l'uniformité nécessaire, pour conserver les rapports qui existent entre leurs différentes parties, ainsi que la facilité de leur emploi dans des buts scientifiques et administratifs, on a créé une commission, qui, sous la présidence du ministre de l'intérieur, se composerait de délégués de différentes administrations et de notabilités scientifiques, industrielles et autres. — Les fonds votés pour cette organisation s'élevaient à environ 18 000 florins (47 000 francs).

(1860.) Une commission centrale et un bureau de statistique sont entrés en activité le 2 août 1858. La commission centrale, dont les membres sont nommés par le Roi parmi les fonctionnaires des conseils supérieurs de l'administration et des bureaux des Ministères est présidée par le ministre de l'intérieur. Le chef du bureau central y remplit les fonctions de vice-président et de rapporteur en général. Le règlement d'ordre et d'attributions de la Commission centrale est à-peu-près le même que celui de la Commission centrale de Belgique.

Le Bureau central de statistique est exclusivement chargé de la statistique de la population et s'occupe également des branches de la statistique officielle qui ne rentrent pas dans les attributions des administrations centrales. La conformité de procédé dans toutes les recherches statistiques est garantie par des modèles et des méthodes, émanés du bureau central, examinés par la commission et arrêtés par le Gouvernement.

Le budget du bureau s'élève annuellement à la somme de 27 000 riksdals.

Tous les rapports vont être publiés dans le même format in-quarto; sous un titre commun qui peut être traduit ainsi: *Documents pour servir à la Statistique officielle de la Suède*. Chaque branche spéciale de statistique forme une série à elle, portant une lettre conrante; chaque volume ou cahier doit aussi porter le nom de l'autorité qui en a fait la publication.

(1862.) Dans l'organisation de la Commission centrale et du Bureau de statistique en Suède aucun changement qui mérite d'être mentionné n'a eu lieu depuis le Congrès de Londres. Seulement la Diète vient d'augmenter le budget du bureau d'une somme de 3500 Rikd. pour la période de 1863 à 1865.

A la collection des publications officielles de la nouvelle série des *Matériaux pour la statistique officielle de la Suède*, qui comprend l'état (31 décembre 1840) et mouvement (1856-60) de la population; les statistiques judiciaires (1857-61), des mines et usines (1857-61), du commerce extérieur et maritime (1858-61), de la navigation intérieure et cabotage (1858-61), du commerce extérieur et maritime (1858-61), provinciale des préfets (1856-60), des télégraphes (1861), des établissements des aliénés et des autres branches de l'administration sanitaire (1861); il faut ajouter quelques autres publications périodiques officielles, qui ne sont pas incorporées dans la série mais qui paraissent à présent dans le même format et font partie des échanges internationaux.

Neuf livraisons ont paru du journal publié par le Bureau sous le titre de *Statistisk tidskrift*.

Une collection des questionnaires en usage, qui explique la méthode de rassembler les données primitives.

Suisse.

(1854.) Bien qu'on n'ait pas encore de bureaux de statistique, on a fait beaucoup pour la statistique, surtout depuis 1830. Pour la moitié des vingt-cinq cantons il y a des Comptes-Rendus plus ou moins détaillés; on doit citer particulièrement ceux des cantons de Bâle, de Saint-Gall et surtout de Zurich. — Il y a une topographie très-détaillée de tous les cantons. Quelques sociétés philanthropiques et industrielles publient aussi des Comptes-Rendus statistiques.

Parmi les cantons suisses, le canton de Zurich est celui qui possède le recensement le plus ancien. Il a été fait il y a 120 ans; les renseignements y contenus sont précieux pour la statistique ainsi que pour l'histoire.

(1857.) Les pouvoirs législatifs des cantons, savoir les grands-conseils etc. reçoivent périodiquement des gouvernements les Comptes-Rendus qui leur fournissent un tableau exact de la statistique du pays, faisant connaître les défauts et les abus, et apportant des propositions d'amélioration. Ces Comptes-Rendus, quoique imprimés, restent généralement confinés dans un cercle trop limité, savoir entre les mains des membres des dits pouvoirs législatifs.

Les Comptes-Rendus des deux dernières années contiennent des notices sur la statistique de la population, sur le paupérisme, sur la statistique judiciaire, sur la statistique médicale, sur la statistique de l'instruction. La statistique des finances s'y trouve de même traitée à fond. — La commission de la troisième exposition d'industrie, qui a lieu présentement à Berne, s'est occupée d'une statistique industrielle. — La Cartographie est cultivée avec beaucoup de zèle tant par le gouvernement central que par les gouvernements cantonaux.

Beaucoup de sociétés et de particuliers se chargent des études de statistique. Il faut mentionner principalement l'ouvrage de M. Franchini, qui est publié sous le titre de: *Beitrag zur Statistik der Schweiz*. (Documents pour servir à la statistique de la Suisse.) En comprennent la statistique du territoire et de la population.

(1860.) La création d'un Bureau fédéral de statistique a été décrétée par la loi fédérale du 21 janvier 1860. Ce bureau est placé sous la direction du Département de l'intérieur à Berne. Le Conseil Fédéral doit fixer chaque année le programme des travaux du Bureau de statistique qui, pour obtenir les informations nécessaires, se met en rapport avec les autorités cantonales. Il est alloué un crédit annuel de 20,000 francs pour couvrir tous les frais du Bureau de statistique, y compris les traitements des fonctionnaires et les indemnités à accorder aux cantons pour des travaux spéciaux, excepté les frais d'un décombrement de la population pour lequel il existe un crédit spécial.

Dans deux cantons de la Suisse il existe encore des bureaux cantonaux de statistique, l'un à Berne, l'autre à Lausanne.

L'organisation du bureau fédéral, qui ne fut constitué qu'au 1^{er} juin 1860, n'est pas encore définitivement arrêtée.

Un journal spécial pour la statistique de la Suisse a été fondé en 1860; il est intitulé: *Archiv für die Schweizerische Statistik*. — Beaucoup de travaux, qui offrent un intérêt spécial à la statistique, sont déposés dans les publications annuelles de la *Société Suisse d'Utilité Publique*.

(1862.) Dans un État comme la Suisse on remarque avec satisfaction que l'activité des individus vient en aide à celle du Gouvernement. Le Conseil fédéral a accepté l'offre qui lui a été faite par monsieur Japy, curé de Zurich, de compiler une Statistique sur les Caisse d'Épargne de la Suisse, à condition qu'on lui procurerait officiellement les renseignements nécessaires. Les Caisse d'Épargne s'étaient empressées de fournir les éclaircissements réclamés, ce travail ne tardera pas à être publié.

Au différents travaux du bureau central suisse il faut ajouter les rapports que les autorités exécutives et judiciaires des Cantons Suisses et la Confédération doivent présenter chaque année aux Conseil et aux séances législatives sur toutes les branches de l'administration politique et judiciaire. Pour la plupart, ces rapports contiennent un important état de Statistique, et s'ils n'ont pas fixé l'attention des pays étrangers, il ne faut l'attribuer qu'au peu d'étendue du territoire. Cependant ils ne perdent rien de leur valeur qui s'accroît de plus en plus, à mesure que, selon nos désirs, on en fera une plus stricte comparaison.

(1866.) Le Gouvernement ottoman ne possède pas encore d'ouvrages statistiques imprimés, mais il a déjà sur les matières de statistique, des documents officiels. Ces documents émanent d'un bureau statistique. C'est du Sultan Subaïm I que date l'organisation statistique en Turquie. Développée sous le règne de Sélim IV elle a été entièrement réorganisée sous le règne et par les ordres du Sultan Mahmoud II. Elle est placée sous la direction du Ministre des finances, surintendant de l'empire et se partage en deux grandes branches. A la tête de la première se trouve l'intendant-général du cadastre, avec quatre chefs de division et un nombre d'employés qui s'élève en tout à quarante et un.

La seconde branche est dirigée par un chef supérieur, contrôleur de la statistique proprement dite. Il a sous ses ordres six chefs de bureau, avec une trentaine d'employés, et un contrôleur de recensement dans chaque province.

Les provinces, au nombre de 159, divisées en 1320 districts, ont chacune un préposé statistique, avec des employés faisant des tournées continuelles dans leur circonscription et préparant à la fin de chaque année un tableau régulier sur 1. les naissances; 2. les décès; 3. le nombre des voyageurs; 4. le service sanitaire; 5. les mutations des propriétés; 6. la valeur des conscriptions nouvelles; 7. les pertes immobilières et mobilières résultant d'incendie, d'épidémie etc.

Les rapports émanés du chef de chaque village, sont transmis aux directeurs de recensement des provinces qui envoient au contrôleur à Constantinople, après en avoir eux-mêmes vérifié l'exactitude, les documents servant à tenir au courant les diverses matrices concernant: l'âge, les professions, la religion, le service militaire, la quote-part d'impôt etc. etc.

L'administration de la statistique fonctionne sous les ordres du ministre des finances et correspond par son intermédiaire avec les divers fonctionnaires. Elle éclaircit l'administration financière pour les impôts et l'administration de la guerre pour la conscription.

Turquie.

II. TERRITOIRE.

- Allemagne.** (1855.) La troisième section du bureau de statistique dite *topographique*, s'occupe de la préparation d'une statistique détaillée des routes et des voies navigables. Cette statistique est à-peu-près terminée, elle a été préparée conformément aux indications contenues dans le programme du Congrès.
- Le résumé de la description des voies navigables contenant la désignation de la longueur, de la largeur, de la profondeur, de la pente moyenne par unité de longueur, ainsi que de la forme et du jaugeage des bateaux, est également achevé.
- On exécute au bureau de statistique une carte du Danube en cent vingt feuilles, toutes dressées à la même échelle d'après les relevés originaux. Cette carte sera annuellement rectifiée.
- La section recueille en outre et publie des observations hydrométriques sur le niveau des rivières navigables de la monarchie et sur la formation des glaces dans le Danube. — Elle est chargée de donner les cartes *orographiques* de toutes les provinces de la monarchie, et d'en construire des cartes en relief basées sur des relevés exacts.
- (1860.) L'institut militaire de géographie poursuivant ses publications, vient de terminer la carte générale de la Hongrie et continue les cartes topographiques de la Bohême. — Les recherches géologiques de l'institut impérial, embrassent presque toute la surface de l'empire. Les résultats en ont été publiés, sous forme soit d'aperçus généraux, soit de travaux spéciaux. — Le nombre des stations météorologiques a été multiplié, en y ajoutant les observations phénoménologiques.
- (1863.) (Voir, *Agriculture*.)
- Italie.** (1863.) Quatre cahiers publiés par la Direction de Statistique donnent la description géologique des cinq cercles qui forment la division du territoire isolois.
- Ravénne.** (1857.) Une carte de la Rivière en 100 feuilles est préparée par le bureau topographique sous l'autorité du Ministère de la guerre, le même bureau a élaboré une double carte en 15 feuilles, qui se compose d'une carte du terrain et d'une carte des localités. — La direction générale des mines et salines s'occupe de la publication des travaux géognostiques.
- Hesse électoral.** (1865.) Le cadastre et l'arpentage du duché furent exécutés par ordre du Landgrave Frédéric II, le 19 septembre 1764 aux fins de déterminer l'assiette de l'impôt, et d'établir une Statistique territoriale exacte.
- Hesse Grand-Duché.** (1863.) Une Statistique des conditions productives et de la superficie géométrique du pays, a été récemment publiée par la Direction centrale de Statistique. A cette occasion on a adopté la division du sol, en boisé, domanial, communal et privé.
- Mecklenbourg-Schwerin.** (1854.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1863.) Une exposition détaillée de la répartition des biens du domaine entre les différentes provinces et communes de l'État est au moment d'être publiée.
- Oldenbourg.** (1863.) Le mesurage trigonométrique du territoire et les pièces relatives, sont tous prêts pour la publication.
- Prusse.** (1858.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg (duchés de).** (1865.) Dans l'Almanach d'Economie et Statistique du duché de Saxe-Altenbourg, a été publiée, dernièrement, une Statistique, fort détaillée, du territoire, avec renseignements relatifs.
- Wurtemberg.** (1853.) On a établi les instruments nécessaires pour les observations météorologiques dans cinq bureaux télégraphiques. Ces observations seront réunies et publiées dans les *Annales Wurtembergaises (Württembergische Jahrbücher)*. (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Belgique.** (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) Un établissement qui a déjà une longue existence: *l'Institut Historique et Géographique du Brésil* apporte à la Statistique son contingent de données, pour ce qui a rapport à la géographie et à ses différentes ramifications. **Brésil.**

(1858.) La statistique physique et physiologique s'annonce par la confection d'une carte très-remarquable de toute l'Espagne, considérée au point de vue géographique, géologique, minéralogique et agricole etc. **Espagne.**

L'observatoire de San-Fernando et celui de Madrid recueillent des données météorologiques, mensuelles.

(1863.) La Commission nommée en 1855, et chargée de lever la carte du Pays, a entrepris, avec zèle et succès, la mesure de sa surface. Ce service est passé en 1860 à la Direction de Statistique d'après les dispositions de la loi du 5 juin 1859. L'annuaire de l'année actuelle donne une description détaillée de l'état de ces travaux au 1^{er} janvier 1863; travaux qui firent de grands progrès depuis qu'ils ont été dirigés par le Bureau de Statistique. Ils occupent actuellement 18 officiers d'Etat Major, du Génie et d'Artillerie. On est très avancé dans la première triangulation, qu'on a rattachée à celles de l'Empire français et du Royaume de Portugal, et l'on passera bientôt à établir les triangles de second et troisième ordre. Simultanément à la triangulation géodésique on détermine la position géographique de plusieurs points en se servant de l'observatoire de Madrid, dont le directeur est membre de la Direction de Statistique. On a ainsi déjà exactement fixé la longitude et la latitude des villes principales des provinces d'Alicante, Valence, Ciudad-Real, Alcala, Cuenca, Guadalajara, Segovia, Avila, Salamanca, Zamora, Valladolid, Palencia et Burgos. La triérodie et l'Astronomie se viennent ainsi mutuellement en aide.

Tandis qu'on avance soigneusement dans la triangulation géodésique, on a déjà mis la main à l'arpentage cadastral. On a adopté dans ce travail les règles établies par la Direction de Statistique, qui a déjà fait lever par ses employés 58,176 Hectares, et 19,387 par des géomètres entrepreneurs. On compte lever le plan de 100,000 autres hectares dans l'année courante.

Une Académie topographique fut créée en 1859 dans le but de former le personnel nécessaire au service de la levée des plans. 30 Académiciens entrèrent, dans l'année suivante, au service de l'Etat, et 15, en 1862. On institua, en outre, un corps spécial de 24 personnes chargées des travaux géométriques du cadastre, et le nombre en doit être accru très-prochainement.

La Direction de Statistique se propose de publier tous ses plans dans l'échelle de 1:20,000 et de former ainsi la carte topographique du pays. On se sert de la photographie pour exécuter les copies et, on lui a destiné un local dans les bureaux de la Direction.

Avec la photographie on obtient des copies exactes des plans de détail, dont les Archives du Royaume, l'autorité principale, et la Commune conservent un exemplaire séparé selon les dispositions légales.

Dans les provinces d'Alava, Avila, Burgos, Guipuscoa, Léon, Madrid, Palencia, Navarre, Salamanca, Santander, Sorin, Biscaye, Zamora e Saragosse, les collections géologiques sont déjà faites en partie. La Direction de Statistique a ouvert dans son local une exposition publique d'une très-belle collection de pierres et de fossiles. Dans peu l'un publiera un tableau de la géologie de l'Espagne. Toute la Péninsule doit être étudiée, et l'on a déjà imprimé les observations géologiques pour les provinces d'Avila et de Léon. Dans la première partie de l'ouvrage de M. *Prado* sur la province de Madrid on trouve également des renseignements d'un grand intérêt sur l'Orogénie, l'hydrographie, la météorologie, et la géognosie.

Déjà sur la fin du 18th siècle on avait commencé à recueillir en Espagne des observations météorologiques, mais seulement dans l'année 1855 on commença à le faire en suivant une méthode régulière. On établit alors des stations météorologiques dans de nombreuses villes dont Madrid était considéré comme le point central. En exécution de la loi du 5 juin 1859 le nombre de ces stations fut porté à 24, sans y compter les observatoires astronomiques de Madrid et de Saint-Ferdinand, de l'Académie forestière dans Villavieja de Odon, de l'Institut de Saint-Marc à Léon, et de l'Académie de marine à Carthagène. Quatorze de ces stations envoient tous les jours par le télégraphe leurs observations à Madrid, et tous leurs rapports sont publiés par le Journal de Madrid. Tous les mois on fait en outre paraître dans des feuilles séparées une collection des observations de toutes les stations et un tableau scientifique de leurs résultats. Enfin l'Annuaire contient toutes les observations sur la pression atmosphérique, la température, la direction des vents et la pluie, faites dans l'année qui vient de se terminer.

La Direction de Statistique se propose de compléter au plutôt les observations déjà existantes sur le climat de l'Espagne.

La Commission, qui fut créée par le décret royal du 12 juin 1849 pour qu'elle eût à dresser la carte géologique du pays, mit la main de suite aux travaux nécessaires pour préparer un Atlas hydrographique de l'Espagne, et l'on y plaça, les premiers, les fleuves de la province de Madrid. Depuis le commencement de 1860 jusqu'à présent, la Commission a étudié les bords de trois fleuves, le Tage, le Guadalquivir et l'Ebre, et les travaux, qui les regardent, en partie publiés, touchent à leur fin.

(1855.) Des observations sur la topographie, le sol et le climat sont jointes aux autres relevés du septième dénombrement. **Etat-Unis.**

¹ Sous le titre de « Dictionnaire géographique et statistique de l'Espagne » il paraît une grande publication dont l'auteur est un particulier M. Pascual Muñoz.¹

(1863.) La superficie du territoire des États-Unis, à l'époque de la paix de 1783, fut évaluée à 820,680 milles carrés, à peu-près quatre fois celle de la France. La cession de la Louisiane, faite par la France, accrut cette superficie de 899,680 milles carrés. Les cessions faites par l'Espagne et par le Mexique et le traité d'Oregon avec l'Angleterre l'augmentèrent de 1,215,907 milles carrés : la totalité du territoire actuel s'élève donc à 2,936,166 milles carrés, ou à 1,879,146,240 arpents. De cette immense superficie, possédant une grande variété de climat et de culture, une portion est tellement fertile qu'elle a été promptement envahie par une population toujours croissante. Au mois de Mai dernier, 964,901,625 arpents, appartenant au Gouvernement des États-Unis, se trouvaient encore disponibles.

Pour éviter toute espèce de confusion de rofins, les terrains sont mesurés et distribués avec soin par le Gouvernement pour être concédés gratuitement aux colons actuels, ou pour être vendus à des prix qui n'excèdent pas un dollar et un quart par arpent, à des acquéreurs non colons. Selon le rapport du commissaire du bureau-général pour la campagne, il résulte que la quantité mesurée et bonne pour la vente, était, au mois de septembre 1862, de 135,142,999 arpents. On lit dans le même rapport que les récentes découvertes de riches et nombreuses veines d'or dans quelques pièces de terre non mesurées, contribuent à attirer rapidement dans l'intérieur une population dont les besoins réclament le mesurage subit et la cession de terrains additionnels. Cependant ce mesurage subit n'est pas d'une importance vitale, par la raison que le premier occupant acquiert un titre de priorité, aussitôt après le mesurage. Le point capital est que la totalité d'un terrain si vaste, soit gratuitement occupée sans retard et sans le moindre obstacle.

France. (1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1863.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Grande-Bretagne. (1855.) Un service spécial, placé sous la direction du capitaine Fitzroy, de la marine royale, a été créé dans le but de réunir les éléments d'une statistique météorologique. Ce service, ou bureau, sera chargé d'arrêter le système d'observations à faire en mer par les officiers des deux marines, royale et marchande, et d'en classer les résultats. Depuis longtemps, d'ailleurs, on fait, à terre, des observations sur divers points du Royaume-Uni et elles sont disposées en tables météorologiques.

(1857.) Il y a de très-bonnes cartes à l'échelle de 1:10 660 pour l'Irlande, et de bonnes cartes pour la plus grande partie de l'Angleterre et pour une partie de l'Écosse, à l'échelle de 1:63 360. Conformément aux recommandations du Congrès de Bruxelles le Gouvernement s'est déterminé à faire dresser des cartes générales à l'échelle de 1:250 et des plans de villes à l'échelle de 1:500. Déjà les cartes de plusieurs comtés et les plans de plusieurs villes ont été dressés d'après ces échelles. (Le dernier rapport du colonel James contient de remarquables spécimens des cartes déjà exécutées et des réductions à l'aide de la photographie.)

Le service météorologique du *Board of Trade* n'a été créé qu'en 1855. Néanmoins, quelques travaux ont déjà pu être faits. Une série de 14 grandes cartes des vents, pour presque toutes les parties du monde, est achevée. On a, de plus, publié un volume in 4^o renfermant le résumé, réduit en tableaux, des résultats d'un grand nombre d'observations, accompagné de pièces à l'appui et de figures graphiques.

Plus de 200 navires de la marine marchande et presque tous les bâtiments en activité de la marine militaire britannique sont actuellement munis d'instruments de choix éprouvés, pour des observations météorologiques, ainsi que de livres et de cartes, et ces objets ont été fournis aux frais de l'État. Les capitaines de la plupart de ces navires de commerce et ceux de plusieurs bâtiments de guerre ont déjà envoyé d'excellents registres ou résultats d'observations. On emploie dans le service météorologique du *Board of Trade* de Londres environ 60 registres pour suivre et classer systématiquement les observations qu'on transmet de toutes les parties du globe.

Colonies de la Grande-Bretagne.

Australasie.

Nouvelle-Galles.

(1860.) Les faits météorologiques sont observés avec grand soin.

(1860.) Dans divers endroits de la colonie on a fait des observations météorologiques qui indiquent la température moyenne etc. Un sommaire a été ajouté par le *Registrar-General* au volume de statistique pour 1858.

Guyane - Anglaise.

(1860.) Depuis dix ans on fait des observations météorologiques et on les publie aux frais de la colonie.

Australie.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Indes Orientales.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Jamaïque et Barbade.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Maurice.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1862.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Italie.

(1863.) Les travaux topographiques de la Norvège sont déjà assez avancés car sur dix-sept provinces, on a publié des cartes géométriques de dix. On publiera bientôt aussi, et sous la direction de monsieur le professeur Kierulf, une carte géognostique dont quelques fragments ont déjà paru.

Norvège.

(1860.) Une collection de cartes topographiques, dont 26 sont achevées, contiendra 54 feuilles, dressées sur une échelle de 1:50 000. Sur ces cartes on trouve notés tous les édifices principaux et tout ce qui concerne la configuration du pays. Le bureau topographique se compose de quarante employés.

Pays-Bas.

(1863.) Depuis 1855 les travaux de géodésie et de météorologie, ont pris aussi un très-grand développement en Portugal sous la haute direction de M. M. Folque, Pegado et Tradesso da Silveira.

Portugal.

En ce qui concerne les travaux de géodésie, la grande triangulation est tout à fait terminée; la triangulation secondaire l'est aussi pour une surface de 1, 113 lieues carrées, de cinq kilomètres la lieue. Le Portugal ayant de surface 3, 400 lieues carrées, environ la troisième partie de sa surface en Europe, est donc préparée déjà pour la levée des plans cadastraux.

La carte topographique, parcellaire, de la ville de Lisbonne est terminée, à l'échelle de 1/1000, avec tous les nivellements.

La levée de la carte géographique du royaume, à l'échelle de 1/500,000, est terminée, sauf dans la partie relative à la province des Algarves, c'est-à-dire dans une surface de 450 lieues carrées.

La carte chorographique, à l'échelle de 1/100,000, est aussi levée pour une surface de 750 lieues carrées.

Les cartes hydrographiques des embouchures et ports de Lisbonne et de Porto sont également terminées. La carte hydrographique de l'embouchure et port de Pêgneira est presque terminée.

On fait des études hydrographiques sur la rivière de la Lima, et sur l'embouchure d'Aveiro. Il faut mentionner encore la carte géographique de la Zambézie et de Sofala sur la côte orientale d'Afrique, de Mozambique à Inhambane, c'est-à-dire de 15° jusqu'à 24° degré de latitude méridionale, et la carte géographique du royaume d'Angola des rivières Colonge jusqu'au Cap Fris, c'est-à-dire des 5° degré jusqu'à 18° degré de la même latitude. Ces deux cartes ont été dressées, d'après de nombreux documents anciens et modernes portugais et étrangers, par le lieutenant-général Vicomte de Sa Bandeira, ministre de la Guerre, et à plusieurs reprises Ministre de la Marine et des Colonies, un des hommes d'État du Portugal les plus honorables et les plus instruits. Le Vicomte de Sa Bandeira a fait une étude approfondie de tout ce qui concerne les possessions portugaises d'outremer. La première de ces cartes a été publiée en 1861. La seconde, qui a été faite avec la collaboration du lieutenant-colonel Fernando da Costa Leal, gouverneur de Mossamedes, a été publiée dans l'année courante.

Quant aux travaux de météorologie, dont le créateur a été en 1853 le professeur Pegado, les observations sont faites avec toute la régularité désirable à Lisbonne à l'observatoire de l'Infant Dom Louis, ainsi nommé du nom du prince (aujourd'hui Roi), sous la protection duquel cet observatoire a été placé en 1856. L'observatoire de l'Infant Dom Louis est muni des instruments magnétiques enregistrés d'Adin, vérifiés à l'observatoire de Barr. Quelques comptes du mois de juillet ont été envoyés déjà à cet observatoire, avec lequel l'observatoire de Lisbonne a établi une correspondance régulière. Il existe d'autres observatoires dans le royaume et dans les provinces d'outremer, qui fonctionnent avec plus ou moins de régularité. Tous les observatoires sont munis d'instruments contrôlés.

On publie tous les jours dans les journaux de Lisbonne un bulletin relatif aux observations faites dans cette capitale, et sur quelques points du royaume.

On envoie tous les jours à Paris par le télégraphe un bulletin avec les observations de Lisbonne et de Porto.

A des époques déterminées on publie dans le journal officiel des résumés de toutes les observations.

Au mois d'octobre prochain le nouvel édifice de l'observatoire météorologique de Lisbonne, dû à la haute munificence de sa Majesté le Roi Dom Louis, doit être terminé et le directeur actuel, M. Tradesso da Silveira, qui a proposé la construction de cet observatoire et l'achat des instruments nouveaux, a l'intention de publier alors, périodiquement un bulletin comprenant tous les résultats obtenus, dans le but de compléter le bulletin journalier publié par les journaux.

En outre du nouvel observatoire météorologique de l'Infant Dom Louis, entièrement construit aux frais du jeune souverain qui régit actuellement en Portugal, il faut mentionner la construction de l'observatoire astronomique de Lisbonne, à laquelle le feu Roi Dom Pedro a affecté, spontanément, une partie considérable de sa dotation. Cet observatoire commencé en 1857 est construit sur le modèle de l'observatoire de Poulkova. Ses instruments principaux, le cercle méridien, les instruments de passage par le premier vertical, et le grand reporteur parallélique ont été acquis sous la surveillance de M. Struve, Directeur de l'observatoire de Poulkova. La partie optique de ces instruments a été exécutée à Munich, celle des deux premiers par M. Steinheil, et celle du troisième par M. Moor. Les piédestaux et toute la partie relative à la haute mécanique sont sortis des ateliers de M. A. G. Heppold, à Hambourg. Les lunettes des deux premiers instruments ont deux mètres de distance focale, avec des objectifs de dix ponce de diamètre.

Le télescope du troisième instrument a sept mètres de distance focale avec une objectif de 14 pouces. Dans une lettre adressée à M^r Polque, directeur de l'observatoire de la Marine, à Lisbonne, M^r Struve prétend que le nouvel observatoire astronomique de Lisbonne, par la perfection de ses instruments et les améliorations apportées à sa construction, sera le premier de l'Europe.

Les sommes appliquées à ce but par le Roi Dom Pedro ayant été épuisées, le Roi Dom Louis, digne héritier du trône et des vœux élevés de son auguste frère, a fourni aussi sur sa dotation les ressources nécessaires à l'achèvement de l'observatoire, qui aura lieu l'année prochaine.

Roumanie. (1865.) Les deux publications qui ont paru jusqu'à présent, contiennent des relevés sur l'étendue du territoire, sur la population, l'état des maisons et du bétail, sur la répartition des terres, sur l'état des hypothèques et de l'agriculture, sur le mouvement du commerce, de la navigation et l'histoire annuelle des finances du pays. Dans les annales économiques se trouvent, autant que possible, toutes les lois et ordonnances ayant rapport à l'économie publique du pays.

Russie. (1857.) L'œuvre principale est la *triangulation* qui embrasse toute la partie européenne de l'empire. Les *sondages* ordonnés par le gouvernement, dans la mer Baltique, et interrompus pendant la dernière guerre, ne sont pas moins importants.

Les personnes chargées des sondages sont tenues à décrire les rives, de la manière la plus détaillée, à mesurer la profondeur des eaux, à préciser la vitesse et la direction des courants, mais en même temps à recueillir des notions statistiques, ethnographiques et historiques.

(voir : I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Servie. (1865.) Les observations météorologiques qui ont été faites en 1856 et citées par la compilation du rapport, concernant la température de l'air, l'état de la pression de l'air, l'abaissement atmosphérique, l'évaporation de l'eau, l'humidité de l'air et la direction des vents.

Suède. (1855.) Une triangulation du pays, commencée, pour obtenir la base d'un cadastre général, et ordonnée en 1828, par le roi Gustave-Adolphe, vient d'être terminée par un corps des topographes. Ce même corps, après avoir dressé ses cartes topographiques de la plus grande partie du pays à l'échelle de 1:50 000, restées manuscrites, vient d'en publier six.

Des travaux de statistique cartographique, dont s'est occupé le Prince Royal, il n'a été publié jusqu'à présent, qu'une carte hypographique, une carte forestière et une carte des mines, hauts, fourneaux et forges, avec indication des ports d'embarquement de leurs produits.

Pour favoriser la publication de cartes à une plus grande échelle que celles du corps des topographes, il a été récemment prescrit que les candidats au corps des arpenteurs seraient tenus, désormais, à présenter, parmi les preuves d'admission à l'administration supérieure, la carte d'une paroisse, accompagnée de sa description topographique et statistique. Ces cartes et descriptions, après avoir été approuvées par l'administration, seront publiées aux frais de l'État.

La publication d'une collection de cartes, à grande échelle, comprenant les plans des villes et de leurs banlieues est, d'ailleurs, sur le point d'être terminée.

Dès le milieu du siècle dernier, un assez grand nombre de personnes, sur divers points du territoire se sont consacrées à des études météorologiques et en ont communiqué le résultat à l'Académie des Sciences de Stockholm. Les registres des paroisses contiennent également, depuis une centaine d'années, beaucoup d'observations de même nature, ainsi que des notes sur des phénomènes naturels périodiques tels que le retour des saisons, la floraison, la maturité des céréales et des fruits etc. Mais ce n'est que depuis peu d'années qu'un réseau d'observatoires météorologiques a été établi, le long des côtes connues, dans l'intérieur du pays, sous la surveillance de l'autorité supérieure. Ces observatoires sont munis d'instruments contrôlés. Les observations recueillies par ces établissements sont communiquées à l'Académie des Sciences de Stockholm, qui en publie les résultats.

(1857.) Sur la proposition de l'Académie des Sciences, le Roi a demandé aux États actuellement assemblés, une somme d'environ 400 000 florins (plus d'un million de francs) pour opérer l'examen géologique complet du pays. Le Roi a également demandé les fonds nécessaires pour établir 30 nouvelles stations météorologiques. Enfin les États ont accordé des sommes importantes pour la représentation cartographique du pays, travaux qui seront exécutés, tant par le corps topographique, militaire, que par le service civil des géomètres.

(1860.) Pour accélérer l'exécution des cartes topographiques, une somme de 150 000 riksdals est accordée jusqu'en 1863. La triangulation reste encore à faire pour la partie du nord du royaume. À l'échelle de 1:100 000 ont été publiées 31 feuilles de l'atlas topographique, à l'échelle de 1:200 000 8 cartes de provinces.

Les recherches relatives à la constitution géologique du pays ont été terminées sur un terrain de 70 milles carrés (soit 55 983 kilomètres carrés) dont la carte a été dressée. La Diète actuelle a augmenté le crédit annuel pour ces travaux ainsi que pour la publication des cartes géologiques, à l'échelle de 1:50 000. — À côté des travaux d'arpentage et d'expertise, dans l'intérêt de la propriété rurale, inessamment exécutés par un corps d'arpenteurs au nombre de 400 personnes on s'occupe d'un atlas

cadastral, ou des tableaux d'assemblage des plans parcellaires, à l'échelle de 1:50,000. Cet ouvrage, sous le titre d'Atlas Économique du Royaume, sera accompagné, pour chaque province, d'un registre matricule, indiquant les noms des propriétaires et la nature de la culture et de la superficie de chaque parcelle. Cela servira de base à une statistique agricole.

Des cartes hydrographiques sont exécutées, depuis plus de 40 ans. Récemment on a donné aux recherches hydrographiques une extension, qui surpasse même les moyens dont on peut disposer.

Une proposition faite par l'Académie Royale des Sciences, à Stockholm, d'établir un réseau d'observations météorologiques en Suède, a été prise en considération. La somme nécessaire ayant été accordée, 30 stations seront bientôt en activité.

(1863.) Parmi les préparatifs pour la statistique officielle, on a déjà indiqué aux Congrès antérieurs la description cartographique de la grande étendue de la Suède, etc.

De notre atlas topographique, pour la continuation duquel la Diète vient d'accorder 53200 Rixd. par an, durant la période de 1863-1865, ont été publiées, depuis la dernière réunion du Congrès, des feuilles des environs de Stockholm, dans l'échelle de 0,00005. De la section militaire, de cet atlas, dans l'échelle de 0,0001, seize feuilles retouchées sont actuellement en vente.

Les recherches géologiques étant terminées, à la fin de 1862, sur un terrain de 120 milles carrés suédois, cinq feuilles de notre atlas géologique ont été publiées dans l'échelle de 0,00002. La somme de 50,000 Rixd., par an, est disponible durant la période 1863-1865 pour la continuation de cet ouvrage. L'hypsométrie fait partie de ces recherches.

Les tableaux d'assemblage des plans parcellaires, qui vont former notre atlas cadastral, ou économique, publié dans l'échelle de 0,00002, avaient été exécutés, à la fin de 1862, sur une surface de 25 milles carrés suédois. Dix feuilles, dont la gravure est terminée, seront publiées dans quelques mois. La somme de 40,000 Rixd. par an vient d'être votée pour la continuation de ce travail pendant les années 1863-1865.

L'atlas hydrographique, qui se compose à présent de cinquante feuilles publiées, est continuellement retouché pour satisfaire autant que possible aux besoins de la navigation.

Quelques épreuves de ces cartes ont été ajoutées à la collection des publications suédoises, déposées au bureau du Congrès.

Le résumé des observations météorologiques faites, à présent, à 28 stations, est publié par l'Académie des sciences, en 2 volumes, embrassant les années 1859 et 1860.

Les observations faites sur les phénomènes périodiques sont aussi réunies à l'Académie.

(1858.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Suisse.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) La grande carte de la Suisse, qui est dirigée par le général Dufour et dont les plans sont levés à l'échelle de 1:25,000 et de 1:50,000 est presque achevée. La Confédération dépense annuellement 40,000 francs pour cette carte. Elle est publiée à l'échelle de 1:100,000, et quelques cantons ont utilisé les plans originaux pour publier des cartes, encore plus détaillées, de leurs territoires. Les indications contenues dans ces cartes sont complétées par un travail intitulé *hypsométrie de la Suisse*. Un autre travail, la *carte géologique de la Suisse* est basé, de même, sur la carte du général Dufour. La Confédération donne 30,000 francs, par an, pour la carte géologique.

(1863.) Il a été organisé, sous les auspices de la société investigatrice des sciences naturelles, un vaste système d'observations météorologiques.

III. LIEUX D'HABITATION.

(1863.) Suivant l'instigation de la Direction de statistique, on a depuis peu fait un relevé des maisons et un dénombrement des rues et des places selon un plan uniforme, de façon que dans le dernier recensement on peut trouver une énumération convenable des habitations et des chambres. Le premier nomenclateur apparu en Espagne fut rendu de plus en plus complet depuis cette époque. La première livraison qui embrasse les provinces d'Alava et d'Albaneto, est déjà publiée et l'on en offre un exemplaire au Congrès. On y trouve décrit les villages les hameaux et les habitations isolées jusqu'à la mesure la plus insignifiante, on y trouve les distances et kilomètres, et l'on y distingue les maisons habitables de celles qui ne le sont pas, on y indique même le nombre des étages qu'elles ont. La table, ou index, est rédigée avec le plus grand soin, on y met le nom de famille ou autres dénominations, comme aussi la manière d'écrire et de parler suivant les différents dialectes. Ce travail présente donc une riche moisson de connaissances ethnographiques.

Espagne.

IV. POPULATION.

Allemagne. (1858.) Depuis dix ans, M. de Coernig, directeur de la statistique administrative, a préparé une grande carte ethnographique.

Autriche.

(1855.) Le formulaire relatif au mouvement de la population, employé pour la première fois, en 1851, demande, en ce qui concerne les mariages, le nombre des monogames et des polygames et renferme tous les éléments, à l'aide desquels, on peut déterminer la durée moyenne des mariages. Tous les faits utiles à connaître sur la mortalité, surtout sur celle des enfants, y forment l'objet de rubriques spéciales. Les naissances, mariages et décès sont classés par mois, pour chaque province, arrondissement et canton de la monarchie.

Une grande *ethnographie* de l'empire publiée par le bureau de statistique, comprend une carte ethnographique de la monarchie, reproduite par la chromolithographie et un texte, contenant une sorte d'étude cyclopédique de l'Autriche relative à l'histoire de l'administration, du culte, des sciences et arts, à la description topographique et statistique du pays et à la statistique, proprement dite, des diverses nationalités. L'ouvrage comprendra de 6 à 7 volumes.

(1857.) La carte ethnographique de la monarchie autrichienne et son commentaire, ouvrage en trois volumes, sont achetés (du moins provisoirement) après avoir exigé seize ans, pour arriver à son degré actuel d'avancement. Une partie intégrante de cet ouvrage est la *Reconstitution de l'Autriche* (*Neugestaltung von Oestreich*), travail qui a pour but d'exposer les grandes réformes introduites, depuis 1848, dans l'organisation sociale et administrative.

(1860.) Une nouvelle loi de recensement a été publiée en Autriche, en 1857. Le recensement exécuté dans la même année, d'après cette loi, est le premier qui ait été fait sur des bases uniformes dans toute la monarchie. Les résultats de ce recensement, dont les frais se sont élevés à près de deux millions de florins, ont été consignés dans un ouvrage étendu, rédigé par les soins du Ministère de l'intérieur; ils ont offert ample matière à un travail statistique, inséré dans le grand ouvrage des Tableaux statistiques pour l'année 1857. On a joint à ce travail une illustration des faits qui y sont contenus, au moyen d'une série de cartes. — En ce qui concerne les résultats du nouveau recensement mis en comparaison avec les précédents, un progrès a été obtenu par l'introduction de formulaires perfectionnés et très-détaillés sur le mouvement de la population.

Italie. (1855.) En ce qui concerne la police médicale, un tableau spécial contient les renseignements suivants sur les décès, dans chaque commune: Nombre total des décès, morts-nés exclus, — nombre des décès ayant reçu les soins d'un médecin. — décès dans la première année, avec distinction des enfants légitimes et illégitimes, par sexe, — décès des personnes indigentes, — décès dans les hôpitaux, — décès par accidents, en couche et des suites de couches, (jusqu'à la troisième semaine après l'accouchement) — décès par la variole, la rougeole, la fièvre scarlatine, la coqueluche, le typhus, la dysenterie, — morts subites. —

Quant au mouvement de la population, les Ministres du culte, qui remplissent les fonctions d'officiers de l'état civil, en fournissent annuellement le relevé pour chaque commune, conformément aux subdivisions suivantes: Naissances, légitimes et illégitimes, avec distinction des sexes, morts-nés et décès, avec les mêmes distinctions et, en outre, par état civil, — mariages. (voir: *Zollverein*.)

(1863.) Le mouvement de la population du grand-duché, pour les années 1858 et 1861, est publié dans les cahiers 10 et 13 du bureau de Statistique, et l'exposé total de ce mouvement de 1855 à 1862 se trouve en ordre pour la prochaine livraison N° 14.

Bavière.

(1857.) D'abord, le dénombrement de la population, tel qu'il est prescrit par le *Zollverein*, est exécuté par le bureau de statistique. — On procède en outre, en Bavière, tous les 12 ans, à un recensement plus détaillé, embrassant non seulement l'âge et le sexe, et la distinction de la population en civile et militaire, mais encore des données variées sur la composition des familles, sur les cultes, sur les conditions et professions, en distinguant, entre elles, la population agricole, industrielle et commerciale et les indigents inscrits. Ces états sont accompagnés du relevé des bâtiments, avec l'indication de leur destination et de la manière dont ils sont couverts. Deux de ces relevés ont été exécutés en 1840 et en 1852.

Quant au mouvement de la population, on fait le relevé du nombre des enfants naturels, légitimés par le mariage subséquent de leurs parents. Les décès sont relevés par chaque année d'âge. — En

ce qui touche à la statistique médicale, il y a déjà longtemps qu'on a prescrit de noter le nom de la maladie qui a causé le décès, et de dresser des tableaux de ce recensement. — Un dénombrement des aveugles et des sourds-muets, indiquant leurs divers rapports personnels, a été exécuté en 1840. Un nouveau dénombrement, comprenant cette fois les aliénés, s'opère au ce moment.

On porta ensuite une grande attention à la statistique de l'émigration.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) Le résultat du mouvement de la population, de 1835 à 1862, a été publié par les soins du bureau de Statistique, d'après les renseignements fournis par le ministère de l'intérieur. On y relève le nombre des mariages et des divorces, dans les diverses communions religieuses, celui des naissances, et l'observation que le chiffre des enfants naturels est diminué, en raison de la liberté accordée aux arts et métiers.

(1867.) (voir: I. *Statistique générale*. « Zollverein. »)

Brumswick.

(1865.) (voir: *Zollverein*.)

Banovre.

(1867.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1868.) Est paru le septième volume de Statistique, traitant du mouvement de la population et du recensement des maisons, au 3 décembre 1858, plus, des naissances, mariages et décès dans le courant des années 1836, 1857 et 1858.

(1863.) Les plus anciennes tables statistiques du pays, que l'on ait retrouvées, sont celles

Hesse électoral.

de 1647 population de l'État,

de 1689 population israélite,

de 1696 population par districts, y compris les nobles,

de 1726 population générale avec considérations détaillées sur la condition de chaque individu pour servir de base à la taxe personnelle et aux contributions directes.

Relativement à l'entraînement militaire et autres intérêts administratifs, une ordonnance de 1762 prescrivait les plus minutieuses informations, sous les rubriques suivantes:

a) Pères et mères de familles; nombre de leurs enfants mâles.

b) Célibataires. Leur domicile, la province, le district.

c) Étrangers, non naturalisés, au service de l'État.

Les moindres mutations devaient être enregistrées, à la fin de chaque année, et les déclarations des intéressés étaient sollicitées par tous les moyens, voire, ceux de la prédication ecclésiastique.

En 1847, on a fait une nouvelle classification de la population, de son mouvement et de ses conditions.

(1863.) Sur la proposition de la Direction de Statistique, qui a suivi, en cela, les déterminations prises dans le dernier Congrès, le ministre de l'intérieur a ordonné un nouveau système de recensement mis en activité le 3 décembre 1861, par états nominatifs, sur la libre déclaration des inscrits. L'instruction matérielle a été convenue de succès, avec une épargne dans les frais.

Hesse
Grand-Duché.

Pour tenir une note exacte du mouvement de la population, indépendamment des registres de naissances, mariages décès et divorces, par confessions respectives, le ministre de l'intérieur, par ordonnance du 31 octobre 1862, a enjoint aux communes la tenue de registres spéciaux en conformité des instructions y jointes, à l'effet d'obtenir un contrôle individuel, pour la Statistique du pays.

Tout ce qui se réfère au mouvement général de la population est publié, sous forme de tableaux, dans le journal « *Notizblatt*. »

(1867.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Macklenbourg-
Schwerin.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1864.) Tous les matériaux pour la publication du recensement de la population, sont prêts. On y a compris l'état des émigrants des dernières années, des recrues, des naissances, des décès, des morts accidentelles et des suicides.

Odenbourg.

(1863.) D'après les traités du Zollverein, qui s'est formé en 1834, tous les trois ans, un recensement général est exécuté. Dans ce recensement, chacun est classé d'après la résidence, au moment où on le fait, sauf les personnes qui se trouvent dans les hôtels et qui comme étrangères, ne sont pas indiquées.

Prusse.

(1863.) Le Journal du bureau de Statistique, donne régulièrement, depuis 1860, le mouvement de la population de Berlin et ses conditions physiques, considérablement empirées, mettant en regard la

progression totale de la population du royaume depuis 1816 et la supputation des naissances et décès, ainsi que, des émigrations.

Saxe-Royale. (1853.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1855.) (voir : *Zollverein*.)

Saxe-Weimar
(Grand-Duché de). (1855.) (voir : *Zollverein*.)

(1857.) En ce qui concerne la statistique de la population, outre les recensements triennaux prescrits par les conventions douanières, on continue les relevés des naissances, des décès, des mariages et de la fréquentation des écoles. Depuis environ sept années, on dresse aussi des états de l'immigration et de l'émigration.

(1863.) Le dernier dénombrement des habitants a été fait par déclarations nominatives, désignées en allemand sous le vocable *Selbstzählung* répondant au mot grec *αυτοψυγισ* (spontané). Ce système a parfaitement répondu au succès qu'on s'en était promis.

Le recensement antérieur est imprimé dans un volume à part, avec les états de naissances et de mortalités depuis l'année 1835.

Saxe-Cobourg-
Gotha, Saxe-
Meiningen, Saxe-
Altenbourg (du-
chés de). (1855.) La statistique officielle n'a compris d'abord que les relevés de l'état civil et le tableau de la population. Ces deux documents sont transmis, chaque année, au gouvernement, par les pasteurs des paroisses.

Depuis l'entrée des Duchés dans le *Zollverein*, non seulement les recensements de la population se font avec une plus grande exactitude, mais encore, on a étendu ces opérations à la statistique industrielle et commerciale.

(1857. 1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1863.) On a publié trois tableaux de Statistique générale, ayant pour objet les conditions de la population et son mouvement progressif pendant l'année 1861. La méthode suivie pour cette opération est celle nouvellement proposée par le docteur Engel, dans son livre sur le dénombrement des populations, publié à Berlin, la même année.

Villes libres
(Hambourg,
Brême,
Lubeck). (1855.) Les dénombrements de la population sont faits à Hambourg, tous les six mois, par les officiers de la garde nationale; mais comme le chiffre de la population n'est recueilli qu'en vue de certains objets spéciaux, tels que l'impôt et l'obligation du service militaire, les résultats de ces opérations sont loin d'être complets.

(1863.) Un rapport officiel des conditions et du mouvement de la population de la ville de Hambourg et de ses deux faubourgs, comprenant les années révolues depuis 1853 jusqu'à 1861, a été publié, conjointement à une liste des personnes auxquelles a été conféré le droit de bourgeoisie, pendant ce laps de temps.

Le Sénat de la ville de Brême, par décret du 3 février 1862, a ordonné la constitution d'un bureau de Statistique provisoire destiné au recensement de la population par classes, conditions et cultes. Lubeck s'est occupé également de son dénombrement de population pour 1862 en conformité du vœu exprimé dans le dernier congrès de statistique.

Wurtemberg. (1853.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1857.) Une statistique des aliénés, en Wurtemberg, publiée dans les Annales Wurtembergeoises, année 1855, renferme une classification des maladies mentales qui diffère peu de celle recommandée par le dernier programme du congrès.

Un travail sur le nombre et le mode des accouchements, qui ont eu lieu dans les dix années de 1846 à 1856, dressé d'après les registres des accoucheurs et des sages-femmes est sur le point d'être publié. Ce travail divise plus de 650,000 cas, en accouchements naturels et artificiels; et les accouchements artificiels se subdivisent en opérations césariennes, destructions du fœtus, perforateurs; en opérations avec l'emploi d'instruments, en opérations manuelles et en extractions de l'arrière-faix.

Les décès des accouchées se divisent, selon que l'accouchement a eu lieu naturellement ou avec le secours de l'art. Les accouchements avec des naissances doubles, triples ou quadruples sont indiqués séparément. On a de plus constaté, avec le nombre et le sexe des enfants, l'état de leur développement, s'ils étaient ou non arrivés à terme. Parmi les morts-nés on a distingué ceux provenant d'accouchements artificiels. Un tableau des décès embrassant la même période, dressé d'après les registres des médecins vérificateurs, divise les décédés par sexes, et par âges, il indique la saison dans laquelle le décès a eu lieu, le nombre des suicides et des accidents, et enfin si le décédé avait joui ou non de secours médicaux.

(1855.) Tous les trois ans on procède à un recensement nominatif très-exact des habitants. Les résultats en sont transmis au bureau central du Zollverein, qui se trouve à Berlin. Ce bureau les fait imprimer et en adresse le tableau général à chacun des gouvernements intéressés. Zollverein.

(1855.) L'administration de Belgique, après avoir introduit dans le volume du mouvement de l'état civil de 1849, des colonnes spéciales pour les décès causés par le choléra-morbus à essayé, à partir de 1851, d'appliquer le même système à toutes autres maladies, qui peuvent devenir cause de mort. Belgique.

(1857.) Une loi du 2 juin 1856 a réglé tout ce qui concerne les recensements généraux et les registres de la population. L'article premier de cette loi en ordonnant, qu'un recensement général de la population soit opéré, tous les dix ans, dans toutes les communes du royaume, dispose qu'il servira de base à la répartition des membres des chambres législatives. En vertu de cette loi et conformément à un arrêté royal du 14 juillet qui en a prescrit les mesures d'exécution, un recensement général de la population a eu lieu le 31 décembre 1856. — Aux termes de l'article 7 de l'arrêté royal du 14 juillet, les renseignements recueillis sur chaque habitant sont les suivants : les noms et prénoms, le sexe ; la date de la naissance, ou l'âge, par année et par mois ; le lieu de la naissance, avec indication de la province, dans le royaume, ou du pays, pour les étrangers ; l'état civil ; la profession ou condition ; le nom du lieu de la résidence habituelle. C'est la population de fait qui a servi de base au recensement, c'est-à-dire que tous les individus, réguliers ou étrangers, ont été recensés dans la localité où ils ont passé la nuit. Néanmoins, les personnes temporairement absentes de leur résidence habituelle ont été portées sur les bulletins pour servir à établir également la population de droit. Cette dernière, comparée à la population de fait, ne présente qu'une différence insignifiante, en moins sur la population générale du royaume.

An mois de mars suivant, le département de l'intérieur en possédait déjà les résultats généraux, qui furent résumés dans un rapport raisonné. Une publication spéciale sera consacrée aux résultats « détaillés » du recensement. En vue de la nécessité de pourvoir à la tenue régulière des registres de population, les nouvelles inscriptions par suite de changement de résidence, ainsi que les radiations, à l'avenir, devront être opérées, aussi bien que les inscriptions, sous peine d'une amende, qui ne pourra excéder 25 francs. Une autre amende, de 100 francs au maximum, est fixée contre tout habitant, qui n'aura pas fourni les renseignements exigés par le recensement.

Une première publication des causes de décès, n'est encore qu'un essai. Les causes de mort y sont groupées, autant que cela a pu se faire, d'après la classification arrêtée au Congrès de statistique de Paris. Les principales maladies, considérées sous le rapport de leur fréquence, font l'objet d'un tableau comparatif par provinces. Un troisième tableau donne les nombres respectifs des maladies déclarées et des non-déclarées ; distinction nécessaire pour prémunir le lecteur contre certaines conclusions simplifiées.

(1860.) Bien que les résultats détaillés du recensement de 1856 ne soient pas encore publiés, la population de chaque commune, comparée à celle du recensement de 1846 et à celle du mouvement de l'état civil de l'année 1857 a été publiée dans les « Documents statistiques. » (Tome II et III.) Les deux populations y sont également résumées par arrondissement administratif et canton de milice ; par arrondissement judiciaire et canton de justice de paix. — De nouvelles instructions à l'égard de la tenue régulière des registres de population ont été données en 1859. — Chaque commune transmet au Département de l'intérieur quatre tableaux, contenant, le premier, les naissances, les mariages, les décès, les jumeaux, en distinguant les enfants légitimes, les illégitimes, les décès, les mariages, les divorces, les changements de résidence à l'intérieur du pays, les immigrations et les émigrations, tous groupés par mois et par sexe ; le second, les décès par âge et par mois ; le troisième les mariages par âge et par état civil ; le quatrième les maladies et les accidents qui ont occasionné les décès. Les résultats obtenus par le dépouillement font l'objet d'une série de tableaux publiés dans les « Documents Statistiques. » ceux des cinq années 1851 à 1855 tome I ; ceux de l'année 1856 tome II ; ceux de l'année 1857 tome III et ceux de l'année 1858 tome IV.

La statistique de toutes les causes de décès, présentée pour la première fois en 1850, fait l'objet de tableaux spéciaux insérés dans les « Documents Statistiques. »

Un recensement spécial des sourds-muets et des aveugles a eu lieu, en exécution d'une circulaire du 20 mai 1858.

(1860.) Le travail du recensement de la population est encore soumis aux opérations routinières du système ancien, qui avait pour base exclusive et insuffisante le registre annuel des naissances, des mariages et des décès comme cela se pratiquait dans les paroisses du temps colonial, il y a 38 ans. Rien qu'en vertu d'un acte du Pouvoir Législatif du 6 septembre 1850 le gouvernement se soit imposé la tâche d'organiser le recensement du pays et d'améliorer les registres paroissiaux, l'exécution trouve encore de grandes difficultés. Brésil.

(1857.) L'un des nouveaux volumes du « Tabellauwerk » (collection de documents statistiques) Danemark. commencé il y a une vingtaine d'années et dont on publie tous les ans ou deux volumes, renferme les résultats du recensement général de 1855. On y a joint une représentation graphique de la densité de la population.

Relativement au relevé des causes de décès, on n'a pu faire prévaloir les décisions du Congrès qu'en se bornant aux villes tant du royaume de Danemark que des duchés de Schleswig et de Holstein.

(1860.) En ce qui concerne les causes de mort on a perfectionné la nomenclature nosologique, d'après les décisions du Congrès.

Espagne. (1853.) Le Ministère de l'intérieur s'occupe très-activement des moyens d'arriver à un recensement de la population. On fut obligé de chercher les données de l'état civil dans les paroisses et on y trouva tous les détails, en ce qui concerne les naissances, les décès et les mariages; mais les données qui n'ont aucun rapport avec la religion, manquaient; cependant, à présent, un état civil a été établi.

(1857.) Déjà, au quatorzième siècle, l'ierre le cérémonieux, roi d'Aragon, avait opéré un recensement de la population, qui vient d'être publié par les soins du Gouvernement parmi les « Documents inédits des archives d'Aragon. » — Au seizième siècle, ce fut la couronne de Castille qui ordonna un dénombrement. Il a été publié à Madrid en 1829, par ordre du gouvernement. — Au dix-huitième siècle, le roi fit faire par le ministre, comte Florida Blanca, un recensement général de la population qui fut publié en 1787, à Madrid. En 1798, un recensement général fut aussi fait, publié en 1801. Un nouveau recensement a été opéré le 21 juin dernier.

(1860.) La Commission générale a préparé des cartes géographiques, géologiques, forestières et navales. Elle a établi des observations météorologiques et une école spéciale pour la triangulation et l'agrimensation du pays.

(1863.) Un recensement de la population eut lieu, en 1857 et un second, en 1860.

L'Espagne a prévu, en beaucoup de points, les *désiderata* exprimés par le Congrès de Londres. Elle a étendu le cercle d'activité du recensement à ce qu'on nomme *Démographie*, *Démographie*, ou enfin, description de la qualité de la population.

Les listes sont distribuées par les Autorités provinciales et locales; elles contiennent les numéros à remplir, et les habitants sont distribués selon le droit et la condition civile, le sexe et l'instruction. On indique avec exactitude le nombre des ouvriers, des aveugles et des pauvres, qui après une vérification juridique, sont reconnus incapables au travail; le nombre des personnes qui savent bien lire et écrire, et de celles qui savent lire seulement.

On n'a pu encore connaître exactement le nombre de langues ou dialectes parlés, mais on a pu, néanmoins, établir que la langue castillane n'est pas en usage, dans 16 provinces au moins.

Les renseignements sur la conscription de l'année 1861, et sur les individus qui furent exemptés du service militaire à cause de défauts naturels, ont été recueillis par le Ministère; comme aussi ceux qui regardent les sourds-muets, les aveugles, et les pauvres.

On pense maintenant à établir un registre de l'état civil, dont on a présenté le plan aux Cortès, dans leur première session conjointement à la loi sur les Magistrats des villes.

Pour ce qui regarde les possessions espagnoles de l'Amérique, du Pérou et du Golfe de Guinée, le recensement de la population a été ordonné par un décret de 1859. À Porto-Rico il a déjà été exécuté et on le publiera en même temps que celui de Cuba. Dans les îles Philippines il n'a eu lieu dans la nuit du 24 au 25 décembre. Selon les derniers renseignements de Sainte-Isabelle (Fernando-Po) on s'y occupe activement des travaux statistiques.

États-Unis. (1855.) La constitution des États-Unis exige que le nombre des habitants de l'Union soit constaté tous les dix ans. En exécution de cette prescription un premier dénombrement eut lieu, en 1790, dans le but spécial d'obtenir une base pour l'assiette de l'impôt, dans chaque État, et pour la répartition de la représentation nationale.

Le premier dénombrement ne comprit que la population blanche des deux sexes, les esclaves, les noirs libres et ceux des Indiens qui payaient l'impôt. Le deuxième ajouta à ces renseignements la répartition de la population en cinq classes d'âge.

Dans le quatrième dénombrement on spécifia le nombre des habitants d'origine étrangère, non encore naturalisés. Les esclaves furent classés, pour la première fois, par sexe et par âge.

Dans le cinquième, la classification par âge fut améliorée, et l'on recensa les aveugles et les sourds-muets.

Le sixième vit compléter cette statistique spéciale par celle des aliénés et idiots.

Les cadres à remplir par les agents chargés des opérations du dénombrement, en 1851, étaient destinés à recevoir: le nombre des habitants libres, des habitations et des familles, avec l'indication du sexe, de l'âge, de la couleur, du lieu de naissance, le sexe, l'âge, la couleur des esclaves, le nombre des sourds-muets, des aveugles, des aliénés et idiots, les noms des personnes décédées dans l'année précédente, leur âge, leur sexe, leur couleur (blanc, noir ou mulâtre), leur qualité de libres ou d'esclaves, leur état civil (marié, veuf ou célibataire), le lieu de leur naissance, le mois de leur décès, leur profession, la durée de la maladie et la cause de la mort.

Un certain nombre d'États de l'Union font un dénombrement décennal, à une époque choisie, de telle manière que le dénombrement fédéral leur procure les avantages de cette opération tous les cinq ans.

(1860.) Aux États-Unis, le gouvernement central ne fait rien pour assurer l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès. Tout ce qui se fait, à cet égard, est laissé aux soins du gouvernement de chacun des trente-trois États et des municipalités.

Lors du dénombrement de la population, en 1850, le gouvernement général donna l'ordre de s'assurer du nombre des décès de l'année précédente et de beaucoup de faits relatifs aux décédés — sexe, couleur, âge, lieu de naissance, profession etc. etc. Les mêmes enquêtes se sont faites dans le recensement, qui a eu lieu en 1860 (y compris encore la durée de la maladie mortelle). Les données de 1850 ont été dépouillées, arrangées et publiées par le directeur (« *superintendent* ») du recensement. Dans ce travail, la mortalité est donnée par État et par comté, par mois et par saison, par âge par sexe et par cause. Les blancs et les noirs, les libres et les esclaves sont inscrits dans des tables séparées. Mais, quant aux nombres, toutes les données étaient loin d'être exactes et complètes. Cependant, la mortalité des deux sexes, des différentes races, produite par des différentes causes, aux différentes périodes de la vie, saisons de l'année etc. — tout cela fournit des résultats assez sûrs. Et à cet égard, le travail donne une base de comparaison, d'une saison à l'autre, d'un district à l'autre, des États-Unis à tout autre pays.

Le recensement présent comprend aussi les mariages de l'année précédente.

Quant à l'enregistrement annuel, il ne peut y avoir de loi générale, attendu que chaque État agit indépendamment. Pour établir l'uniformité dans toute l'Amérique, l'Association Médicale Nationale ainsi que l'Association Américaine de Statistique et les Associations Médicales de beaucoup d'États font tous leurs efforts. Douze États ont déjà voté des lois à cet effet.

Le Massachusetts a fait son premier rapport en 1843. La loi entre dans les plus minutieux détails à tout égard. Pour recueillir ces faits, on nomme des agents qui font leurs recherches périodiquement. En outre le clergé et les sacristains sont chargés de relever et de rapporter les mêmes faits. Les formulaires qui sont remplis par les agents dans chaque ville sont doubles, de sorte que les rapports existent en deux exemplaires dont l'un est transmis au Secrétaire d'État, chaque année, et l'autre reste aux archives de l'agent local.

Quant à l'exactitude de ces agents, elle manque encore souvent, presque dans la moitié des 327 communes.

L'analyse et la rédaction des rapports locaux se font dans le bureau du Secrétaire d'État; ensuite on les distribue gratis dans tout l'État et à l'étranger.

Ce système a été mis en usage au Rhode-Island pendant 7 années, au Connecticut pendant 12 années, au Kentucky pendant 7 années, au New-Jersey pendant 9 années, à la Caroline du Sud pendant 6 années, à la Virginie pendant 6 années, au Vermont pendant 2 années, à la Californie pendant 3 années. Mais l'État de Massachusetts surpasse tous les autres en exactitude, bien que partout, les agents locaux tendent à se conformer de plus en plus aux exigences de la loi.

Quelques villes publient encore les rapports sur les naissances, mariages et décès, annuellement, ou à l'occasion d'une épidémie telle que le choléra.

La nomenclature et la classification des maladies, qui sont employées à l'enregistrement, en Angleterre, sont en usage dans les États de Massachusetts, Rhode-Island, South-Carolina, Kentucky et surtout, elles sont employées au rapport général de 1850.

(1853.) (voir: I. *Statistique générale*.)

France.

(1857.) Le mouvement de la population est constaté, d'abord, par les registres de l'état civil, puis, par les dénombrements. La plus récente des publications sur les naissances, les mariages et les décès a été préparée, conformément aux indications essentielles du programme arrêté par le Congrès de Bruxelles. Elle comprend les décès par âge et par sexe; l'âge des époux au mariage, séparément, dans les villes, dans les campagnes, dans le département de la Seine et pour la France entière.

Le dernier dénombrement de 1856 s'est également effectué, autant qu'il était possible, dans le sens du programme du Congrès de Bruxelles. Les résultats généraux ont été publiés. Les résultats détaillés feront connaître la population par sexe, par âge, par profession, par ménage, par maison, ainsi que le nombre des aliénés, des idiots, des crétins, des aveugles et des sourds-muets. — En outre, il paraîtra une statistique de l'aliénation mentale traitée dans les établissements publics et privés, de 1851 à 1853.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1853.) Les districts et les sous-districts (cantons) sont la base qui sert à la constatation des naissances, des décès et des mariages, ainsi que pour le recensement.

Grande-Bretagne.

Le *General Register office*, sous la direction du Ministère de l'intérieur, est chargé de l'exécution du statut pour l'enregistrement des naissances, des décès et des mariages, et le registraire général est obligé, en vertu de ce statut, de présenter des résumés au Parlement. Le recensement a été fait

en Angleterre tous les dix ans, depuis 1801, par des commissaires dont un était ordinairement le registraire général.

La législature avait voulu que toute la population fût recensée le 31 mars 1851 et que les points suivants fussent constatés, partout où ce serait possible, suivant les listes laissées au domicile de chaque locataire : Nom, parenté avec le chef de la famille, état civil, sexe, âge, rang, profession ou état, lieu de naissance; indiquer les sourds-muets et les aveugles. Dans ce but, on écrivit aux 2190 registraires du pays, de nommer des employés salariés pour les subdivisions qu'un homme peut parcourir en un jour. Après avoir fixé les attributions des employés et leurs appointements, on en nomma 30,610 pour l'Angleterre. Le système d'enregistrement ne s'étend pas à l'Ecosse, mais les 32 shérifs y nommèrent, à cette occasion, 1010 registraires et 8130 compteurs. Les gouverneurs nommèrent 257 compteurs dans les îles. Les 38,997 compteurs, réunirent presque toutes les déclarations des 4,312,388 locataires ou sous-locataires de maisons. Tandis que tous ces agents fonctionnaient sur terre, les officiers des douanes en faisaient autant sur les navires et le firent jusqu'à la fin d'avril. Les capitaines de la marine royale, les registraires, les comptables de la marine commerciale et le Ministre de la guerre fournirent le reste des chiffres de la population militaire et navale au dehors.

Les compteurs avaient à transcrire les déclarations dans des livres. Après un mois, les déclarations et les livres revus par les registraires et par les surintendants-registraires parvinrent au bureau central.

Les détails sur les habitations et les individus furent transmis au Ministre de l'Intérieur et publiés. Les livres subirent une révision minutieuse, au bureau central, et les résumés furent alors commencés. Trois volumes ont paru, dans lesquels 17,150 localités sont rangées par ordre topographique avec l'indication de la population, aux six recensements divers, que l'on a faits depuis 1800. Un nouveau volume renferme l'âge des individus des deux sexes, distingué en périodes de cinq ans pour les comtés, districts et sous-districts. On y trouve le nombre des gens mariés, célibataires et veufs et l'âge respectif des femmes et de leurs maris dans chaque district et dans chaque ville. Une série de tableaux très-détaillés constate l'âge des personnes, dans les diverses professions classées. Une autre, comprend la liste des professions des hommes de vingt ans et au-dessus dans chaque district.

La population de l'Irlande a été recensée par la gendarmerie, sous la direction du registraire général, pour l'Irlande. Le bulletin est, généralement, le même, mais il embrasse un plus grand nombre de détails que les bulletins britanniques. Un système assez complet de recensement agricole a également été créé pour l'Irlande, depuis 1841.

La forme dans laquelle les renseignements recueillis seront rendus publics, ne sera pas tout à fait la même qu'en Angleterre.

Depuis 1827 les naissances, les décès et les mariages, en Angleterre et dans le pays de Galles, sont inscrits par des fonctionnaires civils (*registrars*). Cependant, toutes les naissances ne sont pas inscrites, attendu qu'aucune pénalité n'est établie contre ceux qui négligent de les déclarer au registraire. Toutefois, ce qui manque ne saurait être considérable.

L'enregistrement des naissances des décès et des mariages en Ecosse et en Irlande, auxquels l'acte ne s'applique pas, est si défectueux, qu'on ne saurait dire, à proprement parler, qu'il y existe.

(1855.) En ce qui concerne la statistique de la population, les commissaires du dernier dénombrement ont complété la publication de ses résultats. Le dernier volume comprend les âges, l'état civil, la profession et le lieu de naissance. Le système d'enregistrement des naissances, décès et mariages que le directeur général de l'état civil a dirigé, avec tant de succès, depuis plusieurs années, en Angleterre et dans le pays de Galles, est sur le point d'être étendu à l'Ecosse.

(1857.) Récemment des recherches sur la mortalité de l'armée et de certaines professions industrielles ont été faites.

(1860.) Les causes de mort sont relevées depuis 1837, en Ecosse; depuis quelques années seulement, en Irlande. Ni les naissances ni les décès ne sont enregistrés, et quant aux mariages le sont seulement, ceux des protestants.

(1863.) Ensuite des recommandations des derniers congrès, il a été procédé à un nouveau recensement de la population jusqu'au 8 avril 1861, suivant le système des listes nominatives, avec désignation des sexe, âge, condition de famille, si marié, ou non, profession et lieu de naissance de l'individu. Les mentions de dialecte, de religion, de capacité à lire et écrire ne concernent que l'Irlande, l'Angleterre et l'Ecosse exceptées. Il résulte des observations, que l'accroissement de population se limite aux villes, par la raison que l'industrie, plus prospère dans les grands centres, y attire un plus grand nombre d'ouvriers.

La statistique des émigrations embrasse une dizaine d'années, c'est à dire de 1851 à 1860 et donne une moyenne de sept émigrants, sur cent habitants. Un fait digne de remarque, c'est que l'émigration irlandaise étant une nécessité commandée par l'insuffisance du territoire à alimenter sa population, le besoin de la favoriser, au lieu de la restreindre se fait sentir, de jour en jour, plus impérieusement. Mais, comme les moyens d'émigrer manquaient aux individus, et que d'un autre côté, le transport gratuit, à la charge publique, eût été une violation de principes, on a recouru à l'expédition d'embarquer sur des transports transatlantiques, à bon marché, des jeunes gens qui, sur les économies de leurs gages, accumulaient de quoi effectuer, avec le temps, l'émigration de leurs familles.

(1860.) Le recensement, quoique dispendieux pour les colonies nouvellement fondées, est fait à des intervalles de trois ou de cinq ans, seulement. Mais il manque de l'uniformité nécessaire pour la comparaison des colonies entre elles et des colonies avec la Grande-Bretagne.

Les aborigènes ont été, dernièrement, soigneusement énumérés, au Sud d'Australie, à Victoria et à la Nouvelle-Zélande.

L'immigration, bien qu'elle soit un sujet particulièrement colonial, surtout à l'égard de la Statistique coloniale, n'a plus la même importance générale pour ces colonies, parce qu'une dépression commerciale temporaire dans ces colonies et la grande prospérité des classes ouvrières dans la mère-patrie ont diminué l'émigration.

(1860.) L'émigration et l'immigration à travers la rivière Murray, et surtout, l'immigration chinoise sont mal enregistrées. Mais les autres documents officiels sur la population sont très-exacts, en comprenant des renseignements sur la religion des colons et leur degré d'éducation — Les naissances, les décès et les mariages sont à présent parfaitement enregistrés.

(1860.) Les recensements sont très-intéressants, au point de vue ethnologique, attendu qu'ils donnent des détails sur les aborigènes, les Chinois et autres races. Les recensements exécutés depuis 1835 sont au nombre de huit. Ceux de 1834 et 1837 ont été les derniers. On s'est servi, à cette occasion, de l'assistance des diverses autorités locales. Quant aux tableaux dressés, les questions sur le rang, la condition, l'occupation et la profession religieuse ont été l'objet des plus grands soins.

A présent, on s'occupe de rendre les recensements semblables à ceux des autres colonies et du Royaume-Uni. Le *Registrar General* a établi avec le plus grand succès un système d'enregistrement civil, le plus complet qui existe.

Les colonnes pour les naissances, les décès et les mariages donnent beaucoup de détails.

(1860.) Le dernier recensement est de 1855, mais un nouveau recensement a été préparé en 1860. Les indigènes sont énumérés, de même que les colons. — A l'égard des naissances, des décès et des mariages, il y a en de grandes inexactitudes.

(1860.) La statistique vitale fut introduite dans cette colonie, de très-bonne heure, par Sir John Franklin, lorsque il en était gouverneur. Le dernier recensement est de 1857; le prochain sera fait en 1861.

(1860.) Le Censu doit être triennal d'après une loi promulguée en 1858; le premier a eu lieu en décembre, de la même année, et contient une grande variété d'informations. Les « Maori » ou naturels, n'y ont pas été compris. Ils ont été énumérés séparément ainsi que tout ce qui leur appartient, eu égard à l'agriculture, à la navigation etc.

(1860.) Les rapports sur la population, et quelques autres, arrivent au Secrétaire Colonial par l'intermédiaire des magistrats des diverses divisions (« Civil Commissioners »). Les renseignements nécessaires sont recueillis par des agents, appelés « Field-Cornets ». Mais comme ces agents sont fort occupés et mal salariés, leurs rapports sont encore très-défectueux.

D'après une loi passée récemment, un recensement sera fait en 1861.

(1860.) La question de la population présente bien des difficultés. Plusieurs recensements ont été faits à différentes époques, mais aucun n'a produit d'heureux résultats. Celui de 1853 paraît approcher le plus près de la vérité.

(1860.) Jusqu'en 1848, un employé, comme « commissaire de la population, » était chargé de recueillir, de dépuiller et de rédiger les rapports sur le progrès et sur la condition de la population. L'enregistrement des baptêmes et des décès se fait en vertu d'une loi locale, et celui des mariages, en vertu d'un ordre du conseil. Mais l'exactitude y manquait jusqu'à présent.

Un recensement de la population a été opéré en 1851. Les aborigènes y sont compris.

Un système d'enregistrement, introduit en 1856, a été abandonné en 1858. On n'y a rien substitué jusqu'à présent.

(1860.) La statistique de la population est fondée sur les recensements, dont le dernier a été fait en 1851, et sur l'enregistrement de l'état civil. Mais pourtant, cette partie de la statistique est encore défectueuse en ce qui concerne les causes de décès, le nombre des mariages et la distinction des naissances légitimes et illégitimes. Quant à la publication des résultats de l'enregistrement, elle n'est pas faite plus régulièrement.

(1860.) (voir: I. Statistique générale.)

(1860.) (voir: I. Statistique générale.)

(1860.) (voir: I. Statistique générale.)

Colonies
de la Grande-
Bretagne.
Australie.

Nouvelle-
Galles du Sud.

Victoria.

Australie.

Tasmanie.

New-Zealand.

Cap de Bonne-
Espérance.

Indes Orientales.

Guyane Anglaise.

Île Maurice.

Ceylan.

Jamaïque
et Barbade.
Des Antilles.

Grèce. (1855.) En Grèce, le dénombrement de la population est triennal; il est fait « simultanément et contradictoirement » par les employés communaux, sous la responsabilité des maires, et par les curés des paroisses. Conformément aux cadres modèles, le dénombrement doit faire connaître le sexe, l'âge, l'état civil, la profession.

Ces divers renseignements, ainsi recueillis, séparément, sous deux directions différentes, sont adressés, à la fin de l'année, aux préfets qui les comparent, et en cas de différences notables dans les deux documents, qui ordonnent aux maires et aux curés de se réunir pour aviser à les faire disparaître. Lorsque le dénombrement est défectueux, ce qui arrive très-rarement, il en est prescrit un autre qui s'exécute par des agents du choix des préfets, et aux frais des communes.

Après examen, dans leurs bureaux, des états de population qui leur sont adressés par les communes, les préfets dressent un tableau général par villes, villages, sections et hameaux et l'adressent au ministre de l'intérieur, avec tous les autres documents fournis par les maires et les curés. A la suite d'un dernier examen général, au ministère de l'intérieur, un tableau récapitulatif général est dressé pour le royaume entier par communes, éparchies, nomarchies et sections, et publié dans le journal du gouvernement. Ce tableau, ainsi que les relevés annuels des registres de l'état civil, sont destinés à faire connaître le mouvement de la population de la Grèce.

L'état civil est tenu par les curés, qui en fournissent un relevé aux maires. Tous les trois mois, les maires dressent avec ces documents un tableau résumé du mouvement de la population de la commune et le transmettent, par la voie des préfets, au ministère de l'intérieur.

Le registre des mariages, mentionne l'âge, des deux conjoints, fait connaître si le mariage est en première, deuxième ou troisième nocce; celui des naissances, distingue les enfants légitimes des enfants naturels; enfin le registre des décès mentionne l'âge, le sexe, ainsi que les morts accidentelles. Un document spécial fait connaître les infirmes et les sourds-muets.

Italie. (1863.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Norvège. (1855.) Tous les dix ans, on procède au recensement de la population. Les résultats de cette opération sont dépouillés par le bureau de statistique qui en forme des tableaux généraux, auxquels il joint les relevés de l'état civil.

L'enregistrement des naissances, des mariages et des décès est fait, traditionnellement, par le clergé.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Pays-Bas. (1853.) Le bureau de statistique s'est principalement occupé de la population, en recueillant les documents existants sur les naissances, les décès et les mariages, depuis l'année 1804, et pour quelques communes, depuis des temps plus reculés; c'est par ses soins qu'eut lieu le recensement de 1829.

En 1840, il y a eu un recensement qui a été confié aux soins des gouverneurs des provinces et dont les résultats ont été publiés en un volume in 8°.

Au Ministère de l'intérieur, on s'est occupé, depuis 1849, du troisième recensement dont les résultats viennent d'être publiés, en volumes séparés, pour chacune des onze provinces. Un douzième volume contient la récapitulation, pour tout le royaume. Du reste, cette statistique comprend aussi les institutions de bienfaisance et les écoles.

(1855.) On a publié un ouvrage contenant 1° les tables de population pour le royaume des Pays-Bas par sexe et par âge, séparément, pour chaque province, avec distinction des villes et des communes rurales, ainsi que des tables spéciales pour les principales villes; 2° une table duo-décennale des névants (année 1840 à 1851); 3° le tableau, pour les onze années 1840-1851 des morts et morts-nés, par sexe et par âge, séparément, pour chaque province, avec distinction des villes etc.; 4° des tables de mortalité construites suivant quatre méthodes différentes.

(1857.) La constatation des causes de décès a lieu dans les trois principales villes des Pays-Bas à Amsterdam, à la Haye, à Rotterdam.

(1860.) En ce qui concerne l'hygiène publique, quelques efforts partiels ont été faits pour parvenir à la connaissance des causes de mort. Un travail, dans lequel on a suivi la nomenclature adoptée au Congrès de Paris, a été fait pour Amsterdam, pour les années 1854-1857, par les soins de la Société pour l'encouragement de la médecine.

La tâche du dépouillement des tableaux du dernier recensement, est confiée aux bureaux provinciaux de statistique. On a réuni, à cet effet, pendant quelques jours, les chefs de ces bureaux pour imprimer une marche uniforme à ces travaux.

(1862.) Les résultats du dernier recensement décennal, au 31 décembre 1859, sont en voie de publication. Ils paraîtront vers la fin de l'année, ou, au plus tard, dans les premiers mois de 1864, en trois volumes.

Le projet de l'arrêté royal, relatif au quatrième recensement décennal de la population, avait été

arrêté par la Commission centrale de statistique. Ce recensement, comme les précédents, a eu pour base la population de fait (nuit du 30 au 31 décembre) et s'est opéré par les soins des administrations communales. Tandis que les précédents avaient eu lieu vers la mi-novembre, on a choisi pour ce recensement le 31 décembre, se conformant aux résolutions du premier Congrès de statistique. Ce changement d'époque de l'année, n'a pas répondu à l'attente. L'époque la plus favorable pour un recensement, est celle où la plus grande partie de la population est casanière. Les personnes, temporairement absentes ou présentes, mettent le plus grand trouble et occasionnent le plus d'omissions dans un recensement. Dans les Pays-Bas, vers la fin de l'année, la plupart des écoliers, élèves et étudiants, font une courte absence; quantité de personnes profitent du dernier jour de l'an, pour visiter leurs parents et amis. La recherche de ces personnes, afin de connaître, par communes, la population réelle (Art. 3, al. 2, de la loi communale du 29 juin 1851, Journ. offic. N° 85), a occasionné aux administrations communales et aux chefs des onze bureaux provinciaux de statistique, un travail d'environ dix-huit mois.

Le dépouillement des bulletins d'inscription a été remis aux soins des chefs de bureaux provinciaux de statistique, celui des tableaux, aux soins de la division statistique générale, au Ministère de l'Intérieur.

Il y a eu deux convocations des chefs des bureaux provinciaux au ministère de l'Intérieur, la première, les 15 et 16 mars 1860, la seconde, les 7, 8 et 9 novembre 1861. La première, avait surtout pour but un apprentissage, la seconde, un résumé des lacunes et la consignation des déficiences dans les dispositions.

Par suite des résultats du recensement et des travaux postérieurs, par lesquels on avait pu compléter les données sur les personnes absentes et connaître la population réelle de chaque commune, on crut nécessaire de faire arrêter un renouvellement général des registres de la population. D'après l'arrêté royal du 22 décembre 1849 (Journ. offic. N° 64), le domicile légal (Art. 74—79 du Cod. Civ. Nér.) avait été pris pour base de l'inscription dans les registres de population. Une expérience de dix années avait fait connaître les déficiences de cette disposition, surtout quand il s'agissait de l'inscription de militaires, de mineurs et de personnes sous curatelle. Les registres étaient une fiction, en contradiction avec la réalité, et ne pouvaient jamais faire connaître l'état de la population. L'obligation d'inscrire des personnes n'habitant pas, et souvent étrangères à la commune d'inscription, avait pour résultat maintes omissions de radiation.

D'après le principe actuel, conçu par la Commission centrale de statistique, sont inscrites dans les registres de la population toutes les personnes habitant réellement dans la commune et qui y ont leur séjour habituel et stable (Art. 3 de l'arrêté royal du 3 novembre 1861, sur le renouvellement et la tenue des registres de population, Journ. offic. N. 94). Les personnes, quoique leur séjour ne soit pas stable, séjournant dans la commune, la plus grande partie de l'année, sont également inscrites dans ces registres. Cette disposition est applicable aux personnes, dans des institutions et établissements, sur des vaisseaux de guerre etc. (Art. 4.) Les personnes, qui n'ont pas l'habitude de séjourner dans une commune, d'une manière stable, ou pendant la plus grande partie de l'année, mais qui séjournent dans deux ou plusieurs communes, pendant un laps de temps indéfini, sont inscrites dans la commune, où elles sont obligées de séjourner comme fonctionnaires ou pour des obligations civiles, et si de telles obligations n'existent pas, dans la commune, où elles exercent leur profession principale, où elles ont leur résidence principale ou le siège de leur fortune, où elles paient les plus fortes contributions personnelles. Quiconque exerce une profession ou un métier ambulatoire est inscrit dans la commune, où il a son domicile. Personne ne peut être inscrit dans les registres de plus d'une commune. Les arrêtés royaux du 1^{er} février et du 10 avril 1862 (Journ. offic., N. 20 et 42) régissent l'inscription de l'armée de terre et de mer séjournant dans des casernes ou autres bâtiments et sur des vaisseaux de guerre, et celle des mendiants dans les dépôts de mendicité.

La loi communale du 29 juin 1851 ne reconnaît plus la distinction entre villes et communes rurales, conservée pour les données statistiques, jusqu'en 1859, pour ne pas interrompre les calculs par périodes décennales. Dès le 1^{er} janvier 1861, entrée d'une nouvelle période décennale pour le mouvement de la population, on a adopté la distinction, de communes de plus et de moins de dix mille âmes, en prenant pour base la population réelle de chaque commune, le jour du recensement, et en conservant cette base distinctive pour toute la période décennale. Les communes, au-dessus de 10,000 âmes, sont au nombre de 34, celles au-dessous, au nombre de 1,104. L'idée dominante en faisant cette distinction, également adoptée dans les travaux du recensement, a été de séparer les communes à population condensée de celles à population éparses.

Quelques nouvelles colonnes ont été ajoutées aux tableaux du mouvement annuel de la population. Elles concernent les naissances, dans une commune autre que celle où les parents des enfants nés ont leur habitation réelle.

Pour les changements d'habitation réelle, on a adopté les quatre distinctions suivantes: venant de... et partant pour... une autre commune de la province, une autre commune du royaume, les colonies et l'étranger. Les tables de décès ont reçu une amélioration longtemps désirée pour la construction de tables de mortalité ou de survie. En conservant les périodes de 1, 2 et 3 mois, pour les deux premières années, elles donnent maintenant la mortalité d'année en année, jusqu'au dernier terme de la vie. La distinction par mois et par état civil, a été conservée.

(1862.) Sur la proposition du Bureau de Statistique, le Gouvernement vient d'ordonner qu'un recensement général de la population aura lieu le 31 décembre prochain, ayant pour base le bulletin Portugal.

de famille. Les autorités administratives des districts, des communes et des paroisses, aidées de commissions composées d'hommes spéciaux, surveilleront les opérations du recensement et en vérifieront les résultats. Les bulletins seront distribués remplis, quand aucun des membres de la famille ne saura écrire, et recueillis par des agents rétribués à chacun desquels on ne permettra que le travail qu'il pourra faire dans une journée. Seront passibles d'une amende, les personnes qui dans la rédaction des bulletins, ou dans leur vérification, auront dissimulé sciemment la vérité. Les renseignements demandés à chaque habitant sont les suivants: les noms et prénoms, le sexe, l'âge par année et par mois, l'état civil, la profession ou condition. On portera sur le bulletin tous les nationaux, ou étrangers, dans la localité où ils auront passé la nuit, mais en fera aussi mention, dans une colonne d'observations, des individus de la famille, qui ont été absents du logis, des étrangers qui accidentellement y ont passé la nuit, avec la déclaration de leur nationalité. On aura, ainsi, la population de fait, et la population de droit. Le Gouvernement a l'intention de proposer aux Chambres, une loi, pour que le recensement soit fait tous les dix ans.

Au ministère de la justice et des cultes, on a réglé l'organisation du registre ecclésiastique (état civil) de la population et son mouvement dans l'année.

Roumanie. (1865.) Après l'union des provinces-egurs, la Moldavie et la Valachie, la première loi, qui fit entrer une nouvelle institution dans l'administration donna l'essor à la statistique. Chacun des pays encore séparés, reçut un bureau de statistique avec l'obligation de procéder au recensement de la population, aussi complet que possible. Les bureaux furent chargés de faire, non-seulement le dénombrement, mais encore, de relever tout ce qui a rapport aux habitations, aux terres et au bétail. Ce n'était point une opération facile, ne fût-ce que parce qu'elle était toute nouvelle. Pourtant, on l'accomplit dans les deux pays de 2,300 milles carrés, allemands, et de plus de 4,200,000 habitants, au moyen d'environ 800 agents salariés, avec l'aide, naturellement, des autorités communales et de quelques organes administratifs. La population concourant pour faciliter l'opération a répondu dignement à l'appel qui lui était fait: et si, dans la Principauté de Moldavie, le résultat ne répondit pas entièrement aux espérances, la raison en fut l'excessive minutie des détails demandés, et la précipitation de l'exécution. Dans la Principauté de Valachie, l'opération eut un succès complet.

Russie. (1865.) Le premier essai d'un recensement général date du commencement du XVIII^e siècle et a été précédé par des essais de dénombrements partiels en 1704, 1705, 1710. Il y en eut même un, fait par les Mougols, dans l'année 1246. En 1718, Pierre le Grand ordonna d'exiger, de tous les propriétaires, une déclaration sincère du nombre des individus mâles appartenant à chacun d'eux, en indiquant la localité, où ils habitaient. L'année suivante, une expédition entière fut chargée de procéder au recensement général de tous les gouvernements (à l'exception des villes nouvellement conquises, comme aussi des Tatares d'Astrakhan et de Oufa, des Baschkirs et des indigènes sibériens). Il s'agissait seulement de constater d'une manière exacte, combien il se trouve de paysans, de prolétaires, de gens de service, et d'ouvriers (ayant un champ à eux) dans tel district, dans tel bourg ou dans tel village et d'indiquer toute la population mâle, sans exception des vieillards et des enfants, même en bas âge, mais avec indication de l'âge. On prescrivit, en même temps, aux greffiers de chambre, dans les gouvernements et dans les provinces, de dresser un état parfaitement exact de tous les villages, de toutes les habitations, du nombre d'individus et de biens ruraux en dépendant, parce que, c'était sur un état de cette nature, que dans ce temps-là on devait baser tous les comptes-rendus des commissaires et toutes les taxes fixes ou non fixes.

L'ukase du Sénat, du 31 juillet 1722, ordonne, lors de la révision, de constater combien il se trouve d'aveugles, d'estropiés, d'infirmes ou d'imbéciles n'ayant par eux-mêmes aucun moyen d'existence, et de les inscrire sur les rôles de recensement en indiquant l'état de santé de chacun.

Il a été ordonné, en même temps, de renouveler le dénombrement tous les vingt ans. Mais malgré cela, les révisions se font à des époques indéterminées. Jusqu'à présent, il y en a eu neuf: en 1722, 1742, 1762, 1782, 1796, 1812, 1815, 1834 et 1850 ont présentement on opère la dixième. Mais, à cause du but financier de ces recensements, les femmes, ainsi que les classes exemptes d'impôts directs y sont considérées avec moins de soin. Du reste, ce n'est que la dernière révision qui a embrasé toutes les provinces de l'Empire; les précédentes étaient plus ou moins défectueuses. La Bessarabie et la Transcaucasie étaient encore exclues de la neuvième révision.

Quant au mode du recensement, le gouvernement assigne ordinairement, pour l'exécution de ces révisions, un terme fixe. Ce terme est de moindre durée, pour les provinces d'Europe et de plus longue durée pour la Sibérie. Enfin, le gouvernement accorde à ces provinces des termes plus étendus pour combler les lacunes laissées dans le premier travail. Ces termes, se nomment complémentaires. La responsabilité relative à ces omissions, pèse sur les personnes qui dressent les rôles de révision et consiste en amendes pécuniaires. L'obligation de dresser ces rôles, incombe de droit, aux différentes administrations locales. Quant aux paysans installés dans les terres seigneuriales, leur dénombrement s'exécute par le seigneur ou par ses représentants. Les serfs affranchis (ayant leur adjonction aux classes libres), quelques individus des administrations de la couronne, les Asiatiques installés temporairement dans les différentes localités etc. sont obligés de se faire porter, eux-mêmes, sur les livres du recensement.

Tous ces renseignements s'inscrivent sur des bulletins spéciaux, en vente dans les trésoreries du district, avec les titres indiquant leur usage. On livre ces bulletins aux autorités constituées. Quant

aux bulletins contenant les paysans demeurant sur les terres seigneuriales, ils se livrent aux « comités de recensement », composés du maréchal de la noblesse de chaque district, du procureur de district et d'un employé désigné par le gouverneur. Les frais de chancellerie sont couverts par une modique somme provenant de la vente des bulletins de recensement.

À l'expiration du terme accordé, ces bulletins sont rédigés en deux exemplaires dont l'un est livré aux trésoriers de districts et l'autre aux chambres de finances. Ces derniers rédigent des extraits qu'ils présentent au Département des impôts et recettes ainsi qu'au Sénat-Dirigeant. Le contrôle des recensements se fait par des employés attachés au chef-lieu du gouvernement, qui collationnent les rôles sur les lieux. Chaque omission frauduleuse est punie par une amende pécuniaire.

En Finlande, le recensement se fait séparément par les autorités civiles et ecclésiastiques. Le recensement civil annuel de capitation fut introduit en 1893 et se rédige d'après le formulaire dressé en 1804. Il y est indiqué la population des deux sexes de chaque condition et de chaque âge. Outre les personnes exemptées de la capitation par leur état ou par leur emploi, on porte sur les listes de recensement, dans le gouvernement de Vibourg, toutes les femmes, et dans les autres gouvernements de la Finlande tous les individus des deux sexes, de 15 à 60 ans, si ces individus ne possèdent aucune propriété immobilière, ou s'ils ne sont pas au service de la couronne. Le recensement ecclésiastique s'exécute depuis 1749, et cela, d'après les formes publiées à cette époque, modifiées quelque peu, dans la suite, et complétées après l'annexion de la Finlande à la Russie. On publie, chaque année, des extraits des rôles de recensement, savoir : 1. des tableaux contenant le nombre des naissances, des mariages, des décès, ainsi que le nombre des femmes accouchées dans chaque gouvernement, avec l'indication des nouveau-nés de chaque sexe, des morts-nés, des jumeaux et des enfants illégitimes, ainsi que des décès, de chaque sexe et de chaque âge. Le nombre des femmes accouchées, se publie avec l'indication de leur âge, de cinq ans en cinq ans. 2. Depuis 1839, on publie annuellement des tables de mortalité, des maladies et des cas mortels. Tous les cas de morts sont portés sous quatre rubriques : deux, (hommes et femmes), pour les villes, et deux autres, pour les villages de chaque diocèse. En outre, on publie en Finlande, tous les cinq ans, des tables contenant l'énumération des habitants, par gouvernement, avec l'indication du sexe et de l'âge, ainsi que le nombre des mariés, des célibataires et des veufs.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale.*)

(1863.) Comme un résultat immédiat des décisions des précédents Congrès, on a essayé d'opérer des recensements de la population de fait, en appliquant strictement les principes recommandés par le Congrès. Ces recensements, ont été effectués dans quelques villes, comme p. e. Saint-Petersbourg, Koudoug, et dans quelques provinces entières, celles de Courlande, de Pskov, etc. On peut constater que le résultat des recensements, auxquels le public a, partout, prêté un concours empressé, a été des plus satisfaisants par l'excellence du système proposé par le congrès.

(1863.) Au mois de mars 1863, on a essayé de compiler une statistique de la population sur des bases scientifiques, mais l'exiguité des moyens pécuniaires, mis à la disposition du Comité, fit sentir le besoin de recourir, pour un tel travail, à la coopération spontanée et gratuite de la population. À l'instar des idées développées dans le journal du Bureau de Statistique, pour le Royaume de Prusse, on décréta, en Courlande, que pour la numération à exécuter dans les villes et dans les campagnes, les listes des Maisons et des familles, seraient remplies par les propriétaires, d'accord avec les chefs des familles. En même temps, on engagea les habitants les plus habiles à devenir, spontanément et gratuitement, autant de numérateurs; ce qu'ils s'empressèrent d'accepter, en se chargeant de remplir et de compléter les bulletins de ceux qui, par ignorance, ne seraient pas dans le cas de les compiler. L'empressement que l'on mit à se rendre à cette invitation fut tel, que dans une ville de 10,000 âmes, 120 numérateurs s'offrirent spontanément. Dans les villes et dans les Cantons, la direction de la numération fut confiée à une Commission spéciale, composée de personnes prêtes à se livrer à cette opération laborieuse.

Province
de Courlande.

Dans la campagne, il fut impossible, en raison des conditions qui y prévalaient, d'obtenir une numération partielle, ainsi que cela avait eu lieu dans les villes et dans les Cantons : on en remit, cependant, la direction aux autorités communales, à la police rurale et aux autorités judiciaires.

C'est ainsi, qu'en Courlande, il a été possible de former la Statistique de la population, sans le concours officiel et sans autres frais que ceux du papier et de l'impression des listes.

Dans cette compilation, il a été fait mention du sexe, de l'état de famille, de la profession religieuse, de la nationalité, du rang, de l'emploi, des qualités physiques et des maisons.

On a joint à la statistique de la population celle du bétail.

(1863.) Le premier cens de la population date de l'année 1804; le dernier, de 1859. On le renouvelle ponctuellement tous les quatre ou cinq ans, sans y comprendre les Bohémiens nomades. Les cens publiés jusqu'à ce jour, sont au nombre de sept : on s'occupe de la rédaction du huitième qui désigne le sexe, la condition civile, le nombre des maisons et des individus sujets aux impôts.

Le mouvement de la population de Belgrade, en 1862, a été relevé dans tout son ensemble. Il résulte, de cette publication, que quoique l'accroissement naturel de la population, dans la Servie, soit le plus considérable de l'Europe, la population de Belgrade, offre au contraire, les conditions vitales, les plus défavorables, de toutes les principales villes d'Europe.

Servie.

Suède. (1855.) La statistique officielle du mouvement de la population en Suède, constaté à la fois par les dénombrements et le relevé annuel des registres de l'état civil remonte à plus d'un siècle.

Bien qu'on conserve encore, dans plusieurs paroisses des registres de mariage, de baptême, et d'enterrement, remontant au commencement du XVI^e siècle, la tenue de ces registres, par le clergé, n'est devenue obligatoire que depuis la loi ecclésiastique de 1686 qui est encore en vigueur. Aux termes de cette loi, il doit être tenu, dans chaque paroisse, sous la surveillance des évêques et prêtres (doyens):

1. un registre des mariages, indiquant la date du mariage, les noms des époux et de leurs parents, leur domicile et la nature des certificats divers qu'ils ont dû produire;
2. un registre des naissances légitimes et naturelles, indiquant le jour et lieu de la naissance, les noms des parents, le jour du baptême et les noms des parrains;
3. un registre des décès, indiquant la date du décès, le nom du décédé, sa profession, son âge et le lieu d'enterrement;

4. un registre des personnes qui quittent la paroisse ou viennent s'y établir, avec indication des lieux d'origine et de destination;

et 5. un registre des paroissiens, ou liste complète des habitants par maisons et ménages, destinée à servir à la fois aux besoins du culte et d'élément de contrôle des registres des propriétés foncières et des ménages tenus par les percepteurs. La loi prescrit également de noter sur les registres de la paroisse tous les phénomènes et accidents extraordinaires survenus dans l'année.

A la suite d'une communication de la part de l'Académie des sciences de Stockholm qui faisait connaître, pour la première fois, le chiffre de la population du royaume, calculé d'après les extraits des registres des paroisses, en 1746, le diète fit dresser des questionnaires, ou formulaires (« tabeller ») très-détaillés sur le mouvement et l'état de la population et en prescrivit la distribution aux 2500 paroisses du royaume, en nombre suffisant, pour que l'on pût connaître les relevés d'une période de vingt-cinq ans.

On y joignit des instructions détaillées aux pasteurs chargés de ces relevés.

Depuis 1749, le clergé n'a pas cessé de remplir, avec la plus grande exactitude, les cadres du mouvement de la population, cadres qui ont reçu, successivement, diverses améliorations.

Depuis ce temps là, un Compte-Rendu annuel fait connaître le nombre:

1. des naissances — par sexe, légitimes, naturelles — pour chaque mois de l'année;
2. des morts-nés, jusqu'à 1801, par sexe, depuis, sans cette distinction;
3. des naissances doubles, triples, quadruples;
4. des mariages par mois;

5. des décès — par sexe, par âge (au-dessous de 1 an), de 1 à 3, de 3 à 5, de 5 à 10, de 10 à 15 ans et ainsi de suite, par période de cinq ans, jusqu'à 90; à partir de cet âge, par année (jusqu'à 100 ans et au-dessus), par état civil (jusqu'en 1801 par mois), par mois, par cause (épidémie, petite vérole, scarlatine et rougeole, fièvre typhoïde, dysenterie et suite de couches; — autres maladies sporadiques, — jusqu'en 1830: accidents divers, suicides, meurtres, exécutions judiciaires);

6. des mariages dissous par la mort, dans chaque mois.

A ces renseignements on a ajouté successivement les suivants:

1. depuis 1775: l'âge des femmes accouchées (de 15 à 20, de 21 à 25, de 26 à 30 etc. et au-dessus de 50 ans) — le nombre des personnes tuées par la foudre;

2. depuis 1802:

a) le nombre des mariages entre: garçons et filles — veufs et filles — garçons et veuves — veufs et veuves;

b) celui des décès, par mois: au-dessous de 10 ans, de 10 à 25, de 25 à 50 ans, au-dessus de 50 ans; le nombre des décès: d'enfants naturels jusqu'à l'âge de 1 an — des célibataires au-dessus de 15 ans, — des veufs — des veuves — par suite d'épidémie dans chaque mois — par intoxication alcoolique.

3. Depuis 1804: le nombre des vaccinés.

4. Depuis 1821:

a) le nombre des hommes se mariant — pour la première, la deuxième, la troisième fois;

b) l'âge des mariés;

c) le nombre des enfants légitimes morts au-dessous de l'âge de 1 an;

d) le nombre des immigrations et émigrations.

5. Depuis 1831 le nombre:

a) des mariages, des naissances et des décès — dans la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, parmi les paysans et autres personnes.

b) des enfants légitimes morts-nés — des enfants naturels morts-nés (par mois);

c) les moyens de subsistance des femmes accouchées;

d) le nombre des enfants légitimes — le nombre des enfants naturels (morts dans la deuxième et la troisième année);

e) le nombre et l'âge des personnes décédées dans les hospices — dans les hôpitaux — dans les prisons (par mois);

f) l'état civil des suicidés et des exécutés;

g) le mouvement de la population appartenant aux cultes autres que celui de la majorité des habitants.

En ce qui concerne l'état de la population tel qu'il est constaté par les dénombrements, on pos-

sède, en Suède, pour chaque paroisse, pour chaque province et pour le royaume entier, pour les années 1749 à 1751, un Comptes-Rendu annuel, pour les années 1754 à 1772, un Comptes-Rendu triennal, et enfin, pour 1775 et les années suivantes, un Comptes-Rendu quinquennal du nombre des habitants au 31 décembre de l'année du dénombrement.

Ces Comptes-Rendus comprennent les détails suivants :

1. sexe des habitants ;
2. âge des habitants (même nomenclature que pour les décès) ;
3. le nombre des mariés, des veufs et veuves, des célibataires des deux sexes (au-dessus de 15 ans — au-dessous de 15 ans) ;
4. le nombre des habitants par profession ;
5. le nombre des aveugles ;
6. le nombre des sourds-muets ;
7. le nombre des aliénés ;
8. le nombre des élèves et des étudiants ;
9. le nombre des ménages ;
10. le nombre etc. des personnes n'appartenant pas au culte du pays ;
11. la population des hospices, hôpitaux et prisons.

Depuis 1775, on récapitule tous les cinq ans, le nombre des immigrations et émigrations ; enfin, depuis 1805 on procède au dénombrement des Lapons, par sexe, par occupations, par ménages. Les ménages sont classés d'après le nombre des personnes qui les composent et d'après leurs moyens d'existence.

Ce n'est qu'en 1762, qu'il fut permis de publier, dans les Comptes-Rendus de l'Académie des sciences de Stockholm, quelques extraits des rapports de la commission sur le mouvement de la population. C'est aussi dans les mémoires de cette compagnie savante, qu'on trouve tout ce qui a été publié jusqu'en 1810, sur le mouvement, et plus tard, sur le dénombrement de la population, en Suède. A partir de 1810, bien que la commission supérieure de statistique eût le droit, et fût même chargée, de publier ses rapports, elle n'a pu, faute de crédits suffisants mis annuellement à sa disposition, donner à ses publications toute l'étendue, l'uniformité et la régularité désirable.

(1857.) Afin d'arriver à l'amélioration des registres des paroisses, la commission de statistique a soumis cette année une proposition, au Roi, tendant à provoquer la création d'un système d'enregistrement de l'état civil, analogue à celui de l'Angleterre, en faisant délivrer au bureau de la statistique des copies des registres des paroisses, pour ce qui concerne l'état civil. — Le dernier rapport de la « Tabellen-Commission » sur le mouvement de la population, des années 1851 à 1855, renferme également une revue des principaux faits statistiques relatifs à la population de la Suède, depuis l'année 1749 jusqu'à nos jours. Une table des matières, en langue française, en facilitera beaucoup l'intelligence aux étrangers.

Conformément au vœu du Congrès de statistique, l'autorité médicale supérieure a soumis, au Roi, une proposition tendant à établir, dans les villes, la vérification par des médecins, des causes des décès, tandis que pour les décès des campagnes, on se bornerait, du moins jusqu'à l'époque où un nombre suffisant de médecins y résideront, à distinguer entre les causes de décès provenant de maladies épidémiques et endémiques.

Dans de telles circonstances, une nomenclature qui divise les maladies en endémiques, épidémiques et sporadiques, est celle qui convient le mieux au service de la statistique de Suède.

(1860.) La publication des renseignements concernant la statistique de la population, recueillis depuis 1749, s'est faite dans les trois premiers volumes sous la lettre A des *Documents pour servir à la Statistique Officielle de la Suède*. — La méthode de recueillir les renseignements sur la population vient d'être essentiellement modifiée. Le mode d'enregistrement de l'Angleterre nous a servi de modèle. Pour les registres de l'état civil et de la population, tenus par le clergé, des modèles uniformes viennent d'être arrêtés. Des extraits nominatifs de ces registres, en ce qui concerne les mariages, les naissances et les décès, seront communiqués, tous les ans, au bureau central pour servir à la fois à l'état civil et à la statistique. Le recensement se fera au 31 décembre, au moins tous les dix ans, par des extraits nominatifs des registres de population tenus aussi par le clergé. Ces extraits vont être communiqués au bureau central, pour la première fois, à la fin de cette année.

La statistique des causes de décès se fait depuis le premier mois du courant, d'après les principes établis par le Congrès. Le nombre restreint des médecins, dans les communes rurales, a pourtant nécessité une modification ; elle consiste, à n'enregistrer les causes de décès, que pour les maladies épidémiques et endémiques.

Le premier volume du rapport (Lettre A. I) contient, entr'autres, les données qui ont pu être obtenues sur l'émigration et l'immigration pendant la période de 1851 à 1855.

(1863.) Dès 1860, la statistique de la population de la Suède est fondée sur des extraits nominatifs des registres de l'état civil et de la population, tenus dans chaque paroisse. Le seul moyen d'arriver à cette réforme, dont l'importance générale a été constatée par les décisions des Congrès, était, la réunion, le contrôle et le dépouillement de toute la masse des extraits, au Bureau central même, parce qu'il nous manque encore les autorités locales, qui pourraient être chargées d'en faire la collection, le dépouillement et le résumé, pour chaque province. Mais par là, et en servant de dépôt central aux

actes de l'état civil, le Bureau est tellement surchargé, qu'il n'abuse pas de son droit, en réclamant l'indulgence pour ses publications statistiques de population, auxquelles il est encore impossible de donner le développement proportionné à la richesse des matériaux rassemblés.

Suisse. (1858.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1855.) On a publié un volume sur le recensement fédéral de la Suisse. Quant aux statistiques cantonales, le canton de Zurich publie, chaque année, le Compte-Rendu de son conseil de santé; le canton de Saint-Gall en fait autant; ce dernier y joint un exposé des décès classés par accidents ou maladies, causes de mort. Le canton de Genève, quoique en retard depuis quelques années, en fait de publications sur les décès du canton, continue à recueillir des données assez exactes sur les accidents et les maladies qui causent les décès.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) Le 3 février 1860, une loi fut rendue, qui, en élargissant les prescriptions de la Constitution fédérale qui ne demande un recensement de la population que tous les vingt ans, décrète qu'à l'avenir il sera procédé à un recensement général de la population de la Suisse, tous les dix ans, à partir de cette année, et que le recensement de 1860 aura lieu au mois de décembre. A présent, on est occupé des préparatifs de cette opération; outre cela, on tâchera de compléter les tableaux généraux sur le mouvement de la population, en Suisse, depuis 1853.

(1868.) Le Bureau de Statistique de la Suisse, organisé en 1860, s'est surtout attaché à constater la numération de la population, à dater du 10 décembre 1860, en se conformant, le plus possible, aux prescriptions du Congrès international: il ne s'est permis que quelques modifications relatives au formulaire prescrit par le congrès. On a omis la numération des étages de chaque maison, car on reconnaît que le nombre des espaces habités offre un élément beaucoup plus important pour constater la valeur des habitations couvertes. On ne releva pas même le nombre des jardins contigus aux maisons, attendu qu'ils ne sauraient être considérés comme un signe certain de produit économique. On trouva aussi superflu de comprendre dans la numération des indications spéciales sur l'instruction de la jeunesse, puisque l'instruction est de rigueur dans tous les Cantons de la Suisse, tandis que, grâce au concours des experts, on énuméra les gens infirmes et les aliénés.

En partant de ces points principaux, on se conforma pour tout le reste aux instructions des Congrès. L'opération fut, pour la première fois, exécutée en un seul jour. Deux Cantons qui dans le cours de la même année, avaient déjà fait spontanément la numération, furent invités, par délibération fédérale, à la recommencer avec exactitude conformément aux prescriptions générales.

L'application du système de la numération, prescrite aux chefs de famille, offrit dans le principe quelques difficultés; mais les essais qui en ont été faits, ont été pleinement satisfaisants.

La partie matérielle de la numération fut, par le Bureau fédéral, confiée à une révision; et si, jusqu'à ce jour, cette partie n'a pas été complétée, c'est que dans cette circonstance, le Bureau fédéral n'a nullement été secondé par les Bureaux de Cantons et qu'il dut se charger lui-même de l'exécution de ce travail. Cet inconvénient lui sembla d'autant plus pénible, qu'à la même époque, ce Bureau avait à disposer les travaux administratifs concernant la part que prenait la Suisse à l'Exposition universelle de Londres, en 1862.

Jusqu'à présent on n'a publié que deux écrits concernant la numération de la population: le premier, détermine la population par sexe, condition de famille, rapports de patrie, lieu de naissance, conditions de séjour, religion et langue, et indique le nombre des maisons d'habitation, de la direction des familles et des espaces habités; le second, a spécialement pour but d'éclaircir les rapports de patrie et de séjour; il contient, à cet égard, de plus grands détails que tous ceux qui, selon nous, se trouvent dans les publications des autres États. On publiera bientôt un troisième travail qui contiendra la répartition de la population suisse, non plus par périodes d'âge, mais par âge précis, selon le sexe et la condition civile.

Quant au mouvement de la population, il n'existe pas en Suisse d'unité statistique, si nécessaire. Cependant, nous ne doutons nullement que les Cantons ne s'occupent bientôt de réaliser cette unité, et avec le même zèle qu'ils ont montré dans des opérations statistiques d'une autre espèce.

Turquie. (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

V. PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

(1860.) Les opérations du cadastre parcellaire, qui sont en train d'exécution depuis 40 ans, ont été continuées, dans les dernières années, en y comprenant le Tyrol, une partie de la Hongrie et la Bukovine. Allemagne.
Autriche.

La statistique de l'économie rurale, va prendre un grand essor, par les soins de diverses sociétés d'agriculture. Déjà, celle de la Styrie a publié son travail; celle de la Bohême est sur le point de terminer un travail pareil, et la société de Vienne a pris en considération une étude semblable pour la Basse-Autriche. Parmi les questions mises en délibération lors de la dernière révision, il y avait celle sur la division de la propriété foncière, ses mutations et ses charges. (Dans un travail de M. de Czornig sont traitées les lois d'après lesquelles, selon la spécialité des contrées, se règlent les rapports de la propriété foncière divisée entre les différentes catégories de possesseurs.)

Le ministère de la justice a fait relever, dans tout l'Empire, le nombre et la valeur des hypothèques qui sont à la charge de la propriété foncière, et en a compris les chiffres, rangés par province dans un tableau. Un semblable travail avait déjà été exécuté, auparavant, pour les mutations, les charges et le mouvement des charges de la grande propriété, dans la province de Moravie.

(1864.) On a mis à l'étude les conditions de la propriété foncière et le complément du cadastre général. Bade.

(1860.) La commission du cadastre a, maintenant, achevé l'ensemble des plans du pays. Les 25,000 plans ont été lithographiés séparément. Chacune de ces feuilles n'embrasse que 1600 Tagewerke, ou arpents bavarois (le tagewerk = 37,97 ares). Les plans cadastraux forment également la base de la carte de l'état major, dressée à l'échelle de 1 : 50,000. Bavière.

L'état des récoltes comprend aussi la distribution des propriétés, le nombre des propriétaires et des parcelles, enfin le taux du salaire agricole, par département.

(1860.) La commission du cadastre a, à peu près, achevé son grand ouvrage. Il y a maintenant en vente 25,000 cartes du cadastre, moyennant 62 centimes.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.) Brunswick.

(1860.) Le bureau de statistique a publié un nouveau volume concernant l'agriculture et, surtout, la libération du sol, des charges domaniales, pendant les années 1848—1857. Hannovre.

(1863.) On s'occupe, en ce moment, de la classification des propriétés foncières par extensions et cultures ainsi que par catégories de propriétaires. Hesse
Grand-Duché.

(1855.) (voir: I. *Statistique générale*.) Mecklenbourg-
Schwerin.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) La variation du prix des terres est donnée régulièrement par le journal du bureau de Statistique, et le Directeur Engel s'est occupé à rendre compte de la condition du propriétaire foncier et du produit des terres. Prusse.

(1857.) Pour la statistique de la propriété foncière, les livres terriers et le cadastre, révisés il y a environ vingt ans, combinés avec les registres hypothécaires, ont pu fournir une base certaine, de sorte qu'il a été possible de dresser, pour chaque commune du pays et d'après une mesure uniforme, des états complets de la superficie, de sa division en parcelles et des espèces de culture. Le gouvernement a l'intention d'étendre ces relevés, l'année prochaine, aux charges hypothécaires du sol et au mouvement de la dette hypothécaire. Saxe-Weimar
(Grand-duché de).

(1863.) On a fixé les bases d'une Statistique de la division des propriétés.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.) Saxe (duché de).

(1857.) On s'occupe, en ce moment, de faire des relevés sur la distribution de la propriété foncière, sur l'étendue du territoire soumis, jusqu'à la mise en vigueur de la législation actuelle, au régime féodal, désigné sous le nom de *Faß-Lehen*. Des tableaux de la culture et du morcellement du sol, dressés d'après le cadastre, ont déjà été publiés antérieurement. Wurtemberg.

- Belgique.** (1855.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- État-Uni.** (1855.) En 1851, des renseignements sur le nombre des propriétaires de biens fonciers, sur la nature et la valeur des biens meubles et immeubles, dans chaque comté et ville, ont été prescrits.
- Espagne.** (1863.) À l'égard de la statistique de la propriété foncière, on a, en Espagne, rigoureusement suivi les délibérations du Congrès de Bruxelles. Sur les impositions locales, sur les hypothèques et les propriétés domaniales, on a publié des notices statistiques dans l'annuaire.
- Norvège.** (1857.) L'attention s'est portée, en Norvège, depuis quelques années sur la statistique du prix des parcelles foncières. Comme l'estimation des biens fonciers est souvent peu sûre, quelle n'offre pas assez de garanties, quand il s'agit de déterminer jusqu'à quelle somme une propriété forme un gage certain, le gouvernement a ordonné, aux tenus des registres de ventes et des hypothèques, de lui adresser, tous les ans, les états des parcelles vendues dans l'année, avec l'indication de leur valeur cadastrale et du prix de vente.
- (1863.) Conformément à la loi du 6 juin 1863, on a décrété la compilation d'un nouveau Cadastre pour tout le Royaume; mais comme le peu de valeur des terrains ne permettant pas aux propriétaires de supporter les frais de l'arpentage, on a dû prendre pour base de ce cadastre l'évaluation fournie par les Autorités Communales, et reposant sur l'état de la valeur productive de chaque terrain, état qui servira à donner au pays une plus ample connaissance de cette matière.
- Russie.** (1857.) Le rapport entre les terres grevées de redevance et les terres qui sont exemptes de redevance, ainsi que le revenu qu'en tire le trésor, est consigné, à l'occasion de l'arpentage des terres de la Couronne.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Suède.** (1863.) Après la simplification des contributions foncières et leur réduction à un nombre plus restreint, on s'occupe, à présent, d'une révision générale et de la transcription des livres terriers. On espère que la statistique en pourra tirer profit.
- Généralement, les achats de propriété foncière sont legalisés par devant les tribunaux. Par conséquent, les comptes rendus de l'administration de la justice peuvent être consultés pour le mouvement et le montant de ces achats.
- La même source nous rend compte de la valeur des hypothèques sur biens immeubles, consenties ou éteintes par devant les tribunaux. On y a ajouté, dès 1858, les hypothèques renouvelées (avant l'expiration du terme de validité de 10 ans). Mais malgré cela, la connaissance des hypothèques éteintes sans informations données aux tribunaux, nous fait défaut. La conséquence en est que le montant des hypothèques en validité, à un moment fixé, n'est pas exactement connu. On en a apprécié la valeur, en 1858, à 280 millions de Rixd^{rs} au plus.
- La valeur à laquelle, pour la taxation des impôts, les biens fonds, en terre, à la campagne, sont évalués, était en 1862 de 1,794,547,672 Rixd^{rs}; celle dans les villes, pour la même année, de 82,606,213 Rixd^{rs}. La valeur des autres biens fonds, soumis à la taxation, à la campagne, était de 110,921,387 Rixd^{rs}; dans les villes, de 308,938,905 Rixd^{rs}. Le total des biens fonds taxés était par conséquent, à la même époque de 2,247,074,177 Rixd^{rs}. La valeur des biens fonds exemptés de taxation (propriété de l'État, des institutions de bienfaisance etc) était de 67,009,310 Rixd^{rs}. Le montant de l'impôt et additions des biens fonds, mentionnés ci dessus, était de 757,764 Rixd^{rs}. L'impôt et additions personnels étaient de 536,947. Rixd^{rs}; celui sur les revenus de 122,441 Rixd^{rs}.
- Turquie.** (1860.) Dans les attributions de l'intendant-général du cadastre, sont compris : 1. les limites des villages, avec l'évaluation de toutes les propriétés particulières; 2. les délimitations des propriétés particulières; 3. la description des biens domaniaux; 4. l'enregistrement des actes des propriétés de l'État etc.

VI. AGRICULTURE.

- Allemagne.** (1853.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Autriche.** (1857.) Les matériaux nécessaires pour une statistique agricole, plus détaillée, n'ont pas encore été rassemblés dans toutes les provinces. On a trouvé que le mode le plus sûr et le plus facile d'obtenir ce renseignement, consiste à en charger les sociétés d'agriculture, qui existent dans presque toutes les provinces. De cette manière, des relevés sont faits, en Bohême, par environ 2000 personnes réparties sur tous les points de ce pays. Des travaux analogues ont été exécutés en Styrie et on a connaissance de plusieurs renseignements statistiques faits en Moravie.

A la suite de la libération du sol, en Autriche, de nouveaux rapports agricoles et industriels se sont établis. Le Ministère de l'intérieur a fait traiter cet objet, dans une notice spéciale.

(1863.) La société d'économie rurale, de la Bohême, possède aujourd'hui une Statistique exacte de la culture du sol répartie par catégories de production. Elle s'occupe à déterminer l'élévation des terrains.

(1855.) Parmi les objets des renseignements recueillis par l'administration, l'agriculture, les forêts, les animaux domestiques sont les premiers. On possède d'excellentes cartes, à l'échelle d'un vingt-cinq-mille. L'administration des forêts a tous les matériaux d'une bonne statistique forestière. Rode.

(1857.) La statistique agricole, la dernière élaborée par le bureau de statistique de Munich, a mis en regard l'état du bétail en 1810, 1840 et 1852. On s'est occupé, en Bavière, depuis plusieurs années, de faire le relevé de la récolte; on a souvent, et surtout aux époques de cherté demandé l'étendue des cultures et les quantités récoltées. Mais les relevés sur les cultures, dans le Palatinat rhénan, ne pouvaient se faire qu'en bloc, par communes. Bavière.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.) Brunswick.

(1855.) (voir: I. *Statistique générale*.) Hanovre.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) La première statistique de bétail, du pays, date de 1773. Cette statistique entrait dans toutes les spécialités de l'animal. Hesse électrice.

(1863.) On dresse les tableaux de tous les genres de cultures et de produits agricoles. Hesse Grand-Duché.

(1863.) Par un changement de date à la publication de la statistique du bétail, ce travail paraît régulièrement le 3 décembre de chaque année, avec le taux des prix qui ont cours.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.) Mecklenbourg-Schwérin.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.) Prusse.

(1863.) Le Journal du bureau de Statistique reproduit les rapports du Dr Engel pour la culture de la vigne et du houblon. *.

(1863.) Une statistique de la condition et quantité de bétail du duché de Cobourg, a été livrée au public par le ministère d'Etat, qui a la charge de ces publications. Saxe-Cobourg-Gotha.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.) Saxe (duché de).

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1853.) On fait tous les trois ans un dénombrement des animaux domestiques; le relevé du produit des vignes et de quelques autres renseignements de statistique agricole est formé tous les ans. Wurtemberg.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1855.) (voir: I. *Statistique générale*.) Belgique.

(1857.) Une publication spéciale sera consacrée à la statistique agricole qui se rattache au recensement; car le gouvernement a jugé utile de saisir l'occasion du recensement de la population, pour recueillir de nouvelles données sur la production agricole du pays.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.) Brésil.

(1863.) On rédige, maintenant, le plan d'une statistique agricole conforme aux délibérations du Congrès de Paris et appuyé sur des expériences postérieures. Quant aux bestiaux, on a déjà recueilli beaucoup de données statistiques. Dans la production des chèvres, l'Espagne se tient au premier rang, parmi les 26 Etats d'Europe qui élèvent des bestiaux; pour celle des brebis, elle n'est plus qu'au cinquième, comme aussi pour l'élevé des porcs et des veaux; la sixième place lui appartient pour les chèvres, les ânes et les mulets. D'après la résolution prise par la Direction de statistique, on fera un nouveau recensement de ces animaux, qu'on soumettra à un contrôle sévère, et qui sera, selon la forme, officiellement adoptée. Espagne.

- États-Unis.** (1855.) La statistique de l'agriculture fut commencée par le quatrième dénombrement et complétée par le sixième.
Le nom de tous les fermiers et planteurs, avec de nombreux détails sur la production agricole, devait être recueilli, à l'occasion du septième dénombrement, en 1851.
- France.** (1853.) (voir: I. *Statistique générale*.)
(1857.) Une nouvelle statistique de l'agriculture vient d'être terminée par les soins des commissions cantonales. Elle permettra d'apprécier les progrès depuis 1840, date de la dernière enquête. Ces documents comprendront aussi la situation économique des classes agricoles, en France.
(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
(1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Grande-Bretagne.** (1857.) En ce qui concerne l'Écosse et l'Irlande, des rapports annuels font connaître les superficies consacrées aux diverses cultures et contiennent des évaluations, plus ou moins exactes, sur les produits agricoles et sur le nombre des animaux domestiques.
(1863.) On publie, en Irlande, chaque année, un rapport, sur la quantité de terres mises en culture et leur produit approximatif. Ce bulletin ne s'étend pas à l'Angleterre et à l'Écosse. Il reste démontré, qu'en Irlande, la culture du chanvre a augmenté de 64,000 acres, dans le courant de 1863.
- Colonies de la Grande-Bretagne.** (1860.) Les tableaux, concernant l'agriculture, présentent outre les mêmes cultures qu'en Angleterre, le maïs et le vin.
D'autres tableaux contiennent des renseignements sur les nouveaux animaux qui sont introduits, depuis quelque temps, surtout par le gouvernement de *New-South-Wales*.
- Australasie.**
- Nouvelle-Galles méridionale.** (1860.) Bien que plusieurs données existent, touchant l'agriculture, faites par les laboureurs eux-mêmes, le nombre des animaux vivants est encore incertain.
- Victoria.** (1860.) La statistique de l'agriculture a été réorganisée en 1856. Les relevés faits pour cette année manquèrent encore d'exactitude, parcequ'ils ne furent fournis que volontairement par les cultivateurs eux-mêmes.
En 1858, pourtant, les détails devinrent plus complets en indiquant les différentes cultures, une classification des propriétés etc.
- Autriche.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Cap de Bonne-Espérance.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Ceylan.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Des Indes-Orientales.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- De Maurice.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Grèce.** (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Italie.** (1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Norvège.** (1855.) Un ajout au recensement de la population, le dénombrement des animaux domestiques et l'évaluation du produit des céréales et des pommes de terre.
(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Russie.** (1857.) Depuis les dernières années, on a commencé à faire exécuter, par des commissions spéciales désignées pour cet objet, un cadastre des biens appartenant à la couronne dans plusieurs gouvernements. Le travail dit: *Insatiation des propriétés des provinces de l'Ouest* présente aussi quelque chose d'analogue au cadastre qui se rédige au Ministère des domaines de l'État et qui, en 1851, inclusivement, était terminé pour 28,495,240 déciatines (arpents). Enfin on tire un avantage marqué, pour la taxation des propriétés foncières, en utilisant les données fournies par l'*arpentage général*. Les employés de l'arpentage doivent désigner les différentes espèces de bois, la croissance et la hauteur des arbres, la qualité du terrain, l'occupation principale des habitants et le nombre des moulins et des bocardes, des fabriques et usines, en indiquant le temps de leur exploitation. En s'occupant des terres de la Couronne, ils sont obligés d'ajouter la quantité des terres labourées par les paysans, les champs et les

prairies à l'usage de la Couronne, ainsi que les terres incultes, les terres sujettes à redevance ou à culture appartenant à la Couronne et restées incultes.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1862.) Dans le manque provisoire de tableaux sur la production agricole de tout le pays, on manifesta l'intention de voir réduits en chiffres ceux de la production modèle du château de Söptfchider, près Belgrade, de 1857 à 1862. Ils semblent s'accorder, parfaitement, avec les éléments contemporains des observations météorologiques, de manière à pouvoir déterminer, d'avance, le degré de la prochaine production des grains du pays.

Serbie.

(1855.) Déjà, en 1735, la diète avait demandé, aux gouverneurs des provinces, des renseignements statistiques sur l'agriculture. Ces renseignements n'ayant pas paru satisfaisants, les autorités provinciales reçurent, en 1741, des questionnaires spéciaux qui demandaient, entre autres documents, l'étendue des superficies mises en culture depuis le dernier compte rendu, la quantité de semence et le produit pour chaque espèce de culture, la condition des cultivateurs etc. La réunion des informations statistiques devait être facilitée par le concours d'un corps d'ingénieurs agricoles établi dans les provinces pour assister les cultivateurs, de leurs conseils. — Mais à partir des événements politiques de 1772, on se contenta, pendant une trentaine d'années, de notices sommaires sur la récolte et sur le prix du blé, que les pasteurs furent invités à ajouter à leurs tableaux de population.

Suède.

Au commencement de ce siècle, des renseignements plus détaillés furent demandés à la fois aux gouverneurs et aux pasteurs, mais on n'adressa de cadres uniformes, qu'à ces derniers. Les pasteurs devaient faire connaître, tous les ans, le prix des céréales, la quantité des semences employées et des grains, des diverses espèces, récoltées; tous les vingt ans, la superficie consacrée aux cultures céréales et aux prés artificiels, ainsi que le nombre des animaux domestiques. Les gouverneurs furent seuls chargés de ces renseignements à partir de 1830. On prit, en même temps, l'avis de l'Académie royale d'agriculture (fondée en 1811) sur les améliorations à apporter aux cadres que ces fonctionnaires allaient désormais remplir, tous les cinq ans.

En outre de l'Académie royale de l'agriculture, le gouvernement provoqua en 1813 la création de sociétés d'agriculture dans toutes les provinces où il n'en existait pas encore. Or, la plupart de ces sociétés publient des notices et mémoires sur l'état agricole de leurs provinces respectives; tandis que l'Académie agricole, de son côté, adresse tous les ans, depuis 1849, des rapports au roi sur les écoles d'agriculture qui existent en grand nombre en Suède, sur les bergeries royales, sur les travaux de drainage, d'irrigation et défrichement exécutés d'après les conseils ou sous la surveillance des ingénieurs agricoles. Il y a enfin des tableaux du prix des céréales, insérés dans les rapports annuels de l'administration supérieure des finances (« Kon. Stats kontoret »).

L'administration supérieure des haras, la direction générale du cadastre adressent des rapports annuels au roi, qui ne sont publiés que dans le journal officiel.

(1863.) La haute importance d'une statistique agricole a obligé la commission centrale de statistique d'en dresser, en 1861, un projet, qui a été renvoyé par le Gouvernement à l'examen des préfets et des sociétés agricoles des provinces.

Les difficultés liées à ce genre de recherches, ont dû provoquer une grande diversité d'opinions. Le projet, avec les avis donnés jusqu'ici, la dessus, est conçu dans le but de réunir l'intérêt des agriculteurs à celui de la statistique, en proposant un questionnaire, qui pourrait servir, à la fois, comme livre de compte au cultivateur, comme chronique agricole de la commune, ainsi que de source à laquelle la statistique officielle viendrait puiser ses renseignements annuels. Le mécanisme de collection, de contrôle et de surveillance locale serait confié aux sociétés agricoles des provinces et à leurs affiliations dans les communes de quelques provinces, au moins. Des opinions tellement favorables ont été énoncées, qu'on peut espérer que le projet ne manquera pas de succès.

En attendant, MM. les préfets ont essayé d'étendre les renseignements sur l'agriculture dans leurs rapports quinquennaux pour la période 1856-1860.

(1863.) Le Comité central suisse, pour l'agriculture, secondé en partie par les Cantons, en partie par la Confédération, s'est procuré des travaux statistiques sur la manière de cultiver la vigne et les fruits et sur l'éducation des bestiaux. On doit publier incessamment, sous la direction du Bureau de Statistique du Canton de Vaud, un important travail intitulé: *La valeur cadastrale des Bâtiments et Fonds de terre, et les cultures du sol, dans le Canton de Vaud.*

Suisse.

VII. SYLVICULTURE. — CHASSE.

- Allemagne.** (1857.) Le bureau central des forêts, à Munich, a établi, de son côté, une carte des forêts, à l'échelle de 1 : 100,000, et l'a fait lithographier. On a porté, sur les diverses feuilles qui la composent, l'état de culture des bois et le plan d'aménagement, par bailiage.
- Basile.**
- Bremswé.** (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Besse**
(Grand-Duché de). (1863.) Toutes les notions relatives aux-bois et forêts, se distribuent dans six modèles de tableaux, sous les titres suivants :
- I. Bois domaniaux.
 - II. Bois communaux.
 - III. Bois des paroisses et des instituts de bienfaisance.
 - IV. Bois des districts et arrondissements.
 - V. Bois de propriété privée, de première classe, soit, des nobles et des riches
 - VI. Bois de propriété privée, de seconde classe, qui embrasse tout ce qui n'est pas dans la précédente.
- Les rapports des numéros I et IV incombent aux agents forestiers, ceux des numéros V et VI, aux particuliers, eux-mêmes, à qui en sont communiqués tous les éléments.
- L'ensemble de tous ces rapports, pour l'année révolue de 1863, est en cours de publication.
- Mecklenbourg-Schwérin.** (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Saxe (Duché de).** (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Brésil.** (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Espagne.** (1863.) Depuis le moment où l'on pût avoir, en Espagne, connaissance de la savante organisation forestière de l'Allemagne, on commença à cultiver, avec assiduité, cette branche importante de la richesse publique. Les premiers soins furent portés sur les forêts des provinces d'Alava, Avila, Burgos, Cuenca, Guipuscoa, Jaen, Léon, Palencia, Oviédo, Santander, Soria, Biscaye.
- L'Atlas des forêts, contient des indications nombreuses et importantes sur la végétation sylvestre et rurale de l'Espagne.
- L'arpentage et l'évaluation des terrains boisés, de l'Espagne, sont en cours d'exécution. On a commencé par les grandes sapinières de Leonica dans la province de Ségovie, et par une partie de la grande région forestière, où croît le pin sylvestre, placée sur les montagnes centrales de l'Espagne. Les plans de ces terrains boisés, sont en partie, déjà gravés, et leur ensemble qui s'étend sur presque 12,000 hectares de superficie sera publié sous peu de temps.
- On indiquera, aussi, les pucages, pour rendre plus complet, le travail. Enfin, on formera un herbier complet avec les espèces végétales récoltées depuis longtemps.
- La capacité de qui dirige ces travaux en fait espérer les meilleurs résultats.
- On a pensé à s'occuper d'abord de la décoloration des bois de l'Etat; et ce qu'on a pu obtenir jusqu'ici se trouve décrit dans un ouvrage intitulé : « Classification générale des montagnes publiques. » Madrid 1859. Le Ministère publiera bientôt un autre livre qui contiendra la description exacte des forêts espagnoles.
- Norwège.** (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- Suède.** (1860.) Le rapport fait au Congrès suédois donne quelques résultats des relevés concernant la chasse pour deux périodes de dix ans.
- (1863.) Concernant l'étendue des forêts, qui couvrent une grande partie de la Suède, il manque encore des connaissances exactes. Mais elles seront successivement procurées et publiées par les soins de l'administration spéciale qui vient d'être instituée.
- Suisse.** (1863.) Quant à l'organisation forestière de la Suisse, il existe des détails tout-récemment publiés par monsieur le professeur Landolt, sur les forêts des hautes montagnes, sur l'art d'élever les troupeaux et sur l'industrie relative au bétail, selon qu'il en a été fait mention à l'exposition de Londres, en 1862.

VIII. PÊCHE.

(1860.) Le rapport fait au Congrès suédois, donne quelques résultats des relevés concernant la pêche pour deux périodes de dix ans. Suède.

IX. INDUSTRIE MINIÈRE ET MÉTALLURGIQUE.

- (1853.) (voir : I. *Statistique générale*.) Allemagne.
- (1860.) Le rapport de l'administration des mines sur l'état et les produits des mines de l'Autriche, en 1858, est publié par le Ministre des finances. Autriche.
- (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) Bavière.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Prusse.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Belgique.
- (1853.) Le Journal de l'école des mines, et d'autres journaux spéciaux, qui se publient à Madrid, ont beaucoup de données pour la statistique minière. Espagne.
- (1863.) On a terminé tous les travaux préparatoires pour publier une statistique complète des mines.
- (1857.) La statistique minière, dont les éléments sont réunis par les ingénieurs des mines, fait connaître les quantités et la valeur des extractions minières, de toutes natures. Elle contient, en outre, des renseignements détaillés sur les accidents survenus dans les mines. France.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- (1861.) (voir : I. *Statistique générale*.) Grande-Bretagne.
- (1863.) Une statistique minutieuse des minéraux publiée, sous la direction de M.^r Hunt signale la dépréciation de l'or et de l'argent. Colonies de la Grande-Bretagne.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Australasie.
- (1863.) (voir : I. *Statistique générale*.) Italie.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Norvège.
- (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) Russie.
- (1855.) La première monographie minière du royaume, remonte au règne de Gustave Adolphe. Vers le milieu du XVII^e siècle, on possédait des renseignements, pleins d'intérêt, sur l'extraction des minerais, le siège et la nature des exploitations, les moyens mécaniques d'extraction, le nombre des ouvriers et les quantités produites. L'administration supérieure des mines (« Berges collegium ») a été chargée, dès son institution (au temps de Gustave-Adolphe), de diriger la continuation de cette statistique ; bien qu'elle en ait communiqué régulièrement les résultats au gouvernement, elle n'a publié de rapports annuels que depuis 1832. Suède.
- (1857.) (voir : VIII. *Industrie*.)
- (1860.) Les données statistiques que fournit l'industrie minière, seront publiées dans le cahier, Lettre C, de la nouvelle série des publications statistiques.
- (1863.) Quant à l'industrie minière, la valeur des mines, usines et établissements destinés à cette industrie était, en 1859, au moins de 60,000,000 de Rixd^{ms}. Leur production a été, en général, progressive.

X. MANUFACTURES, ARTS ET MÉTIERS.

- Allemagne.** (1853.) On demande, aux particuliers, l'indication des machines et des moyens de fabrication, ainsi que du nombre d'individus occupés dans leurs établissements, puis on calcule la quantité des matières brutes ou des demi-fabrics consommés par l'industrie ainsi que les quantités livrées au commerce en gros, ce que l'on parvient aisément à connaître par les établissements de crédit en relation avec les fabricants. A l'aide de la connaissance de la partie technique des différentes fabrications et de l'unité d'opération de chacune d'elles, on parvient, même sans indication directe et détaillée de la quantité et de la valeur des produits industriels, à une évaluation approximative qui est très-près de la réalité.
- (1855.) Un « atlas industriel » de l'Autriche, en soixante-quatre feuilles, est préparé par le bureau de statistique.
- (1857.) Un travail très-étendu, la statistique des associations (ou sociétés), en Autriche, a été préparé.
- (1860.) En suivant la méthode établie par le Congrès précédent, la direction a publié la monographie statistique des machines, en Autriche, et va publier, sous peu, celle de l'industrie chimique. — Une autre monographie, très-détaillée, qui regarde la Statistique de la production, en fer, de la Styrie, a été publiée. Elle est suivie d'une carte, qui représente, d'après une nouvelle méthode, les différentes branches de l'industrie du fer et les lieux de production des matières fossiles combustibles. — Les Chambres de Commerce se sont aussi, de leur côté, empressées de se servir, dans leurs rapports sur l'industrie de leurs arrondissements respectifs, de la formule approuvée par le Congrès.
- Autriche.**
- Bavière.** (1863.) La direction du bureau de statistique a publié le mouvement des arts-et-métiers, dans la période de 1847 à 1861, pendant laquelle, leur liberté d'action, entravée, a produit une diminution d'ouvriers sur une augmentation de population.
- Le Palatinat, qui n'a pas eu à subir ces restrictions, offre, par contre, un progrès sensible dans l'effectif des ouvriers et des métiers.
- Brunswick.** (1857.) (voir : I. *Statistique générale.*)
- Mecklenbourg-Schwern.** (1855.) (voir : I. *Statistique générale.*)
- Prusse.** (1855.) (voir : *Zollverein.*)
- (1860.) La série des publications de statistique industrielle du pays, est commencée par celles de la Westphalie et de la Silésie.
- Saxe-Royaume.** (1853.) (voir : I. *Statistique générale.*)
- (1855.) (voir : *Zollverein.*)
- Saxe (Duché de).** (1855.) (voir : *Zollverein.*)
- (1857.) voir : I. *Statistique générale.*
- Wurtemberg.** (1853.) Un recensement de l'industrie a été opéré, l'année dernière.
- (1855.) (voir : *Zollverein.*)
- (1857.) (voir : I. *Statistique générale.*)
- (1863.) Sur le recensement de 1861, on a fait et publié, dans l'almanach pour 1862, un aperçu statistique du mouvement des manufactures et des métiers.
- Zollverein.** (1855.) La production du sucre indigène et plusieurs autres documents analogues, sont l'objet de publications annuelles. La statistique de l'industrie indigène (métiers, fabriques etc.) a été publiée pour les années 1843 et 1846.
- Belgique.** (1855.) (voir : I. *Statistique générale.*)

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Brésil.

(1853.) Un rapport sur l'exposition de 1850, fait au Gouvernement par le directeur du commerce et de l'industrie, donne l'historique de la production des grandes branches industrielles de la Péninsule. Il existe aussi une bonne statistique industrielle de la Catalogne.

Espagne.

(1863.) Les travaux sont, aussi, initiés par la Direction, pour rédiger une statistique industrielle. L'autorité centrale a déjà reçu les rapports de 43 provinces, et elle ne tardera pas à recevoir ceux des autres.

On présente, au Congrès, une relation officielle sur l'exposition internationale de Londres, de 1862, composée par M^r François de Luxou, président de la Commission chargée de l'étudier, et imprimée à Madrid, en 1863.

Maintenant, des hommes compétents étudient un travail plus détaillé qui rendra plus facile la comparaison de l'industrie espagnole avec celles des autres États.

(1855.) On profita du troisième dénombrement, pour faire une statistique très-abrégée, des manufactures, et du quatrième, pour recenser les professions en ce qui concerne l'industrie manufacturière.

État-Unis.

En 1851, les noms et la demeure de tout propriétaire d'un établissement manufacturier produisant une valeur annuelle de 500 dollars, la quantité, le moteur et la valeur totale des matières premières employées, la nature et la force du moteur (mécanique, hydraulique, animal), le montant des salaires, la quantité, la nature et la valeur totale des produits, furent recensés.

(1858.) (voir : I. *Statistique générale*.)

France.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1865.) Un second dénombrement qui a rencontré, au début, de très-vives résistances dans l'administration et a cependant fini par triompher, a été opéré presque en même temps, c'est celui de la grande industrie, ou industrie manufacturière. Entrepris, presque au lendemain de la signature du traité de commerce avec l'Angleterre, alors que les plus vives appréhensions, calmées depuis, se manifestaient au sein des industries que ce traité paraissait menacer, l'enquête industrielle a trouvé, tout d'abord, comme on pouvait s'y attendre, de la part des chefs de ces industries, un défaut de concours absolu. Mais à la suite d'explications loyales de l'administration, et surtout, de l'apaisement des graves préoccupations suscitées chez ces manufacturiers par le nouveau régime douanier, l'opposition a fait place, graduellement, à des sentiments meilleurs, et le but du Gouvernement a pu être atteint dans des conditions satisfaisantes. Les 1,500,000 bulletins remplis par les industriels, eux-mêmes, et contrôlés à la fois, par les organes officiels de l'industrie et par les commissions de statistique, sont, en ce moment, l'objet d'un dépouillement aussi rapide que le permet le nombre des employés qu'il a été possible d'affecter à cet immense travail.

Parmi les nouveaux documents publiés, depuis 1860, il faut mentionner encore le relevé de l'état civil, pour les trois années 1857-1860.

Grande-Bretagne.

(1857.) On s'est occupé, dernièrement, d'une enquête concernant l'organisation du travail, ou plutôt, la classification de la population, par profession. Cette enquête commence par la profession des mineurs.

Colonies de la Grande-Bretagne.
Australasie.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Iles Ionniennes.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1855.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Grèce.

(1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Italie.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Norvège.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Russie.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1855.) Des rapports annuels sur la situation des fabriques et manufactures, rédigés par l'administration supérieure, actuelle, de l'industrie et du commerce (*Commerce Collegium*) ont été publiés, régulièrement, depuis 1830; tandis que les documents recueillis par les soins d'une administration spéciale des manufactures, sur la situation de cette industrie, sont restés inédits.

Suède.

(1867.) En ce qui touche la statistique de l'industrie, les autorités supérieures des mines, des fabriques, du commerce et de la navigation font des relevés détaillés dont un résumé est publié dans les rapports de ces autorités.

(1860.) Le rapport même du délégué de la Suède, au Congrès, fournit quelques renseignements sur la fabrication de l'eau-de-vie, le nombre des distilleries, les recettes de l'État sur cette production, la quantité fabriquée etc.

(1863.) Les données, pour la statistique des fabriques et métiers, du cabotage, du commerce et de la navigation, ainsi que celles sur l'industrie minière, sont chez nous, remises, tous les ans, par le conseil supérieur du commerce. Les modèles et questionnaires, en usage depuis plus d'une dizaine d'années, viennent d'être revus et sont distribués, et partie, aux fabricants eux-mêmes.

La valeur des fabriques en 1859, a été évaluée à 37,000,000 Rixd^m.

Depuis la nouvelle législation sur la fabrication de l'eau-de-vie, il s'en prépare, aussi, une statistique très-complète au bureau spécial du Ministère de l'intérieur, qui sera publiée, bientôt, dans la série de documents statistiques.

Suisse. (1860.) Des renseignements intéressants, sur l'industrie suisse, ont été recueillis, en 1857, à l'occasion de l'Exposition de l'Industrie, à Berne. Ils sont publiés avec les rapports des pays sur les diverses sections de l'Exposition.

XI. TRAVAUX PUBLICS.

Allemagne. (1855.) La troisième section du bureau de statistique travaille à l'élaboration d'une statistique *archéologique* ou *monumentale* contenant la description des monuments d'origine romaine, des édifices religieux et militaires des différentes époques du moyen-âge. La carte archéologique de la Transylvanie est achevée et sera publiée dans le *Journal de la commission centrale impériale* pour la conservation des monuments.

Autriche.

Bade. (1863.) Dans la XV^{me} livraison du bureau de statistique, est l'exposition détaillée des dépenses pour construction et entretien des chaussées et chemins vicinaux de l'État, de 1851 à 1860.

Bavière. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Brunswick. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Hanovre. (1863.) La direction générale des chemins de fer, du Royaume, a publié un rapport statistique sur la construction et le mouvement des voies ferrées en administration de l'État.

Prusse. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) La situation active des chemins de fer, est mise au jour dans la publication périodique du bureau de statistique.

Saxe (Duchés de). (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Belgique. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Bresil. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Espagne. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) On a déjà publié trois volumes d'un ouvrage qui a pour titre: *De la condition générale des travaux publics*.

États-Unis. (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Colonies de la Grande-Bretagne. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Les Indes. Grèce. (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Italie. (1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Suède. (1860.) Le résultat des recherches topographiques et statistiques préparatoires, pour l'établissement définitif de la direction des chemins de fer, a été publié, avec une carte représentant le réseau des chemins de fer.

Suisse. (1863.) On s'occupe à former une Statistique sur les chemins de fer de la Suisse. Si sa rédaction répond à la grandeur du projet, elle ne sera certainement pas inférieure, en perfection, aux publications de ce genre des autres États.

XII. MONNAIES, POIDS ET MESURES.

(1863.) L'État s'est pourvu d'étalons, en platine, de la plus grande exactitude, pour le mètre, le kilogramme et le litre, et il en a distribué 26 aux villes principales des provinces; en outre on en a fait 600 exemplaires complets, pour les Districts judiciaires et les provinces d'outremer. L'adjudication, par enchères, de tous les modèles nécessaires aux diverses Administrations, fut faite dans le mois d'août 1865, et l'on a pris des mesures pour que, sur chaque 100000 habitants, on ait un inspecteur.

On fit la demande, à toutes les sous-directions, de quelques modèles des poids et des mesures qui étaient là, en usage, soit légalement soit de convention. Par leur comparaison avec les types du système métrique on put en faire la réduction exacte. On donne un exemplaire de ce travail.

(1863.) En ce qui concerne l'application du système métrique, le décret du 14 décembre 1852 a prescrit, que le système métrique serait appliqué, dix ans après, dans tout le royaume. Aux termes du même décret, le Gouvernement devait fixer, successivement, les époques auxquelles chaque partie du nouveau système serait mise en vigueur, ce qui seulement pourrait avoir lieu six mois après que les étalons respectifs auraient été distribués, et les tables comparatives publiées.

Une commission centrale a été chargée de ces travaux préparatoires.

Un de ses membres a reçu mission d'acheter les étalons vérifiés au conservatoire des arts et métiers de Paris, et en même temps, d'étudier pratiquement ce service en France et en Belgique.

Cette étude ayant été terminée en 1855, des agents spéciaux ont été envoyés dans tous les départements pour faire une comparaison exacte en chaque commune, avec le concours de la municipalité, des anciens et des nouveaux étalons. Un procès-verbal constatant les résultats de cette vérification a été dressé et déposé aux archives de la commune. Des copies de ce procès-verbal ont été envoyées à la commission centrale et au Gouvernement.

Ces résultats ont été consignés également dans deux ouvrages. Le premier contient une collection de tableaux des mesures du système métrique comparées aux anciennes mesures de toutes les communes du royaume. Le second contient seulement la réduction des anciennes mesures de capacité dans toutes les communes au système métrique, et réciproquement. Ce dernier ouvrage, dont six volumes sont déjà imprimés, contient aussi des tableaux des unités de toutes les mesures portugaises et anglaises, préparés sur des documents officiels.

Quand les tables comparatives ont été composées, la Surintendance générale des poids et mesures, qui avait remplacé la Commission centrale, les a envoyées aux municipalités, et en établissant partout, au moyen de son nombreux personnel, des écoles pour expliquer le nouveau système, auxquelles elle invitait les instituteurs primaires, a mis bientôt ces instituteurs à même de rendre familier le nouveau système à leurs élèves.

Dans la dernière année et dans l'année courante, le personnel du département des poids et mesures a inspecté 2720 écoles publiques et particulières.

Et en outre, un grand nombre d'ouvrages élémentaires ont été publiés pour l'usage des écoles et du public.

Il est résulté de cet ensemble d'efforts, que le délai de dix ans prescrit, en 1852, ne s'était pas encore écoulé, que par le décret du 20 juin 1859 le Gouvernement ordonnait l'application du nouveau système, à dater du 1^{er} janvier 1861, pour les mesures linéaires, et par le décret du 20 septembre 1860 ordonnait l'application du nouveau système pour les poids, à commencer du 1^{er} juillet 1861.

Pour rendre ces dispositions applicables au service des douanes, la loi du 30 juin 1860 a autorisé le Gouvernement à publier une nouvelle édition du tarif général des douanes et de la douane municipale (octroi) de Lisbonne, d'après le nouveau système. Cette autorisation a été mise à exécution la même année.

Les tableaux du commerce extérieur de 1860-61 et de 1861-62, en ce qui concerne les importations et les exportations qui ont eu lieu dans ces deux années par les douanes de Lisbonne et de Porto, et les documents statistiques de l'octroi municipal de Lisbonne pour ces deux années, et pour l'année 1862-63, sont rédigés d'après le système métrique.

On a également appliqué ce système à la rédaction de la statistique générale du commerce extérieur de l'année 1861 qui est sous presse.

Pour les mesures de surface et de capacité du système métrique, tous les travaux préparatoires sont déjà terminés, et le Gouvernement ne tardera pas à en ordonner la mise en vigueur.

L'organisation du service du système métrique, en Portugal, a offert des éléments précieux pour la statistique de l'instruction primaire et de l'industrie manufacturière.

Grâce au zèle infatigable de M^r Trudezo da Silveira, chef du bureau des poids et mesures, les employés chargés de visiter les écoles primaires dans l'intérêt du système métrique, ont également reçu mission de recueillir tous les renseignements indispensables pour organiser la statistique de ces

*image
not
available*

- (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1863.) La 5^{me} livraison de statistique, continue la publication des rapports sur le commerce d'importation et d'exportation de l'Etat, pour les années 1858-59 et 60.
Le rapport de 1861 est sous presse.
- (1863.) Des détails spéciaux, sur chaque branche de commerce, notamment, sur la fabrication des eaux-de-vie et sur la chapellerie, se recueillent dans les dossiers.
- (1855.) (voir: *Zollverein*.) Prusse.
- (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1863.) Le journal du bureau de statistique, publie la moyenne des mercuriales, la production du sel, et la consommation du tabac pour les exercices 1856-57-58.
L'almanach de statistique, donne un aperçu général du commerce et de l'industrie pour les années 1859-60 et 61. Le bureau de statistique, dans l'élaboration de ses matériaux, porte à la connaissance du public 2508 rapports des chambres de commerce.
- (1855.) (voir: *Zollverein*.) Saxe-Royale.
- (1855.) (voir: *Zollverein*.) Saxe-Weimar.
- (1855.) (voir: *Zollverein*.) Saxe (Duché de).
- (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.) Villes libres (Hambourg, Brême, Lübeck).
- (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1860.) On a continué de publier des statistiques commerciales.
- (1860.) Les tableaux préparés par le gouvernement, donnent les importations et les exportations en distinguant celles par mer, et les autres, l'évaluation des différents objets, le nombre et le tonnage des navires arrivés etc.
En outre, des renseignements sur le commerce sont offerts par un bureau de statistique commerciale.
- (1863.) Le bureau de statistique commerciale, a publié ses rapports sur le commerce de Hambourg, pour l'année 1862, avec les dispositions tendantes à l'enregistrement régulier de toutes les marchandises d'importation ou d'exportation, dans ses archives.
- (1853.) (voir: I. *Statistique générale*.) Wurtemberg.
- (1855.) (voir: *Zollverein*.)
- (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1855.) Les états du commerce extérieur, sont rédigés et publiés, chaque année, dans le *Mémoire sur la statistique du commerce extérieur*. Zollverein.
Une collection des relevés du commerce extérieur, a été publiée pour les années 1832 à 1848, ainsi que pour les années 1849 à 1853.
- (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.) Belgique.
- (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.) Brésil.
- (1857.) Deux nouveaux volumes, du *Tabellenwerk*, concernent la statistique du commerce et de la navigation de 1854 et 1855. Dans le dernier de ces deux volumes, est contenu un document qui renferme la statistique de la navigation de transport, c'est-à-dire, de la navigation des bâtiments danois d'un port étranger à un autre port étranger. Danemark.
- (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1853.) Les publications officielles présentent de grandes lacunes pour la statistique commerciale. Récemment, on a repris la publication régulière des tableaux du commerce extérieur, sous le titre de *Balanzas*. Espagne.

(1868.) On a, de publiés 14 volumes sur le commerce extérieur, et 3, sur le cabotage. L'annuaire statistique, donne les renseignements qui regardent la navigation et le commerce de l'année 1860.

Antilles. (1853.) On trouve, à l'île de Cuba, des publications officielles, faites annuellement par l'administration, au moyen de bureaux spéciaux, sur le commerce maritime, avec tous les détails désirables pour apprécier les quantités de marchandises importées et exportées, les lieux de provenance, le tonnage. enfin, toutes les données convenables, relatives à un commerce d'exportation. Ces travaux se publient séparément pour la ville de la Havane et pour l'ensemble de l'île. Ces documents, qui commencent à 1807, ont été continués jusqu'à l'année dernière.

La aussi, on a toute la série des tableaux des revenus du pays, de leur application aux dépenses publiques, des envois faits à la métropole, des excédants de ressources.

États-Unis. (1855.) (voir: I. *Statistique générale.*)

France. (1853.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1863.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Grande-Bretagne. (1853.) Depuis longtemps les relevés de douanes et des autres branches du commerce ont été conservés et forment une collection intéressante. On a commencé la publication annuelle des relevés commerciaux, au *Board of trade*. On publie, en outre, un résumé des statistiques des autres pays.

(1855.) Les cadres des publications du bureau de commerce, ont reçu un développement considérable et des améliorations diverses. On y trouve des dispositions nouvelles, qui doivent avoir pour résultat, de permettre de saisir plus rapidement les données générales du commerce extérieur. Ces dispositions, se rapprochent beaucoup de celles de France et de Belgique. Le nouveau compte-rendu anglais, embrasse, en outre, un grand nombre d'articles d'importation et d'exportation qu'on avait précédemment négligé d'énumérer.

Pour parvenir à l'évaluation réelle des importations, d'après les prix moyens de l'année, on a fait fournir les prix moyens, distinctifs, c'est-à-dire, établis d'après la qualité des articles, pour la plupart, par des négociants et des courtiers honorablement connus dans leur commerce respectif. La nouvelle évaluation réelle des importations, paraîtra dans le compte-rendu pour 1854. — Malheureusement, il reste dans le document officiel un vide, qui ne peut être rempli, à cause de l'absence de distinction entre les importations spéciales et les importations générales; mais, quant aux exportations du commerce spécial, il est facile de les reconnaître, puisque les produits exportés du Royaume-Uni, sont distingués des exportations des produits coloniaux et étrangers.

On trouve aussi, dans les documents anglais, des comptes-rendus du Transbordement (transshipment.)

(1857.) Depuis 1855, le service statistique du *Board of trade* a publié, en dehors de ses *renseignements* ordinaires, un volume sur les ressources et le commerce des colonies britanniques et autres possessions, ainsi que des notes statistiques sur les villes Anstétiques, sur la Hollande, sur Java et Sumatra, sur la France et sur la Belgique.

Les états mensuels du commerce et de la navigation du Royaume-Uni, ont été soumis, en 1856, à une nouvelle révision, complétés et notablement améliorés. L'amélioration la plus importante, à signaler, est l'indication des pays de provenance et de destination pour l'importation et l'exportation des principaux articles du commerce anglais. On a publié, ensuite, un état trimestriel, indiquant la valeur de l'exportation pour chaque pays étranger et chaque possession britannique.

Outre cela, on a pris les mesures nécessaires, pour que la publication des états mensuels et annuels, ait lieu dans le moindre délai possible. La publication, la plus importante, du *Board of trade*, l'*État annuel du commerce et de la navigation du Royaume-Uni*, a paru, cette fois, déjà dans le dixième mois, après la fin de l'année à laquelle il se rapporte.

(1860.) Le rapport annuel sur le commerce, a été augmenté d'année en année. Il comprend, maintenant, les rapports sur l'importation et l'exportation des métaux précieux, ainsi que sur les importations et les exportations, par chaque port important. La valeur des importations est calculée d'après le prix courant. L'inspecteur des importations et des exportations a fait grande attention à l'estimation des importations.

Il a préparé un mémoire sur les variations des évaluations du commerce, dans les divers pays. — Les bulletins mensuels du commerce et de la navigation, ont reçu une plus grande étendue (40 pages.)

(1863.) On publie, annuellement, une statistique générale, et mensuellement, une statistique du commerce et du mouvement des ports, indépendamment d'une statistique de la variation des tarifs douaniers, à l'étranger.

Pour faciliter le commerce intérieur, on passe en revue les articles d'importation et d'exportation afin de les mettre en harmonie avec le commerce extérieur.

(1860.) Le commerce d'exportation et d'importation est publié maintenant, très en détail, dans toutes ces colonies. Seulement, la distinction des objets d'importation, qui sont consommés, et des objets d'exportation, qui sont produits, spécialement dans une colonie, manque encore.

Colonies de la Grande-Bretagne.
Australasie.
Nouvelle-Galles du Sud.

(1860.) Les rapports sur l'importation et l'exportation, sont inexacts, quant à la valeur déclarée; cette déclaration ayant été faite par des commis, ou par des agents de la douane, sans responsabilité. Seulement, les quantités sont enregistrées, assez exactement.

En ce qui concerne la production et l'exportation de l'or, les relevés sont complets, en distinguant aussi les emplacements de la production.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Queensland.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Australie du Sud.

(1860.) Il existe des renseignements sur l'importation et l'exportation des deux ports de Hobarton et de Launceston. Depuis 1857, les différents articles y sont distincts, et quant à l'exportation de l'or, celui provenant de la colonie, elle-même, est distinct de l'autre.

Tasmanie.

(1860.) L'enregistrement des exportations et des importations, se fait séparément, pour chaque port.

Nouvelle-Zélande.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Cap de Bonne-Espérance.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Les Indes.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Ceylan.

(1860.) L'enregistrement des importations et des exportations, s'est fait avec beaucoup d'exactitude. Seulement, à l'égard des importations, il a été interrompu pour quelque temps.

Guyane-Anglaise.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Iles Ioniennes.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Jamaïque et Barbade.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Iles Maurice.

(1855.) Le Ministère des finances, publie un tableau du mouvement du commerce extérieur et intérieur.

Grèce.

(1868.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Italie.

(1855.) Le bureau de statistique prépare, annuellement, des comptes-rendus du commerce extérieur et de la navigation, qui sont publiés soit, in extenso, soit par extraits.

Norvège.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1858.) En 1848, le Ministère des finances a publié des rapports, très-détaillés, sur la navigation et le commerce extérieur; rapports, qui paraissent régulièrement, depuis 1846. Le 7 volume, est en voie de publication.

Pays-Bas.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Russie.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) La Serbie, est un pays consacré, spécialement, à l'art pastoral dont les produits sont surtout exportés en Autriche. Dans vingt-six localités, se tiennent des foires et des marchés de bestiaux, qui sont d'une grande importance pour le Gouvernement.

Serbie.

Au Ministère des Finances, on trouve des États, sur le Commerce de la Serbie, datant de l'année 1843; mais ces États sont très-défectueux. Ce n'est que depuis 1862, que l'on a eu des renseignements plus parfaits.

(1863.) Le chancelier Oxenstiern fit établir, pendant six années (de 1637 à 1642), des tableaux annuels de l'importation et de l'exportation, indiquant la quantité et la valeur des marchandises.

Suède.

La reprise des relevés de l'exportation et de l'importation ne fut provoquée qu'en 1723. On en dressa des comptes-rendus, annuels, jusqu'en 1772. Mais tous ces documents restèrent inédits. Après avoir subi une nouvelle interruption en 1772, ces relevés ont été publiés, régulièrement, depuis 1819.

d'abord, par l'administration supérieure des douanes, puis, à partir de 1832, par le conseil supérieur du commerce (« Commerce Collegium ») sous la forme d'un rapport annuel au roi.

Ce document contient tout ce qui concerne la statistique du commerce, de la navigation maritime et intérieure, et depuis 1828, les divers renseignements relatifs au cabotage.

(1857.) (voir : VIII. *Industrie*.)

(1860.) Les lettres D, E, F de la nouvelle série des publications donnent les statistiques des fabriques et manufactures, du cabotage, du commerce extérieur et de la navigation maritime.

(1863.) Pour apprécier au juste en argent la valeur totale du commerce de la Suède, il manque encore une appréciation satisfaisante de la valeur des marchandises importées et exportées. Dans la dernière trentaine d'années la valeur en a été à peu près quadruplée.

Suisse. (1860.) Le cinquième volume des « Matériaux pour servir à la Statistique de la Suisse » a paru en 1858. Il contient des renseignements sur le commerce et l'industrie de la Suisse; il établit des comparaisons entre la situation de la Suisse, avant, et après la Constitution fédérale de 1848.

(1863.) Sur le Commerce de la Suisse, se trouvent les tablettes d'*Importation, Exportation et Transit*, publiées chaque année, par le Département du Commerce et des Douanes.

XIV. TRANSPORTS.

(Voir : *Commerce*.)

Allemagne. (1855.) Les « communications statistiques » contiennent le compte-rendu de la situation des routes et voies navigables, pour les années 1850-1853, et de l'exploitation des chemins de fer, de l'État, en 1853. Le premier, de ces deux documents, donne d'utiles renseignements sur la rectification de la Theiss et sur l'endiguement du Danube; dans le compte-rendu de l'exploitation des chemins de fer, tous les faits sont exposés conformément aux indications du projet de statistique des voies de communication qui fait partie du programme du Congrès.

Autriche.

(1857.) Pour la statistique des accidents, qui ont lieu sur les chemins de fer, on s'est servi, pour l'année 1856, du cadre adopté par le Congrès de Paris. D'après les décisions du même Congrès, on a élaboré la statistique des routes, dans la Carinthie.

Des états de la navigation de « transport » (c'est-à-dire de la navigation d'un bâtiment entre deux ports étrangers, l'un et l'autre, à sa nationalité) sont relevés, en Autriche, depuis 1841, et se trouvent imprimés dans la collection de la statistique officielle.

(1860.) Les renseignements sur le mouvement de la marine marchande, autrichienne, en 1858, ont été donnés, d'après une nouvelle instruction, afin que l'exposé statistique de la navigation pût être fait suivant le système adopté par le Congrès. Le compte-rendu, sur l'exploitation des chemins de fer régis par l'État; pendant les années 1857 et 1858, a été fait, comme celui des années précédentes.

Russe. (1863.) La direction du mouvement commercial a publié le 20.^{me} tableau des transports effectués par les chemins de fer de l'État, pendant l'année 1860.

Bavière. (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Brunswick. (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Hanovre. (1863.) Le 9.^{me} vol. de statistique, en voie de publication, donne, pour la première fois, une exposition détaillée de la marine marchande, des constructions navales et du mouvement maritime, à laquelle fait suite un tableau des sinistres de mer, pendant les 12 années révolues de 1849 à 1860.

Mecklenbourg-Schwérin. (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1863.) On a publié, sur les conditions de la marine marchande de l'État, un rapport comparatif de 1855 à 1860.

(1863.) La statistique des constructions navales et du mouvement maritime du pays est à la veille d'être mise au jour. **Orient-Ourg.**

(1863.) Une statistique générale de la navigation fluviale du royaume, n paru, récemment, par les soins de la commission centrale de statistique. Y est joint un rapport sur le mouvement des marchandises, par chemins de fer. **France.**

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Belgique.**

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Bresil.**

(1860.) Les tableaux du commerce contiennent l'état de la navigation de « transport » depuis 1854. **Danemark.**

(1863.) La direction de statistique étudie à présent l'organisation des transports, et une nouvelle statistique de la navigation maritime. **Espagne.**

(1857.) Une publication annuelle est l'état, émané du Ministère des finances, du nombre, du tonnage, du chargement, du parcours total et kilométrique des bateaux qui sillonnent les cours d'eau navigables. C'est en quelque sorte l'appendice obligé du tableau du cabotage, dû à la même administration. **France.**

Le programme voté par le Congrès de Paris a servi de base à la première statistique des chemins de fer. (Un travail graphique en huit tableaux embrasse les longueurs, la dépense, le trafic; la circulation par 24 heures; la moyenne des frais par kilomètre; la recette, la dépense et le produit net par kilomètre. 1823—1855.)

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1857.) On fait depuis trois ans des relevés sur la navigation de transport.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1855.) L'administration supérieure des ponts et chaussées et celle des postes adressent des rapports annuels au roi, qui ne sont publiés que dans le journal officiel. **Suède.**

(1860.) (voir : le commerce.)

Le rapport fait au Congrès contient quelques renseignements sur les voies de communications, les chemins de fer, la poste aux lettres, les lignes télégraphiques.

(1863.) L'activité toujours croissante, pour l'extension et l'amélioration des voies de communications, qui se développe en Suède, offre à la statistique beaucoup de matériaux, dont une partie a été réunie dans la statistique provinciale. La statistique des chemins de fer, qui se prépare à présent par un bureau spécial de l'administration, fera bientôt partie des publications statistiques annuelles.

La direction générale des postes n'a pas encore publié de comptes-rendus annuels sur cette administration, dont l'importance et l'activité deviennent de jour en jour plus grandes.

Mais l'administration des télégraphes vient de publier ses rapports dans la série des documents statistiques de la Suède.

**Colonies
de la Grande-
Bretagne.
Les Indes.
Italie.**

Pays-Bas.

Russie.

XV. INSTITUTIONS DE BANQUE ET DE CRÉDIT.

(1863.) D'amples données sur les caisses d'épargne qui sont le point de départ de l'amélioration de condition des classes inférieures, enrichissent le premier volume, paru, des annales du bureau de statistique. **Allemagne.
Prusse.**

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

France.

**Colonies
de la Grande-
Bretagne.
Australasie.**

- Italie.** (1868.) (voir: I. *Statistique générale*.)
Russie. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
 (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
Suède. (1860.) (voir: *Finances* XXVII.)

(1868.) La grande influence, qu'a exercé l'esprit d'association sur le développement de l'industrie et du commerce en Suède, peut être appréciée quand on prend en considération le grand nombre d'association en action, ou sociétés anonymes, qu'à vu naître la dernière dizaine d'années. Le capital des sociétés autorisées par le Gouvernement depuis 1848, s'élève à présent à la somme de 90 millions de Rixd^{rs}.

Les relations intimes, qui lient le développement de l'industrie, du commerce et la situation économique du peuple à l'état du crédit public, n'ont pas manqué de produire leur effet en Suède.

Avec l'assistance de la banque nationale et surveillées par elle, 22 affiliations ont été organisées dans les provinces depuis 1852.

Depuis 1831, 12 banques privées ont été octroyées; elles ont le droit d'émettre des billets, qui à la fin de 1862 montaient à 31,144,563 Rixd^{rs}. A la même époque le montant des dépôts et comptes courants dans ces banques était de 21,873,487 Rixd^{rs}.

Le besoin des propriétaires fonciers à la campagne d'avoir à leur disposition des capitaux, dont le remboursement pourrait avoir lieu au moyen d'un amortissement prolongé, avait de temps en temps produit des réunions par provinces, sous la dénomination de sociétés d'hypothèques ou de crédit foncier, afin d'obtenir des emprunts favorables sur hypothèque de propriétés. Par la décision du Rik du 26 avril 1861, les négociations de ces sociétés ont été réunies et transférées à une banque générale d'hypothèque ou de crédit foncier, à la consolidation de la quelle la Diète avait accordé la somme de 8 millions de Rixd^{rs}.

On s'occupe à présent de l'organisation d'une pareille institution pour les villes.

XVI. ASSURANCES.

- Allemagne.** (1868.) Le journal du bureau de statistique fait un exposé des assurances contre les incendies, des encaissements et capitaux assurés, des polices renouvelées, ou nouvellement émises et des primes annuelles garanties par les diverses sociétés. La 13.^{me} partie de l'almanach fournit aussi des renseignements touchant les assurances sur la vie, le nombre des assurés, les évaluations résultantes et les primes.
- Prusse.** (1855.) Deux grandes sociétés d'assurances établies à Gotha publient des comptes-rendus détaillés de leurs opérations.
- Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg (duchés de).** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- (1863.) La statistique des assurances contre les incendies, contractées dans le duché de Gotha, pendant l'année 1861, fait une distinction entre la partie afférente aux bâtiments, et celle, aux mobiliers. Elle ajoute, les opérations d'assurance sur la vie, de 1829 à 1862, avec la note des décès des assurés.
- Villes libres.** (1863.) Le rapport de la caisse, dite d'assurance, de Hambourg, établit le nombre des affaires de 1861 à 1862 et une échelle, de 12 en 12 ans, à partir de 1818, des incendies et des montants d'indemnités auxquelles les sinistres ont donné lieu.
- Danemark.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Espagne.** (1863.) On prépare dans ce moment un travail sur les assurances.
- France.** (1868.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Russie.** (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Suède.** (1868.) Les notices, qui se trouvent rassemblées dans les documents statistiques, indiquent que la valeur de la propriété assurée contre l'incendie par les associations suédoises en 1860 était d'environ 1,200,000,000 Rixd^{rs}.

XVII. PRODUCTION ET CONSOMMATION.

(1863.) Les études qui regardent la statistique de la production et de la consommation sont faites en Espagne suivant les bases posées dans les délibérations du Congrès de Londres. **Espagne.**

(1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)

France.

XVIII. PRIX ET SALAIRES.

(1863.) Une statistique des salaires a été publiée en 1847.

Allemagne.
Hesse electorale.
Saxe-Cobourg-Gotha. (duché de).

(1863.) Un ouvrage, de source officielle, donne la statistique comparée pendant le cours d'un siècle, c'est à dire de 1751 à 1850, des prix d'alimentation, d'habillement, de logement, de matériel de construction et de consommation et des salaires de domestiques.

(1853.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Wurtemberg.

(1863.) Les moyennes des prix des céréales, calculées par hectolitre dans les années 1860 et 1861, se trouvent dans l'Annuaire. **Espagne.**

(1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)

France.

(1863.) On a fait un recueil des renseignements propres à former une statistique des salaires dans les différentes branches d'industrie et d'agriculture du pays.

Grande-Bretagne.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Colonies de la Grande-Bretagne.
Australie.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) On a des données comparatives concernant les salaires et les prix des provisions.

Tasmanie.

(1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Italie.

(1863.) Les prix moyens mensuels des produits du pays et du salaire comprennent l'année 1862 et l'année économique 1862-1863. Les prix de quarante huit articles sont fixés chaque semaine sur vingt-et-un marchés. Le salaire, non compris la nourriture, est assigné au manœuvre, au moissonneur, au maçon, et à celui qui dans une journée laboure un tiers d'hectare de terrain. À Belgrade on procède aussi à la numération des prix mensuels de cinquante autres articles de commerce, provenant de l'intérieur ou de l'extérieur.

Servie.

(1863.) Pour la statistique des prix et salaires il ne manque pas de matériaux, mais bien le temps d'en faire un résumé général. Pour quelques articles seulement la réunion des données a été faite dans le résumé des rapports quinquennaux des préfets. Des renseignements plus détaillés se trouvent dans le journal du bureau.

Suède.

XIX. CLASSES OUVRIÈRES.

- Allemagne.** (1857.) (voir: IV. *Propriété foncière.*)
- Bavière.** (1863.) Une statistique de la condition des classes ouvrières, en tous genres, du pays, a été publiée dans le courant de 1847.
- Prusse.** (1863.) Dans son rapport sur la statistique du mouvement de la population, le directeur Engel s'occupe de la condition des classes ouvrières et de la proportion des salaires.
- Villes libres.** (1863.) Le comité d'assistance au travail, de Hambourg, a fait paraître un état des rapports entre la demande et l'offre du travail, de 1853 à 1862.
- Belgique.** (1860.) Dans le sixième volume du Bulletin, que publie la commission centrale de Belgique, on trouve les résultats de l'enquête qui lors du Congrès de Bruxelles venait d'être commencée sur le budget économique des classes ouvrières en Belgique.
- Espagne.** (1863.) On a formé des listes spéciales qui indiquent l'âge de tous les ouvriers exerçant un métier.
- États-Unis.** (1860.) Les relevés du septième dénombrement comprennent le nombre des possesseurs d'esclaves (avec l'indication de leur nom), le nombre des esclaves fugitifs et des affranchis.
En même temps on prit en considération les salaires des classes ouvrières.
- Colombie.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- de la Grande-Bretagne.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Australasie.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Jamaïque et Barbade.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Russie.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

XX. PRÉVOYANCE. — SECOURS MUTUEL.

- Allemagne.** (1857.) Le Ministère du commerce a fait opérer dans tout l'empire un relevé touchant les caisses d'épargne et les établissements d'assurance.
- Autriche.** (1863.) L'établissement d'une statistique des caisses d'épargne a rencontré bien des difficultés; mais, la direction centrale, s'étant mise d'accord avec la chambre des comptes, et le ministère de l'intérieur ayant approuvé les modèles proposés, on est arrivé à publier, récemment, des notions, très-rapprochées de la vérité, sur la fortune pécuniaire du peuple.
- Hesse Grand-Duché.** (1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Macklenbourg-Schwerin.** (1863.) Il a été compilé une statistique des caisses d'épargne.
- Oldenbourg.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Danemarck.** (1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- France.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- (1863.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Norwège.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Italie.** (1863.) (voir: I. *Statistique générale.*)
- Suède.** (1863.) Quant aux institutions de prévoyance, dont le nombre est assez considérable, les renseignements sur les caisses d'épargne, d'après les questionnaires émanés du Bureau central de statistique, ont été réunis dans les documents statistiques.

XXI. BIENFAISANCE. — ASSISTANCE PUBLIQUE.

- (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Allemagne.**
- (1868.) On continue à publier les cahiers de statistique, du nombre et de la classification des pauvres, de leurs besoins, de leur consommation et du chiffre des subsides qu'ils reçoivent, tant de l'État, que de la charité publique. Il résulte de ces études, que l'entretien des pauvres ne coûte pas, à la population bavarroise plus de 20 *Kreuzer* par contribuable, ce qui, relativement, est une charge très-modérée. Bavière.
- (1863.) On a dressé les notes des pauvres secourus par la charité publique, et de ceux à la charge des communes. Oldenbourg.
- (1863.) La statistique de l'assistance donnée aux pauvres, a été coordonnée par le Dr. Engel. Prusse.
- (1860.) Une publication privée (du Dr. Asher) contient le rapport sur l'Institut pour le soulagement des pauvres (« Die allgemein Armenanstalt »), en donnant l'histoire de son développement, les détails de l'administration jusqu'à la fin de l'année 1852 etc. Villes libres
(Hambourg,
Brême,
Lubeck).
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Brsil.**
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Danemark.**
- (1853.) (voir : I. *Statistique générale*.) **France.**
- (1857.) Un tableau des institutions de bienfaisance et de leurs résultats pour la période de 1851 à 1853 paraîtra bientôt.
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- (1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- (1853.) Le Ministre des pauvres publie des détails sur les indigents et sur les divers genres de secours qui leur sont accordés. **Grande-Bretagne.**
- (1863.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Italie.**
- (1863.) Par la loi du 6 juin 1863 sur l'établissement des pauvres, le Gouvernement a enjoint aux Autorités Communales de tenir des protocoles destinés à la meilleure interprétation de cet important sujet. **Norwège.**
- (1853.) (voir : III. *Population. XXI. Instruction publique*.) **Pays-Bas.**
- (1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- (1863.) L'administration de la Miséricorde de Lisbonne, établissement de bienfaisance publique très-important, où sont recueillis les enfants trouvés de la capitale et des environs, a publié un lumineux rapport sur la gestion pour l'année 1861-62, accompagné de la statistique de ce service dans la même année et dans les onze années précédentes, ainsi que du mouvement de l'hôpital de l'établissement dans l'année 1861-62. **Portugal.**
- (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Russie.**
- (1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)
- (1860.) Les données relatives à la Statistique de l'indigence sont publiées dans le rapport Lett. A. 1. 3. **Suède.**
- (1863.) Quant à la statistique de l'indigence, les notices recueillies pour la période 1856-1860 au moyen de questionnaires distribués par les soins du bureau central de statistique à chaque commune du royaume, ont été résumés dans les rapports quinquennaux des préfets des provinces.
- (1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) **Suisse.**

XXII. HYGIÈNE PUBLIQUE. — SERVICE DE SANTÉ.

Allemagne. (1860.) Le Gouvernement a ordonné la publication de rapports annuels sur les grands établissements sanitaires de Vienne en ce qui concerne les maladies et la mortalité. Ces rapports empruntent un intérêt tout spécial à cette circonstance que dans ces établissements sont reçus particulièrement les ouvriers au service de l'industrie au nombre de plus de 32,000 par an. — A ces rapports sont joints plusieurs travaux particuliers, notamment celui du Dr. Haller, renfermant plus de 223,000 cas de maladies avec l'histoire météorologique des dernières dix années; du Dr. Tourmay sur la mortalité de Bude-Pesth etc.

Il a été fait au sujet du *crétinisme* des investigations dans tous les pays, et les rapports reçus ont été transmis à l'Académie Impériale des Sciences à Vienne pour être soumis à son examen. L'Académie a fait un rapport sur la propagation, les causes du mal, et les modes les plus efficaces d'y obvier.

(1863.) Sur les rapports du principal hôpital de Vienne, on a relevé la progression des maladies dont les tableaux imprimés se distribuent dans les cabinets de lecture.

Oldenbourg. (1863.) La direction centrale de statistique expose le mouvement des malades et des aliénés ainsi que leurs frais d'entretien dans les hospices respectifs.

Prusse. (1853.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) Le journal du bureau de statistique résume les conditions physiques de la population de Berlin.

Brésil. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Danemark. (1853.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Espagne. (1853.) Des renseignements sur la mortalité, sur les épidémies etc. n'existent que dans quelques journaux de médecine.

États-Unis. (1860.) En 1855 on a nommé une commission au Massachusetts pour faire une inspection des aliénés et des idiots. Les renseignements qui furent recueillis, contiennent beaucoup de détails, leur nombre, le sexe, l'âge etc. etc.

Grande Bretagne. (1863.) Du dépouillement des morts, de l'un et l'autre sexe dans le cours des dix ans écoulés de 1851 à 1860, on a tiré des déductions très-simples sur les causes de maladies et de mortalité dans les 631 districts dont se compose l'Angleterre. Le peuple peut puiser dans ces renseignements une instruction hygiénique utile. Les mêmes tableaux de mortalité et de circonstances occasionnelles, dans les grandes villes des Indes, ont été dressés, en y comprenant les européens avec les indigènes.

Colonies de la Grande-Bretagne. (1860.) Depuis 1857 le chirurgien en chef prépare des rapports et les présente à la Législature. Auparavant des statistiques détaillées des hôpitaux du Demerara et d'Essequibo étaient publiées.

Guyane Anglaise.
Norwège. (1863.) La statistique médicale de Norwège est rédigée autrement que celle des autres pays. Depuis le commencement de ce siècle, les médecins en Norwège sont tenus à fournir des rapports annuels qui sont ensuite révisés par la section médicale du Ministère de l'Intérieur et qui ont commencé à être publiés depuis 1827. Après le Congrès statistique de Londres, tous les documents statistiques officiels ont été recueillis en un ouvrage intitulé: *Statistique officielle de Norwège*. Les deux années 1859-60, déjà publiées, contiennent les rapports de presque tous les médecins de Norwège sur les résultats de toute leur clientèle, réunis en autant de tableaux généraux pour tout le pays et de tableaux partiels pour les dix-neuf sections administratives. On y a décrit les conditions générales de la santé, la mortalité, les maladies, l'état météorologique, avec l'indication des malades en traitement, de ceux qui ont succombé, des cas de médecine légale, des opérations chirurgicales et d'accouchements, des rapports sur les hôpitaux, sur les pharmacies et sur le personnel des médecins divisés par districts.

À ces renseignements on a joint les observations générales sur l'état de la population, sur le système de vie, etc. On a aussi décrit de la même manière et avec la plus grande exactitude les épidémies qui régnerent dans le pays durant plusieurs années.

La vaste étendue du territoire, la population minime, le mauvais état des routes ne sauraient permettre, sans l'aide des médecins, de constater tous les décès. Les médecins déclarent ceux qu'ils connaissent et qu'ils évaluent au quart de la mortalité. De même il est impossible de connaître tous les cas de maladie. Dans les temps d'épidémies, les Autorités communales produisent la liste de tous les malades, y compris ceux qui n'ont pas été assistés des médecins. Il existe aussi une bonne statistique des maladies chroniques et une toute spéciale concernant les aveugles, les sourds-muets, les aliénés et les lépreux.

(1853.) Les inspecteurs des maisons d'aliénés publient chaque année des rapports très-détaillés sur ces maisons, rapports, qui remontent à l'origine de ce service. Pays-Bas.

(1868.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1868.) Il ne faut pas omettre quelques travaux remarquables qui ont été faits depuis 1853 dans les établissements dépendant du Ministère de l'Intérieur. Portugal.

Le choléra-morbus ayant envahi le Portugal en 1855 et 1856, et la fièvre jaune ayant sévi à Lisbonne en 1857, le Conseil supérieur d'hygiène publique du royaume a rédigé un rapport sur chacune de ces épidémies accompagné de tableaux statistiques très-instructifs.

Ce conseil s'occupe de l'organisation de la statistique mortuaire de Lisbonne, et compte publier bientôt ce travail pour les années de 1858 à 1862. Cette statistique est faite d'après les indications du Congrès de statistique de Vienne. Le cadre nomenclographique, qui doit servir de base à ces travaux, n'ayant pas été fixé définitivement dans ce Congrès, le conseil a adopté provisoirement la nomenclature française et classé alphabétiquement les maladies, afin qu'une fois cette question décidée les tableaux puissent se prêter à la classification, qui soit adoptée par le Congrès international.

A l'hôpital de Saint Joseph de Lisbonne, le premier établissement de ce genre en Portugal, et un des premiers de l'Europe, on organise depuis le mois de juillet 1862 la statistique du mouvement de cet hôpital par mois avec indication des maladies, du sexe des malades, de l'état civil, de l'âge, du tempérament, de la constitution physique, de la profession, de la nationalité, de la résidence, du traitement, des résultats, et de la durée de ce traitement. La statistique des six mois de juillet à décembre 1862 est déjà publiée. La statistique des premiers six mois de cette année est sous presse.

(1855.) En 1737 un Conseil supérieur de santé fut chargé de donner son avis non seulement sur les mesures à prendre pour conjurer le retour de la peste, mais encore de faire des recherches sur les moyens de donner une active impulsion au progrès de la population. Ce conseil demanda en conséquence des extraits des registres des paroisses et en communiqua les résultats au gouvernement. Les renseignements ainsi obtenus formèrent les éléments d'une statistique médicale du pays. Suède.

Le conseil supérieur de santé a publié des rapports depuis 1750 jusqu'en 1770. La série de ces rapports vient d'être représsée en 1851. Le recueil de ces rapports contient la statistique annuelle du personnel médical et pharmaceutique et des sages-femmes; celle de l'enseignement médical, des hôpitaux et maisons d'aliénés, des établissements d'eaux minérales et de bains de mer; la statistique de la vaccine, des épidémies et épi-zooties, du recrutement de l'armée, celle des morts violentes et accidentelles qui ont donné lieu à une constatation judiciaire etc.

(1847.) Depuis l'année 1851, l'autorité médicale supérieure publie des rapports sur l'état sanitaire du pays, qui renferment les principaux documents relatifs à cette branche de la statistique. — A l'occasion de chacune des épidémies cholériques, la même autorité a publié des rapports détaillés.

(1860.) Avec l'accomplissement de la X^{ème} année les rapports du Conseil supérieur de santé seront rendus conformes aux autres publications statistiques du pays. Ils contiennent le nombre des médecins examinés, des pharmaciens privilégiés, des médecins vétérinaires et des sages-femmes.

(1863.) On ne peut pas encore communiquer les résultats de la statistique des causes de décès, parceque, faute de temps, leur dépouillement pour l'année 1863 n'a pu être terminé. Mais sur les épidémies la Suède possède des données assez satisfaisantes. La publication du Bureau en fournit quelques résultats, et le rapport du Conseil supérieur de santé, qui sera bientôt publié, va réunir aux autres détails l'aperçu de la morbidité depuis 1851.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) Suisse.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Turquie.

XXIII. CULTES.

Allemagne. (1855.) Quant aux cultes les renseignements demandés sont ceux-ci : Nombre et noms des paroisses succursales — population de la paroisse mère et des paroisses succursales — nombre des églises et chapelles, des curés ou ministres, des chapelains, vicaires etc. — revenu net du clergé. Un tableau séparé contient l'analyse du revenu de chaque bénéfice ; un troisième indique, en détail, les biens appartenant à chaque église en capitaux, bâtiments, terres et droits divers, ainsi que les charges et dettes.

(1863.) La conférence évangélique tenue dernièrement à Eisenach, en traitant la question spéciale des conditions du culte et des églises des divers États allemands a formulé une méthode uniforme de statistique générale applicable à toutes les églises évangéliques, pour en fixer le progrès, dans leurs rapports avec les populations. Ce travail de statistique est déjà complet ; il sera publié sous peu.

Des études analogues, sur les conditions de l'église catholique, ont été entreprises. Les tableaux démonstratifs sont à peu près terminés.

Brunswick. (1857.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Prusse. (1853.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Wurtemberg. (1857.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Brésil. (1860.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Espagne. (1863.) On a déjà publié un volume de statistique cléricale. Le personnel attaché au culte compte en tout 39,885 individus.

Grande-Bretagne. (1853.) Les agents qui avaient fait (en 1851) le recensement de la population dressèrent le relevé du nombre des églises, chapelles et édifices du culte, du nombre de fidèles que chacun d'eux peut contenir et du nombre de ceux qui assistaient aux offices ainsi que d'autres détails.

Colonies de la Grande-Bretagne. (1860.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Queensland.

Cap de Bonne-Espérance. (1860.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Ile Maurice. (1860.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Russie. (1860.) (voir : I. *Statistique générale.*)

XXIV. ÉDUCATION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

Allemagne. (1853.) (voir : I. *Statistique générale.*)

Autriche. (1860.) La statistique de « l'Instruction » a pris un notable accroissement par suite de l'usage de nouveaux formulaires qui comprennent tout le détail sur la position officielle des professeurs et instituteurs, sur le nombre et la nationalité des élèves. Ces tableaux sont fournis, chaque année, par tous les établissements supérieurs et par les écoles moyennes. Ils ont servi à un travail publié sur l'état de ces établissements pendant les années 1851-1857. La fin se trouvera dans un autre travail sur l'Instruction élémentaire.

Bade. (1855.) Les relevés de l'administration comprennent les universités de Heidelberg et Freybourg, les gymnases et lycées, l'école polytechnique de Carlsruhe, les écoles inférieures d'art et de métiers dans les villes les plus importantes, les écoles primaires. Les renseignements demandés aux inspecteurs

pour chaque circonscription scolaire sont : Nombre des habitants — des écoles et classes, — des écoliers des deux sexes, — montant de la rétribution scolaire par enfant et montant total du produit de cette rétribution, — nombre des instituteurs titulaires et auxiliaires (suppléants), — revenu de chaque instituteur, avec une analyse détaillée des divers produits composant ce revenu. On y comprend enfin les écoles normales d'instituteurs pour les deux confessions, et les couvents de religieuses consacrées à l'instruction primaire (il n'y en a pas d'autres).

(1857.) La cinquième livraison des « Documents pour servir etc. » (Beiträge, de M. de Hermann) *Havière*, contient une statistique des établissements d'instruction et d'éducation.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Brunswick.

(1863.) Un état des écoles constate le nombre, la présence et les progrès des élèves.

Oldenbourg.

(1853.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Prusse.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Saxe-Weimar
(Grand-Duché de).

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Wurtemberg.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Brésil.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Danemarck.

(1853.) Le Ministère de l'intérieur s'occupe de la statistique appelée intellectuelle ou de l'enseignement public. Dans le bulletin de l'instruction publique, publication faite par le département de l'intérieur, on peut trouver beaucoup de données suffisantes peut-être pour dresser la statistique du nombre d'écoles et de celui des élèves qui les fréquentent.

Espagne.

(1855.) Au sixième dénombrement on joint l'énumération des établissements d'instruction publique, en distinguant les élèves reçus à titre gratuit et non gratuit dans ces établissements et en spécifiant le nombre des adultes de la population blanche ne sachant ni lire ni écrire.

États-Unis.

Le nombre des écoles et des bibliothèques fut relevé dans le septième dénombrement.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

France.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

(1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Grande-
Bretagne.
Colonies
de la Grande
Bretagne.

(1853.) Les agents qui avaient fait (en 1851) le recensement de la population, dressèrent le relevé du nombre des écoles des diverses catégories, du nombre des élèves inscrits sur les listes et fréquentant les leçons ce jour-là, des divers systèmes d'enseignement, et d'autres particularités.

Australie.

(1860.) On procède dans ce moment à une enquête sur l'instruction.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Queensland.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Cap de Bonne-
Espérance.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Indes.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Ceylan.

(1860.) La statistique concernant l'instruction est donnée assez exactement tous les ans par l'inspecteur des écoles. Mais ces rapports ne regardent que les écoles subventionnées par le Gouvernement.

Guyane-Anglaise.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Iles Joniennes.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Ile Maurice.

(1855.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Grèce.

(1863.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Italie.

(1853.) Le Ministère de l'intérieur a fait paraître depuis l'année 1815 des rapports sur l'instruction primaire, secondaire et supérieure, et sur les institutions de bienfaisance, rapports qui depuis 1847 ont reçu de grands développements. (voir : Population.)

Pays-Bas.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Portugal. (1862.) L'instruction primaire en Portugal dans ces dernières années est l'objet d'une sollicitude toute spéciale de la part de l'administration.

La loi fondamentale, la Charte, garantit l'instruction primaire gratuite à tous les membres de la famille portugaise. Pour atteindre ce but le Gouvernement n'a jamais épargné d'efforts, et on est à même d'en juger par les tableaux statistiques présentés au Congrès.

Dans la période de 1854 à 1862 le Gouvernement a créé 188 écoles primaires, dont 452 pour les garçons et 136 pour les filles. La population a bien profité des bienfaits de l'État. Dans l'année scolaire de 1854-1855 nous avions 1,201 écoles publiques; 1,222 pour les garçons et 69 pour les filles. Le nombre des élèves qui les ont fréquentés est de 55,892, dont 52,986 garçons et 2,906 filles. Pour l'année scolaire de 1861-1862 on compte déjà 1,788 écoles publiques, dont 1,599 pour les garçons et 189 pour les filles. Le nombre des élèves a été de 79,172, dont 70,720 garçons et 8,452 filles. Il y a donc une différence en plus de 23,280 élèves.

Multiplier le nombre des écoles sans avoir de bons instituteurs ce serait manquer le but qu'on se propose. Cette partie du problème se trouve aujourd'hui résolue par la création à Lisbonne de deux écoles normales primaires, une pour les instituteurs, une autre pour les institutrices. Ces écoles pourraient servir partout de modèles.

Bientôt le Portugal aura des établissements en nombre suffisant pour pouvoir recruter tous les instituteurs parmi des hommes qui auront fait des études sérieuses dans les écoles normales.

À certaines questions, qui intéressent plus particulièrement l'instruction primaire, on a donné en Portugal les solutions suivantes.

L'instituteur est un fonctionnaire de l'État. C'est à lui seul qu'il rend compte, par l'intermédiaire des inspecteurs primaires, de l'accomplissement de ses devoirs.

Entre l'église et l'école il y a une complète séparation.

Une loi de 1844 a rendu l'instruction obligatoire dans ce sens que les parents peuvent donner à leurs enfants l'instruction chez eux, ou avoir recours à une école publique ou privée dont ils sont libres de faire le choix.

La liberté d'enseignement est le couronnement de l'édifice.

Ce n'est pas seulement pour la jeunesse qu'on a tâché de multiplier les moyens d'instruction; on s'est occupé aussi très-activement de l'instruction des adultes dans des écoles du soir. On a établi des écoles non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans des différentes communes. Partout on obtient d'excellents résultats.

L'ensemble des tableaux statistiques établit le développement progressif de l'instruction primaire en Portugal tant pour le nombre des écoles publiques et privées que pour le nombre des élèves qui les ont fréquentées dans la période de 1854-1862.

Il en résulte qu'il y a au moins un élève pour 37 habitants en Portugal. Bientôt l'instruction du peuple portugais aura atteint le niveau des nations les plus avancées.

Russie. (1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Suède. (1860.) Une *statistique de l'enseignement* sera la tâche spéciale d'un bureau qui vient d'être établi au Ministère du culte. Les publications de ce bureau feront partie des autres publications statistiques du pays.

Suisse. (1858.) La statistique de l'enseignement, qui se prépare au bureau spécial du Ministère du Culte et de l'Instruction publique, n'est pas encore publiée, mais elle va paraître bientôt dans la série des publications statistiques fondées sur des matériaux rendus déjà depuis plusieurs années.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

XXV. PRESSE PÉRIODIQUE. — LITTÉRATURE.

Allemagne. (1857.) Une statistique littéraire de l'Autriche est composée. Dès 1853 le chef de la bibliothèque administrative a dressé un tableau de l'état et du mouvement de la littérature en Autriche. Les états bibliographiques-statistiques paraissant pour la troisième fois forment deux volumes.

Autriche. (1863.) Le journal du bureau de statistique renferme un catalogue mensuel des publications statistiques et littéraires de l'État, suivi d'observations sur les ouvrages de même nature, parus à l'étranger.

France. (1863.) La statistique des produits littéraires pour l'année 1861 est consignée dans l'annuaire. Les ouvrages publiés montent à 373, plus les œuvres dramatiques examinées dans le courant de l'année par le censeur théâtral.

XXVI. SÛRETÉ PUBLIQUE. — POLICE. — PRISONS.

(1855.) Les renseignements sur la gendarmerie, la maison de correction et le dépôt de mendicité font partie des documents recueillis par l'administration de la police. Allemagne.
Bade.

(1857.) Un document spécial donne les « résultats de la police de sûreté » contenant un état complet, remontant à une série d'années, du mouvement des mendiants et vagabonds d'un département à l'autre, de l'intérieur à l'étranger et vice versa. Passive.

Comme complément à la statistique criminelle on a publié un rapport sur la situation des prisons et des maisons de correction pendant une série d'années.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) Brunswick.

(1863.) Le régime des détenus a été minutieusement étudié, lors du dernier recensement. L'annuaire du bureau central reproduit la statistique générale des prisons, du conseiller d'État, Triest. Prusse.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) Belgique.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Brésil.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.) France.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.) Colonies
de la Grande-
Bretagne.
Australasie.

(1858.) (voir : I. *Statistique générale*.) Pays-Bas.

(1855.) L'administration centrale des établissements pénitentiaires rédige, depuis une trentaine d'années, des rapports annuels au roi, mais elle ne les a publiés régulièrement que depuis 1847. Suède.

(1860.) La distribution de la *Statistique des établissements pénitentiaires* a été faite pour l'année 1858.

(1862.) La réforme du système pénitentiaire, due au zèle du feu Roi Oscar et à la générosité de la Diète, a produit des effets, que la statistique pénitentiaire de la Suède peut se considérer comme heureuse d'avoir à révéler. Le système cellulaire pour les maisons de détention des accusés ayant été, sur la proposition du Roi, adopté par la Diète en 1841, et la construction ayant été commencée en 1843, l'année 1861 a vu achever 30 prisons cellulaires, distribuées dans toutes les provinces du royaume et suffisantes au besoin de chaque province. Les frais de construction de ces prisons, avec un total de 2031 cellules, ont été de 4,000,000 Rdr. Malgré l'abolition des peines corporelles afflictives durant cette même période, le nombre des détenus à la fin de chaque année a diminué à mesure que le nombre des prisons cellulaires et la population du pays se sont augmentés.

Destinées d'abord aux prévenus, ces prisons cellulaires reçoivent aussi les criminels condamnés à l'emprisonnement de 2 ans et plus. Ainsi en 1861 près de 1/4 des condamnés ont sans inconvénient subi leur peine d'emprisonnement en cellule.

XXVII. JUSTICE CIVILE ET CRIMINELLE.

(1858.) Relativement à la statistique judiciaire, au cadre développé de la justice civile est déjà achevé, un nouveau cadre de la statistique criminelle avec des améliorations est actuellement à l'examen, et enfin les « casiers judiciaires » c'est-à-dire les listes des condamnés, classés d'après leur origine, vont être organisés en Autriche dans le but de mieux constater les récidives. Allemagne.
Autriche.

Les cadres existants pour la statistique des maisons de détention et de correction ont été améliorés d'après les indications du Congrès de Paris, afin de faire ressortir la durée de la détention préventive et celle des peines classées par catégories de temps.

(1855.) Le formulaire de la statistique judiciaire spécifie les crimes, délits et contraventions. Pour adopter cette statistique aux institutions judiciaires nouvelles, le bureau de statistique a rédigé d'accord avec le ministère de la justice un formulaire ayant pour but de faire connaître les rapports qui existent entre l'administration de la justice et la condition morale et économique du pays.

(1857.) Le ministère de la justice a fait dresser la statistique criminelle de 1856 à l'occasion du Congrès réuni à Vienne.

(1860.) Le ministère de la justice a continué ses rapports sur l'administration de la justice criminelle pour les années 1857 et 1858, auxquels sont ajoutés les formulaires aujourd'hui en usage en Autriche pour les renseignements statistiques sur l'administration de la justice criminelle. Pour faciliter une statistique criminelle internationale, on a ajouté un texte explicatif avec la nomenclature des crimes, délits et contraventions avec les dispositions pénales du code autrichien avec les phases par lesquelles ont passé ces lois pénales et avec les circonstances de fait qui influent sur l'administration de la justice criminelle.

Bade. (1858.) Dans le grand-duché de Bade une statistique de la justice criminelle a été publiée annuellement. Depuis quinze ans on y a pris pour modèle la statistique française. Plus tard on y a publié une statistique de la justice civile.

(1863.) Le Ministère de la Justice dont les travaux statistiques remontent jusqu'à l'année 1829, a publié récemment une statistique criminelle de l'année 1861.

Bavière. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) Le ministère de la justice a fait paraître séparément les résultats de la justice criminelle jusqu'à l'année 1858.

Brunswick. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Hanovre. (1860.) Le Ministère de la justice a publié une statistique des crimes pour les années 1854, 1855 et 1856.

(1863.) La statistique criminelle du royaume comprend les trois années 1859-60-61.

Hesse elettorale. (1863.) Le Ministère de la Justice s'est chargé, dès 1821, d'une première statistique de son département, énonçant les condamnations prononcées pour toute espèce de délits.

Mecklenbourg-Schwérin. (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Prusse. (1863.) On a publié des rapports statistiques sur les lois, en général, et sur celles concernant les Régences, les Élections, les Provinces et les Communes.

Saxe-Weimar. (1857.) Relativement à la statistique judiciaire, les états annuels renferment la statistique complète des opérations des tribunaux, tant pour la justice criminelle que pour la justice civile.

Villes libres. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Wurtemberg. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Brésil. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Danemark. (1857.) En ce qui touche à la statistique criminelle on s'est conformé aux décisions du Congrès.

(1860.) Le 20^{me} volume de la collection statistique (*Statistik Tabelværk*) doit contenir la statistique criminelle pour les années 1841-1855. Les 196 tableaux joints à cet exposé sont dressés conformément aux décisions du Congrès.

Espagne. (1853.) Le Ministère de la justice s'occupe de la criminalité et des délits. Quelques travaux relatifs à la statistique criminelle de la Catalogne ont été publiés. On a publié aussi, il y a une dizaine d'années, un relevé de la criminalité dans les îles Baléares.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1863.) Déjà en 1843 on avait eu l'idée en Espagne de rédiger une statistique judiciaire; après la loi du 8 juillet 1859 on a pu la compléter et la perfectionner. On a publié des études de statistique criminelle, poursuivie pendant deux ans, études qui ne craignent la comparaison avec aucune de celles qui ont été faites sur le même sujet. Un arrêté du Ministre de Grace et Justice du 1^{er} Février

1861 ordonna la compilation statistique de la justice civile. Pour faciliter ce travail, un décret royal du 3 juillet 1863 mit à la disposition de la Direction de statistique une classe d'employés spéciaux, pour en établir un après de chaque tribunal supérieur.

(1858.) Il existe des documents sur la statistique criminelle et sur la statistique civile publiés par le Ministère de la Justice. France.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1862.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1862.) Les statistiques criminelles sont fournies par les fonctionnaires des diverses cours de justice et de police au Ministère de l'intérieur, où elles sont analysées et discutées. Grande-Bretagne.

(1862.) Le Ministère de l'intérieur publie une statistique judiciaire et donne des détails sur la forme des procès civils et criminels.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) La statistique des crimes est améliorée. Elle comprend à présent les délits et les condamnations. Colonies de la Grande-Bretagne. Australie. Nouvelle-Galles du Sud.

(1860.) Dans les rapports judiciaires, les procès entre les naturels et entre les naturels et les Européens sont séparés. Nouvelle-Zélande.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) La statistique criminelle fournit beaucoup de renseignements, quoique leur rédaction ne suffise pas encore. Cap de Bonne-Espérance. Ceylan. Guyane-Anglaise.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1862.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1852.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1858.) Le Ministère de la justice publie annuellement, depuis 1847, des rapports sur la statistique de la justice criminelle et civile. Le tome premier comprend les années 1847, 1848 et 1849. Pays-Bas.

(1862.) Au Ministère de la Justice et des Cultes on a réglé dans ces deux dernières années l'organisation de la statistique de la justice criminelle. Portugal.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1855.) La statistique de la criminalité a été organisée en 1830. Depuis cette époque le bureau de statistique au Ministère de la justice, a régulièrement publié des rapports annuels au Roi dont la deuxième série (1841 et années suivantes) a pris pour modèle la statistique criminelle de la France. — Le même bureau publie en outre régulièrement, depuis 1830, des rapports annuels sur plusieurs faits de la justice civile, sur le mouvement hypothécaire, les achats d'immeubles etc. Russie. Suède.

(1860.) La statistique judiciaire vient d'être l'objet de modifications, dans lesquelles on a en égard, autant que la législation du pays l'a permis, aux propositions faites par le Congrès.

(1862.) Bien que les résultats de la statistique judiciaire des différents pays ne soient pas encore commensurables, il mettent en état d'apprécier la progression ou la diminution des crimes etc. dans chaque pays. Le résumé des comptes-rendus du Ministère de la Justice, publiés pour les années 1857 à 1860 dans la série des documents statistiques, indique le nombre des personnes coupables de crimes graves comme allant toujours en décroissant. La Diète actuellement rassemblée a satisfait au besoin de réformer la législation criminelle. Après la nouvelle législation adoptée, la statistique judiciaire aura aussi plus de facilité à fournir des résultats comparables à ceux des autres pays, dont la législation est de date récente.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Suisse.

XXVIII. ARMÉE ET MARINE MILITAIRE.

- Allemagne** (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
Itavire. Les comptes-rendus des séances des chambres renferment sur la situation et les besoins de l'armée tous les renseignements que la statistique peut désirer.
- Mochlenbourg-Schwern.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
 (1863.) L'administration militaire a publié un rapport sur l'état sanitaire des troupes du Duché et leur mortalité pour la période 1853-62.
- Prusse.** (1863.) Le journal du bureau de statistique apprécie la constitution physique des hommes appelés au service militaire, dans la marche de Brandebourg.
 Sur les données officielles, du Ministère de la guerre, a été recueillie et publiée, une statistique des maladies et décès de l'armée.
 Par l'entremise du même bureau de statistique le Ministère de la Marine dresse une liste des sujets aptes au service de Mer.
- Wurtemberg.** (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Belgique.** (1860.) Les tableaux concernant les résultats des opérations des Conseils de Milice, divisent les militaires sous le rapport de la taille et du degré d'instruction; ils indiquent le nombre des exceptions définitives et provisoires qui ont été prononcées, par application des lois sur la milice. Les renseignements relatifs à la levée des années 1851-1858 sont publiés dans les *Documents*.
- Brésil.** (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- France.** (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)
 (1860.) Dans les comptes-rendus du matériel de la guerre et de la marine on trouve l'indication précise des ressources de l'armée de terre en hommes et chevaux, des ressources de l'armée de mer en hommes et bâtiments, enfin des ressources des arsenaux en projectiles et provisions de guerre de toute nature.
 (1863.) Deux publications qui combleront une lacune dans la série des statistiques officielles de la France ce sont le rapport annuel sur l'état sanitaire de l'armée dans la mère-patrie et à l'étranger, et l'excellent emprunt que la statistique officielle de la France vient de faire à celle de l'Angleterre: le statistical abstract, résumé pour les 15 dernières années, des principaux faits statistiques publiés par les divers ministères.
- Grande-Bretagne.** (1854.) On fait la statistique de l'armée tant que de la marine royale.
- Colonies de la Grande-Bretagne.** (1863.) L'enquête sur la mortalité, dans l'armée, instituée par lord Herbert, a fourni des résultats très-intéressants. On a publié des statistiques minutieuses sur l'armée, en général.
Ceylan. (1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Grèce.** (1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Italie.** (1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)
- Portugal.** (1863.) En 1860 on a créé au Ministère de la Guerre un bureau de statistique pour centraliser et compléter les statistiques faites dans les diverses sections de ce Ministère. Le bureau a préparé le programme de ses travaux, qui comprennent une statistique complète du service militaire depuis le recensement des jeunes gens appelés par la loi à ce service jusqu'au mouvement des hôpitaux, et à la mortalité dans l'armée. Cette dernière statistique était déjà organisée et a été publiée pour les quatre années 1858-59 à 1861-62, désignant les hôpitaux, le nombre des malades existants, entrés et sortis dans l'année, la dépense des hôpitaux, le cadre nosologique, et la mortalité par hôpitaux.
 On avait également commencé et on a continué la statistique de la mortalité des chevaux de l'armée, qui est terminée pour les onze années de 1852-62, désignant le nombre des chevaux existants par an et par régiment, le nombre de ceux, qui ont été reçus, les pays d'où ils sont venus, la mor-

talité par pays, le nombre de décès causés par la morve, le terme moyen de la durée du service, et le rapport de la mortalité au nombre de chevaux existants.

On avait encore commencé les travaux pour l'organisation de la statistique de la justice militaire de l'armée. La statistique de l'année 1862 est terminée, et sera publiée bientôt.

Deux lois promulguées en 1856 ayant aboli les peines corporelles dans l'armée, et modifié les peines relatives aux crimes de désertion, le Ministre de la Guerre a ordonné en 1861 l'organisation d'une statistique spéciale pour les neuf années de 1855 à 1861, afin de faire ressortir l'influence de ces deux lois par la comparaison de la criminalité dans les quatre années qui les avaient précédées, avec la criminalité des quatre années postérieures.

Cette statistique comprend par an :

l'effectif de l'armée par armes et par corps, avec la désignation des employés civils ayant des grades militaires.

la criminalité et la pénalité par armes et par corps, avec la désignation de chaque crime et délit, et de la peine infligée.

la criminalité et la pénalité par rapport au mode des enrôlements (conscription, engagement volontaire, remplacement) par armes et par corps.

la criminalité par armes et par corps, en rapport aux districts administratifs où les coupables sont nés.

Cette statistique n'est pas encore terminée; mais les résultats déjà obtenus constatent une diminution sensible dans la criminalité de l'armée par suite des adoucissements apportés par les lois citées à la rigueur du Code pénal militaire.

(1863.) Pour la statistique de l'armée de terre et de la marine les matériaux sont réunis dans les ministères respectifs, mais il n'a pas été question d'en faire des résumés statistiques destinés à être régulièrement publiés.

Sur la morbidité et la mortalité de l'armée on trouve des renseignements dans les publications du Conseil supérieur de santé, qui donnent aussi les résultats de la conscription.

(1860.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Suède.

Turquie.

XXIX. FINANCES.

(1854.) Depuis 1844 on autorisa la publication entière des travaux statistiques, même des parties purement administratives en comprenant ainsi toutes les branches de l'administration, surtout de l'administration des finances.

Allemagne.
Autriche.

(1857.) Beaucoup de détails sur les rapports des finances de l'État avec sa situation économique sont livrés à la publicité par le Ministère des finances à l'occasion du Congrès réuni à Vienne.

(1860.) Les renseignements sur les impôts directs ont été imprimés avec une introduction qui donne l'histoire et établit la nature de chaque impôt. On termine en ce moment un pareil travail sur les contributions indirectes, qui a été présenté au Congrès de l'Empire (*Reichsrath*). La direction de la statistique publiera sous peu un travail touchant l'impôt sur le sel.

(1863.) Le Ministère des Finances, a publié les budgets de l'État et les rapports internationaux résultant de l'union douanière. (Zollverein.)

Bade.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Bavière.

(1857.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Brunswick.

(1855.) (voir : I. *Statistique générale*.)

Mecklenbourg-
Schwerin.
Prusse.

(1863.) Les produits des droits de mouture et d'abattage, sont exposés, en détail, dans le journal du bureau de statistique.
Y est joint « un examen critique de la statistique financière des grands et petits États de l'Europe, avec considérations particulières sur leurs budgets militaires. »

(1857.) La statistique financière est représentée par les budgets généraux des recettes et des dépenses publiés tous les trois ans.

Saxe-Weimar
(Grand-duché de).

Saxe (Duchés de). (1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Villes libres
(Hambourg).

(1860.) Le Gouvernement a préparé un tableau sur le revenu des impôts de 1818 à 1859 inclusivement, en comprenant le revenu moyen de chaque période quinquennale; sur le montant des re-
tours, des droits, des taxes, des salaires, des dépenses et du revenu net, sur les différents articles de
consommation sujets aux taxes et sur le revenu en provenant. Un autre tableau indique le revenu
provenant des droits de douane pour chaque année de la période de 1815 à 1859, en comprenant le
revenu moyen des périodes suivant les variations du tarif.

Wurtemberg. (1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1863.) L'almanach annuel du royaume, pour 1861, donne des détails statistiques sur les finances
de l'État.

Costa-Rica. (1863.) Le gouvernement de Costa-Rica publie chaque année des rapports sur les diverses branches
de l'administration. — Dans le rapport du Ministre des finances se trouvent des tableaux faisant con-
naître: 1. Les revenus de l'année du dernier exercice comparés avec ceux des années antérieures.
2. Les produits des douanes, des contributions diverses, de la vente des tabacs, de l'impôt sur les
boissons, de l'aliénation des propriétés de l'État, des postes, de la fabrication des monnaies etc. 3. La
situation de la dette active et de la dette passive. 4. Enfin le budget, contenant l'évaluation des re-
cettes et dépenses.

Danemark. (1860.) (voir: I. *Statistique générale.*)

Espagne. (1853.) Relativement à la statistique financière depuis l'institution du régime constitutionnel en
Espagne les Ministres sont obligés de présenter aux Chambres les budgets des dépenses. On publie
aussi des relevés des revenus de l'Espagne.

États-Unis. (1855.) (voir: I. *Statistique générale.*)

France. (1853.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1857.) (voir: I. *Statistique générale.*)

(1860.) En France le budget fait connaître, avec des développements presque minutieux, les cré-
dits demandés pour chaque ministère, avec l'indication de leur application à chaque dépense, et la
justification des causes d'accroissement ou de diminution de ses crédits par rapport à l'année précé-
dente. Le budget est un dictionnaire très-détaillé de la France.

Le compte-rendu provisoire de l'Administration des finances n'est pas moins intéressant. Il est
le budget réalisé. Chaque impôt et chaque ministère y a son chapitre spécial, avec des notes expli-
catives, très-multipliées. Les opérations de trésorerie et le mouvement de la dette publique y sont
exposés avec la même étendue.

Depuis quelque temps, chaque ministère est encore tenu de publier, tous les ans, à la suite d'une
vérification opérée par une commission supérieure, où figurent des membres des deux chambres, un
compte qui permet de pénétrer jusque dans les derniers détails de l'emploi des crédits placés à sa
disposition par le budget. Ce compte doit contenir des documents statistiques les plus variés.

Le compte-rendu général des recettes et dépenses pour 1859 a paru dans les premiers jours
de juin.

(1863.) (voir: *Statistique générale.*)

Grande-
Bretagne.

(1853.) Le Ministre des finances, en faisant un exposé annuel de la situation financière, commu-
nique à la Chambre des Communes un compte général du revenu et des dépenses du pays.

(1855.) Des documents sur des sujets divers et notamment les relevés relatifs aux finances et à
toutes les branches diverses de l'économie intérieure du pays (qu'on trouvait autrefois dans les an-
ciens comptes-rendus du commerce et de la navigation) seront désormais l'objet d'une publication an-
nuelle distincte.

(1857.) *L'état des recettes, des dépenses et de la dette publique* est publié annuellement depuis
longtemps avec beaucoup de détails. (*Finance Accounts.*)

D'autres documents entièrement nouveaux sont les rapports raisonnés des administrations des dou-
anes, des recettes perçues à l'intérieur et produit des postes. On y trouve des explications et des ré-
sumés historiques d'un très-grand intérêt.

Des comptes communaux sont publiés annuellement par l'administration des pauvres.

(1860.) Les tables du revenu public distinguent soigneusement les différentes sources du revenu. Mais en comprenant le revenu total ils confondent les emprunts et les autres recettes, de sorte, qu'ils induisent souvent en erreur. Les dépenses militaires sont maintenant à la charge en partie des colonies et non plus exclusivement à celle de la mère-patrie comme autrefois.

Colonies
de la Grande-
Bretagne.
Australie.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Australie du Sud.

(1860.) Les revenus sont distingués en *généraux* et en *provinciaux*.

Nouvelle-Zéland.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Ile Maurice.

(1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Grèce.

(1863.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Italie.

(1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Norvège.

(1853.) Le Ministère des finances adresse annuellement aux Chambres législatives des rapports détaillés sur les finances.

Pays-Bas.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Russie.

(1855.) Le Roi Gustave-Adolphe ordonna la préparation d'un compte-rendu annuel des recettes et dépenses de la Suède dès 1623; mais la publication régulière des budgets et des comptes-rendus de l'administration financière ne date que du commencement de ce siècle.

Suède.

Les opérations financières de la banque du royaume, ainsi que des nombreuses banques provinciales, celles des caisses hypothécaires, des caisses d'épargne et de retraite, sont toutes soumises au contrôle de la publicité par les comptes-rendus annuels publiés séparément ou dans le journal officiel.

(1857.) En ce qui concerne les finances de l'État, un tableau d'ensemble est présenté avec clarté dans le document dit le « Capitalcount du grand livre de l'État. » Une nomenclature complète des services financiers et des diverses sources des revenus de l'État a été publiée dans un ouvrage intitulé « Exposé comparé des impôts du peuple suédois en 1809 et en 1850. »

(1860.) Une statistique détaillée des finances se prépare par les mains d'une commission spéciale, qui vient de publier entre autres un compte-rendu des caisses hypothécaires.

(1863.) Une commission spéciale vient de publier son rapport au Roi sur le développement économique et financier de la Suède depuis 1834. Ce rapport, offre une collection très-riche en faits statistiques, puisés en grande partie dans les recherches spéciales organisées par cette commission.

(1863.) Les renseignements sur nos banques et établissements de crédit, qui sont réunis au Département des finances, feront l'objet d'une publication spéciale dans la série de nos documents statistiques, ou dans le rapport au Roi de la Commission spéciale pour la situation financière du pays.

La manière, dont il est pourvu aux besoins de l'État en Suède, en partie par des terres allouées, en partie par des prestations en nature, en partie par des contributions directes et permanentes, en partie par des contributions indirectes et additionnelles, votées par la Diète, entraîne des difficultés presque insurmontables pour présenter dans un tableau toutes les recettes et dépenses de l'État. Le budget, voté par la Diète, n'en donne qu'une partie, d'où il suit qu'il ne saurait être comparé à celui des autres pays, où tout est compté en argent. Un autre inconvénient, c'est celui de deux administrations séparées pour les finances de l'État, qui publient chacune son extrait des comptes généraux, qu'on doit consulter tous les deux pour arriver à un résultat.

L'État financier des communes fera l'objet de publications officielles en Suède, comme dans quelques autres pays, aussitôt que les lois communales, une des gloires du règne du Roi Charles XV, mises en vigueur dès le commencement de cette année, auront eu le temps d'en régler la comptabilité.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Suisse.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Turquie.

XXX. CONSTITUTION DES ÉTATS. — POUVOIRS LÉGISLATIFS.

Belgique. (1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) Une série de tableaux contenant les résultats numériques de chacune des élections est publiée dans les « Documents » savoir: tome I les élections de 1851, tome II, III, IV, celles de 1852, 1854, 1855, 1856, 1857 et 1859. Les élections provinciales et communales font aussi l'objet des tableaux insérés aux mêmes documents.

XXXI. SYSTÈME COMMUNAL.

Allemagne. (1857.) Récemment l'élaboration d'une statistique de Vienne a été commencée. Elle est exécutée d'après le cadre de la statistique de Paris.

Autriche.

(1863.) La Commune de Vienne a créé, dernièrement, un bureau de statistique qui s'occupe des catégories suivantes: mortalité, moralité, approvisionnement, enseignement et autres branches importantes de l'administration.

Hade.

(1855.) En préparant le premier volume de la statistique du grand-duché de Bade on a fait attention à l'état financier des communes. La troisième section de la statistique contiendra des renseignements sur les propriétés mobilières et immobilières, les dettes, les revenus et dépenses des communes. Chaque usaire a reçu des formulaires imprimés destinés à faire connaître la situation financière de la commune. Ces formulaires devront être remplis d'après les comptes de l'année précédente, et pour de certaines matières, d'après une moyenne calculée pour la dernière période décennale.

(1863.) Le 9^{me} cahier de statistique indique, en détail, l'état financier, l'actif et le passif, les recettes et dépenses des communes du grand-duché.

Le docteur Diétz, directeur du bureau de statistique, a réuni les matériaux d'une statistique des Communes, en partie déjà imprimée.

Bavière.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

**Hesse
Grand-Duché.**

(1869.) Un travail minutieux et difficile, a été fait, récemment, pour spécifier les diverses natures du sol dont se compose chaque commune, afin d'en dresser une statistique, confiée à la direction centrale. Les listes et tableaux destinés à cet usage, ont déjà été publiés.

**Saxe-Weimar
(Grand-duché de).**

(1857.) Depuis deux ans on réunit aussi des états de situation sur la fortune de toutes les communes du pays et sur leurs recettes et dépenses d'administration communale, de culte, d'instruction et de bienfaisance.

Belgique.

(1855.) Les administrations urbaines de Belgique publient régulièrement tous les ans des rapports sur beaucoup de matières de leur ressort.

(1857.) (voir: I. *Statistique générale*.)

(1860.) Une circulaire du 28 février 1856 a prescrit la formation d'états, propres à faire apprécier la marche progressive qu'ont suivie les recettes et les dépenses communales depuis 1850. La situation financière établie d'après les budgets approuvés par les autorités provinciales pour les années 1850 à 1858 a été publiée dans les *Documents*.

Danemarck.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

États-Unis.

(1855.) Des renseignements sur la nature et le montant des taxes locales ont été réunis dans le septième décombrement.

(1857.) Parmi les publications spéciales à la ville de Paris il faut citer les cinq volumes des *France. Recherches statistiques*, la statistique annuelle des établissements charitables de Paris, le compte-rendu financier annuel, la statistique industrielle (due à la Chambre de Commerce).

(1860.) Le cinquième volume de la collection des documents statistiques sur la ville de Paris et le département de la Seine vient d'être livré au public. Il contient les faits relatifs aux intérêts moraux et matériels de la capitale de la France dans leur développement successif de 1849 à 1858 inclusivement.

(1855.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Grèce.

(1853.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Pays-Bas.

(1860.) (voir: I. *Statistique générale*.)

Russie.

(1857.) La statistique des finances communales n'existe encore qu'à l'état de matériaux bruts dans les comptes d'exercices et attend son élaboration.

FIN.

**TABEAU SYNTHÉTIQUE DES RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE
SUR L'ÉTAT DE LA STATISTIQUE DANS LEUR PAYS.**

ÉTATS.	ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT.	CULTURE MATHÉMATIQUE.	CULTURE INTELLECTUELLE ET MORALE.	FORCE POLITIQUE.
	Statistique générale. Territoire. Flagnage des pays. Dénombrement municipal du pays. Lois de habitation. Population. Propriété foncière.	Agriculture. Potagers. Vignes. Sylviculture et chasse. Pêche. Mi- nons et mines. Manu- factures, arts et métiers. Travaux publics. Manu- factures, pouds et mé- tiers. Commerce. Trans- ports. Institutions de banque et de crédit. Assurances. Pro- fessions et manœuvres. Prix et salaires. Classes sociales.	Progrès. Secours mutuels. Bienfai- sance. Associations pa- triennes. Hygiène. Ser- vice de santé. Culture. Éducation. Instruc- tion publique. Scien- ces et arts. Presse périodiques et litté- raire. Mœurs publi- ques. Police. Prisons. Ju- stice civile et crimi- nelle.	Armée. Marine de guerre. Finances. Consti- tution des départe- ments et des tribunaux. Système censuel.
Allemagne.	Page	Page	Page	Page
Autriche	245, 268, 274, 289	291, 295, 296, 298	308, 310, 312, 314	319, 324
Bade	—	301, 304	315	—
Bavière	244, 268, 274, 289	291, 295, 304	312, 315, 316	319, 322
Brandebourg	245, 268, 274, 289	291, 294, 298	309, 313, 315, 316	315
Prusse	244	—	—	—
Hanovre	246, 280	296, 304	316	—
Hesse électorale	246, 282, 274	301, 307, 308	316	—
Hesse grand-duché	246, 282, 274, 289	301, 304, 304	308	322
Mecklenbourg-Schwérin	247, 288	301, 304	—	318
Oldenbourg	247, 288, 274	301, 307	308, 309, 310, 313	—
Prusse	247, 275, 280	297, 298, 298, 301	308, 310, 314, 315	318, 319
Saxe Royale	248	305, 306, 308	316	—
Saxe-Weimar (grand-duché)	248, 276, 280	—	316	—
Saxe-Cobourg et Gotha, Saxe- Meiningen, Saxe-Altenbourg	248, 268, 276	291, 306, 307	—	319, 322
Villes Libres (Hambourg, etc.)	250, 278	301, 306, 308	308	320
Wurtemberg	251, 268, 276, 280	297, 298	—	321
Zollverein	277	255, 301	—	—
Belgique	251, 277	291, 308	—	318, 322
Brésil	251, 269, 277	—	—	320
Costa-Rico	—	—	—	—
Danemark	252, 277	301, 306	316	—
Espagne	252, 269, 273, 278	291, 294, 295, 297	310, 312, 313, 314	320
—	281	298, 299, 301, 304	316	—
—	—	308, 309, 310	—	—
Antilles	—	302	—	—
États unis de l'Amérique du Nord	253, 269, 278, 280	292, 297, 308	310, 313	322
France	253, 279	292, 295, 305	309, 316, 317	318, 320, 323
Grande Bretagne (Angleterre, Écosse, Irlande, îles de la Manche).	255, 270, 279	292, 295, 297, 302	309, 310, 312, 315	318, 320
—	—	307	316, 317	—
Colonies de la Grande Bretagne.	—	—	—	—
Australie	256, 270, 281	292, 308	313	321
Nouvelle Galles du Sud	256, 270, 281	292, 308	317	—
Queensland	257	—	—	—
Victoria	257, 281	292	—	—
Australie du Sud	257, 281	—	—	—
Tasmanie	281	303, 307	—	—
Nouvelle Zélande	257, 281	303, 317	—	321
Cap de Bonne-Espérance	257, 281	—	—	—
Indes orientales	257, 281	—	—	—
Ceylan	257	—	—	—
Guyane Anglaise	257, 270, 281	303, 310, 313, 317	—	—
Îles Joniennes	257	—	—	—
Jamaïque et Barbade	257	—	—	—
Île Maurice	258, 281	—	—	—
Grèce	258, 282	303	—	—
Italie	258	—	—	—
Norvège	258, 282, 280	292, 308	309, 310	—
Pays-Bas	260, 271, 282	303, 306	311, 313, 317	321
Portugal	262, 271, 283	299	309, 311, 314, 317	318
Roumanie	262, 272, 284	—	—	—
Russie	263, 272, 284, 290	292	—	—
Province de Courlande	263, 286	—	—	—
Serbie	263, 272, 286	293, 303, 307	—	—
Suède	263, 272, 280, 290	293, 294, 295, 297	308, 309, 311, 314	319, 321, 323
—	—	298, 305, 306	315, 317	—
—	—	307, 307	—	—
Suisse	266, 273, 288	293, 294, 297, 298	314	—
—	—	311	—	—
Turquie	267, 290	—	—	—

TABLEAU SYNOPTIQUE DES OUVRAGES PRÉSENTÉS AU

MATIÈRES DES OUVRAGES PRÉSENTÉS AU CONGRÈS.	NOMBRES DES OUVRAGES PRÉSENTÉS AU CONGRÈS																		
	ALLEMAGNE.																		
	AGENCE PAYS SPÉCIAL.	PEUPLERS PAYS OU ÉTATS ATHÉNIEN (Monarchie entière)	BADE.	BAVIÈRE.	PRUSSE S. M.	BAVÈRE.	HESSE GRAND-DUCHÉ DE MECKLEMBOURG SCHWERIN.	OLDENBOURG.	SASSAU.	PRUSSE.	SAXE ROYALE.	SAXE WEIMAR GRAND-DUCHÉ DE.	SAXE DUCHÉ DE.	VILLES HANSEATIQUES.	WURTEMBERG.	ZOLLERN.	non classés.		
A. Sciences générales . . .	30	19	4	»	»	»	»	»	»	3	»	»	1	»	1	»	»	»	»
B. Statistique générale des différents pays.	»	4	15	2	3	3	6	1	4	1	»	»	8	6	10	»	»	»	»
C. Ouvrages des différen- tes branches de la Statistique																			
1. Organisation de la Stati- stique en général.	3	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3	»	»	»	»
2. Territoire	3	»	2	6	»	»	»	»	2	3	2	»	»	4	5	»	»	»	»
3. Division et organisation administrative.	»	»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
4. Population	1	»	9	2	4	9	2	1	»	1	27	3	»	7	»	»	»	»	»
5. Propriété foncière	»	»	17	1	1	»	1	»	»	2	2	»	»	»	1	»	»	»	»
6. Agriculture.	»	»	1	1	3	»	2	»	»	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»
7. Sylviculture. Classe . . .	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8. Pêche	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9. Industrie minière et mé- tallurgique	»	»	7	»	1	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»
10. Manufactures, arts et mé- tiers	5	»	4	4	1	»	1	»	»	1	1	»	»	»	6	»	»	»	»
11. Travaux publics.	»	»	3	9	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»
12. Poids et mesures.	2	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
13. Commerce	»	»	9	4	3	»	1	»	»	3	»	»	»	4	16	»	»	»	»
14. Transports.	»	2	4	6	»	»	1	»	»	5	1	»	»	6	»	»	»	»	»
15. Institutions de banque et de crédit. Monnaies . . .	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
16. Assurances.	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	»	»
17. De la production et con- sommation en général. . .	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
18. Prix et salaires.	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
19. Classes ouvrières.	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
20. Prévoyance. Secours mu- tuel	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
21. Bienfaisance. Assistance publique	»	»	1	3	»	1	»	»	»	4	»	»	»	3	»	»	»	»	»
22. Hygiène publique. Servi- ce de santé	2	»	20	2	»	6	»	»	3	7	»	»	»	1	1	»	»	»	»
23. Cultes.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
24. Éducation. Instruction pu- blique	»	»	4	1	»	»	»	»	»	3	1	»	»	1	»	»	»	»	»
25. Presse périodique. Litté- rature.	»	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
26. Sécurité publique. Polico. Prisons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»
27. Justice civile et crimi- nelle.	1	1	3	9	3	»	1	1	»	1	»	»	»	9	»	»	»	»	»
28. Armée.	3	»	»	1	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
29. Marine de guerre.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
30. Finances	»	1	27	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	1	»	»	»
31. Constitution des États. Pouvoirs législatifs. . .	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
32. Système communal. . . .	»	»	»	3	»	»	»	»	»	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Somme.	62	31	141	65	22	19	14	4	4	3	4	109	16	1	9	49	45	13	»

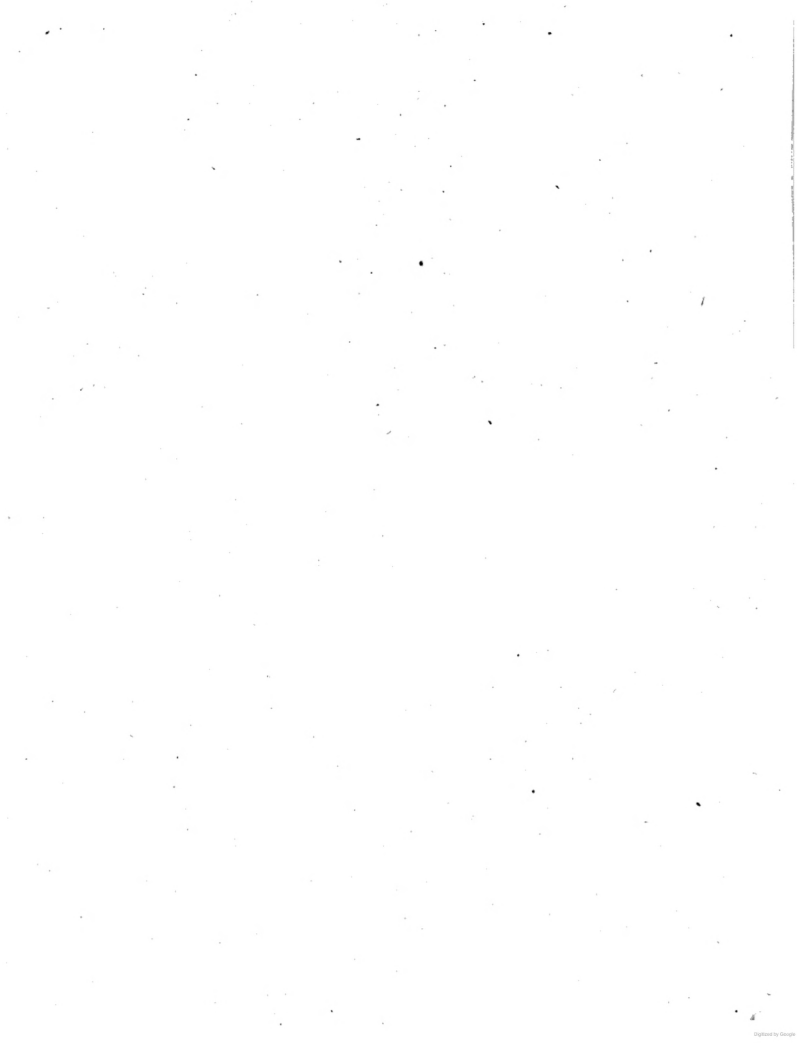
AVEC L'INDICATION DES ÉTATS, PAYS etc. QUI SONT TRAITÉS DANS CES OUVRAGES.

MEMBRES DES CONGRÈS Y COMPRIS LES MEMBRES ADHÉRENTS SELON LES PAYS DE PROVENANCE.

ÉTATS.	BRUXELLES.	PARIS.	VIENNE.	LONDRES.	BERLIN.
Allemagne: Anhalt-Bernbourg			1		1
Anhalt-Dessau Köthen			1		44
Autriche (Monarchie entière)	2	8	463	4	10
Bade	3	4	7		13
Bavière	2	2	6	5	
Brunswick			1		6
Francfort S. M.	5	3	3	1	17
Hannovre	3	2	4	2	6
Hesse (Grand Duché de)	1	2	2		4
Hesse Electoral			1		4
Holstein-Lauenbourg			1		6
Mechlenbourg Schwerin		1	2	1	2
Nassau			2		5
Oldembourg			1		504
Prusse (Monarchie entière)	10	8	17	8	2
Saxe Meiningen					22
Saxe royale	3	3	5	1	5
Saxe Weimar (Grand Duché de)			1		6
Saxe (Duchés de)			1	1	2
Saxe Waldeck					17
Villes libres (Hambourg, Brême, Lubeck).	4	5	6	1	7
Wurtemberg	3	3	6		7
Belgique	112	25	5		1
Brésil					2
Costa Rica		3			
Danemark	2	3	2	3	
Egypte	2				
Espagne	1	6	2	1	7
États-unis de l'Amérique du Nord	3	5		7	23
France	24	231	9	17	37
Grande Bretagne (Angleterre, Écosse, Irlande, Îles de la Manche).	29	22	11	485	
Colonies : Australie					1
New-South-Wales					3
Queensland					1
Victoria					1
South-Anstralia					1
Tasmania					1
New-Zealand					1
Canada					3
Cap de Bonne Esperance					1
Indes Orientales					2
Ceylan					1
Guyane (Britannique)					1
Jamaica et Barbadoes					1
Île Maurice					1
Îles Joniennes					1
Grèce		1			
Italie	11	9		1	4
Moldavie et Valachie			1		1
Norvège	1	1	2	2	7
Pérou		1			
Portugal	3	1	1	1	2
Pays-Bas	7	4		4	3
Russie			4	13	21
Servie			1		1
Suède	1	2	2	2	2
Suisse	4	10	3	5	7
Turquie			1	3	
Somme	236	365	585	595	808

TABLE DES MATIÈRES.

<u>Avant-Propos</u>	<u>Page</u> <u>iii</u>
<u>Tableau synoptique des matières traitées dans les Résolutions arrêtées par les Congrès</u>	
<u>de Bruxelles, 1863, de Paris, 1865, de Vienne, 1867, de Londres, 1900, et de Berlin, 1905.</u>	<u>v</u>
<u>Résolutions arrêtées par les Congrès.</u>	<u>1</u>
<u>Rapports des délégués officiels sur l'organisation du service, et les travaux de la sta-</u>	
<u>tistique de chaque pays classés par ordre de matière</u>	<u>241</u>
<u>Tableau synoptique des Rapports des Délégués au Congrès international de Statistique</u>	
<u>sur l'état de la Statistique dans leur pays</u>	<u>326</u>
<u>Tableau synoptique des ouvrages présentés au Congrès, par ordre des matières et des</u>	
<u>Nationalités.</u>	<u>326-37</u>
<u>Membres des Congrès y compris les membres adhérents selon les pays de provenance.</u>	<u>328</u>



DO NOT DATE



3 9015 02436 5861

Protein

52



